3 1761 09427717 5

UNIVERSITY OF TORONTO.
KING ALFRED LIBRARY OF HISTORY
FOUNDED BY
GOLDWIN SMITH AND HARRIET SMITH
1901

M3 (6th

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald,
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXXV.

LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1908.

131569
19/2/14

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald,
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXXV.

PREMIÈRE LIVRAISON.

LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1908.

Digitized by the Internet Archive
in 2014

https://archive.org/details/recueildetraits35martuoft

1.

BULGARIE, FRANCE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Sofia, le 31 décembre 1905 — 13 janvier 1906.

Sofia. Imprimerie de l'Etat.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie et le Président de la République Française.

Egalement animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de developper les relations de commerce et de navigation qui existent entre la Principauté et la France, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie,

Son Excellence Monsieur le Général R. Petrof, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.

Le Président de la République Française,

M. Henri Allizé, Ministre Plénipotentiaire, Agent Diplomatique de la République Française en Bulgarie,

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les nationaux des deux pays.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts, ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront en matière de commerce et d'industrie les nationaux de l'une des parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Une égalité complète existera entre le traitement applicable à la frontière de mer aux ressortissants de deux pays ainsi qu'aux marchandises

de toute provenance et le traitement qui leur sera imposé à la frontière de terre.

Article 2.

Les ressortissants des deux parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets, fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y acquérir, louer et occuper des maisons et boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Les dispositions du présent article relatives au libre exercice des professions ne seront pas appliquées en Bulgarie aux cabaretiers de villages, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et marchands ambulants.

Article 4.

Chacune des deux parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les droits de douane, d'octroi, d'accise et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage des articles, mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce Puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, le transbordement de marchandises, le transport sur les voies ferrées, l'accomplissement des formalités de douane et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce ou de l'industrie.

Les parties contractantes s'engagent en outre à n'établir, l'une envers l'autre, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'évè-

nements de guerre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Article 5.

Les marchandises d'origine ou de manufacture françaises acquitteront à leur entrée en Bulgarie les droits inscrits sur le tableau A*) annexé au présent Traité.

Les produits du sol et de l'industrie bulgare, qui seront exportés directement de Bulgarie, bénéficieront, à leur entrée en France, des taxes les plus réduites qui sont ou seront établies.

Les droits de douane établis à l'entrée en Bulgarie seront acquittés conformément aux dispositions mentionnées dans le protocole annexé au présent Traité.

Article 6.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporations, qui grèvent ou qui gréveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des parties contractantes ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte et plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à defaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit intérieur.

Article 7.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent par la présentations d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre partie contractante, chez des négociants on producteurs, ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce et leur industrie utilisent de marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans un cas, ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter à cet effet une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En tout cas, si le voyageur de commerce représente une seule maison commerciale, cette taxe ne pourra dépasser, y compris touts frais accessoires, 150 francs pour toute l'année et 100 francs pour six mois. S'il représente plusieurs maisons, cette taxe ne pourra être majorée que de 100 francs pour toute l'année et de 50 francs pour six mois. Les taxes

*) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes A, B et C.

prévues dans le présent article ne frapperont que la maison commerciale et ne seront donc aquittées qu'une fois même si la maison commerciale envoie un ou plusieurs voyageurs.

Les voyageurs de commerce français et bulgares munis d'une carte de légitimation conforme au modèle ci-annexé sous la lettre B délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons mais non des marchandises.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce.

Les objects passibles d'un droit de douane, qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'indentité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste, le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt en espèce du montant des droits applicables, soit par cautionnement. Il est fait réserve, toutefois, de l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalité de la garantie des ouvrages en or ou en argent.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur le territoire de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, jouiront à tous égards du traitement accordé aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les navires français et leur cargaison en Bulgarie, et réciproquement, les navires bulgares et leur cargaison en France, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quelque soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison, sous les réserves inscrites aux art. 12 et 16.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce puissance par l'une des parties contractantes, seront accordés à l'instant même et sans condition à l'autre.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre,

à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Article 9.

La nationalité des bâtiments est régie par les lois et règlements particuliers à chaque pays et établie par les titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

Article 10.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments bulgares bénéficient d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les navires français entrant dans un port de Bulgarie et réciproquement les navires bulgares entrant dans un port de France, qui viendraient y compléter leur chargement ou ne décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Article 12.

Les dispositions du présent Traité ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée, dans chacun du pays, au pavillon national.

L'intercourse entre la France et l'Algérie est assimilée au cabotage.

Toutefois, les navires français et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement à destination étrangère.

Article 13.

Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats:

1. les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, ou les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront, dans un délai de 48 heures, sans avoir fait aucune opération de commerce.

2. les navires qui viennent directement d'un autre port de Bulgarie où ils ont déjà acquitté la susdite taxe, dans la limite du délai de 8 jours pour les bateaux à vapeur et de 15 jours pour les bateaux à voile.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérées comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne s'appliquent pas aux droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives, non plus qu'aux péages locaux institués en France au profit d'établissement public.

Article 14.

Les compagnies de navigation françaises et les armateurs français qui font un service régulier de bateaux entre la Bulgarie et la France auront le droit de louer dans le rayon des ports bulgares, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, des terrains même appartenant à l'Etat et contre un prix convenable, lorsque l'Etat n'en aura pas besoin pour d'autres usages. Il est entendu que les magasins ainsi établis seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront aux exigences légales.

Article 15.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne: 1° les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet; 2° les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées à la Marine marchande nationale.

Article 16.

Le gouvernement bulgare aura la faculté d'établir le régime du monopole d'Etat sur la poudre, le tabac, l'alcool, le sel, le pétrole, les allumettes, le papier à cigarettes et les cartes à jouer.

Article 17.

Le gouvernement bulgare se déclare prêt à conclure avec le gouvernement de la République Française un arrangement spécial pour la protection des marques de fabrique, de commerce et des dessins et modèles industriels. Les négociations en vue de la signature de cet acte s'ouvriront dans un délai de six mois à partir de la ratification du présent Traité.

En attendant les ressortisants de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux pays.

Article 18.

Le gouvernement bulgare s'engage à mettre à l'étude dans le délai d'un an qui suivra la mise en vigueur du présent Traité, les questions relatives à la protection réciproque des oeuvres artistiques.

Article 19.

Le gouvernement bulgare aura le droit de nommer des fonctionnaires consulaires ou commerciaux dans toutes les villes ou ports de France ayant une importance pour son commerce.

Les deux parties contractantes s'engagent à négocier, dans un délai de trois ans, à partir de la conclusion du présent Traité, une convention d'extradition, ainsi qu'une convention spéciale pour régler à nouveau et préciser les questions se rattachant aux fonctions des consuls de France en Bulgarie et aux fonctionnaires consulaires ou commerciaux bulgares en France.

Article 20.

Le présent Traité s'étend aussi aux pays ou territoires unis actuellement ou à l'avenir, par une union douanière, à l'une des parties contractantes.

Toutefois la clause de la nation la plus favorisée stipulée à l'article 4 ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ni à celles accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le commerce des frontières.

Il est d'ailleurs convenu que l'étendue du territoire dans lequel il sera loisible d'accorder des faveurs spéciales en vue du trafic frontière ne dépassera pas 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière des Etats limitrophes.

Article 21.

Les tribunaux de la principauté connaitront à l'avenir des contestations civiles ou commerciales entre les ressortissants français et les sujets bulgares, sans que l'autorité consulaire ait à intervenir.

Article 22.

Les ressortissants français, commerçants et résidants en Bulgarie, pourront être déclarés en faillite par les tribunaux bulgares qui procéderont aux opérations et à la liquidation de la faillite, sans que l'autorité consulaire ait à intervenir.

Article 23.

Les ressortissants français en Bulgarie et les sujets bulgares en France auront libre et facile accès auprès des tribunaux et ils pourront invoquer respectivement le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que les nationaux.

Article 24.

Si une contestation venait à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité, y compris les annexes, déclarations et protocoles y relatifs, les parties contractantes conviennent de la régler par

arbitrage. Elles rédigeront à cet effet un compromis qui, après avoir précisé le point à juger, réglera la composition du tribunal arbitral, et la procédure à suivre de la manière la plus simple et la moins coûteuse. Au cas où l'entente ne pourrait s'établir il y aurait lieu de suivre les régles prévues par la convention signée à la Haye le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des litiges internationaux.

Article 25.

Les dispositions du présent Traité seront applicables à l'Algérie. Il est, en outre, entendu qu'elles deviendront également applicables aux colonies françaises ou pays de protectorat pour lesquels le gouvernement français en réclamerait le bénéfice deux mois après qu'une notification à cet effet aura été adressée au gouvernement bulgare par le représentant de la République Française à Sofia.

Article 26.

Le présent Traité entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée d'un commun accord et restera exécutoire jusqu'au 28 février (n. s.) 1911.

Toutefois, les clauses en vertu desquelles les marchandises d'origine ou de manufacture bulgares sont admises, à l'entrée en France, au bénéfice des taxes les plus réduites, pourront être dénoncées à toute époque par le gouvernement français et, dans ce cas, lesdites clauses et le tarif des droits inscrits dans le tableau A, annexés au présent traité, cesseront d'être en vigueur un an après cette dénonciation.

Dans le cas où aucune des deux parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la date précitée du 28 février 1911 son intention de faire cesser les effets du présent Traité cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Article 27.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Sofia aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia en double exemplaire, le 31 décembre — 13 janvier 1906.

(s.) *Petroff.*
(s.) *H. Allizé.*

Protocole.

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu en date de ce jour entre la principauté de Bulgarie et la République Française, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes à observer pendant la durée du présent Traité de commerce et de navigation dont elles formeront partie intégrante.

I.

Dispositions spéciales concernant la perception des droits sur les marchandises d'origine française importées en Bulgarie.

(Addition à la loi sur le tarif général des douanes du 17/30 décembre 1904).

Ad. Article 1.

Les droits de douane seront perçus sur les marchandises importées sans prendre en considération l'état dans lequel elles arrivent. Aucune réduction ne peut être accordée sur ces droits par suite d'avarie constatée à moins qu'il ne soit justifié d'accidents de transport ayant entraîné l'avarie d'une cargaison. Dans ce cas l'importateur aura le droit de séparer dans une partie de marchandises qu'une même déclaration comprend les colis qu'il préfère réexporter des colis qui doivent supporter l'application des droits. Si dans un même colis des parties de marchandises restées intactes peuvent être séparées des marchandises avariées par suite d'accidents de transport, la douane peut également en permettre le triage. Les marchandises considérées comme saines sont seules alors soumises au droit intégral. Le reste, à l'option des intéressés, sera réexporté ou détruit en présence des parties et des préposés lesquelles en dresseront procès-verbal.

Ad. Article 3.

Le poids net des marchandises est déterminé en déduisant du poids brut des colis la tare légale, c'est-à-dire la tare qui sera déterminée par ukase princier; selon le mode d'emballage ou l'espèce des marchandises. Toutefois les importateurs de marchandises d'origine française auront le droit de demander la liquidation des droits de douane sur le poids net réel (ou poids effectif). Le poids net réel sera calculé, dans ce cas, sur le poids de la marchandise dépouillée de tous ses emballages extérieurs et intérieurs (y compris les objets servant, dans l'intérieur des colis, au pliage, à la séparation ou à l'arrangement des marchandises).

Ad. Article 4.

Les emballages extérieurs ou intérieurs (caisses, futailles, vases, sacs etc.) qui n'ont pas par eux-mêmes de valeur marchande sont remis en franchise lorsqu'ils contiennent des marchandises exemptes de droits ou taxées au net, à la valeur, au nombre ou à la mesure et lorsque les marchandises qu'ils renferment sont taxées au brut ils ne doivent pas être soumis à des droits indépendants de ceux qui portent sur les marchandises mêmes.

Ad. Article 5.

Aucune tare n'est déduite pour les emballages extérieurs ou intérieurs ne répondant pas aux usages établis dans le commerce ou ayant une valeur marchande supérieure à celle des emballages dans lesquels les marchandises sont communément renfermées.

De tels emballages sont taxés à part comme marchandise d'après l'article correspondant du tarif.

Ad. Article 8.

Les objets formés de différentes matières ainsi que les mélanges de celles-ci qui ne sont pas spécialement taxés dans ce tarif seront soumis au droit de la matière la plus fortement imposée si par suite de l'emploi de la matière plus chère dans la composition ou le mélange le prix des objets est augmenté de 30% ou plus.

Si les parties constitutives du mélange peuvent être facilement séparées ou lorsqu'il ne s'agit que d'accessoires, chacune des parties sera taxée au droit qui lui est afférent.

Ad. Article 11.

Sont exempts de droits d'importation: les échantillons composés d'articles de diverses catégories envoyés par voie postale (poste ou colis postal) et les échantillons de vins et spiritueux, conformément aux dispositions stipulées ci-dessous.

II.

Conditions de magasinage et de vérification des marchandises.

1. La présentation de la déclaration en douane doit avoir lieu dans les 48 heures (Dimanche et jours fériés exceptés) qui suivent la réception de l'avis concernant l'arrivée des marchandises.

2. Les autorités douanières sont tenues de dédouaner les marchandises dans les 10 jours au plus tard qui suivent la présentation de la déclaration en douane. Pendant toute cette période l'importateur, n'est astreint au paiement d'aucun droit de magasinage.

3. Dans l'intérêt du service et afin d'éviter l'encombrement des marchandises dans les dépôts des douanes, l'importateur est tenu de prendre livraison de sa marchandise dans les 48 heures qui suivent l'accomplissement des formalités douanières et sera astreint au paiement d'un droit de magasinage à l'expiration de ce terme.

4. Les importateurs qui n'ont pas présenté leurs déclarations en douane dans le délai prescrit, auront à payer un droit de magasinage à partir du 4-ème jour de l'inscription de leurs marchandises dans les livres de douane. Les marchandises qui sont retenues dans les magasins des douanes par suite de cas de force majeure, au delà des délais fixés ci-dessus, seront exemptes du paiement du droit de magasinage, conformément au § 65 de la loi sur les douanes.

5. Les marchandises dont l'importation dans le pays est prohibée pour des raisons sanitaires ou autres, ne seront pas assujetties au paiement des droits de réexportation. Toutefois, l'importateur devra acquitter les droits de magasinage sauf dans le cas où la prohibition d'importation n'aurait pas été notifiée en temps voulu.

III.

Régime des échantillons.

1. Les échantillons de tissus ou d'autres articles expédiés par colis postal ou par voie postale, lorsqu'ils sont en fragments trop petits pour

être utilisés autrement que comme modèles ou types seront admis en franchise.

Ne seront considérés comme échantillons des objets fabriqués que des articles uniques dépareillés ou incomplets et dont la destination se prouve par la réunion de choses toutes dissemblables les unes des autres.

2. Les échantillons de prix que le commerce a intérêt à ne pas détériorer peuvent être admis temporairement soit à charge de consignation du droit ou de la valeur, soit moyennant engagement cautionné de réexporter les objets dans un délai de six mois au plus et de payer le quadruple du droit ou la quadruple valeur si la réexportation n'est pas effectuée.

Pour faciliter la reconnaissance des objets à la sortie, on y attache un plomb ou s'ils sont fixés sur cartes, on revêt celles-ci de l'estampille ou du cachet de la douane.

Les facilités prévues dans le présent article ne peuvent être accordées que dans les bureaux ouverts aux marchandises à Sofia, Philippopoli Varna, Bourgas et Roustchouk.

3. Les échantillons de vins et spiritueux sont exempts de tout droit d'entrée, d'octroi et d'accise ainsi que de toute autre taxe intérieure pourvu que le poids de chaque flacon ne dépasse pas 60 grammes pour les spiritueux et 100 grammes pour les vins, déduction faite du poids du contenant.

4. Les échantillons sans valeur importés en Bulgarie par voie postale (colis postal ou poste) ne seront soumis à la visite douanière que dans les cas où il y aurait lieu de relever l'intention de fraude.

IV.

Produits pharmaceutiques.

1. Est autorisée l'introduction sur le territoire de la principauté des médicaments prévus par le Codex français ainsi que des spécialités pharmaceutiques désignées dans le règlement approuvé par Ukase Princier du 10 Décembre 1904.

Est également autorisée l'introduction des produits suivants:

Coaltar Saponiné Le Beuf.
Arsycodile (cacodylate de soude) Dr. Leprince
Rhomnol (acide nucléique pur)
Prophylactol du Dr. Péquart
Ouataplasme du Dr. Langlebert
Préparations de Métharsinate Clin
Préparations de Lécithine Clin
Préparations de cacodylate de soude Clin
Tribromure de Gigon.
Granules antimoniaux de Papillaud.
Véritables Couttes Amères de Baumé de Gigon
Ulmarène
Ulmaral du Dr A. Gigon
Pilules Bosredon

Tablettes de Catilon au corps thyoïde (iodo-thyroidine):
Pepton Catillon;
Pastilles de Paterson;
Remède d'Abyssinie Exibard (poudre et cigarettes anti-asthmatiques);
Dragées Cognet au protaxalate de fer et quassine;
Dragées Dabourg à la cascaraloïne;
Hemoneurol Cognet;
Préparation d'Adrénaline Clin;
Enesol;
Préparations de Glycogène Clin;
Granulé Lécithine Clin;
Préparations de Létharsinate Clin;
Solution de Salicylate de soude Clin;
Liqueur et Pilules Laville;
Granules de Catillon, extrait titré de strophantus er strophantine,
Source Vichy-Célestins
Source Vichy-Grande Grille
Source Vichy-Hôpital
Source Contrexéville-Pavillon
Source Evian-Cachat
Source Vittel Grande Source
Source Vittel Source Salée
Sources la Bourboule
Sources Mont-Dore
Sources Pougues St-Léger
Source Vals-St-Jean
Source Vals Précieuse
Source Vals Dominique
Source Vals Sources Vivaraises
Source Orezza Piatier
Sources Châtel-Guyon
Source Alet-Buvette
Sources St-Galmier.

2. En ce qui concerne les spécialités pharmaceutiques françaises, les analyses, faites dans les laboratoires français agréés par le Gouvernement Bulgare, font foi devant le Haut Conseil Médical de la Principauté. Les médicaments importés peuvent être accompagnés d'une description détaillée de leur destination et de leur mode d'emploi.

3. Pour toutes les analyses qui seraient effectuées par les autorités bulgares, le droit est fixé à 25 francs.

V.

Conditions d'admission des vins, des spiritueux, des liqueurs et des denrées alimentaires.

1. Les vins, spiritueux et liqueurs importés en bouteilles provenant de maisons suffisamment connues et dont l'espèce est indiquée par la marque

apposée seront admis sans formalité, à moins qu'il n'y ait doute sur leur authenticité. Le service local statuera à cet égard.

L'admission sans formalité est également acquise aux produits de pareille nature précédemment introduits après analyse, pourvu qu'ils soient de même espèce et de même marque et provenance que ceux-ci.

2. Dans les cas prévus ci-dessus, lorsqu'il y aura lieu à analyse, le service local sera tenu de le déclarer au moment même de la vérification de la marchandise.

A cet effet deux échantillons seront prélevés en présence du déclarant et scellés par lui et par le service local. Le premier sera adressé dans les 48 heures au laboratoire compétent; le second sera conservé à la douane pendant un délai d'une année au moins en vue d'une seconde analyse s'il y a lieu. Ces deux échantillons porteront sous scellés les indications de nature, d'espèces et de date nécessaires.

3. Les quantités maxima qui pourront être prélevées pour l'analyse sont fixées ainsi qu'il suit:

Spiritueux, cognac, armagnac, rhum, liqueurs et autres boissons semblables (250 grammes par échantillon) . . . . . 500 grammes.

Vins (375 grammes par échantillon) . . . . . une bouteille ou $^3/_4$ de litre.

4. Les analyses se feront par les soins des laboratoires d'Etat institués auprès des douanes de Sophia, Philippopoli, Varna, Bourgas, Roustchouk et Sistov. Elles seront complètement gratuites et devront s'effectuer avec assez de célérité pour que la décision du laboratoire soit notifiée à l'importateur quinze jours au plus tard (non compris les Dimanches et jours de fête) après le prélèvement de l'échantillon.

Les marchandises seront conservées pendant ce délai dans les depôts de la douane, sous la responsabilité des autorités douanières, et si la marchandise est trouvée de bonne qualité aucun droit de magasinage ne sera perçu depuis l'arrivée de la marchandise jusqu'à l'expiration du délai de 48 heures qui suivra la notification au déclarant de la décision prise par le laboratoire.

5. Le déclarant pourra toujours réclamer une seconde analyse dans le délai d'une semaine qui suivra la notification à lui faite du résultat de la première expertise et sous condition du dépôt préalable d'une somme maxima de 25 frcs, à titre de cautionnement. La marchandise sera astreinte pendant la durée de cette seconde analyse au paiement des droits de magasinage.

Cette seconde analyse sera faite, aux frais de l'intéressé par le laboratoire central de Sophia. Le résultat devra en être communiqué aux intéressés dans un délai de 20 jours pour les marchandises non dédouanées à Sophia, et dans un délai de 15 jours pour les marchandises dédouanées à Sophia, à partir du jour ou la demande en aura été faite.

Dans le cas où la seconde analyse serait favorable au produit soumis au laboratoire, les sommes préalablement déposées à titre de cautionnement

pour le coût de l'analyse et l'acquittement des droits de magasinage devront être intégralement remboursé au déclarant.

6. La décision du laboratoire concluant à la prohibition du produit qui lui est soumis devra toujours être motivée et indiquera exactement en termes clairs et précis le vice reproché à ce produit.

7. Les frais d'analyse et de magasinage pendant la durée de cette analyse ne dépasseront pas la somme globale de 25 frcs.

8. Les importations de vins et spiritueux en fûts, futailles et tonneaux seront soumises à l'analyse. La première et la seconde analyse se feront sous tous les rapports et notamment dans les mêmes conditions de délais, de laboratoire, de magasinage, de prélèvement d'échantillons et de prix que les importations en bouteilles.

9. Les produits alimentaires qui seront accompagnés d'un certificat d'analyse émannant d'établissements ou laboratoires désignés par le gouvernement français et agrées par le gouvernement bulgare seront dispensés de la formalité des analyses, sauf le droit de controle de l'administration bulgare.

10. Dans le cas où les autorités locales croiraient devoir soumettre à l'analyse les denrées alimentaires, les règles édictées ci-dessus seraient applicables.

11. Les marchandises dont l'importation après analyse, serait prohibée, seront exemptes du paiement des droits d'exportation mais devront acquitter les droits de magasinage.

VI.

Importation des graines de vers à soie.

Un arrangement interviendra ultérieurement entre l'administration française et l'administration bulgare pour régler les questions se rapportant à l'importation des graines de vers à soie sur la base des stipulations du Nr. 551 de l'annexe A du présent traité. Le gouvernement bulgare se réserve de comprendre dans cet arrangement le contrôle des graines importées en boites banderollées, tel qu'il se fait actuellement en Bulgarie et conformément à la loi bulgare. Si l'administration française adopte le systeme de contrôle bulgare emprunté à l'Ecole de Montpelier, le second contrôle en Bulgarie sera supprimé par voie législative. L'importation des graines de vers à soie sera admise chaque année du 1er août au 1er novembre et la sélection devra être terminée avant le 1er décembre.

VII.

En ce qui concerne les mesures de précaution à prendre contre l'importation et la propagation d'épizooties, les hautes parties contractantes décident de ne s'appliquer réciproquement que les mesures édictées par leurs lois et réglements sanitaires respectifs.

VIII.

Les navires français et les marchandises françaises, importées par voie d'eau ou par terre, après avoir acquitté les droits prévus dans le tableau

annexé A, ne seront soumis à aucun droit additionnel, ou à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des marchandises et navires nationaux et de ceux de la nation la plus favorisée, savoir:

1. Le droit de plombage:

a) 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise, et

b) 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2. Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane:

a) Manifeste ou extrait de manifeste;

b) Déclaration en douane;

c) Feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare;

d) Feuilles de transit;

e) Feuilles de transport délivrées par les bureaux de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3. Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivrée par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour chacun des autres imprimés fournis par la douane.

4. Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur les timbres en vigueur.

Cependant les navires français entrant dans ou sortant de plusieurs ports bulgares après avoir payé une fois le droit de timbres sur les manifestes généraux d'entrée ou de sortie dans le premier port ne payeront qu'une taxe supplémentaire d'un franc sur les manifestes d'entrée et de 50 centimes sur les manifestes additionnels de sortie.

5. La taxe pour l'inspection des bestiaux; les taxes (déglik sur les moutons.

6. Les taxes sur les navires de commerce, fréquentant les ports de Bulgarie, approuvées par la XXVIIe décision du Conseil des Ministres, prise dans la séance du 28 février 1904, protocole n° 21.

7. Les droits de magasinage, perçus conformément à l'article 64 de la loi bulgare sur les douanes.

8. Le droit de statistique:

a) 10 centimes par colis, à l'exception des envois postaux;

b) 15 centimes les 1000 kilogrammes des marchandises chargées en vrac;

c) 10 centimes par tête de détail.

9. Un droit maximum de $^1/_2$ p. $^0/_0$ ad valorem prélevé sur les marchandises qui entrent en franchise complète de droits de douane et destiné à la construction et à l'amélioration des ports et échalles en Bulgarie.

Le présent protocole sera considéré comme approuvé par les puissances contractantes, sans ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité de commerce auquel il se rapporte.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31/13 janvier 1906.

(L. S.) *Petroff.*
(L. S.) *H. Allizé.*

2.

RUSSIE, FRANCE.

Convention commerciale; signée à Saint-Pétersbourg, le 16/29 septembre 1905; suivie d'un arrangement additionnel du 15/28 janvier 1906.*)

Collection des lois, etc. Saint-Pétersbourg, le 15 février 1906.

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies: Monsieur le Comte Lamsdorff, Son Secrétaire d'Etat, Conseiller Privé Actuel et Ministre des Affaires Etrangères et Monsieur Kokovtzoff, Son Secrétaire d'Etat, Conseiller Privé et Ministre des Finances, et le Président de la République Française: Monsieur Maurice Bompard, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus de ce qui suit:

Article I.

Indépendamment des avantages assurés en France à tous les produits russes par le traité signé le 20 mars (1 avril) 1874 entre les deux pays, les produits du sol et de l'industrie russes, énumérés dans le tarif A**) annexé à la présente convention, qui seront importés directement de Russie, bénéficieront, à leur entrée en France, des droits inscrits au dit tarif.

Article II.

Indépendamment des avantages assurés en Russie à tous les produits français par le traité signé le 20 mars (1 avril) 1874 entre les deux pays, les produits du sol et de l'industrie français, énumérés dans le tarif B**) annexé à la présente convention, bénéficieront, à leur entrée en Russie, des droits inscrits au dit tarif.

---

*) Ratifiée.

**) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes A et B.

Article III.

Les objets de ménage ayant déjà servi et faisant partie du mobilier des ressortissants de l'une des hautes parties contractantes qui vont s'établir dans le territoire de l'autre, ne seront soumis, dans ce dernier, à aucun droit d'entrée.

Les consuls de carrière français et les fonctionnaires qui font partie de l'ambassade de la république française et des consulats généraux, consulats et vice-consulats de France en Russie et qui seront envoyés par le gouvernement français, jouiront d'une liberté pleine et entière vis-à-vis de la censure russe, tant pour les journaux que pour les produits des sciences, des arts et des belles-lettres.

Les privilèges et franchises accordés aux fonctionnaires consulaires par les conventions en vigueur entre la France et la Russie, comme aussi ceux qui précèdent, seront également accordés aux fontionnaires spéciaux qui sont ou seront attachés aux consulats français en Russie, et aux agents du ministère des finances de Russie et à leurs secrétaires ou attachés en France, dont la nomination aura été notifiée au gouvernement de la république par la voie diplomatique.

Article IV.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats ou de rechercher des commandes dans le territoire de l'autre partie contractante.

Pour pouvoir exercer en Russie le droit prévu à l'alinéa 1 du présent article, lesdits négociants, fabricants et autres industriels devront être munis de patentes spéciales dont la taxe, perçue au profit de l'état, ne dépassera pas 150 roubles pour toute l'année et 75 roubles pour la seconde moitié de l'année.

Leurs commis-voyageurs devront être, en outre, pourvus chacun d'une patente personnelle dont la taxe, perçue au profit de l'Etat, ne dépassera pas 50 roubles pour toute l'année et 25 roubles pour la seconde moitié de l'année. Les patentes prévues à l'alinéa 2 du présent article pourront être délivrées au nom des personnes mêmes qui se rendent en Russie, et alors ces personnes ne seront plus tenues de se pourvoir, en outre, de la patente personnelle.

Pour la délivrance des patentes et le montant des taxes il ne sera fait aucune distinction quelleque soit la religion à laquelle appartiennent lesdits négociants, fabricants, industriels ou commis-voyageurs. De même aucune distinction ne sera faite suivant la religion des intéressés pour la durée de la validité du visa des passeports qui est fixée à une période de six mois en Russie.

Les cartes de légitimation industrielle seront établies conformément à un modèle convenu entre les deux hautes parties contractantes.

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître les autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et les prescriptions ou règlements régissant la profession des titulaires de ces cartes.

Les industriels (commis-voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation industrielle, ne pourront avoir avec eux que des échantillons et modèles et point de marchandises.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons ou modèles par lesdits industriels ou voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient, réexportés dans un délai d'un an et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quelque soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) du montant du droit applicable, au bureau de douane de l'entrée, soit par une caution valable.

Une fois le délai fixé expiré, le montant du droit, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au trésor ou recouvre à son profit, à moins qu'il ne soit établi que dans ce délai les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai fixé, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer, par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant du droit déposé à l'importation, ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre par la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'un des pays contractants se rendant aux foires et marchés sur le territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

En tant que l'importation d'armes à feu de l'étranger n'est pas interdite en Russie, les voyageurs de commerce français pourront porter avec eux des échantillons de ces armes, à la condition expresse de se soumettre à toutes les prescriptions générales ou locales qui sont ou seront en vigueur par rapport aux armes à feu.

Article V.

Les articles ci-après du traité de commerce et de navigation du 20 mars (1 avril) 1874 et de ses articles séparés sont modifiés comme suit:

Traité de Commerce et de Navigation.

Article 10. Ajouter au § 1: „l'intercourse entre la France et l'Algérie est assimilée au cabotage".

Article 14. Le remplacer par la disposition suivante:

„Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en France, et les produits du sol et de l'industrie de la France qui seront importés en Russie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. En aucun cas, et sous aucun motif, ils ne seront soumis à des droits, taxes, impôts ou contributions plus élevés ou autres, ni frappés de surtaxes ou de prohibition dont ne soient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnelles que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avec compensation, sera immédiatement et sans conditions ni réserves ou compensation, étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre".

Article 15.

Ajouter le paragraphe suivant: „Quant au paiement des droits, le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à faire accepter par les douanes les monnaies françaises d'or en reconnaissant mille francs en espèces comme équivalant à trois cent soixante quinze roubles en or. C'est dans la même proportion que les douanes russes compteront pour le paiement des droits les billets de la banque de France".

Article 17.

Le remplacer par la disposition suivante:

„Les navires russes avec leur cargaison venant dans les ports d'Algérie et dans ceux des colonies et possessions françaises et des pays du protectorat de l'Indo-Chine sont assimilés aux navires français, sous la réserve inscrite à l'article 10 en ce qui concerne l'intercourse entre la France et l'Algérie".

Articles séparés.

Article 1.

Ajouter un second paragraphe ainsi conçu:

„Il est également entendu que les arrangements intervenus entre la France, d'une part, Monaco et le Bey de Tunis, d'autre part, ainsi que les accords ayant trait au commerce effectué entre les possessions françaises en Afrique et les états limitrophes par les frontières de terre, ne pourront pas être invoqués par la Russie pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux hautes parties contractantes par la présente convention."

Article 2.

Ajouter la disposition suivante au secondo („de la part de la Russie"):

„Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Toutefois, les importations françaises bénéficieront également de toutes les facilités douanières accordées aux importations dans ces territoires d'un état de l'Europe ou de l'Amérique du Nord."

Remplacer les réserves („de la part de la France") par les suivantes:

„1° les immunités et primes établies en faveur de la pêche nationale;

2° les privilèges accordés à différentes sociétés françaises d'encouragement à la navigation de plaisance;

3° les immunités concédées aux pêcheurs espagnols par les conventions de 18 février 1886 et 19 janvier 1888".

Article VI.

Le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à insérer dans son règlement douanier des dispositions ayant pour effet:

Article 83:

que les objets portant des emblèmes sacrés ne soient pas détruits avant que les expéditeurs, dûment avertis, n'aient eu la possibilité de les retirer de la douane, pour les réexporter;

Article 196:

que les importateurs soient en droit de prélever telle quantité qu'il leur plaira de leur marchandise, à titre d'échantillon, à condition que le prélèvement soit effectué en une seule fois, sans préjudice d'autorisations spéciales de l'administration pour de nouveaux prélèvements qui lui paraîtraient justifiés, et étant entendu que les droits de douane seront payés sur la portion prélevée excédant la quantité dont le prélèvement est admis par l'art. 196 sans consignation des droits de douane;

Article 243:

que dans la déclaration d'un colis postal le prix puisse être énoncé en monnaie du pays d'origine ou en monnaie russe au désir de l'expéditeur;

Article 244:

que les colis postaux accompagnés de documents de service irréguliers ou insuffisants, soient, avant d'être renvoyés aux expéditeurs, conservés pendant 14 jours au bureau-frontière pour permettre de régulariser les écritures.

Article VII.

Le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à entrer en négociations, dans le délai de trois années qui suivra la mise en vigueur de la présente convention, avec le gouvernement de la République Française

au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des droits d'auteur pour les oeuvres littéraires, artistiques et photographiques.

Article VIII.

Le gouvernement impérial se déclare également prêt à entrer en négociations avec le gouvernement de la République Française, dans le délai d'une année qui suivra la mise en vigueur de la présente couvention, au sujet d'un arrangement spécial pour la protection réciproque des marques de fabrique et des dessins et modèles industriels.

Article IX.

Le gouvernement impérial s'engage à mettre à l'étude, dans le délai d'un an qui suivra la mise en vigueur de la présente convention, les questions relatives à la protection réciproque de sa sculpture et des dessins d'ornement, des brevets d'invention, des noms commerciaux et des noms d'origine.

Article X.

La présente convention pourra être étendue à la Tunisie par une déclaration échangée à cet effet entre les deux hautes parties contractantes.

Article XI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St.-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra et au plus tard le 15/28 janvier 1906.

Elle entrera en vigueur le 16 février (1 mars) 1906 et demeurera exécutoire jusqu'à l'éxpiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée. Toutefois les dispositions de l'art. V seront incorporées dans les traités et articles auxquels elles se rapportent, et elles en suivront la loi quant à leur durée d'application.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à St.-Pétersbourg, en double original, le 16/29 septembre 1905.

(L. S.) (signé) Comte *Lamsdorff.* (L. S.) (signé) *M. Bompard.*
(L. S.) (signé) *W. Kokovtzoff.*

Arrangement.

Le gouvernement impérial de Russie et le gouvernement de la République Française, désirant compléter certaines stipulations de la convention commerciale du 16/29 septembre 1905, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Il est accordé une tolérance de cinq dixièmes de degré pour le dédouanement des vins en fûts, d'origine française, importés en Russie, de telle

sorte que les dits vins en fûts, dont la richesse alcoolique constatée au moment de leur dédouanement ne dépassera pas 13 degrés 5 dixièmes seront soumis aux droits de cinq roubles par poud brut afférent, par application des dispositions de la convention commerciale du 16/29 septembre 1905 (art. 28, 1 a) aux vins de raison importés en fûts, contenants au plus 13 degrés d'alcool.

Article 2.

Les bouteilles de vin mousseux d'origine française, ne pesant pas, remplis, plus de trois livres russes, bénéficieront, à leur importation en Russie, d'une tare de 11%. Déduction de cette tare sera faite en conséquence sur le poids des dites bouteilles au moment de leur dédouanement en vue de l'application du droit de quatorze roubles par poud fixé par la convention commerciale susdésignée (ex art. 28. 2 b), pour les vins importés en bouteilles mousseux de toute espèce, y compris le poids des bouteilles.

Article 3.

Le délai fixé pour l'échange des ratifications de la convention commerciale du 16/29 septembre 1905 est prorogé, d'un commun accord, jusqu'au 7/20 février 1906.

Article 4.

Le présent arrangement fera partie intégrante de la convention à laquelle il se rapporte; il se trouvera ratifié par le fait même de la ratification de celle-ci et sera annexé à l'instrument de la ratification.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en doubles exemplaires, à St.-Pétersbourg, le 15/28 janvier 1906.

(L. S.) (signé) Comte *Lamsdorff.* (L. S.) (signé) *Bompard.*
(L. S.) (signé) *Timiriaseff.*

A ces causes, après avoir suffisamment examiné cette convention et cet arrangement, Nous les avons agrées, confirmés et ratifiés comme par les présentes Nous les agréons, confirmons et ratifions dans toute leur teneur promettant sur Notre parole impériale, pour Nous, Nos héritiers et successeurs que tout ce qui a été stipulé dans les dits conventions et arrangement sera observé et exécuté inviolablement. En foi de quoi Nous avons signé de Notre propre main la présente ratification impériale et y avons fait apposer le sceau de Notre empire. Donné à Tzarskoe Sélo, le six février de l'an de grâce mil-neuf-cent-six et de Notre règne la douzième année.

L'original est signé de la propre main de Sa Majesté L'Empereur ainsi:

(L. S.) „*Nicolas.*"

Contresigné: le Ministre des Affaires Etrangères Secrétaire d'Etat:

Comte *Lamsdorff.*

Declaration.

En exécution de l'article X de la convention commerciale conclue entre la Russie et la France le 16/29 septembre 1905, les soussignés déclarent, au nom de leurs gouvernements respectifs, que les stipulations de ladite convention et de l'arrangement additionnel du 15/28 janvier 1906, ainsi que des tarifs douaniers qui s'y rapportent, sont étendus à la Tunisie.

Fait en double à St.-Pétersbourg le 7/20 février 1906.

3.

JAPON, GRANDE-BRETAGNE, CANADA.

Convention destinée à règler les relations commerciales; signée à Tokio, le 31 janvier 1906.

Publication officielle du Japon.

His Majesty the Emperor of Japan and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, being equally desirous of facilitating the commercial relations between Japan and Canada have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries:

His Majesty the Emperor of Japan, Takaaki Kato, Shoshii, First Class of the Imperial Order of the Sacred Treasure, His Imperial Majesty's Minister of State for Foreign Affairs; and

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Sir Claude Maxwell Macdonald, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Knight Commander of the Most Honourable Order of the Bath, His Britannic Majesty's Ambassador to Japan;

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The two High Contracting Parties agree that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between Japan and Great Britain signed at London on the 16th day of the 7th month of the 27th year of Meiji (corresponding to the 16th day of July, 1894) and of the Supplementary Convention between Japan and Great Britain signed at Tokio on the 16th day of the 7th month of the 28th year of Meiji (corresponding to the 16th

day of July, 1895), shall be applied to the intercourse, commerce and navigation between the Empire of Japan and the British Dominion of Canada.

Article II.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Tokio as soon as possible. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of six months from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Tokio, in the Japanese and English languages, this 31st day of the 1st month of the 39th year of Meiji, corresponding to the 31st day of January, of year one thousand nine hundred and six.

(L. S.) *Kato Takaaki.*
(L. S.) *Claude M. Macdonald.*

4.

AUTRICHE-HONGRIE, ITALIE.

Traité réglant les relations en matière d'acquisition et de possessions de biens meubles ou immeubles; signé à Rome, le 11 février 1906.*)

Reichsgesetzblatt. No. 27. 1906.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté le Roi d'Italie,

désirant régler les relations entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie en matière d'acquisition et de possession par Leurs sujets respectifs de biens meubles ou immeubles, ont résolu de

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König von Italien,

von dem Wunsche geleitet, die Beziehungen zwischen Österreich-Ungarn und Italien hinsichtlich der Erwerbung und des Besitzes von beweglichem und unbeweglichem Gut durch Ihre

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 28 février 1906.

conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Exc. le comte Henri Lützow de Drey-Lützow et Seedorff, Son Chambellan et Conseiller intime, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, chevalier de l'ordre impérial autrichien de la couronne de fer de première classe, grand'croix de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, de l'ordre de la couronne d'Italie, etc., etc,, etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Exc. le comte Francesco Guicciardini, grand officier des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la eouronne d'Italie, député au parlement, Son Ministre des affaires étrangères;

Son Exc. Antonio Salandra, grand officier des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, député au parlement, Son Ministre des finances;

Son Exc. Luigi Luzzatti, grand' croix des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, chevalier de l'ordre civil de Savoie, grand-croix de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, député au parlement, Son Ministre du trésor;

Son Exc. Carlo Mirabello, grand officier de l'ordre de la couronne

wechselseitigen Staatsangehörigen zu regeln, haben beschlossen, zu diesem Behufe eine Konvention abzuschliessen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Exzellenz den Herrn Grafen Heinrich Lützow von Drey-Lützow und Seedorff, Allerhöchstihren Kämmerer und wirklichen Geheimen Rat, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien, Ritter des österreichisch-kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone I. Klasse, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz Joseph-Ordens und des Ordens der italienischen Krone usw. usw. usw.,

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Exzellenz den Herrn Grafen Franz Guicciardini, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Abgeordneter, Allerhöchstihren Minister des Äussern;

Seine Exzellenz Herrn Anton Salandra, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Abgeordneter, Allerhöchstihren Finanzminister;

Seine Exzellenz Herrn Ludwig Luzzatti, Grosskreuz des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Ritter des savoyischen Zivil-Verdienst-Ordens, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz Joseph-Ordens, Abgeordneter, Allerhöchstihren Schatzminister;

Seine Exzellenz Herrn Karl Mirabello, Grossoffizier des Ordens

d'Italie, commandeur de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre militaire de Savoie, sénateur du royaume, Son Ministre de la marine;

Son Exc. Edoardo Pantano, député au parlement, Son Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

M. Giacomo Malvano, grand'croix de l'ordre de la couronne d'Italie, grand officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, grand'croix de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, sénateur du royaume, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, Conseiller d'Etat;

M. Nicola Miraglia, grand'croix de l'ordre de la couronne d'Italie, grand officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, commandeur, avec plaque, de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph et commandeur de l'ordre impérial autrichien de Léopold, Directeur général du „Banco di Napoli", ex-directeur général de l'agriculture, ex-député au parlement;

M. Gioachino Busca, grand officier de l'ordre de la couronne d'Italie, commandeur de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, Directeur général des douanes;

M. Gherardo Callegari, commandeur des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, commandeur de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, professeur, inspecteur général de l'industrie et du commerce;

M. Ludowico Luciolli, commandeur de l'ordre de la couronne d'Italie, officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre impérial autrichien de François Joseph,

der italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Ritter des savoyischen Militär-Ordens, Senator, Allerhöchstihren Marineminister;

Seine Exzellenz Herrn Eduard Pantano, Abgeordneter, Allerhöchstihren Minister für Ackerbau, Industrie und Handel;

Herrn Jakob Malvano, Grosskreuz des Ordens der italienischen Krone, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz Joseph-Ordens, Senator, Generalsekretär des Ministeriums des Äussern, Staatsrat;

Herrn Nikolaus Miraglia, Grosskreuz des Ordens der italienischen Krone, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Kommandeur des kaiserlich-österreichischen Franz Joseph-Ordens mit dem Sterne, Kommandeur des österreichisch-kaiserlichen Leopolds-Ordens, Generaldirektor der Bank von Neapel, gewesener Generaldirektor des Ackerbaues und gewesener Abgeordneter;

Herrn Joachim Busca, Grossoffizier des Ordens der italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Generalzolldirektor;

Herrn Gherardo Callegari, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Kommandeur des kaiserlich österreichischen Franz Joseph-Ordens, Professor, Generalinspektor der Industrie und des Handels;

Herrn Ludwig Luciolli, Kommandeur des Ordens der italienischen Krone, Offizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Ritter des kaiserlich österreichischen Franz Joseph-

Directeur chef de division au Ministère des finances;
lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er

Les Autrichiens et les Hongrois en Italie et les Italiens en Autriche-Hongrie auront, réciproquement, le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession ab intestato et par quelqu'autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions et taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, en vertu des lois, les sujets du pays même.

Article 2.

La présente convention entrera en vigueur le 1er mars 1906 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les hautes parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 la présente convention dans lequel cas elle sera mise hors de vigueur le 1er janvier 1916. Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait non plus notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, la convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Ordens, Direktor und Abteilungsvorstand im Finanzministerium;
welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Österreicher und Ungarn in Italien und die Italiener in Österreich-Ungarn werden gegenseitig das Recht haben, bewegliche und unbewegliche Güter jeder Art zu erwerben und zu besitzen, sowie durch Kauf und Verkauf, Schenkung, Tausch, Heiratskontrakt, durch letztwillige Anordnung, gesetzliche Erbfolge und in jeder andern Weise gleich den Nationalen und unter denselben Bedingungen über dieselben zu verfügen, und keine andern und höheren Gebühren, Abgaben und Taxen entrichten, als jene, welchen die Angehörigen des Landes und den Gesetzen unterworfen sind.

Artikel 2.

Die gegenwärtige Konvention wird am 1. März 1906 in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Jeder der hohen vertragschliessenden Teile behält sich jedoch das Recht vor, zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1915 die gegenwärtige Konvention mit der Wirkung zu kündigen, dass sie am 1. Januar 1916 ausser Kraft tritt. Falls kein Teil von diesem Rechte Gebrauch macht und auch nicht zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1917 seine Absicht kund gibt, die Wirkungen der Konvention mit diesem Tage aufhören zu lassen, soll dieselbe bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab in Geltung bleiben, an welchem der

eine oder der andere der vertragschliessende Teile sie gekündigt haben wird.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double expédition, le 11 février 1906.

Artikel 3.

Die gegenwärtige Konvention soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Rom ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sie unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Rom, am 11. Februar 1906.

(L. S.) *Lützow.*

(L. S.) *Guicciardini.*
(L. S.) *Salandra.*
(L. S.) *Luzzatti.*
(L. S.) *Mirabello.*
(L. S.) *Pantano.*
(L. S.) *Malvano.*
(L. S.) *Miraglia.*
(L. S.) *Busca.*
(L. S.) *Callegari.*
(L. S.) *Luciolli.*

5.

AUTRICHE-HONGRIE, ITALIE.

Traité pour le développement des relations commerciales et maritimes; signé à Rome, le 11 février 1906.*)

Reichsgesetzblatt. No. 27. 1906.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König von Italien,

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 28 février 1906.

animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales et maritimes entre Leurs états, ont résolu de conclure un nouveau traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Exc. le comte Henri Lützow de Drey-Lützow et Seedorff, Son Conseiller intime et Chambellan, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, chevalier de l'ordre impérial autrichien de la couronne de fer de première classe, grand'croix de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, de l'ordre de la couronne d'Italie, etc., etc., etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Exc. le comte Francesco Guicciardini, grand officier des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, député au parlement, Son Ministre des affaires étrangères;

Son Exc. Antonio Salandra, grand officier des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, député au parlement, Son Ministre des finances;

Son Exc. Luigi Luzzati, grand'croix des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, chevalier de l'ordre civil de Savoie, grand'croix de l'ordre impérial autrichien de

von dem gleichen Wunsche beseelt, die zwischen Ihren Staaten bestehenden Handels- und Schiffahrtsbeziehungen stets inniger zu gestalten, haben beschlossen, einen neuen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Behufe zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Exzellenz den Herrn Grafen Heinrich Lützow v. Drey-Lützow und Seedorff, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien, Ritter des österreichisch-kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone I. Klasse, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz Joseph-Ordens und des Ordens der italienischen Krone usw., usw., usw.;

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Exzellenz den Herrn Grafen Franz Guicciardini, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Abgeordneten, Allerhöchstihren Minister des Äussern;

Seine Exzellenz Herrn Anton Salandra, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Abgeordneten, Allerhöchstihren Finanzminister;

Seine Exzellenz Herrn Ludwig Luzzatti, Grosskreuz des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Ritter des savoyischen Zivil-Verdienst-

François-Joseph, député au parlement, Son Ministre du trésor;

Son Exc. Carlo Mirabello, grand officier de l'ordre de la couronne d'Italie, commandeur de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre militaire de Savoie, sénateur du royaume, Son Ministre de la marine;

Son Exc. Edoardo Pantano, député au parlement, Son Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

M. Giacomo Malvano, grand'croix de l'ordre de la couronne d'Italie, grand officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, grand'croix de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, sénateur du royaume, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, Conseiller d'Etat;

M. Nicola Miraglia, grand'croix de l'ordre de la couronne l'Italie, grand officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, commandeur, avec plaque, de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph et commandeur de l'ordre impérial autrichien de Léopold, Directeur général du „Banco di Napoli", ex-directeur général de l'agriculture, ex-député au parlement;

M. Gioachino Busca, grand officier de l'ordre de la couronne d'Italie, commandeur de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, Directeur général des douanes;

M. Gherardo Callegari, commandeur des ordres des SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, commandeur de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, professeur, Inspecteur général de l'industrie et du commerce;

Ordens, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz Josef-Ordens, Abgeordneten, Allerhöchstihren Schatzminister;

Seine Exzellenz Herrn Karl Mirabello, Grossoffizier des Ordens der italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Ritter des savoyischen Militär-Ordens, Senator, Allerhöchstihren Marineminister;

Seine Exzellenz Herrn Eduard Pantano, Abgeordneten, Allerhöchstihren Minister für Ackerbau, Industrie und Handel;

Herrn Jakob Malvano, Grosskreuz des Ordens der italienischen Krone, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz Josef-Ordens, Senator, Generalsekretär des Ministeriums des Äussern, Staatsrat;

Herrn Nikolaus Miraglia, Grosskreuz des Ordens der italienischen Krone, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Kommandeur des kaiserlich-österreichischen Franz Josef-Ordens mit dem Sterne, Kommandeur des österreichisch-kaiserlichen Leopold-Ordens, Generaldirektor der Bank von Neapel, gewesenen Generaldirektor des Ackerbaues und gewesenen Abgeordneten;

Herrn Joachim Busca, Grossoffizier des Ordens der italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Generalzolldirektor;

Herrn Gherardo Callegari, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Kommandeur des kaiserlich-österreichischen Franz Josef-Ordens, Professor, Generalinspektor der Industrie und des Handels;

M. Ludovico Luciolli, commandeur de l'ordre de la couronne d'Italie, officier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, Directeur chef de division au Ministère des finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins ponvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les ressortissants des hautes parties contractantes qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans les territoires de l'autre haute partie contractante. Les ressortissants autrichiens et hongrois en Italie, et les ressortissants italiens en Autriche-Hongrie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des territoires respectifs, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres, ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les droits, privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les ressortissants de l'une des hautes parties contractantes seront communs aux ressortissants de l'autre.

Article 2.

Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui pourront prouver qu'ils résident dans les territoires de l'une des hautes parties contractantes et qu'ils y acquittent

Herrn Ludwig Luciolli, Kommandeur des Ordens der italienischen Krone, Offizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Ritter des kaiserlich-österreichischen Franz Josef-Ordens, Direktor und Abteilungsvorstand im Finanzministerium,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Zwischen den Angehörigen der hohen vertragschliessenden Teile wird vollständige Handels- und Schiffahrtsfreiheit bestehen; sie werden sich daher in den Gebieten des andern hohen vertragschliessenden Teiles nach freier Wahl niederlassen können und werden für die Ausübung von Handels- und Industriegeschäften, mögen sie in den Häfen, Städten und an sonstigen Orten der bezüglichen Gebiete dauernd ansässig sein oder sich dort bloss vorübergehend aufhalten, keine andern oder höhern Steuern, Abgaben, Taxen oder wie immer Namen habenden Auflagen als jene zu entrichten haben, welche von den Nationalen eingehoben werden, und die Rechte, Privilegien, Befreiungen, Immunitäten und andern Begünstigungen irgendwelcher Art, welche die Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Teile in Handels- und Industrieangelegenheiten geniessen, werden gleichmässig auch jenen des andern Teiles zukommen.

Artikel 2.

Kaufleute, Fabrikanten und Gewerbetreibende überhaupt, welche sich darüber ausweisen, dass sie in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile ihren Wohnsitz

les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans les territoires de l'autre haute partie contractante, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents, avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

haben und dortselbst die gesetzlichen Steuern und Abgaben für das von ihnen betriebene Handels- oder Industriegeschäft entrichten, sollen, wenn sie bloss für dieses Geschäft persönlich reisen oder in ihren Diensten stehende Kommis oder Agenten reisen lassen, um Ankäufe zu machen oder Bestellungen mit oder ohne Muster zu suchen, in den Gebieten des andern hohen vertragschliessenden Teiles keine weitere Steuer oder Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Article 3.

Les ressortissants des hautes parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront des territoires de l'une des hautes parties contractantes sur les territoires de l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs produits.

Les ressortissants de l'une des hautes parties contractantes, qui exercent le métier de charretier, ainsi que le transport des personnes par voiture entre les divers points des territoires respectifs, ou qui se livrent à la navigation, soit maritime, soit fluviale, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier et de ces industries, à aucune taxe industrielle sur les territoires de l'autre.

Artikel 3.

Beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse in den Gebieten jedes der vertragschliessenden Teile sollen die Angehörigen des andern wie die eigenen Angehörigen behandelt werden.

Die Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Teile, welche das Frachtfuhrgewerbe sowie den Personentransport mittels Fuhrwerken zwischen verschiedenen Plätzen der vertragschliessenden Staaten betreiben oder welche sich mit der See- oder Binnenschiffahrt befassen, sollen für diesen Gewerbebetrieb in den Gebieten des andern Teiles irgendeiner Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, du

Artikel 4.

Die Angehörigen jedes der hohen vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des andern von jedem Militärdienste zu Wasser und zu Lande, in der regulären Armee, der Miliz oder Nationalgarde, befreit sein. Sie werden auch von jeder obligatorischen, gerichtlichen, Administrativ- oder Munizipalfunktion, von der Militär-

logement de soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire, de quelque sorte que ce soit, à l'exception des charges provenant de la possession ou de la location des immeubles et des prestations et réquisitions militaires qui seront supportées, également, par tous les ressortissants du pays, à titre de propriétaires ou de locataires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujettis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts, qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Article 5.

Les Autrichiens et les Hongrois en Italie et les Italiens en Autriche-Hongrie seront entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes, sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils seront absolument libres dans leurs achats et ventes, dans la fixation du prix de tout objet de commerce et dans leurs dispositions commerciales en général, en se conformant, toutefois, aux lois de douane de l'état et en se soumettant à ses monopoles.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute jurisdiction

bequartierung, von allen Kriegskontributionen, Requisitionen und Militärleistungen jeder Art befreit sein, jedoch mit Ausnahme jener Lasten, welche in den Besitz, die Miete oder Pacht von unbeweglichen Gütern geknüpft sind, sowie jener militärischen Leistungen und Requisitionen, zu welchen alle Angehörigen des Landes als Eigentümer oder Bestandnehmer unbeweglicher Güter herangezogen werden.

Sie werden weder persönlich noch wegen ihres beweglichen oder unbeweglichen Eigentums andern Obliegenheiten, Beschränkungen, Taxen und Abgaben als denjenigen unterzogen werden, welchen die Nationalen unterstehen.

Artikel 5.

Die Österreicher und Ungarn in Italien und die Italiener in Österreich-Ungarn sollen die Freiheit haben, wie die Nationalen ihre Geschäfte selbst zu regeln oder deren Führung einer Person eigener Wahl anzuvertrauen, ohne verpflichtet zu sein, eine Vergütung oder Schadloshaltung jenen Agenten, Faktoren etc. zu zahlen, deren sie sich nicht bedienen wollen, und ohne in dieser Beziehung andern Beschränkungen als solchen zu unterliegen, welche durch die allgemeinen Landesgesetze festgestellt sind.

Sie werden bei der Abschliessung von Ein- und Verkäufen, bei der Bestimmung der Preise aller Handelsgegenstände und in allen ihren kommerziellen Verfügungen, indem sie sich den gesetzlichen Zoll- und Staatsmonopolvorschriften unterziehen, absolute Freiheit geniessen.

Sie werden auch bei den Gerichten jeder Instanz und Jurisdiktion freien und leichten Zutritt haben, um Klagen

pour faire valoir leurs droits et pour se défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir au nationaux.

anzustrengen und sich vor Gericht zu verteidigen.

Sie werden die Freiheit haben, sich jener Advokaten, Notare und Agenten zu bedienen, welche sie zur Vertretung ihrer Interessen für geeignet finden, und werden im allgemeinen auch in den gerichtlichen Beziehungen dieselben Rechte und Privilegien geniessen, welche den Nationalen jetzt oder in Zukunft gewährt werden.

Article 6.

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation ou d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays, ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

a) pour les monopoles d'état actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;
b) par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;
c. dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

Pour ce qui concerne le bétail, ainsi que les produits bruts d'animaux et les objets pouvant servir de véhicule à la contagion sont réservées les stipulations de la convention spéciale concernant les épizooties.

Artikel 6.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon — insoweit sie auf alle oder doch alle jene Länder anwendbar sind, in denen die gleichen Bedingungen vorliegen, — dürfen nur in folgenden Fällen stattfinden:

a) bei den gegenwärtig in Kraft stehenden oder in Zukunft etwa einzuführenden Staatsmonopolen;
b) aus Rücksichten der öffentlichen Sicherheit und der Sanitätspolizei, insbesondere im Interesse der öffentlichen Gesundheitspflege und in Übereinstimmung mit den diesbezüglich international anerkannten Grundsätzen;
c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Bestimmungen zur Regelung des Verkehres mit Tieren, mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, welche Träger von Ansteckungsstoffen sein können, bleiben dem besonderen Tierseuchenübereinkommen vorbehalten.

Article 7.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits, à l'im-

Artikel 7.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Ein-

portation et à l'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Toute faveur ou immunité concédée, plus tard, sous ces rapports, à une tierce puissance sera étendue, immédiatement, sans compensation et par ce fait même, à l'autre haute partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent point:

a) aux faveur actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, à d'autres états limitrophes pour faciliter le commerce de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane, accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts;

b) aux obligations imposées à l'une des hautes parties contractantes par des engagements d'une union douanière contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Article 8.

Les produits du sol ou de l'industrie autrichiens ou hongrois, énumérés dans le tarif A, joint au présent traité, lorsqu'ils seront importés en Italie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Tout produit du sol ou de l'industrie autrichien ou hongrois, dénommé ou non au tarif A, sera traité, à son entrée en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

gangs- und Ausgangsabgaben sowie hinsichtlich der Durchfuhr dürfen von keinem der hohen vertragschliessenden Teile dritte Mächte günstiger als der andre vertragschliessende Teil behandelt werden. Jede, einer dritten Macht in dieser Beziehung später eingeräumte Begünstigung oder Befreiung ist daher ohne Gegenleistung dem andern hohen vertragschliessenden Teile gleichzeitig einzuräumen.

Die vorstehenden Bestimmungen lassen jedoch unberührt:

a) solche Begünstigungen, welche zur Erleichterung des Grenzverkehrs andern Nachbarstaaten gegenwärtig zugestanden sind oder künftig zugestanden werden könnten, sowie jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Gebietsteile Geltung haben;

b) diejenigen Verpflichtungen, welche einem der hohen vertragschliessenden Teile durch eine schon bestehende oder etwa künftig eintretende Zolleinigung auferlegt sind.

Artikel 8.

Die im Tarife A zu gegenwärtigem Vertrage aufgezählten Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse Österreich-Ungarns sollen in Italien bei ihrer Einfuhr zu Lande oder zur See zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle österreichischen oder ungarischen Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse, gleichviel ob sie im Tarife A benannt sind oder nicht, werden bei der Einfuhr nach Italien auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Les produits du sol ou de l'industrie italiens, énumérés dans le tarif B*), joint au présent traité, lorsqu'ils seront importés en Autriche-Hongrie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Tout produit du sol ou de l'industrie italien, dénommé ou non au tarif B, sera traité, à son entrée, en Autriche-Hongrie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article 9.

L'Italie s'engage à ne pas augmenter, sauf accord préalable avec l'Autriche-Hongrie, le nombre ou le chiffre des droits de sortie existant encore au moment de l'entrée en vigueur du présent traité. De son côté, l'Autriche-Hongrie s'engage à ne pas augmenter, sauf accord préalable avec l'Italie, le nombre ou le chiffre des droits de sortie inscrits au tarif général en vigueur sur les articles pour lesquels l'exemption est inscrite au tarif A du présent traité.

Les régime des monopoles d'état, ainsi que des armes et munitions de guerre, reste soumis aux lois et règlements des états respectifs des hautes parties contractantes.

Les marchandises de toute nature, venant des territoires de l'une des hautes parties contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles

Die im Tarife B zu gegenwärtigem Vertrage aufgezählten Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse Italiens sollen in Österreich-Ungarn bei ihrer Einfuhr zu Lande oder zur See zu den in dem genannten Tarife festgestetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle italienischen Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse, gleichviel ob sie im Tarife B benannt sind oder nicht, werden bei ihrer Einfuhr nach Österreich-Ungarn auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Artikel 9.

Italien verpflichtet sich, die Anzahl und die Beträge der beim Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages noch bestehenden Ausfuhrzölle ohne vorheriges Einvernehmen mit Österreich-Ungarn nicht zu erhöhen. Österreich-Ungarn verpflichtet sich seinerseits, ohne vorheriges Einvernehmen mit Italien die Anzahl oder den Betrag der Ausfuhrzölle seines gegenwärtig in Kraft stehenden allgemeinen Zolltarifes hinsichtlich jener Artikel, für welche die Zollfreiheit im Tarife A des gegenwärtigen Vertrages vereinbart ist, nicht zu erhöhen.

Die Behandlung der Monopolsgegenstände sowie der Waffen und Kriegsgerätschaften bleibt der Regelung durch die Gesetze und Verordnungen der bezüglichen Staaten der vertragschliessenden Teile überlassen.

Von Waren aller Art, welche aus den Gebieten des einen der hohen vertragschliessenden Teile kommen oder nach den Gebieten des andern gehen, dürfen Durchgangsabgaben im andern Gebiete nicht erhoben werden,

*) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes A et B.

transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Article 10.

Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les territoires des hautes parties contractantes, les objets suivants seront admis et exportés de part et d'autre, avec obligation de les faire retourner, en franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie, et conformément aux règlements émanés d'un commun accord, par les hautes parties contractantes:

a) toutes les marchandises, à l'exception, des articles de consommation, qui, en sortant du libre trafic, sur les territoires d'une des hautes parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur les territoires de l'autre haute partie contractante, pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douaue, ainsi que les échantillons importés, réciproquement, par les commis voyageurs des maisons italiennes, autrichiennes ou hongroises, à la condition que toutes ces marchandises et ces échantillons n'ayant pas été vendus soient reconduits au pays d'où ils proviennent, dans un terme établi à l'avance;

les sacs de toute sorte, vides, signés et ayant déjà servi, ainsi que les tonneaux vides et signés, qui sont importés des territoires de l'autre partie contractante pour être réexportés remplis, ou qui sont réimportés après avoir été exportés remplis;

gleichviel ob diese Waren unmittelbar transitieren oder während des Transites abgeladen, eingelagert und wieder verladen werden.

Artikel 10.

Zur Erleichterung des besonderen Verkehrs, welcher sich zwischen den Gebieten der hohen vertragschliessenden Teile entwickelt hat, wird gegen Verpflichtung der Rückfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften, welche die hohen vertragschliessenden Teile im gemeinsamen Einverständnis festzustellen für gut finden werden, die zeitweilig zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden:

a) für alle Waren, mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen, welche aus dem freien Verkehr in den Gebieten des einen der hohen vertragschliessenden Teile in die Gebiete des andern auf Messen oder Märkte gebracht werden, um dort in zollamtlichen Niederlagen oder Entrepots gelagert zu werden, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden italienischer, österreichischer oder ungarischer Häuser eingebracht werden, alle diese Waren und Muster, wenn sie binnen einer im voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

für signierte und gebrauchte leere Säcke jeder Art sowie leere und signierte Fässer, welche aus den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles eingeführt werden, um gefüllt wieder ausgeführt zu werden oder welche wiedereintreten, nachdem sie gefüllt ausgeführt worden waren;

b) le bétail conduit des territoires de l'une des hautes parties contractantes aux marchés, aux travaux agricoles, à l'hivernage et au pâturage des Alpes sur les territoires de l'autre. Dans ce dernier cas la franchise des droits à l'entrée et à la sortie sera également étendue aux produits respectifs, tels que le beurre et le fromage recueillis et les animaux mis bas, pendant le séjour sur les territoires de l'autre haute partie contractante;

c) paille à tresser, cire à blanchir, cocons à dévider, déchets de soie à peigner, soie grège à filer (pour la fabrication de l'organsin et de la trame);

d) les objets destinés à être vernis, brunis et peints, et les objets destinés à être réparés.

Dans le cas c) il sera tenu compte du poids, défalcation faite, toutefois, des déchets naturels ou légaux.

Dans les autres cas, l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques.

Article 11.

Les marchandises soumises au traitement de l'acquit à caution, et passant immédiatement des territoires de l'une des hautes parties contractantes à ceux, de l'autre, ne seront point déballées, et les scellés ne seront pas levés et remplacés, sous la réserve

b) für Vieh, welches auf Märkte, zu landwirtschaftlichen Arbeiten, zur Überwinterung oder auf Alpenweiden aus den Gebieten des einen der hohen vertragschliessenden Teile in die Gebiete des andern getrieben wird. In diesem letztern Falle wird die Zollfreiheit in der Ein- und Ausfuhr ausgedehnt werden auf die bezüglichen Erzeugnisse, wie: Käse, Butter und die in der Zwischenzeit in den Gebieten des andern der hohen vertragschliessenden Teile gefallenen Jungen;

c) für Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, für Kokons zum Abhaspeln, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmen), Rohseide zum Filieren (Verarbeiten zu Organzin und Trama);

d) für Gegenstände zum Lackieren, Polieren und Bemalen, sowie für Gegenstände zur Reparatur.

Im Falle c) wird das Gewicht mit Rücksicht auf den natürlichen oder gesetzlichen Verarbeitungsschwund festgehalten.

In den andern Fällen muss die Identität der aus- und wiedereingeführten Gegenstände nachgewiesen sein, und zu diesem Zwecke werden die zuständigen Behörden das Recht haben, dieselben auf Kosten der Partei mit gewissen Kennzeichen zu versehen.

Artikel 11.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt werden, dass beim unmittelbaren Übergang solcher Waren aus den Gebieten des einen

que l'on ait satisfait aux exigences du service combiné à cet égard.

En général, les formalités du service douanier seront simplifiées et les expéditions seront accélérées autant que possible.

Article 12.

Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'état, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant des territoires de l'autre haute partie contractante.

Aucune des hautes parties contractantes ne pourra frapper, sous le prétexte, d'une taxe interne, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés, à l'entrée, les articles qui ne sont pas produits dans l'intérieur du pays même.

Si l'une des hautes parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droits sur un article de production ou de fabrication nationale, compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

der hohen vertragschliessenden Teile in die Gebiete des andern die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweitigen Verschlusses und die Auspackung der Waren unterbleibt, sofern den diesbezüglich vereinbarten Regeln genügt ist.

Überhaupt soll jede Behinderung durch Förmlichkeiten des Zolldienstes hintangehalten und die Abfertigung möglichst beschleunigt werden.

Artikel 12.

Innere Abgaben, welche in den Gebieten eines der hohen vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Kommunen oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen möchten, dürfen Erzeugnisse des andern der hohen vertragschliessenden Teile unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen einheimischen Erzeugnisse.

Keiner der hohen vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, welche in den eigenen Gebieten nicht erzeugt werden, unter dem Vorwande der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Zöllen bei der Einfuhr belegen.

Wenn einer der hohen vertragschliessenden Teile es nötig findet, auf einen in den Tarifen zu gegenwärtigem Vertrage begriffenen Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue innere Steuer oder Akzisegebühr oder einen Gebührenzuschlag zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einem gleichen Zolle bei der Einfuhr belegt werden können.

Article 13.

Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des hautes parties contractantes seront soumis, dans les territoires de l'autre, à un régime de contrôle obligatoire ou facultatif, tel qu'il est établi par la loi du pays, pour les articles similaires de fabrication nationale.

Article 14.

Les hautes parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, pour empêcher et punir la contrebande entre leurs territoires, à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux organes de l'autre haute partie contractante, chargés de la surveillance, à les aider et à leur faire parvenir, par les organes de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Sur la base de ces dispositions générales, les hautes parties contractantes ont conclu le cartel douanier ci-annexé.

Pour les eaux-frontières et les points où se touchent les territoires des hautes parties contractantes et ceux des états étrangers, on stipulera les mesures nécessaires pour l'assistance à se prêter, réciproquement, dans le service de surveillance.

Article 15.

S'il s'élevait entre les hautes parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs A et B annexés au présent traité y compris les dispositions additionnelles relatives à ces tarifs ou sur l'application en fait de la clause de la

Artikel 13.

Die aus den Gebieten des einen der hohen vertragschliessenden Teile eingeführten Goldschmied- oder Schmuckwaren aus Gold, Silber, Platina oder anderen edlen Metallen sollen in den Gebieten des andern Teiles dem für die gleichartigen Artikel der einheimischen Erzeugung obligatorisch oder fakultativ bestehenden Kontrollverfahren unterworfen sein.

Artikel 14.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels zwischen ihren Gebieten durch angemessene Mittel zusammenzuwirken und zu diesem Zwecke den Aufsichtsorganen des andern hohen vertragschliessenden Teiles alle gesetzliche Hilfe zu gewähren und denselben durch die Finanz- und Polizeiorgane sowie durch die Ortsbehörden überhaupt alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zu teil werden zu lassen.

Nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen haben die hohen vertragschliessenden Teile das beiliegende Zollkartell abgeschlossen.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der hohen vertragschliessenden Teile mit fremden Staaten zusammentreffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung beim Überwachungsdienst nötigen Massregeln verabredet werden.

Artikel 15.

Wenn zwischen den hohen vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrages (Anlage A und B) und Zusatzbestimmungen zu diesen Tarifen oder über die Anwendung der Meistbegünsti-

nation la plus favorisée à l'égard de l'exécution des autres tarifs conventionnels, le litige, si l'une des hautes parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage. Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante; chacune des hautes parties contractantes nommera comme arbitre, parmi ses ressortissants deux personnes compétentes et elles s'entendront sur le choix d'un sur-arbitre, ressortissant d'une tierce puissance amie. Les hautes parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de sur-arbitre.

Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les hautes parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage le différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent traité que celles prévues à l'alinéa premier.

Article 16.

Aucun droit d'escale, ni de transbordement ne pourra être perçu, dans les territoires des hautes parties contractantes, et les conducteurs de marchandises ne pourront être, sauf les dispositions de navigation et de police sanitaire, ainsi que celles qui sont nécessaires pour garantir la perception des impôts, contraints de s'arrêter, de décharger ni de recharger à un endroit déterminé.

Article 17.

La réglementation de la protection réciproque, des brevets d'invention,

gungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen der hohen vertragschliessenden Teile durch Schiedsspruch erledigt werden. Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder der hohen vertragschliessenden Teile aus seinen Angehörigen zwei geeignete Persönlichkeiten zu Schiedsrichtern bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen einer befreundeten dritten Macht zum Obmann wählen. Die beiden hohen vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu erneuernden Obmannes zu verständigen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die hohen vertragschliessenden Teile auch andere als die im Absatz 1 bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrages zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen.

Artikel 16.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Gebieten der hohen vertragschliessenden Teile unzulässig und es darf, vorbehaltlich schiffahrts- nnd gesundheitspolizeilicher sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Warenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus- oder umzuladen.

Artikel 17.

Die Regelung des gegenseitigen Schutzes der Erfindungen, Handels-

des marques commerciales et de fabrique, des échantillons et modèles, des noms et raisons sociales des ressortissants des hautes parties contractantes reste réservée à une convention spéciale qui devra être conclue dès que faire se pourra.

Jusqu'à la conclusion de cette convention, les dispositions de l'article 16 du traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891 resteront en vigueur.

Article 18.

Les navires de l'une des hautes parties contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités, soit à l'entrée soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'état, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement, dans les ports, raides, baies, hâvres, bassins et docks, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Il en est de même pour le cabotage.

Article 19.

La nationalité des navires de chacune des hautes parties contractantes sera constatée d'après les lois et règlements de l'état des hautes parties contractantes auquel les navires appartiennent.

Quant à la preuve du tonnage des navires, il suffira de produire les

und Fabrikmarken, Muster und Modelle, Namen und Firmen der Angehörigen der hohen vertragschliessenden Teile bleibt einem besonderen, ehestens abzuschliessenden Übereinkommen vorbehalten.

Bis zum Zustandekommen eines solchen Übereinkommens bleiben die Bestimmungen des Artikels 16 des Handels- und Schiffahrtsvertrages vom 6. Dezember 1891 in Geltung.

Artikel 18.

Die Schiffe des einen der hohen vertragschliessenden Teile werden in den Häfen des andern bei ihrer Ankunft, während ihres Aufenthaltes wie bei ihrer Abfahrt den Nationalschiffen gleichgestellt sein, sowohl hinsichtlich der Gebühren und Abgaben jeder Art oder Benennung, mögen dieselben zugunsten des Staates, für Rechnung von Gemeinden, Korporationen, öffentlichen Funktionären oder Anstalten irgendwelcher Art eingehoben werden, als auch hinsichtlich der Aufstellung der Schiffe in den Häfen, Reeden, Buchten, Bassins, Hafenbecken und Docks, hinsichtlich ihrer Ein- und Ausladung sowie aller Förmlichkeiten und andern Verfügungen, welchen die Schiffe, ihre Mannschaften oder Ladungen unterworfen werden können.

Dies gilt auch für die Küstenschiffahrt (cabotage).

Artikel 19.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der hohen vertragschliessenden Teile ist nach der Gesetzgebung des Staates der hohen vertragschliessenden Teile, welchem sie angehören, zu beurteilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe sollen die nach

certificats de jaugeage, délivrés conformément aux lois de l'état des hautes parties contractantes auquel ces navires appartiennent, et on ne procédera pas à une réduction, aussi longtemps que l'accord mis à exécution le 15 novembre 1893, restera en vigueur entre les hautes parties contractantes.

De même, seront applicables, sous la condition de réciprocité, aux navires de l'une des hautes parties contractantes et à leur cargaison, toutes les faveurs que l'autre aurait accordées, ou accorderait à l'avenir, à une tierce puissance, par rapport au traitement des navires et de leurs cargaisons.

Reste excepté, cependant, des dispositions du présent traité, l'exercice de la pêche nationale.

Article 20.

Toutes les marchandises, quelle qu'en soit la nature ou la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit et la mise en entrepôt pourra avoir lieu dans les états de l'une des hautes parties contractantes, par des navires nationaux, pourront, également, y être importées, exportées, passer en transit, ou être mises en entrepôt, par des navires, de l'autre partie, en jouissant des mêmes privilèges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à d'autres ou plus forts droits de douane ou taxes, ni à d'autres ou plus fortes restrictions, que ceux qui sont en vigueur pour les marchandises, à leur importation, exportation, transit ou à leur mise en entrepôt, par des navires nationaux.

der Gesetzgebung des Staates der hohen vertragschliessenden Teile, aus dem sie stammen, ausgefertigten Messbriefe genügen, und es wird zu einer Berechnung nicht geschritten werden, solange das am 15. November 1893 in Kraft gesetzte Übereinkommen zwischen den hohen vertragschlissenden Teilen in Geltung verbleibt.

Auch sollen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit überhaupt alle Begünstigungen, welche einer der hohen vertragschliessenden Teile in Bezug auf die Behandlung der Seeschiffe und deren Ladungen einer dritten Macht eingeräumt hat oder einräumen wird, auf die Schiffe des andern Teiles und deren Ladungen Anwendung finden.

Von den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages bleibt jedoch die Ausübung der nationalen Fischerei ausgeschlossen.

Artikel 20.

Waren jeder Art und Herkunft, deren Ein-, Aus-, Durchfuhr oder Hinterlegung in den Gebieten eines der hohen vertragschliessenden Teile mittels nationaler Schiffe gestattet ist, können auch durch Schiffe des andern Teiles ein-, aus-, durchgeführt oder hinterlegt werden, ohne andre oder höhere Zölle und Gebühren zu entrichten und andern oder grösseren Beschränkungen zu unterliegen, und unter Teilnahme an denselben Privilegien, Reduktionen, Benefizien und Rückerstattungen, welche den mittels nationaler Schiffe ein-, aus-, durchgeführten oder hinterlegten Waren eingeräumt werden.

Article 21.

Aucun droit de navigation ou de port ne sera perçu dans les ports des hautes parties contractantes, sur les navires de l'autre partie qui viendraient y relâcher, par suite de quelque accident ou par, force majeure, pourvu, toutefois, que le navire ne se livre à aucune opération de commerce, et qu'il ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire.

En cas de naufrage ou d'avarie d'un navire appartenant au gouvernement ou aux ressortissants de l'une des hautes parties contractantes sur les côtes ou les territoires de l'autre partie, non seulement il sera donné aux naufragés toute sorte d'assistance et de facilités, mais encore les navires, leurs parties et débris, leurs ustensiles et tous les objets y appartenant, les documents du navire, trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui, jetés à la mer, auront été recouvrés, ou bien le prix de leur vente, seront intégralement remis aux propriétaires, sur leur demande ou celle de leurs agents, à ce dûment autorisés; et cela sans autre paiement que celui des frais de sauvetage, de conservation, et, en général, des mêmes droits que les navires nationaux seraient tenus de payer en pareil cas.

A défaut du propriétaire ou d'un agent spécial la remise sera faite aux consuls-généraux, aux consuls, aux vice-consuls ou aux agents consulaires respectifs. Il est, toutefois, bien entendu que, si le navire, ses effets et marchandises, devenaient, à l'occa-

Artikel 21.

Von Schiffen des einen der hohen vertragschliessenden Teile, welche in Unglücks- oder Notfällen in die Häfen des andern einlaufen, sollen, wenn keinerlei Handelsoperationen unternommen und der Aufenthalt nicht unnötig verlängert wird, Schiffahrts- oder Hafenabgaben nicht erhoben werden.

Im Falle eines Schiffbruches oder einer Havarie eines der Regierung oder den Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Teile gehörigen Schiffes an der Küste oder in den Gebieten des andern Teiles wird den Schiffbrüchigen nicht nur jede Art Beihilfe geleistet und jede Erleichterung gewährt werden, sondern auch die Schiffe, ihre Bestandteile und Überreste, ihre Gerätschaften und alle dahin gehörigen Gegenstände, die an Bord gefundenen Schiffspapiere sowie alle Effekten und Waren, welche in das Meer geworfen und gerettet wurden, oder der Erlös des Verkaufes, wenn diese verkauft worden sind, sollen den Eigentümern über ihr oder das Ansuchen ihrer gehörig hierzu ermächtigten Agenten getreu zurückgestellt werden, und dies alles ohne eine andre Bezahlung, als jene der Rettungs- und Aufbewahrungskosten sowie überhaupt derjenigen Gebühren, welche in ähnlichem Falle für ein einheimisches Schiff entrichtet werden müssten.

In Ermanglung des Eigentümers oder eines besonderen Agenten wird die Übergabe an die betreffenden Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln oder Konsularagenten erfolgen, wohlverstanden, dass im Falle eines gesetzlichen Anspruches auf ein solches

sion du naufrage, l'objet d'une réclamation légale, la décision en serait déférée aux tribunaux compétents du pays.

durch Schiffbruch verunglücktes Schiff, auf dessen Effekten und Waren, diese Reklamation der Entscheidung der kompetenten Gerichte des Landes zu überweisen sein wird.

Les épaves et les marchandises avariées, provenant du chargement d'un navire de l'une des hautes parties contractantes ne pourront, sauf le paiement, s'il y a lieu, des frais de sauvetage, être soumises, par l'autre haute partie contractante au paiement de droits d'aucune espèce, à moins qu'on ne les passe à la consommation intérieure.

Von Schiffsüberresten oder havarierten Waren, welche von der Ladung eines Schiffes eines der hohen vertragschliessenden Teile herrühren, soll von dem andern Teile, unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohnes, irgendeine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den innern Verbrauch übergehen.

Article 22.

Les conducteurs des navires et des barques appartenant à l'une des hautes parties contractantes seront libres de naviguer sur toutes les voies de communication par eau, soit naturelles, soit artificielles, se trouvant sur les territoires des hautes parties contractantes, aux mêmes conditions et en payant les mêmes droits sur les bâtiments ou sur la cargaison, que les conducteurs de navires et de barques nationaux.

Artikel 22.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der hohen vertragschliessenden Teile sollen Schiffs- und Barkenführer des andern der hohen vertragschliessenden Teile unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffs- und Barkenführer des eigenen Staates.

Article 23.

Les hautes parties contractantes sont d'accord que, sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des hautes parties ne pourront être nationalisés dans l'autre, sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'état des hautes parties contractantes dont ils relèvent.

Artikel 23.

Die hohen vertragschliessenden Teile kommen dahin überein, dass, den Fall eines gerichtlichen Verkaufes ausgenommen, die Schiffe des einen der hohen Teile nur dann in dem andern nationalisiert werden können, wenn sie eine von der Behörde jenes Staates der hohen vertragschliessenden Teile, bei welcher sie registriert sind, ausgestellte Erklärung über die Zurückziehung der Flagge beibringen.

Article 24.

Les ressortissants de l'une des hautes parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes

Artikel 24.

Die Benützung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brücken-

conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, de navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'état, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Sur les routes servant à mettre les états des hautes parties contractantes en communication directe ou indirecte, les uns avec les autres, ou avec l'étranger, les droits de péage perçus, sur les transports qui passent la frontière, ne pourront être, en proportion de la distance parcourue, plus élevés que ceux qui se perçoivent sur les transports se faisant dans les limites du territoire du pays.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux chemins dn fer.

Article 25.

Les habitants des territoires des hautes parties contractantes et leurs marchandises seront, quant aux chemins de fer, traités sur le même pied, tant sous le rapport du prix et du mode de transport, que relativement au temps des expéditions et aux impôts publics.

öffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krane- und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern u. dgl. m., insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des andern hohen vertragschliessenden Teiles unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des eigenen Staates gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der das Seebeleuchtungs- und Seelotsenwesen betreffenden besonderen Bestimmungen, nur bei wirklicher Benützung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der Gebiete der hohen vertragschliessenden Teile unter sich oder mit dem Auslande dienen, dürfen die Wegegelder für den die Grenze überschreitenden Verkehr nach Verhältnis der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Diese Bestimmungen gelten nicht für Eisenbahnen.

Artikel 25.

Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Preis, Art und Zeit der Beförderung, sowie auf die öffentlichen Abgaben die Bewohner der Gebiete der hohen vertragschliessenden Teile und deren Güter auf dem gleichen Fusse behandelt werden, wie die Bewohner des eigenen Gebietes und deren Güter.

Les hautes parties contractantes prennent l'engagement de pourvoir à ce que les administrations des chemins de fer respectifs établissent des expéditions et des tarifs directs pour le transport des personnes et des marchandises et spécialement des correspondances directes pour assurer le transport direct des animaux vivants et des marchandises susceptibles de détérioration, aussitôt et à mesure que les hautes parties contractantes le jugeront utile.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dahin zu wirken, dass durch die beiderseitigen Bahnverwaltungen im Personen- und Güterverkehr und besonders zur Sicherstellung des direkten Transportes von lebenden Tieren und von Waren, welche schnellem Verderben unterliegen, direkte Expeditionen und direkte Tarife, beziehungsweise direkte Zugverbingungen, sobald und insoweit dieselben von den hohen vertragschliessenden Teilen nach Massgabe des tatsächlichen Bedürfnisses als wünschenswert bezeichnet werden, zur Einführung gelangen.

Les hautes parties contractantes s'engagent à garantir la circulation sur les voies ferrées entre leurs territoires contre toute perturbation et entrave.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Eisenbahnverkehr zwischen ihren Gebieten gegen Störungen und Behinderungen sicherzustellen.

Les administrations fixeront, d'un commun accord, les intinéraires pour la circulation des trains de correspondance, de manière que ni voyageurs, ni marchandises ne souffrent de retards autres que ceux nécessités par le service du chemin de fer, de la douane, ainsi que de la police sanitaire et de la police des passeports.

Die Eisenbahnverwaltungen werden die Fahrordnungen für den Verkehr der Anschlusszüge einverständlich derart festsetzen, dass weder die Reisenden noch die Waren andere Aufenthalte erleiden, als der Eisenbahn- und Zolldienst, sowie der Sanitäts- und Passpolizeidienst erheischt.

L'approbation de ces itinéraires est réservée à chaque gouvernement pour les lignes situées audedans des limites de son territoire.

Die Genehmigung dieser Fahrordnungen bleibt jeder Regierung für alle innerhalb der Grenzen ihres Staatsgebietes gelegenen Eisenbahnstrecken vorbehalten.

Les hautes parties contractantes s'engagent à s'entremettre auprès des administrations des chemins de fer pour assurer, autant que possible, une coïncidence de trains du même genre, savoir, trains de grande vitesse avec trains de grande vitesse, trains de voyageurs avec trains de voyageurs et trains mixtes avec trains mixtes.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, bei den Eisenbahnverwaltungen dahin zu wirken, dass tunlichst für die Influenz gleichartiger Züge, nämlich Schnellzüge an Schnellzüge, Personenzüge an Personenzüge und gemischte Züge an gemischte Züge, vorgesehen werde.

On aura également soin d'établir suivant le besoin, dans la mesure du possible, une coïncidence de trains de vitesse avec les routes internationales des bateaux à vapeur.

Ebenso soll nach Massgabe des Bedarfs für den Anschluss der Schnellzüge an internationale Schiffskurse tunlichst vorgesorgt werden.

Article 26.

Les hautes parties contractantes prendront soin que le trafic réciproque des chemins de fer, situés sur leurs territoires, soit facilité autant que possible, et pourvu que les deux lignes respectives aient la même largeur de voie, au moyen de jonctions directes des rails des lignes, qui doivent se toucher au même, endroit et par le passage des wagons d'uue voie sur l'autre.

Aux points-frontière où se trouvent des jonctions directes de voies ferrées, et où a lieu le passage des wagons, les hautes parties contractantes exempteront de la déclaration, du déchargement et de la révision à la frontière, ainsi que du plombage, toutes les marchandises qui arriveraient en wagons plombés selon les règlements en vigueur, et qui seraient destinées à être conduites dans ces mêmes wagons, à un endroit, à l'intérieur du pays, où se trouve un bureau de douane ou de finance autorisé au traitement des expéditions, pourvu toutefois, que ces marchandises soient déclarées, à l'entrée, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui, sans être déchargées, passent en transit, dans des wagons propres à être plombés selon les règlements, sur les territoires d'une des hautes parties contractantes, en venant des territoires de l'autre, ou y étant destinées, seront exemptées de la déclaration, du déchargement, de la révision et du plom-

Artikel 26.

Die hohen vertragschliessenden Teile werden darauf bedacht sein, den wechselseitigen Eisenbahnverkehr in ihren Gebieten möglichst zu erleichtern und zwar, sofern die beiderseitigen Bahnlinien gleiche Spurweite haben, durch unmittelbare Schienenverbindung der an einem Orte zusammentreffenden Bahnlinien und durch Übergang der Wagen von einer Bahn auf die andere.

Die hohen vertragschliessenden Teile werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Wagenübergang stattfindet, Waren, welche in vorschriftsmässig plombierten Wagen eingehen und in demselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Deklaration, Abladung und Revision an der Grenze sowie vom Kolloverschluss frei lassen, insofern jene Waren durch Übergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch die Gebiete eines der hohen vertragschliessenden Teile aus- oder nach den Gebieten des andern ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Deklaration, Abladung und Revision sowie vom Kolloverschluss sowohl im Innern als an der Grenze

bage, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles soient déclarées, au transit, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

L'application de ces dispositions est cependant subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer respectifs soient responsables de ce que les wagons arrivent au bureau d'expédition situé à l'intérieur du pays ou à celui de sortie, en temps opportun et avec les scellés intacts.

Toute facilité, plus grande que celles précédemment dénommées, qui viendrait à être accordée par l'une des hautes parties contractantes à des tierces puissances, quant à l'expédition douanière, sera appliquée au commerce de l'autre partie contractante, pourvu que celle-ci accorde la réciprocité.

Article 27.

Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement, le droit de nommer des consuls dans tous les ports et places commerciales des territoires de l'autre haute partie contractante dans lesquels sont admis des consuls d'une tierce puissance.

Ces consuls de l'une des hautes parties contractantes jouiront, sous la condition de réciprocité, dans les territoires de l'autre, de toutes les prérogatives, facultés et exemptions dont jouissent et jouiront à l'avenir les consuls d'une autre puissance quelconque.

En tant qu'il s'agit toutefois de l'exemption des impositions directes, on est d'accord, que seuls, les consuls de carrière pourront jouir de cette exemption, pourvu, toutefois, qu'ils ne soient pas ressortissants de la haute partie contractante, sur les

frei bleiben, insofern dieselben durch Übergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die beteiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschluss am Abfertigungsamt im Innern oder am Ausgangsamte verantwortlich seien.

Insoweit von einem der hohen vertragschliessenden Teile mit dritten Mächten inbetreff der Zollabfertigung weitergehende, als die hier aufgeführten Erleichterungen vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehr mit dem andern Teile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, Anwendung.

Artikel 27.

Die hohen vertragschliessenden Teile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Konsuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des andern der hohen vertragschliessenden Teile zu ernennen, in denen Konsuln irgendeiner dritten Macht zugelassen werden.

Diese Konsuln des einen der hohen vertragschliessenden Teile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, in den Gebieten des andern Teiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgendeiner Macht erfreuen oder erfreuen werden.

Sofern es sich hierbei jedoch insbesondere um Befreiungen in Sachen der direkten Besteuerung handelt, besteht Einverständnis, dass solche nur den Berufskonsuln, sofern sie nicht Angehörige desjenigen der hohen vertragschliessenden Teile sind, in

territoires de laquelle ils devront exercer leurs fonctions et en aucun cas dans une plus grande étendue que les représentants diplomatiques des hautes parties contractantes.

Lesdits agents recevront des autorités locales toute aide et assistance qui est ou viendrait à être accordée, par la suite, aux agents de la nation la plus favorisée, pour l'extradition des matelots et soldats faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou marchands de l'une des hautes parties contractantes, qui auraient déserté sur les territoires de l'autre.

Article 28.

Le présent traité s'étend aux pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territore douanier de l'une des hautes parties contractantes.

Article 29.

Le présent traité entrera en vigueur le 1er mars 1906 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les hautes parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 le présent traité dans lequel cas il sera mis hors de vigueur le 1er janvier 1916. Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait non plus notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'anra dénoncé.

dessen Gebieten sie ihre Funktionen ausüben, und keinesfalls in weiterem Umfange, als den diplomatischen Vertretern der hohen vertragschliessenden Teile zu gute kommen.

Die gedachten Funktionäre sollen auch rücksichtlich der Auslieferung der Soldaten oder Matrosen der Kriegs- und Handelsschiffe eines der hohen vertragschliessenden Teile, welche auf den Gebieten des andern Teils desertieren, von den Lokalbehörden allen den Bestand erhalten, welcher den Konsuln der meistbegünstigten Nationen gegenwärtig geleistet wird oder zukünftig geleistet würde.

Artikel 28.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die mit den Gebieten der hohen vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder.

Artikel 29.

Der vorliegende Vertrag wird am 1. März 1906 in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Jeder der hohen vertragschliessenden Teile behält sich jedoch das Recht vor, zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1915 den Vertrag mit der Wirkung zu kündigen, dass er am 1. Jänner 1916 ausser Kraft tritt. Falls kein Teil von diesem Rechte Gebrauch macht und auch nicht zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1917 seine Absicht kundgibt, die Wirkungen, des Vertrages mit diesem Tage aufhören zu lassen, soll der Vertrag über den 31. Dezember 1917 hinaus bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab in Geltung bleiben, an welchem der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile ihn gekündigt haben wird.

Article 30.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double expédition, le 11 février 1906.

(L. S.) *Lützow.*

Artikel 30.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert und werden die Ratifikationsurkunden sobald als möglich in Rom ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Rom, in doppelter Ausfertigung, am 11. Februar 1906.

(L. S.) *Guicciardini,*
(L. S.) *Salandra.*
(L. S.) *Luzzatti.*
(L. S.) *Mirabello.*
(L. S.) *Pantano.*
(L. S.) *Malvano.*
(L. S.) *Miraglia.*
(L. S.) *Busca.*
(L. S.) *Callegari.*
(L. S.) *Luciolli.*

Article additionnel.

Afin de donner au trafic des districts des frontières respectives les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

§ 1er

a) L'Autriche-Hongrie s'engage à accorder à la fonte et aux débris de fer introduits de l'Italie dans les usines des districts du Tirol méridional, de Condino, Tione et de la vallée de Ledro, pour y être ouvrés, la franchise de tous droits à l'entrée jusqu'à la quantité annuelle maximum de trois mille quintaux métriques de vieux fers ou débris de fer, et de deux mille quintaux de fonte.

b) Le gouvernement italien, de son côté, accorde la rentrée abso-

Zusatzartikel.

Um dem Handel der betreffenden Grenzbezirke jene Erleichterungen zu gewähren, welche die Bedürfnisse des täglichen Verkehrs erfordern, sind die hohen vertragschliessenden Teile übereingekommen wie folgt:

§ 1.

a) Österreich-Ungarn verpflichtet sich, das aus Italien in die Eisenwerke der südtirolischen Distrikte von Condino, Tione und in das Ledrotal zur Verarbeitung dortselbst gebrachte Roh- und Brucheisen bis zu einer jährlichen Maximalmenge von 3000 metrischen Zentnern Alt- und Brucheisen und von 2000 metrischen Zentnern Roheisen gänzlich zollfrei einzulassen.

b) Die italienische Regierung gestattet ihrerseits die gänzlich

lument libre de tous droits, aux fers ci-dessous spécifiés provenant de l'affinage des vieux fers ou débris de fer, et de la fonte, exportés de l'Italie, dans la quantité maximum, indiquée à l'alinea a et traitée dans les susdites usines.

Pour chaque quintal métrique (100 kilogrammes) de fonte et de débris exportés de l'Italie, le gouvernement italien admettra, respectivement, à l'importation en franchise:

soit kilogrammes 75 de fer en barres, essieux bruts, cercles, socs de charrue et gros instruments tranchants, pour 20 kilos de débris ou vieux fers et pour 80 kilos de fonte;

soit kilogrammes 67 de petits instruments tranchants, de chaînes, pioches, haches, scies et garnitures de portes et fenêtres ou casserollerie (padellame) pour 25 kilos de débris ou vieux fers et pour 75 kilos de fonte;

soit, enfin, 72 kilogrammes de clouterie pour 100 kilos de vieux fers ou débris exportés.

Le complément des quantités respectives sus-énoncées, pour former 100 kilogrammes représente les déchets de fabrication relatifs à chaque produit, à l'effet d'établir le décompte des droits de douane.

Dans le cas où l'on aurait employé pour la fabrication des produits nommés sous b) non seulement de la fonte ou des débris de fer importés de l'Italie, mais aussi du fer de provenance de l'Autriche-Hongrie, il sera tenu compte du rapport dans lequel les matières importées de l'Italie entrent dans le mélange.

zollfreie Wiedereinfuhr der aus der in Alinea a angegebenen Maximalmenge von Alt-, Bruch- und Roheisen in den genannten Eisenwerken hergestellten, im nachfolgenden bezeichneten Eisenarbeiten.

Für jeden metrischen Zentner (100 Kilogramm) aus Italien ausgeführten Roh- und Brucheisens wird die italienische Regierung zollfrei wieder einlassen:

entweder 75 Kilogramm Stabeisen, rohe Achsen, Reifeisen, Pflugschareisen und grosse Schneidewerkzeuge, entsprechend 20 Kilogramm Alt- oder Brucheisen und 80 Kilogramm Roheisen,

oder 67 Kilogramm kleine Schneidewerkzeuge, Ketten, Hauen, Beile, Sägen und Tür- und Fenstergarnituren oder Schalware (casserollerie), entsprechend 25 Kilogramm Alt- oder Brucheisen und 75 Kilogramm Roheisen,

oder endlich 72 Kilogramm Naglerarbeiten, entsprechend 100 Kilogramm Alt- oder Brucheisen.

Die die Ergänzung der ebengenannten Quantitäten auf die Summe von 100 Kilogramm bildenden Mengen stellen den jeder der genannten Produktionen eigentümlichen Abfall dar, welcher bei der Zollabrechnung in Betracht gezogen wird.

In dem Falle, dass man zur Herstellung der sub b aufgezählten Produkte nicht allein Roh- oder Brucheisen, welches aus Italien importiert wurde, sondern auch Eisen österreichisch-ungarischer Provenienz verwendet hätte, wird dem Mischungsverhältnis, in welchem die aus Italien eingeführten Stoffe im Pro-

Ce rapport sera, le cas échéant, constaté par les autorités douanières des hautes parties contractantes, pour chaque usine et pour chaque espèce de produits.

c) L'exportation et, respectivement, l'importation d'Italie en Autriche-Hongrie, de la fonte et des débris, la rentrée et, respectivement, la réexportation d'Autriche-Hongrie en Italie, des produits susmentionnés se fera par le même bureau de douane italien et, respectivement, autrichien, situé à la frontière de l'Italie et du Tirol du sud, et sous le régime de l'admission temporaire et du cautionnement des droits d'entrée austro-hongrois.

d) La rentrée en Italie doit avoir lieu dans un terme de six mois. Le montant des droits crédités restera acquis à la douane autrichienne pour toutes les quantités non réexportées dans ce terme. Ce terme pourra, dans des cas exceptionnels être prolongé par accord des administrations douanières sur la demande de l'importateur.

Les administrations douanières s'entendront, avant la mise en vigueur du traité, sur les mesures de détail pour assurer l'exécution des stipulations de ce paragraphe.

Les produits ci-après désignés, originaires du Val Vestino et entrant en Italie par la douane de Casello,

dukte enthalten sind, Rechnung getragen werden.

Dieses Mischungsverhältnis wird im einzelnen Falle durch die Zollbehörden der beiden hohen vertragschliessenden Teile für jedes einzelne Eisenwerk und für jedes einzelne Produkt festgestellt werden.

c) Die Ausfuhr beziehungsweise Einfuhr des Roh- und Bruch-eisens aus Italien nach Österreich-Ungarn und die Wiedereinfuhr beziehungsweise Wiederausfuhr der vorgenannten Eisenfabrikate aus Österreich-Ungarn nach Italien hat über dasselbe italienische beziehungsweise österreichische Zollamt an der Grenze zwischen Italien und Südtirol und unter Beobachtung der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr sowie unter Sicherstellung der österreichisch-ungarischen Einfuhrzölle zu geschehen.

d) Die Wiedereinfuhr nach Italien hat innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten stattzufinden. Der Betrag des kreditierten Zolles verfällt bei den österreichischen Zollämtern für alle, nicht innerhalb dieser Frist zur Wiederausfuhr gebrachten Quantitäten. In Ausnahmsfällen kann diese Frist über Ansuchen des Importeurs im Einvernehmen der beiden Zollverwaltungen verlängert werden.

Die Zollverwaltungen beider Teile werden sich vor der Aktivierung des Vertrages über die näheren Bestimmungen zum Zwecke der Sicherung der Ausführung dieser Stipulationen verständigen.

Die nachbenannten, aus dem Vestinotale herstammenden, nach Italien über das Zollamt von Casello ein-

accompagnés de certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes, n'acquitteront, jusqu'à concurrence annuelle des quantités ci-dessous indiquées, que le 50 pour cent des droits conventionnels italiens, savoir: fromages (en dehors du Brindza, dont le régime est réglé au protocole final II), 25 q.; beurre 65 q.; viande fraîche 30 q.

§ 2.

L'Italie s'engage à admettre à l'exportation en franchise des droits de sortie les déchets de soie grèges, destinés à être filés dans les filatures de Gorizia.

§ 3.

Resteront libres de tout droit de douane et de timbre sur les reçus de la douane, à l'importation et à l'exportation, dans le trafic des frontières en Autriche-Hongrie et en Italie:

a) toutes les quantités de marchandises dont la somme totale à prélever n'atteint pas le chiffre de dix heller ou dix centesimi;

b) herbes pour la nourriture du bétail, foin, paille, fanes, mousse pour emballage et calfatage; fourrages, jonc et cannes ordinaires, plantes vivantes (plants et provins de vigne), céréales en gerbes, plantes légumineuses, chanvre et lin non battus, pommes de terre, olives fraîches;
c) ruches avec abeilles vivantes;
d) sang de bestiaux;
e) œufs de toute sorte;
f) lait frais et lait caillé;
g) charbons de bois et de terre, tourbe et charbon de tourbe;

tretenden Produkte werden, wenn sie von Ursprungszeugnissen der kompetenten Behörden begleitet sind, bis zu den unten angegebenen jährlichen Mengen nur 50 Prozent der italienischen Konventionalzollsätze zu entrichten haben, nämlich: Käse (abgesehen von Brindza, deren Zollbehandlung im Schlussprotokoll unter II. geregelt ist,) 25 q; Butter 65 q; frisches Fleisch 30 q.

§ 2.

Italien verpflichtet sich, die zollfreie Ausfuhr für Abfälle von Rohseide, sofern sie zur Verarbeitung in den Görzer Florettspinnereien bestimmt sind, zu gestatten.

§ 3.

Von allen Zollgebühren und von der Stempelpflicht für die Zollquittungen sind bei der Einfuhr wie bei der Ausfuhr im Grenzverkehr befreit:

a) alle Warenmengen, für welche die Gesamtsumme der einzuhebenden Gebühren weniger als zehn Heller oder zehn Centesimi beträgt;
b) Gras, Heu, Stroh, Streu, Moos zum Einpacken und Kalfatern, Futterkräuter, Binsen und gemeines Rohr, Pflanzen, lebende (Setzlinge und Senker von Weinreben), Getreide in Garben, Hülsenfrüchte im Kraut, ungebrochener Flachs und Hanf, Erdäpfel, frische Oliven;
c) Bienenkörbe mit lebenden Bienen;
d) tierisches Blut;
e) Eier jeder Art;
f) Milch, auch geronnene (Topfen);
g) Holzkohlen, Steinkohlen, Torf und Torfkohlen;

h) pierres à bâtir et de taille, pierres à paver et meules, pierres ordinaires à aiguiser, cous ordinaires pour faux et faucilles, toutes ces pierres, soit taillées, soit non taillées mais ni polies, ni taillées en dalles; scories, cailloux, sable; chaux et plâtre, crus; marne, argile, et en général, toute sorte de terre ordinaire servant à fabriquer des briques, pots, pipes et vases;

i) briques;

k) son, sansa (déchets d'olives pressées, entièrement secs), tourteaux de colza et autres déchets de fruits et de graines oléagineuses, cuits et pressés;

l) cendre à lessive et cendre de houille, engrais, y compris le guano, lies, lavures, drêche, marc, balayures et déchets de toute sorte; tessons d'objets en pierre ou en argile; lavures d'or et d'argent, limon;

m) le riz à monder et les céréales à moudre sous contrôle douanier et en tenant compte de la proportion du rendement;

n) pain et farine, en quantité de 10 kilogrammes ou moins,
viande fraîche, en quantité de 4 kilogrammes ou moins,
fromage, en quantité de 2 kilogrammes ou moins,
beurre frais, en quantité de 2 kilogrammes ou moins; en tant que tous ces articles ne sont pas importés par la poste, pour les habitants des districts-frontière.

La faculté concernant l'exportation et l'importation temporaire du riz à monder (lit. m) est admise seulement dans le cas où il s'agirait de riz

h) Bau- und Bruchsteine. Pflaster- und Mühlsteine und grobe Schleifsteine, grobe Wetzsteine für Sensen und Sicheln, alle diese behauen oder unbehauen, jedoch weder geschliffen noch in Platten geschnitten, Schlacken, Kiesel, Sand, ungebrannter Kalk und Gips, Mergel, Lehm und überhaupt jede Gattung von gemeiner Erde für Ziegel und Töpfe, Pfeifen und Geschirre;

i) Mauerziegel;

k) Kleie, Sansa (ausgepresste, völlig trockene Olivenschalen), Ölkuchen und andre Rückstände von ausgepressten und ausgesottenen Früchten und öligen Samen;

l) Laugenasche und Steinkohlenasche, Dünger (auch Guano), Schlempe, Spülicht, Treber und Trester, Kehricht, Scherben von Stein und Tonwaren, Gold- und Silberkrätze, Schlamm;

m) Reis zum Schälen und Zerealien zum Vermahlen unter Zollkontrolle uud gegen entsprechende Berücksichtigung des Ausbeuteverhältnisses;

n) Brot und Mehl in der Menge von höchstens 10 Kilogramm,
frisches Fleisch in der Menge von höchstens 4 Kilogramm,
Käse in der Menge von höchstens 2 Kilogramm,
frische Butter in der Menge von höchstens 2 Kilogramm; insoweit all diese Waren für Bewohner des Grenzbezirks nicht mit der Post eingebracht werden.

Die Begünstigung hinsichtlich der zeitweiligen Aus- und Einfuhr von Reis zum Schälen (lit. m.) erstreckt sich lediglich auf den Fall, wo es

récolté sur des propriétés traversées par la ligne frontière. Cette faculté est subordonnée à l'autorisation des autorités de finance locales. Les hautes parties contractantes se mettront d'accord pour fixer toutes les dispositions qui devront régler cette matière.

sich um Reis handelt, welcher auf durch die Grenze getrennten Grundbesitzen geerntet wurde. Diese Begünstigung ist von der Ermächtigung der lokalen Finanzbehörden abhängig. Die hohen vertragschliessenden Teile werden sich zum Zwecke der Festsetzung aller diese Angelegenheit betreffenden Massnahmen ins Einvernehmen setzen.

§ 4.

Seront exempts des droits de douane d'importation et d'exportation, et jouiront du libre passage, en dehors des routes douanières, les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans, domiciliés aux extrêmes frontières, importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles, ou par suite du changement de leur domicile.

§ 4.

Ferner wird Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen sowie freier Verkehr ausser den Zollstrassen zugestanden: für Arbeitsvieh, für Ackerbauwerkzeuge, dann für Gerätschaften und Effekten, welche von den an der äussersten Grenze wohnenden Landleuten zum Behufe der Feldarbeit oder aus Anlass von Übersiedlungen über die Zollinie ein- oder ausgeführt werden.

§ 5.

Les produits naturels, y compris le riz mondé, récoltés dans les propriétés de ressortissants des hautes parties contractantes, qui se trouveraient séparées par la ligne frontière austro-italienne, des habitations et fermes, seront exempts des droits d'entrée et de sortie à leur transport dans ces bâtiments (habitations ou fermes), pour le terme à compter de la saison des moissons jusqu' à la fin de décembre.

§ 5.

Auch sind die Naturerzeugnisse (einschliesslich des enthülsten Reises) jenes Teiles der Besitzungen der Angehörigen der hohen vertragschliessenden Teile, welcher durch den Zug der Grenze von den Wohn- oder Wirtschaftsgebäuden getrennt ist, beim Transport in diese Wohn- und Wirtschaftsgebäude innerhalb des Termins von der Erntezeit bis Ende Dezember ein- nnd ausgangszollfrei.

§ 6.

Les concessions contenues aux §§ 3 et 4 sont accordées, en Autriche-Hongrie, à tout le district-frontière, et en Italie aux habitants d'une zone, le long de la frontière, qui, sauf des exceptions locales motivées par les exigences du service douanier, ne sera pas inférieure à $7^1/_2$ kilomètres.

§ 6.

Die unter § 2 und 3 zugestandenen Begünstigungen sind jedoch in Österreich auf den Grenzbezirk, in Italien auf die Bewohner einer Zone längs der Grenze beschränkt, welche, abgesehen von lokalen Ausnahmen, im Interesse des Zolldienstes auf $7^1/_2$ Kilometer Breite sich erstrecken wird.

Les hautes parties contractantes s'entendront sur les mesures pour permettre, sauf l'observation des règles spéciales à établir, pour chaque cas et pour les localités, où on le jugera nécessaire, le libre passage, en dehors des routes douanières, des objets qui sont libres en Autriche-Hongrie et en Italie de droits de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie.

Die hohen vertragschliessenden Teile werden sich über Massregeln verständigen, gegen deren Beobachtung in gewissen Gegenden, wo dies notwendig befunden wird, solchen Gegenständen, welche in Österreich-Ungarn und in Italien sowohl in der Ein- als Ausfuhr zollfrei sind, der Grenzübertritt ausser den Zollstrassen von Fall zu Fall gestattet werden kann.

Cartel de douane.

Article 1er.

Chacune des hautes parties contractantes s'oblige à coopérer dans les formes déterminées par les dispositions suivantes, à ce que les contraventions aux lois douanières ou à celles des monopoles d'état de l'autre partie contractante, soient prévenues, découvertes et punies.

Article 2.

Chacune des hautes parties contractantes obligera ses fonctionnaires, chargés d'empêcher ou de dénoncer les contraventions aux lois de douane ou des monopoles d'état, dès qu'ils seront informés qu'une contravention aux lois susdites de l'autre partie contractante se prépare ou a déjà été commise, à faire, dans le premier cas, leur possible pour l'empêcher par tous les moyens à leur portée, et dans les deux cas, à la dénoncer à l'autorité compétente de leur pays.

Article 3.

Les autorités des finances d'une partie contractante devront faire connaître aux autorités des finances de l'autre les contraventions aux lois de douane et des monopoles d'état

Zollkartell.

Artikel 1.

Jeder der hohen vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Übertretung der Zoll- oder Staatsmonopolsgesetze des andern der vertragschliessenden Teile auf die in den folgenden Bestimmungen festgesetzte Art mitzuwirken.

Artikel 2.

Jeder der hohen vertragschliessenden Teile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Übertretungen seiner eigenen Zoll- oder Staatsmonopolsgesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auferlegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Übertretung derartiger Gesetze des andern der vertragschliessenden Teile unternommen werden soll oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen zu Gebote stehenden Mittel tunlichst zu verhindern und in beiden Fällen der zuständigen Behörde des eigenen Landes anzuzeigen.

Artikel 3.

Die Finanzbehörden des einen Teiles sollen über die zu ihrer Kenntnis gelangenden Übertretungen der Zoll- oder Monopolsgesetze des andern Teiles den Finanzbehörden des letzteren

qui leur auraient été signalées, et les renseigner sur tous les faits et détails y relatifs, en tant qu'elles auront pu les découvrir.

Sont autorisés à faire de telles communications et à donner de tels renseignements, en Autriche-Hongrie, les directions des districts des finances, les inspecteurs des finances les douanes principales et les commissaires des districts de la garde des finances, en Italie des intendances de finance, les douanes principales, les inspecteurs et les officiers de la garde de finance.

Article 4.

Les bureaux de perception des hautes parties contractantes devront toujours laisser prendre connaissance aux employés supérieurs des finances, qui y seront autorisés par l'autre Partie, sur leur demande et dans le bureau même, des registres et autres documents se rapportant au mouvement commercial entre les hautes parties contractantes, ainsi qu'à la circulation et à l'entrepôt des marchandises soumises au contrôle spécial de la douane.

Article 5.

Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de déléguer, auprès de leurs bureaux douaniers, des employés pour prendre connaissance des opérations de ces bureaux, en ce qui concerne la matière douanière et la surveillance de la frontière; il sera, dans ce but, accordé toute facilité auxdits employés.

Les hautes parties contractantes se donneront réciproquement tous les éclaircissements désirables sur la comptabilité et la statistique des deux territoires douaniers.

Article 6.

Dans l'intention de prévenier et

Mitteilung machen und denselben über die einschlägigen Tatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft erteilen.

Zu solchen Mitteilungen nud Auskünften sind ermächtigt: in Österreich-Ungarn die Finanz(Bezirks)-direktionen, die Finanz(Ober)inspektoren, die Hauptzollämter und die Finanzwachkontroll-Bezirksleiter, in Italien die Direktionen der indirekten Steuern, die Hauptzollämter, die Inspektoren und die Offiziere der Finanzwache.

Artikel 4.

Die Erhebungsämter der hohen vertragschliessenden Teile sollen den dazu von dem andern Teile ermächtigten oberen Finanzbeamten desselben die Einsicht der Register und andrer Urkunden, welche sich auf den Warenverkehr zwischen beiden Territorien sowie auf den Umsatz und die Niederlagen der einer besonderen gefällsämtlichen Überwachung (Kontrolle) unterliegenden Waren beziehen, auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

Artikel 5.

Die hohen vertragschliessenden Teile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollämter Beamte zu dem Zwecke zu entsenden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntnis zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Über die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten werden die hohen vertragschliessenden Teile sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen erteilen.

Artikel 6.

Die höheren Finanzbehörden, die

de découvrir les tentatives de contrebande, les autorités dirigeantes des finances, les employés de douane et des monopoles d'état, ainsi que les agents de la garde de finance des hautes parties contractantes, s'aideront avec empressement non seulement en se communiquant dans ce but, dans le plus court délai, leurs observations, mais en entretenant, les uns et les autres, des rapports continuels, afin de prendre, de concert, les mesures les plus propres pour obtenir le résultat en vue.

Article 7.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à empêcher que des provisions de marchandises qui peuvent être considérées comme destinées à être frauduleusement introduites sur les territoires de l'autre partie, soient accumulées près de la frontière, ou qu'elles y soient déposées, sans être soumises à des mesures de précaution suffisantes pour prévenir la contrebande.

Dans les districts-frontière, il ne sera, en règle générale, permis d'établir des dépôts de marchandises étrangères non nationalisées que dans les lieux où se trouvent des bureaux de douane; dans ce cas l'autorité douanière mettra sous clef ces dépôts et les surveillera. Si, dans un cas spécial, il ne peut être procédé à la mise sous clef, on adoptera d'autres mesures de contrôle propres à atteindre, d'une manière aussi sûre que possible, le but contemplé.

Les provisions de marchandises étrangères nationalisées et de marchandises indigènes ne pourront dépasser dans les districts-frontière les exigences du commerce licite, c'est-à-dire du commerce proportionné à la consommation locale dans le propre pays.

Zoll- oder Staatsmonopolbeamten sowie die Angestellten der Finanzwache der hohen vertragschliessenden Teile sollen zur Verhütung oder Entdeckung des Schleichhandels sich bereitwilligst unterstützen und nicht nur zu diesem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich einander binnen kürzester Frist mitteilen, sondern auch fortwährend ein gegenseitiges Einvernehmen unterhalten, um durch gemeinschaftliches Zusammenwirken die zweckmässigsten Vorkehrungen treffen zu können.

Artikel 7.

Jeder der hohen vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, zu verhindern, dass Vorräte von Waren, welche als zum Schleichhandel nach den Gebieten des andern der vertragschliessenden Teile bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren angehäuft oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch hinterlegt werden.

Innerhalb des Grenzbezirks sollen Niederlagen fremder unverzollter Waren in der Regel nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet und in diesem Falle unter Verschluss und Kontrolle der Zollbehörde gestellt werden. Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen statt desselben anderweitige möglichst sichernde Kontrollmassregeln angeordnet werden.

Vorräte von fremden verzollten und von inländischen Waren innerhalb des Grenzbezirks sollen das Bedürfnis des erlaubten, das heisst nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen Verkehrs nicht überschreiten. Ensteht Verdacht, dass

En cas de soupçon que les provisions de marchandises étrangères nationalisées ou de marchandises indigènes dépassent les exigences de la consommation locale et qu'elles soient destinées à la contrebande, ces depôts doivent être assujettis, en tant que les lois le permettent, à des contrôles douaniers spéciaux afin de prévenir la contrebande.

Article 8.

Sur la demande des autorités compétentes des finances ou judiciaires de l'une des hautes parties contractantes, celles de l'autre devront prendre ou provoquer, auprès des autorités compétentes de leur pays, les mesures nécessaires pour établir les faits et rassembler les preuves des actes de contrebande commis ou tentés au détriment des droits de douane ou des monopoles d'état, et pour obtenir, selon les circonstances, la séquestration provisoire des marchandises.

Les autorités de chacune des hautes parties contractantes devront déférer aux demandes de cette nature, comme s'il s'agissait de contraventions aux monopoles d'état de leur propre pays.

De même; les fonctionnaires de la douane et des monopoles d'état, ainsi que les agents de la garde de finance de l'une des hautes parties contractantes, pourront, sur requête adressée à l'autorité dont ils relèvent par les autorités compétentes de l'autre partie, être appelés à déposer, par devant l'autorité compétente de leur pays, sur les circonstances relatives à la contravention tentée ou commise sur les territoires de l'autre haute partie contractante.

sich Vorräte von Waren der letztgedachten Art über das bezeichnete Bedürfnis und zum Zwecke des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen, insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter spezielle, zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Kontrolle der Zollbehörde gestellt werden.

Artikel 8.

Auf Verlangen der zuständigen Finanzbehörden oder Gerichte des einen der hohen vertragschliessenden Teile sollen jene des andern Teiles solche Massregeln, welche erforderlich sind, um den Tatbestand der zum Nachteile der Zölle oder Staatsmonopole des ersteren verübten oder versuchten Übertretungen zu ermitteln oder die Beweismittel zu sammeln und nach Umständen die einstweilige Beschlagnahme der Waren zu erwirken, entweder selbst ergreifen oder bei den zuständigen Behörden des eigenen Landes beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Behörden jedes der hohen vertragschliessenden Teile in derselben Weise genügen, als wenn es sich um Übertretungen der Zoll- und Staatsmonopolgesetze des eigenen Landes handelte.

Auch können die Zoll- und Staatsmonopolbeamten sowie die Angestellten der Finanzwache des einen der hohen vertragschliessenden Teile auf ein diesfalls an ihre vorgesetzte Behörde von Seite der zuständigen Behörden des andern Teiles gerichtetes Ansuchen aufgefordert werden, vor der zuständigen Behörde des eigenen Landes die auf eine in den Gebieten des andern der hohen vertragschliessenden Teile verübte oder versuchte Gefällsübertretung bezüglichen Umstände auszusagen.

Article 9.

Les agents de la garde de finance des hautes parties contractantes, faisant le service de surveillance sur les eaux du lac de Garde, auront le droit de poursuivre, dans les eaux de l'autre partie jusqu'à une distance de cent mètres de la côte, les contrebandiers qu'ils auront aperçus dans les eaux de leur propre pays, et de les arrêter, avec leur contrebande, dans le rayon ci-dessus fixé; ils sont autorisés à livrer les marchandises saisies, les moyens de transport et les contrebandiers au bureau compétent de finance de leur propre pays, pour la procédure pénale relative.

Article 10.

Aucune des hautes parties contractantes ne souffrira, sur ses propres territoires, des associations ayant pour but la contrebande sur les territoires de l'autre partie, ni reconnaîtra valables des contrats d'assurance pour contrebande.

Les hautes parties contractantes s'engagent, en outre, réciproquement, à faire surveiller sur leurs territoires respectifs les ressortissants appartenants à l'autre partie notoirement adonnés à la contrebande.

Article 11.

Chacune des hautes parties contractantes est tenue:

a) à ne point accorder le passage, dans les territoires de l'autre partie, de marchandises dont l'importation ou le transit y serait défendu, à moins qu'on ne fournisse la preuve qu'une autorisation particulière a été accordée par cette partie,

b) à n'accorder la sortie des marchandises destinées pour les terri-

Artikel 9.

Den mit dem Überwachungsdienste auf den Gewässern des Gardasees betrauten Angestellten der Finanzwache beider hohen vertragschliessenden Teile ist gestattet, die Schleichhändler, welche sie in den Gewässern des andern Teiles wahrnehmen, auf den Gewässern des eigenen Landes bis zu einer Entfernung von einhundert Meter vom Ufer zu verfolgen und samt den Gegenständen des Schleichhandels bis zu der erwähnten Entfernung anzuhalten; ferner die angehaltenen Waren sowie die Transportmittel und die Schleichhändler zu dem berufenen Amte des eigenen Landes zum Behufe des gesetzmässigen Strafverfahrens zu stellen.

Artikel 10.

Keiner der hohen vertragschliessenden Teile wird in seinen Gebieten Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach den Gebieten des andern Teiles dulden oder Verträgen zur Versicherung des Schleichhandels Giltigkeit zugestehen.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich ausserdem wechselseitig, die Angehörigen des andern Teiles, welche notorisch sich mit Schleichhandel befassen, innerhalb ihrer Gebiete überwachen zu lassen.

Artikel 11.

Jeder der hohen vertragschliessenden Teile verpflichtet sich:

a) Waren, deren Ein- oder Durchfuhr in den Gebieten des andern Teiles verboten ist, den Übergang dahin nur dann zu gestatten, wenn der Beweis beigebracht wird, dass die erforderliche besondere Erlaubnis des andern Teiles erteilt wurde, und

b) Waren, welche für die Gebiete des andern vertragschliessenden

toires de l'autre partie contractante et y étant soumises à des droits d'importation, que dans la direction d'un bureau de douane correspondant, qui soit muni d'attributions suffisantes. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à la condition d'éviter tout retard non nécessaire et toute déviation de la route douanière allant d'un bureau à l'autre des parties contractantes. Il est bien entendu, en même temps, que la sortie des marchandises ne pourra avoir lieu qu'à certaines heures, calculées de manière à ce que les marchandises arrivent au bureau correspondant pendant les heures réglementaires.

Article 12.

De même, chacune des hautes parties contractantes sera obligée à ne pas libérer les cautions qui lui ont été fournies pour la sortie de ses propres territoires, des marchandises en transit, ou pour la réexportation des marchandises étrangères non nationalisées, ni à remettre, ni à restituer les droits d'entrée ou de consommation pour les marchandises à leur sortie, s'il n'est pas prouvé, au moyen d'un certificat du bureau d'entrée de l'autre partie contractante que les marchandises y ont été présentées et déclarées.

Conformément aux circonstances spéciales des exceptions à la disposition susmentionnée peuvent être concédées d'un commun accord.

Article 13.

En ce qui concerne les dispositions contenues aux articles 11, lit. b) et 12, les hautes parties contractantes

Teiles bestimmt und in demselben einem Eingangszolle unterworfen sind, den Austritt dahin nur in der Richtung nach einem dortigen, mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte bloss in solchen Tagesstunden, dass die Waren bei diesem Amte zur erlaubten Zeit eintreffen können und nur unter der Bedingung zu gestatten, dass jeder nicht notwendige Aufenthalt und jede Abweichung von der Zollstrasse zwischen den Ämtern der vertragschliessenden Teile vermieden werde.

Artikel 12.

Ebenso verpflichtet sich jeder der hohen vertragschliessenden Teile, die Auflassung der Sicherstellungen, welche ihm für den Austritt von Durchfuhrgütern aus den eigenen Gebieten oder für den Wiederaustritt ausländischer unverzollter Waren geleistet worden sind, und die für Ausfuhren gebührende Nachsicht oder Rückvergütung von Abgaben erst dann eintreten zu lassen, wenn durch eine von dem Eingangsamte des andern Teiles ausgestellte Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die Ware bei diesem Amte gestellt und angemeldet worden ist.

Nach Massgabe besonderer Verhältnisse können im beiderseitigen Einvernehmen Ausnahmen von vorstehender Anordnung bewilligt werden.

Artikel 13.

Hinsichtlich der in den Artikeln 11, lit. b und 12 enthaltenen Bestimmungen werden die hohen ver-

fixeront, d'un commun accord, le nombre et les attributions des bureaux auxquels les marchandises devront être présentées à leur passage de la frontière commune, les heures auxquelles pourront avoir lieu l'expédition et le passage de marchandises, la manière dont elles auront à être accompagnées au bureau de l'autre partie contractante et finalement les mesures particulières à prendre au sujet du commerce se faisant sur les chemins de fer.

Article 14.

Pour les contraventions aux défenses d'entrée, de sortie ou de transit, et pour les fraudes des droits de douane ou des monopoles commises ou tentées au détriment de l'autre partie, chacune des hautes parties contractantes soumettra les contrevenants, sur la demande d'une autorité compétente de l'autre partie, aux peines édictées par ses propres lois pour les contraventions similaires ou analogues dans les cas suivants:

1. si l'inculpé est ressortissant de l'état qui doit le soumettre à la poursuite et à la peine;

2. si, n'étant pas ressortissant de cet état, il y a sa demeure, bien que transitoirement, ou si la contravention a été commise de ce territoire et s'il s'y laissait surprendre à ou après l'arrivée de la demande de poursuite.

On appliquera, toutefois, les peines édictées par les lois de l'autre haute partie contractante (requérants), si elles étaient moins rigoureuses.

tragschliessenden Teile in gegenseitigem Einverständnis die Anzahl und die Befugnisse der Ämter festsetzen, zu welchen die Waren beim Übergange über die gemeinschaftliche Grenze zu stellen sind, die Stunden, in welchen die Abfertigung und der Grenzübergang der Waren stattfinden darf und die Art und Weise bestimmen, wie dieselben zum Amte des andern vertragschliessenden Teiles zu begleiten sind, und endlich sich über die für den Eisenbahnverkehr erforderlichen besonderen Massregeln einigen.

Artikel 14.

Wegen der zum Nachteile des andern Teiles verübten oder versuchten Übertretungen der Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote und wegen Verkürzungen der Zoll- oder Monopolsgebühren wird jeder der beiden hohen vertragschliessenden Teile auf Ansuchen einer zuständigen Behörde des andern Teiles die Übertreter den für ähnliche oder gleichartige Übertretungen seiner eigenen Gesetze festgesetzten Strafen in dem Falle unterziehen:

1. wenn der Angeschuldigte ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

2. wenn derselbe, ohne Angehöriger dieses Staates zu sein, dortselbst seinen, wenn auch vorübergehenden Wohnsitz hat oder die Übertretung von diesem Gebiete aus beging und sich dortselbst bei oder nach dem Einlangen des Verfolgungsantrages betreffen lässt.

Es sind jedoch die durch die Gesetze des andern (requirierenden) vertragschliessenden Teiles festgesetzten Strafen anzuwenden, wenn diese sich als gelinder herausstellen.

Si, par disposition de loi, la peine pécuniaire doit être fixée d'après la somme fraudée, ou prendra pour base le tarif de la haute partie contractante dont les lois de douane et de monopole ont été lésées.

S'il y a une divergence entre les organes administratifs des hautes parties contractantes sur la tarification de la marchandise, les gouvernements respectifs se mettront au préalable d'accord au sujet de cette divergence.

Wenn die zu verhängende Vermögensstrafe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrag zu bemessen ist, so ist dieselbe nach dem Tarif des hohen vertragschliessenden Teiles zu bemessen, dessen Zoll- oder Monopolsgesetze übertreten wurden.

Ist hierbei die Warentarifierung zwischen den administrativen Organen der hohen vertragschliessenden Teile strittig, so werden sich die Regierungen vorher bezüglich dieser Differenz ins Einvernehmen setzen.

Article 15,

Dans les procès à instruire, d'après l'article 14, les rapports officiels des autorités ou fonctionnaires de l'autre partie contractante auront la même force de preuve qu'on attribue à ceux des autorités ou fonctionnaires du pays dans des cas semblables.

Artikel 15.

Bei dem nach Artikel 14 einzuleitenden Verfahren soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des andern Teiles dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Landes in Fällen gleicher Art zukommt.

Article 16.

Les frais occasionnés, par suite des procès à instruire en vertu de l'article 14, devront être remboursés par la haute partie contractante dans l'intérêt de laquelle se fait la procédure, à moins qu'ils ne puissent être couverts par la valeur des objets saisis ou acquittés par les contrevenants.

Artikel 16.

Die bei einem infolge des Artikels 14 eingeleiteten Strafverfahren bestrittenen Kosten sind, insofern sie nicht aus dem Werte der angehaltenen Gegenstände der Übertretung oder von den Übertretern eingebracht werden können, von dem Teile zu vergüten, in dessen Interesse das Verfahren vollzogen wird.

Article 17.

Les sommes versées par l'inculpé, à l'occasion de poursuites faites d'après l'article 14, ou réalisées par la vente des objets de la contravention, seront employées de manière à ce que les frais judiciaires soient remboursés en première ligne; les droits soustraits à l'autre haute partie contractante viendront en seconde ligne et les peines pécuniaires en troisième.

Artikel 17.

Die Geldbeträge, welche infolge eines nach Artikel 14 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Beschuldigten oder aus den verkauften Gegenständen der Übertretung eingehen, sind in der Art zu verwenden, dass davon zunächst die Gerichtskosten, dann die dem andern Teile entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ces dernières resteront à la disposition de la haute partie contractante sur les territoires de laquelle le procès a eu lieu.

Article 18.

On devra se désister du procès instruit en vertu de l'article 14, aussitôt que l'autorité de la haute partie contractante qui l'a provoqué en fera la demande, à moins qu'il n'ait été déjà rendu un arrêt définitif, c'est-à-dire passé en chose jugée.

Dans ce cas seront également applicables les dispositions de l'article 16 concernant les frais de procédure.

Article 19.

Les autorités administratives et judiciaires de chacune des hautes parties contractantes devront, quant aux procès instruits dans les territoires de l'autre haute partie contractante, soit pour contravention aux lois de douane ou aux monopoles de cette même partie, soit en vertu de l'article 14, sur la demande des autorités ou du juge compétent:

1. interroger, en cas de besoin sous serment, les témoins et experts qui se trouvent dans le district de leur juridiction, et, au besoin, astreindre les premiers à rendre leur témoignage, à moins qu'il ne puisse être refusé d'après les lois du pays;

2. procéder d'office à des visites et en certifier les résultats;

3. faire intimer des citations et des arrêts aux inculpés, qui se trouveraient dans le district de l'autorité requise, et qui ne seraient pas ressortissants de l'état de la haute partie contractante dont elle relève.

Über die letzteren hat jener hohe vertragschliessende Teil zu verfügen, in dessen Gebieten das Verfahren stattfand.

Artikel 18.

Eine nach Massgabe des Artikels 14 eingeleitetes Verfahren ist, solange ein rechtskräftiges Erkenntnis noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde des hohen vertragschliessenden Teiles, welcher dasselbe veranlasst hatte, sogleich einzustellen.

Auch in diesem Falle finden die Bestimmungen des Artikels 16, betreffend die Kosten des Strafverfahrens, Anwendung.

Artikel 19.

Die Behörden oder Gerichte jedes der hohen vertragschliessenden Teile sollen in Beziehung auf jedes in den Gebieten des andern hohen vertragschliessenden Teiles wegen Übertretung der Zoll- oder Monopolsgesetze dieses Teiles oder in Gemässheit des Artikels 14 eingeleite Strafverfahren verpflichtet sein:

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirk aufhalten und zwar auf Erfordern eidlich zu vernehmen und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, nötigenfalls anzuhalten.

2. Amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen.

3. Vorladungen und Erkenntnisse Angeschuldigten behändigen zu lassen, die sich im Bezirk des ersuchten Gerichts aufhalten, aber nicht Angehörige desjenigen vertragschliessenden Teiles sind, zu dessen Gebieten dieser Gerichtsbezirk gehört.

Article 20.

Les dispositions établies par le présent cartel de douane, pour le commerce par voie de terre, sont étendues, en tant qu'elles sont applicables, au trafic par voie maritime.

Article 21.

Dans tous les ports autrichiens ou hongrois où ne réside pas un agent consulaire du royaume d'Italie, l'autorité douanière ou de port (cette dernière après avoir informé la douane du départ prochain du navire) visera les connaissements des navires à voile de toute jauge et ceux des navires à vapeur d'une jauge inférieure à 100 tonnes, de toute nationalité, qui se dirigent vers un port italien.

Dans les endroits où résident des agents consulaires italiens leur visa sur les connaissements dont il est question sera gratuit pour les navires italiens, autrichiens et hongrois.

Article 22.

On entend, dans le présent cartel, par „lois de douane“ aussi les défenses d'entrée, de sortie et de transit, et par „autorités administratives“ ou „autorités judiciaires“ celles instituées dans les territoires de l'une et de l'autre haute partie contractante, pour la poursuite et la punition des contraventions à leur lois analogues.

Artikel 20.

Die durch gegenwärtiges Zollkartell für den Handel auf dem Landwege aufgestellten Massnahmen gelten auch, soweit sie anwendbar sind, für den Verkehr zur See.

Artikel 21.

In allen österreichischen und ungarischen Häfen, in welchen kein Konsularfunktionär des Königreiches Italien aufgestellt ist, wird die Zoll- oder Hafenbehörde (letztere nach erfolgter Anzeige der bevorstehenden Abfahrt des Schiffes an die Zollbehörde) die Manifeste von Segelschiffen jeden Tonnengehalts und jene von Dampfschiffen mit weniger als hundert Tonnen Gehalt, ohne Unterschied der Nationalität, vidieren, wenn sich diese Schiffe nach einem italienischen Hafen begeben.

In jenen Orten, in welchen italienische Konsularfunktionäre aufgestellt sind, wird deren Visum auf den in Rede stehenden Schiffsmanifesten für italienische und für österreichische und ungarische Schiffe unentgeltlich erteilt werden.

Artikel 22.

Es sind in diesem Kartell unter „Zollgesetzen“ auch die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote und unter „Behörden“ oder „Gerichten“ die in den Gebieten der hohen vertragschliessenden Teile zur Untersuchung und Bestrafung von Übertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

Protocole final,
annexé au traité de commerce et de navigation, conclu le 11 février 1906 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu, à la date de ce jour, entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du traité même:

I. En ce qui concerne le traité de commerce et de navigation.

Ad article 1.

§ 1. Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans les territoires de chacune des hautes parties contractantes et applicables aux ressortissants de toute autre puissance.

§ 2. Le principe de traiter les ressortissants de l'autre partie, qui exercent un métier ou le commerce, absolument sur le même pied que les nationaux, quant au paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts de corporations ou autres statuts locaux, là où il en existerait encore. L'application ne pourra, cependant, avoir lieu que lorsque toutes les conditions que les lois de chacune des hautes parties contractantes attachent au droit de l'exercice de l'industrie auront été remplies,

§ 3. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance)

Schlussprotokoll
zu dem zwischen Österreich-Ungarn und Italien abgeschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrage vom 11. Februar 1906.

Bei der Unterzeichnung des Handels- und Schiffahrtsvertrages, welcher am heutigen Tage zwischen Österreich-Ungarn und Italien abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachstehenden Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, welche einen Teil des Vertrages selbst bilden sollen:

I. Zum Handels- und Schiffahrtsvertrage.

Zu Artikel 1.

§ 1. Durch die Verabredungen dieses Artikels soll den besonderen Gesetzen, Verordnungen und Reglements, welche in dem Gebiete eines der hohen vertragschliessenden Teile in Bezug auf Handel, Gewerbe und Polizei bestehen und auf die Angehörigen aller andern Mächte Anwendung finden, kein Eintrag geschehen.

§ 2. Der Grundsatz der völlig gleichen Besteuerung der Angehörigen des andern Teiles, welche Gewerbe und Handel treiben, mit den eigenen Angehörigen soll auch in Ansehung der Korporations- oder sonstigen Lokalstatuten, wo solche noch bestehen, zur Anwendung kommen. Seine Verwirklichung im einzelnen Falle setzt jedoch die Erfüllung derjenigen Vorbedingungen für die Berechtigung zum Gewerbebetriebe voraus, welche die Gesetze eines jeden der hohen vertragschliessenden Teile vorschreiben.

§ 3. Die Aktiengesellschaften und Kommanditgesellschaften auf Aktien (mit Inbegriff der Versicherungsge-

fondées sur les territoires de l'une des hautes parties contractantes en vertu des lois respectives pourront réciproquement exercer, sur le territoire de l'autre, tous les droits, y compris celui d'ester en justice, conformément aux lois et prescriptions en vigueur sur cette matière.

§ 4. Les hautes parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers de leurs pays se trouvant sur les territoires de l'autre partie contractante à l'égard de la protection et de l'assurance ouvrière, dans le but d'assurer à ces ouvriers réciproquement, par des arrangements opportuns, un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

Ces arrangements seront consacrés indépendemment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

Ad article 2.

Pour jouir de l'immunité des impôts sur l'exercice d'une industrie, les voyageurs de commerce italiens en Autriche-Hongrie, et les voyageurs de commerce autrichiens et hongrois en Italie devront être munis d'une carte de légitimation industrielle dont le formulaire est ci-joint.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

Ad article 3.

En ce qui regarde le commerce aux foires et marchés, les ressortissants de l'autre partie contractante seront traités absolument sur le même pied que les propres nationaux, tant pour le droit de se rendre aux foires

sellschaften), welche in den Gebieten des einen der hohen vertragschliessenden Teile rechtlich bestehen, werden, nach Massgabe der diesbezüglich im Gebiete des anderen Teiles geltenden Gesetze und Vorschriften, auch dort alle ihre Rechte, auch dasjenige der Verfolgung ihrer Rechte vor Gericht, ausüben können.

§ 4. Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, im gemeinsamen und freundschaftlichen Einvernehmen die Behandlung der Arbeiter des einen Teiles in den Gebieten des andern hinsichtlich des Arbeiterschutzes und der Arbeiterversicherung zu dem Zwecke zu prüfen, um durch entsprechende Massnahmen diesen Arbeitern wechselseitig eine Behandlung zu sichern, die ihnen möglichst gleichwertige Vorteile bietet.

Diese Vereinbarungen werden unabhängig von dem Inkrafttreten dieses Vertrages durch ein besonderes Übereinkommen festgesetzt werden.

Zu Artikel 2.

Um der Gewerbesteuerfreiheit teilhaftig zu werden, müssen die italienischen Handlungsreisenden in Österreich-Ungarn und die österreichischen und ungarischen Handlungsreisenden in Italien mit einer Gewerbelegitimationskarte versehen sein, deren Formular in der Anlage enthalten ist.

Diese Bescheinigungen sind während des Kalenderjahres giltig, für welches sie ausgestellt sind.

Zu Artikel 3.

Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind Angehörige des andern vertragschliessenden Teiles sowohl hinsichtlich des Rechtes zum Beziehen der Messen und Märkte, als auch hinsichtlich der von dem

et marchés que pour les taxes à payer à raison de ce commerce.

Ad article 6.

§ 1. D'après la réserve exprimée à l'article 6, alinéa b), les hautes parties contractantes s'engagent, dans le but d'empêcher la propagation du phylloxéra, d'appliquer à l'égard des importations réciproques les mesures arrêtées par la convention internationale de Berne du 3 novembre 1881 et par la déclaration additionnelle du 15 avril 1889.

La réserve exprimée à l'article 6, alinéa b) s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles, en tant que cette matière ne serait pas réglée par des arrangements internationaux spéciaux.

§ 2. Les hautes parties contractantes se communiqueront, réciproquement, toutes les restrictions du trafic apportées pour cause de police sanitaire.

Le trafic du bétail, des produits d'animaux et des objets suspects de propager la contagion est réglé par la convention spéciale concernant les épizooties.

Ad article 7.

Il est entendu que, en ce qui concerne la législation sur les sucres, aucune des hautes parties contractantes ne pourra être empêchée par le présent traité dans l' accomplissement des obligations qui lui sont

Mess- und Marktverkehr zu entrichtenden Abgaben den eigenen Angehörigen völlig gleichgestellt.

Zu Artikel 6.

§ 1. Nach dem im Artikel 6, Alinea b, gemachten Vorbehalte verpflichten sich die hohen vertragschliessenden Teile zum Zwecke der Verhinderung der Verbreitung der Reblaus, die in der internationalen Konvention von Bern vom 3. November 1881 nnd der Zusatzerklärung vom 15. April 1889 vorgezeichneten Massregeln rücksichtlich des wechselseitigen Einfuhrverkehrs anzuwenden.

Der im Artikel 6, Alinea b, ausgesprochene Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirtschaft zur Verhinderung der Verbreitung schädlicher Insekten oder andrer schädlicher Organismen ergriffen werden, insofern die diesbezüglichen Fragen nicht im Wege von speziellen internationalen Abmachungen geregelt sind.

§ 2. Die hohen vertragschliessenden Teile werden sich alle aus Rücksichten der Gesundheitspolizei erlassenen Verkehrsbeschränkungen gegenseitig mitteilen.

Für den Verkehr mit Tieren, mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, welche Träger von Ansteckungsstoffen sein können, gelten die Bestimmungen des besonderen Tierseuchenübereinkommens.

Zu Artikel 7.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass in Bezug auf die Zuckergesetzgebung keiner der hohen vertragschliessenden Teile durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages an der Erfüllung der ihm aus

imposées par la convention de Bruxelles du 5 Mars 1902.

Ad article 8.

§ 1. Les marchandises fabriquées au moyen de l'admission temporaire dans les territoires de l'une des hautes parties contractantes, seront traitées comme les marchandises provenant du libre trafic de cette partie.

§ 2. Les lettres de voiture accompagnant les envois de marchandises, faits par la poste autrichienne et hongroise, et portant l'estampille de l'office expéditeur, seront affranchies, en Italie, du droit de timbre, sauf réciprocité.

§ 3. Afin de motiver la demande du traitement de faveur, la déclaration des marchandises devra contenir l'indication de l'origine.

Les importateurs de marchandises autrichiennes, hongroises ou italiennes seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des hautes parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits differentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale tant par rapport aux droits douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'une tierce puissance qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclue du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'expor-

der Brüsseler Konvention vom 5. März 1902 erwachsenden Verpflichtungen behindert werden kann.

Zu Artikel 8.

§ 1. Die im Veredlungsverkehr eines der hohen vertragschliessenden Teile erzeugten Waren werden ebenso behandelt, wie die aus dem freien Verkehr dieses Teiles stammenden Waren.

§ 2. Die Frachtbriefe, welche die durch die österreichische und ungarische Post beförderten Warensendungen begleiten und den Stempel des Aufgabeamtes tragen, werden in Italien vorbehaltlich reziproken Vorgehens des andern Teiles von der Stempelgebühr befreit sein.

§ 3. Zur Begründung des Begehrens zollbegünstigter Behandlung muss die Warenerklärung die Angabe des Ursprungs der Ware enthalten.

Die Importeure österreichischer oder ungarischer sowie italienischer Waren sollen in der Regel von der Verpflichtung, Ursprungszeugnisse vorzuweisen, gegenseitig enthoben sein. Sofern jedoch einer der hohen vertragschliessenden Teile verschiedene Zollsätze je nach dem Ursprunge der Waren aufgestellt hätte, kann derselbe ausnahmsweise Ursprungszeugnisse dann verlangen, wenn nach den allgemeinen Verhältnissen sowohl mit Rücksicht auf die Zollsätze als auf die Transportbedingungen die Wahrscheinlichkeit vorliegen würde, dass Waren von der Provenienz einer dritten Macht, welche in dem betreffenden Falle von der Meistbegünstigung ausgeschlossen sein sollte, aus den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles eingeführt würden.

Diese Zeugnisse können von der Ortsbehörde des Ortes der Versendung

tation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou de la chambre de commerce et d'industrie compétente ou d'un agent consulaire et ils pourront même être remplacés par la facture, si les gouvernements respectifs le croient convenable.

§ 4. Les certificats d'origine et autres documents constatant l'origine des marchandises seront, soit délivrés, soit visés, en franchise de tout droit.

§ 5. Les parties contractantes prendront soin à ce que les dispositions pour l'application des deux tarifs conventionnels soient prises dans un sens juste et équitable.

Ad article 10:

Il est convenu de fixer, d'un commun accord, par correspondance directe entre les ministères des affaires étrangères des hautes parties contractantes, les conditions et formalités sous lesquelles auront lieu les facilités accordées au commerce et au trafic en vertu de l'article 10. A cet égard les principes suivants serviront de guide:

§ 1. Les objets pour lesquels l'exemption des droits de douane est demandée devront être déclarés aux bureaux douaniers par espèce et quantité, et devront être présentés à la visite.

§ 2. Le traitement douanier des objets exportés et réimportés, respectivement importés et réexportés, devra se faire par les mêmes bureaux douaniers, soit que ceux-ci se trouvent situés à la frontière, soit qu'ils soient à l'intérieur du pays.

Cette disposition ne s'applique pas aux objets destinés à être vernis,

oder vom Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von der zuständigen Handels- und Gewerbekammer beziehungsweise von einem Konsularamte ausgestellt sein und können auch durch die Faktura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

§ 4. Die Ursprungszeugnisse und andre den Ursprung der Waren bescheinigenden Dokumente sind vollkommen gebührenfrei auszustellen oder zu vidieren.

§ 5. Die vertragschliessenden Teile werden dafür Sorge tragen, dass die Durchführungsbestimmungen zu den beiden Vertragstarifen in einem gerechten und billigen Sinne abgefasst werden.

Zu Artikel 10.

Man ist übereingekommen, dass die Verständigung über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die im Artikel 10 gedachten Verkehrserleichterungen eintreten, durch direkte Korrespondenz zwischen den Ministerien der hohen vertragschliessenden Teile hergestellt werde; es sollen dabei die nachstehenden Grundsätze leitend sein:

§ 1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei den Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

§ 2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die Gegenstände zum

brunis ou peints. Leur rentrée, en exemption de droits, peut avoir lieu par chaque bureau douanier du territoire où s'est effectuée l'expédition, pourvu que celui-ci soit muni d'attributions suffisantes. Pour les échantillons importés par les voyageurs de commerce on appliquera les formalités fixées au § 8.

§ 3. La réexportation et la réimportation pourront être limitées à des termes convenables, et, en cas de leur inobservation, on pourra procéder à la perception des droits légaux.

§ 4. Il est permis de demander une garantie des droits, soit par le dépôt de leur montant, soit d'une autre manière convenable.

§ 5. Les différences de poids résultant des opérations énumérées à l'alinéa c) de l'article 10 seront prises en considération équitable.

Les différences peu importantes ne donneront lieu à aucun paiement de droits.

§ 6. Les hautes parties contractantes pourvoiront à ce que le traitement douanier soit le moins onéreux possible.

§ 7. Il est entendu que les dispositions sur l'admission temporaire ne tendent qu'à faciliter l'exercice de l'industrie, et qu'en considération de cette raison, il est réservé à chacune des hautes parties contractantes le droit de fixer les mesures d'exécution et de contrôle nécessaires pour empêcher toute tentative de transgression frauduleuse du tarif.

§ 8. Chacune des hautes parties contractantes désignera, sur ses territoires, les bureaux ouverts à l'importation et à l'exportation des échan-

Lackieren, Brünieren oder Bemalen. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, gelten die unter § 8 festgestellten Förmlichkeiten.

§ 3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn diese Fristen unbeachtet bleiben.

§ 4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in andrer entsprechender Weise zu verlangen.

§ 5. Gewichtsdifferenzen, welche durch die in Artikel 10, Punkt c genannten Arten der Bearbeitung entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden und geringe Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

§ 6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

§ 7. Es versteht sich, dass die Bestimmungen über den Veredlungsverkehr nur zum Zwecke der Erleichterung des Industriebetriebes dienen sollen und dass es deshalb jedem der beiden hohen vertragschliessenden Teile vorbehalten bleibt, die zur Verhinderung von betrügerischen Zollhinterziehungen erforderlichen Ausführungs- und Kontrollbestimmungen festzusetzen.

§ 8. Jeder der hohen vertragschliessenden Teile bestimmt für sein Gebiet diejenigen Ämter, welche befugt sind, die von Handlungsreisenden

tillons importés par les voyageurs de commerce.

La réexportation pourra avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

A l'importation, on devra constater le montant des droits afférants à ces échantillons, montant qui devra, ou être déposé en espèces à la douane d'expédition, ou être dûment cautionné. Les timbres, plombs ou cachets apposés aux échantillons par les autorités douanières de l'une des hautes parties contractantes seront reconnus comme suffisants par celles de l'autre partie. Seulement, dans le cas où ces échantillons seraient arrivés sans porter les marques d'identité susdites, ou bien les marques ne présenteraient pas des garanties suffisantes aux yeux de l'administration intéressée, ils pourront, si cela est possible sans les endommager, être marqués de façon à les reconnaître. Cette opération sera faite gratuitement.

Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les hautes parties contractantes auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) l'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité;

b) l'indication du droit afférant aux échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;

c) l'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;

als Muster eingebrachten zollpflichtigen Gegenstände bei der Ein- und Ausfuhr abzufertigen.

Die Wiederausfuhr darf auch über ein andres Amt als dasjenige, über welches die Einfuhr geschah, erfolgen.

Bei der Einfuhr ist der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles zu ermitteln und von dem Handlungsreisenden bei dem abfertigenden Amte entweder bar zu hinterlegen oder vollständig sicherzustellen. Die von den Zollämtern des einen der hohen vertragschliessenden Teile an den Mustern angebrachten Stempel, Bleie oder Siegel werden von jenen des andern Teiles als ausreichend anerkannt werden. Nur in dem Falle als diese Muster ohne die oberwähnten Identitätsbezeichnungen ankommen oder die Bezeichnungen nach der Ansicht des beteiligten Zollamtes keine genügende Sicherheit bieten, können die Muster, wenn dies ohne sie zu beschädigen möglich ist, mit Identitätszeichen versehen werden. Diese Bezeichnung geschieht unentgeltlich.

Das Abfertigungspapier, über welches die näheren Anordnungen von jedem der vertragschliessenden Staaten ergehen werden, soll enthalten:

a) ein Verzeichnis der eingebrachten Musterstücke, in welchem die Gattung der Ware und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;

b) Die Angabe des auf den Mustern haftenden Eingangszolles sowie die Angabe, ob derselbe bar erlegt oder sichergestellt worden ist;

c) die Angabe über die Art der Bezeichnung;

d) la fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou s'il a été cautionné, réalisé au moyen de la caution déposée, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou de leur mise en entrepôt ne soit fournie.

Ce délai ne devra pas dépasser une année.

Lorsque, avant l'expiration du délai fixé (d), les échantillons seront présentés à un bureau compétent pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la mise en entrepôt, et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

§ 9. Afin de faciliter, le plus possible, le mouvement à travers les frontières, du bétail destiné soit au pâturage ou à l'hivernage, soit aux travaux agricoles, soit aux foires et marchés, les hautes parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes:

I. L'entrée du bétail conduit aux pâturages ou aux travaux agricoles peut se faire le long de la ligne douanière, par chaque bureau frontière de douane.

II. Si des circonstances locales rendaient trop onéreux aux propriétaires le passage du bétail destiné aux pâturages ou aux travaux agricoles,

d) die Bestimmung der Frist, nach deren Ablauf, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster nach dem Auslande oder deren Niederlegung in einem Packhofe nachgewiesen wird, der erlegte Einfuhrzoll verrechnet oder aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll.

Diese Frist darf den Zeitraum eines Jahres nicht überschreiten.

Werden vor Ablauf der gestellten Frist (d) die Muster einem zur Erteilung der Abfertigung befugten Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhofe vorgeführt, so hat sich dieses Amt davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt wurden, welche bei der Eingangsabfertigung vorlagen. Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Ausfuhr oder Niederlegung und erstattet den bei der Einbringung erlegten Eingangszoll zurück oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

§ 9. Um den Verkehr über die beiderseitige Grenze mit Weidevieh, Vieh zur Ueberwinterung, Arbeitsvieh oder Vieh zum Auftriebe auf Messen und Märkte tunlichst zu erleichtern, haben die hohen vertragschliessenden Teile folgende Bestimmungen vereinbart:

I. Der Eintritt des Weide- und Arbeitsviehes kann längs der Zolllinie über jedes Grenzzollamt stattfinden.

II. Wenn die Stellung des Weide- und Arbeitsviehes zum Grenzzollamte aus lokalen Ursachen ohne grosse Belästigung der Parteien nicht aus-

à travers le bureau-frontière de douane, une déclaration préalable d'entrée et de sortie, faite auprès de ce bureau, sera reconnue suffisante; les agents de la garde de finance contrôleront cependant l'entrée et la sortie, sur la base des déclarations fournies par le bureau-frontière douanier.

La garde de finance retournera ces déclarations au bureau-frontière douanier, après les avoir munies du certificat de la vérification faite.

III. Si le bureau-frontière douanier était situé à une distance trop grande du point d'entrée ou de sortie du bétail en question, ou s'il y manquait des communications suffisantes, et que, pour ces raisons, la déclaration mentionnée sous II. ne pouvait être fournie que difficilement, la remise des déclarations d'entrée et de sortie pourra se faire à l'agent de finance qui sera délégué, à cette fin, à la frontière, sur les lieux du passage du bétail, et qui tiendra le registre des admissions.

Les agents chargés par le bureau douanier autrichien ou italien de recueillir les déclarations d'entrée et de sortie, et de faire l'enquête dans un endroit situé au dehors de leur résidence, n'ont droit qu'aux frais de tournée fixes, ou aux indemnités qui sont prescrites par les règlements de service de leur pays et ne seront payés qu'une seule fois, pour chaque journée, sans qu'on ait égard au nombre des déclarations ou du bétail.

Ces agents auront à remettre un reçu au porteur de la déclaration.

Si plusieurs propriétaires avaient réuni leur bétail pour le soumettre à l'examen commun, les susdits agents

führbar ist, kann gestattet werden, dass nur die vorläufige Eintritts- und Austrittsanmeldung beim Grenzzollamte stattfinde, die Überwachung des Ein- und Austrittes aber durch die Organe der Finanzwache auf Grund der vom Grenzzollamte erhaltenen Erklärungen besorgt werde.

Die Erklärungen sind von der Finanzwachabteilung mit der Befundsbestätigung zu versehen und an das Grenzzollamt zurückzustellen.

III. Sollte wegen zu grosser Entfernung des Grenzzollamtes von dem Ein- oder Austrittspunkt des Weide- oder Arbeitsviehes oder wegen mangelnder Wegverbindung auch die unter II. bezeichnete Anmeldung schwer ausführbar sein, so kann die Übergabe der Eintritts- und Austrittserklärungen an ein hierzu an die Grenze, zum Übertrittspunkt des Viehes, entsendetes Finanzwachorgan erfolgen, welches die Vormerkregister zu führen haben wird.

Die vom österreichischen oder italienischen Zollamte zur Übernahme der Eintritts- oder Austrittserklärungen und zur Beschau an einen ausserhalb ihres Amtssitzes gelegenen Ort entsendeten Angestellten haben nur auf die regelmässigen Reisevergütungen oder die durch die Dienstesverordnungen ihres Landes vorgesehenen Entschädigungen Anspruch und werden für jeden Tag nur einmal, ohne Rücksicht auf die Anzahl der Erklärungen oder des Viehes, bezahlt.

Diese Angestellten haben dem Träger der Erklärung eine Empfangsbescheinigung zu übergeben.

Wenn mehrere Viehbesitzer ihr Vieh vereinigt haben, um es gemeinschaftlich der Beschau unterziehen zu lassen,

remettront également à un de ceux-ci le reçu en question.

IV. Le bétail qui passera la ligne douanière pour être mené aux pâturages ou à des travaux agricoles et qui sera reconduit le jour même, ne sera pas soumis au régime douanier; des mesures de surveillance suffisantes seront, cependant, prises, afin d'empêcher les abus qui pourraient résulter de ce passage.

V. Il sera constaté, au rétour à la frontière douanière, l'identité et le nombre des têtes de bétail. S'il résultait de cet examen une différence dans la qualité des bêtes, il sera perçu, à la réexportation pour l'animal remplacé, et à la rentrée, pour l'animal remplaçant, les droits prescrits d'entrée.

S'il y a une inégalité dans le nombre des têtes de bétail, on percevra les droits d'entrée, à la réexportation, pour le manque, à la rentrée, pour le surplus.

On ne percevra pas, cependant, de droits pour les animaux non représentés à la douane, si le manque a été légalement déclaré et s'il est certifié par l'autorité qu'il est la suite d'accidents malheureux.

VI. Si la rentrée ou la réexportation étaient retardées au delà du terme fixé à l'occasion de la déclaration de sortie ou d'entrée, l'entrée suivrait le régime général douanier, pourvu que ces retards ne trouvent leur excuse dans des circonstances accidentelles, dûment certifiées par la commune.

werden die erwähnten Angestellten diese Empfangsbescheinigung einem derselben übergeben.

IV. Vieh, welches auf Weideplätze oder zu landwirtschaftlichen Arbeiten über die Zollgrenze gebracht und noch an demselben Tage zurückgeführt wird, unterliegt dem zollamtlichen Verfahren nicht; doch ist zur Hintanhaltung von Missbräuchen dieser Verkehr in angemessener Weise zu überwachen.

V. Wenn die Tiere wieder über die Zollgrenze zurückgebracht werden, ist deren Identität und Stückzahl zu konstatieren. Ergibt sich eine Abweichung in der Qualität der Tiere, so ist beim Wiederaustritt für das nicht gestellte Tier, beim Wiedereintritt aber für das substituierte Tier der tarifgemässe Eingangszoll zu erheben.

Zeigt sich eine Differenz in der Stückzahl des Viehes, so werden beim Wiederaustritt die Eingangszölle für das fehlende Vieh und beim Wiedereintritt die Eingangszölle für das überzählige Vieh erhoben.

Wird jedoch bei der Wiedervorführung der Tiere der Abgang ordnungsmässig erklärt und mit amtlicher Bestätigung nachgewiesen, dass derselbe durch Unglücksfälle eingetreten ist, so wird für die fehlenden Tiere kein Zoll eingehoben.

VI. Treten die Tiere erst nach Ablauf der bei der Austritts- oder Eintrittserklärung festgesetzen Frist über die Zollinie wieder ein oder aus, so wird bezüglich des Eintrittes nach den allgemeinen Zollgesetzen vorgegangen, wenn die Verspätung nicht durch ausserordentliche Umstände entschuldbar und dies vom Gemeindeamte gehörig bestätigt ist.

VII. Les dispositions énumérées aux nos. I, V et VI s'appliquent également au bétail qui est conduit des districts-frontière aux marchés ou qui passe la ligne-frontière pour l'hivernage.

VIII. La franchise de droit accordée au bétail qui est conduit, à travers la ligne douanière, aux pâturages, travaux agricoles, marchés ou à l'hivernage, s'applique également, dans une quantité proportionnelle, aux produits respectifs. En conséquence, resteront libres des droits:

a) les petits mis bas par les vaches, chèvres, brebis et juments conduites aux pâturages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage; et cela pour autant de têtes, qu'auront été notées de bêtes grosses au moment du départ, en tenant compte du temps que ces dernières ont passé hors du district douanier;

b) le fromage et le beurre du bétail rentré des pâturages ou de l'hivernage seront libres, savoir, par chaque jour: fromage, par chaque vache 0 · 29 kg, par chaque chèvre 0 · 058 kg, par chaque brebis 0 · 029 kg; beurre, par chaque vache 0 · 16 kg, par chaque chèvre 0 · 032 kg.

Il est permis de rapporter en franchise de douane, mais dans un terme de quatre semaines à compter du jour de retour du bétail, le fromage et le beurre qui ont été produits jusqu'au jour de son retour des pâturages ou de l'hivernage passé dans le district douanier de l'autre partie contractante.

VII. Die Bestimmungen unter I., V. und VI. finden auch auf das aus den Grenzbezirken auf Märkte getriebene Vieh sowie auf dasjenige Vieh, welches zur Überwinterung über die Grenze gebracht wird, Anwendung.

VIII. Die für das Weidevieh, Arbeitsvieh, Marktvieh oder Vieh zur Überwinterung beim Grenzübertritt zugestandene Zollfreiheit findet auch auf eine angemessene Menge der von diesem Vieh gewonnenen Produkte Anwendung. Demgemäss werden zollfrei behandelt werden:

a) die Kälber, Kitze und Lämmer sowie die Fohlen der zur Weide, Arbeit, auf Märkte oder zur Überwinterung ausgetriebenen Kühe, Ziegen, Schafe und Stuten und zwar für so viele Stücke, als beim Austriebe trächtige Tiere vorgemerkt wurden, mit Rücksichtnahme auf die Zeit, während welcher die Muttertiere ausserhalb des Zollgebietes verblieben sind;

b) Käse und Butter von den von der Weide oder Überwinterung zurückgekehrten Tieren, und zwar pro Tag: Käse, von jeder Kuh 0 · 29 Kilogramm, von jeder Ziege 0 · 058 Kilogramm, von jedem Schafe 0 · 029 Kilogramm; Butter, von jeder Kuh 0 · 16 Kilogramm, von jeder Ziege 0 · 032 Kilogramm.

Die vom Weide- oder Überwinterungsvieh während der Zeit seines Aufenthaltes im anderen Zollgebiete bis zum Tage seiner Rückkehr gewonnenen Mengen von Käse und Butter können noch innerhalb eines Termins von vier Wochen, vom Tage der Rückkehr gerechnet, zollfrei eingebracht werden.

IX. Les employés douaniers à la frontière et les agents de la garde de finance auront à faire observer aux personnes dirigeant le passage, au district-frontière voisin, du bétail conduit aux pâturages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage, qu'elles ont à garder soigneusement le double du document faisant preuve de la déclaration ou de l'admission, ainsi que les reçus délivrés pour l'acquittement de la caution des droits crédités, ces documents devant être reproduits au retour du bétail. Les fonctionnaires susdits auront aussi soin d'informer ces personnes des conséquences de procédés frauduleux.

X. Les certificats à présenter, soit sur l'état sanitaire du bétail, soit sur l'exemption des districts-frontière de toute maladie contagieuse d'animaux ne seront exigés qu'en original et non en traduction.

Ad article 11.

Les facilités stipulées à l'article 11 sont soumises aux conditions suivantes:

a) les marchandises devront être déclarées au bureau d'entrée pour passage ultérieur moyennant un certificat de caution et seront accompagnées par une attestation officielle qui prouve le fait et la manière avec lesquelles elles ont été scellées par la douane au lieu d'expédition;

b) la visite aura à constater, si ces scellés sont restés intacts et présentent des garanties suffisantes;

c) la déclaration devra se faire conformément aux règlements, en évitant toute irrégularité ou

IX. Es ist Pflicht der Grenzzollbeamten und der Angestellten der Finanzwache, die Parteien, welche den Grenzübertritt des Weide-, Arbeits-, Markt- und Überwinterungsviehes nach dem benachbarten Grenzbezirk leiten, auf die Notwendigkeit der sorgfältigen Aufbewahrung des ihnen ausgefolgten Duplikats des Erklärungs- oder Vormerkscheins, dann der über die geleistete Sicherstellung der Zölle ausgefertigten Bolletten behufs der Wiedervorzeigung dieser Dokumente beim Rücktriebe des Viehes sowie auf die Folgen unredlichen Gebarens aufmerksam zu machen.

X. Die etwa erforderlichen Zeugnisse über den Gesundheitszustand des Viehes oder über den Umstand, dass die Grenzbezirke von jeder ansteckenden Tierkrankheit vollständig frei seien, werden nur in der Ursprache und nicht in Übersetzung gefordert werden.

Zu Artikel 11.

Die im Artikel 11 bezeichneten Erleichterungen sind an nachstehende Bedingungen geknüpft:

a) Die Waren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit Begleitschein angemeldet werden und von einer amtlichen Bescheinigung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsort unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind;

b) dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden;

c) die Deklaration muss vorschriftsmässig erfolgen und es muss jede Unregelmässigkeit oder Mangel-

omission qui rendrait nécessaire une visite spéciale ou qui laisserait soupçonner une tentative de fraude.

On pourra se passer de décharger et de peser les marchandises, dès qu'il ressort pleinement, sans leur déchargement, que les scellés apposés par l'autre partie se trouvent intacts et présentent des garanties suffisantes.

haftigkeit vermieden sein, damit die spezielle Revision nicht erforderlich werde und zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliege.

Lässt sich ohne Abladung der Waren die vollständige Überzeugung gewinnen, dass der durch den anderen Teil angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waren unterbleiben.

Ad article 12.

La surtaxe que les bières en fûts ou bouteilles acquittent, à leur entrée en Italie, à titre d'équivalent de l'impôt intérieur, sera perçue, au choix de l'importateur, soit sur la base d'une richesse saccharomètrique 16° au maximum, soit sur la base de la richesse saccharine et alcoolique constatée selon une formule dont on est convenu de commun accord et qui doit garantir la péréquation entre la surtaxe sur les bières importées et la taxe perçue sur les bières fabriquées au propre pays.

Dans le cas où, d'après la demande de l'importateur, la surtaxe serait à percevoir sur la base de la richesse saccharine et alcoolique constatée, les certificats d'analyse délivrés en Autriche-Hongrie par les institutions y autorisées seront reconnus par les autorités italiennes. Les bières qui seront accompagnées de pareils certificats ne seront pas assujetties à de nouvelles analyses, pourvu qu'il résulte desdits certificats que le degré saccharomètrique du moût original a été constaté selon ladite formule, et que l'on a observé les règles d'analyse qui seront fixées d'un commun

Zu Artikel 12.

Die vom Bier in Fässern oder Flaschen bei der Einfuhr nach Italien als Äquivalent der inneren Abgabe zu entrichtende Zuschlagsgebühr wird nach Wahl des Importeurs entweder auf Grund eines saccharometrischen Maximalgehaltes von 16 Graden oder auf Grund des Zucker- und Alkoholgehaltes eingehoben, der nach einer einvernehmlich festgesetzten Formel bestimmt wird, welche die Gleichstellung der Zuschlagsgebühr für importiertes Bier mit der vom heimischen Biere erhobenen Verbrauchsabgabe gewährleisten soll.

In dem Falle, als über Wunsch des Importeurs die Zuschlagsgebühr auf Grund des erhobenen Zucker- und Alkoholgehaltes zu entrichten ist, werden die Analysenzertifikate, welche in Österreich-Ungarn von hierzu autorisierten Anstalten ausgestellt sind, von den italienischen Behörden anerkannt werden. Biersendungen, welche von solchen Zeugnissen begleitet sind, werden einer neuerlichen Analyse nicht mehr unterworfen, vorausgesetzt dass aus diesen Zertifikaten ersichtlich ist, dass der saccharometrische Gehalt der Stammwürze gemäss der erwähnten Formel

accord entre les gouvernements respectifs, même en vue des intérêts sanitaires.

erhoben wurde und dass die Vorschriften für die Analyse, welche von den beiden Regierungen im gemeinsamen Einvernehmen — auch hinsichtlich der sanitären Interessen — festgesetzt werden, beobachtet sind.

Si le certificat est rédigé en langue allemande, les douanes royales italiennes n'exigeront pas la présentation d'une traduction.

Wenn die Zertifikate in deutscher Sprache ausgestellt sind, wird seitens der königlich italienischen Zollämter die Vorlage einer Übersetzung nicht verlangt werden.

En cas de doute fondé, il est réservé à l'administration le droit de vérifier l'analyse des bières importées sous le bénéfice des certificats.

Im Falle eines begründeten Zweifels sind die Behörden berechtigt, die mit solchen Zertifikaten eingeführten Biere einer neuerlichen Analyse zu unterziehen.

Les institutions autorisées à délivrer les certificats prévus par les dispositions qui précèdent seront désignées d'un commun accord entre les gouvernements respectifs.

Die zur Ausstellung der in den obigen Bestimmungen vorgesehenen Zertifikate berechtigten Anstalten werden im gegenseitigen Einvernehmen bestimmt werden.

Ad article 15.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa premier et deuxième de l'article 15 les hautes parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans les territoires de la partie contractante défenderesse; au second cas, dans les territoires de l'autre partie, et ainsi de suite, alternativement dans les territoires de chacune des hautes parties contractantes. Celle des parties sur les territoires de laquelle siègera le tribunal désignera le lieu du siège; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé

Zu Artikel 15.

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten und zweiten Absatzes des Artikel 15 ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den hohen vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfall im Gebiete des andern Teiles und so abwechselnd in dem einen oder andern Gebiete, in einer Stadt, die von dem betreffenden vertragschliessenden Teile bestimmt wird. Dieser hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

par le sur-arbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des hautes parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement compétent, leur assistance de la même manière quelles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribnnaux civils du pays.

Ad articles 18.

Les hautes parties contractantes auront soin que, par voie administrative, des conditions identiques soient établies, afin que les navires puissent jouir du même traitement dans les territoires de l'autre partie dont jouissent les navires nationaux.

Ad articles 18 et 19.

§ 1. L'assimilation convenue des navires et de leur cargaison dans les ports des hautes parties contractantes ne s'étend pas:

a) aux primes qui sont concédées, ou seront concédées à l'avenir, aux navires nouvellement construits, en tant qu'elles ne consistent pas dans l'exemption des

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermanglung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgericht selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des Absatzes 1 abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung und der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der hohen vertragschliessenden Teile, auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen, in derselben Weise Rechtshilfe leisten, wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Zu Artikel 18.

Die hohen vertragschliessenden Teile werden dafür sorgen, dass im administrativen Wege gleichartige Grundlagen geschaffen werden, durch welche den Schiffen eines Teiles die gleiche Behandlung in den Gebieten des anderen Teiles gesichert werde wie den nationalen Schiffen.

Zu Artikel 18 und 19.

§ 1. Die verabredete Gleichstellung der Schiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Häfen erstreckt sich nicht:

a) auf Prämien, welche für neu erbaute Schiffe erteilt werden oder erteilt werden möchten, sofern dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren

droits de port ou de douane ou dans la réduction de ces droits;

b) aux privilèges des sociétés appelées Yacht-Clubs.

§ 2. Tout en maintenant expressément, en principe, pour les ressortissants du pays le droit exclusif de la pêche le long des côtes, il sera, de part et d'autre, en égard aux circonstances particulières locales, et, de la part de l'Autriche-Hongrie, en égard de plus aux concessions faîtes en retour par l'Italie, réciproquement accordé, par pure exception et pour la durée de ce traité, aux habitants autrichiens ou hongrois et italiens du littoral de l'Adriatique le droit de pêcher le long des côtes de l'autre haute partie contractante, en exceptant cependant la pêche du corail et des éponges, ainsi que celle qui, jusqu'à la distance d'un mille marin de la côte, est réservée exclusivement aux habitants du littoral.

Il est entendu qu'on devra rigoureusement observer les règlements pour la pêche maritime en vigueur dans les etats respectifs des hautes parties contractantes, et surtout ceux qui interdisent la pêche exercée d'une manière nuisible à la propagation des espèces.

Ad article 22.

Les embarcations italiennes navigant sur les eaux intérieures autrichiennes et hongroises, et, réciproquement, les embarcations autrichiennes ou hongroises navigant sur les eaux intérieures de l'Italie, seront soumises à la législation du pays, en tout ce qui concerne les règlements de police, de quarantaine et de douane.

oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

b) auf die Privilegien für sogenannte Yachtklubs.

§ 2. Während das ausschliessliche Recht der Fischerei längs der Seeküsten den eigenen Angehörigen im Prinzip ausdrücklich vorbehalten bleibt, wird doch, im Hinblick auf die eigentümlichen Lokalverhältnisse und seitens Österreich-Ungarns überdies in Erwägung der hierfür von Italien gewährten Zugeständnisse, beiderseits, ganz ausnahmsweise und nur für die Dauer dieses Vertrages den Bewohnern der österreichischen und ungarischen und der italienischen Küste des Adriatischen Meeres gegenseitig gestattet, längs der Küsten des andern hohen vertragschliessenden Teiles zu fischen, mit Ausschluss jedoch der Korallen- und der Schwammfischerei und vorbehaltlich des den Bewohnern der Küste innerhalb einer Seemeile vom Ufer zustehenden ausschliesslichen Rechtes zum Fischfange.

Man ist darüber einverstanden, dass die in jedem Gebiet in Kraft bestehenden Vorschriften für die Seefischerei und namentlich die Verbote gegen die Ausübung der Fischerei in einer der Fischbrut schädlichen Weise streng beobachtet werden müssen.

Zu Artikel 22.

Italienische Fahrzeuge, welche die Wasserstrassen im Innern von Österreich und Ungarn, und österreichische und ungarische Fahrzeuge, welche die Wasserstrassen im Innern von Italien befahren, werden in allem, was die Polizei-, Quarantäne- und Zollvorschriften betrifft, der Gesetzgebung des Landes unterstehen.

Ad article 25.

Les expéditions des marchandises provenant de l'Italie et destinées à une gare autrichienne ou hongroise, ou bien qui transitent sur les territoires de l'Autriche-Hongrie, ne seront pas soumises, sur les chemins de fer de l'Autriche-Hongrie à des tarifs de transport plus élevés que ceux qui sont appliqués pour les mêmes directions et entre les mêmes gares des chemins de fer autrichiens et hongrois aux marchandises similaires de l'Autriche-Hongrie ou étrangères.

Le même principe sera appliqué sur les chemins de fer italiens pour les expéditions de marchandises provenant de l'Autriche-Hongrie et destinées à une gare italienne ou bien transitant sur le territoire italien.

Des exceptions à cette règle ne seront admises que dans les cas de transports à prix réduits accordés par des considérations d'intérêt public ou de bienfaisance.

Zu Artikel 25.

Für die aus Italien nach einer österreichischen oder ungarischen Station oder durch Österreich-Ungarn beförderten Gütersendungen sollen auf den österreichischen und ungarischen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige österreichische, ungarische oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke.

Das gleiche soll auf den italienischen Bahnen für Gütersendungen aus Österreich-Ungarn gelten, die nach einer italienischen Station oder durch Italien befördert werden.

Ausnahmen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte zu ermässigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt.

Ad article 26.

Pour les opérations douanières dans le trafic réciproque par chemin de fer seront observées les dispositions spéciales concordées entre les parties contractantes.

Zu Artikel 26.

Für die Zollabfertigung im gegenseitigen Eisenbahnverkehr gelten die zwischen den vertragschliessenden Teilen hierüber besonders vereinbarten Bestimmungen.

6.

AUTRICHE-HONGRIE, ITALIE.

Convention vétérinaire; signée à Rome, le 11 février 1906, suivie d'un protocol final de la même date.*)

Reichsgesetzblatt. No. 27. 1906.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté le Roi d'Italie

désirant faciliter le commerce du bétail, des peaux, cornes et autres produits similaires, entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires, s'introduisent par suite du mouvement du bétail et du trafic des produits animaux, dans l'autre, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi apostolique de Hongrie:

Son Exc. le comte Henri Lützow de Drey-Lützow et Seedorff, Son conseiller intime et chambellan, Son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, chevalier de l'ordre impérial autrichien de la couronne

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König von Italien

haben, von dem Wunsche geleitet, den Handel mit Viehhäuten, Hörnern und anderen ähnlichen Produkten zwischen Ihren Staaten zu erleichtern und dabei die Gefahr so viel als möglich zu vermeiden, dass Tierseuchen, welche in einem Ihrer Staaten bestehen oder zum Ausbruch kommen sollten, infolge des Viehverkehrs oder des Handels mit tierischen Produkten in den anderen Staat eingeschleppt werden, beschlossen, zu diesem Behufe ein Übereinkommen abzuschliessen und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn:

Seine Exzellenz den Herrn Grafen Heinrich Lützow von Drey-Lützow und Seedorff, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien, Ritter des öster-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 28 février 1906.

de fer de première classe, grand'croix de l'ordre impérial autrichien de François-Joseph, de l'ordre de la couronne d'Italie, etc., etc., etc.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Exc. le baron Sidney Sonnino, grand'croix de l'ordre de la couronne d'Italie, député au parlement, Son président du conseil, ministre de l'intérieur;

Son Exc. le comte Francesco Guicciardini, grand officier des ordres SS. Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, député au parlement, Son ministre des affaires étrangères;

Son Exc. Edoardo Pantano, député au parlement, Son ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

M. le docteur Rocco Santoliquido, grand officier de l'ordre de la couronne d'Italie, commandeur de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, député au parlement, directeur général de la santé publique,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er

L'entrée des animaux (solipèdes ruminants et porcs), des produits bruts d'animaux et des objets pouvant servir de véhicules à la contagion, des territoires de l'une des parties contractantes dans les territoires de l'autre partie, peut être limitée à des stations-frontière spécialement désignées et y être soumise au contrôle vétérinaire de la part de l'état sur

reichisch - kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone I. Klasse, Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Franz-Josef-Ordens und des Ordens der italienischen Krone etc., etc., etc.;

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Exzellenz den Herrn Baron Sidney Sonnino, Grosskreuz des Ordens der italienischen Krone, Abgeordneten, Allerhöchstihren Ministerpräsidenten und Minister des Innern;

Seine Exzellenz den Herrn Grafen Franz Guicciardini, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der italienischen Krone, Abgeordneten, Allerhöchstihren Minister des Äussern;

Seine Exzellenz Herrn Eduard Pantano, Abgeordneten, Allerhöchstihren Minister für Ackerbau, Industrie und Handel;

Herrn Dr. Rocco Santoliquido, Grossoffizier des Ordens der italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Abgeordneten, Generaldirektor des Sanitätsdienstes,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Der Verkehr mit Tieren (Einhufern, Wiederkäuern und Schweinen), mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, welche Träger des Ansteckungsstoffes von Tierseuchen sein können, aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen kann auf bestimmte Eintrittsstationen beschränkt und dort einer tierärztlichen Kontrolle von

les territoires duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux, les produits bruts d'animaux et les objets mentionnés à l'article 1er ne pourront être introduits des territoires de l'une des parties contractantes dans les territoires de l'autre ou transportés à travers ces derniers sans la présentation d'un certificat d'origine. Ce certificat sera délivré par l'autorité locale et devra contenir, s'il se réfère à des animaux vivants, le nombre, la description exacte et les marques caractéristiques des bêtes, ainsi que le lieu de leur destination. Pour les animaux à sabot fendu une attestation doit en outre être présentée, constatant que les animaux dont il s'agit ont passé 40 jours dans la commune où le certificat a été délivré.

Le certificat d'origine doit porter l'attestation d'un médecin vétérinaire de l'état ou spécialement autorisé à cet effet par l'état, constatant que les animaux sont sains et il doit aussi constater qu'il ne s'est produit dans la commune de provenance et dans les communes voisines pendant les derniers 40 jours avant l'expédition, aucun cas de peste bovine ou d'une autre maladie contagieuse pour laquelle l'obligation de la déclaration est prescrite par la loi et qui soit transmissible à l'espèce d'animaux pour lesquels le certificat a été délivré.

Des cas sporadiques de charbon bactéridien, de charbon symptomatique, de rouget ou de rage surgis dans une commune voisine n'empêcheront pas la délivraison du certificat, mais doivent y être déclarés. Il en est de même pour l'examthème

Seite jenes Staates, in welchen der Übertritt stattfinden soll, unterworfen werden.

Artikel 2.

Bei der Ein- oder Durchfuhr der im Artikel 1 bezeichneten Tiere, tierischen Rohstoffe und Gegenstände aus dem Gebiete des einen oder durch das Gebiet des anderen Teiles ist ein Ursprungszeugnis beizubringen. Dasselbe wird von der Ortsbehörde ausgestellt und hat, sofern es sich auf lebende Tiere bezieht, die Zahl der Viehstücke, die genaue Beschreibung und die besonderen Merkmale derselben sowie deren Bestimmungsort zu enthalten. Für Klauentiere ist überdies eine Bestätigung darüber beizubringen, dass das Vieh in der Gemeinde der Ausstellung des Viehpasses durch 40 Tage gestanden ist.

Das Ursprungszeugnis muss mit der Bescheinigung eines staatlich angestellten oder vom Staate hierzu besonders ermächtigten Tierarztes über die Gesundheit der betreffenden Tiere und darüber versehen sein, dass in der Herkunftsgemeinde und in den Nachbargemeinden innerhalb der letzten vierzig Tage vor der Absendung die Rinderpest oder eine andere Seuche, hinsichtlich deren die Anzeigepflicht besteht, und die auf die betreffende Tiergattung, für welche diese Zeugnisse ausgestellt sind, übertragbar ist, nicht geherrscht hat.

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Rotlauf oder Wut in einer Nachbargemeinde steht der Ausstellung des Zeugnisses nicht entgegen, ist jedoch auf ihm ersichtlich zu machen. Dasselbe gilt bezüglich des Bläschenausschlages bei

coïtal en ce qui concerne les certificats pour les boeufs et les hongres.

En ce qui concerne les animaux des espèces chevaline, asine et bovine, ces certificats doivent être délivrés pour chaque pièce séparément; les animaux de race ovine, caprine et porcine peuvent être compris cumulativement dans un seul certificat.

La validité des certificats est fixée à dix jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de dix jours, être soumis à la visite d'un vétérinaire de l'état ou spécialement autorisé à cet effet par l'état. Le résultat de cette visite sera attesté sur les certificats.

S'il s'agit de transports effectués par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis avant le chargement à la visite d'un médecin vétérinaire de l'état ou spécialement autorisé à cet effet par l'état. Le résultat de l'inspection devra être noté sur le certificat.

Seront toutefois admis à l'entrée sans être accompagnés de certificats d'origine, les produits de la laiterie, la graisse et le suif fondus, la laine lavée dans des établissements industriels, emballée dans des sacs clos, et les boyaux séchés ou salés en caisses ou barils clos.

L'entrée et le transit des autres produits bruts d'animaux peuvent être soumis à la présentation d'un certificat délivré par l'autorité municipale confirmant que les animaux dont ces produits proviennent étaient en bonne santé et que dans les communes de provenance de ces animaux il n'existe pas de maladie contagieuse.

der Ausstellung von Zeugnissen für Ochsen und Wallache.

Für Pferde, Maultiere, Esel und Rindvieh sind Einzelpässe auszustellen, für Schafe, Ziegen und Schweine sind Gesamtpässe zulässig.

Die Dauer der Giltigkeit der Zeugnisse beträgt zehn Tage. Läuft diese Frist während des Transportes ab, so muss, damit das Zeugnis weitere zehn Tage gelte, das Vieh von einem staatlich angestellten oder vom Staate hierzu ermächtigten Tierarzt neuerdings untersucht und von diesem der Befund auf dem Zeugnis vermerkt werden.

Bei Eisenbahn- und Schiffstransporten muss vor der Verladung eine besondere Untersuchung durch einen staatlich angestellten oder vom Staate hierzu besonders ermächtigten Tierarzt vorgenommen und der Befund in das Zeugnis eingetragen werden.

Der Verkehr mit Molkereiprodukten, mit geschmolzenem Talg und Fett, mit fabriksmässig gewaschener und in geschlossenen Säcken verpackter Wolle, mit in geschlossenen Kisten oder Fässern eingelegten trockenen oder gesalzenen Därmen ist auch ohne Beibringung von Ursprungszeugnissen gestattet.

Die Ein- und Durchfuhr anderer tierischer Rohstoffe kann von der Beibringung eines gemeindeamtlichen Zeugnisses abhängig gemacht werden, welches bestätigt, dass die Tiere, von welchen diese Rohstoffe stammen, gesund waren und dass die Herkunftsgemeinde der letzteren seuchenfrei ist.

Article 3.

Les transports qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent, ainsi que les animaux que le médecin vétérinaire, à leur passage de la frontière, trouve atteints où suspects d'une maladie contagieuse, enfin les animaux qui ont été en contact quelconque avec des animaux malades ou suspects d'être atteints d'une maladie contagieuse, pourront être renvoyés à la station d'entrée. Le médecin vétérinaire à la frontière doit noter le motif du renvoi sur le certificat et l'attester par sa signature. L'autorité compétente de frontière donnera, par la voie la plus directe et sans retard, avis du renvoi et de sa cause à l'autorité administrative du district-frontière du pays exportateur.

Si, parmi des animaux importés, la présence d'une maladie contagieuse n'est reconnue qu'après leur entrée dans le pays de destination, ce fait doit être consigné dans un procès-verbal dressé en présence d'un médecin vétérinaire de l'état. Copie du procès-verbal sera transmise sans délai au ministère des affaires étrangères de l'autre partie contractante.

Article 4.

Lorsque la peste bovine éclate dans les territoires de l'une des parties contractantes, l'autre partie a le droit de prohiber ou de limiter pour la durée du danger de la contagion l'importation des ruminants, des porcs et des produits bruts d'animaux, ainsi que des objets pouvant servir de véhicules à la contagion.

Article 5.

Lorsque par le trafic des animaux une maladie contagieuse, pour laquelle

Artikel 3.

Sendungen, die den angeführten Bestimmungen nicht entsprechen, ferner Tiere, die vom Grenztierarzt mit einer ansteckenden Krankheit behaftet oder einer solchen verdächtig befunden werden, endlich Tiere, die mit kranken oder verdächtigen Tieren in Berührung gekommen sind, können an der Eintrittstation zurückgewiesen werden. Den Grund der Zurückweisung hat der Grenztierarzt auf dem Zeugnis anzugeben und mit seiner Unterschrift zu bestätigen. Die erfolgte Rückweisung und der Anlass hierzu wird von der Grenzzollbehörde ohne Verzug der politischen Behörde des Grenzbezirks jenes vertragschliessenden Teiles, aus welchem die Ausfuhr stattfinden sollte, in kürzestem Wege angezeigt werden.

Wird eine solche Krankheit an eingeführten Tieren erst nach erfolgtem Grenzübertritt im Bestimmungslande wahrgenommen, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem Ministerium des Äussern des anderen vertragschliessenden Teiles unverweilt zuzusenden.

Artikel 4.

Wenn die Rinderpest in dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile auftritt, so steht dem anderen Teile das Recht zu, die Einfuhr von Wiederkäuern, Schweinen und tierischen Rohstoffen sowie von giftfangenden Gegenständen für die Dauer der Seuchengefahr zu verbieten oder zu beschränken.

Artikel 5.

Wenn aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile durch den

l'obligation de la déclaration est prescrite par la loi, a été importée des territoires de l'une des parties contractantes dans les territoires de l'autre, cette dernière aura le droit de limiter ou d'interdire pour la durée du danger de la contagion l'importation de toutes les espèces d'animaux auxquelles la maladie est transmissible.

Si une telle maladie éclate d'une manière menaçante dans les territoires de l'une des parties contractantes, l'autre partie aura également le droit de limiter ou d'interdire pour la durée du danger de la contagion l'importation de toutes les espèces d'animaux auxquelles la maladie est transmissible.

Dans les cas où il s'agit de la morve, du charbon bactéridien, du charbon symptomatique, de l'angine infectieuse, de la gale des solipèdes et de l'exanthème coïtal des solipèdes et de l'espèce bovine, l'importation ne pourra être interdite que pour des provenances des territoires d'origine (alinéa 1) ou des territoires atteints par la maladie contagieuse (alinéa 2).

On regarde comme territoires d'origine ou atteints par la maladie:

en Autriche: les territoires des districts politiques respectifs et limitrophes;

en Hongrie: les comitats;

en Italie: les territoires des provinces respectives et des provinces limitrophes.

Les prescriptions qui précèdent sont aussi appliquables à des produits animaux et à des objets qui peuvent servir de véhicules à la contagion.

Viehverkehr eine ansteckende Tierkrankheit, hinsichtlich deren die Verpflichtung zur Anzeige besteht, nach den Gebieten des anderen Teiles eingeschleppt worden ist, so steht letzterem das Recht zu, die Einfuhr von Tieren aller derjenigen Gattungen für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten, auf welche der Ansteckungsstoff übertragbar ist.

Ferner ist, wenn eine dieser Tierkrankheiten in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile in bedrohlicher Weise herrscht, der andere Teil befugt, die Einfuhr von Tieren aller derjenigen Gattungen, auf die der Ansteckungsstoff übertragbar ist, für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

Einfuhrverbote dürfen, wenn es sich um Rotz, Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Räude der Einhufer, Bläschenausschlag der Einhufer und des Rindviehs handelt, nur für Herkünfte aus den Ursprungsgebieten (Absatz 1) oder aus den von der Seuche betroffenen Gebieten (Absatz 2) erlassen werden.

Als Ursprungs- oder von der Seuche betroffene Gebiete im Sinne dieser Vorschrift gelten:

in Österreich: die Gebiete der betreffenden und der benachbarten politischen Bezirke;

in Ungarn: die Komitate;

in Italien: die Gebiete der betreffenden und der angrenzenden Provinzen.

Die Vorschriften der vorstehenden Absätze gelten auch für solche tierische Rohstoffe und Gegenstände, welche Träger des Ansteckungsstoffes sein können.

Le trafic du bétail ne pourra être interdit, si la maladie tuberculeuse éclatait ou si elle était importée.

Ne seront pas dérogées par la convention présente les prescriptions des lois et ordonnances de police vétérinaire des parties contractantes par lesquelles le trafic - frontière et le transit à travers un district-frontière pourraient être limités ou même interdits dans le but de combattre et de supprimer des maladies contagieuses éclatées à la frontière ou dans sa proximité.

Article 6.

Chacune des parties contractantes fera publier périodiquement de huit à huit jours des bulletins sur l'état des épizooties. Ces bulletins seront transmis directement à l'autre partie contractante.

Ces bulletins seront rédigés aussi uniformément que possible et de manière à démontrer l'état des épizooties même dans les territoires administratifs de première instance et dans les communes.

Les autorités compétentes s'avertiront réciproquement, sans retard et directement, de l'apparition d'épizooties dans les districts-frontière.

Si la peste bovine éclatait dans les territoires de l'une des parties contractantes, avis direct sera donné, par voie télégraphique, à l'autre partie de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Article 7.

Les wagons de chemin de fer, ainsi que les bateaux ou parties des bateaux qui ont servi au transport de

Wegen der Einschleppung oder wegen des Herrschens der Tuberkulose finden Einfuhrverbote nicht statt.

Die in den Seuchengesetzgebungen der vertragschliessenden Teile enthaltenen Vorschriften, welchen zufolge im Falle des Ausbruches von ansteckenden Tierkrankheiten an oder in der Nähe der Grenze zur Abwehr und Unterdrückung derselben der Verkehr zwischen den beiderseitigen Grenzbezirken sowie der einen gefährdeten Grenzbezirk transitierende Verkehr besonderen Beschränkungen und Verboten unterworfen werden kann, werden durch das gegenwärtige Abkommen nicht berührt.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile werden von acht zu acht Tagen periodische Nachweisungen über den jeweiligen Stand der Tierseuchen anfertigen und dieselben sofort unmittelbar austauschen.

Diese Nachweisungen werden möglichst gleichförmig verfasst und so eingerichtet sein, dass sie über den Seuchenstand auch in den Verwaltungsbezirken I. Instanz und in den einzelnen Gemeinden Aufschluss geben.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich die Behörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wenn im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest ausbricht, werden die Regierungen der vertragschliessenden Teile sich gegenseitig von dem Ausbruch und der Verbreitung derselben auf telegraphischem Wege direkt Nachricht geben.

Artikel 7.

Eisenbahnwagen sowie Schiffe oder Schiffsteile, welche zum Transport von Pferden, Maultieren, Eseln, Rind-

chevaux, de mulets, d'ânes, d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, et de peaux fraîches, doivent, avant d'être utilisés de nouveau, être soumis à un procédé de nettoyage (désinfection) de nature à détruire entièrement les germes de contagion qui peuvent s'être attachés aux wagons, bateaux ou parties de bateaux.

Les rampes et les quais d'embarquement seront lavés après chaque chargement.

Il sera reconnu par les parties contractantes que la désinfection des wagons de chemin de fer, des bateaux et parties des bateaux, opérée en toute règle dans les territoires de l'une des parties contractantes est aussi valable pour l'autre partie.

Les gouvernements des parties contractantes s'entendront ultérieurement au sujet des conditions et formalités à remplir pour reconnaître ces désinfections.

Article 8.

L'entrée des animaux au pâturage, soumise en général aux prescriptions convenues pour le trafic des animaux, sera permise aux conditions suivantes:

a) les propriétaires de troupeaux présenteront pour être vérifiée (examinée et légalisée), lors du passage de la frontière une liste des animaux qu'ils mènent au pâturage, contenant le nombre des bêtes et leurs marques extérieures les plus caractéristiques;

b) le retour des animaux dans le territoire d'origine ne pourra avoir lieu qu'après constatation de leur identité.

vieh, Ziegen, Schafen, Schweinen oder frischen Häuten verwendet wurden, müssen vor ihrer Neubenutzung einer Reinigung (Desinfektion) unterzogen werden, welche geeignet ist, die denselben anhaftenden Ansteckungsstoffe vollständig zu zerstören.

Die Rampen und Verladungskais sind nach jeder Einladung zu reinigen.

Die vertragschliessenden Teile werden die Giltigkeit der in dem Gebiete eines derselben ordnungsgemäss vorgenommenen Desinfektion der Waggons Schiffe und Schiffsteile gegenseitig anerkennen.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die zu erfüllenden Bedingungen und Förmlichkeiten der gegenseitig anzuerkennenden Desinfektion noch in das Einvernehmen setzen.

Artikel 8.

Der gegenseitige Weideverkehr, welcher im allgemeinen den in vorstehendem hinsichtlich des Viehverkehrs vereinbarten Vorschriften unterliegt, ist unter nachstehenden Bedingungen gestattet:

a) die Eigentümer der Herden werden beim Grenzübertritt ein Verzeichnis der Tiere, welche sie auf die Weide bringen wollen, mit der Angabe der Stückzahl und der charakteristischen äusseren Merkmale derselben zur Verifizierung (Prüfung und Beglaubigung) vorlegen;

b) die Rückkehr der Tiere wird nur nach Feststellung ihrer Identität bewilligt.

Si toutefois, pendant l'époque de la pâture, il éclatait soit dans une partie des troupeaux, soit dans un endroit éloigné de moins de 20 kilomètres du pâturage, soit sur la route par laquelle doit s'effectuer le retour du troupeau à la station-frontière, une maladie contagieuse transmissible au bétail en question, le retour des animaux sur les territoires de l'autre partie contractante, sera interdit, sauf les cas d'urgence (tels que manque de fourrage, intempéries etc.). Dans ces derniers cas le retour des animaux qui ne seraient pas encore atteints de l'épizootie pourra avoir lieu lorsque les mesures de sûreté que les autorités compétentes seront convenues d'appliquer pour empêcher l'extension de l'épizootie, auront été exécutées.

Article 9.

Les habitants des communes qui ne sont pas situées à plus de 5 kilomètres de la frontière peuvent, à toute heure, passer la frontière, dans les deux sens, avec leur propre bétail attelé à la charrus ou à des voitures; mais cette facilité ne leur est accordée que pour les travaux agricoles ou pour l'exercice de leur profession.

Ils doivent, à cet égard, observer les prescriptions suivantes:

a) Tout attelage qui passe la frontière pour des travaux d'agriculture ou pour l'exercice d'une profession doit être pourvu d'un certificat de l'autorité de la commune où se trouve l'étable des animaux. Ce certificat doit porter le nom du propriétaire ou du conducteur de l'attelage, la description des animaux et l'indication (en kilomètres) du rayon du territoire-frontière dans

Wenn jedoch während der Weidezeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teile der Herden oder auch an einem weniger als 20 Kilometer von dem Weideplatz entfernten Orte oder auf jener Strasse, auf welcher die Rückkehr der Herde zur Grenzstation erfolgen soll, ausbricht, so ist die Rückkehr des Viehs nach den Gebieten des anderen Teiles untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung usw.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der von der Seuche noch nicht ergriffenen Tiere nur unter Anwendung von durch die zuständigen Behörden zur Verhinderung der Seuchenverschleppung vereinbarten Sicherungsmassregeln erfolgen.

Artikel 9.

Die Bewohner von nicht mehr als fünf Kilometer von der Grenze entfernt liegenden Ortschaften können die Grenze in beiden Richtungen zu jeder Stunde mit ihren eigenen, an den Pflug oder an ein Fuhrwerk gespannten Tieren überschreiten, jedoch nur zum Zwecke landwirtschaftlicher Arbeiten oder in Ausübung ihres Gewerbes.

Sie haben sich hierbei nach folgenden Vorschriften zu benehmen:

a) Jedes Gespann, welches die Grenze zu landwirtschaftlicher Arbeit oder im Gewerbebetriebe überschreitet, muss mit einem Zertifikate des Ortsvorstandes der Gemeinde versehen sein, in welcher sich der Stall befindet. Dieses Zertifikat muss den Namen des Eigentümers oder des Führers des Gespannes, die Beschreibung der Tiere und die Angabe des Umkreises (in Kilometern) des

les limites duquel l'attelage doit travailler.

b) Il est exigé, en outre, tant à la sortie qu'au retour, un certificat de l'autorité de la commune frontière d'où provient l'attelage et, en cas de transit par le territoire d'une autre commune, une attestation de cette dernière, portant que les communes dont il s'agit sont exemptes de toute épizootie.

Ce certificat doit être renouvelé tous les huit jours.

Article 10.

La présente convention qui ne se rapporte qu'aux provenances des territoires des parties contractantes entrera en vigueur en même temps que le traité de commerce et de navigation, conclu sous la date de ce jour et aura la même durée.

Les ratifications de la présente convention seront échangées en même temps que celles du traité de commerce et de navigation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double expédition, le 11 février 1906.

Grenzgebietes, in welchem das Gespann zum Arbeiten bestimmt ist, enthalten.

b) Überdies ist beim Austritt wie bei der Rückkehr ein Zertifikat des Ortsvorstandes derjenigen Grenzgemeinde erforderlich, aus welcher das Gespann kommt und im Falle des Durchzuges durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch die Bescheinigung der letzteren, womit bestätigt wird, dass die betreffenden Gemeinden vollkommen frei von jeder Tierseuche sind.

Dieses Zertifikat muss alle acht Tage erneuert werden.

Artikel 10.

Das gegenwärtige Übereinkommen, welches sich nur auf die Herkünfte aus den Gebieten der vertragschliessenden Teile bezieht, tritt gleichmässig mit dem Handels- und Zollvertrage in Kraft und bleibt für die Dauer desselben in Wirksamkeit.

Die Ratifikationen des gegenwärtigen Übereinkommens sollen gleichzeitig mit jenen des zwischen den vertragschliessenden Teilen vereinbarten Handels- und Zollvertrages ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Rom, in doppelter Ausfertigung am 11. Februar 1906.

(L. S.) *Lützow.*

(L. S.) *Sonnino.*
(L. S.) *Guicciardini.*
(L. S.) *Pantano.*
(L. S.) *Santoliquido.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la convention sur les épizooties conclue, à la date de ce jour, entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la convention même:

1. Le transit de viande fraiche et préparée ainsi que d'autres produits bruts d'animaux dans un emballage imperméable, de peaux, de sabots, de cornes complétement séchés n'est soumis à aucune restriction pour les provenances des parties contractantes expédiées en droiture des territoires de l'une des parties contractantes à travers les territoires de l'autre par les chemins de fer dans des wagons plombés et fermés ou bien par des bateaux dans des compartiments séparés et réservés.

2. S'il s'élevait entre les parties contractantes un différend sur l'application de la convention sur les épizooties, on aura, si l'une des parties contractantes en fait la demande, recours à l'avis d'une commission mixte. Cet avis sera équitablement apprécié dans la décision à prendre.

Chacune des parties contractantes nommera deux membres dans cette commission, qui aura le droit de coopter un cinquième membre dans le cas ou elle ne pourrait s'entendre. Au premier cas de la formation d'une commission mixte, pourvu qu'elle n'ait pas décidé autrement, le cinquième membre sera élu parmi les ressortissants de l'une des parties

Schlussprotokoll.

Bei der am heutigen Tage stattgefundenen Unterzeichnung des Viehseuchen - Übereinkommens zwischen Österreich-Ungarn und Italien haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Bestandteil des Übereinkommens selbst bilden sollen:

1. Die direkte Durchfuhr von frischem und zubereitetem Fleische und sonstigen tierischen Rohstoffen in undurchlässiger Verpackung sowie von Häuten, Klauen und Hörnern in völlig trockenem Zustand aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles auf der Eisenbahn in plombierten, umschlossenen Waggons oder auf Schiffen in abgesonderten und verwahrten Räumen ist, soweit es sich um Provenienzen eines der vertragschliessenden Teile handelt, ohne Beschränkungen zulässig.

2. Wenn bei der Handhabung des Viehseuchenübereinkommens zwischen den vertragschliessenden Teilen Meinungsverschiedenheiten entstehen, so wird auf Verlangen eines dieser Teile die gutachtliche Äusserung einer gemischten Kommission eingeholt werden. Diese Äusserung wird bei der hiernach zu treffenden Entscheidung entsprechend gewürdigt werden.

Jeder der vertragschliessenden Teile ernennt für die Kommission zwei Mitglieder. Die Kommission ist befugt, sich in Fällen, in denen sie sich nicht einigen kann, ein fünftes Mitglied zu kooptieren. Dieses fünfte Mitglied ist, wenn die Kommission sich hierüber nicht anders verständigt, in dem ersten Falle der Bildung einer gemischten Kommission aus den An-

contractantes, au deuxième cas parmi ceux de l'autre partie, et ainsi de suite alternativement parmi les ressortissants de l'une ou de l'autre partie contractante. Au premier cas on décidera par le sort laquelle des parties contractantes aura à fournir le cinquième membre de la commission.

gehörigen des einen, und im zweiten Falle aus den Angehörigen des anderen der beiden vertragschliessenden Teile und so abwechselnd aus den Angehörigen des einen oder des anderen Teiles zu wählen. Im ersten Falle dieser Art wird der vertragschliessende Teil, dessen Angehörigen das fünfte Mitglied zu entnehmen ist, durch das Los bestimmt.

3. L'examen vétérinaire à la frontière ne sera pas soumis à des taxes plus élevées que les taxes maximales actuellement en vigueur pour le trafic réciproque des parties contractantes.

3. Für die grenztierärztliche Untersuchung werden keine höheren Gebühren zur Einhebung gelangen, als die dermalen beim gegenseitigen Verkehr vorkommenden höchsten Gebühren.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition à Rome le 11 février 1906.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratifikation, durch die blosse Tatsache der Auswechslung der Ratifikationen des Übereinkommens, auf welches es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Teilen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in doppelter Ausfertigung zu Rom am 11. Februar 1906 unterzeichnet.

(L. S.) *Lützow.*

(L. S.) *Sonnino.*
(L. S.) *Guicciardini.*
(L. S.) *Pantano.*
(L. S.) *Santoliquido.*

7.

AUTRICHE - HONGRIE, RUSSIE.

Traité destiné à développer les relations commerciales et maritimes; signé à Saint-Pétersbourg, le 15/2 février 1906, suivi d'un protocole final de la même date.*)

Reichsgesetzblatt. No. 28. 1906.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. etc. etc., et Roi Apostolique de Hongrie.

et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies

désirant favoriser le développement des relations commerciales entre leurs territoires, ont décidé de conclure en ce but un traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. etc. etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Monsieur le Baron Louis Lexa d'Ährenthal, Son Conseiller Intime et Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies

et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Monsieur le Comte Lamsdorff, Son Secrétaire d'état, Conseiller Privé

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen

von dem Wunsche geleitet, die Entwicklung der Handelsbeziehungen zwischen Ihren Gebieten zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Behufe einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen, und zu diesem Zwecke zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn:

Den Herrn Baron Ludwig Lexa von Ährenthal, Allerhöchst Ihren Geheimen Rat und ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser aller Reussen

und

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen:

Den Herrn Grafen Lamsdorff, Allerhöchst Ihren Staatssekretär, wirk-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Saint-Pétersbourg, le 28 février 1906.

Actuel et Ministre des Affaires Etrangères, et

Monsieur Basile Timiriaseff, Son Conseiller Privé et Ministre du Commerce et de l'Industrie,

lesquels, après s'être communiqués leurs pleinpouvoir respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes, établis dans les territoires de l'autre partie ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports dans les territoires de l'autre partie des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans les territoires de chacune des parties contractantes et applicables à tous les étrangers.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en Autriche-Hongrie et les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche-Hongrie qui seront emportés en Russie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit,

lichen Geheimrat und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, und

Herrn Basil Timiriaseff, Allerhöchst Ihren Geheimrat und Minister des Handels und der Industrie,

welche nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Angehörigen eines der vertragschiessenden Teile, welche sich in den Gebieten des anderen Teiles niedergelassen haben oder sich dort vorübergehend aufhalten, sollen dort im Handels- und Gewerbebetriebe die nämlichen Rechte geniessen und keinen höheren oder anderen Abgaben unterworfen werden, als die Inländer. Sie sollen in den Gebieten des anderen Teiles in jeder Hinsicht dieselben Rechte, Privilegien, Freiheiten, Begünstigungen und Befreiungen haben, wie die Angehörigen des meistbegünstigten Landes.

Es herrscht jedoch darüber Einverständnis, dass durch die vorstehenden Bestimmungen die besonderen Gesetze, Erlässe und Verordnungen auf dem Gebiete des Handels, der Gewerbe und der Polizei nicht berührt werden, welche in den Gebieten jedes der vertragschliessenden Teile gelten oder gelten werden und auf alle Ausländer Anwendung finden.

Artikel 2.

Die russischen Boden- und Gewerbserzeugnisse, welche in Österreich-Ungarn und die Boden und Gewerbserzeugnisse Österreich-Ungarns, welche in Russland eingeführt werden, sollen dort, sie mögen zum Verbrauch oder zur Lagerung, zur Wiederausfuhr oder zur Durchfuhr bestimmt sein, der

seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. En aucun cas et sous aucun motif ils ne seront soumis à des droits, taxes, impôts ou contributions plus élevés ou autres, ni frappés de surtaxes ou de prohibition, dont ne soient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionels que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avce compensation, sera immédiatement et sans conditions ni réserves ou compensation étendue aux produits du sol et de l'industie de l'autre.

Article 3.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions du présent traité:

I. Les obligations imposées à l'une des parties contractantes par les engagements d'une union douanière, notamment les faveurs accordées par l'Autriche-Hongrie, de ce chef, à la Principauté de Liechtenstein, à la Bosnie et à l'Herzégovine.

II. Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres états limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à quinze kilomètres de largeur.

III. Les faveurs actuellement accordées ou qni pourraient être accordées ultérieurement, relativement à

nämlichen Behandlung wie die Erzeugnisse des meistbegünstigten Landes unterliegen. In keinem Falle und aus keinem Grunde sollen sie höheren oder anderen Zöllen, Gebühren, Steuern oder Abgaben unterworfen sein, noch mit Zuschlägen oder einem Einfuhrverbot belegt werden, von denen nicht auch die gleichartigen Erzeugnisse eines jeden anderen Landes betroffen werden. Insbesondere wird jede Begünstigung und Erleichterung, jede Befreiung und jede Ermässigung der in dem autonomen Tarif oder in den Vertragstarifen enthaltenen Eingangszölle, welche einer der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht dauernd oder zeitweise, ohne Gegenleistung oder mit Kompensation zugesteht, ohne weiteres und bedingungs-, vorbehalts- und kompensationslos auf die Boden- und Gewerbserzeugnisse des andern ausgedehnt werden.

Artikel 3.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages werden nicht berührt durch:

I. die Verpflichtungen, welche einem der vertragschliessenden Teile zufolge einer Zolleinigung auferlegt sind, insbesondere die Begünstigungen, welche aus diesem Titel von sterreich-Ungarn dem Fürstentum Liechtenstein, dann Bosnien und der Herzegovina gewährt werden.

II. die Begünstigungen, welche anderen angrenzenden Staaten zur Erleichterung des örtlichen Verkehrs innerhalb einer Grenzzone bis zu 15 Kilometer Breite gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten.

III. die Begünstigungen, welche für die Einfuhr oder Ausfuhr den Bewohnern des Gouvernements Archangel

l'importation ou à l'exportation, aux habitants du gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Toutefois, les importations venant de l'Autriche-Hongrie bénéficieront également de toutes les facilités douanières accordées aux importations dans ces territoires d'un état de l'Europe ou de l'Amérique du Nord.

Il est bien entendu en outre, que les dispositions des articles 2, 7 et 8 du présent traité ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le $\frac{\text{8 mai}}{\text{28 avril}}$ 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les états et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront dans aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les parties contractantes par le présent traité.

IV. Le gouvernement impérial de Russie reconnaît à l'Autriche-Hongrie le droit d'imposer d'une surtaxe les sucres importés de Russie en Autriche-Hongrie, aux conditions toutefois:

a) que cette surtaxe ne sera appliquée qu'aux sucres destinés à la consommation intérieure en Autriche-Hongrie et ne dépassera pas le chiffre fixé par la commission permanente de Bruxelles;

b) qu'elle ne sera prélevée qu'autant que la convention de Bru-

sowie für die nördlichen und östlichen Küsten des asiatischen Russland (Sibirien) gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten.

Doch soll die Einfuhr aus Österreich-Ungarn alle der Einfuhr eines europäischen oder nordamerikanischen Staates in diese Gebiete eingeräumten Zollerleichterungen in gleicher Weise mitgeniessen.

Es wird ausserdem der Vorbehalt gemacht, dass die Bestimmungen der Artikel 2, 7 und 8 des gegenwärtigen Vertrages weder auf die besonderen Abmachungen des Vertrages zwischen Russland und Schweden und Norwegen vom $\frac{\text{8. Mai}}{\text{26. April}}$ 1838, noch auf diejenigen Vereinbarungen Anwendung finden sollen, welche die Handelsbeziehungen mit den angrenzenden Staaten und Ländern Asiens zum Gegenstande haben oder haben werden. Auf diese Abmachungen darf in keinem Falle Bezug genommen werden, um die Handels- und Schifffahrtsverhältnisse, wie sie zwischen den vertragschliessenden Teilen durch den gegenwärtigen Vertrag begründet worden sind, abzuändern.

IV. die Kaiserlich Russische Regierung anerkennt das Recht Österreich-Ungarns, Zucker, der von Russland nach Österreich-Ungarn eingeführt wird, mit einem Zuschlage zu belegen, vorausgesetzt:

a) dass dieser Zuschlag nur von dem für den innern Verbrauch in Österreich-Ungarn bestimmten Zucker erhoben wird und dass derselbe nicht die von der Brüsseler Permanenz-Kommission festgesetzte Ziffer überschreitet:

b) dass dieser Zuschlag nur so lange erhoben wird, als die Brüsseler

xelles restera en vigueur et l'Autriche-Hongrie y prendra part;

c) que l'Autriche-Hongrie ne fera pas usage de son droit de prohiber l'importation des sucres russes et ne prendra aucune mesure restrictive par rapport à l'importation des sucres russes destinés à la réexportation ainsi qu'à toutes les opérations auxquelles les sucres pourraient être soumis dans ce dernier cas;

d) qu'une révision du taux de la surtaxe sera prévue si les circonstances la rendaient nécessaire.

Konvention in Kraft bleibt und Österreich-Ungarn daran teilnimmt;

c) dass Österreich-Ungarn von seinem Rechte, die Einfuhr russischen Zuckers zu verbieten, keinen Gebrauch machen und weder die Einfuhr von zur Wiederausfuhr bestimmtem russischen Zucker noch die Vornahme irgend welcher Operationen mit diesem Zucker beschränken wird;

d) dass eine Revision der Höhe des Zuschlags für den Fall vorgesehen wird, als die Umstände dies erfordern sollten.

Article 4.

Les parties contractantes s'engagent à n'empêcher le commerce réciproque entre leurs territoires par aucune prohibition d'importation ou d'exportation et à admettre le transit libre, à l'exception des voies qui ne sont ou ne seront pas ouvertes à ce dernier.

Des exceptions à cette règle ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

a) pour le tabac, le sel, la poudre ou d'autres matières explosives, ainsi que pour les monopoles d'état actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir dans les territoires de l'une des parties contractantes;

b) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

c) par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire et vétérinaire.

Artikel 4.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Gebieten durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote zu hindern, auch die freie Durchfuhr zu gestatten, soweit es sich nicht um Wege handelt, die der Durchfuhr verschlossen sind oder sein werden.

Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei Tabak, Salz, Schiesspulver oder sonstigen Sprengstoffen sowie bei anderen Artikeln, welche jeweils in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden;

b) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen;

c) aus Rücksichten der öffentlichen Sicherheit, aus Gesundheits- und Veterinärpolizeirücksichten.

Article 5.

Les produits du sol ou de l'industrie autrichiens ou hongrois énumérés dans le tarif A joint au présent traité, lorsqu'ils seront importés en Russie et les produits du sol ou de l'industrie russe, énumérés dans le tarif B joint au présent traité, lorsqu'ils seront importés en Autriche-Hongrie ne seront soumis à des droits autres ni plus élevés que ceux fixés par les dites annexes.

Si l'une des parties contractantes venait à établir un droit d'accise ou de consommation nouveau prélevé au profit de l'état, ou un supplément à ces droits sur un article de production ou de fabrication nationale énumérés dans les annexes A et B*) l'article similaire pourra être grevé, à l'importation, d'un droit égal ou correspondant, mais à condition que ce droit soit le même pour les provenances de tous les pays.

Article 6.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'état des communes ou des corporations qui grèvent ou gréveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans les territoires de l'une des parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre partie d'une manière plus forte ou plus génante que les produits similaires indigènes.

Article 7.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés des territoires de l'une des parties contractantes dans

Artikel 5.

Die in dem beiliegenden Tarif A bezeichneten österreichischen oder ungarischen Boden- oder Gewerbserzeugnisse sollen bei ihrer Einfuhr in Russland und die in dem beiliegenden Tarif B bezeichneten russischen Boden- oder Gewerbserzeugnisse sollen bei ihrer Einfuhr in Österreich-Ungarn keinen anderen oder höheren Zöllen unterliegen, als den in diesen Anlagen festgesetzten.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile auf einen in den Anlagen A und B angeführten Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Verarbeitung zum Vorteil der Staatskasse eine neue Akzise oder Verbrauchsabgabe oder einen Zuschlag zu diesen Abgaben legen sollte, so kann der gleichartige Gegenstand bei der Einfuhr mit einer gleichen oder entsprechenden Abgabe belegt werden, vorausgesetzt, dass diese Abgabe für die Provenienzen aller Länder gleich ist.

Artikel 6.

Innere Abgaben, welche in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile für Rechnung des Staates, der Gemeinden oder der Korporationen auf der Erzeugung, der Verarbeitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses ruhen oder ruhen werden, dürfen für Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwande höher oder lästiger sein, als für die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel 7.

Bei der Ausfuhr von Waren aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen dürfen keine anderen

*) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes A et B.

les territoires de l'autre, que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des parties contractantes à une tierce puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Article 8.

Les marchandises de toute nature traversant les territoires de l'une des parties contractantes par une voie commerciale ouverte au transit seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Article 9.

Les conventions conclues pour la suppression de la contrebande sur la frontière russo-autrichienne du $\frac{\text{3 octobre}}{\text{21 septembre}}$ 1851 et du 19/7 février 1902, concernant l'expédition réciproque des marchandises en transit (marchandises dont la sortie doit être prouvée) resteront en vigueur jusqu'à un nouvel arrangement en commun accord.

Article 10.

Sauf les dispositions spéciales à l'égard des bateaux fluviaux, les véhicules en tout genre, y compris les objets de leur garniture et équipement, servant au moment de l'entrée au transport de personnes ou de marchandises et introduits uniquement pour cette raison temporairement en Russie par des personnes qui sont connues des autorités douanières russes ou autrichiennes et hongroises seront admis à l'entrée, par les autorités

oder höheren Ausgangsabgaben erhoben werden, als bei der Ausfuhr nach dem in dieser Beziehung meistbegünstigten Lande. Auch jede sonst von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht für die Ausfuhr zugestandene Begünstigung wird ohne weiteres und bedingungslos dem anderen zuteil werden.

Artikel 8.

Die Waren aller Art, welche durch die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile auf einem dem Transithandel geöffneten Wege durchgeführt werden, sollen wechselseitig von jeder Durchfuhrabgabe frei sein, sei es, dass sie unmittelbar durchgeführt werden, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert und wieder aufgeladen werden.

Artikel 9.

Die behufs Hintanhaltung des Schleichhandels an der russisch-österreichischen Grenze abgeschlossenen Übereinkommen, betreffend die wechselseitige Überweisung von Durchfuhrwaren (Waren, deren Austritt erwiesen werden muss), vom $\frac{\text{3. Oktober}}{\text{21. September}}$ 1851 und 19./7. Februar 1902 bleiben bis zu einer einvernehmlichen Neuregelung aufrecht.

Artikel 10.

Unbeschadet der besonderen Bestimmungen für Flussschiffe werden Fahrzeuge jeder Art, einschliesslich der zugehörigen Ausrüstungsgegenstände, die bei ihrem Eintritt dem Personen- oder Warentransport dienen und die nur aus dieser Veranlassung von den russischen oder österreichischen und ungarischen Zollbehörden bekannten Personen vorübergehend in Russland eingeführt werden, von den russischen Behörden ohne Erlegung

russes, sans qu'il y ait eu déposition des droits d'entrée ou cautionnement de ces droits, du moment que le conducteur du véhicule s'engage à le réexporter dans un délai déterminé. l'expédition par écrit des déclarations d'engagement se fera gratuitement et sans taxe quelconque.

Les objets de ménage ayant déjà servi et faisant partie du mobilier des ressortissants de l'une des parties contractantes qui vont s'établir dans les territoires de l'autre ne seront soumis, dans ces derniers, à aucun droit d'entrée.

des Eingangszolles oder Sicherstellung desselben eingelassen werden, sofern sich der Führer des Fahrzeuges verpflichtet, dieses binnen einer bestimmten Frist wieder auszuführen. Die schriftliche Ausfertigung dieser Erklärungen wird unentgeltlich und ohne Erhebung irgend welcher Gebühren erfolgen.

Haushaltungsgegenstände, die schon gebraucht sind und einen Bestandteil des Mobiliars von Angehörigen eines der vertragschliessenden Teile bilden, welche im Begriff sind, sich in Gebieten des anderen Teiles niederzulassen, sollen in den letzteren keinerlei Eingangszoll unterworfen sein.

Article 11.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir ou de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi, qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions, qui sont ou seront établies à l'égard des ressortissants de tout autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

La période de trois années fixée par l'oukase impérial russe du 14 mars 1887 pour la liquidation des biens immeubles par les étrangers

Artikel 11.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen in den Gebieten des anderen Teiles berechtigt sein, jede Art von beweglichem oder unbeweglichem Vermögen zu erwerben und zu besitzen, soweit dieses Recht nach den Landesgesetzen Angehörigen irgend einer fremden Nation jetzt oder künftig zusteht. Sie sollen berechtigt sein, darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, Eheschliessung, letzten Willen oder auf andere Weise zu verfügen, sowie Vermögen durch Erbschaft zu erwerben und zwar unter denselben Bedingungen, welche jetzt oder künftig für die Angehörigen irgend einer anderen fremden Nation bestehen, ohne in einem der genannten Fälle unter irgend einer Bezeichnung anderen oder höheren Abgaben, Steuern oder Auflagen unterworfen zu sein als die Inländer.

Die dreijährige Frist, die durch den kaiserlich russischen Ukas vom 14. März 1887 für die Veräusserung der Liegenschaften seitens der Aus-

est étendue pour les ressortissants autrichiens et hongrois à dix années.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Il auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux, et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays.

Article 12.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des parties contractantes qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats ou de rechercher des commandes dans les territoires de l'autre partie contractante.

Pour pouvoir exercer en Russie le droit prévu à l'alinéa 1 du présent article, lesdits négociants, fabricants et autres industriels devront être munis de patentes spéciales dont la taxe, perçue au profit de l'état, ne

länder festgesetzt worden ist, wird für Österreicher und Ungarn auf zehn Jahre verlängert.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen den Erlös aus dem Verkauf ihres Eigentums und ihr Vermögen überhaupt unter Beobachtung der Landesgesetze frei ausführen können, ohne als Ausländer zur Entrichtung anderer oder höherer Abgaben verpflichtet zu sein, als die Inländer unter gleichen Verhältnissen zu entrichten haben würden.

Sie sollen unter Beobachtung der Landesgesetze freien Zutritt zu den Gerichten haben, sei es als Kläger oder als Beklagte, und sollen in dieser Hinsicht alle Rechte und Befreiungen der Inländer geniessen und wie diese befugt sein, sich in jeder Rechtssache der durch die Landesgesetze zugelassenen Anwälte, Sachwalter und Vertreter jeder Art zu bedienen.

Artikel 12.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende eines der vertragschliessenden Teile, welche sich durch die Vorweisung einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie dort zum Handels- oder Gewerbebetrieb berechtigt sind und ebenda die gesetzlichen Gebühren und Steuern bezahlen, sollen befugt sein, persönlich oder durch die in ihren Diensten stehenden Reisenden in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles Wareneinkäufe zu machen oder Bestellungen zu suchen.

Um in Russland das im Absatz 1 des gegenwärtigen Artikels vorgesehene Recht ausüben zu können, müssen die genannten Kaufleute, Fabrikanten und anderen Gewerbetreibenden mit besonderen Gewerbescheinen versehen

dépassera pas 150 roubles pour toute l'année et 75 roubles pour la seconde moitié de l'année.

Leurs commis-voyageurs devront être, en outre, pourvus chacun d'une patente personnelle dont la taxe, perçue au profit de l'état, ne dépassera pas 50 roubles pour toute l'année et 25 roubles pour la seconde moitié de l'année. Les patentes prévues à l'alinéa 2 du présent article pourront être délivrées au nom des personnes mêmes qui se rendent en Russie, et alors ces personnes ne seront plus tenues de se pourvoir, en outre, de la patente personelle.

Pour la délivrance dès patentes et le montant des taxes il ne sera fait aucune distinction quelle que soit la religion à laquelle appartiennent lesdits négociants, fabricants, industriels ou commis-voyageurs. De même aucune distinction ne sera faite suivant la religion des intéressés pour la durée de la validité du visa des passeports qui est fixée à une période de six mois en Russie.

Les cartes de légitimation industrielle seront établies conformément à un modèle convenu entre les parties contractantes.

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître les autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et les prescriptions ou réglements régissant la profession des titulaires de ces cartes.

Les industriels (commis-voyageurs)

sein, deren zugunsten des Staates erhobene Gebühr 150 Rubel für das ganze Jahr und 75 Rubel für die zweite Hälfte des Jahres nicht übersteigen soll.

Ihre Handlungsreisenden müssen ausserdem mit einem persönlichen Gewerbeschein versehen sein, dessen zugunsten des Staates erhobene Gebühr 50 Rubel für das ganze Jahr und 25 Rubel für die zweite Hälfte des Jahres nicht überschreiten wird. Die im Absatz 2 des gegenwärtigen Artikels vorgesehenen Gewerbescheine können auf den Namen der Personen selbst, die sich nach Russland begeben, ausgestellt werden, und dann sollen diese Personen nicht mehr gehalten sein, sich ausserdem mit dem persönlichen Gewerbescheine zu versehen.

Hinsichtlich der Erteilung der Gewerbescheine und des Betrages der Gebühren wird ein Unterschied nach der Religion, der die genannten Kaufleute, Fabrikanten, Gewerbetreibenden und Handlungsreisenden angehören, nicht gemacht werden. Auch hinsichtlich der Giltigkeitsdauer der Passvisa, welche in Russland für einen Zeitraum von sechs Monaten festgesetzt wird, macht die Religion der Interessenten keinen Unterschied.

Die Gewerbelegitimationskarten werden entsprechend einem zwischen den vertragschliessenden Teilen einverständlich festgesetzten Muster ausgestellt werden.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung darüber machen, welche Behörden zur Erteilung der Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen, sowie die Vorschriften oder Reglements bekanntgeben, welche das Gewerbe der Karteninhaber regeln.

Die mit einer Gewerbelegitimations-

qui seront munis d'une carte de légitimation industrielle, ne pourront avoir avec eux que des échantillons et modèles et point de marchandises.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons ou modèles par lesdits industriels ou voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans un délai d'un an et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie soit par le dépôt (en espèces) du montant du droit applicable, au bureau de douane de l'entrée, soit par une caution valable.

Une fois le délai fixé expiré, le montant du droit, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que dans ce délai les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai fixé, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer, par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d' entrée. S'il n' y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant du droit déposé à importation, ou prendra les

karte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen nur Warenmuster und Modelle, aber keine Waren mit sich führen.

Für zollpflichtige Gegenstände, welche als Muster oder Modelle von den vorgenannten Gewerbetreibenden oder Handlungsreisenden eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben unter der Voraussetzung zugestanden, dass diese Gegenstände binnen einer Frist von einem Jahre wieder ausgeführt werden und die Identität der ein- und wiederausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, wobei es gleichgiltig sein soll, über welches Zollamt die Gegenstände ausgeführt werden.

Die Wiederausfuhr der Muster muss durch Erlegung des Betrages der bezüglichen Zollgebühren (in barem) beim Einfuhrzollamte oder durch eine entsprechende Sicherstellung gewährleistet werden.

Nach Ablauf der festgesetzten Frist wird der Betrag der Zollgebühren, je nachdem derselbe hinterlegt oder sichergestellt wurde, für den Staatsschatz eingezogen oder aus der Sicherstellung flüssig gemacht, sofern es nicht feststeht, dass die Muster oder Modelle innerhalb dieser Frist wieder ausgeführt werden.

Wenn vor Ablauf der festgesetzten Frist die Muster und Modelle einem hierzu berechtigten Zollamte behufs Wiederausfuhr vorgelegt werden, hat sich dasselbe durch eine Untersuchung zu vergewissern, ob die vorgelegten Gegenstände mit jenen identisch sind, für welche die Einfuhrsbewilligung erteilt wurde. Ergibt sich in dieser Hinsicht kein Zweifel, so bestätigt das Zollamt die Wiederausfuhr und stellt den bei der Einfuhr erlegten

mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires et marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce du d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

En tant que l'importation d'armes à feu de l'étranger n'est pas interdite en Russie, les voyageurs de commerce autrichiens et hongrois pourront porter avec eux des échantillons de ces armes, à la condition expresse de se soumettre à toutes les prescriptions générales ou locales qui sont ou seront en vigueur par rapport aux armes à feu.

Article 13.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurance, domiciliées dans les territoires de l'une des parties contractantes et à condition qu'elles y aient été validement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre partie contractante et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Zollbetrag zurück oder ergreift die für Lösung der Sicherstellung erforderlichen Massnahmen.

Mit Ausnahme der Stempelgeühren für die Ausstellung des Zertifikats oder des Erlaubnisscheins, sowie für die Beibringung der Identitätszeichen der Muster und Modelle wird der Importeur keine Kosten zu tragen haben.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, welche sich in die Gebiete des anderen zum Besuch der Messen und Märkte begeben, um dort Handel zu treiben oder ihre Erzeugnisse feilzuhalten, werden wechselseitig wie die Inländer behandelt und keinen höheren Abgaben als disse unterworfen werden.

Insoweit die Einfuhr von Feuerwaffen aus dem Ausland in Russland nicht untersagt ist, können die österreichischen und ungarischen reisenden Kaufleute Muster von solchen Waffen unter der ausdrücklichen Bedingung mit sich führen, dass sie sich allen allgemeinen oder örtlichen Vorschriften, welche bezüglich der Feuerwaffen in Kraft sind oder sein werden, unterwerfen.

Artikel 13.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, auch Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile nach den bestehenden Gesetzen rechtsgiltig errichtet worden sind und dort ihren Sitz haben, sollen in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles als gesetzlich bestehend anerkannt werden und dort namentlich das Recht haben, vor Gericht als Kläger oder als Beklagte Prozesse zu führen.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans les territoires de l'une des parties contractantes sera admise ou non dans les territoires de l'autre partie pour y exercer son métier, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent ou existeront à cet égard dans le pays respectif.

En tout cas, les dites sociétés et associations jouiront dans les territoires de l'autre partie contractante des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

Article 14.

Le Gouvernement Impérial de Russie se déclare prêt à entrer en négociations, dans le délai de trois années qui suivront la mise en vigueur du présent traité avec l'Autriche-Hongrie au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des droits d'auteur pour les oeuvres littéraires, artistiques et photographiques.

La réglementation de la protection réciproque des brevets d'invention, des marques de fabrique, des dessins et modèles industriels et des noms commerciaux reste réservée à une convention spéciale à conclure aussitôt que possible.

Jusqu'à la conclusion d'un tel arrangement les dispositions jusqu'à présent en vigueur pour la protection réciproque de ces droits seront maintenues.

Article 15.

Les navires autrichiens et hongrois et leurs cargaisons seront traités en

Es herrscht jedoch darüber Einverständnis, dass durch die vorstehende Bestimmung die Frage nicht berührt wird, ob derartige in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile errrichtete Gesellschaften in den Gebieten des anderen Teiles zum Geschäftsbetriebe zugelassen werden sollen oder nicht. Diese Frage bleibt den in dem betreffenden Lande bestehenden oder noch einzuführenden Bestimmungen vorbehalten.

In jedem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles dieselben Rechte geniessen, welche den gleichartigen Gesellschaften irgend eines Landes zustehen oder zugestanden werden sollten.

Artikel 14.

Die Kaiserlich Russische Regierung erklärt sich bereit, innerhalb einer Frist von drei Jahren nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages mit Oesterreich-Ungarn in Verhandlungen wegen des Abschlusses eines Abkommens, betreffend den gegenseitigen Schutz des Urheberrechtes an Werken der Literatur, Kunst und Photographie, einzutreten.

Die Regelung des gegenseitigen Schutzes der Erfindungspatente, Fabriksmarken, gewerblichen Muster und Modelle und der Handelsfirmen bleibt einem besonderen, ehestens abzuschliessenden Uebereinkommen vorbehalten.

Bis zum Abschluss eines solchen Abkommens bleiben die gegenwärtig in Geltung stehenden Bestimmungen für den gegenseitigen Schutz dieser Rechte aufrecht erhalten.

Artikel 15.

Die österreichischen und ungarischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in

Russie, et les navires russes et leurs cargaisons seront traités en Autriche Hongrie absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons, quel que soit le pays de départ des navires ou leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons ou leur destination.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce puissance par une des parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne:

a) la pêche nationale qui sera réglée exclusivement par les dispositions qui sont ou seront en vigueur dans les territoires de chacune des parties contractantes;

b) les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacune des parties contractantes. Toutefois les navires russes et autrichiens ou hongrois pourront passer d'un port de l'une des parties contractantes dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour y déposer tout ou une partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

Russland und die russischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Oesterreich-Ungarn ganz wie die inländischen Schiffe und Ladungen behandelt werden, gleichviel von wo die Schiffe ausgelaufen oder wohin sie bestimmt sind und woher die Ladungen stammen oder wohin sie besimmt sind.

Jedes Vorrecht und jede Befreiung, welche in dieser Beziehung von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht eingeräumt werden sollte, soll ohne weiteres und bedingungslos auch dem anderen Teile zustehen.

Von den vorstehenden Bestimmungen wird jedoch eine Ausnahme gemacht:

a) inbetreff der nationalen Fischerei, welche ausschliesslich durch die in den Gebieten eines jeden der vertragschliessenden Teile jetzt oder künftig in Kraft stehenden Bestimmungen geregelt wird;

b) inbetreff der jetzt oder künftig der nationalen Kauffahrteiflotte gewährten Begünstigungen.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages finden keine Anwendung auf die Küstenschiffahrt, welche nach wie vor durch die in den Gebieten eines jeden der vertragschliessenden Teile jetzt oder künftig in Kraft stehenden Gesetze geregelt wird. Immerhin soll es den österreichischen oder ungarischen und den russischen Schiffen freistehen, aus einem Hafen des einen der vertragschliessenden Teile nach einem oder mehreren Häfen des anderen zu fahren, sei es, um dort ihre aus dem Auslande mitgebrachte Ladung ganz oder teilweise zu löschen oder um ihre

nach dem Auslande besimmte Ladung einzunehmen oder zu ergänzen.

Article 16.

La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et réglements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord et délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des parties contractantes seront reconnus par l'autre d'après les arrangements spéciaux convenus ou à convenir entre les parties contractantes.

Artikel 16.

Die Nationalität der Schiffe soll beiderseits nach den jedem Lande eigentümlichen Gesetzen und Verordnungen auf Grund der an Bord befindlichen, durch die zuständigen Behörden ausgestellten Urkunden und Patente anerkannt werden.

Die von dem einen der vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe werden nach Massgabe der zwischen den vertragschliessenden Teilen getroffenen oder zu treffenden besonderen Vereinbarungen von dem anderen Teile anerkannt werden.

Article 17.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes auront réciproquement le droit de faire usage aux mêmes conditions et contre payement des mêmes droits que les nationaux, des chaussées et routes, des canaux, écluses, bacs, ponts et ouvertures des ponts, des ports et quais de débarquement, des voies navigables et passes marquées et éclairées, du service du pilotage, des grues, balances et bascules, des dépôts, des établissements et institutions destinés au sauvetage et à la mise en sûreté des charges des navires et des autres établissements et institutions de ce genre, ent tant qu'ils sont destinés au service du public et à l'usage du commerce en général qu'ils soient administrés par l'état ou par des particuliers autorisés par l'état.

Ces droits ne seront prélevés que pour l'utilisation réelle et effective, à la réserve toutefois des dispositions

Artikel 17.

Die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken- und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krane und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten und Einrichtungen zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und anderer solcher Anstalten und Einrichtungen soll, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr und den Handel im allgemeinen bestimmt sind, gleichviel ob sie vom Staate oder mit staatlicher Genehmigung von Privatpersonen verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles unter gleichen Bedingungen und gegen Zahlung gleicher Gebühren wie den eigenen Angehörigen gestattet werden.

Solche Gebühreu dürfen, vorbehaltlich der beim Seelotsen- und Seebeleuchtungswesen zulässigen, ab-

contraires, admises pour le service du pilotage et de l'éclairage maritime.

Article 18.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacune des parties contractantes:

1° les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour les services et l'outillage, établis dans l'intérêt de la circulation, et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Article 19.

Les navires autrichiens et hongrois entrant dans un port de Russie, et réciproquement les navires russes entrant dans un port autrichien ou

weichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benützung der betreffenden Anstalten und Einrichtungen erhoben werden.

Artikel 18.

Von Tonnengeldern und Abfertigungsgebühren sollen in den Häfen eines jeden der vertragschliessenden Teile völlig befreit sein:

1. die Schiffe, welche von irgend einem Orte mit Ballast ein- und damit wieder auslaufen;

2. die Schiffe, welche freiwillig oder notgedrungen mit Ladung nach einem Hafen kommen und ihn, ohne irgendwie Handel getrieben zu haben, wieder verlassen.

Diese Befreiung wird nicht gewährt für Leuchtturm-, Lotsen-, Remorkierungs-, Quarantäne- und sonstige auf dem Schiffskörper lastende Abgaben, welche für den Verkehr dienende Leistungen und Vorkehrungen in gleichem Masse von den inländischen und von den Schiffen der meistbegünstigten Nation zu entrichten sind.

Ist das Einlaufen durch Not veranlasst worden, so gelten nicht als Ausübung des Handelsbetriebes das behufs Ausbesserung des Schiffes erfolgte Löschen und Wiedereinladen der Waren, das Ueberladen auf ein anderes Schiff im Falle der Seeuntüchtigkeit des ersten, die zur Verproviantierung der Schiffsmannschaft notwendigen Aufwendungen und der Verkauf der beschädigten Waren mit Genehmigung der Zollverwaltung.

Artikel 19.

Die österreichischen und ungarischen Schiffe, welche nach einem russischen Hafen und umgekehrt die russischen Schiffe, welche nach einem öster-

hongrois, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et réglements des pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Article 20.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareilles circonstances. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Article 21.

Les parties contractantes se réservent la liberté de régler, par voie autonome, les tarifs de transport de leurs chemins de fer.

Toutefois il ne sera fait de différence, ni quant au prix de transport, ni

reichischen oder ungarischen Hafen kommen, nur um dort ihre Ladung zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen Teil ihrer Ladung irgend welche Gefälle zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem für die inländische Schifffahrt bestimmten Satze erhoben werden dürfen.

Artikel 20.

Wenn ein Schiff eines der vertragschliessenden Teile an den Küsten des anderen Teiles strandet oder Schiffbruch leidet, sollen Schiff und Ladung dieselben Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetzgebung eines jeden der betreffenden Länder den eigenen Schiffen in gleicher Lage bewilligt. Es soll jederlei Hilfe und Beistand dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person wie für Schiff und Ladung geleistet werden.

Die vertragschliessenden Teile kommen ausserdem überein, dass die geborgenen Waren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen.

Artikel 21.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, ihre Eisenbahntransporttarife nach eigenem Ermessen zu bestimmen.

Jedoch soll weder hinsichtlich der Beförderungspreise, noch hinsichtlich

quant au temps et au mode de l'expédition, entre les habitants des territoires des parties contractantes. Notamment, les envois de marchandises venant de Russie et dirigés sur une station autrichienne ou hongroise, ou transitant l'Autriche-Hongrie, ne seront pas passibles sur les chemins de fer autrichiens et hongrois de tarifs de transports plus élevés que ceux appliqués dans la même direction et entre les mêmes stations des chemins de fer autrichiens et hongrois aux marchandises similaires autrichiennes, hongroises ou étrangères. Il en sera de même, quant aux chemins de fer russes, pour les envois de marchandises venant de l'Autriche-Hongrie et dirigés sur une station russe ou transitant par la Russie.

Des exceptions ne pourront avoir lieu, que pour les transports à prix réduit pour cause d'intérêt public ou de charité.

Le traitement douanier des expéditions par chemin de fer sera réglé par une convention spéciale à conclure aussitôt que possible.

Jusqu'à la conclusion de cette convention il est entendu que:

1° au sens des législations douanières des parties contractantes, les wagons de marchandises déjà en service, de même que les accessoires employés exclusivement pour assurer la protection ou la sûreté des marchandises pendant le transport, tels que bâches et couvertures sont admis en franchise de droit, même s'il n'entrent pas directement mais seulement après avoir traversé le territoire d'une tierce puissance des territoires

der Zeit und der Art der Abfertigung zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile ein Unterschied gemacht werden. Insbesondere sollen für die von Russland nach einer österreichischen oder ungarischen Station oder durch Oesterreich-Ungarn beförderten Gütertransporte auf den österreichischen und ungarischen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige österreichische, ungarische oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und zwischen denselben österreichischen und ungarischen Stationen erhoben werden. Das Gleiche soll auf den russischen Bahnen für Gütersendungen aus Oesterreich-Ungarn gelten, welche nach einer russischen Station oder durch Russland befördert werden.

Ausnahmen von vorstehenden Bestimmungen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte zu ermässigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt.

Die zollamtliche Abfertigung von Eisenbahntransporten wird durch ein besonderes, möglichst bald abzuschliessendes Uebereinkommen geregelt werden.

Bis zum Abschluss dieses Abkommens herrscht darüber Einverständnis, dass:

1. im Sinne der Zollgesetzgebungen der vertragschliessenden Teile den in den Fahrdienst bereits eingestellten Güterwagen, sowie den ausschliesslich zum Schutze oder zur Sicherung der Güter während des Transportes verwendeten Lademitteln, wie Plachen und Decken, die Zollfreiheit auch dann zukommt, wenn sie aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile in die des andern nicht unmittelbar eintreten, sondern

de l'une des parties contractantes dans ceux de l'autre à la condition expresse que ces accessoires soient réexportés dans le délai de 3 mois;

2° les administrations des chemins de fer sont tenues d'annoncer au bureau frontière ainsi qu'à tout autre autorité douanière désignée d'avance par l'administration douanière au plus tard huit jours avant son entrée en vigueur tout changement d'horaire dans la marche des trains franchissant la frontière ou des trains qui leur correspondent; par contre la station frontière annoncera par écrit au seul bureau frontière intéressé les trains non prévus par l'horaire (trains spéciaux, trains nécessités par les circonstances, trains dédoublés, circulation des locomotives); cette communication doit être fait assez tôt pour que le bureau de douane puisse prendre ses mesures en vue de la visite et du traitement douanier de ces trains;

3° les fleurs et les plantes vivantes, les fruits frais, les poissons frais, ainsi que toute marchandise rapidement périssable, seront dédouanés de part et d'autre dans un délai de 24 heures, à compter du moment où ils auront été reçus dans les entrepôts de la douane, en tenant compte, toutefois, des cas de force majeure;

4° les conducteurs, mécaniciens et le personnel au service des chemins de fer de chacune des parties contractantes, convaincus d'avoir importé dans les trains des marchandises de contrebande sur les territoires de l'autre partie, seront, sur la demande des autorités douanières compétentes, privés du droit de convoyer les trains à la frontière;

5° dans la mesure où, grâce à

erst nach Durchfuhr durch das Gebiet einer dritten Macht, jedoch unter der ausdrücklichen Bedingung, dass diese Lademittel binnen einer Frist von drei Monaten wieder ausgeführt werden;

2. die Eisenbahnverwaltungen verpflichtet sind, dem Grenzzollamt und den von der Zollverwaltung etwa noch weiter bezeichneten Zolldienststellen jede Änderung des Fahrplanes rücksichtlich der die Grenze überschreitenden Züge und deren Anschlusszüge spätestens acht Tage, bevor sie in Wirksamkeit tritt, anzuzeigen, dagegen sind nicht fahrplanmässige Züge (Sonder- und Erforderniszüge, Züge in mehreren Teilen, Lokomotivfahrten) von der Grenzstation nur dem zuständigen Grenzzollamt schriftlich anzuzeigen, und zwar so frühzeitig, dass die für die Revision und Abfertigung dieser Züge notwendigen Verfügungen seitens des Zollamtes noch getroffen werden können;

3. Blumen und lebende Pflanzen, frische Früchte und frische Fische sowie alle einem raschen Verderben ausgesetzten Waren beiderseits, vorbehaltlich Fälle höherer Gewalt, binnen 24 Stunden, vom Einbringen der Waren in die Zollager an gerechnet, verzollt werden sollen;

4. falls Schaffner, Maschinisten und sonstige Eisenbahnbedienstete eines der beiden vertragschliessenden Teile überführt werden, in den Zügen Schmuggelwaren in das Gebiet des anderen Teiles eingeführt zu haben, sie auf Ansuchen der zuständigen Zollbehörden des Rechtes, Bahnzüge nach der Grenze zu begleiten, verlustig gehen sollen;

5. insoweit bei gleicher Spurweite

l'égalité de la largeur des voies en jonction ou à une construction spéciale des wagons de marchandise il est possible de faire passer les wagons du territoire de l'une des parties à l'intérieur du territoire de l'autre sans transbordement à la station frontière, les marchandises chargées dans des wagons se prêtant à ce passage et offrant les garanties de fermeture douanière seront dispensées à l'entrée de la déclaration spéciale du déchargement, de la pesée et de la révision au bureau frontière lorsqu'elles peuvent être assignées par le bureau frontière à un autre bureau pour l'expédition douanière et qu'elles ne sont point suspectes de contrebande.

Les marchandises sur wagons ouverts (plateformes) jouiront également de cette facilité, lorsqu'il résulte de leur nature qu'il n'y a pas lieu de redouter leur disparition ou un échange pendant leur transport jusqu'à la station de destination.

der beiderseitigen Eisenbahnen oder bei besonderer Bauart der Güterwagen die Durchführung der Güterwagen aus den Gebieten des einen Teiles bis in das Innere der Gebiete des anderen Teiles ohne Umladung in der Grenzstation ermöglicht ist, Waren, welche in zum direkten Durchlauf geeigneten und zollsicher eingerichteten Güterwagen verladen sind, bei dem Eingang von der speziellen Deklaration, Abladung, Verwiegung und Revision bei dem Grenzzollamte befreit sein sollen, wenn sie vom Grenzzollamt an ein anderes Amt zur weiteren Zollabfertigung überwiesen werden und der Verdacht eines Schmuggels nicht vorliegt.

Gegenstände auf offenen Wagen (Plattformen) sollen der bezeichneten Erleichterung ebenfalls teilhaftig werden, wenn ein Abhandenkommen oder Vertauschen derselben auf dem Transport bis zu dem Bestimmungszollamt nach der Sachlage ausgeschlossen erscheint.

Article 22.

Les parties contractantes s'engagent à entrer le plus tôt possible en négociations pour conclure une convention consulaire et une sur le règlement des succesions. Jusqu'à la conclusion de ces convention:

1° les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des parties contractantes établis dans leurs états respectifs jouiront des mêmes privilèges et prérogatives que ceux des nations les plus favorisées.

En tant qu'il s'agit toutefois de l'exemption des impositions directes,

Artikel 22.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, sobald als möglich in Unterhandlungen wegen Abschlusses einer Konsularkonvention und eines Uebereinkommens über die Regelung des Verlassenschaftswesens einzutreten. Bis zum Abschluss dieser Übereinkommen:

1. werden die Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten der vertragschliessenden Teile, welche in den respektiven Staaten ihre Funktionen ausüben, dieselben Privilegien und Vorrechte geniessen, deren sich jene der meistbegünstigten Nationen erfreuen.

Insofern es sich jedoch um die Befreiung von direkten Steuern handelt,

on est d'accord, que seuls les consuls de carrière pourront jouir de cette exemption, pourvu qu'ils ne soient pas toutefois ressortissants de la partie contractante dans les territoires de laquelle ils devront exercer leurs fonctions et en aucun cas dans une plus grande étendue que les représentants diplomatiques des parties contractantes.

2° Lorsque des biens successoraux seront laissés en Autriche ou en Hongrie par un ressortissant russe ou bien Russie par un ressortissant autrichien ou hongrois partout où un consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire ou à leur défaut l'agent diplomatique de la nation à laquelle appartenait le défunt se trouverait à même, par la proximité de sa résidence, de prendre part aux arrangements nécessaires pour dresser l'inventaire de la partie mobilière de la succession et pour la mettre en sûreté, les autorités compétentes procéderont à ces formalités de concert avec cet agent consulaire ou diplomatique qui croisera avec le sceau du consulat ou de l'ambassade les scellés apposés par ladite autorité locale et avisera avec elle à toutes les mesures conservatoires dans l'intérêt des héritiers.

Les autorités du pays où se trouvent les biens appartenant à la succession agiront, pour tout ce qui concerne les mesures de conservation, ainsi que la liquidation de l'hoirie, en conformité avec la loi qui régit la succession de leurs nationaux.

Toutes les actions ou réclamations contre la succession, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, relèveront de la compé-

herrscht darüber Einverständnis, dass nur die Berufskonsuln dieser Befreiung teilhaftig werden können, vorausgesetzt jedoch, dass sie nicht Angehörige des vertragschliessenden Teiles sind, in dessen Gebieten sie ihre Funktionen ausüben, und keinesfalls im weiteren Umfange, als die diplomatischen Vertreter der vertragschliessenden Teile.

Falls in Oesterreich oder in Ungarn nach einem russischen Staatsangehörigen oder in Russland nach einem österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen Nachlassgüter in einem Orte zurückgeblieben sind, wo ein Generalkonsul, Konsul, Vizekonsul oder Konsularagent oder, wenn diese fehlen, ein diplomatischer Agent des Heimatstaates des Verstorbenen vermöge der Nähe seines Amtssitzes in der Lage ist, an den Vorkehrungen teilzunehmen, die zur Inventur des beweglichen Nachlasses und zu dessen Sicherstellung notwendig sind, werden die zuständigen Behörden diese Amtshandlungen im Einvernehmen mit dem Konsular- oder diplomatischen Funktionär vornehmen, wobei dieser mit dem Siegel des Konsulates oder der Botschaft die von der genannten Lokalbehörde angelegten Siegel kreuzen und einvernehmlich mit ihr auf alle Sicherstellungsmassregeln im Interesse der Erben Bedacht nehmen wird.

Die Behörden des Landes, in dem sich die Nachlassgüter befinden, werden, was die Sicherstellungsmassregeln und die Liquidierung der Erbschaft betrifft, nach Massgabe des Gesetzes vorgehen, das die Erbfolge ihrer Staatsangehörigen regelt.

Alle Klagen oder Reklamationen gegen die Erbschaft gehören, sofern sie nicht auf dem Titel des Erbrechtes oder des Legates beruhen, zur

tence des autorités du pays ou se trouvent les biens successoraux pendant un terme de six mois à compter du jour de la dernière des publications faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou en terme de 8 mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait de publication par l'autorité locale. A l'expiration de ce terme le reliquat de la partie mobilière de l'hoirie sera remis au consul de la nation à laquelle appartenait le défunt, déduction faite des charges, dettes ou impôts à acquitter dans le pays. Les actions ou réclamations relatives à cette part de la succession seront de la compétence des tribunaux du pays auquel appartenait le défunt.

Kompetenz der Behörden des Landes, wo sich die Nachlassgüter befinden, und zwar während eines Zeitraums von sechs Monaten vom Tage der letzten durch die Lokalbehörde erlassenen Kundmachung, beziehungsweise vom Tage der Eröffnung der Erbschaft an oder während eines Zeitraums von acht Monaten vom Todestage an, wenn durch die Lokalbehörde keine Kundmachung erlassen wurde. Nach Ablauf dieses Zeitraums wird das, was von dem beweglichen Teil der Erbschaft erübrigt, dem Konsul des Staates, dem der Verstorbene angehört, nach Abzug der Kosten, Schulden oder Steuern, die im Lande zu entrichten sind, zur Verfügung gestellt werden. Für Klagen oder Reklamationen in bezug auf diesen Teil der Verlassenschaft werden die Gerichte des Landes, dem der Verstorbene angehört, zuständig sein.

Le consul délivrera quittance aux autorités du lieu, au moment où il prendra possession du reliquat d'hoirie en vertu de sa qualité consulaire et sans qu'il soit besoin à cet effet d'une procuration des ayants-droit ou d'une autorisation, soit générale, soit spéciale, de son gouvernement.

Der Konsul wird den Lokalbehörden Quittung erteilen, sobald er von dem erübrigenden Teil der Erbschaft Besitz ergriffen hat, und zwar in seiner Konsulareigenschaft und ohne dass zu diesem Zweck eine Vollmacht des Berechtigten oder eine allgemeine oder spezielle Ermächtigung seiner Regierung erforderlich wäre.

Dès l'instant où le consul aura délivré quittance du reliquat d'hoirie, il n'aura de compte à rendre à ce sujet qu'à son propre gouvernement.

Von dem Zeitpunkt an, da der Konsul über den erübrigenden Teil der Erbschaft quittiert haben wird, hat er darüber niemand anderm als seiner Regierung Rechenschaft zu geben.

La partie immobilière de la succession est absolument soumise à la loi de sa situation et toute action relative à cette part de la succession relève exclusivement de la compétence des tribunaux du lieu.

Der unbewegliche Teil der Verlassenschaft ist ganz und gar dem Gesetze des Ortes, wo er gelegen ist, unterworfen, und jedwede Klage in bezug auf diesen Teil der Verlassenschaft gehört ausschliesslich zur Kompetenz der Lokalgerichte.

Pour le cas où la loi du lieu mettrait obstacle à la dévolution de la partie immobilière de la succession à un ou plusieurs héritiers, il sera accordé de part et d'autre aux interessés un délai suffisant pour opérer de la manière la plus avantageuse la vente des immeubles successoraux.

A l'effet d'assurer l'exécution des stipulations qui précèdent, les autorités locales auront soin de porter sans délai à la connaissance des dits agents diplomatiques ou consulaires chaque cas de décès parmi les sujets respectifs.

Article 23.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes dans les états et possessions de l'autre seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou dans la marine, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, ainsi que de toute contribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel; enfin de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Seront toutefois exceptées, quant aux charges et fonctions judiciaires ou municipales, celles qui sont attachées à la possession d'un immeuble ou à un bail, et quant aux contributions et prestations militaires, celles auxquelles tous les ressortissants du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Wenn die Lokalgesetzgebung ein Hindernis dagegen bildet, dass der unbewegliche Teil der Verlassenschaft auf einen oder mehrere Erben übergehe, wird beiderseits den Interessenten ein Aufschub gewährt werden, der genügend ist, um den Verkauf der Nachlassliegenschaften in der vorteilhaftest erscheinenden Weise durchzuführen.

Um die Durchführung der vorstehenden Bestimmungen sicherzustellen, werden die Lokalbehörden Sorge tragen, die Todesfälle der respektiven Staatsangehörigen jedesmal ohne Aufschub zur Kenntnis der genannten diplomatischen oder konsularischen Funktionäre zu bringen.

Artikel 23.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile werden in den Staaten und Besitzungen des anderen Teiles von jederlei Zwangsmilitärdienst in den Landheeren, in der Marine, in den Garden oder in den Nationalmilizen befreit sein. In gleicher Weise werden sie befreit sein von allen Gerichts- oder Munizipallasten und -Diensten, mit Ausnahme der Vormundschaft, ebenso von allen Geld- oder Naturalleistungen, welche als Äquivalent für den persönlichen Dienst festgesetzt sind, endlich von jedem Zwangsanlehen und von Militär leistungen und -requisitionen aller Art.

Ausgenommen sind jedoch jene Gerichts- und Munizipallasten und -dienste, welche mit dem Besitz oder der Pacht von Immobilien verbunden sind, sowie jene Militärkontributionen und -leistungen, zu denen alle Angehörigen des Landes als Grundeigentümer oder als Pächter herangezogen werden können.

En tant que les ressortissants d'un tiers état sont exempts de tutelle en Russie en vertu des traités et conventions en vigueur, les ressortissants autrichiens et hongrois en Russie bénéficieront du même privilège en ce qui concerne la tutelle des mineurs autres que ceux de leur nationalité.

Article 24.

Il sera prêté réciproquement dans les territoires des parties contractantes, de la part des autorités locales, à la réquisition des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, ou à leur défaut des patrons et commandants des navires, toute assistance compatible avec les lois du pays pour la saisie et l'extradition des déserteurs des bâtiments de guerre et des navires marchands de leurs pays respectifs.

Article 25.

Le présent traité s'étend aussi aux pays qui appartiennent aux territoires douaniers des parties contractantes.

Le gouvernement impérial de Russie, avant de procéder à l'incorporation du territoire douanier du grand-duché de Finlande dans celui de l'empire russe préviendra au moins deux ans d'avance l'Autriche-Hongrie de sa décision à ce sujet; en même temps le gouvernement impérial de Russie déclare que selon toute probabilité cette incorporation ne sera effectuée que graduellement à des époques suffisamment espacées.

Article 26.

Le présent traité est destiné à remplacer le traité de commerce et de navigation du 14/2 septembre 1860

Soweit die Angehörigen einer dritten Macht aufgrund der in Kraft stehenden Verträge und Übereinkommen von der Vormundschaft in Russland befreit sind, sollen die Österreicher und Ungarn in Russland hinsichtlich der Vormundschaft über nicht ihrer Nationalität angehörige Minderjährige dieselbe Begünstigung geniessen.

Artikel 24.

In den Gebieten der vertragschliessenden Teile soll gegenseitig von Seite der Lokalbehörden, über Requisition der Generalkonsuln, Konsuln, Vicekonsuln oder Konsularagenten oder in deren Ermanglung der Patrone und Schiffskommandanten, alle mit den Landesgesetzen vereinbarliche Hilfe zum Behufe der Haftnehmung und Auslieferung der Deserteure von Kriegsschiffen und Handelsfahrzeugen ihrer respektiven Länder geleistet werden.

Artikel 25.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die Länder, welche den Zollgebieten der vertragschliessenden Teile angehören.

Die Kaiserlich Russische Regierung wird mindestens zwei Jahre, bevor sie darangeht, das Zollgebiet des Grossherzogtums Finnland jenem des Russischen Reiches einzuverleiben, Österreich-Ungarn von diesem Entschluss Mitteilung machen; zugleich erklärt die Kaiserlich Russische Regierung, dass aller Wahrscheinlichkeit nach diese Einverleibung nur allmählich in genügenden Zwischenräumen erfolgen wird.

Artikel 26.

Der gegenwärtige Vertrag ist bestimmt, an die Stelle des Handels- und Schiffahrtsvertrages vom 14./2.

et la Convention de commerce du 18/6 mai 1894*). Il entrera en vigueur le $\frac{\text{1er mars}}{\text{16 février}}$ 1906 et restera exécutoire jusqu'au 31/18 décembre 1917.

September 1860 und der Handelskonvention vom 18./6. Mai 1894*) zu treten. Er wird am $\frac{\text{1. März}}{\text{16. Februar}}$ 1906 in Kraft treten und bis zum 31./18. Dezember 1917 in Geltung bleiben.

Les parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31/18 décembre 1915 le présent traité, auquel cas il sera mis hors de vigueur à ce terme.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch das Recht vor, den gegenwärtigen Vertrag zwölf Monate vor dem 31./18. Dezember 1915 zu kündigen, in welchem Falle derselbe zu diesem Zeitpunkt ausser kraft gesetzt werden wird.

Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de cette faculté ou n'avait notifié douze mois avant le 31/18 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurerait obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Teile von diesem Rechte Gebrauch macht, noch zwölf Monate vor dem 31./18. Dezember 1917 seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgibt, soll dieser in Geltung bleiben bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, an dem der eine oder der andere der vetragschliessenden Teile ihn kündigt.

Article 27.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangés à St. Pétersbourg assitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg le 15/2 février 1906.

(L. S.) *Ährenthal.*

Artikel 27.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen in St. Petersburg sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben ihn die beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu St. Petersburg, den 15./2. Februar 1906.

(L. S.) *Lamsdorff.*
(L. S.) *Timiriaseff.*

*) V. **N. R. G.** 2e XXI, 576.

Protocole final,

Aux articles 1 et 12.

En ce qui concerne les passeports, les ressortissants des parties contractantes seront traités, en tant qu'il ne s'agit pas du visa des passeports, sur le pied de la nation la plus favorisée.

La durée de la validité du visa des passeports est étendue en Russie à une période de six mois.

Cette disposition s'applique également au visa des passeports des voyageurs autrichiens et hongrois de religion mosaïque.

La taxe pour la délivrance des passeports à l'étranger aux Autrichiens et Hongrois résidant en Russie ne dépassera pas le montant de 50 copecks.

La Russie continuera à accorder une durée de 28 jours pour la validité des certificats de légitimation qui sont valables dans une zone de 30 kilomètres des deux côtés de la frontière et donnent le droit au porteur, comme c'est le cas à présent, de passer la frontière à plusieurs reprises par différents points de passage. Cette durée de la validité sera comptée, de part et d'autre, à partir du jour auquel le certificat aura servi pour passer la frontière la première fois, de telle sorte que les dits certificats perdent leur validité, s'ils n'ont pas servi une première fois au plus tard le quinzième jour à partir du jour de leur délivrance. Cette durée de 28 jours ne sera modifiée en aucun cas par le renouvellement de l'année survenu dans le cours de la validité des certificats. Les certificats de légitimation ne seront délivrés, de part et d'autre, qu'aux nationaux et aux ressortissants de l'autre partie

Schlussprotokoll.

Zu Artikel 1 uud 12.

Im Passwesen werden die Angehörigen der vertragschliessenden Teile, insofern es sich nicht um die Passvisa handelt, wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt.

Die Gültigkeitsdauer der Passvisa wird in Russland auf einen Zeitraum von sechs Monaten erstreckt.

Diese Bestimmung gilt auch für die Passvisa der österreichischen und ungarischen Handlungsreisenden mosaischer Religion.

Die Gebühr für die Erteilung der Auslandspässe an die in Russland wohnenden Österreicher und Ungarn wird den Betrag von 50 Kopeken nicht übersteigen.

Russland wird auch künftig für die Gültigkeit der Legitimationsscheine, welche innerhalb einer Zone von 30 Kilometern auf beiden Seiten der Grenze Geltung haben und den Inhaber, wie dies gegenwärtig der Fall ist, zum mehrmaligen Überschreiten der Grenze an beliebigen Grenzübergängen berechtigen, eine Dauer von 28 Tagen bewilligen. Diese Gültigkeitsdauer wird beiderseits vom Tage der ersten Benützung des Scheines zum Grenzübertritt an mit der Massgabe berechnet werden, dass die gedachten Scheine ihre Gültigkeit verlieren, wenn sie nicht zum erstenmal spätestens am funfzehnten Tage vom Tage der Ausfertigung an gerechnet benützt wurden. Die Frist von 28 Tagen wird in keinem Fall durch den während der Gültigkeitsdauer der Legitimationsscheine eintretenden Jahreswechsel berührt werden. Die Legitimationsscheine sollen beiderseits nur In-

contractante domiciliés dans les territoires où les certificats sont délivrés.

La date du passage de la frontière sera notée à l'avenir par les autorités compétentes sur les certificats tant d'après le calendrier en usage en Russie que d'après le calendrier en usage en Autriche-Hongrie.

Les certificats continueront à être délivrés, comme cela se fait actuellement, tant aux chrétiens qu'aux israélites.

A l'article 2.

Les articles fabriqués au moyen de l'admission temporaire dans territoires respectives des parties contractantes sont également traités d'après les principes fixés dans l'article 2 du présent traité.

Aux articles 2, 3 et 5.

Les produits du sol ou de l'industrie d'une tierce puissance, transportés en transit par les territoires de l'une des parties contractantes, ne payeront, à leur entrée dans ceux de l'autre, des droits autres ni plus élevés que n'auraient payé les mêmes produits importés directement de leur pays de provenance.

Aux articles 2 et 5.

Les parties contractantes se réservent le droit d'exiger des certificats d'origine, constatant la production ou la fabrication dans les territoires de l'une des parties contractantes des marchandises importées dans les territoires de l'autre, si ces marchandises sont soumises à un traitement douanier différent suivant le pays de pro-

ländern und denjenigen Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles erteilt werden, welche in den Gebieten wohnen, wo die Scheine ausgestellt werden.

Das Datum des Übertritts über die Grenze wird künftig von den zuständigen Behörden sowohl nach der in Russland wie nach der in Österreich-Ungarn in Geltung stehenden Zeitrechnung auf den Scheinen vermerkt werden.

Die Scheine werden auch künftig, wie dies gegenwärtig der Fall ist, ebenso wie an Christen, auch an Israeliten verabfolgt werden.

Zu Artikel 2.

Die im Veredlungsverkehr in den respektiven Gebieten der vertragschliessenden Teile erzeugten Waren werden ebenfalls nach den im Artikel 2 des gegenwärtigen Vertrages festgesetzten Bestimmungen behandelt.

Zu Artikel 2, 3 und 5.

Die Boden- und Gewerbserzeugnisse einer dritten Macht, welche durch die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, sollen bei ihrem Eintritt in die Gebiete des anderen Teiles weder andere noch höhere Zölle zahlen, als welche dieselben Erzeugnisse bei unmittelbarer Einfuhr aus ihrem Ursprungsland entrichtet hätten.

Zu Artikel 2 und 5.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, Ursprungszeugnisse für nach den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile eingeführte Waren zu verlangen, welche die Erzeugung oder Bearbeitung in den Gebieten des anderen der vertragschliessenden Teile bestätigen, wenn diese Waren je nach

venance. De son côté, chacune des parties contractantes prendra les mesures afinque les certificats exigés soient le moins possible une gêne pour le commerce.

Aux articles 2, 4, 5, 7 et 8.

Certaines marchandises étant actuellement soumises en Russie à des droits plus élevés à l'entrée par la frontière de terre qu'à l'entrée par la mer Baltique, il est entendu que le jour ou le présent traité entrera en vigueur, les droits à l'entrée par frontière de terre seront réduits aux taux des droits à l'entrée par la mer Baltique, et qu'aucun nouveau droit différentiel, favorisant les importations par la voie maritime de la mer Baltique, de la mer Noire et de la mer d'Azow (le littoral du Caucase excepté) ne sera établi.

L'Autriche-Hongrie s'engage de son côté à ne pas établir d'autres droits différentiels à l'entrée par la mer que ceux qui existent au moment de la mise en vigueur du présent traité.

Les parties contractantes s'engagent à examiner avec soin les demandes motivées de création de douanes nouvelles, d'élévation à une classe supérieure des douanes existantes et d'extension de leurs attributions que l'une des parties pourrait adresser à l'autre dans le cours de la validité du présent traité, et à donner suite, dans la mesure du possible, à ces demandes. De la même manière les parties contractantes s'entendront sur les questions concernant la suppression d'un bureau de douane, l'abaissement

ihrem Herkunftsland einer unterschiedlichen Zollbehandlung unterworfen sind. Seitens eines jeden der vertragschliessenden Teile wird Fürsorge getroffen werden, dass die verlangten Zeugnisse den Handel möglichst wenig behindern.

Zu Artikel 2, 4, 5, 7 und 8.

Im Hinblick darauf, dass zurzeit in Russland gewisse Waren bei der Einfuhr über die Landgrenze höheren Zollsätzen unterliegen, als bei der Einfuhr über die Ostsee, besteht Einverständnis darüber, dass vom Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Vertrages die Zölle bei der Einfuhr über die Landgrenze auf die Sätze der Zölle bei der Einfuhr über die Ostsee ermässigt werden sollen, und dass kein neuer, die Einfuhr über die Ostsee, das Schwarze und das Asowsche Meer (mit Ausnahme der kaukasischen Küste) begünstigender Differentialzoll eingeführt werden darf.

Österreich-Ungarn verpflichtet sich seinerseits, keine anderen Differentialzölle für die Einfuhr zur See einzuführen als jene, welche im Augenblicke der Inkraftsetzung des gegenwärtigen Vertrages in Geltung stehen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, begründete Anträge auf Errichtung neuer Zollämter, auf Erhebung bestehender Zollämter in eine höhere Klasse und auf Ausdehnung ihrer Befugnisse, welche ein Teil an den andern während der Dauer der Gültigkeit des gegenwärtigen Vertrags richten könnte, mit Sorgfalt zu prüfen und diesen Anträgen soweit als möglich Folge zu geben. In gleicher Weise werden sich die vertragschliessenden Teile über Fragen, betreffend Aufhebung

de son rang ou la réduction de ses attributions.

Toute modification apportée par l'une des parties au caractère ou aux attributions d'une de ses douanes sera immédiatement portée à la connaissance de l'autre.

Aux articles 2, 5, 6 et 7.

Quant au payement des droits, le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à faire accepter par les douanes les monnaies d'or de le valeur de couronne frappées en Autriche et en Hongrie, en reconnaissant 1000 couronnes comme équivalent à 393 roubles 78 copecks.

A l'article 17.

Les parties contractantes se réservent de s'entendre ausitôt que possible sur un arrangement spécial concernant l'exercice de la navigation sur la Vistule, le Prouth et le Dniestr.

Jusqu'à la conclusion de ce arrangement les deux gouvernements sont d'accord de maintenir en ce qui concerne la navigation des fleuves sus-indiquées les stipulations des traités actuellement en vigueur qui règlent cette navigation.

Toutefois il a été convenu, que les passeurs autorisés des bacs russes et autrichiens entre Sandomir et Nadbrzezie auront le droit, en observant les prescriptions douanières et de déclaration policière, de transporter avec leur bacs des personnes et des marchandises de provenance autrichienne sur la rive russe et de provenance russe sur la rive autrichienne, sans qu'ils soient soumis en recevant ou en livrant les marchandises à

eines Zollamts, Herabsetzung seines Ranges oder Verminderung seiner Befugnisse, verständigen.

Jede von einem Teil eingeführte Änderung im Charakter oder in den Befugnissen eines seiner Zollämter wird unverzüglich zur Kenntnis des anderen Teils gebracht werden.

Zu Artikel 2, 5, 6 und 7.

Die Kaiserlich Russische Regierung erklärt sich bereit, bei Zollzahlungen die in Österreich und Ungarn geprägten Goldmünzen der Kronenwährung durch die Zollämter annehmen zu lassen, und zwar 1000 Kronen als Gegenwert von 393 Rubel 78 Kopeken.

Zu Artikel 17.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich sobald als möglich über ein Sonderabkommen betreffs der Schiffahrt auf der Weichsel, dem Pruth und dem Dniestr zu verständigen.

Bis zum Abschluss dieses Abkommens sind die vertragschliessenden Teile einverstanden, hinsichtlich der Schiffahrt auf den obengenannten Flüssen die Bestimmungen der gegenwärtig in kraft stehenden Verträge, welche diese regeln, aufrecht zu erhalten.

Jedoch herrscht darüber Einverständnis, dass die autorisierten Führer der russischen und österreichischen Fähren zwischen Sandomir und Nadbrzezie unter Beobachtung der Zoll- und Polizeivorschriften berechtigt sind, auf ihren Fähren Personen und Waren österreichischer Herkunft auf das russische Ufer und solche russischer Herkunft auf das österreichische Ufer überzusetzen, ohne dass sie bei der Güteraufnahme oder -abgabe der

l'acquittement des droits spéciaux quelconques. De même les passeurs autorisés seront tenus d'observer exactement les tarifs de passage approuvés par les autorités.

Les bateaux autrichiens et hongrois se rendant en Russie par les cours d'eau qui coupent les frontières communes, pour rentrer plus tard en Autriche-Hongrie seront admis à entrer en Russie sans payer ou garantir les droits d'importation.

Le délai dans lequel ces bateaux doivent être réexportés en Autriche-Hongrie, est fixé à deux années, à partir du jour de leur entrée en Russie. Si le bateau est vendu en Russie ou y demeure plus de deux années, il est passible des droits d'importation respectifs. Le susdit délai devra être prolongé, si le bateau est retenu par des circonstances indépendantes de la volonté du conducteur, telles que le niveau insuffisant des eaux, des avaries nécessitant des réparations considérables ou autres causes analogues. Les droits d'importation ne seront pas perçus, si le bateau est détruit par le feu ou par naufrage.

Les certificats contenant l'obligation de réexporter les bateaux ou de payer les droits d'entrée seront exempts de toute taxe.

Aussi longtemps que le bateau se trouve en Russie, la patente de jauge du bateau est déposée à la garde des autorités douanières russes.

Le timbrage des lettres de voiture et des connaissements pour la cargaison des bateaux à destination de

Zahlung irgendwelcher besonderer Abgaben unterworfen würden. Doch sind die autorisierten Fährleute verpflichtet, die durch die Behörden gebilligten Fährtarife genau einzuhalten.

Die österreichischen und ungarischen Schiffe, welche auf den die gemeinsamen Grenzen durchschneidenden Wasserläufen nach Russland fahren, um später wieder nach Österreich-Ungarn zurückzukehren, werden ohne Zahlung oder Sicherstellung des Einfuhrzolls nach Russland eingelassen werden.

Die Frist, innerhalb welcher solche Schiffe wieder nach Österreich-Ungarn ausgeführt werden müssen, wird mit zwei Jahren vom Tage ihres Eingangs nach Russland an festgesetzt. Wenn das Schiff in Russland verkauft wird oder länger als zwei Jahre daselbst bleibt, so ist für dasselbe der betreffende Einfuhrzoll zu entrichten. Die gedachte Frist soll verlängert werden wenn das Schiff durch Umstände, die von dem Willen seines Führers nicht abhängig sind, wie ungenügender Wasserstand, beträchtliche Reparaturen erfordernde Havarie und andere ähnliche Ursachen, zurückgehalten wird. Der Einfuhrzoll wird nicht erhoben, wenn das Schiff durch Feuer oder Schiffbruch zu grunde geht.

Die Scheine, welche die Verpflichtung zur Wiederausfuhr der Schiffe oder zur Zahlung des Eingangszolls enthalten, sollen von jeder Gebühr befreit sein.

Während des Aufenthalts des Schiffes in Russland wird der Schiffseichschein von den russischen Zollbehörden in Verwahrung genommen.

Die Abstempelung der Frachtbriefe und Konnossemente üben die Ladung der nach Österreich-Ungarn bestimm-

l'Autriche-Hongrie est fait par les bureaux douaniers russes établis aux bords de la Vistule.

A l'article 21.

Les parties contractantes se prêteront mutuellement tout le concours possible à l'égard des tarifs des chemins de fer, notamment au moyen de l'établissement des tarifs directs pour le transport des personnes et des marchandises.

Le trafic par chemins de fer par la frontière russo-autrichienne devra être traité de la même manière que celui par la frontière russo-allemande, tant sous le rapport de l'application sur le territoire russe (pour le transport des personnes et des marchandises) des tarifs normaux deminués à mesure de l'augmentation du parcours et des taxes accessoires, que sous le rapport des conditions du transport. Toutefois cette stipulation ne comprend pas les tarifs spéciaux, convenus entre les gouvernements russe et allemand pour le parcours jusqu'aux ports de Koenigsberg, Danzig et Memel.

De même, le trafic par chemins de fer par la frontière austro-russe devra être traité de la même manière que celui par la frontière austro-allemande, tant sous le rapport de l'application sur les territoires autrichiens et hongrois (pour le transport des personnes et des marchandises) des tarifs normaux et des taxes accessoires, que sous le rapport des conditions du transport.

A l'article 22.

Les consuls d'Autriche-Hongrie en Russie ainsi que les consuls russes en Autriche Hongrie auront le droit

ten Schiffe wird durch die an den Ufern der Weichsel errichteten russischen Zollämter besorgt.

Zu Artikel 21.

Die vertragschliessenden Teile werden einander im Eisenbahntarifwesen, insbesondere durch Herstellung direkter Personen- und Frachttarife, tunlichst unterstützen.

Der Eisenbahnverkehr über die russisch-österreichische Grenze soll in gleicher Weise wie jene über die russisch-deutsche Grenze behandelt werden und zwar sowohl hinsichtlich der auf russischem Gebiete Anwendung findenden Normaltarife (Staffeltarife) für den Personen- und Güterverkehr und der Nebengebühren als auch rücksichtlich der Transportbedingungen. Diese Bestimmung erstreckt sich jedoch nicht auf jene Sondertarife, welche zwischen der russischen und der deutschen Regierung für den Verkehr nach den Häfen Königsberg, Danzig und Memel vereinbart wurden.

Desgleichen soll der Eisenbahnverkehr über die österreichisch-russische Grenze in gleicher Weise, wie jener über die österreichisch-deutsche Grenze behandelt werden und zwar sowohl hinsichtlich der auf den österreichischen und ungarischen Gebieten Anwendung findenden Normaltarife für den Personen- und Güterverkehr und der Nebengebühren als auch rücksichtlich der Transportbedingungen.

Zu Artikel 22.

Die Konsuln Österreich-Ungarns in Russland und die russischen Konsuln in Österreich-Ungarn sollen das Recht

de correspondre directement, les premiers avec le département des douanes en Russie, les seconds avec les ministères des finances, pour les affaires de réclamation douanière qui seront en instance devant les administrations indiquées ci-dessus.

Les consuls de carrière austro-hongrois et les fonctionnaires qui font partie de l'ambassade impériale et royale et des consulats généraux, consulats et vice-consulats d'Autriche-Hongrie en Russie et qui seront envoyés en Russie par le gouvernement austro-hongrois, jouiront d'une liberté pleine et entière, vis-à-vis de la censure russe, tant pour les journaux que pour les produits des sciences, des arts et des belles-lettres.

Le présent protocole fera partie intégrante du traité auquel il se rapporte, les deux actes devant être ratifiés dans un seul et même instrument.

Fait à St. Pétersbourg, le 15/2 février 1906.

(L. S.) *Ährenthal.*

der unmittelbaren Korrespondenz und zwar die ersteren mit dem russischen Zolldepartement, die letzteren mit den Finanzministerien in jenen Zollreklamationsangelegenheiten haben, für welche die vorgenannten Behörden zuständig sind.

Die österreichisch-ungarischen Berufskonsuln sowie die Funktionäre der kaiserlichen und königlichen Botschaft, der österreichisch-ungarischen Generalkonsulate, Konsulate und Vicekonsulate in Russland, welche von der österreichisch-ungarischen Regierung nach Russland entsendet werden, sollen sowohl für die Zeitungen als auch für die Erzeugnisse der Wissenschaften, der Künste und der Belletristik gegenüber der russischen Zensur volle und ganze Freiheit geniessen.

Das gegenwärtige Protokoll bildet einen Teil des Vertrages, auf den es sich bezieht, und wird mit dem letzteren in einer und derselben Urkunde ratifiziert werden.

So geschehen zu St. Petersburg, den 15./2. Februar 1906.

(L. S.) *Lamsdorff.*
(L. S.) *Timiriaseff.*

8.

AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE.

Traité destiné à étendre les relations commerciales et maritimes; signé à Vienne, le 12 février 1906, suivi d'un protocole final de la même date.*)

Reichsgesetzblatt. No. 55. 1906.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie d'une part,

et

Sa Majesté le Roi des Belges

d'autre part, animés du désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales et maritimes existant entre leurs états respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Monsieur Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime et Chambellan, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or etc. etc., Grand Cordon de l'Ordre Royal Belge de Léopold etc. etc., Ministre de la Maison impériale et Royale et des affaires étrangères, et

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König der Belgier,

von dem Wunsche beseelt, die freundschaftlichen Beziehungen zwischen ihren Staaten zu befestigen und die gegenseitigen Handels- und Schifffahrtsbeziehungen zu erweitern, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zwecke abzuschliessen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Grafen Agenor Goluchowski von Goluchowo, Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, Ritter des Ordens vom Goldenen Vliese etc. etc., Grosskreuz des königlich Belgischen Leopoldordens etc. etc., Minister des kaiserlichen und königlichen Hauses und des Äussern, und

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 5 mars 1906.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur le Baron de Borchgrave, Grand Officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la croix civique de première classe, Chevalier de première classe de l'Ordre impérial de la Couronne de fer, Chevalier de l'Ordre impérial de Léopold etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté impériale et Royale Apostolique;

lesquels, après avoir trouvé leurs pleins-pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique; les ressortissants des parties contractantes ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes et lieux quelconques des états respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les ressortissants de l'une des parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police

Seine Majestät der König der Belgier:

den Herrn Baron de Borchgrave, Grossoffizier des Leopoldordens, Besitzer des Zivilverdienstkreuzes erster Klasse, Ritter des kaiserlichen Ordens der Eisernen Krone erster Klasse, Ritter des kaiserlichen Leopoldordens etc. etc., Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Kaiserlichen und Königlichen Apostolischen Majestät;

welche, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen Österreich-Ungarn und Belgien wird vollständige Handels- und Schiffahrtsfreiheit bestehen; die Angehörigen der vertragschliessenden Teile werden aus Anlass der Ausübung von Handels- und Industriegeschäften in den Häfen, Städten und sonstigen Orten der betreffenden Staaten, mögen sie dort dauernd ansässig sein oder sich bloss vorübergehend aufhalten, keine anderen oder höheren Abgaben, Taxen, Steuern oder wie immer Namen habenden Gebühren zu entrichten haben als jene, welche von den Nationalen eingehoben werden, und die Privilegien, Immunitäten und anderen Begünstigungen, welche die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile bei dem Betriebe von Handels- und Industriegeschäften geniessen, werden gleichmässig auch jenen des anderen Teiles zukommen.

Die Bestimmungen dieses Artikels widersprechen in keiner Weise den in den Gebieten jedes des vertragschliessenden Teile geltenden, auf die

en vigueur dans les territoires de chacune des parties contractantes et applicables aux ressortissants de toute autre état.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs.

Article 3.

Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Autriche-Hongrie et les produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche-Hongrie qui seront importés en Belgique, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. Nommément, toute faveur, toute immunité et toute réduction du tarif des droits d'entrée que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance, sera immédiatement et sans condition étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Angehörigen anderer Staaten anwendbaren, besonderen Gesetzen, Verordnungen und Vorschriften, welche Handels-, Industrie- und Polizeiangelegenheiten betreffen.

Artikel 2.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen von jedem Militärdienst sowohl in der regulären Armee und in der Marine als in der Miliz und Bürgerwehr befreit sein.

Sie sollen keinen anderen militärischen Leistungen und Requisitionen in Friedens- und Kriegszeiten unterworfen sein als die Inländer und beiderseits Anspruch auf die Entschädigungen besitzen, die durch die in den betreffenden Gebieten geltenden Gesetze zu gunsten der Inländer festgesetzt sind.

Artikel 3.

Die Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse Belgiens, welche in Österreich-Ungarn und die Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse Österreich-Ungarns, welche in Belgien eingeführt werden, sollen daselbst, sie mögen zum Verbrauch, zur Lagerung, zur Wiederausfuhr oder zur Durchfuhr bestimmt sein, der nämlichen Behandlung unterliegen und keinen höheren oder anderen Abgaben unterworfen werden als die Erzeugnisse des in diesen Beziehungen meistbegünstigten Landes. Insbesondere wird jede Begünstigung, jede Befreiung und jede Ermässigung in dem Tarif der Eingangsabgaben, welche einer der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht zugestehen wird, gleichzeitig und ohne Bedingung den Bodenprodukten und Industrieerzeugnissen des anderen zu teil werden.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas:

1° aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des états limitrophes pour faciliter les rapports de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane qui ne s'appliquent qu'à certaines frontières déterminées ou aux habitants de certaines parties du territoire;

2° aux obligations imposées à l'une des parties contractantes par des engagements d'une union douanière contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Article 4.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche-Hongrie énumérés dans le tarif *A* annexé au présent traité n'acquitteront pas en Belgique, à leur entrée par terre ou par mer, des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par ledit tarif. De même, les produits du sol et de l'industrie de la Belgique énumérés au tarif *B**) annexé au présent traité n'acquitteront pas en Autriche-Hongrie, à leur entrée par terre ou par mer, des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par ledit tarif.

Dans le trafic entre les territoires des parties contractantes l'application des tarifs de faveur du présent traité aux marchandises y énumérées qui ont une certaine importance économique pour le pays exportateur, ne pourra être subordonnée à la production d'un certificat d'origine que dans le cas où cette formalité serait

Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich jedoch nicht:

1. auf jene Begünstigungen, welche zur Erleichterung des Grenzverkehrs Nachbarstaaten gegenwärtig eingeräumt sind oder künftig eingeräumt werden könnten, noch auf jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Gebietsteile Geltung haben;
2. auf diejenigen Verpflichtungen, welche einem der vertragschliessenden Teile durch eine schon bestehende oder etwa künftig eintretende Zolleinigung auferlegt werden könnten.

Artikel 4.

Die im Tarife **A** zu gegenwärtigem Vertrage aufgezählten Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse Österreich-Ungarns sollen in Belgien bei ihrer Einfuhr zu Land oder zur See keine anderen oder höheren als die im genannten Tarife festgesetzten Zölle entrichten. In gleicher Weise sollen die im Tarife B zu gegenwärtigem Vertrage aufgezählten Bodenprodukte oder Industrieerzeugnisse Belgiens in Österreich-Ungarn bei ihrer Einfuhr zu Land oder zur See keine anderen oder höheren als die im genannten Tarife festgesetzten Zölle entrichten.

Im Verkehr zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile wird die Zulassung zu den Vergünstigungen der Tarife des gegenwärtigen Vertrages für solche darin aufgeführte Gegenstände, die für das Ausfuhrland von grösserer wirtschaftlicher Bedeutung sind, nur dann von der Beibringung eines Ursprungsnachweises

*) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes A et B.

par une nécessité importante de la politique commerciale.

Article 5.

Certaines marchandises étant soumises en Autriche-Hongrie à des droits plus élevés à l'entrée par terre qu'à l'entrée par mer, il est entendu que pour aucune de ces marchandises ces différences de droits ne seront aggravées et qu'aucun nouveau droit différentiel favorisant les importations par mer ne sera établi pour de nouveaux articles sans l'assentiment de la Belgique. De son côté la Belgique, qui n'a aucun droit différentiel favorisant les importations par mer, n'en établira pas non plus à l'avenir.

Article 6.

A l'exportation vers la Belgique, il ne sera perçu en Autriche-Hongrie, et à l'exportation vers l'Autriche-Hongrie, il ne sera perçu en Belgique, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute faveur accordée par l'une des parties contractantes à une tierce puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Article 7.

Le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant sera exempt en Autriche-Hongrie et le transit des marchandises venant de l'Autriche-Hongrie ou y allant sera exempt en Belgique de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes de guerre.

abhängig gemacht werden, wenn hierfür ein dringendes handelspolitisches Bedürfnis vorliegt.

Artikel 5.

Es ist wohl verstanden, dass weder für diejenigen Artikel, für welche gegenwärtig in Österreich-Ungarn Zollnachlässe bei der Einfuhr zur See bestehen, im absoluten Betrage weitergehende, noch für andere Artikel neue, die Einfuhr zur See begünstigende Zollnachlässe ohne Zustimmung Belgiens eingeführt werden dürfen. Belgien, welches keine die Einfuhr zur See begünstigenden Differentialzölle besitzt, wird auch künftighin keine solchen einführen.

Artikel 6.

Bei der Ausfuhr nach Belgien dürfen in Österreich-Ungarn und bei der Ausfuhr nach Österreich-Ungarn dürfen in Belgien Ausgangsabgaben von keinen anderen Waren und mit keinem anderen oder höheren Betrag erhoben werden, als bei der Ausfuhr nach dem in dieser Beziehung meistbegünstigten Lande. Auch jede sonst von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht in Beziehung auf die Ausfuhr zugestandene Begünstigung wird gleichzeitig und ohne Bedingung dem anderen zu teil werden.

Artikel 7.

Die Warendurchfuhr von und nach Belgien soll in Österreich-Ungarn und die Warendurchfuhr von und nach Österreich-Ungarn soll in Belgien von jeder Durchgangsabgabe frei sein, unbeschadet der besonderen Anordnungen in Beziehung auf Schiesspulver und Kriegswaffen.

Article 8.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver les rapports commerciaux entre leurs territoires par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Il ne pourra y avoir d'exception à cette règle que:

a) pour les monopoles d'état actuellement en vigueur, ou qui pourraient être établis à l'avenir;
b) par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire et vétérinaire, notamment dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux régissant la matière;
c) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

La réserve faite à l'alinéa b) s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'organismes nuisibles.

Article 9.

Le transit des armes, ainsi que celui des munitions et des matières explosibles pour lesquelles le transit n'est pas interdit, sera soumis au moins d'entraves possible.

Si le transit des dits objets est assujetti à une autorisation spéciale, l'autorité compétente devra statuer dans le plus bref délai possible sur l'octroi de cette autorisation.

Article 10.

Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient dans les

Artikel 8.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Handelsverkehr zwischen ihren Gebieten durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen dürfen nur stattfinden:

a) bei den gegenwärtig bestehenden oder künftig etwa einzuführenden Staatsmonopolen;
b) aus Rücksichten der öffentlichen Sicherheit und der Sanitäts- und Veterinärpolizei, insbesondere im Interesse der öffentlichen Gesundheitspflege und in Übereinstimmung mit den diesbezüglich geltenden internationalen Grundsätzen;
c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Der in Alinea b) ausgesprochene Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirtschaft gegen die Verbreitung schädlicher Insekten und Organismen ergriffen werden.

Artikel 9.

Die Durchfuhr von Waffen, sowie von Munition und Explosivstoffen, bezüglich welcher kein Durchfuhrverbot besteht, wird möglichst wenig behindert werden.

Sofern es für die Durchfuhr der genannten Gegenstände einer besonderen Bewilligung bedarf, soll über deren Erteilung oder Versagung von der zuständigen Behörde möglichst bald entschieden werden.

Artikel 10.

Innere Abgaben, welche in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des

territoires de l'une des parties contractantes les produits nationaux, soit pour le compte de l'état, soit pour le compte des provinces, des administrations municipales ou des corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant des territoires de l'autre partie contractante.

Si l'une des parties contractantes juge nécessaire d'établir un nouveau droit d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de proit égal ou correspondant.

Le présent article ne vise pas les droits d'entrée. L'Autriche-Hongrie consent à ce qu'il ne soit pas appliqué en Belgique aux droits d'accise perçus sur le vin pour autant que ce produit soit exempt de droits d'entrée.

Article 11.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie dans les territoires de l'une des parties contractantes où ils ont leur domicile et qu'ils y acquittent les impôts et taxes légales, pourront, dans les territoires de l'autre partie contractante, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats chez les négociants

Staates oder für Rechnung der Provinzen, Gemeinden oder Korporationen auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen möchten, dürfen Erzeugnisse des anderen der vertragschliessenden Teile unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile es notwendig findet, auf einen in den Tarifen zu gegenwärtigem Vertrage begriffenen Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue Akzisegebühr oder Konsumabgabe oder einen Gebührenzuschlag zu legen, soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einem gleichen oder entsprechenden Zolle oder Zollzuschlag bei der Einfuhr belegt werden können.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf die Einfuhrzölle. Österreich-Ungarn stimmt zu, dass derselbe in Belgien auf die Wein treffenden Akzisegebühren insolange keine Anwendung finde, als dieses Produkt keinem Einfuhrzoll unterliegt.

Artikel 11.

Kaufleute, Fabrikanten nnd Gewerbetreibende, welche sich mittels einer von den Behörden ihres Landes ausgestellten Legitimationskarte darüber ausweisen, dass sie berechtigt sind, in den Gebieten desjenigen der vertragschliessenden Teile, wo sie ihren Wohnsitz haben, Handel zu treiben oder ein Gewerbe auszuüben, und hierfür die gesetzlichen Abgaben und Taxen bezahlen, können in den Gebieten des anderen Teiles sowohl persönlich als durch in ihrem Dienste stehende Handelsreisende bei Kauf-

ou chez les producteurs, ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, chez des négociants ou d'autres personnes qui font le commerce des marchandises qui leur sont offertes.

Aussi longtemps que les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Belgique voyageant en Autriche-Hongrie pour le compte d'une maison belge seront exempts du payement d'un droit de patente ou de l'impôt sur le revenu de l'exercice du commerce ou de l'industrie susmentionné, par réciprocité, il en sera de même pour les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Autriche-Hongrie voyageant en Belgique pour le compte d'une maison autrichienne ou hongroise, le droit de la nation la plus favorisée restant d'ailleurs réciproquement sauvegardé.

Les industriels (commis-voyageurs) munis d'une carte de légitimation pourront porter avec eux des échantillons, mais pas de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées d'après le formulaire ci-joint (annexe C).

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation et elles se communiqueront les dispositions légales auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane à l'exception des articles de consommation qui seront importés comme échantillons seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient ré-

leuten oder Erzeugern Ankäufe machen oder bei Kaufleuten oder anderen Personen, welche mit den ihnen angebotenen Waren Handel treiben, Bestellungen, mit oder ohne Muster, entgegennehmen.

Solange die genannten, in Belgien ansässigen und in Österreich-Ungarn für Rechnung eines belgischen Hauses reisenden Kaufleute, Fabrikanten, Gewerbetreibenden oder Handelsreisenden von der Zahlung einer Gewerbe- oder Einkommensteuer für den oben bezeichneten Handels- und Gewerbebetrieb befreit sein werden, werden auch die in Belgien für Rechnung eines österreichischen oder ungarischen Hauses reisenden, in Österreich-Ungarn ansässigen Kaufleute, Fabrikanten, Gewerbetreibenden oder Handelsreisenden dieselbe Begünstigung erfahren, wobei übrigens das Recht der meistbegünstigten Nation wechselseitig gewahrt bleibt.

Die mit einer Legitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handelsreisenden) dürfen wohl Muster, aber keine Waren mit sich führen.

Die Legitimationskarten werden nach dem hier beigeschlossenen Muster (Anlage C) ausgestellt werden.

Die vertragschliessenden Teile werden sich wechselseitig die zur Ausstellung der Legitimationskarten beauftragten Behörden namhaft machen, wie auch jene gesetzlichen Bestimmungen mitteilen, welchen sich die Reisenden bei ihrem Handelsbetriebe zu unterwerfen haben.

Für zollpflichtige Gegenstände, mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen, welche als Muster eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden, unter der Voraussetzung, dass diese Gegenstände binnen einer

exportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les territoires des parties contractantes à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ouvrages en métaux précieux qui après l'accomplissement des formalités relatives à l'importation temporaire et moyennant le versement d'un cautionnement correspondant à la valeur commerciale de la marchandise, sont importés par les voyageurs de commerce uniquement en vue d'être exhibés comme échantillons et qui ne peuvent conséquemment entrer dans la libre circulation, seront, à la demande des intéressés, dispensés de l'obligation du poinçonnage pour la garantie du contrôle des ouvrages en métaux précieux. Le cautionnement versé pourra être confisqué en cas de non-réexportation des échantillons dans les délais prescrits.

Article 12.

Sous la réserve des dispositions à résulter éventuellement d'un arrangement ultérieur spécial sur la matière les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, indusrtielles ou financières, y compris les sociétés d'assurance, domiciliées dans les territoires de l'une des parties contractantes et à condition qu'elles y aient été validement constituées conformément aux lois et règlements, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre partie contractante,

im voraus zu bestimmenden Frist unverkauft wieder ausgeführt werden und die Identität der ein- und wiederausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

Die Wiederausfuhr der Muster muss in den Gebieten der vertragschliessenden Teile bei der Einfuhr durch Niederlegung des Betrages der bezüglichen Zollgebühren oder durch Sicherstellung gewährleistet werden.

Edelmetallwaren, welche von Handlungsreisenden lediglich als Muster zum Zwecke des Vorzeigens im Eingangsvormerkverfahren eingeführt werden und daher nicht in den freien Verkehr übergehen dürfen, sind auf Verlangen der Partei gegen eine ihrem Handelswerte entsprechende Sicherstellung vom Punzierungszwange zu befreien. Die geleistete Sicherstellung verfällt im Falle des nicht termingemässen Wiederaustrittes der Muster.

Artikel 12.

Vorbehaltlich der Bestimmungen einer eventuell diesbezüglich in einem späteren Zeitpunkt abzuschlissenden besonderen Vereinbarung sollen Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen und Verordnungen rechtsgültig errichtet wurden, auch in den Gebieten des anderen Teiles als zu Recht bestehend anerkannt

et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre. La question de savoir, si et dans quelle mesure ces sociétés pourront acquérir dans les territoires de l'autre partie contractante des bien-fonds ou tout autre capital, sera réglée d'après les lois en vigueur dans ces territoires.

Quant à l'admission à l'exercice de leur commerce ou leur industrie dans les territoires de l'autre partie contractante, cette admission reste soumise aux lois et prescriptions qui existent dans ces territoires.

En ce cas, ces sociétés jouiront dans les territoires de lautre partie contractante des mêmes droits que ceux qui sont ou seraient accordés aux sociétés analogues légalement reconnues d'une tierce puissance.

werden und daselbst namentlich befugt sein, vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen. Die Frage, ob und in welchem Masse diese Gesellschaften in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles Grundbesitz und anderes Vermögen aller Art erwerben können, ist nach den in diesen Gebieten geltenden Gesetzen zu entscheiden.

Betreffs der Zulassung zum Betriebe ihrer Handels- oder Industriegeschäfte in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles haben die daselbst geltenden Gesetze und Vorschriften Anwendung zu finden.

In diesem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in den Gebieten des anderen Teiles dieselben Rechte geniessen, welche den als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgend einer dritten Macht zustehen oder künftig zugestanden werden.

Article 13.

Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison, sera réciproquement garanti aux navires des parties contractantes, soit en Autriche-Hongrie, soit dans le Royaume de Belgique.

Il est fait exception à cette stipulation en ce qui concerne le cabotage et la pêche nationale dans les territoires respectifs.

Artikel 13.

Die der nationalen Flagge in allem, was die Schiffe oder deren Ladung betrifft, vorbehaltene Behandlung soll wechselseitig den Schiffen der vertragschliessenden Teile zugesichert sein, sowohl in Österreich-Ungarn, als auch im Königreiche Belgien.

Von dieser Bestimmung bleiben die Küstenschiffahrt und die nationale Fischerei in den betreffenden Gebieten ausgeschlossen.

Article 14.

Les parties contractantes se réservent de régler le plus tôt possible par la conclusion d'une convention la protection réciproque des brevets d'invention, des marques de fabrique et de commerce, des dessins in-

Artikel 14.

Die Regelung des gegenseitigen Schutzes der Erfindungen, Handels- und Fabriksmarken, Muster und Modelle, Namen und Firmen der Angehörigen der vertragschliessenden Teile bleibt einem besonderen,

dustriels et des modèles, des noms et des raisons sociales de leurs ressortissants.

Jusqu'à la conclusion de cet arrangement les dispositions actuellement en vigueur relativement à la protection réciproque de la propriété industrielle (article 1 du présent traité et déclaration entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique du 12 janvier 1880 concernant les marques de fabrique et de commerce) sont maintenues.

Article 15.

Les consuls et autres agents consulaires belges en Autriche-Hongrie jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent les consuls et autres agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les consuls et autres agents consulaires de l'Autriche-Hongrie.

En ce qui concerne l'exemption des impositions directes, il est entendu que celle-ci est limitée aux consuls de carrière, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de la partie contractante dans les territoires de laquelle ils remplissent leurs fonctions, qu'ils ne fassent aucun commerce et qu'ils n'exercent aucune industrie ni profession quelconque. Cette exemption ne s'applique pas toutefois aux contributions imposées à raison de la possession de biens immeubles.

Article 16.

Les consuls et autres agents consulaires de l'une des parties contractantes, résidant dans les territoires de l'autre, y pourront faire arrêter ou renvoyer soit à bord, soit dans

ehestens abzuschliessenden Übereinkommen vorbehalten,

Bis zum Zustandekommen eines solchen Übereinkommens haben die für den gegenseitigen Schutz dieser Rechte massgebenden Bestimmungen (Artikel 1 des gegenwärtigen Vertrages und Vereinbarung zwischen Österreich-Ungarn und Belgien vom 12. Januar 1880 wegen wechselseitigen Schutzes der Fabriks- und Handelsmarken) in Geltung zu bleiben.

Artikel 15.

Die Konsuln und sonstigen Konsularagenten Belgiens werden in Österreich-Ungarn sämtliche Privilegien, Befreiungen und Immunitäten geniessen, wie die Konsuln und anderen gleichartigen Agenten der meistbegünstigten Nation.

Das Gleiche wird in Belgien bezüglich der Konsuln und sonstigen Konsularagenten Österreich-Ungarns der Fall sein.

Bezüglich der Befreiung in Sachen der direkten Besteuerung besteht Einverständnis, dass solche nur den beiderseitigen Berufskonsuln zu gute komme, sofern sie nicht Angehörige jenes vertragschliessenden Teiles sind, in dessen Gebieten sie ihre Funktionen ausüben, und keinen Handel, keine Industrie und kein immer wie geartetes Gewerbe betreiben. Diese Befreiung erstreckt sich keineswegs auf Leistungen aus dem Titel des Besitzes von Immobilien.

Artikel 16.

Die Konsuln und sonstigen Konsularagenten des einen der vertragschliessenden Teile, welche in den Gebieten des anderen Teiles ihren Amtssitz haben, können Matrosen

leur pays, les marins ou toute autre personne qui, faisant à quelque titre que ce soit, partie des équipages d'un navire national, en auraient déserté dans un des ports appartenant à l'autre partie contractante.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls et autres agents consulaires jusqu'a ce que ces consuls ou agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté après un avis donné au consul trois jours à l'avance, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins ou autres gens de l'équipage sont exceptés de l'application des stipulations du présent article, lorsqu'ils sont ressortissants de la partie contractante

sowie jede aus was immer für einem Titel zur Bemannung eines nationalen Schiffes gehörende Personen, welche in einem der Häfen des anderen vertragschliessenden Teiles desertiert sind, verhaften und entweder an Bord oder in ihre Heimat zurücksenden lassen.

Zu diesem Ende werden sie sich schriftlich an die kompetenten Lokalbehörden wenden und durch Vorweisung des Originals oder einer gehörig vidimierten Abschrift der Schiffsregister oder der Musterrolle oder sonstiger amtlicher Urkunden den Nachweis führen, dass die von ihnen reklamierten Individuen zur betreffenden Schiffsbemannung gehörten.

Auf das derart begründete Ersuchen wird ihnen jede Hilfeleistung zur Erforschung und Anhaltung der besagten Deserteure gewährt werden, welche letzteren auf Verlangen und Kosten der Konsuln und sonstigen Konsularagenten sogar in den Gefängnissen des Landes so lange in Gewahrsam und unter Aufsicht zu halten sind, bis diese Konsuln oder Konsularagenten Gelegenheit zu ihrer Absendung gefunden haben.

Sollte sich jedoch diese Gelegenheit innerhalb eines Zeitraums von zwei Monaten, von dem Tage der Verhaftung an gerechnet, nicht darbieten, so werden die Deserteure nach einer drei Tage vorher erfolgten Verständigung des Konsuls in Freiheit gesetzt und dürfen aus demdemselben Grunde nicht abermals verhaftet werden.

Es ist wohl verstanden, dass Seeleute oder andere Personen der Schiffsbemannung, welche Angehörige desjenigen vertragschliessenden Teiles sind, in dessen Gebieten die Desertion

dans les territoires de laquelle la désertion s'est effectuée.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul ou de l'agent consulaire qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître, aura rendu son jugement et qu'aqrès que ce jugement aura eu son effet.

Article 17.

Le présent traité s'étend aux pays qui appartiennent actuellement ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier de chacune des parties contractantes.

Article 18.

S'il s'élevait entre les parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs A et B annexés au présent traité y compris les dispositions additionnelles relatives à ces tarifs ou sur l'application en fait de la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de l'exécution des autres tarifs conventionnels, le litige, si l'une des parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante: chacune des parties contractantes nommera comme arbitre parmi ses ressortissants deux personnes compétentes qui s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'un état tiers ami. Les parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

stattfand, von den Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels ausgenommen sein werden.

Hat der Deserteur eine andere strafbare Handlung verübt, so wird er zur Verfügung des Konsuls oder Konsularagenten erst dann gestellt werden, nachdem das zuständige Gericht das Urteil gefällt hat und dieses vollzogen worden ist.

Artikel 17.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die mit den Gebieten der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder.

Artikel 18.

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrages (Anlage A und B) und der Zusatzbestimmungen zu diesem Tarif oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll dieser Streit auf Verlangen des einen oder anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder der vertragschliessenden Teile aus seinen Angehörigen zwei geeignete Persönlichkeiten zu Schiedsrichtern bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, die Person, die im gegebenen Falle das Amt eines Obmannes zu versehen haben würde, im voraus für einen gewissen Zeitraum zu bestimmen.

Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent traité que celles prévues à l'alinéa premier.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa premier et troisième du présent article, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

Au premier cas d'arbitrage le tribunal arbitral siègera dans les territoires de la partie contractante défenderesse; au second cas dans les territoires de l'autre partie, et ainsi de suite, alternativement dans les territoires de chacune des parties contractantes. Celle des parties sur les territoires de laquelle siègera le tribunal désignera le lieu du siège; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch Meinungsverschiedenheiten zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen, die zwischen ihnen über die Auslegung oder Anwendung anderer als der im ersten Absatz bezeichneten Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages entstehen könnten.

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf grund des ersten und des dritten Absatzes dieses Artikels ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz in den Gebieten des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfall in den Gebieten des anderen Teiles und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen der Gebiete der vertragschliessenden Teile. Derjenige Teil, in dessen Gebieten das Schiedsgericht zusammenzutreten hat, bestimmt den Ort des Gerichtssitzes; er hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts. Die Entscheidungen ergehen nach Stimmenmehrheit.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder einfür allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgericht selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn kein Teil Einspruch erhebt. In diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier les autorités de chacune des parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente l'article 57 de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 sera appliqué.

Article 19.

Le présent traité entrera en vigueur le 1er mars 1906 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 le présent traité, auquel cas il cessera d'être en vigueur le 1er janvier 1916. Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurerait exécutoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aurait dénoncé.

Article 20.

Le présent traité sera ratifié, et

Hinsichtlich der Zustellung von Vorladungen vor das Schiedsgericht und der Erledigung der von diesem ausgehenden Ersuchen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile auf den von dem Schiedsgericht bei der betreffenden Regierung zu stellenden Antrag in derselben Weise Rechtshilfe leisten, wie auf die Anträge der inländischen Zivilgerichte.

Die vertragschliedenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder einfür allemal über die Verteilung der Kosten verständigen. In Ermangelung einer Verständigung soll Artikel 57 des Haager Übereinkommens vom 29. Juli 1899 über die friedliche Austragung internationaler Streitfälle zur Anwendung gelangen.

Artikel 19.

Der gegenwärtige Vertrag wird am 1. März 1906 in Wirksamkeit treten und bis 31. Dezember 1917 in Kraft bleiben.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich jedoch das Recht vor, zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1915 den gegenwärtigen Vertrag mit der Wirkung zu kündigen, dass derselbe am 1. Januar 1916 ausser Kraft tritt. Im Falle keiner der beiden vertragschliessenden Teile von diesem Rechte Gebrauch machen und zwölf Monate vor Ablauf des genannten Zeitraums seine Absicht, dessen Wirkungen aufhören zu lassen, kundgegeben haben sollte, bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, an welchem eine oder der andere der vertragschliessenden Teile denselben gekündigt haben wird.

Artikel 20.

Der gegenwärtige Vertrag wird rati-

les ratifications en seront échangées à Vienne le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 12 février 1906.

(L. S.) *Goluchowski.*

fiziert und die Ratifikationsurkunden werden so bald als möglich in Wien ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, den 12. Februar 1906.

(L. S.) *Borchgrave.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique, les soussignés sont convenus de ce qui suit:

A l'article 1.

Les dispositions de l'article 1 relatives à l'établissement et à l'exercice des professions ne seront pas appliquées dans les territoires des parties contractantes aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs, au commerce et aux professions exclusivement ambulants.

A l'article 4.

1. Les droits ad valorem fixés par le tarif douanier belge seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Dans le cas où la procédure actuellement en vigueur pour le règlement des contestations sur la valeur de la

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des Handelsvertrags, welcher am heutigen Tage zwischen Österreich-Ungarn und Belgien abgeschlossen wurde, sind die Unterzeichneten über folgendes übereingekommen:

Zu Artikel 1.

Die Bestimmungen des Artikels 1, betreffend die Niederlassung und Ausübung von Gewerben, werden in den Gebieten der vertragschliessenden Teile auf Apotheker, Makler, Hausierer und auf ausschliesslich im Umherziehen betriebenen Handel oder auf ausschliesslich im Umherziehen betriebene Gewerbe nicht angewendet werden.

Zu Artikel 4.

1. Die im belgischen Zolltarif festgesetzten Wertzölle sollen nach dem Werte am Orte des Ursprungs oder der Fabrikation des eingeführten Gegenstandes mit Hinzurechnung der bis zum Orte der Eingangsabfertigung erforderlichen Beförderungs-, Versicherungs- und Kommissionskosten berechnet werden.

Wenn das für die Entscheidung von Streitigkeiten über den Wert gegenwärtig geltende, auf Artikel 2

marchandise et qui est basée sur l'article 2 de l'arrêté royal belge du 13 mai 1882 serait modifiée, les principes suivants seront observés:

a) Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée par l'importateur, il sera accordé à celui-ci un délai de cinq jours pour souscrire la declaration supplémentaire réclamée par la douane ou pour s'en remettre à la décision de l'autorité chargée de trancher le litige.

b) Le fabricant ou le négociant pour le compte duquel l'importation a lieu, pourra, le cas échéant, soumettre par écrit ou présenter en personne ses moyens de défense à l'autorité compétente.

c) Aucune pénalité ne sera infligée, si la différence entre la valeur déclarée et la valeur déterminée par la douane ou par l'autorité compétente n'atteint pas 10 pour cent de cette dernière valeur. Cette règle ne s'appliquera pas au cas où il serait prouvé que l'importateur a déclaré une valeur insuffisante dans l'intention d'éluder frauduleusement les droits. Les droits seront toujours perçus sur l'exédent quel qu'il soit.

2. La Belique se réserve la faculté de convertir les droits ad valorem figurant au tarif A en droits spécifiques équivalents. A cet effet la Belgique se mettra en rapport avec l'Autriche-Hongrie sur les conversions

der königlich belgischen Verordnung vom 13. Mai 1882 beruhende Verfahren geändert werden sollte, so werden folgende Grundsätze beobachtet werden:

a) Falls die Zollbehörde den von dem Einbringer erklärten Wert für ungenügend erachtet, wird dem Einbringer eine Frist von fünf Tagen gewährt, um die von der Zollverwaltung geforderte ergänzende Erklärung zu unterzeichnen oder es auf die Entscheidung der mit dem Austrag des Streites betrauten Behörde ankommen zu lassen.

b) Der Fabrikant oder Kaufmann, für dessen Rechnung die Einfuhr erfolgt, kann eintretendenfalls der zuständigen Behörde seine Verteidigungsmittel schriftlich unterbreiten oder persönlich darlegen.

c) Wenn der Unterschied zwischen dem erklärten und dem von der Zollverwaltung oder der zuständigen Behörde festgestellten Wert nicht zehn Prozent dieses letzteren Wertes erreicht, wird keine Strafe verhängt. Diese Regel findet keine Anwendung, falls nachgewiesen wird, dass der Einbringer eine ungenügende Werterklärung in der Absicht der Zollhinterziehung abgegeben hat. In allen Fällen wird von dem Mehrwert ohne Rücksicht auf dessen Höhe der Zoll erhoben.

2. Belgien behält sich die Befugnis vor, die im Tarif A aufgeführten Wertzölle in gleichwertige spezifische Zölle umzuwandeln. Zu diesem Zwecke wird Belgien wegen der geplanten Umwandlung, insofern

projetées, en tant que ces droits concernent les articles figurant au dit tarif sous les nos. 27, 40, 54 et 64 (tresses.) Dans le cas où l'accord sur les taux proposés ne serait pas établi dans un délai de trois mois à dater du jour de la notification faite à l'Autriche-Hongrie, il sera fait appel au tribunal arbitral dans les conditions prévues à l'article 18 et la conversion ne pourra avoir lieu que conformément à la décision de ce tribunal.

3. Dans le cas où la Belgique se déciderait à augmenter les droits sur les bois de chêne sciés, les droits ne dépasseront pas les taux indiqués ci-après:

2 frs. le mètre cube pour les poutres sciées;

2 frs. le mètre cube pour les traverses de voies ferrées;

6 frs. mêtre cube pour les bois sciés autres.

Une surtaxe d'un franc par mètre cube pourra être établie sur les bois de chêne teints, injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque.

4. Tant que le tarif de douane belge maintiendra, pour certaines marchandises désignées dans le tarif A annexé au présent traité, des droits autres que ceux fixés dans ce dernier tarif, l'importateur aura le choix entre les deux tarifications.

5. Les parties contractantes admettront réciproquement en franchise des droits d' entrée et de sortie les effets et le mobilier, y compris les machines et les outils de fabriques portant des traces d'usage, des personnes qui viennent s'établir dans leurs territoires sous la réserve que les interessés se conforment au règlement douanier sur la matière et qu'il soit reconnu

dieselbe die im genannten Tarif unter die Nrn, 27, 40, 54 und 64 (Geflechte) fallende Gegenstände betrifft, mit Österreich-Ungarn in Verbindung treten. Sollte innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem Tage der Mitteilung an Österreich-Ungarn die Einigung über die vorgeschlagenen Sätze nicht erzielt worden sein, so wird nach Massgabe des Artikels 18 das Schiedsgericht angerufen werden, und die Umwandlung kann nur entsprechend der Entscheidung dieses Gerichts erfolgen.

3. Falls Belgien sich zu einer Erhöhung der Zölle auf gesägtes Eichenholz bestimmt finden würde, sollen dieselben nachstehende Sätze nicht übersteigen:

2 Franken pro Kubikmeter für gesägte Balken;

2 Franken pro Kubikmeter für Eisenbahnschwellen;

6 Franken pro Kubikmeter für anderes gesägtes Holz.

Für gefärbtes, imprägniertes oder chemisch präpariertes Eichenholz kann ein Zuschlag von 1 Franken per Kubikmeter festgesetzt werden.

4. Solange der belgische Zolltarif für gewisse im Tarife A (Anlage zum gegenwärtigen Vertrag) aufgeführte Waren andere als die in diesem Tarif festgesetzten Zölle aufrechthält, hat der Einbringer die Wahl zwischen den beiden Verzollungsarten.

5. Die vertragschliessenden Teile werden wechselseitig gebrauchte Effekten und Hausgeräte von Einwanderern einschliesslich von gebrauchten Maschinen und Fabriksgerätschaften unter der Bedingung von Ein- und Ausgangseingaben freilassen, dass sich die Parteien den diesbezüglichen Zollvorschriften unterwerfen und dass die betreffenden Gegenstände

que les objets sont en rapport avec leur position sociale.

Ne seront pas admis au bénéfice de cette exemption de droits les objets passibles de l'impôt indirect, les articles de consommation, le bétail et en général les marchandises et les objets de commerce.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les gouvernements respectifs sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Vienne, le 12 février 1906.

(L. S.) *Goluchowski.*

ihrer Berufsstellung anerkannt ermassen angemessen sind.

Von dieser Zollfreiheit bleiben ausgeschlossen: Verzehrungssteuergegenstände, Verbrauchsartikel, Vieh und im allgemeinen Waren und Gegenstände des Handels.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratifikation, durch die blosse Tatsache der Auswechslung der Ratifikation des Vertrages, auf den es sich bezieht, als von beiden Teilen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, verfasst und ihre Unterschriften beigesetzt.

So geschehen zu Wien, den 12. Februar 1906.

(L. S.) *Borchgrave.*

9.

BELGIQUE, FRANCE.

Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail; signée à Paris, le 21 février 1906.*)

Moniteur belge. 1906.

Sa Majesté le Roi des Belges et le Président de la République Française, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Alfred Leghait, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, et

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 7 juin 1906.

Le Président de la République Française:

M. Maurice Rouvier, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Les sujets belges victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et de garanties attribuées au sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Art. 2.

Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux états contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre état. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier état.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

Art. 3.

Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés pas cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

Art. 4.

Les autorités belges et françaises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Art. 5.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en Belgique et en France un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 21 février 1906.

(L. S.) *A. Leghait.*
(L. S.) *Rouvier.*

L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 7 jnin 1906.

Chev^r *van der Elst.*

Certifié par le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

10.

RUSSIE, ROUMANIE.

Convention en vue de développer les relations commerciales; signée à Bucarest, le 24 février 1906.*)

Collection des lois et ordonnances et des arrangements du gouvernement. No. 145. 1906.

Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté le Roi de Roumanie désirant développer les relations commerciales entre la Russie et la Roumanie, ont résolu de conclure une convention de commerce entre les deux pays et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir.:

Sa Majesté l'Empereur de Russie

Monsieur Michel de Giers, Maître de Sa Cour, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie, et

Sa Majesté le Roi de Roumanie

le Général de division Jacques Lahovary, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le $\frac{30 \text{ mars}}{12 \text{ avril}}$ 1906.

Article 1.

Les ressortissants de l'une des deux parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre partie ou y résidant temporairement y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et d'acquisition d'immeubles dans les communes rurales, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange donation, mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établies sur les nationaux.

La période de trois années, fixée par l'oukase impérial du 14 Mars 1887 pour la liquidation des biens immeubles par les étrangers, est étendue, pour les ressortissants roumains à dix années.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes pourront de même, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action soit pour s'y défendre; et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, de tout service personnel dans l'armée, la marine, la réserve de terre et de mer et la milice nationale, ainsi que de tous les impôts, emprunts forcés,

réquisitions et prestations militaires de tout genre qui seraient imposées en cas de guerre ou par suite de circonstances extraordinaires; toutefois, sont exceptées les charges qui sont attachées à la posession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que l'obligation du logement militaire et d'autres prestations spéciales pour la force militaire, auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée sont soumis comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 4.

Les parties contractantes s'engagent à n'empêcher le commerce réciproque entre les deux pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation et à admettre le transit libre, à l'exception des voies qui ne seront pas ouvertes à ce dernier.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1) dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;

2) pour les raisons de sûreté publique;

3) par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles;

4) en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures, à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale;

5) pour les produits qui font l'objet d'un monopole de l'état.

Article 5.

Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en Roumanie et les produits du sol et le l'industrie de la Roumanie qui seront importés en Russie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

En aucun cas et sous aucun motif ils ne seront soumis à des droits, taxes, impôts ou contributions plus élevés ou autres ni frappés de surtaxes ou de prohibition dont ne seraient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avec compensation, seront immédiatement et sans conditions ni réserves ou compensation étendues aux produits du sol et de l'industrie de lautre.

Article 6.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'état, des communes ou des corporations qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication

ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires indigènes.

Article 7.

Il ne sera perçu d'autres ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des deux pays dans l'autre, que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des parties contractantes à une tierce puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Article 8.

Les marchandises de toute nature traversant le territoire de l'un des deux pays par une voie commerciale ouverte au transit, seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Article 9.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions de la présente convention:

1. Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres états limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'a quinze kilomètres de largeur.

2. Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou l'exportation, aux habitants du gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Il est bien entendu, en outre, que les dispositions des articles 5,7 et 8 de la présente convention ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le 26 Avril (5 Mai) 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les états et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront, dans aucun cas, être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux parties contractantes par la présente convention.

Article 10.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leurs pays, qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'état où ils ont leur domicile, pourront, soit personnellement; soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achâts et même, en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre partie contractante.

Les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs seront traités réciproquement dans les deux pays. en ci qui concerne les passeports et le payement des taxes frappant l'exercice du commerce, sur

le pied de la nation la plus favorisée. Les industriels (commis-voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation, pourront avoir avec eux des échantillons mais point de marchandises. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les dits voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quelque soit, du reste, le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, du modèle de ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur le territoire de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Article 11.

Les navires russes et leurs cargaisons seront traités en Roumanie et les navires roumains et leurs cargaisons seront traités en Russie absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons quelque soit le pays de départ des navires ou leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons ou leur destination.

Tout privilège et toute franchise accordée à cet égard à une tierce puissance par une des parties contractantes, sera accordée à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois, il est fait exception aux dispositions pécédentes en ce qui concerne:

a) les avantages particuliers dont la pêche nationale et ses produits sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre pays;

b) les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Les dispositions de la présente convention ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays. Toutefois, les navires russes et roumains pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractantes dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

Article 12.

La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord et délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des parties contractantes seront reconnus par l'autre d'après les arrangements spéciaux convenus ou à convenir entre les deux parties contractantes.

Article 13.

Les navires russes entrant dans un port de Roumanie et, réciproquement, les navires roumains entrant dans un port de Russie, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Article 14.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux pays:

1) les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2) les navires qui, passant d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même Pays, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même pays;

3) les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage, de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour les services et l'ontillage, établis dans l'intérêt de la circulation, et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce de débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Article 15.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la légis-

lation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareilles circonstances. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Article 16.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes auront réciproquement le droit de faire usage aux mêmes conditions et contre payement des mêmes droits que les nationaux, des chaussées et routes, des canaux, écluses, bacs, ponts et ouvertures de ponts, des ports et quais de débarquement, des voies d'eau et passes marquées et éclairées, du service de pilotage, des grues, balances, et bascules, des dépôts, des établissements et institutions destinés au sauvetage et à la mise en sûreté des charges des navires et des autres établissements et institutions de ce genre, en tant qu'ils sont destinés au service du public et à l'usage du commerce en général qu'ils soient administrés par l'état ou par des particuliers autorisés par l'état.

Ces droits ne seront prélevés que pour l'utilisation réelle et effective, à la réserve, toutefois, des dispositions contraires admises pour le service du pilotage et de l'éclairage maritime.

Article 17.

La présente convention entrera en vigueur à partir du jour qui, à l'échange des ratifications, sera fixé de commun accord et restera éxécutoire jusqu'au 18 (31) décembre 1917.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets de la convention, celle-ci continuera à être obligatoire, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, le 24 février 1906.

(L. S.) (Signé) *Michel de Giers.*
(L. S.) (Signé) Général *J. Lahovary.*

11.

AUTRICHE-HONGRIE, SUISSE.

Traité de commerce; signé à Vienne, le 9 mars 1906.*)

Österr. Reichsgesetzblatt.

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn einerseits,

und

der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits,

von dem Wunsche beseelt, die zwischen Ihren beiderseitigen Gebieten bestehenden Handelsbeziehungen wechselseitig zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zwecke einzugehen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

Den Herrn Agenor Grafen Goluchowski v. Goluchowo, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, Ritter des Ordens vom goldenen Vliese etc. etc., Minister des k. u. k. Hauses und des Äussern;

der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Den Herrn Fernand H. du Martheray, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Schweizerischen Eidgenossenschaft bei Seiner k. u k. Apostolischen Majestät,

den Herrn Arnold Künzli, Mitglied des Schweizerischen Nationalrates,

den Herrn Alfred Frey, Mitglied des Schweizerischen Nationalrates,

den Herrn Dr. Ernst Laur, Sekretär des Schweizerischen Bauernverbandes,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, die nachstehenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangsabgaben sowie hinsichtlich der Durchfuhr dürfen von keinem der vertragschliessenden Teile dritte Staaten günstiger als der andere vertragschliessende Teil behandelt werden. Jede, dritten Staaten in dieser Beziehung später eingeräumte Begünstigung oder Befreiung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragschliessenden Teile gleichzeitig einzuräumen.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 30 juin 1906.

Die vorstehenden Bestimmungen lassen jedoch unberührt:

1. Solche Begünstigungen, welche zur Erleichterung des Grenzverkehrs anderen Nachbarstaaten gegenwärtig zugestanden sind oder künftig zugestanden werden könnten, sowie jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Gebietsteile Geltung haben;

2. diejenigen Verpflichtungen, welche einem der vertragschliessenden Teile durch eine schon bestehende oder etwa künftig eintretende Zolleinigung auferlegt sind.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich ferner, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Gebieten durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon dürten nur stattfinden:

a) bei den gegenwärtig bestehenden oder künftig etwa einzuführenden Staatsmonopolen;

b) aus sicherheits-, gesundheits- und veterinärpolizeilichen Rücksichten, insbesondere im Interesse der öffentlichen Gesundheitspflege und in Übereinstimmung mit den diesbezüglich geltenden internationalen Grundsätzen;

c) unter ausserordentlichen Umständen in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse.

Der im vorstehenden Alinea d) ausgesprochene Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirtschaft gegen die Verbreitung schädlicher Insekten und Organismen ergriffen werden.

Die vertragschliessenden Teile werden sich alle aus Rücksichten der Gesundheits- oder Veterinärpolizei erlassenen Verkehrsbeschränkungen gegenseitig mitteilen.

Artikel 2.

Die in der Anlage A*) bezeichneten Gegenstände österreichischen und ungarischen Ursprungs oder österreichischer und ungarischer Fabrikation werden bei ihrer Einfuhr in die Schweiz zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Die in der Anlage B bezeichneten Gegenstände schweizerischen Ursprungs oder schweizerischer Fabrikation werden bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Von der Behandlung als Gewerbserzeugnis des einen der vertragschliessenden Teile sind die in dessen Gebieten zur Verarbeitung ausländischer Stoffe im Veredlungsverkehr erzeugten Gegenstände nicht ausgeschlossen.

Damit eine Ware der vertragsmässigen Behandlung teilhaftig werde, muss in der Warenerklärung die Angabe des Ursprungs enthalten sein.

---

*) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes A, B, C.

Die Importeure schweizerischer sowie österreichischer oder ungarischer Waren sollen in der Regel von der Verpflichtung, Ursprungszeugnisse vorzuweisen, gegenseitig enthoben sein.

Sofern jedoch bei der Einfuhr nach Österreich-Ungarn oder nach der Schweiz ein Unterschied in der Höhe der Zollsätze nach dem Ursprung der Ware gemacht würde, kann ausnahmsweise die Vorweisung von Ursprungszeugnissen verlangt werden.

Diese Zeugnisse können von der Ortsbehörde des Ortes der Versendung, von der zuständigen Handels- und Gewerbekammer oder vom Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von einem Konsularamte ausgestellt sein und können erforderlichenfalls auch durch die Faktura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

Die von den Ortsbehörden, Handels- und Gewerbekammern oder Zollämtern ausgestellten Ursprungszeugnisse bedürfen keines Konsularvisums. Die Ausstellung und das allfällig doch erteilte Visum der Ursprungszeugnisse erfolgt gebührenfrei.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass in bezug auf die Zuckergesetzgebung keiner der vertragschliessenden Teile durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages an der Erfüllung der ihm aus der Brüsseler Konvention vom 5. März 1902 erwachsenden Verpflichtungen behindert werden kann.

Artikel 3.

Von Waren aller Art, welche aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile kommen oder nach den Gebieten des anderen Teiles gehen, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden, gleichviel ob diese Waren unmittelbar transitieren oder während des Transits abgeladen, niedergelegt und wieder verladen werden.

Artikel 4.

I. Zur Erleichterung des besonderen Verkehrs, welcher sich zwischen den benachbarten Gebieten entwickelt hat, wird gegen Verpflichtung der Wiederausfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften, welche die vertragschliessenden Teile im gemeinsamen Einverständnis festzustellen für gut finden werden, die zeitweilig zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden:

a) für alle Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehr in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile in die Gebiete des anderen auf Messen oder Märkte gebracht werden, oder welche unabhängig vom Mess- und Marktverkehr auf ungewissen Verkauf in die Gebiete des anderen Teiles versendet werden, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden österreichischer, ungarischer, beziehungsweise schweizerischer Häuser eingebracht werden, alle diese Waren und Muster, wenn sie binnen einer im voraus zu bestimmenden Frist unverkauft wieder ausgeführt werden;

für leere gebrauchte signierte Säcke jeder Art sowie für leere signierte Fässer, welche aus den Gebieten des anderen Teiles eineingehen, um gefüllt wieder auszutreten oder wieder einzutreten, nachdem sie vorher gefüllt ausgetreten waren, wenn die Rückfuhr solcher Umschliessungen binnen 12 Monaten stattfindet;

b) für Arbeitsvieh sowie für Vieh, welches auf Märkte, zur Überwinterung, Fütterung, Mästung oder auf Weiden in die Gebiete des anderen Teiles getrieben wird;

c) für Gegenstände zur Reparatur.

In diesen Fällen muss die Identität der aus- und wiedereingeführten Gegenstände nachgewiesen sein, und zu diesem Zwecke werden die zuständigen Behörden das Recht haben, dieselben auf Rechnung dessen, den es angeht, mit gewissen Kennzeichen zu versehen.

II. Der bisher für Vorarlberg und das Fürstentum Liechtenstein gewährleistete Stickereiveredlungsverkehr wird für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages im bisherigen Umfange gültig bleiben. Er wird für die Kettenstichstickerei ausgedehnt auf Tirol. Unter diesen Stickereiveredlungsverkehr fällt lediglich die in Tirol, Vorarlberg und dem Fürstentum Liechtenstein selbst veredelte Ware.

Zu diesem Stickereiveredlungsverkehr sind die in der Schweiz, in Tirol, Vorarlberg und dem Fürstentum Liechtenstein etablierten oder ansässigen Geschäftshäuser und Personen unter den gleichen Bedingungen zugelassen, und es begründet insbesondere auch hinsichtlich der Zulassung zu den zollamtlichen Deklarationen der Umstand keinen Unterschied, ob die betreffenden Personen Angehörige des einen oder des anderen vertragschliessenden Teiles seien und ob dieselben als Vollmachtträger von Auftraggebern in der Schweiz, in Tirol, Vorarlberg und dem Fürstentum Liechtenstein handeln.

Unverwendet zurückkehrendes, aus der Schweiz im Stickereiveredlungsverkehr zum Versticken ausgeführtes Garn wird von den schweizerischen Zollämtern zollfrei wieder eingelassen werden. Separate Nachbezüge von Garn zum Sticken sind im Bedürfnisfall beiderseits zollfrei gestattet.

Ganze oder halbe Sticketen (Coupons), welche wegen fehlerhafter Ausführung nochmals nach Tirol, Vorarlberg oder nach dem Fürstentum Liechtenstein zum Nachsticken versendet werden, sollen vom Stickereiveredlungsverkehr nicht ausgeschlossen sein.

Die im Stickereiveredlungsverkehr ein- und wieder ausgeführten, zu den Stickstücken gehörenden Stickmusterblätter (Kartons) werden beiderseits zollfrei abgefertigt werden.

Artikel 5.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt werden, dass beim unmittelbaren Übergang solcher Waren aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile in die Gebiete

des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweitigen Verschlusses und die Auspackung der Waren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Regeln genügt ist.

Überhaupt soll jede Behinderung durch Förmlichkeiten des Zolldienstes möglichst hintangehalten und die Abfertigung beschleunigt werden.

Die vorbezeichneten Erleichterungen sind an nachstehende Bedingungen geknüpft:

a) Die Waren müssen beim Eingangsamt zur Weitersendung mit Begleitschein angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsort unter amtlichen Verschluss gelegt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Deklaration muss vorschriftsmässig erfolgen, und es muss jede Unregelmässigkeit oder Mangelhaftigkeit vermieden sein, damit die spezielle Revision nicht erforderlich werde und zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifs überhaupt keine Veranlassung vorliege.

Lässt sich ohne Abladung der Waren die vollständige Überzeugung gewinnen, dass der im anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waren unterbleiben.

Artikel 6.

Innere Abgaben, welche in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Kantonen, Ländern, Kommunen oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen möchten, dürfen Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichartigen Erzeugnisse der eigenen Gebiete.

Keiner der vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, welche in den eigenen Gebieten nicht erzeugt werden und welche in den Tarifen zum gegenwärtigen Vertrag begriffen sind, unter dem Vorwande der inneren Besteuerung mit neuen und erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile es nötig findet, auf einen in den Tarifen zum gegenwärtigen Vertrage begriffenen Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation, eine neue innere Steuer oder Akzisegebühr oder einen Gebührenzuschlag zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einem gleichen Zolle oder Zollzuschlag bei der Einfuhr belegt werden können.

Erzeugnisse, welche Staatsmonopole eines der vertragschliessenden Teile bilden, sowie Gegenstände, welche zur Erzeugung von solchen monopolisierten Waren dienen, können bei ihrer Einfuhr einer zur Sicherung des Monopols bestimmten Zuschlagsabgabe auch in dem Falle unterworfen

werden, wenn die gleichartigen Erzeugnisse oder Gegenstände des Inlandes dieser Abgabe nicht unterliegen.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, diejenigen Produkte, zu deren Herstellung Alkohol verwendet wird, unter Wahrung des im Absatz 1 dieses Artikels enthaltenen Grundsatzes, bei der Einfuhr ausser mit dem tarifmässig etwa entfallenden Zolle noch mit einer Gebühr zu belegen, deren Betrag der auf den verwendeten Alkohol entfallenden inneren fiskalischen Belastung gleichkommt.

Artikel 7.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch eine von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigte Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Gewerbebetrieb berechtigt sind und die gesetzlichen Steuern und Abgaben hierfür entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waren produzieren, Warenankäufe zu machen, oder bei Kaufleuten oder Personen, in deren Gewerbebetriebe Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen auch unter Mitführung von Mustern zu suchen, ohne hiefür eine weitere Abgabe entrichten zu müssen.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen wohl Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

Die Ausfertigung der Gewerbelegitimationskarte soll nach dem unter Anlage C anliegenden Muster erfolgen.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung darüber machen, welche Behörden zur Erteilung von Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karte bei Ausübung des Gewerbebetriebes zu beachten sind.

Beim Besuch der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile sowie in Ansehung der von dem Mess- und Marktverkehr zu entrichtenden Abgaben sollen die Angehörigen des anderen Teiles wie die eigenen behandelt werden.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, welche das Frachtfuhrgewerbe (einschliesslich des Personentransportes auf Landwegen) oder die Schiffahrt zwischen verschiedenen Plätzen der beiderseitigen Gebiete betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in den Gebieten des anderen Teiles irgend einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Hinsichtlich des Gewerbebetriebes im Umherziehen, einschliesslich des Hausierhandels und des Aufsuchens von Bestellungen bei Nichtgewerbetreibenden, behalten sich die vertragschliessenden Teile, unbeschadet der Meistbegünstigung, volle Freiheit der Gesetzgebung vor.

Artikel 8.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des anderen Teiles gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen. Die Frage, ob und inwieweit solche Gesellschaften in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles Grundstücke und sonstiges Vermögen erwerben können, ist nach den in diesen Gebieten geltenden Gesetzen zu bestimmen. Betreffs der Zulassung zum Betriebe ihrer Geschäfte in den Gebieten des anderen Teiles haben die daselbst geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen Anwendung zu finden. In jedem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in den Gebieten des andern Teiles dieselben Rechte geniessen, welche den als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Landes zustehen oder künftig zugestanden werden.

Artikel 9.

Die Regelung des gegenseitigen Schutzes der Erfindungen, Handels- und Fabriksmarken, Muster und Modelle, Namen und Firmen der Angehörigen der vertragschliessenden Teile bleibt einem besonderen Übereinkommen vorbehalten.

Bis zu dem Zustandekommen eines solchen Übereinkommens haben die bisher für den gegenseitigen Schutz dieser Rechte massgebenden Bestimmungen (Vereinbarung vom 22. Juni 1885) in Geltung zu bleiben.

Artikel 10.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Gebieten der vertragschliessenden Teile unzulässig, und es darf, vorbehaltlich schiffahrts- und gesundheitspolizeilicher sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Warenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus- oder umzuladen.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten aller vertragschliessenden Teile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Landes.

Artikel 11.

Die Benützung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krahne und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern u. dgl. m., insoweit die Anlagen oder An-

stalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Inländern, gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelotsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benutzung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Wegegelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf Strassen, welche zur Verbindung der Gebiete der vertragschliessenden Teile unter sich oder mit dem Auslande dienen, nach Verhältnis der Streckenlänge nicht höher sein, als für den auf die eigenen Staatsgebiete beschränkten Verkehr.

Hinsichtlich der Abfertigung und Beförderung der aus den Gebieten des einen Teiles in die des anderen Teiles übergehenden oder die letzteren transitierenden Güter, soweit sie in diesen durch Schiffahrtsunternehmungen auf Flüssen oder Kanälen weiterbefördert werden, und bezüglich derjenigen Beförderungspreise dieser Unternehmungen, welche auf staatliche Veranlassung für bestimmte Güter eingeführt werden, verpflichten sich die vertragschliessenden Teile, keine Verfügung zu treffen, durch welche derartige Begünstigungen den Gütern des anderen Teiles vorenthalten werden.

Artikel 12.

Die vertragschliessenden Teile werden dort, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Übergang der Transportmittel stattfindet, Waren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in demselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Deklaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Kolloverschluss frei lassen, insofern jene Waren durch Übergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch die Gebiete der vertragschliessenden Teile ausgeführt oder nach den Gebieten des anderen ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Deklaration, Abladung und Revision sowie vom Kolloverschluss sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, insofern dieselben durch Übergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die beteiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschluss am Abfertigungsamt im Innern oder am Ausgangsamt haftbar sind.

Für die Zollabfertigung im gegenseitigen Eisenbahnverkehr gelten die hierüber besonders vereinbarten Bestimmungen.

Insoweit von einem der vertragschliessenden Teile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende als die hier aufgeführten Er-

leichterungen vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehr mit dem anderen Teile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit Anwendung.

Artikel 13.

Es steht den vertragschliessenden Teilen frei, Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln oder Konsularagenten mit dem Sitze in den Gebieten des anderen Teiles zu ernennen. Bevor aber ein Konsularbeamter als solcher handeln kann, muss er in üblicher Form von dem Teile, bei welchem er bestellt ist, anerkannt und angenommen sein.

Die Konsularbeamten eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen in den Gebieten des anderen Teiles alle Begünstigungen, Freiheiten und Immunitäten geniessen, welche daselbst den Konsuln gleicher Art und gleichen Ranges der meistbegünstigten Nation gewährt sind oder noch gewährt werden sollten.

Man ist darüber einverstanden, dass die etwa in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile den Berufskonsuln eingeräumte Steuerfreiheit für die Honorarkonsuln nicht in Anspruch genommen werden kann.

Jeder der vertragschliessenden Teile ist berechtigt, die Orte zu bezeichnen, an denen er keine Konsularbeamten zulassen will; dieser Vorbehalt soll jedoch keinem der vertragschliessenden Teile gegenüber geltend gemacht werden können, ohne auf alle anderen Staaten gleichmässig Anwendung zu finden.

Artikel 14.

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrages (Anlage A und B) und der Zusatzbestimmungen zu diesen Tarifen oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft bestehenden Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus seinen Angehörigen zwei geeignete Persönlichkeiten zu Schiedsrichtern bestellt und dass die vertragschliessenden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu ernennenden Obmannes zu verständigen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch andere als die im Absatz 1 bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrages zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen.

Artikel 15.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich, vorbehaltlich der Bestimmung im Artikel 1, Ziffer 2, auf das Fürstentum Liechtenstein (gemäss Artikel

XXVII des am 3. Dezember 1876 zwischen Österreich-Ungarn und Liechtenstein abgeschlossenen Zoll- und Steuervereinsvertrages) sowie überhaupt auf die mit den Gebieten der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder oder Landesteile.

Artikel 16.

Der gegenwärtige Vertrag soll am Tage der Auswechslung der Ratifikation, die spätestens am 1. Juli 1906 zu erfolgen haben wird, in Kraft treten und während der Zeit bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich jedoch das Recht vor, zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1905 den Vertrag mit der Wirkung zu kündigen, dass derselbe zu diesem Termin ausser Kraft tritt.

Falls kein Teil von diesem Rechte Gebrauch macht und auch nicht zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1917 seine Absicht kundgibt, die Wirkungen des Vertrages mit diesem Tage aufhören zu lassen, soll der Vertrag über den 31. Dezember 1917 hinaus bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab in Geltung bleiben, an welchem der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile ihn gekündigt haben wird.

Artikel 17.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert und es werden die Ratifikationsurkunden sobald als möglich ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, in doppelter Ausfertigung, am 9. März 1906.

Goluchowski.

du Martheray.
A. Künzli.
Alfred Frey.
Ernst Laur.

Zusatzartikel.

Um den Grenzgebieten jene Erleichterungen zu gewähren, welche die Bedürfnisse des täglichen Verkehrs erfordern, sind die vertragschliessenden Teile übereingekommen, wie folgt:

1. Im Verkehr über die österreichisch-schweizerische Grenze sind von allen Einfuhrzöllen sowohl, als auch von Ausfuhrzöllen und der Stempelpflicht für Zollquittungen befreit:

a) alle Warenmengen, für welche die Gesamtsumme der einzuhebenden Gebühren weniger als 10 Heller oder 10 Rappen beträgt;

b) Gras, Heu, Stroh, Streu, Moos, Futterkräuter, Binsen und gemeines Rohr, lebende Pflanzen (Setzlinge und Senker von Weinreben), Getreide in Ähren, Hülsenfrüchte im Kraut, ungebrochener Flachs und Hanf, frisches Obst (auch frische Weintrauben zum Tafelgenuss in Kollien von höchstens 10 Kilogramm), frisches Gemüse und Erdäpfel;

c) tierisches Blut;
d) Eier jeder Art;
e) Milch, auch geronnene (Topfen);
f) Roherzeugnisse der Wälder, Holz, Holzkohlen, Steinkohlen, Braunkohlen, Torf und Torfkohlen;
g) Bau- und Bruchsteine, Pflaster und natürliche Mühlsteine, Schlacken, Kiesel, Sand, Kalk und Gips, Mergel, Lehm und überhaupt jede Gattung von gemeiner Erde für Ziegel und Töpfe, Pfeifen und Geschirre;
h) gewöhnliche Dach- und Mauerziegel (das ist mit Ausschluss der Dachfalzziegel), jedoch nur für den Bedarf der Grenzgebietsbewohner;
i) Kleie, Sansa (ausgepresste, völlig trockene Olivenschalen), Ölkuchen und andere Rückstände von ausgepressten und ausgesottenen Früchten und öligen Samen;
k) ausgelaugte vegetabilische und Steinkohlenasche, Dünger (auch Guano und Kunstdünger), Schlempe, Kehricht, Scherben von Stein- und Tonwaren, Gold- und Silberkrätze, Schlamm;
l) vorbehaltlich der im Falle eines Missbrauches gegen die Betreffenden anzuordnenden Aufhebung oder Beschränkung dieser Begünstigung:
Brot und Mehl in der Menge von höchstsns 10 Kilogramm,
frisches Fleisch in der Menge von höchstens 4 Kilogramm,
Käse in der Menge von höchstens 2 Kilogramm,
frische Butter in der Menge von höchstens 2 Kilogramm,
insoweit diese Waren für Bewohner des Grenzbezirkes nicht als Postsendungen eingebracht werden.

Die vorstehenden Befreiungen erstrecken sich nicht auf Erzeugnisse, welche Staatsmonopole eines der vertragschliessenden Teile bilden oder zur Erzeugung von monopolisierten Waren bestimmt sind; für dieselben bleiben die einschlägigen Bestimmungen vorbehalten.

2. Ferner wird Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen sowie freier Verkehr ausser den Zollstrassen zugestanden: für Arbeitsvieh, für Ackerbauwerkzeuge einschliesslich der landwirtschaftlichen Maschinen, dann für Gerätschaften und Effekten, welche von den an der Grenze wohnenden Landleuten zum Behufe der Feldarbeit oder aus Anlass von Übersiedlungen über die Zollinie ein- oder ausgeführt werden.

Ebenso ist den Staatsangehörigen der vertragschliessenden Teile, welche Grundstücke auf dem österrreichischen oder liechtensteinschen beziehungsweise auf schweizerischem Gebiet besitzen und sich auf dieselben zum Behufe der Feldarbeit begeben, für sich und für ihre Arbeitsleute gestattet, den Tagesbedarf an Nahrungsmitteln und Getränken in einer pro Person und Tag angemessenen Menge zollfrei über die Grenze zu führen.

Zollfrei bei der Einfuhr in die Schweiz und bei der Rückkehr nach österreichischem Gebiet sind ferner Tiere (Ochsen, Kühe und Jungvieh), welche auf eine bestimmte vom Beteiligten zu bestimmende Frist, die zwei

Jahre nicht überschreiten darf, aus österreichischem Gebiet nach dem Samnauner- und dem Münstertal zur Verwendung als Arbeitsvieh eingeführt werden.

Gegen Verpflichtung der Wiederausfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften, welche die beiderseitigen Regierungen im gemeinsamen Einverständnis festzustellen für gut finden werden, wird die zeitweilig vollständige zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden für: Holz, Lohe (Rinde), Getreide, Ölsamen, Hanf, Lein und andere dergleichen landwirtschaftliche Erzeugnisse, welche zum Mahlen, Schneiden, Stampfen, Reiben usw. aus dem einen Zollgebiet in das andere gebracht und gemahlen, geschnitten, gestampft, gerieben usw. in das erstere wieder zurückgeführt werden. Desgleichen für Glocken und Lettern zum Umgiessen, für Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, für Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmen); ferner für Häute und Felle aus dem Engadin, Samnauner- und Münstertal zum Gerben auf österreichischem Gebiet.

In den Fällen sub 3 wird das Gewicht unter entsprechender Berücksichtigung des Verarbeitungsschwundes festzuhalten sein.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, im gegenseitigen Einvernehmen den im Punkte 3 erwähnten Bearbeitungsverkehr innerhalb des Grenzbezirkes nach Massgabe des sich ergebenden tatsächlichen Bedürfnisses weiter auszugestalten.

4. Auch sind die Naturerzeugnisse jenes Teiles von Besitzungen, welcher durch den Zug der Grenze von den Wohn- oder Wirtschaftsgebäuden getrennt ist, beim Transport in diese Wohn- und Wirtschaftsgebäude von Eingangs- und Ausgangszöllen befreit.

5. Die unter 1, 2, 3 und 4 zugestandenen Begünstigungen sind jedoch auf die Bewohner und Erzeugnisse einer Zone längs der Grenze beschränkt, welche in Österreich und Liechtenstein den Grenzbezirk umfasst, in der Schweiz sich bis auf 15 Kilometer von der Grenze erstreckt.

Man ist einverstanden, dass das ganze Münstertal einschliesslich der Gemeinde Cierfs als Grenzzone zu betrachten ist.

Die vertragschliessenden Teile werden sich über Massregeln verständigen, gegen deren Beobachtung — in gewissen Gegenden, wo dies notwendig befunden wird — solchen Gegenständen, welche in Österreich-Ungarn und in der Schweiz sowohl in der Ein- als Ausfuhr zollfrei sind, der Grenzübertritt ausser den Zollstrassen von Fall zu Fall gestattet werden kann.

6. Grobe Tiroler Strumpfwaren (Strümpfe, Socken, Handschuhe u. dgl.) aus dem Patznauner, Montafoner und Stanser Tal sowie in Tirol erzeugte Loden werden beim Eingang in die Schweiz über die Zollämter in St. Margarethen, Buchs und Martinsbruck, welche mit Typen dieser Waren versehen werden, in limitierter Jahresmenge gegen Nachweisung ihres Ursprungs durch Zeugnisse der Ortsbehörde des Erzeugungsortes aus dem Titel einer Grenzverkehrsbegünstigung zu ermässigten Zollsätzen und zwar: die Strumpfwaren zum Zollsatz von 30 Franken pro 100 Kilogramm

und die Loden zum Zollsatz von 45 Franken pro 100 Kilogramm eingelassen. Die zollbegünstigte Menge beträgt 250 Meterzentner pro Jahr, wovon die Zollämter St. Margarethen und Buchs je 57 Meterzentner Strumpfwaren und je 57 Meterzentner Loden und das Zollamt Martinsbruck 11 Meterzentner Strumpfwaren und 11 Meterzentner Loden abfertigen dürfen. Werden die erwähnten Waren von Händlern oder von Hausierern selbst mitgeführt, so wird nicht gefordert, dass eine spezielle Ursprungsbescheinigung für die jedesmal vorgeführte Quantität ausgestellt sei, sondern es wird bei Übereinstimmung der charakteristischen Merkmale der Ware mit den beim Zollamt befindlichen Typen eine Bescheinigung der Ortsbehörde über die Gesamtmenge der betreffenden Waren, welche der Händler oder Hausierer aus den Erzeugungsorten mitführte, für ausreichend angesehen werden.

Bei der Einfuhr in die Schweiz aus dem gegenüberliegenden österreichischen Grenzbezirk und aus Liechtenstein werden gegen Nachweis dieses Ursprungs zugelassen:

Sägewaren aus Nadelholz, der Nr. 237 des schweizerischen Zolltarifs, bis zu einem jährlichen Maximalquantum von 80 000 Meterzentner zum Satze von 70 Rappen pro 100 Kilogramm;

fertige Bodenteile für Parketterie, unverleimt, der Nr. 242 des schweizerischen Zolltarifs, bis zu einem jährlichen Maximalquantum von 2500 Meterzentner zum Satze von 3 Franken pro 100 Kilogramm.

7. Sämtliche Rheinbrücken werden für den Personenverkehr ununterbrochen offen gehalten; der Personenverkehr auf den Rheinfähren sowie eine Abfertigung zollpflichtiger Waren findet jedoch nur zu den hierfür festgesetzten Stunden statt.

8. Es wird der Transit von Vieh und Waren aus Österreich durch die Schweiz über das Samnauner Tal nach dem Patznauner Tal und umgekehrt sowie der Transit von Vieh und Waren aus der Schweiz durch Österreich nach dem Samnauner Tal und umgekehrt, und zwar sowohl über die Zollämter Martinsbruck und Spissermühl als auch über das Zollamt Schalkelhof nach Spissermühl gestattet.

Infolge der Gestattung des Transits aus der Schweiz durch Österreich in das Samnauner Tal und umgekehrt und der hierin enthaltenen Zusicherung des Bestandes der österreichischen Zollämter Spissermühl und Schalkelhof wird für die Dauer dieses Vertrages die im Artikel IV des schweizerisch-österreichischen Grenzregulierungsvertrages vom 14. Juli 1868 stipulierte Neutralisierung des Weges von der Schweizergrenze bei der ehemaligen Alt-Finstermünzbrücke über den Schalkel- oder Schergenhof nach Spissermühl an der Samnauner Grenze (Artikel II, lit. b des genannten Vertrages) in der Weise beschränkt, dass dieser Weg, soweit er sich auf österreichischem Gebiet befindet, der österreichischen Zollkontrolle sowie den im österreichisch-ungarischen Zollgebiet geltenden Zollvorschriften unterworfen sein soll. Hiervon ausgenommen sind schweizerische Amtspersonen in amtlichen Verrichtungen, Angestellte der Grenzwache, Polizeiorgane und Militärpersonen in Dienstkleidung, mit oder ohne Bewaffnung,

Im übrigen soll nach den Bestimmungen des Artikels IV des Grenzregulierungsvertrages die Verkehrsfreiheit auf dem genannten Wege bestehen bleiben.

Nach Ablauf des gegenwärtigen Vertrages sollen, falls die Bestimmungen dieses Zusatzartikels nicht im gegenseitigen Einvernehmen erneuert würden, die Bestimmungen des Grenzregulierungsvertrages vom 14. Juli 1868 in ihrem vollen Umfange wieder in Wirksamkeit treten.

Die den schweizerischen Militärpersonen in Dienstkleidung — mit oder ohne Bewaffnung — bei Passierung des auf österreichischem Gebiet gelegenen Teiles des Weges von der ehemaligen Alt-Finstermünzbrücke über den Schalkel- oder Schergenhof nach Spissermühl zugesicherte Befreiung von der Revision ist an die Bedingung geknüpft, dass sich die betreffenden Personen bei den österreichischen Zollämtern Spissermühl und Schalkelhof durch ein Zertifikat der hierzu ermächtigten schweizerischen Organe darüber ausweisen, dass sie entweder zur Militärdienstleistung in der Schweiz einberufen sind oder von derselben in ihre Wohnstätte zurückkehren.

Die schweizerische Regierung wird der österreichischen Regierung jene schweizerischen Organe namhaft machen, welche zur Ausstellung der oberwähnten Zertifikate ermächtigt sein sollen.

9. Die österreichischen Zollämter Taufers, Martisbruck, Schalkelhof, Spissermühl und Ischgl werden zur Transitabfertigung für alle Waren sowie für Vieh ermächtigt.

10. Der Verkehr zwischen dem Münstertal und dem Unterengadin durch das Avignatal, jedoch ohne Berührung von Taufers, wird für Waren und Vieh gestattet. Um die Ortschaft Taufers zu berühren, bedarf es in jedem einzelnen Falle einer besonderen Bewilligung des k. k. Zollamtes Taufers.

11. Das mit den Befugnissen eines Hauptzollamtes II. Klasse ausgestattete österreichische Nebenzollamt I. Klasse in Martinsbruck wird für die Dauer des Vertrages eine Einschränkung seiner dermaligen Kompetenzen nicht erfahren.

12. Medikamente, welche von den laut Übereinkunft vom 29. Oktober 1885 zur Ausübung der Praxis in den Grenzzonen berechtigten Medizinalpersonen nach Zulass der bezüglichen, in dem betreffendem Gebiet geltenden Sanitätsvorschriften mitgeführt oder für ihre Patienten aus der Hausapotheke unter Mitgabe der Rezepte ausgefolgt werden, sind vom Eingangszoll befreit.

Wien, den 9. März 1906.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des Handelsvertrages, welcher am heutigen Tage zwischen Österreich-Ungarn und der Schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossen wurde, hat man sich über nachstehende Abmachungen

geeinigt, welche zu Protokoll gegeben wurden und einen integrierenden Teil des Vertrages selbst bilden sollen:

Zu Artikel 1.

Von Eingangs- und Ausgangsabgaben bleiben bei dem Übergang von den Gebieten des einen Teiles nach den Gebieten des andern Teiles gegenseitig gänzlich befreit:

1. Kunstsachen, welche für öffentliche Kunstinstitute und Sammlungen eingehen.

2. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, welche nur zum Gebrauch als solche geeignet sind, jedoch mit Ausschluss der Proben von Nahrungs- und Genussmitteln.

3. Gebrauchte Gegenstände von Anziehenden zur eigenen Benutzung. Die Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben soll auch für solche in allen ihren Teilen gebrauchte Maschinen gelten, welche anlässlich der Errichtung oder weiteren Ausgestaltung eines Filialetablissements in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile zur eigenen Benutzung aus dem Stammetablissement in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles eingeführt werden, falls hiermit auch eine Übersiedlung sei es des Fabriksinhabers oder bei mehreren solchen wenigstens eines derselben oder des Betriebsleiters verbunden ist. Die Bewilligung der Zollfreiheit für solche Maschinen kann jedoch in jedem einzelnen Falle nur durch die Direktivbehörde erfolgen.

Ferner auf besondere Erlaubnis als Ausstattungsgegenstände, Braut- und Hochzeitsgeschenke eingehende, auch neue Sachen, sofern sie für Angehörige des einen Teiles bestimmt sind, welche aus Anlass ihrer Verheiratung mit einer in einem der Gebiete des anderen Teiles wohnhaften Person ihren Wohnsitz nach einem der Gebiete des andern Teiles verlegen.

4. Gebrauchte Sachen, die erweislich als Erbschaftsgut eingehen, auf besondere Erlaubnis.

Von der Zollfreiheit unter Zahl 3 und 4 sind ausgeschlossen Nahrungs- und Genussmittel, unverarbeitete Gespinste und Gespinstwaren sowie sonstige zur weiteren Verarbeitung bestimmte Erzeugnisse, Rohstoffe aller Art und Tiere.

5. Gebrauchsgegenstände aller Art, auch neue, welche Reisende, einschliesslich der Fuhrleute, Schiffer und Schiffsmannschaften zum persönlichen Gebrauch oder zur Ausübung ihres Berufs auf der Reise mit sich führen, oder die ihnen zu diesem Zwecke vorausgeschickt oder nachgesandt werden; ebenso lebende Tiere, die von reisenden Künstlern bei Ausübung ihres Berufs oder zur Schaustellung benutzt werden.

Ferner aus dem Auslande zurückkommende gebrauchte Koffer, Reisetaschen und sonstiges Reisegerät, wenn darin Gebrauchsgegenstände von Reisenden in das Ausland gebracht worden sind.

Ferner die von Reisenden, einschliesslich der Fuhrleute, zum eigenen Verbrauch während der Reise mitgeführten Verzehrungsgegenstände, ebenso

der Bedarf der Schiffer und Schiffsmanschaften, für diese jedoch höchstens in einer auf zwei Tage berechneten Menge.

6. Fahrzeuge aller Art, einschliesslich der zugehörigen Ausrüstungsgegenstände, die bei dem Eingang über die Zollgrenze zur Beförderung von Personen oder Waren dienen und nur aus dieser Veranlassung eingeführt werden, oder die aus dem Auslande zurückkommen, nachdem sie beim Ausgang diesem Zwecke gedient haben; auch Fahrzeuge, wenn sie dazu bestimmt sind, Personen oder Waren in das Ausland zu bringen.

Pferde und andere Tiere, einschliesslich der zugehörigen Geschirre und Decken, wenn sie als Reittiere, zur Fortbewegung von Fahrzeugen aller Art oder zum Warentragen dienen und nur aus dieser Veranlassung die Grenze überschreiten, oder wenn sie aus dem Auslande zurückkommen, nachdem sie beim Ausgang in der angegebenen Weise verwendet worden sind; auch Pferde und andere Tiere, wenn sie dazu bestimmt sind, Personen, Fahrzeuge oder Waren in das Ausland zu bringen.

Fahrzeuge aller Art sowie Pferde und andere Tiere von Reisenden auch in dem Falle, wenn sie zur Zeit der Einfuhr nicht als Beförderungsmittel dienen, sofern sie erweislich sich schon seither im Gebrauch ihrer Besitzer befunden haben und zu deren weiterem Gebrauch bestimmt sind.

Verbleiben in den bezeichneten Fällen Fahrzeuge oder Tiere dauernd im Inlande, so tritt die Zollpflicht ein.

Futter, das zum Reiseverbrauch der in Absatz 2 und 3 bezeichneten Tiere mitgeführt wird, in einer der Zahl der Tiere und der voraussichtlichen Reisedauer, höchstens jedoch einem Zeitraum von zwei Tagen entsprechenden Menge.

Zu Artikel 4.

Man ist übereingekommen, dass die Verständigung über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die im Artikel 4 gedachten Verkehrserleichterungen eintreten, durch direkte Korrespondenz zwischen den beteiligten Regierungen hergestellt werde; es sollen dabei, unbeschadet weitergehender autonomer Erleichterungen, die nachstehenden Grundsätze leitend sein.

§ 1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei den Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

§ 2. Die Abfertigung der ausgeführten und wiedereingeführten beziehungsweise der eingeführten und wiederausgeführten Gegenstände soll in der Regel bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

§ 3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn diese Fristen unbeachtet bleiben.

§ 4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen oder durch die Bearbeitung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden und geringe Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

§ 6. Die vertragschliessenden Teile werden für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge tragen.

§ 7. Jeder der vertragschliessenden Teile bestimmt für seine Gebiete diejenigen Ämter, welche befugt sind, die von Handlungsreisenden als Muster eingebrachten zollpflichtigen Gegenstände bei der Ein- und Ausfuhr abzufertigen.

Die Wiederausfuhr der Muster von Handlungsreisenden sowie von gebrauchten Umschliessungen darf auch über ein anderes Amt als dasjenige, über welches die Einfuhr geschah, erfolgen.

Bei der Einfuhr ist der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles zu ermitteln und von dem Handlungsreisenden bei dem abfertigenden Amte entweder bar niederzulegen oder vollständig sicherzustellen. Zum Zwecke der Festhaltung der Identität sind die einzelnen Musterstücke, soweit es angeht, durch aufgedruckte Stempel oder durch angehängte Bleie oder Siegel in der entsprechenden Weise kostenfrei zu bezeichnen.

Das Abfertigungspapier, über welches die näheren Anordnungen von jeder der beteiligten Regierungen ergehen werden, soll enthalten:

a) ein Verzeichnis der eingebrachten Musterstücke, in welchem die Gattung der Ware und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;
b) die Angabe des auf den Mustern haftenden Eingangszolles sowie die Angabe, ob derselbe bar erlegt oder sichergestellt worden ist;
c) die Angabe über die Art der Bezeichnung;
d) die Bestimmung der Frist, nach deren Ablauf, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster nach dem Auslande oder deren Niederlegung in einem Packhofe nachgewiesen wird, der erlegte Einfuhrzoll verrechnet oder aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll.

   Diese Frist darf den Zeitraum eines Jahres nicht überschreiten.
e) Werden vor Ablauf der gestellten Frist (d) die Muster einem zur Erteilung der Abfertigung befugten Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhof vorgeführt, so hat sich dieses Amt davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt wurden, welche bei der Eingangsabfertigung vorlagen. Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Ausfuhr oder Niederlegung und erstattet den bei der Einbringung erlegten Eingangszoll zurück oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

§ 8. Um den Verkehr über die beiderseitige Grenze mit Weidevieh, Vieh zur Überwinterung, Fütterung oder Mästung, Arbeitsvieh oder Vieh

zum Auftrieb auf Märkte tunlichst zu erleichtern, haben die vertragschliessenden Teile folgende Bestimmungen vereinbart:

I. Die veterinärpolizeiliche Grenzbehandlung des Markt-, Weide-, Arbeits-, Winterungs-, Fütterungs- oder Mästungsviehes erfolgt nach den Vorschriften der internen Gesetzgebung desjenigen Staates, nach welchem die Einfuhr zur Weide, Arbeit, Winterung, Fütterung, Mästung oder auf Märkte stattfindet, soweit hierüber nicht ein besonderes Übereinkommen getroffen worden ist.

Unter dieser Voraussetzung und soweit Einschränkungen durch dieselbe nicht bedingt sind, kann der Eintritt des Markt-, Weide-, Arbeits-, Winterungs-, Fütterungs- oder Mästungsviehes längs der Zollinie über jedes Zollamt erfolgen.

II. Wenn die Vorführung des Weide- und Arbeitsviehes zum Grenzzollamt aus lokalen Ursachen ohne grosse Belästigung der Parteien nicht ausführbar ist, kann gestattet werden, dass nur die vorläufige Eintritts- und Austrittsanmeldung beim Grenzzollamt stattfinde, die Überwachung des Ein- und Austritts aber durch die Organe der Finanzwache oder Grenzwache auf grund der vom Grenzzollamt erhaltenen Erklärungen besorgt werde.

Die Erklärungen sind von der Finanzwachabteilung mit der Befundsbestätigung zu versehen und an das Grenzzollamt zurückzustellen.

III. Sollte wegen zu grosser Entfernung des Grenzzollamtes von dem Ein- oder Austrittspunkt des Weide- oder Arbeitsviehes oder wegen mangelnder Wegeverbindung auch die unter II bezeichnete Anmeldung schwer ausführbar sein, so kann die Übergabe der Eintritts- und Austrittserklärungen an ein hierzu an die Grenze zum Übertrittspunkt des Viehes entsendetes Finanzwachorgan erfolgen, welches die Vormerkregister zu führen haben wird.

Die vom österreichischen oder schweizerischen Zollamt zur Übernahme der Eintritts- oder Austrittserklärungen und zur Beschau an einen ausserhalb ihres Amtssitzes gelegenen Ort entsendeten Angestellten haben nur auf die regelmässigen Reisevergütungen oder die durch die Dienstesverordnungen ihres Landes vorgesehenen Entschädigungen Anspruch und werden für jeden Tag nur einmal, ohne Rücksicht auf die Anzahl der Erklärungen oder des Viehes, bezahlt.

Diese Angestellten haben dem Träger der Erklärung eine Empfangsbescheinigung zu übergeben.

Wenn mehrere Viehbesitzer ihr Vieh vereinigt haben, um es gemeinschaftlich der Beschau unterziehen zu lassen, werden die erwähnten Angestellten diese Empfangsbescheinigung einem derselben übergeben.

IV. Vieh, welches auf nahe Weideplätze oder zu Arbeiten über die Zollgrenze gebracht und noch an demselben Tage zurückgeführt wird, unterliegt dem zollamtlichen Verfahren nicht; doch ist zur Hintanhaltung von Missbräuchen dieser Verkehr in angemessener Weise zu überwachen.

V. Wenn die Tiere wieder über die Zollgrenze zurückgebracht werden, ist deren Identität und Stückzahl zu konstatieren. Ergibt sich eine Ab-

weichung in der Qualität der Tiere, so ist beim Wiederaustritt für das nicht gestellte Tier, beim Wiedereintritt aber für das substituierte Tier der tarifgemässe Eingangszoll zu erheben.

Zeigt sich eine Differenz in der Stückzahl des Viehes, so werden beim Wiederaustritt die Eingangszölle für das fehlende Vieh und beim Wiedereintritt die Eingangszölle für das überzählige Vieh erhoben.

Wird jedoch bei der Wiedervorführung der Tiere der Abgang ordnungsmässig erklärt und mit amtlicher Bestätigung nachgewiesen, dass derselbe durch Unglücksfälle eingetreten ist, so wird für die fehlenden Tiere kein Zoll erhoben.

VI. Treten die Tiere erst nach Ablauf der bei der Austritts- oder Eintrittserklärung festgesetzten Frist über die Zollinie wieder ein oder aus, so wird bezüglich des Eintritts nach den Zollgesetzen vorgegangen, wenn die Verspätung nicht durch ausserordentliche Umstände entschuldbar und dies vom zuständigen Gemeindebeamten gehörig bescheinigt ist.

VII. Die Bestimmungen unter V und VI finden auch auf das aus den Grenzbezirken auf Märkte getriebene Vieh sowie auf dasjenige Vieh, welches zur Überwinterung, Fütterung oder Mästung über die Grenze gebracht wird, Anwendung.

VIII. Die für das Weidevieh, Arbeitsvieh, Marktvieh oder Vieh zur Überwinterung, Fütterung oder Mästung beim Grenzübertritt zugestandene Zollfreiheit findet auch auf eine angemessene Menge der von diesem Vieh gewonnenen Produkte Anwendung. Demgemäss werden zollfrei behandelt werden:

a) die Kälber, Kitze und Lämmer, sowie die Fohlen der zur Weide, Arbeit auf Märkte, zur Überwinterung, Fütterung oder Mästung ausgetriebenen Kühe, Ziegen, Schafe und Stuten und zwar für so viele Stücke, als beim Austrieb trächtige Tiere vorgemerkt wurden, mit Rücksichtnahme auf die Zeit, während welcher die Muttertiere ausserhalb des Zollgebietes verblieben sind;

b) Käse und Butter von den von der Weide, Überwinterung, Fütterung, oder Mästung zurückgekehrten Tiere, und zwar pro Tag:

Käse,	von jeder Kuh	0.3	Kilogramm,
	von jeder Ziege	0.06	„
	von jedem Schafe	0.03	„
Butter,	von jeder Kuh	0.2	„
	von jeder Ziege	0.04	„

Die vom Weide, Überwinterungs-, Fütterungs- oder Mästungsvieh während der Zeit seines Aufenthalts im anderen Zollgebiet bis zum Tage seiner Rückkehr gewonnenen Mengen von Käse und Butter können noch innerhalb eines Termins von vier Wochen, vom Tage der Rückkehr gerechnet, zollfrei eingebracht werden.

IX. Es ist Pflicht der Grenzzollbeamten und der Angestellten der Finanzwache, die Parteien, welche den Grenzübertritt des Weide-, Arbeits-, Markt-, Überwinterungs-, Fütterungs- oder Mästungsviehes nach dem be-

nachbarten Grenzbezirk leiten, auf die Notwendigkeit der sorgfältigen Aufbewahrung des ihnen ausgefolgten Duplikats des Erklärungs- oder Vormerkscheins, dann der über die geleistete Sicherstellung der Zölle ausgefertigten Bolleten behufs der Wiedervorzeigung dieser Dokumente beim Rücktrieb des Viehes sowie auf die Folgen unredlichen Gebahrens aufmerksam zu machen.

X. Die etwa erforderlichen Zeugnisse über den Gesundheitszustand des Viehes oder über den Umstand, dass die Grenzbezirke von jeder ansteckenden Krankheit vollständig frei seien, werden nur in der Ursprache und nicht in Übersetzung gefordert werden.

Zu Artikel 6.

I. Für den Fall einer Ermässigung der Zuckerverbrauchsabgabe wird für die Dauer des Vertrages eine Ermässigung der Zollsätze für die in der Anlage B unter Nr. 127, 131 und 132 namentlich angeführten Artikel nach Massgabe des prozentuellen Gehalts an Zucker, der zu ihrer Herstellung verwendet wird, eintreten.

In analoger Weise wird für den Fall einer Ermässigung des Kakaozolles der vertragsmässige Zollsatz für die in der Anlage B angeführten Artikel der Nr. 127 nach Massgabe ihres prozentuellen Kakaogehalts herabgesetzt werden.

II. Die im vierten Absatz des Artikels 6 zur Sicherung des Monopols vorbehaltene Zuschlagsabgabe wird zurückerstattet, wenn binnen zwei Monaten nach Entrichtung derselben nachgewiesen wird, dass die Rohstoffe eine die Erzeugung von Monopolsartikeln ausschliessende Verwendung gefunden haben.

III. Man ist ferner darüber einverstanden, dass die Vorschrift im vierten Absatz des Artikels 6 nur auf eingestampfte oder getrocknete Weintrauben, Weintrester, Weinhefe, eingestampftes Obst und Obstabfälle, Wachholderbeeren, Enzianwurzeln, Südfrüchte, und ähnliche Stoffe Anwendung findet.

IV. Man ist darüber einverstanden, dass rücksichtlich der ohne Verwendung von Alkohol hergestellten, daher einer Zuschlagsgebühr aus dem Titel von Alkoholabgaben nicht unterliegenden Glyzerinseifen, die die Erzeugungsweise solcher Seifen bescheinigenden Zertifikate der Polytechniken in Wien und Budapest oder der k. k. landwirtschaftlichen chemischen Versuchsstation in Wien und der königlich ungarischen chemischen Reichsanstalt und Zentralversuchsstation in Budapest seitens der schweizerischen Zollstellen, abgesehen von Fällen begründeten Zweifels, in Rücksicht zu nehmen sind. Indessen berührt diese Bestimmung nicht das Recht der schweizerischen Zollämter, die Analyse der eingeführten Seifen ihrerseits zu überprüfen.

Zu Artikel 7.

Unter Frachtfuhrgewerbe im Sinne des letzten Absatzes des Artikels 7 ist die gewerbsmässige Beförderung von Gütern und Personen auf Landwegen, mit Ausschluss der Eisenbahnen, zu verstehen. Unter „Gewerbesteuer“ soll jede steuerliche Belastung des Gewerbebetriebes, einschliesslich

der Besteuerung des Einkommens aus demselben, verstanden werden gleichviel, ob die Steuer für Rechnung des Staates oder der Kommunen usw. erhoben wird.

Soweit der Gewerbetreibende Transporte zwischen einzelnen, innerhalb der Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles gelegenen Orten vermittelt, unterliegt er der Besteuerung nach den Landesgesetzen. Wenn der Gewerbetreibende in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles neben dem Frachtfuhr- oder dem Schiffahrtsgewerbe ein selbständiges, nicht unmittelbar durch die Ausübung dieser Gewerbe bedingtes Nebengewerbe betreibt oder Grundeigentum besitzt, unterliegt er hierfür ebenfalls der Besteuerung nach den Landesgesetzen ohne Einschränkung.

Beim Schiffahrtsgewerbe ist der Betrieb eines selbständigen Nebengewerbes nicht darin zu finden, dass der Gewerbetreibende auf den in den Gebieten des anderen Teiles gelegenen Stationen die aus seinem Heimatlande mit seinen Transportmitteln ankommenden Güter an die am Orte selbst befindlichen Emptänger unmittelbar oder an die ausserhalb befindlichen Empfänger durch Vermittlung der Eisenbahnen usw. weiterbefördert, und umgekehrt, dass er die zur Beförderung mit seinen Transportmitteln bestimmten Güter am Orte selbst in Empfang nehmen und zur Verladung auf seine Transportmittel bringen lässt; ebensowenig kann ein solcher Betrieb schon darin gefunden werden, dass der Gewerbetreibende mit einem in den Gehieten des anderen Teiles ansässigen selbständigen Spediteur eine dauernde Geschäftsverbindung unterhält.

Zu Artikel 14.

Über das Verfahren in Fällen, in denen auf Grund des Artikels 14 ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfalle hat das Schiedsgericht seinen Sitz in den Gebieten des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfalle im Gebiete des andern Teiles und so abwechselnd in dem einen oder dem andern Gebiete, in einer Stadt, die von dem betreffenden vertragschliessenden Teile bestimmt wird. Dieser hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein- für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichtes verständigen. In Ermanglung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung und Vernehmung der Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile auf das vom Schiedsgerichte an die betreffende Regierung zu richtende Er-

suchen in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Gegenwärtiges Protokoll, welches ohne besondere Ratifikation, durch die blosse Tatsache der Auswechslung der Ratifikationen des Vertrages, auf welchen es Bezug hat, als von den vertragschliessenden Teilen genehmigt und bestätigt angesehen werden soll, ist am 9. März 1906 zu Wien in doppelter Ausfertigung unterzeichnet worden.

Goluchowski.

du Martheray.
A. Künzli.
Alfred Frey.
Ernst Laur.

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn einerseits und der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft anderseits, von dem Wunsche geleitet, den Verkehr mit Tieren zwischen den beiderseitigen Gebieten durch zweckmässige Vereinbarungen zu regeln, haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Agenor Grafen Goluchowski v. Goluchowo, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, Ritter des Ordens vom goldenen Vliese etc. etc., Minister des k. und k. Hauses und des Äussern,

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

den Herrn Fernand H. du Martheray, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Schweizerischen Eidgenossenschaft bei Seiner k. und k. Apostolischen Majestät;

welche, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Bewohner von nicht mehr als fünf Kilometer von der Grenze entfernt liegenden Ortschaften können die Grenze in beiden Richtungen zu jeder Stunde mit ihren eigenen, an den Pflug oder an ein Fuhrwerk gespannten Tieren überschreiten, jedoch nur zum Zwecke landwirtschaftlicher Arbeiten oder in Ausübung ihres Gewerbes unter Beobachtung der Sanitäts- und Zollvorschriften, aber nicht zum Zwecke des Verkaufes oder des Handels.

Artikel 2.

Wenn die Viehgesundheitsverhältnisse des Nachbargebietes des andern Vertragsteiles dies erfordern, können die Behörden der vertragschliessenden Teile Verfügungen erlassen, welche den im voranstehenden Artikel und im § 8 des Schlussprotokolls zum Artikel 4 des gleichzeitig unterzeichneten

Handelsvertrages vorgesehenen Grenzverkehr beschränken und die zum Zwecke der Sicherung der Gesundheit des einheimischen Viehstandes notwendig sind.

Es kann auch verfügt werden, dass das Vieh, das jenseits der Grenze gewesen ist, bei seiner Rückkehr einer tierärztlichen Untersuchung zu unterstellen sei, die immerhin für den Eigentümer der Tiere kostenfrei ist; ferner dass Tiere, die jenseits der Grenze konstatiertermassen mit von einer ansteckenden Tierkrankheit befallenem Vieh in direkte oder indirekte Berührung gekommen sind, am Wohnorte des Eigentümers abgesperrt werden müssen.

Artikel 3.

Die Durchfuhr von Haustieren jeder Art aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des andern vertragschliessenden Teiles unterliegt keiner Beschränkung, sofern die Tiere mit amtlichen Bescheinigungen der individuellen Gesundheit und seuchenunbedenklichen Herkunft begleitet, an der Grenze frei von ansteckenden Krankheiten befunden wurden und für die Durchfuhr ohne Ausladung Garantien geboten sind.

Wird an einem der Tiere während der Durchfuhr eine ansteckende Krankheit konstatiert, so ist auf Verlangen der Partei die ganze Sendung in das Ursprungsland zurückzuführen, insofern dagegen nicht schwerwiegende veterinärpolizeiliche Bedenken obwalten.

Artikel 4.

Die Einfuhr von Einhufern über die für die Vieheinfuhr geöffneten Zollämter der vertragschliessenden Teile unterliegt ebenfalls keiner Beschränkung, sofern jedes Tier durch den Grenztierarzt untersucht, frei von ansteckenden Krankheiten befunden und mit einer amtlichen Bescheinigung der individuellen Gesundheit und seuchenunbedenklichen Herkunft begleitet ist.

Artikel 5.

Die Schweiz wird der Einfuhr von zum Abschlachten innerhalb der vorgeschriebenen Frist bestimmten Ochsen, Stieren, Schweinen und Schafen, die aus Österreich-Ungarn in die Schlachthausstallungen von St. Margarethen sowie auf die Rampe von Buchs gebracht oder mit den vorgeschriebenen Einfuhrbewilligungen in schweizerische Schlachthäuser geführt werden sollen, so lange kein Hindernis in den Weg legen, als diese Tiere mit den in dem Ursprungslande gesetzlich geforderten amtlichen Bescheinigungen der individuellen Gesundheit und der seuchenunbedenklichen Herkunft begleitet, an der Grenze frei von Rinderpest, Lungenseuche, Maul- und Klauenseuche, Schweineseuche, Schweinepest, Schafräude oder Schafpocken befunden und bis zum schweizerischen Grenzzollamt ohne Aus- oder Zuladung per Eisenbahn geführt worden sind.

Nach den öffentlichen Schlachthausstallungen von St. Gallen, Basel und Genf kann unter den im ersten Absatz dieses Artikels genannten Bedingungen die direkte Einfuhr von zum Abschlachten bestimmten Ochsen, Stieren, Schafen und Schweinen ohne besondere Einfuhrbewilligung im

einzelnen Falle geschehen, aber nur durch solche Personen, die dazu vom Schweizerischen Bundesrat ermächtigt worden sind. Die österreichischen oder ungarischen Importeure sollen bei der Erteilung dieser Ermächtigung den schweizerischen Importeuren gleichgestellt werden.

Sobald in anderen als den im zweiten Absatz dieses Artikels genannten Ortschaften der Schweiz öffentliche Schlachthausanstalten mit den zugehörigen genügenden Räumlichkeiten und Einrichtungen erstellt sein werden, werden auch in diesen Schlachthäusern Schlachttiere aus Österreich-Ungarn unter den für die oben genannten Schlachthäuser festgestellten Bedingungen zugelassen werden.

Artikel 6.

Österreich-Ungarn wird unter Vorbehalt der Bestimmungen des nachfolgenden Absatzes der Einfuhr von schweizerischen Rindern und Ziegen zu Nutz- und Zuchtzwecken kein Hindernis in den Weg legen, wenn diese Tiere mit den in der Schweiz gesetzlich vorgeschriebenen Bescheinigungen der individuellen Gesundheit und seuchenunbedenklichen Herkunft versehen sind und an der Grenze frei von jeder auf die betreffende Tiergattung übertragbaren, anzeigepflichtigen Krankheit befunden werden.

Immerhin behalten sich die vertragschliessenden Teile für den Viehverkehr zwischen den Grenzgebieten unter den im Artikel 1 und 5 vorgesehenen Einschränkungen ihre volle Autonomie vor.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die in den Artikeln 3, 5 und 6, erster Absatz, erwähnte Ein- und Durchfuhr von Vieh überhaupt nur dann zu beschränken, wenn innerhalb spätestens fünf Tagen nach der Einfuhr, den Einfuhrtag inbegriffen, an importierten Tieren die Rinderpest, die Lungenseuche oder die Maul- und Klauenseuche, die Schweineseuche oder die Schweinepest — eine der letzteren drei Krankheiten wiederholt — konstatiert wurde, oder wenn die Rinderpest in den Gebieten eines der vertragschliessenden Staaten auftritt.

Wegen Rinderpest und Lungenseuche verfügte Beschränkungen werden längstens 60 Tage, die wegen Maul- und Klauenseuche getroffenen längstens 21 Tage, die wegen Schweineseuche oder Schweinepest verfügten längstens 30 Tage nach der Erlassung aufgehoben werden.

Wird eine Seuche aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile eingeschleppt, so werden die Einfuhrbeschränkungen nur gegen die Gebiete des betreffenden vertragschliessenden Teiles erlassen werden.

Artikel 8.

Das gegenwärtige Übereinkommen erstreckt sich auf die mit den Gebieten der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder oder Landesteile.

Artikel 9.

Das vorliegende Übereinkommen wird mit dem Zeitpunkte des definitiven Inkrafttretens des gleichzeitig unterzeichneten Handelsvertrages zwischen

Österreich-Ungarn und der Schweiz wirksam und hat die gleiche Dauer und Kündigungsfrist wie dieser.

Die Ratifikationen des gegenwärtigen Übereinkommens sollen gleichzeitig mit jenen des am heutigen Tage unterzeichneten Handelsvertrages ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Wien am 9. März 1906.

Goluchowski. *du Martheray.*

Schlussprotokoll.

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Viehseuchenübereinkommens zwischen Österreich-Ungarn und der Schweiz haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt:

1. In der bisher geübten Praxis, wonach die Einfuhr von lebendem und totem Geflügel sowie von totem Wildpret nach der Schweiz ohneweiteres zugelassen wird, wird keine Änderung eintreten.

Für die Einfuhr von Schlachtkälbern in die Schweiz soll die bisherige Praxis beibehalten werden.

2. Beschränkungen des im Artikel 1 vorgesehenen Viehverkehres sowie des Weideverkehres mit Schafen werden nur insoweit erlassen werden, als es zur Abwendung einer dringenden Gefahr für die heimische Viehzucht unbedingt notwendig ist, und wird hierbei unter Beobachtung jeder mit der Abwehr einer Seuchengefahr vereinbarlichen Schonung der wirtschaftlichen Interessen der beiderseitigen Grenzbevölkerungen vorgegangen werden.

3. Es wird Vorsorge getroffen werden, dass die zur Einfuhr nach der Schweiz bestimmten Transporte von Schlachttieren von dem Herkunftsorte bis zum schweizerischen Grenzzollamte unmittelbar ohne jede Zu- oder Ausladung per Bahn befördert werden. Hiervon sind nur Notfälle sowie die Ausladung der Tiere behufs Fütterung, welche jedoch spätestens in Innsbruck zu erfolgen hat, ausgenommen.

Ochsen, Stiere, Schweine und Schafe zum Abschlachten aus Vorarlberg oder dem Fürstentume Liechtenstein werden zu den in Artikel 5 genannten Bedingungen zugelassen, wenn sie direkt per Bahn in schweizerische Schlachthäuser gehen.

Österreich-Ungarn verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass diese Vergünstigung nur solchem Schlachtvieh, das in Vorarlberg oder dem Fürstentum Liechtenstein von Landwirten gemästet worden ist, zu gute komme, sowie nötigenfalls alle zur Hintanhaltung jeglichen Missbrauches dieser Begünstigung geeigneten Massnahmen in Anwendung zu bringen. Sollten

diese Massnahmen ohne Erfolg bleiben, so werden die vertragschliessenden Teile sich in das Einvernehmen setzen, und bleibt es nötigenfalls jedem derselben vorbehalten, die Einfuhr von Schlachtvieh ab Stationen zwischen Innsbruck und der Schweizer Grenze ganz zu untersagen.

4. Die Bewilligung zur Einfuhr von Schlachtvieh in jene Schlachthäuser, für welche eine solche erforderlich ist, wird gegen Erfüllung der allgemein geltenden Bedingungen dann nicht verweigert werden, wenn die vorhandenen Räumlichkeiten des betreffenden Schlachthauses die Einfuhr zulassen.

Bei Erteilung dieser Bewilligungen wird grundsätzlich ein Unterschied zwischen schweizerischen und österreichischen oder ungarischen Importeuren nicht gemacht werden.

Insofern jedoch die Durchführung dieses Grundsatzes mit Rücksicht auf die etwa obwaltenden lokalen Verhältnisse nicht in allen Fällen möglich sein sollte, werden die österreichischen oder ungarischen Importeure jedenfalls nicht ungünstiger behandelt werden, als Importeure dritter Staaten.

5. Die im Artikel 5, zweiten Absatz vorgesehene Ermächtigung wird österreichischen oder ungarischen Importeuren nicht verweigert, wenn diese die bezüglichen allgemeinen Bedingungen erfüllen; sie können aber nicht beanspruchen, besser als die schweizerischen Importeure behandelt zu werden.

6. Die für den gegenseitigen Verkehr mit Nutz- und Zuchttieren vorgeschriebenen Bescheinigungen der seuchenunbedenklichen Herkunft werden die amtliche Bestätigung enthalten, dass in den Herkunftsgemeinden und deren Nachbargemeinden seit 40 Tagen kein Fall einer auf die betreffende Tiergattung übertragbaren, der Anzeigepflicht unterliegenden Krankheit konstatiert wurde.

7. In Anwendung des im Artikel 6, Absatz 2, ausgesprochenen Grundsatzes kann bis auf weiteres die Einfuhr von Zucht- und Nutzvieh aus und nach den Grenzbezirken bei dargetanem beiderseitigen wirtschaftlichen Bedürfnisse der betreffenden Parteien gegen fallweise Bewilligung unter Beobachtung der zum Schutze des heimischen Viehbestandes gegen Einschleppung von Seuchen vorzuschreibenden Vorsichten gestattet werden.

Die vertragschliessenden Teile nehmen in Aussicht, über die Notwendigkeit und die Modalitäten einer weiteren Regelung dieses Grenzverkehres Erhebungen zu pflegen und nach Ablauf eines Jahres nach erfolgter Auswechslung der Ratifikationen des Viehseuchenübereinkommens im gegenseitigen Einvernehmen auf Grundlage der bis dahin gewonnenen Erfahrungen die Frage der anderweitigen Regelung des bezeichneten Viehverkehres zu prüfen und erforderlichenfalls einer den beiderseitigen Interessen entsprechenden Lösung zuzuführen.

8. Man ist darüber einverstanden, dass als Gebiete, gegen welche im Falle der Einschleppung einer Seuche Einfuhrbeschränkungen erlassen

werden können, in Betracht kommen: einerseits die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder oder die Länder der ungarischen Krone, anderseits die Schweiz.

Hinsichtlich des im Viehseuchenübereinkommen geregelten Verkehres wird das Gebiet des Fürstentumes Liechtenstein als zu den Gebieten der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder gehörig betrachtet werden.

9. Die vertragschliessenden Teile räumen sich die Befugnis ein, zur Vertretung der eigenen Interessen in die gegenseitigen Gebiete Delegierte zu entsenden. Die Behörden werden allgemein angewiesen werden, diesen Delegierten, sobald sie sich als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

10. Die zur Regelung des gegenseitigen Viehverkehres vereinbarten Bestimmungen beziehen sich nur auf die Herkünfte der vertragschliessenden Teile.

Wien, am 9. März 1906.

Goluchowski. *du Martheray.*

In Abänderung der Bestimmung im ersten Absatze des Artikels 16 des am 9. März 1906 zu Wien unterzeichneten Handelsvertrages zwischen Österreich-Ungarn und der Schweizerischen Eidgenossenschaft haben die Unterzeichneten im Namen der vertragschliessenden Teile folgendes vereinbart:

Als Zeitpunkt des Inkrafttretens des genannten Vertrages wird an Stelle des 1. Juli 1906 der 1. August 1906 festgesetzt.

Die gegenwärtige Erklärung soll ratifiziert und die Ratifikationen sollen gleichzeitig mit denen des genannten Handelsvertrages ausgewechselt werden.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Wien, den 28. Juni 1906.

Goluchowski. *Salis.*

12.

ITALIE, SUISSE.

Conventions concernant les services des douanes, de la police, de la police sanitaire, postal télégraphique et téléphonique sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Demodossola; signées à Rome du 18 janvier au 24 mars 1906.*)

Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia. No. 154, 1906.

Convention entre l'Italie et la Suisse réglant le service des douanes sur la ligne du chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant régler par une convention le service des douanes sur la ligne du chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola, en exécution des art. 2 et 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre l'Italie et la Suisse, concernant la jonction du réseau italien avec le réseau suisse à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie

Son Excellence M. le comte F. Guicciardini, Député au Parlement, Son Ministre des affaires étrangères, et

Le Conseil fédéral suisse

Monsieur J. B. Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le Roi d'Italie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er

Le chemin de fer du Simplon, de la frontière à Domodossola, sera considéré comme route douanière.

Les trains de voyageurs et de marchandises pourront, moyennant l'observation des règles convenues, circuler sur cette route de nuit comme de jour, les jours fériés comme les jours ouvrables.

Art. 2.

Les attributions et les compétences des bureaux de douane italiens de Domodossola, Preglia, Varzo et Iselle et du bureau de douane suisse

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 25 mai 1906.

à Domodossola sont celles qui ont été déterminées par l'art. 2 de la convention du 2 décembre 1899; mais les administrations respectives auront toujours le droit de les étendre dans l'intérêt général du trafic.

Art. 3.

Les gares de Domodossola, Preglia, Varzo et Iselle et la section du chemin de fer de la frontière à Domodossola sont soumises à la surveillance des autorités douanières italiennes.

Les autorités douanières suisses pourront charger leurs agents d'accompagner les trains sur cette section et de procéder aux opérations douanières pour les bagages que portent, avec eux les voyageurs qui partent des gares de Preglia, Varzo et Iselle à destination de la Suisse.

De leur côté, les autorités douanières italiennes auront le même droit sur la section Iselle-Brigue.

Les administrations des chemins de fer accorderont le passage gratuit aux agents chargés de cette escorte.

Art. 4.

Outre le droit de surveiller dans l'enceinte de la gare de Domodossola les magasins et lieux de dépôt des marchandises destinées à entrer dans leur propre pays, les agents douaniers des deux Etats auront, pendant le service, le droit d'accès dans tous les autres magasins et lieux de dépôt situés dans l'enceinte de la dite gare, et pourront assistsr aux opérations de chargement, de déchargement et de pesage faites par les agents du chemin de fer.

Art. 5.

Les bureaux de douane des deux Etats à Domodossola feront leur service respectif et procéderont aux opérations qui s'y rapportent conformément aux lois et règlements de leur propre pays, en accordant toutes les facilités et simplifications douanières possibles pour accélérer les expéditions.

Les expéditions urgentes, celles en transit et celles de simple exportation d'Italie en Suisse seront l'objet de leurs soins particuliers.

Art. 6.

Les bureaux de douane suisses de Domodossola pourront être désignés à l'extérieur par une inscription et par l'écusson de leur pays.

Le personnel de ces bureaux pourra porter l'uniforme et l'armement prescrit dans les réglements, sauf le fusil, dont le port n'est autorisé que pour l'escorte des trains, ou pendant la nuit, pour la garde des marchandises et de la caisse.

Art. 7.

La douane suisse aura le droit de procéder par voie pénale dans les cas et dans les formes établies par les lois suisses contre toute violation des prescriptions douanières suisses qui serait commise à la gare de

Domodossola ou sur la section du chemin de fer comprise entre cette gare et la frontière.

Les autorités suisses dont relève le bureau de douane suisse de Domodossola auront le droit de procéder à une enquête pour constater les contraventions de ce genre, de maintenir les séquestres et de juger les contraventions d'après les lois suisses.

A l' instance de ces autorités suisses, l'autorité italienne se chargera:

1° de procéder à l'audition de témoins et d'experts;

2° de procéder à des constatations officielles et à des perquisitions et d'en attester les résultats;

3° de notifier aux inculpés les citations ou les sentences des autorités suisses.

Art. 8.

Le bureau de douane italien et le bureau de douane suisse à Domodossola se prêteront, sur requête, mutuelle assistance, au moyen de la force armée dont chacun d'eux dispose, sans que des frais quelconques puissent être portés en compte ad l'Administration de l' Etat dans l' intérêt duquel l'assistance a été requise.

Art. 9.

La visite des bagages des voyageurs et les opérations douanières qui s'y rapportent se feront, si elles n'ont pas lieu en cours de route, auparavant ou ulltérieurement, simultanément par les bureaux de douane des deux Etats, dans la salle commune de la gare de Domodossola affectée à cet usage. et aussitôt après l'arrivée des trains, afin que les voyageurs et leurs bagages puissent continuer leur route par le même train.

Art. 10.

Sur demande faite, soit par l'Administration des chemins de fer, soit par les voyageurs, la visite des bagages enregistrées pourra être réservée à un bureau de douane de l'intérieur des deux Etats autorisé à cet effet. Dans ce cas, les bagages seront accompagnés des pièces douanières nécessaires établies par le bureau de douanne respectif de Domodossola.

Art. 11.

Pour l'accomplissement des opérations rentrant dans la compétence des bureaux des deux Etats à Domodossola, les marchandises devront passer de l'une à l'autre des Administrations douanières sans l'intervention d'expéditeurs ou d'autres intermédiaires, sauf le concours nécessaire des agents des chemins de fer, auxquels seuls il est aussi réservé d'intervenir pour toutes les autres opérations douanières de la compétence des bureaux de douane italiens et sous réserve des prescriptions de l'article 10 de la convention internationale de Berne du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemin de fer.

La visite douanière des colis de messageries (marchandises de grande vitesse en colis isolés) sera faite, en premier lieu, par les employés de l'Etat dont elles sortent et, ensuite, par ceux de l'Etat dans lequel doivent entrer.

Art. 12.

Les plombs et cadenas, etc., que porteront les wagons ou des colis isolés pour garantir les marchandises qui doivent être soumises aux opérations douanières à Domodossola pour le compte des deux Etats, ne seront enlevés par les employés du bureau de douane de sortie qu' en présence des employés de l'autre Etat, lesquels, s' il y a lieu, remplaceront immédiatement les plombs, cadenas, etc., enlevés.

Art. 13.

Les trains arrivant de Suisse à destination de l' Italie devront être accompagnés de bordereaux indiquant le nombre des bagages enregistrés et les marchandises chargées dans chaque wagon.

Au premier arrêt sur territoire italien, ces bordereaux devront être remis, avec les autres papiers d'accompagnement prescrits aux agents douaniers italiens qui doivent accompagner le train jusqu' à Domodossola.

Les colis de marchandises diverses contenus dans un même wagon peuvent être indiqués sommairement dans les bordereaux susmentionnés, mais dans ce cas l'Administration de chemin de fer demeure obligée de présenter au bureau de douane compétent, pour l' accomplissement des opérations douanières, des bordereaux supplémentaires décrivant les marchandises par chaque wagon.

Les bordereaux précités seront établis dans la forme et au nombre prescrits par l'Administration douanière à laquelle ils doivent servir.

Les chemins de fer italiens procéderont aux formalités douanières pour les marchandises arrivant à Domodossola par les trains venant de Suisse, après remise faite par les chemins de fer suisses.

Art. 14.

Tous les trains à destination de la Suisse seront accompagnés de bordereaux indiquant toutes les marchandises transportées. Ces bordereaux seront remis immédiatement au bureau des douanes de Brigue avec tous les papiers d'accompagnement.

Ces trains seront en outre accompagnés d'une liste des wagons plombés par la douane italienne, et la douane suisse de Brigue attestera sur cette liste, en y apposant son timbre à date, l'entrée en Suisse desdits wagons. La liste sera ensuite rendue au chemin de fer, qui la fera tenir à la douane italienne.

Les marchandises expédiées en colis isolés et dirigées sur la Suisse seront accompagnées des bulletins de la douane italienne pour la sortie de l'Etat.

La douane suisse, à la demande de la douane italienne, apposera sur lesdits bulletins son timbre à date, comme cela est prévu pour les listes des wagons plombés.

La douane italienne, aussi bien que la douane suisse, pourront toujours exiger que des wagons ou des compartiments séparés de wagons soient réservés pour les marchandises et bagages destinés à être déchargés dans

les gares intermédiaires de Preglia, Varzo et Iselle ou chargés dans ces mêmes gares à destination de la Suisse.

Art. 15.

La provenance italienne des marchandises et des bagages chargés à Iselle, Varzo et Preglia dans des trains venant de Suisse, sera certifiée par des documents spéciaux de la douane italienne.

Art. 16.

Les opérations douanières pour les envois transportés par les services postaux seront remplies à la gare de Domodossola, même pour les envois concernant les bureaux de poste de Preglia, Varzo et Iselle.

Art. 17.

Dès l'arrivée à la gare internationale de Domodossola jusqu'au départ, les bagages à destination de la Suisse et les marchandises pour lesquelles la douane suisse ferait éventuellement sur place les opérations, sont soumis, en ce qui concerne la reconnaissance, le déchargement, le chargement et la surveillance, aux dispositions de la douane suisse, en ayant égard aux interêts de la douane italienne.

Art. 18.

La surveillance exercée par chacun des bureaux de douane de deux Etats sur les magasins, lieux de dépôt ou de stationnement des marchandises à la gare de Domodossola, n'a pour objet que de sauvegarder les intérêts du fisc de ces Etats et ne diminue en aucune façon la responsabilité des Administrations de chemins de fer envers les propriétaires ou destinataires pour la garde des marchandises.

Art. 19.

L'Administration des chemins de fer italiens a l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires pour que les marchandises, les voyageurs et leurs bagages soumis aux formalités de douane, ne puissent entrer dans les gares de Domodossola, de Preglia, Varzo et Iselle, ni en sortir, que par les passages qui seront désignés à cet effet, dans l'intérêt douanier des deux Etats.

Art. 20.

Les Administrations de chemins de fer sont tenues de prévenir en temps utile les bureaux locaux de douane des deux Etats de tout changement, ordinaire ou extraordinaire apporté à l'horaire des trains de voyageurs ou de marchandises, ainsi que de la mise en marche de tout train extraordinaire.

Art. 21.

Les Administrations des chemins de fer et, en leur nom, leurs bureaux dans les gares devront empêcher, sous leur responsabilité, qu'aucune marchandise ni aucun bagage ne sortent de la gare sans que les formalités de douane italiennes et suisses aient été remplies.

En cas d'inobservation de cette prescription, lesdites Administrations encourront les pénalités prévues par les lois des deux Etats.

Les Administrations de chemins de fer ont de même l'obligation de veiller, sous leur responsabilité, à ce que les marchandises déposées dans des locaux spéciaux pour une destination déterminée, ne soient pas retirées de ces locaux, pour recevoir une autre destination, sans le consentement exprès des bureaux de douane intéressés.

Art. 22.

Les autorités italiennes accorderont aux employés et agents des douanes suisses, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection qu'aux employés et agents de douane italiens.

Art. 23.

Les employés et agents des douanes suisses de service à Domodossola dépendront exclusivement de l'autorité suisse pour tout ce qui concerne le service et la discipline.

Les susdits employés et agents, ainsi que les membres de leurs familles, ne seront astreints à aucun service militaire, ni à aucune autre prestation personnelle au profit de l'Etat italien.

Art. 24.

Les employés et agents de toutes les Administrations suisses de service sur la section Domodossola-Iselle ou dans la gare internationale de Domodossola jouiront, eux et leurs familles lors de leur premier établissement, de la franchise des droits de douane ou autres pour les meubles, effets et tous objets de leur ménage déjà usagés.

Les uniformes de tout le personnel des Administrations suisses et les armes des gardes-frontière suisses stationnés à Domodossola seront le même, à leur entrée en Italie, exempts de tout droit de douane ou autre, ainsi que tous les meubles, outils, ustensiles, formulaires, etc., nécessaires à tous les bureaux suisses établis sur la section de chemin de fer de Domodossola à Iselle et dans la gare de Domodossola.

Les combustibles, les matières à graisser, les pièces de rechange du matériel roulant et des locomotives, nécessaires à la traction (y compris l'éclairage, le chauffage et le nettoyage) et à la conduite des trains sur la section de Domodossola à la frontière italo-suisse seront de même exempts de tout droit d'entrée ou autre en Italie.

Art. 25.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 24 mars dix-neuf cent six.

(L. S.) *Guicciardini.* (L. S.) *J. B. Pioda.*

Convention entre l'Italie et la Suisse réglant le service postal sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant régler par une convention le service postal sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola, en exécution des articles 2 et 15 de la convention du 2 décembre 1899, entre l'Italie et la Suisse, concernant la jonction du réseau italien avec le réseau suisse à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, et des articles 20 et 21 de la convention postale universelle, ont nommé à cet effet pour leurs plenipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie

Son Excellence M. le comte F. Guicciardini, Député au Parlement, Son Ministre des affaires étrangères, et

Le Conseil fédéral suisse

Monsieur J. B. Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le Roi d'Italie:

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er

Sous réserve des stipulations contraires au présent arrangement, les rapports postaux entre l'Italie et la Suisse sont régis, à tous égards, par les conventions, arrangements et règlements de l'Union postale universelle, et par la convention de poste du 8 août 1861 entre le Royaume d'Italie et la Confédération suisse, avec ses articles additionnels et règlements, en tant que cette convention et ses articles additionnels et règlements n'ont pas été remplacés par les traités de l'Union postale universelle.

Art. 2.

1° L'échange régulier de correspondances, de colis postaux et d'articles de messagerie expédiés soit directement, soit en transit, sera assuré entre le territoire de l'Italie et le territoire de la Suisse, à travers le Simplon, par l'intermédiaire des offices de poste des deux pays.

2° Les Administrations des postes s'engagent à expédier d'une façon aussi rapide que possible les correspondances, colis postaux et article de messagerie dont le transport leur est confié. Elles doivent en particulier utiliser en tous temps, pour le transport des objets de correspondance, les moyens les plus rapides dont elles disposent.

Art. 3.

1° La remise des correspondances, colis postaux et articles de messagerie échangés entre l'Italie et la Suisse et transportés par le chemin de fer du Simplon a lieu à Domodossola.

2° L'Administration des postes suisse instituera et entretiendra à cet effet une agence à la gare internationale de Domodossola.

4° Conformément à l'article 3 de la convention 2 décembre 1899 concernant le chemin de fer du Simplon, les locaux nécessaires pour cette agence seront fournis gratuitement à l'Administration des postes suisses par le chemin de fer italien.

Art. 4.

1° La remise à Domodossola est effectué

a) pour les objets de correspondance, par les bureaux ambulants suisses ou par l'agence des postes suisses de la gare internationale de Domodossola directement aux bureaux ambulants italiens ou au bureau de poste italien de Domodossola et vice-versa;

b) pour les colis postaux, par l'agence des postes suisses de la gare internationale de Domodossola au bureaux de poste italien dans cette gare et vice-versa;

c) pour les articles de messagerie, par l'agence des postes suisses de la gare internationale de Domodossola à l'Administration italienne des chemins de fer dans cette localité et vice-versa, sur la base d'une entente à établir;

2° La remise des envois postaux aux bureaux ambulants italiens, au bureau de poste italien et aux chemins de fer italiens en gare de Domodossola a lieu par le personnel suisse.

La remise des envois postaux aux bureaux ambulants suisses et à l'agence des postes suisses en gare de Domodossola est opérée par le personnel italien.

3° Les employés chargés de ces remises doivent porter des insignes de service.

4° La remise réciproque des colis postaux et des articles de messagerie doit avoir lieu, au moins deux fois par jour, à Domodossola.

Art. 5.

La remise des envois postaux s'effectue par les bordereaux faits en double exemplaire. Un exemplaire appartient à la partie prenant charge, tandis que l'autre est rendu par celle-ci, dûment quittancé, à la partie qui a livré les envois. La responsabilité de cette dernière cesse dès la prise en charge sans observations ou réserves.

Art. 6.

Les Administrations postales des deux pays désigneront, d'un commun accord, les autres offices de poste et bureaux ambulants à mettre en relation en vue de l'échange des dépêches de correspondance et des colis postaux par le chemin de fer du Simplon.

Elles régleront également les heures d'expédition et la composition des dépêches de correspondance et des colis postaux, suivant la marche des trains et des courses postales et suivant les exigences du service.

En ce qui concerne l'échange de la messagerie cet accord interviendra entre l'Administration des chemins de fer italiens et l'Administration des postes suisse.

Art. 7.

Les deux Administrations postales se garantissent réciproquement la liberté du transit pour les envois de leur service intérieur.

Le transit doit avoir lieu en dépêches closes. Par exception, et s'il s'agit d'un petit nombre d'envois, les objets de correspondance et les colis postaux peuvent être remis à découvert.

Art. 8.

Le service postal dans les trains circulant entre Brigue et Domodossola est assuré par l'Administration des postes suisse.

Cette Administration peut également confier au personnel du chemin de fer le soin du transport des dépêches de correspondance.

Art. 9.

1° Les objets de correspondance du service intérieur sont transportés gratuitement de part et d'autre.

2° Pour le transport par le personnel suisse sur la ligne Domodossola-Iselle-Domodossola des colis postaux échangés entre les offices de poste italiens situés sur cette ligne, l'Administration des postes d'Italie bonifie à l'Administration des postes de Suisse 7 centimes par colis.

Toutefois, si l'accompagnement de trains par le personnel postal sur le parcours Domodossola-Iselle-Domodossola est nécessité uniquement par le service des stations italiennes, l'Administration des postes d'Italie bonifie à l'Administration de Suisse les frais effectifs de cet accompagnement. Il est cependant loisible à l'Administration italienne de confier à son propre personnel l'accompagnement de ces trains. Dans ce cas elle n'aurait aucune indemnité à payer à l'Administration suisse.

3° Les Administrations postales des deux pays se réservent la faculté de transformer d'un commun accord les bonifications mentionnées sous chiffre 2 en une indemnité annuelle et de modifier celli-ci, également après entente, selon les fluctuations du trafic.

4° L'Administration des postes suisse n'exige pas d'autre indennité de l'Administration italienne pour le service postal dans les trains entre Iselle et Domodossola.

5° De leur côté, les Administrations italiennes renoncent, vis-à-vis de l'Administration postale suisse, à toute indemnité pour le transport sur le parcours italien des wagons-poste suisse, y compris leur chargement, et du personnel d'accompagnement suisse.

Les manœuvres et le remisage des wagons-poste a Domodossola et, au besoin, aux autres stations, sont de même effectués gratuitement.

6° L'échange des envois postaux aux stations a lieu aux wagons-poste.

7° Les frais de transport entre la gare et le bureau de poste d'une même localité, ou entre plusieurs gares dans la même localité, sont à la charge de l'Administration du pays sur le territoire duquel les gares sont situées.

Art. 10.

1° Les boîtes aux lettres des bureaux ambulants ou diligences suisses qui prolongent leurs percours jusqu'en Italie doivent être ouvertes au public à toutes les stations, quel que soit l'Etat dont elles dépendent.

2° L'affranchissement des objets de correspondance déposés dans ces boîtes doit avoir lieu au moyen d'estampilles de valeur du pays auquel appartient la station et aux tarifs applicables dans ce pays.

3° Le personnel postal suisse ne peut distribuer au public, sur le territoire italien, aucun objet de correspondance privée.

Art. 11.

1° Les wagons-poste et les compartiments de voitures ou de fourgons affectés dans les trains au transport des envois postaux et au service postal international entre l'Italie et la Suisse peuvent être visités par les préposés de la douane italienne ou suisse. Cette visite ne peut cependant avoir lieux qu'aux stations terminus de Domodossola et de Brigue.

2° La vérification de la douane ne peut s'effectuer qu'en présence des fonctionnaires postaux de service dans le wagon-poste à visiter ou de l'employé chargé de convoyer les dépêches. Elle doit se faire de façon à ne pas gêner les opérations postales et à ne pas retarder la marche des trains.

3° Les préposés de la douane peuvent se faire communiquer les bordereaux de remis ou feuilles de route portant description des dépêches postales, mais ils ne doivent en aucune cas ouvrir des envois postaux fermés et étiquetés.

Art. 12.

1° Le Gouvernement du Royaume d'Italie autorise la Confédération suisse à créer un service de diligences régulier entre les localités suisses de la route du Simplon et la station de chemin de fer italienne d'Iselle, pour le transport de correspondances, de paquets et de voyageurs et de leur bagages.

2° L'Administration des postes suisses fait exploiter la course postale entièrement à ses frais et sous sa responsabilité par un entrepreneur qu'elle désigne. Elle fixe seule le nombre des courses, l'horaire et l'attelage.

3° L'agent qui accompagne les diligences reçoit, à chaque départ, une feuille de route indiquant son nom, le nombre des dépêches expédiées les noms des voyageurs, les taxes de voyageurs et de bagages encaissées, le jour et l'heure du départ, ainsi que le temps accordé pour le trajet d'un bureau à l'autre. Le bureau de destination consigne sur cette feuille l'heure exacte de l'arrivée de la diligence, le nombre des dépêches reçues et les causes du retard, s'il y a lieu. La feuille de route,

dûment remplie et émargée, est ensuite renvoyé au bureau expéditeur (de départ).

Art. 13.

1° En vue de l'inscription des voyageurs postaux et de leurs bagages, de l'expédition des diligences de la route du Simplon, du transbordement en gare des envois postaux du service intérieur suisse et des autres opérations se rattachant au service des postes suisses dans cette gare, l'Administration des postes de Suisse instituera et entretiendra une agence à la gare d'Iselle.

2° L'Administration des chemins de fer italiens fournira gratuitement à l'Administration des postes suisses, à la gare d'Iselle, un local pour l'installation de cette agence.

Art. 14.

1° Le Gouvernement italien accorde le transit en franchise de droits de douane et de tous autres droits, à travers le territoire italien, aux articles de messagerie originaires de localités suisses de la route du Simplon pour la Suisse ou au-delà et vice-versa.

2° Les paquets sont, autant que possible, insérés dans des sacs fermés et scellés du cachet ou du plomb de l'office de poste ou bureau ambulant expéditeur. Si un objet ne peut être placé dans un sac, il est expédié isolément.

3° Le transbordement de dépêches de la voiture postale du Simplon dans les wagons-poste, et vice-versa, à la gare d'Iselle a lieu par le personnel suisse.

4° Le personnel suisse accompagnant les diligences est tenu de se soumettre aux ordres des agents de la douane italienne en ce qui concerne la visite des voitures et des envois, mais ces ordres ne doivent pas être de nature à retarder les courses ou envois. Aucun objet postal fermé et étiqueté ne peut être ouvert.

Les agents de la douane italienne ont le droit d'accompagner la voiture postale sur le parcours italien.

5° Les colis postaux et articles de messagerie provenant des localités suisses de la route du Simplon à destination de l'Italie ou au-delà, et vice-versa, sont, sans exception, dédouannés à Domodossola.

6° Les formalités prescriptes par la douane italienne pour les transports prévus dans cet article seront remplies par les soins de l'Administration des postes suisses.

Art. 15.

En vertu de l'article 5 de la convention de poste du 8 août 1861 entre le Royaume d'Italie et la Confédération suisse, le Gouvernement du Royaume d'Italie exempte la Confédération suisse de tout impôt pour l'exploitation du service de diligences dont mention au chiffre 1 de l'article 12 ci-dessus et pour les équipages et chevaux nécessaires à cette exploitation.

En application du même principe, le Gouvernement du Royaume d'Italie exonère la Confédération suisse de tout impôt d'Etat pour l'ex-

ploitation des agences des postes suisses mentionnées à l'art. 3, chiffre 2, et à l'art. 13, et pour le matérial et les installations appartenant à cette exploitation. Le Gouvernement italien accorde également l'exemption des droits de douane pour tout le matériel appartenant à l'exploitation des dites agences et de la course postale introduit de Suisse en Italie.

Art. 16.

Des opérations douanières pour les envois transportés par les services postaux sont faites à la gare de Domodossola, même pour les envois de et pour les localités situées entre Brigue et Domodossola.

Art. 17.

Les autorités italiennes accorderont aux fonctionnaires et employés des postes suisses, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection qu'aux organes de l'Administration des postes d'Italie.

Art. 18.

Dans tout ce qui concerne le service et la discipline, des fonctionnaires et employés des postes suisses de service à Domodossola et à Iselle, ainsi qu'entre Iselle et Domodossola, relèvent exclusivement des autorités suisses.

Art. 19.

Les susdits fonctionnaires et employés et les membres de leurs familles ne seront astreints à aucun service militaire, ni à aucune autre prestation personnelle au profit de l'Etat italien.

Art. 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 24 mars dix-neuf cent six.

(L. S.) *Guicciardini.* (L. S.) *J. B. Pioda.*

Convention entre l'Italie et la Suisse réglant le service de la police sanitaire (épidémies et épizooties) à la gare internationale de Domodossola.

Sa Majesté le roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant régler par une convention le service de la police sanitaire (épidémies et épizooties) à la gare internationale de Domodossola, en exécution de l'art. 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre l'Italie

et la Suisse concernant la jonction du réseau italien avec le réseau suisse à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie

Son Excellence M. le comte F. Guicciardini, Député au Parlement, Son Ministre des affaires étrangères, et

Le Conseil fédéral suisse

Monsieur J. B. Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le Roi d'Italie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

§ 1er

Visite sanitaire des voyageurs et de leurs bagages.

Art. 1er

Les opérations concernant les visites sanitaires ordonnées par les deux Etats à l'égard des voyageurs et des bagages transportés par la ligne du Simplon, d'Italie en Suisse ou de Suisse en Italie, seront effctuées dans le bâtiment destiné à cet usage à la gare internationale de Domodossola.

Art. 2.

Chacun des deux Etats contractants pourra avoir à la gare du chemin de fer, à ses frais, un médecin chargé de diriger ce service.

Art. 3.

Le personnel de service dans l'établissement de désinfection pourra être nommé d'un commun accord par les deux Gouvernements; dans ce cas, la dépense sera partagée par moitié. Dans le cas contraire, chacun des deux Etats devra entretenir à ses frais son personnel particulier.

Art. 4.

Le médecin italien et le médecin suisse auront en commun l'usage des locaux de l'établissement de désinfection.

Leur compétence respective sera déterminée par la destination des voyageurs et des bagages.

L'usage des étuves et des autres appareils de désinfection sera réglé, d'accord entre les deux médecins, de manière à assurer l'accomplissement le plus rapide du service et à éviter des retards dans la circulation des trains.

Art. 5.

Les dépenses faites pour les désinfections et pour le fonctionnement des appareils (charbon, produits chimiques, etc.) seront supportées par l'Etat dont le médecin les a ordonnées.

Art. 6.

L'infirmerie qui se trouve dans l'établissement de désinfection est destinée à recevoir ou à isoler provisoirement et d'urgence les voyageurs que le médecin italien ou le médecin suisse, chacun dans la limite de sa compétence, aura reconnus atteints ou suspects d'une maladie contagieuse épidémique et qu'il aura jugé nécessaire de retenir.

Toutes les fois que le transport des voyageurs malades dans un lazaret aura été reconnu nécessaire, l'autorité sanitaire locale en sera informée par le médecin. Cette autorité sera tenue de faire transporter les malades, le plus tôt possible et avec les précautions requises, dans le lazaret le plus rapproché, et de veiller à ce qu'ils y reçoivent le traitement médical et les soins nécessaires.

Art. 7.

Les frais causés par l'isolement des individus dans l'infirmerie de l'établissement de désinfection (traitement, nourriture, médicaments, infirmiers) et par leur transport au lazaret seront à la charge de celui des deux Etats dont le médecin aura ordonné ces mesures dans l'intérêt de son propre pays.

Pour le paiement des frais de traitement au lazaret qui ne pourront être remboursés par les malades eux-mêmes, on se conformera aux stipulations des conventions existantes pour l'assistance gratuite des malades indigents.

§ 2.

Police vétérinaire.

Art. 8.

Les opérations sanitaire du service de la police vétérinaire qui se font à la frontière et qui sont applicables au bétail vivant, aux viandes et aux produits animaux transportés, par la ligne du Simplon, d'Italie en Suisse ou de Suisse en Italie, seront effectuées sur les quais et dans les bâtiments destinés à cet usage à la gare internationale de Domodossola. Les quais de chargement seront aussi utilisés pour les opérations du chemin de fer ayant trait au bétail.

Art. 9.

Chacun des Gouvernements contractants commettra à ses frais, dans cette gare, un ou plusieurs vétérinaires chargés de diriger le service conformément aux lois et prescriptions réglant la matière dans l'Etat dont ils relèvent.

La compétence de ces fonctionnaires sera déterminée par la destination du bétail, des viandes et des produits animaux.

Art. 10.

Il appartient à ces vétérinaires de procéder, conformément à l'art. 9, à la visite sanitaire du bétail, des viandes et des produits animaux tran-

sitant par la gare internationale de Domodossola, ainsi qu'a la visite des vagons qui les contiennent.

Les vétérinaires de l'un des Etats contractants n'auront pas le droit d'intervenir dans les opérations effectuées par les vétérinaires de l'autre Etat dans les limites de leur compétence.

Art. 11.

Le bétail exporté d'Italie devant, à teneur de la loi du 26 juillet 1902, n. 276, être soumis à la visite sanitaire d'un vétérinaire italien avant de pouvoir sortir du Royaume, il est convenu que, pour gagner du temps, les deux visites, italienne et suisse, se feront simultanément par les vétérinaires des deux Etats.

Art. 12.

En cas de maladie infectieuse ou contagieuse du bétail, constatée ou soupçonnée lors des visites prévues aux articles 10 et 11, il sera dressée un procès-verbal par les soins du vétérinaire qui aura fait la constatation. Le procès-verbal indiquera la maladie constatée ou soupçonnée, la provenance des animaux, leur signalement, le nom et le prénom de l'expéditeur et du conducteur, les numéros des certificats d'origine et toutes les autres circonstances dignes d'être notées.

Le vétérinaire qui aura rédigé le procès-verbal devra, dans la journée, en remettre une copie au vétérinaire de l'autre Etat.

Art. 13.

Si, lors des visites prévues aux articles 10 et 11, on constate un ou plusieurs cas avérés ou suspects de maladie infectieuse ou contagieuse, les animaux malades ou suspects, ainsi que ceux qui ont voyagé dans le même vagon, devront, s'ils viennent de Suisse, être immédiatement refoulés sur Brigue; s'ils viennent d'Italie, ils seront immédiatement transférés à l'écurie d'isolement, en observant toutes les précautions nécessaires pour empêcher la propagation de la maladie.

En cas de déchargement, le ou les vagons qui ont contenu ces animaux devront être en même temps conduits sur l'emplacement de la gare destiné aux désinfections, pour être aussitôt soumis à une désinfection complète. On désinfectera également les quais de chargement, les emplacements où les animaux ont stationné pour la visite, le chemin qu'ils ont parcouru dans la gare, les ponts mobiles, les agrès et tous autres objets ayant servi au transport ou au chargement.

Art. 14.

L'exécution des desinfections et des mesures mentionnées à l'article 13, alinéa 2, de même que la direction de l'écurie d'isolement, sont confiées au vétérinaire italien, sous sa responsabilité.

Art. 15.

Les envois de gros et de petit bétail à destination de la Suisse, expédiés des stations situées entre Domodossola et la frontière des deux

pays, seront examinés à ces stations, par le vétérinaires stationnés à Domodossola.

§ 3.

Locaux et installations pour le service sanitaire (épidémies) et le service de police vétérinaire.

Art. 16.

A teneur de l'art 3, premier alinéa, de la convention du 2 décembre 1899, le Gouvernement fédéral suisse bonifiera au Gouvernement italien la moitié des intérêts, à 5 0/0 l'an, du capital affecté aux installations spécialement destinées au service de la police sanitaire des épidémies.

Le Gouvernement fédéral suisse bonifiera également au Gouvernement italien la moitié des frais d'entretien, d'éclairage et de chauffage des locaux affectés au service de la police sanitaire (épidémies et épizooties).

Le frais d'aménagement, de chauffage et d'éclairage du bureau occupé par les vétérinaires suisses seront supportés par le Gouvernement fédéral suisse.

§ 4.

Art. 17.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 24 mars dix-neuf cent six.

(L. S.) *Guicciardini.* (L. S.) *J. B. Pioda.*

Convention entre l'Italie et la Suisse réglant les services télégraphique et téléphonique dans la gare internationale de Domodossola.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant régler par une convention les services télégraphique et téléphonique dans la gare internationale de Domodossola, en exécution de l'art. 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre l'Italie et la Suisse concernant la jonction du réseau italien avec le réseau suisse à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie

Son Excellence M. le Marquis A. di San Giuliano, Sénateur du Royaume, Son Ministre des affaires étrangères et

Le Conseil fédéral suisse

Monsieur G. B. Pioda, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le Roi d'Italie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er

L'Administration des télégraphes italiens établira un bureau public de télégraphe et une station publique de téléphone à la gare internationale de Domodossola.

Art 2.

Le bureau public de télégraphe sera intercalé dans le fil télégraphique n. 19/42, Brigue-Domodossola-Navara, tandis que la station publique de téléphone sera relié par une lacet téléphonique à la station téléphonique centrale de Brigue.

Dans le cas où une station téléphonique centrale serait établie à Domodossola, ce lacet téléphonique devra servir à la communication téléphonique entre les deux stations téléphoniques centrales de Brigue et de Domodossola, et la station publique de téléphone à la gare internationale de Domodossola sera alors reliée à la station centrale de cet endroit.

Art. 3.

La répartition des frais de la construction et de l'entretien de ces fils télégraphiques et téléphoniques internationaux entre les deux Etats sera réglée par une convention spéciale entre le Ministère des postes et des télégraphes du Royaume d'Italie et le Département des postes et des chemins de fer de la Confédération suisse.

Art. 4.

La correspondance privée du bureau public de télégraphe est soumise au tarif télégraphique du Royaume d'Italie; pour la correspondance privée de la station publique de téléphone, l'arrangement provisoire entre l'Italie et la Suisse du 20 avril/7 mai 1904 fait règle.

Art. 5.

Les fonctionnaires et employés italiens et suisses de la gare de Domodossola et de la section de chemin de fer de Brigue à Domodossola attachés aux services des postes et des télégraphes, de la police, de la police sanitaire et vétérinaire et de la douane auront le droit d'user gratuitement sur le parcours de Brigue à Domodossola, pour affaires de service, des télégraphes et téléphones des deux Etats et du télégraphe du chemin de fer. Dans la règle, ces télégrammes devront cependant être expédiés sur les fils du télégraphe public.

Art. 6.

Les bureaux télégraphiques du chemin de fer de la section de Brigue à Domodossola ne doivent ni transmettre ni recevoir des télégrammes privés.

Ces télégrammes doivent passer par les bureaux publics des deux Etats, suivant la règle générale établie pour le service international des correspondances télégraphiques privées.

Art. 7.

1. Exceptionnellement et si l'on ne peut se servir utilement du télégraphe public le plus rapproché, les bureaux télégraphiques du chemin de fer de Brigue à Domodossola sont autorisés à recevoir et à transmettre des télégrammes privés sur les fils du chemin de fer:

a) en cas de recherche de bagages égarés ou perdus;
b) en cas de retards de trains ou à propos de voyageurs ayant fait fausse route;
c) en cas de recherche de billets de chemin de fer perdus;
d) pour commande de billets collectifs;
e) dans les cas graves de maladie ou d'accident.

2. Ces télégrammes privés doivent être à l'adresse d'un des services établis dans le rayon de l'une ou de l'autre des gares de Brigue et de Domodossola. Il ne sera pas distribué de télégrammes privés hors des deux gares.

3. Les télégrammes privés seront taxés suivant les prescriptions en vigueur dans les deux pays. Les taxes resteront acquises aux administrations qui les aurront perçues, tant que la convention entre l'Italie et la Suisse du 29 juillet 1879 demeurera en vigueur: après la résiliation de ladite convention, elles seront portées en compte aux administrations respectives, selon les dispositions du réglement télégraphique international.

Article final.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 18 janvier dix-neuf cent six.

(L. S.) *A. Di San Giuliano.* (L. S.) *J. B. Pioda.*

Convention entre l'Italie et la Suisse réglant le service de police à la gare internationale de Domodossola

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant régler par une convention le service de police à la gare internationale de Domodossola et sur la ligne du Simplon de la frontière suisse à Domodossola, en exécution de l'article 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre l'Italie et la Suisse concernant la jonction du

réseau italien avec le réseau suisse à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires

Sa Majesté le Roi d'Italie

Son Excellence M. le marquis A. di San Giuliano, Sénateur du Royaume, Son Ministre des affaires étrangères et

Le Conseil fédéral suisse

Monsieur J. B. Pioda, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le Roi d'Italie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er

La police de la gare internationale de Domodossola se fera, selon les exigences du service, d'accord entre les autorités de police italienne et de police suisse, les droits de souveraineté de l'Italie étant d'ailleurs réservés.

Art. 2.

La police des étrangers, ainsi que toutes les vérifications relatives à l'identification des personnes recherchées par les deux Etats ou par d'autres Etats étrangers, s'opéreront à la gare de Domodossola; il ne devra en résulter ni retard ni gêne dans la marche des trains.

Art. 3.

Les agents de police des deux Etats se remettront réciproquement, à l'intérieur de la gare de Domodossola, les individus rapatriés, expulsés ou extradés par un des deux Etats, conformément aux traités en vigueur.

Ils agiront de même à l'égard des individus remis par une autre Etat pour être livrés à l'Italie ou à la Suisse, ou pour être simplement repatriés.

Les vagabonds étrangers qui doivent être tranportés à travers le territoire de l'un des deux pays pour être dirigés sur leur pays d'origine, ne seront reçus qu'a la condition que l'Etat qui les renvoie déclare prendre à sa charge les frais de transport et s'engage à recevoir de nouveau ceux qui seraient repoussés à cause de leur qualité d'étrangers ou pour un autre motif.

Les mendiants italiens et suisses arrêtés à la gare de Domodossola ou entre cette gare et la frontière peuvent être reconduits dans leur pays sans autre formalité.

Art. 4.

A l'exception des mendiants mentionnés à l'article précédent les individus remis par la police italienne à la police suisse, ou viceversa, devront être accompagnés d'un ordre de transport semblable à celui qui a été établi en vertu de la convention pour les gares de Chiasso et de Luino.

Cet ordre de transport devra indiquer:

1° le signalement de l'individu remis;
2° le motif de sa remise (spécifier les crimes ou délits);
3° l'autorité à laquelle il doit être livré;
4° le lieu, le jour et l'heure de la remise.

Si la police du Gouvernement qui accorde l'extradition croit qu'il est nécessaire de prendre à l'égard du prévenu des précautions spéciales, ce point devra faire l'objet d'une mention partieulière dans l'ordre de transport.

Art. 5.

Dans le cas où, pour une raison quelconque, un individu livré par l'autorité italienne à l'autorité suisse, ou viceversa, pour être transporté, ne serait pas accepté par les agents auxquels il doit être remis, il sera rendu à l'autorité de la frontière dont émane l'ordre de transport, et celle-ci est tenue de recevoir de nouveau l'individu et d'indemniser l'autre Etat de tous les frais de transport, aller et retour.

Art. 6.

Si les agents de la police suisse découvrent un malfaiteur sur le territoire italien, ils doivent en donner immédiatement connaissance aux agents de la police italienne, afin de les mettre à même de procéder à l'arrestation.

Art. 7.

Le transport des individus remis à la police suisse à Domodossola est effectue jusqu' à la frontière par les agents de la police suisse. L'autorité de police italienne a le droit de surveille le transport jusqu'à la frontière et doit prêter son concours, si on le lui demande.

L'autorité de police italienne a de même le droit de surveiller pendant le trajet qu'ils ont à parcourir en chemin de fer sur le territoire italien, de la frontière à Domodossola, le transport de tous les individus qui doivent, par les soins de la police suisse, être rémis à Domodossola à la police italienne.

Art. 8.

Dans le cas où l'intérêt public le rendrait nécessaire, le Gouvernement italien pourra exiger que les fonctionnaires de la police suisse suspendent momentanément toute action et se retirent sur leur propre territoire. Le Gouvernement italien donnera immédiatement avis d'une décision de ce genre au Gouvernement suisse.

Art. 9.

Sous réserve des dispositions des articles 9 et 13 de la Convention du 2 décembre 1899, le service de sûreté publique dans les trains de la ligne Domodossola-Iselle sera fait par les autorités de police italienne et de police suisse, chacune pour son propre compte.

Art. 10.

La surveillance de la ligne et des gares, depuis Domodossola jusqu'à la frontière dans le tunnel du Simplon, se fera exclusivement par les autorités italiennes.

Art. 11.

La déclaration échangée le 11 novembre 1884 et le 12 janvier 1885 entre l'Italie et la Suisse est applicable au service de police prévu par la présente convention.

Article final.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 18 janvier dix-neuf cent six.

(L. S.) *A. Di San Giuliano.* (L. S.) *J. B. Pioda.*

13.

ETATS-UNIS, ROUMANIE.

Traité concernant la protection réciproque des marques de fabrique; signé à Bucarest, le 18/31 mars 1906.*)

Publication officielle des Etats-Unis d'Amérique.

The United States of America and His Majesty the King of Roumania being desirous of securing a complete and effective protection of the manufacturing industry of the citizens and subjects of the two countries, the undersigned, being duly authorized to that effect, have agreed upon the following provisions:

Article I.

The citizens and subjects of each of the high contracting parties shall enjoy in the dominions and possessions of the other the same rights as are given to native citizens or subjects in matters relating to trade-marks.

Article II.

In order to secure to their marks the protection stipulated for by the preceding article, American citizens in the Kingdom of Roumania

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 21 juin 1906.

and Roumanian subjects in the United States of America, must fulfil the formalities prescribed to that effect by the laws and regulations of the country in which the protection is desired.

Article III.

The present Convention shall take effect from the date of its official publication in the two countries and shall remain in force until the expiration of twelve months immediately following a denunciation made by one or the other of the contracting parties.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest, March 18/31, 1906.

J. W. Riddle.
General *J. N. Lahovary.*

14.

HAÏTI, GRANDE-BRETAGNE.

Convention pour le règlement de la question de nationalité des sujets britanniques et des citoyens haïtiens sur les territoires de l'un et de l'autre pays, et correspondance y relative; signée à Port-au-Prince, le 6 avril 1906.

Moniteur de la République d'Haïti. No. 87. 1906.

Son Excellence le Président de la République d'Haïti et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désirant conclure une Convention pour le règlement de la question de nationalité des sujets Britanniques et des citoyens Haïtiens sur les territoires respectifs de l'un et de l'autre pays, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet savoir:

Son Excellence le Président de la République, Monsieur Murville Férère, Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures de la République d'Haïti;

His Excellency the President of the Republic of Hayti and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India being desirous of concluding a Convention in order the regulate the question of the nationality of British subjects and Haytian citizens in the territories of either country respectively, have named as their Plenipotentiaries for this purpose, namely:

His Excellence the President of the State Republic of Hayti, Mr. Murville Férère, Secretary of State for Foreign Relations of the Republic of Hayti;

Et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, Arthur George Vansittart, Esq., Consul-Général de Sa Majesté à Port-au-Prince;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les personnes d'origine Britannique nées en Haïti depuis la mise en vigueur de la Constitution de 1889 et dont la nationalité est fixée par l'article 3, paragraphe 3, de cette Constitution seront considérées comme citoyens Haïtiens tandis qu'elles résident dans la République.

Article II.

Les personnes d'origine Haïtienne nées en territoire Britannique seront considérées comme sujets Britanniques tandis qu'elles résident dans les possessions Britanniques.

Article III.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à ne pas accorder la protection diplomatique aux sujets Britanniques d'origine haïtienne résidant dans la République, pourvu que ces personnes soient considérées comme citoyens haïtiens conformément aux lois en vigueur dans la République.

Article IV.

Les citoyens Haïtiens naturalisés en due forme dans le Royaume-Uni ou dans les Colonies ou posssessions Britanniques conformément à leurs lois respectives, seront reconnues par la République comme sujets Britanniques.

And His Majesty the King of the United Kingdon of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Arthur George Vansittart, Esq., His Majesty's Consul-General at Port-au-Prince;

Who having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

Persons of British origin who have been born in Hayti since the coming into force of Constitution of 1889, and whose nationality is fixed by article 3, paragraph 3, of that Constitution, shall be regarded as Haytian citizens while resident in the Republic.

Article II.

Persons of Haytian origin born in the British possessions shall be regarded as British subjects while resident in the British possessions.

Article III.

The Government of His Britannic Majesty agree not to extend diplomatic protection to British subjects of Haytian origin resident in the Republic, provided that they are Haytian citizens under the laws in force in the Republic for the time being.

Article IV.

Haytian citizens duly naturalized in the United Kingdom or in the British Colonies or possessions according to the respective laws there of shall be recognized by the Republic as British subjects.

Article V.

Les sujets Britanniques naturalisés en due forme en Haïti seront reconnus par le Gouvernement de Sa Majesté comme citoyens Haïtiens.

Article VI.

Les noms des sujets Britanniques résidant actuellement en Haïti seront communiqués au Gouvernement Haïtien par le Consulat-Général de Sa Majesté Britannique, et pourvu qu'ils aient été jusqu'alors considérés comme étrangers en Haïti, ils recevront la protection diplomatique du Gouvernement de Sa Majesté. Par suite de la difficulté de dresser immédiatement une liste complète des sujets Britanniques résidant actuellement dans la République, le Consul-Général aura la faculté de communiquer de temps en temps des listes supplémentaires dont la nécessité peut être reconnue et le premier paragraphe de cet article sera applicable à toutes les personnes mentionnées dans ces listes.

Article VII.

Une liste des personnes qui seront dans l'avenir inscrites comme sujets Britanniques dans les Consulats britanniques en Haïti sera communiquée tous les six mois au Gouvernement Haïtien par le Consul-Général de Sa Majesté Britannique. Le Gouvernement Haïtien peut, dès réception de chaque liste, adresser des représentations au Consul-Général au sujet de telle personne qui y est désignée et qui, d'après lui, est citoyen Haïtien. Si après une enquête faite, par le Gouvernement Haïtien et le Consul-Général de Sa Majesté Britannique il est admis que cette personne est citoyen haïtien elle ne recevra pas dans la République la protection diplomatique du Gouvernement de Sa Majesté.

Article V.

British subjects duly naturalized in Hayti shall be recognized by His Majesty's Government as Haytian citizens.

Article VI.

The names of the British subjects now resident in Hayti shall be communicated by His Britannic Majesty's Consul-General to the Haytian Government, and, provided that they have hitherto been regarded as foreigners in Hayti all such persons shall receive diplomatic protection from His Majesty's Government. In view of the difficulty of framing a complete list of the British subjects now resident in the Republic immediately, the Consul-General shall be at liberty to communicate from time to time such supplementary lists as may be necessary, and the first paragraph of this article shall apply to all persons mentionned in such lists.

Article VII.

A list of the persons registered in the future as British subjects at the British consulates in Hayti shall be communicated by His Britannic Majesty's Consul-General to the Haytian Government at intervals of six months. The Haytian Government may, on receipt of any such list, address representations to the Consul-General in respect of any person named therein whom it may claim to be a Haytian citizen, and if after inquiry by the Haytian Government and His Britannic Majesty's Consul-General it is agreed that the persons is a Haytian citizen, he shall not receive in the Republic diplomatic protection from His Majesty's Government.

Article VIII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Port-au-Prince aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Port-au-Prince, en double exemplaire, les six Avril mil neuf six.

(Signé) *M. Férère.*

Pour copie conforme:

Le chef de Division au Département des Relations Extérieures.

Jules Lizaire.

Article VIII.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Port-au-Prince as soon as possible.

In witness where of respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed there to their seals.

Done in duplicate at Port-au-Prince the sixth day of April one thousand nine hundred and six.

(S) *Arthur George Vansittart.*

Pour copie conforme:

Le chef de Division au Département des Relations Extérieures,

Jules Lizaire.

Port-au-Prince, 16 Juin 1906.

Monsieur le Consul-Général,

Le récent entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous et au cours duquel nous avons échangé les assurances des plus précieuses en vue du maintien et de la consolidation des excellentes relations qui existent si heureusement entre nos deux Pays, me fournit l'occasion d'attirer, — non pas tant pour éviter des conflits improbables que pour projeter plus de clarté sur la question déja si épineuse des nationalités, — votre attention sur l'opportunité de préciser davantage le sens et la portée de la Convention intervenue entre vous et mon prédécesseur le 6 Avril dernier, en remplaçant, dans le premier paragraphe de l'article VI le mot „étrangers“ par la désignation moins générale de „sujets britanniques“.

En acquiesçant à la petite modification que je soumettais à votre appréciation, vous avez eu l'obligeance de me faire connaître, au surplus, que le Gouvernement de Sa Majesté, avisé de l'observation énoncée à ce propos, vous a autorisé à faire le changement souhaité; nous convînmes alors de rédiger comme suit l'article VI de la Convention pour le réglement de la question de nationalité des sujets britanniques et des citoyens haïtiens sur les territoires de l'un et de l'autre Pays.

„Art. VI. Les noms des sujets britanniques résidant actuellement en Haïti seront communiqués au Gouvernement Haïtien par le Consulat-Général de Sa Majesté Britannique, et pourvu qu'ils aient été jusqu'alors considérés comme sujets britanniques en Haïti, ils recevront la protection diplomatique du Gouvernement de Sa Majesté.

Par suite de la difficulté de dresser immédiatement une liste complète des sujets britanniques résidant actuellement dans la Répulique, le Consul-Général aura la faculté de communiquer de temps en temps des listes supplémentaires dont la nécessité peut être reconnue, et le premier paragraphe de cet article sera applicable à toutes les personnes mentionnées dans ces listes."

En vous priant de me faire savoir si la rédaction ci-dessus de l'article VI est bien celle qui a été arrêtée entre nous, je saisis avec plaisir cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Consul-Général, les assurances de ma considération très destinguée.

(Signé) *H. Pauléus Sannon.*

Monsieur *A. G. Vansittart,*

Consul-Général de Sa Majesté Britanniqne.

A Port-au-Prince.

Pour copie conforme:

Le chef de Division au Département des Relations Extérieures.

Jules Lizaire.

British Consulate-General.

Port-au-Prince, June 19th 1906.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

In reply to the note of the 16th instant which I have had the honor to receive from you on the subject of the word „Etrangers", in the first paragraph of article VI of the Treaty which I signed with Mr. M. Ferère on the 6th April last regulating the question of nationality of British subjets and Haytian citizens in the territories of either Country respectively, I have now the honor to inform you that I have been authorized by His Majesty's Government to state that the term „Etrangers" (Foreigners), as mentioned in article VI of the Treaty in question, is understood to apply only to British subjects. I trust that this explanation on my part will make the interpretation of the word „Etrangers" quite clear, and that the term as expressed in the Treaty will, consequently, only apply to British subjects.

In your above mentioned note, Monsieur le Secrétaire d'Etat, you call my attention „sur l'opportunité de préciser davantage le sens et la portée de la Convention intervenue entre vous et mon prédécesseur le 6 Avril dernier, en remplaçant, dans le premier paragraphe de l'article VI le mot „étrangers" par la désignation moins générale de sujets Britanniques."

I need scarcely observe that the Treaty, having been accepted by Monsieur Ferère, and signed by him, the text of article VI, containing the word „Etrangers" cannot by altered and must stane exactly as the convention was signed, but I sincerely trust, Monsieur le Secrétaire d'Etat, that, after our recent conversations on the subject the Explanation I have now been authorized on the part of my Government to give to you in

writing as regards the word „Etrangers“ being intented only to apply to British subjects, will be ample to prevent any doubtful reading of the text of the Treaty as was signed by me and Monsieur Ferère on the 6th April last.

I avail myself of this occasion to renew to you, Monsieur le Secrétaire d'Etat, the assurances of my highest consideration.

(S) *A. G. Vansittart.*

Monsieur *H. Pauléus Sannon,*
Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures.

Pour copie conforme:
Le chef de Division au Département des Relations Extérieures,
Jules Lizaire.

Copie-Traduction.

British Consulate-Général.

Port-au-Prince, 19 Juin 1906.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

En réponse à la note du 16 du mois courant que j'ai eu l'honneur de recevoir de vous, au sujet du mot „Etrangers“ qui figure dans le premier paragraphe de l'article VI du Traité que j'ai signé avec Mr. Férère le 6 Avril dernier, réglant la question de nationalité des sujets britanniques et des citoyens haïtiens sur le territoire de chacune des deux nations respectivement, j'ai l'honneur de vous annoncer que je suis autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté à déclarer que le terme „Etrangers“ (Foreigners) mentionné dans l'article VI du Traité en question doit être compris comme s'appliquant seulement anx sujets anglais. J'espère que cette explication de ma part rendra très claire l'interprétation du mot „Etrangers“, et que ce terme tel qu'il figure dans le Traité sera en conséquence appliqué seulement aux sujets anglais.

Dans votre note ci-dessus mentionnée, Monsieur le Secrétaire d'Etat, vous attirez mon attention „sur l'opportunité de préciser davantage le sens et la portée de la Convention intervenue entre vous et mon prédécesseur le 6 Avril dernier, en remplaçant dans le premier paragraphe de l'article VI le mot „étrangers“ par la désignation moins générale de sujets Britanniques“.

J'ai à peine besoin de faire remarquer que le Traité ayant été accepté par M. Férère et signé par lui, le texte de l'article VI contenant le mot „étrangers“ ne peut pas être altéré et doit demeurer exactement comme la Convention a été signée; mais j'espère sincèrement, Monsieur le Secrétaire d'Etat, que — après notre récente conversation sur le sujet — l'explication que j'ai été autorisé, de la part de mon Gouvernement, à vous donner par écrit, à propos du mot „étrangers“ — lequel doit être entendu

comme s'appliquant seulement aux sujets anglais — suffira amplement à empêcher toute incertitude à la lecture du texte du Traité qui a été signé par moi et M. Férère, le 6 Avril dernier.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

(S) *A. G. Vansittart.*

Monsieur *H. Pauléus Sannon,*
Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures.

15.

ETATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE.

Convention destinée à fixer la frontière de l'Alaska; signée à Washington, le 21 avril 1906.*)

Publication officielle des Etats-Unis d'Amérique.

The United States of America and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, being epually desirous to provide for the surveying and marking out upon the ground of the said astronomical line established by existing treaties, and thus to remove any possible cause of difference between their respective governments in regard to the location of the said 141st meridian of West Longitude, have resolved to conclude a convention to that end, and for that purpose have appointed their respective plenipotentiaries:

The President of the United States of America, The Honorable Elihu Root, Secretary of State of the United States, and

His Britannic Majesty, The Right Honorable Sir H. Mortimer Durand, G. C. M. G., K. C. S. I., K. C. I. E., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found in due and proper form, have agreed to and concluded the following articles:

Article I.

Each Government shall appoint one Commissioner with whom may be associated such surveyors, astronomers and other assistants as each Government may elect.

The Commissioners shall at as early a period as practicable ascertain by the telegraphic method a convenient point on the 141st

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 16 août 1906.

meridian of West Longitude and shall then proceed under their joint direction and by their joint operations in the field, to trace and mark so much of a north and south line passing through said point as is necessary to be defined for determining the exact boundary line as established by the said Convention of 28/16 February, 1825, between the possessions in America of His Britannic Majesty, and thea adjacent possessions in America formerly belonging to His Majesty The Emperor of all the Russias and ceded to the United States by the said Treaty of 30th March, 1867.

Article II.

The location of the 141st meridian as determined hereunder shall be marked by intervisible objects, natural or artificial, at such distances apart as the Commissioners shall agree upon and by such additional marks as they shall deem necessary, and the line when and where thus marked, in whole or in part, and agreed upon by the Commissioners, shall be deemed to define permanently for all international purposes the 141st meridian mentioned in the treaty of February 28/16, 1825, between Great Britain and Russia.

The location of the marks shall be described by such views, maps and other means as the Commissioners shall decide upon, and duplicate records of these descriptions shall be attested by the Commissioners jointly and be by them deposited with their respective Governments, together with their final report hereinafter mentioned.

Article III.

Each Government shall bear the expenses incident to the employment of its own appointees and of the operations conducted by them, but the cost of material used in permanently marking the meridian, and of its transportation and erection in place, shall be borne equally and jointly by the two Governments.

Article IV.

The Commissioners shall diligently prosecute the work to its completion and they shall submit to their respective Governments from time to time, and a final comprehensive report upon the completion of the whole work.

Article V.

The present convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Britannic Majesty, and the ratifications shall be exchanged at Washington or at London as soon as possible.

In faith whereof, we the respective plenipotentiaries have signed this convention and have hereunto affixed our seals.

Done in duplicate at Washington this twenty-first day of April, in the year of our Lord one thousand nine hundred and six.

Elihu Root.
H. M. Durand.

16.

SUISSE, ALLEMAGNE.

Traité concernant une jonction des chemins de fer à la frontière; signé à Berne, le 7 mai 1906.

Schweiz. Bundesblatt. 1906.

Staatsvertrag zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche betreffend eine Eisenbahnverbindung zwischen Pfetterhausen und Bonfol.

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft einerseits, und Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reiches anderseits,

von dem Wunsche geleitet, die beiderseitigen Eisenbahnverbindungen zu vermehren,

haben behufs einer hierüber zu treffenden Vereinbarung zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Herrn Bundesrat Dr. Joseph Zemp, Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartements,

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, Wirklichen Geheimen Rat und Kammerherrn, Herrn Dr. Alfred von Bülow,

welche unter Vorbehalt der beiderseitigen Ratifikation nachstehende Vereinbarungen getroffen haben.

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Regierungen erklären sich gegenseitig bereit, die Herstellung einer Eisenbahnverbindung zwischen Pfetterhausen und Bonfol zuzulassen und zu fördern.

Artikel 2.

Die Kaiserlich Deutsche Regierung wird für ihre Rechnung eine Eisenbahn von Dammerkirch über Pfetterhausen bis an die schweizerische Grenze bei Bonfol herstellen und betreiben lassen. Die schweizerische Bundesregierung wird anderseits zur Fortsetzung dieser Bahn von der Landesgrenze nach Bonfol und zum Betriebe dieser Bahnstrecke der Regionalbahngesellschaft Pruntrut-Bonfol die Konzession erteilen.

Der Zeitpunkt, zu dem die Eröffnung des Betriebes über die beiderseitige Grenze erfolgen soll, bleibt einer besonderen Vereinbarung zwischen den beiden Regierungen vorbehalten.

Artikel 3.

Die nähere Feststellung der Bahnlinie sowie des gesamten Bauplanes und der einzelnen Bauentwürfe bleibt jeder der beiden Regierungen für ihr Gebiet vorbehalten.

Der Punkt, wo die beiderseitige Grenze von der Eisenbahn überschritten wird, soll nötigenfalls im Wege gemeinsamer Verhandlung durch technische Kommissäre näher bestimmt werden.

Artikel 4.

Die Bahn soll zunächst als eingleisige Nebeneisenbahn zur Ausführung gelangen.

Die Spurweite der Gleise soll in Übereinstimmung mit den anschliessenden Bahnen 1,435 Meter im Lichten der Schienen betragen. Auch im übrigen sollen die Konstruktionsverhältnisse der anzulegenden Bahnstrecke und deren Betriebsmittel dergestalt nach gleichmässigen Grundsätzen festgestellt werden, dass auf den beiderseitigen Bahnstrecken ein ineinandergreifender Betrieb stattfinden kann, insbesondere auch die Betriebsmittel von und nach den anschliessenden Bahnen ungehindert übergehen und wechselseitig benutzt werden können.

Die von einer der beiden Regierungen geprüften Betriebsmittel werden ohne nochmalige Prüfung auch auf der im Gebiete der anderen liegenden Bahnstrecke zugelassen werden.

Artikel 5.

Der Betriebswechsel an der Grenze soll in der Weise stattfinden, dass die aus dem Deutschen Reiche kommenden Züge bis nach Bonfol und die aus der Schweiz kommenden Züge bis nach Pfetterhausen gefahren werden. Es bleibt den beiderseitigen betriebsführenden Verwaltungen unbenommen, nach vorgängiger Verständigung ihre Züge über die vorbezeichneten Wechselstationen hinaus verkehren zu lassen.

Über die Art und Weise, in der die beiden Wechselstationen gegenseitig mitbenutzt werden dürfen, über den Betriebsdienst auf diesen Stationen und der Grenzstrecke sowie über die etwaige Weiterführung der Züge über die Wechselstationen hinaus, desgleichen über die hierfür zu leistenden Vergütungen wird zwischen den beiderseitigen betriebsführenden Verwaltungen vorbehaltlich der Genehmigung der Aufsichtsbehörden ein Betriebsvertrag vereinbart werden.

Artikel 6.

Beide Regierungen verpflichten sich, dahin zu wirken:

1. dass auf der Linie Pfetterhausen-Bonfol möglichst im Anschluss an die Züge der angrenzenden Bahnstrecken für den Personen- und Güterverkehr so viel Züge eingerichtet werden, als zur Bewältigung dieser Verkehre erforderlich sind, sowie dass die sonstigen Betriebsanordnungen den Verkehrsinteressen entsprechend geregelt werden;

2. dass direkte Abfertigungen im Personen- und Güterverkehr zwischen der in Frage stehenden und den angrenzenden Bahnstrecken, falls dieselben im Interesse des Verkehrs erwünscht erscheinen, eingeführt werden;

3. dass die in Rede stehende Eisenbahn zur Aufnahme in die Liste der dem internationalen Übereinkommen für den Eisenbahnfrachtverkehr unterworfenen Eisenbahnen angemeldet wird.

Artikel 7.

Die Förmlichkeiten der zollamtlichen Revision und Abfertigung des Passagiergepäcks, der ein- und ausgehenden Güter sowie der zollamtlichen Überwachung des Durchzugsverkehrs sollen seinerzeit durch beiderseitige Kommissäre noch näher verabredet werden.

Artikel 8.

Die Regelung des Post- und Telegraphendienstes bleibt der besonderen Verständigung zwischen den beiderseitigen Post- und Telegraphenverwaltungen vorbehalten.

Artikel 9.

Den betriebsführenden Verwaltungen wird seitens der beiderseitigen Regierungen gestattet, alle Materialien, die zur Besorgung des von ihnen übernommenen Betriebsdienstes benötigt sind, in den für diesen Zweck nachweislich erforderlichen Mengen in das Gebiet des anderen Staates zollfrei einzuführen.

Für den Fall, dass die eine der beiden betriebsführenden Verwaltungen in der Folge die Unterhaltung der zwischen der Zollgrenze und der ausländischen Wechselstationen gelegenen Anschlussstrecke übernehmen sollte, wird die zollfreie Einfuhr auch für die zu diesem Zwecke erforderlichen Materialien ausgedehnt.

Artikel 10.

Die Bahnpolizei wird unter Aufsicht der dazu in jedem der beiden Gebiete zuständigen Behörden in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften und Grundsätze durch die Beamten der betriebsführenden Verwaltungen gehandhabt werden.

Artikel 11.

Wird die Verhaftung eines beim Betriebe der Verbindungsbahn oder ihren Anschlussstrecken beschäftigten Eisenbahnbediensteten verfügt, so werden die Behörden der Vertragsstaaten auf die Erfordernis des Eisenbahndienstes Rücksicht nehmen und, soweit es nach den Umständen irgend tunlich ist, die nächstvorgesetzte Eisenbahndienststelle so zeitig von der beabsichtigten Verhaftung in Kenntnis setzen, dass der etwa nötige Stellvertreter in den Dienst eingewiesen werden kann.

Artikel 12.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Bern ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterschrieben und ihr Siegel beigedruckt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, den siebenten Mai eintausendneunhundertundsechs.

sig. *Zemp.* sig. *v. Bülow.*

17.

ALLEMAGNE, SUÈDE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Berlin, le 8 mai 1906.*)

Reichsgesetzblatt. Nr. 36. 1906.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der König von Schweden, anderseits, von dem Wunsche geleitet, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern zu erleichtern und zu vermehren, haben beschlossen, zu diesem Behufe einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen, und zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König von Schweden Felix von Müller,

Seine Majestät der König von Schweden:

Allerhöchstihren Minister des Äussern Eric Birger Trolle,

den Landesgouverneur, vormaligen Minister des Äussern, Grafen Ludvig Wilhelm August Douglas,

den Präsidenten des Reichsschuldenkontors, Dr. juris Per Axel Henrik Cavalli, Mitglied der ersten Kammer des Reichstags,

welche, nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befindlichen Vollmachten, folgende Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen enthält, im Gebiete des anderen Teiles in bezug auf Handel, Schiffahrt und sonstige Gewerbe dieselben Privilegien, Befreiungen und Begünstigungen aller Art geniessen, welche den Inländern zustehen oder zustehen werden.

Die Angehörigen des einen Teiles sollen im Gebiete des anderen Teiles, sofern und insoweit den Angehörigen des letzteren im Gebiete des ersteren dieselben Rechte gewährt werden, in gleicher Weise wie die Angehörigen irgend eines dritten Staates befugt sein, bewegliches oder unbewegliches Vermögen zu erwerben, zu besitzen und darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise zu verfügen sowie Erbschaften vermöge letzten Willens oder kraft Gesetzes zu erwerben.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 23 juin 1906.

Soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen enthält, sollen die Angehörigen des einen Teiles im Gebiete des anderen Teiles weder für ihre Person oder ihren Geschäfts- oder Gewerbebetrieb, noch in bezug auf ihre beweglichen oder unbeweglichen Güter anderen oder grösseren, allgemeinen oder örtlichen Abgaben, Auflagen oder Lasten unterliegen als die Inländer.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich in freundschaftlichem Einvernehmen, die Behandlung der schwedischen Arbeiter in Deutschland und der deutschen Arbeiter in Schweden hinsichtlich der Arbeiterversicherung zu dem Zwecke zu prüfen, um durch geeignete Vereinbarungen den Arbeitern des einen Landes im anderen Lande eine Behandlung zu sichern, die ihnen möglichst gleichwertige Vorteile bietet.

Diese Vereinbarungen werden unabhängig von dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags durch ein besonderes Abkommen festgesetzt werden.

Artikel 3.

Die Deutschen in Schweden und die Schweden in Deutschland sollen volle Freiheit haben, wie die Inländer ihre Geschäfte entweder in Person oder durch einen Unterhändler ihrer eigenen Wahl zu regeln, ohne verpflichtet zu sein, Mittelspersonen eine Vergütung oder Schadloshaltung zu zahlen, falls sie sich derselben nicht bedienen wollen, und ohne in dieser Beziehung anderen Beschränkungen als solchen zu unterliegen, welche durch die allgemeinen Landesgesetze festgestellt sind.

Sie sollen freien Zutritt zu den Gerichten haben zur Verfolgung und Verteidigung ihrer Rechte und in dieser Hinsicht alle Rechte und Befreiungen der Inländer geniessen und wie diese befugt sein, sich in jeder Rechtssache der durch die Landesgesetze zugelassenen Anwälte, Bevollmächtigten oder Beistände zu bedienen.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles, die sich in dem Gebiete des anderen Teiles niedergelassen haben oder aufhalten, können dort weder zum persönlichen Dienste im Heere, in der Marine, im Landsturm oder in einem anderen militärisch eingerichteten Verbande, noch zu einer Ersatzleistung angehalten werden.

Sie sollen keinen anderen militärischen Leistungen und Requisitionen in Friedens- und Kriegszeiten unterworfen sein als die Inländer und beiderseits Anspruch auf die Entschädigungen besitzen, die durch die in den beiden Ländern geltenden Gesetze zugunsten der Inländer festgesetzt sind.

Artikel 5.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle und finanzielle Gesellschaften mit Einschluss der Versicherungsgesellschaften, die in dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen errichtet sind, sollen auch in dem Gebiete des anderen

Teiles als gesetzlich bestehend anerkannt werden und insbesondere das Recht haben, vor Gericht als Kläger oder Beklagte aufzutreten.

Die Zulassung der im Absatz 1 bezeichneten Gesellschaften des einen vertragschliessenden Teiles zum Gewerbe- oder Geschäftsbetriebe sowie zum Erwerbe von Grundstücken und sonstigem Vermögen in dem Gebiete des anderen Teiles bestimmt sich nach den dort geltenden Vorschriften. Doch sollen die Gesellschaften in diesem Gebiete jedenfalls dieselben Rechte geniessen, welche den gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Landes zustehen.

Artikel 6.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch den Besitz einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbe-Legitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles, soweit es den Angehörigen des eigenen Landes gestattet ist, bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waren produzieren, Warenankäufe zu machen oder bei Kaufleuten in deren Geschäftsräumen oder bei solchen Personen, in deren Gewerbebetriebe Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen zu suchen.

Die mit einer Gewerbe-Legitimationskarte versehenen deutschen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen für die bezeichnete Tätigkeit in Schweden keiner höheren Abgabe unterworfen werden als die Handlungsreisenden im Ausland ansässiger schwedischer Geschäftshäuser oder die Handlungsreisenden des meistbegünstigten Landes. Die mit einer solchen Legitimationskarte versehenen schwedischen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen in Deutschland mit gleich hohen Abgaben belegt werden, wie sie in Schweden von deutschen Handlungsreisenden zur Hebung gelangen.

Die Inhaber der Gewerbe-Legitimationskarten dürfen nur Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung darüber machen, welche Behörden zur Erteilung von Gewerbe-Legitimationskarten befugt sein sollen, und welche Vorschriften von den Inhaber dieser Karten bei Ausübung ihrer Tätigkeit als Handlungsreisender zu beachten sind.

Für zollpflichtige Gegenstände, welche als Muster von den vorbezeichneten Handlungsreisenden eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben unter der Voraussetzung zugestanden, dass diese Gegenstände, falls sie nicht in den freien Verkehr übergegangen sind, binnen einer Frist von sechs Monaten wieder ausgeführt werden und die Identität der ein- und wieder ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, wobei es gleichgültig sein soll, über welches Zollamt die Gegenstände ausgeführt werden.

Die Wiederausfuhr der Muster muss in beiden Ländern bei der Einfuhr durch Niederlegung des Betrages der bezüglichen Zollgebühren oder durch Sicherstellung gewährleistet werden.

Die Erkennungszeichen (Stempel, Siegel, Bleie usw.), die zur Wahrung der Identität der Muster amtlich angelegt werden und zwar in dem Sinne, dass die von der Zollbehörde des Ausfuhrlandes angelegten Zeichen auch in dem anderen Lande zum Beweise der Identität dienen. Die beiderseitigen Zollämter dürfen jedoch weitere Erkennungszeichen anlegen, falls dies notwendig erscheint.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen, sofern sie auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewendet werden, bei denen die gleichen Vorausstezungen zutreffen, können in folgenden Fällen stattfinden:

1. in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen;
2. aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit;
3. aus Rücksichten der Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge;
4. zu dem Zwecke, um auf fremde Waren Verbote oder Beschränkungen anzuwenden, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb oder die Beförderung gleichartiger einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind.

Artikel 8.

Die in dem beiliegenden Tarife A bezeichneten schwedischen Boden- und Gewerbserzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in Deutschland zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Die in dem beiliegenden Tarife B bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbserzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in Schweden zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Artikel 9.

Innere Abgaben, welche im Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Provinzen, Gemeinden oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen möchten, dürfen Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, welche im eigenen Gebiete nicht erzeugt werden und welche in den Tarifen zum gegenwärtigen Vertrage begriffen sind, unter dem Vorwande der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile es nötig findet, auf einen in den Tarifen zum gegenwärtigen Vertrage begriffenen Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue innere Steuer oder Akzisegebühr oder einen Gebührenzuschlag zu legen, so soll der gleich-

artige ausländische Gegenstand sofort mit einem gleichen Zolle oder Zollzuschlage bei der Einfuhr belegt werden können.

Artikel 10.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherstellung und der Erhebnng der Einfuhr- und Ausfuhrzölle sowie in bezug auf die Durchfuhr, die zollamtlichen Niederlagen, die (örtlichen) Gebühren, die Zollformalitäten, die Zollbehandlung und Zollabfertigung, ferner in bezug auf die für Rechnung des Staates, einer Provinz, Gemeinde oder Korporation zur Hebung gelangenden inneren Steuern und Akzisegebühren jeder Art verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Teile, den anderen an jeder Begünstigung, jedem Vorrecht und jeder Herabsetzung in den Tarifen teilnehmen zu lassen, welche er einer dritten Macht gewährt haben sollte.

Ebenso soll jede späterhin einer dritten Macht zugestandene Begünstigung oder Befreiung sofort bedingungslos und ohne weiteres dem anderen vertragschliessenden Teile zustatten kommen.

Artikel 11.

Die Bestimmungen des Artikel 7 Absatz 2 und des Artikel 10 über die Gewährung der Meistbegünstigung berühren nicht:

1. die Begünstigungen, welche anderen angrenzenden Staaten zur Erleichterung des örtlichen Verkehrs innerhalb der beiderseitigen Grenzbezirke, jedoch nicht über eine Zone hinaus von je 15 km Breite, von der Grenze an gerechnet, gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten;
2. die Verbindlichkeiten, welche sich für einen der vertragschliessenden Teile durch die Bestimmungen einer schon abgeschlossenen oder etwa künftighin abzuschliessenden Zolleinigung ergeben.

Deutscherseits werden ferner die besonderen Begünstigungen, die von Schweden den Angehörigen, den kommerziellen, industriellen oder finanziellen Gesellschaften oder den Boden- und Gewerbserzeugnissen Norwegens zugestanden sind oder künftig zugestanden werden möchten, so lange nicht auf Grund des Meistbegünstigungsrechts in Anspruch genommen werden, als dieselben nicht auch den Angehörigen, den Gesellschaften oder den Erzeugnissen irgend eines anderen Staates eingeräumt werden.

Artikel 12.

Auf Eisenbahnen soll weder hinsichtlich der Beförderungspreise noch der Zeit und Art der Abfertigung ein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile gemacht werden. Insbesondere sollen für die aus Schweden nach der deutschen Station oder durch Deutschland beförderten Gütersendungen auf den deutschen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige deutsche oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke. Das Gleiche soll auf den schwedischen Bahnen für Gütersendungen aus Deutsch-

land gelten, die nach einer schwedischen Station oder durch Schweden befördert werden.

Ausnahmen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte zu ermässigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt.

Artikel 13.

Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Schweden und die schwedischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland völlig auf dem Fusse der inländischen Schiffe und Ladungen behandelt werden, gleichviel, von wo die Schiffe ausgelaufen oder wohin sie bestimmt sind, und gleichviel, woher die Ladungen stammen oder wohin sie bestimmt sind.

Jedes Vorrecht und jede Befreiung, welche in dieser Beziehung von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht eingeräumt werden sollte, soll gleichzeitig und bedingungslos auch dem anderen Teile zustehen.

Von den vorstehenden Bestimmungen wird eine Ausnahme gemacht in betreff derjenigen besonderen Begünstigungen, welche den Erzeugnissen des inländischen Fischfangs in dem einen oder dem anderen Lande jetzt oder in Zukunft gewährt werden sollten.

Für die Küstenschiffahrt gelten die vorstehenden Bestimmungen mit der Massgabe, dass jeder der vertragschliessenden Teile zur Kündigung mit einjähriger Frist befugt ist. Macht der eine oder der andere Teil von dieser Befugnis Gebrauch, so soll nach Ablauf der Kündigungsfrist jeder der beiden Teile alle Rechte und Begünstigungen, welche der andere Teil hinsichtlich der Küstenschiffahrt irgend einer dritten Macht eingeräumt hat oder einräumen wird, insoweit für seine Schiffe in Anspruch nehmen können, als er den Schiffen des anderen Teiles für sein Gebiet dieselben Rechte und Begünstigungen zusteht.

Artikel 14.

Die Nationalität der Schiffe soll beiderseits auf Grund der durch die zuständigen Behörden in jedem der beiden Länder den Kapitänen, Schiffseignern oder Schiffern ausgestellten Urkunden und Patente anerkannt werden.

Die von dem einen der vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe werden nach Massgabe der zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen getroffenen oder zu treffenden besonderen Vereinbarungen von dem anderen Teile anerkannt werden.

Artikel 15.

Die deutschen Schiffe, welche nach einem schwedischen Hafen, und umgekehrt die schwedischen Schiffe, welche nach einem deutschen Hafen kommen, um daselbst nur ihre Ladung zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzteren Teil ihrer Ladung irgend eine Abgabe zu be-

zahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem für die inländische oder die meistbegünstigte Schiffahrt bestimmten niedrigsten Satze erhoben werden dürfen.

Artikel 16.

Von Tonnengeldern und Abfertigungsgebühren sollen in den Häfen eines jeden der beiden Länder völlig befreit sein:

1. die Schiffe, welche von irgend einem Orte mit Ballast ein- und damit wieder auslaufen;
2. die Schiffe, welche aus einem Hafen des einen der beiden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes kommen und sich über die in einem anderen Hafen desselben Landes bereits erfolgte Zahlung jener Abgaben ausweisen können;
3. die Schiffe, welche freiwillig oder notgedrungen mit Ladung nach einem Hafen kommen und ihn, ohne irgendwie Handel betrieben zu haben, wieder verlassen.

Diese Befreiung wird nicht gewährt für Leuchtturm-, Lotsen-, Remorkierungs-, Quarantäne- und sonstige auf dem Schiffskörper lastende Abgaben, welche für den Verkehr dienende Leistungen und Vorkehrungen in gleichem Masse von den inländischen und von den Schiffen der meistbegünstigten Nation zu entrichten sind.

Ist das Einlaufen durch Not veranlasst worden, so gelten nicht als Ausübung des Handelsbetriebs das zur Ausbesserung des Schiffes erfolgte Löschen und Wiedereinladen der Waren, das Überladen auf ein anderes Schiff im Falle der Seeuntüchtigkeit des ersten, die zur Verproviantierung der Schiffsmannschaft notwendigen Aufwendungen und der Verkauf der beschädigten Waren mit Genehmigung der Zollverwaltung.

Artikel 17.

Wenn ein Schiff eines der vertragschliessenden Teile an den Küsten des anderen Teiles strandet oder Schiffbruch leidet, sollen Schiff und Ladung dieselben Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetzgebung des betreffenden Landes den eigenen Schiffen oder denen der meistbegünstigten Nation in gleicher Lage bewilligt. Es soll dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person wie für Schiff und Ladung Hilfe und Beistand in demselben Umfang wie den Angehörigen des eigenen Landes geleistet werden.

Die vertragschliessenden Teile kommen ausserdem überein, dass die geborgenen Waren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen.

Artikel 18.

Wenn im Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles Seeleute oder sonstige zur Besatzung gehörige Personen von einem Schiffe des anderen Teiles entweichen, so können die konsularischen Vertreter des letzteren die Entwichenen verhaften und an Bord oder in ihre Heimat zurücksenden lassen. Zu diesem Zwecke haben sie sich schriftlich an die zuständigen

Beamten zu wenden und durch Vorlegung geeigneter amtlicher Schriftstücke nachzuweisen, dass die reklamierten Personen wirklich zur Schiffsbesatzung gehört haben.

Den erwähnten konsularischen Vertretern soll jeder Beistand zur Aufsuchung und Verhaftung der Entwichenen gewährt werden. Diese sollen auf schriftlichen Antrag und auf Kosten der Konsularbehörde solange in Gewahrsam gehalten werden, bis sich eine Gelegenheit findet, sie an Bord des Schiffes, zu dem sie gehören, zurückzubringen oder sie heimzusenden.

Sollte jedoch diese Gelegenheit innerhalb zweier Monate, vom Tage der Verhaftung an gerechnet, sich nicht darbieten oder sollten die Kosten der Gefangenhaltung nicht regelmässig berichtigt werden, so sollen die Gefangenen in Freihet gesetzt werden und aus demselben Grunde nicht wieder verhaftet werden dürfen.

Sollte der Entwichene am Lande eine strafbare Handlung begangen haben, so kann die örtliche Behörde die Auslieferung aussetzen, bis das Gericht die Entscheidung gefällt hat und diese vollstreckt worden ist.

Auf Seeleute oder andere Personen, welche Angehörige des Landes sind, in welchem die Entweichung erfolgt ist, finden die Bestimmungen dieses Artikels keine Anwendung.

Artikel 19.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragschliessenden Teile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des meistbegünstigten Landes.

Die Abgaben von Schiff und Ladung sollen in gleicher Höhe wie von inländischen Schiffen und inländischer Ladung erhoben werden.

Artikel 20.

Die vertragschliessenden Teile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Konsuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Teiles zu ernennen, in denen Konsuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Die Konsuln des einen der vertragschliessenden Teile sollen in dem Gebiete des anderen Teiles dieselben Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse geniessen, deren sich die Konsuln irgend eines dritten Staates gegenwärtig oder künftig erfreuen. Indes sollen ihnen diese Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse nicht in einem grösseren Ausmasse zustehen, als sie den konsularischen Vertretern des letzteren Teiles im Gebiete des ersteren gewährt werden.

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die mit dem einen der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder oder Gebiete.

Artikel 22.

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrags (Anlage A und B*) oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll dieser Streit auf Verlangen des einen oder anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus den Angehörigen seines Landes eine geeignete Persönlichkeit zum Schiedsrichter bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen.

Die beiden Teile behalten sich vor, die Person, die im gegebenen Falle das Amt des Obmanns zu versehen haben würde, im voraus für einen gewissen Zeitraum zu bestimmen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch Meinungsverschiedenheiten zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen, die zwischen ihnen über die Auslegung oder Anwendung anderer als der im ersten Absatz bezeichneten Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages entstehen könnten.

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten Absatzes ein schiedsgerichtlicher Auftrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfall im Gebiete des anderen Teiles und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen der beiden Länder. Derjenige Teil, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammenzutreten hat, bestimmt den Ort des Gerichtssitzes; er hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts. Die Entscheidungen ergehen nach Stimmenmehrheit.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt. In diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Zustellung von Vorladungen vor das Schiedsgericht und der Erledigung der von diesem ausgehenden Ersuchen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile, auf den von dem Schiedsgerichte bei der betreffenden Regierung zu stellenden Antrag, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Anträge der inländischen Zivilgerichte.

---

*) Pour les annexes A et B de ce traité v. le texte des tarifs douaniers au No. 36 du Reichs-Gesetzblatt 1906.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über die Verteilung der Kosten verständigen. In Ermangelung einer Verständigung soll Artikel 57 des Haager Abkommens vom 29. Juli 1899 zur Anwendung gelangen.

Artikel 23.

Der gegenwärtige Vertrag soll mit dem Beginne des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Tages in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1910 wirksam bleiben.

Mit dem Beginne der Wirksamkeit des gegenwärtigen Vertrags treten die seinerzeit zwischen den Königreichen Schweden und Norwegen einerseits und einzelnen deutschen Bundesstaaten anderseits geschlossenen Handels- und Schiffahrtsverträge für die Beziehungen zwischen Schweden einerseits und den betreffenden deutschen Bundesstaaten und dem Deutschen Reiche anderseits ausser Kraft.

Artikel 24.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Stockholm, den 8. Mai 1906.

(L. S.) *F. von Müller.*
(L. S.) *Eric Trolle.*
(L. S.) *Douglas.*
(L. S.) *H. Cavalli.*

Schlussprotokoll.

Bei der am heutigen Tage stattgehabten Unterzeichnung des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reiche und Schweden haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt:

Zu den Artikeln 1, 3 und 6.

Durch die Bestimmung des ersten Absatzes des Artikel 1 soll keiner der beiden vertragschliessenden Teile behindert sein vorzuschreiben, dass die Angehörigen des anderen Teiles ebenso wie alle anderen Ausländer, wenn sie im Lande Handel und Gewerbe betreiben wollen, hierzu die Genehmigung der Staatsregierung einholen müssen. Es bleibt auch unbenommen, für die Angehörigen des anderen Teiles ebenso wie für alle anderen Ausländer die Zulassung zum Handels- und Gewerbebetrieb von einer Sicherstellung der voraussichtlich zu entrichtenden Steuern abhängig zu machen.

Es besteht ferner Einverständnis, dass dem Rechte eines jeden der vertragschliessenden Teile, Angehörigen des anderen Teiles entweder infolge

gerichtlicher Verfügung oder aus Gründen der inneren oder äusseren Sicherheit des Staates oder auch aus polizeilichen Gründen, insbesondere aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei, den Aufenthalt im einzelnen Falle zu versagen, durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags kein Eintrag geschieht.

Es besteht endlich Einverständnis, dass die Bestimmungen der Artikel 1, 3 und 6 auf Hausiersr und andere Personen, welche ein im Umherziehen ausgeübtes Gewerbe betreiben, keine Anwendung finden; diese Gewerbetreibenden sollen ebenso behandelt werden, wie die Angehörigen des meistbegünstigten Landes, die dasselbe Gewerbe betreiben.

Zu Artikel 6.

Die Abgabe, die in Schweden von deutschen Handlungsreisenden für die im Absatz 1 des Artikel 6 bezeichnete Tätigkeit erhoben wird, soll den Betrag von 100 Kronen für einen Zeitraum von 30 Tagen und, wenn die Tätigkeit über die ersten 30 Tage ohne Unterbrechung fortgesetzt wird, den Betrag von 50 Kronen für jeden sich unmittelbar anschliessenden Zeitraum von 15 Tagen nicht übersteigen.

Die deutschen Handlungsreisenden in Schweden sollen verpflichtet sein, das Patent, das ihnen gegen Entrichtung der Abgabe ausgefertigt wird, am Orte ihrer ersten Tätigkeit im Lande der zuständigen Polizeibehörde zur Visierung vorzulegen; im übrigen genügt es, dass sie das Patent zur Kontrolle mit sich führen, ohne dass an den anderen von ihnen besuchten Orten eine abermalige Visierung erforderlich ist.

Unter den gleichen Bedingungen wie für Muster, die von Handlungsreisenden eingebracht werden, wird die Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben auch für diejenigen an sich zollpflichtigen Waren zugestanden, welche sonst als Muster aus Deutschland nach Schweden oder aus Schweden nach Deutschland eingebracht werden.

Die deutschen Handlungsreisenden dürfen in Schweden mit unpunzierten Mustern von Edelmetallwaren reisen. Sie sind verpflichtet, diese Muster binnen sechs Monaten wieder auszuführen, und haben die Erfüllung dieser Verpflichtung sicherzustellen. Der sicherzustellende Betrag soll bei Silberwaren das Doppelte, bei Goldwaren das Fünffache des Zollbetrages nicht übersteigen. Durch Verfall der Sicherheit wird die strafrechtliche Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen die geltenden Bestimmungen, betreffend den Handel mit Edelmetallwaren, nicht ausgeschlossen.

Zu Artikel 7.

Bei der in Schweden in Aussicht genommenen Neuregelung der Vorschriften über die Behandlung arsenikhaltiger Waren werden folgende Grundsätze beobachtet werden:

Das Verbot des Vertriebs arsenikhaltiger Waren soll auf solche Waren beschränkt werden, deren Gehalt an Arsenik eine ziffermässig festzusetzende Höchstmenge übersteigt. Für die Bestimmung dieser Grenze wird allein der Schutz der menschlichen Gesundheit massgebend sein.

Das blosse Vorhandensein eines Arsenikspiegels soll das Verbot nicht begründen.

Die Prüfung auf den Arsenikgehalt soll nur durch einen besonders qualifizierten Sachverständigen erfolgen. Ist der Warenbesitzer mit dem Gutachten nicht einverstanden, so soll er das Recht haben, das Gutachten eines anderen derartigen Sachverständigen einzuholen. Weichen die beiden Gutachten von einander ab, so wird das Gutachten eines fachwissenschaftlichen Instituts eingeholt werden, das endgültig ist.

Zu Artikel 8.

I. Tarife A und B. Eingangszölle in beiden Ländern.

Soweit die dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Tarife A und B den von einer Ware zu erhebenden Zoll von dem für eine andere Ware festgesetzten Zolle abhängig machen und bei diesem mehrere Sätze für die betreffende Tarifposition auf Grund des allgemeinen Tarifs oder auf Grund von Verträgen in Frage kommen, wird bei der Berechnung des abhängigen Zolles von dem niedrigsten unter diesen verschiedenen Sätzen ausgegangen, der auf die Erzeugnisse des anderen vertragschliessenden Teiles anwendbar ist.

II. Tarif B. Eingangszölle in Schweden.

1. Die im Tarif B festgesetzten Wertzölle sind zu berechnen nach dem Einkaufspreise der Ware unter Hinzurechnung des Wertes der Verpackung sowie der Versicherungs-, Fracht- und sonstigen Kosten, die auf die Ware verwendet werden, bis sie — im Falle der Versendung zu Schiff — im Hafen, wohin sie bestimmt ist oder wo sie zur Weiterbeförderung nach dem Bestimmungsorte gelöscht wird, und — im Falle anderer Beförderung — an der ersten schwedischen Zollstelle eintrifft.

Die Entscheidung der zwischen der Zollbehörde und dem Wareneinführer entstehenden Streitigkeiten soll bis auf weiteres nach den Bestimmungen des § 5 Absatz 1 Satz 2 bis 5, der zurzeit in Schweden geltenden Anweisung über die Anwendung des Zolltarifs erfolgen. Die schwedische Regierung ist zur Änderung dieser Bestimmungen befugt. Macht sie von dieser Befugnis Gebrauch, so sollen folgende Grundsätze beobachtet werden:

a) Falls die Zollstelle den von dem Einführer erklärten Wert für ungenügend erachtet, soll dem Einführer eine Frist von mindestens fünf Tagen gewährt werden, um sich schlüssig zu machen, ob er den von der Zollstelle ermittelten Wert anerkennen oder es auf die Entscheidung der mit dem Austrage des Streites betrauten Sachverständigen oder Behörde ankommen lassen will.

b) Dem Einführer soll die Möglichkeit gegeben werden, seine Werterklärung vor den zuständigen Sachverständigen oder der zuständigen Behörde persönlich oder schriftlich zu rechtfertigen.

c) Eine Strafe soll jedenfalls dann nicht verhängt werden, wenn der Unterschied zwischen dem erklärten und dem von der Zoll-

stelle, den zuständigen Sachverständigen oder der zuständigen Behörde festgestellten Wert nicht 10 v. H. dieses letzteren Wertes erreicht. Diese Regel findet keine Anwendung, falls nachgewiesen wird, dass der Einführer eine ungenügende Werterklärung in der Absicht der Zollunterziehung abgegeben hat. In allen Fällen wird von dem Mehrwert ohne Rücksicht auf dessen Höhe der Zoll erhoben.

2. Schweden behält sich die Befugnis vor, den schwedischen Zolltarif anders als bisher anzuordnen und einzuteilen.

Durch eine solche Massregel dürfen für die im Tarif B genannten Gegenstände die dort festgesetzten Zollsätze, unbeschadet des Rechtes der Ermässigung, nicht geändert werden.

Schweden ist jedoch berechtigt, die im Tarif B festgesetzten Wertzölle in gleichwertige spezifische Zölle umzuwandeln. Zu diesem Zwecke wird die schwedische Regierung mit der deutschen Regierung in Verbindung treten. Sollte innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem Tage der Mitteilung an die deutsche Regierung die Einigung über die vorgeschlagenen Sätze nicht erzielt worden sein, so wird nach Massgabe des Artikel 22 das Schiedsgericht angerufen werden, und die Umwandlung kann nur entsprechend der Entscheidung des Gerichts erfolgen.

3. In Anbetracht der in Deutschland geltenden Vorschriften über die Erteilung amtlicher Auskünfte in Zollsachen ist die schwedische Regierung bereit, sobald als möglich Bestimmungen zu erlassen, durch die es den Wareneinführern ermöglicht werden soll, auf amtlichem Wege über die Zollbehandlung von Waren bei deren Einfuhr nach Schweden verbindliche Auskunft zu erhalten.

4. Zur Tarifnummer 261, zur Position „Kleider“ (hinter No. 295), und zur Tarifnummer 395. Falls Schweden für folgende Waren Zolländerungen vornehmen sollte, werden die neuen Zölle die nachstehend angegebenen Sätze nicht übersteigen:

kaustisches Kali: 3 Kronen für 100 kg;

Kleidungsstücke aus Leinwand oder Baumwolle sowie Teile derselben, auch genähte Haushaltungsgegenstände aller Art, wie Tischzeug, Handtücher, Bettlaken, Kopfkissen, Gardinen und dergleichen, andere als solche mit Stickereien: 75 v. H. Aufschlag auf den Zoll für den Stoff, aus welchem das betreffende Stück hauptsächlich besteht;

Kleider und andere Kleidungsstücke aus anderem Stoff als Leinwand oder Baumwolle sowie Teile derselben, andere als solche mit Stickereien, Fransen, Posamenten, Spitzen, Blonden oder Futter, welches einem höheren Zoll unterliegt als der Stoff, aus dem Kleidungsstücke hauptsächlich bestehen: 75 v. H. Aufschlag auf den Zoll für den Stoff, aus welchem das betreffende Stück hauptsächlich besteht;

Balken-, Eck- und anderes, nicht in Eisenbahnschienen bestehendes sogenanntes Fassoneisen im Gewichte von weniger als 60 kg bis 20 kg auf das laufende Meter: 1,50 Kronen für 100 kg.

5. Zu den Tarifnummern 378 und 735. Schweden ist befugt, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags eine Änderung des Zolles dahin vorzunehmen, dass die unter die Nrn. 378 und 735 fallenden Maschinen (mit Ausschluss der Gerätschaften und Werkzeuge), soweit ihr Einzelgewicht 1000 kg oder darunter beträgt, bis um 5 v. H. vom Werte im Zolle erhöht werden, wenn gleichzeitig für diese Maschinen, soweit ihr Einzelgewicht über 10000 kg beträgt, eine Ermässigung des Zolles um denselben Prozentsatz vom Werte gewährt wird.

Die gleiche Zolländerung soll für Teile von Maschinen Platz greifen, die erkennbar zu den im Zolle erhöhten oder ermässigten Maschinen gehören oder für diese bestimmt sind.

Zu Artikel 9.

Durch Artikel 9 werden die Bestimmungen der schwedischen Gesetzgebung nicht berührt, nach denen von Alkohol, der aus ausländischen Kartoffeln hergestellt ist, eine höhere Steuer erhoben wird als von dem Erzeugnis aus inländischen Kartoffeln.

Zu Artikel 10.

I.

Die Boden- und Gewerbserzeugnisse irgend welcher Herkunft, welche durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, sollen bei ihrem Eingang in das Gebiet des anderen Teiles keinen anderen oder höheren Zöllen unterworfen werden, als wenn sie unmittelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären.

II.

Während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags werden in Schweden Eisenerze bei der Ausfuhr nicht mit Zoll belegt werden.

Zu Artikel 13.

Die Bestimmungen und Deklaration zwischen Schweden und Dänemark vom 22. September 1871 zur Regelung gewisser Handels- und Schifffahrtsverhältnisse im Öresund sowie die Abmachungen zwischen Schweden und Norwegen über die Handels- und Schiffahrtsverhältnisse im Idefjord und Swinesund werden deutscherseits solange nicht auf Grund des Meistbegünstigungsrechtes in Anspruch genommen werden, als sie nicht auf andere Staaten erstreckt werden.

Zu Artikel 19.

Deutscherseits werden die besonderen Begünstigungen, die der norwegischen Schiffahrt für die Befahrung der schwedischen Binnengewässer zugestanden sind oder künftig zugestanden werden möchten, so lange nicht auf Grund des Meistbegünstigungsrechtes in Anspruch genommen werden, als sie nicht der Schiffahrt eines anderen Staates eingeräumt werden.

Das gegenwärtige Protokoll soll zugleich mit dem Vertrage den vertragschliessenden Teilen vorgelegt werden, und im Falle der Ratifikation

des letzteren sollen auch die in dem ersteren enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratifikation als genehmigt gelten.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Stockholm, am 8. Mai 1906.

F. von Müller.
Eric Trolle.
Douglas.
H. Cavalli.

18.

ITALIE, PORTUGAL.

Echange de notes concernant la protection de la propriété littéraire; du 12 mai 1906.

Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia. 1906.

Il ministro degli affari esteri del Portogallo al R. ministro in Lisbona.

Lisbona, 12 de maio de 1906.

III.mo Ex.mo señor.,

Referindo-me ao assumpto da nota de V. Ex.a de 12 de julho de 1904 e 20 de janeiro ultimo, tenho a honra de lhe declarar que aos auctores italianos de obras publicadas n'este Reino ou em outro paiz será reconhecido em Portugal e seus dominios, o direito de propriedade litteraria e artistica, nas mesmas condições em que a legislação portugueza reconhece esse direito aos auctores portuguezes de obras publicadas em Portugal ou no Estrangeiro, uma vez que a estes seja reconhecido em Italia egual direito, nas mesmas condições em que a legislação italiana o reconhece aos nacionaes, devendo, porem, entender-se que dos effeitos du declaração constante da presente nota e da que V. Ex.a me dirigir, acceitando-a, ficarão resalvados os direitos já adquiridos.

Aproveito, etc.

Venceslao de Lima.

Il R. ministro in Lisbona al ministro degli affari esteri del Portogallo.

Lisbona, 12 maggio 1906.

Signor ministro,

Ho l'onore di prendere atto, in nome e per autorizzazione del mio Governo, del contenuto della nota che Vostra Eccellenza si compiacque dirigermi in data 12 maggio 1906, e di dichiarare, in risposta alla nota medesima, che agli autori portoghesi di opere pubblicate in codesto Regno, o in qualunque altro paese, sarà riconosciuto in Italia e suoi dominî il diritto di proprietà letteraria ed artistica, nelle condizioni medesime che

la legislazione italiana riconosce tal diritto agli autori italiani di opere pubblicate in Italia e all'estero, dato che in Portogallo fu riconosciuto egual diritto agli autori italiani, nelle stesse condizioni in cui la legislazione portoghese lo riconosce ai nazionali.

Convengo, al tempo stesso, con Vostra Eccellenza che debbano rimanere esclusi dalla Convenzione stipulata fra i due Stati i diritti acquisiti.

Voglia gradire, ecc.

A. di Bisio.

19.

JAPON, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention additionnelle au traité d'extradition du 29 avril 1886;*) signée à Tokyo, le 17 mai 1906.

Publication officielle des Etats-Unis d'Amérique.

The President of the United States of America, Huntington Wilson, Chargé d'Affaires ad interim of the United States of America at Tokio, and

His Majesty the Emperor of Japan, Marquis Kinmoti Saïonzi, Shonii, First Class of the Imperial Order of the Rising Sun, His Imperial Majesty's Minister of State for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following.

Article.

The following crimes are added to the list of crimes or offences numbered 1 to 13 in the second Article of the said Treaty of the 29th day of April, 1886 (corresponding to the 29th day of the 4th month of the 19th year of Meiji), on account of which extradition may be granted, that is to say:

Embezzlement by persons hired or salaried, to the detriment of their employers, where the amount of money or the value of the property embezzled is not less than 200 Dollar or 400 Yen.

Larceny, where the offence if punishable by imprisonment for one year or more, or for which sentence of imprisonment for one year or more has been pronounced.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tokio as soon as possible.

It shall come into force ten days after the exchange of the ratifications, and it shall continue and terminate in the same manner as the

---

*) V. **N. R. G.** 2e s. XIII. 591.

**) Les ratifications ont été échangées à Tokyo, le 25 septembre 1906.

said Treaty of the 29th day of April, 1886 (corresponding to the 29th day of the 4th month of the 19th year of Meiji).

In testimony whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Tokio, in the English and Japanese languages, this 17th day of May, one thousand nine hundred and six (corresponding to the 17th day of the 5th month of the 39th year of Meiji).

Marquis Saïonzi. *Huntington Wilson.*

20.

ALLEMAGNE, PAYS-BAS.

Convention en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière des deux pays; signée à Berlin, le 18 mai 1906.*)

Deutsches Reichs-Gesetzblatt. Nr. 5. 1907.

Um den Verkehr mit Branntwein und Spirituosen an der Grenze zwischen Deutschland und den Niederlanden zu regeln, haben die Unterzeichneten, der Staatssekretär des Auswärtigen Amts des Deutschen Reichs und der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Ihrer Majestät der Königin der Niederlande, unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer Regierungen, die nachstehende Vereinbarung getroffen:

Artikel 1.

Steuerfreiheit bei der Ausfuhr von Branntwein und Spirituosen über die zuständigen Zollämter an der deutsch-niederländischen Grenze wird nur unter der Bedingung gewährt, dass der Ausführende dem Ausgangsamt eine Bescheinigung vorlegt, aus der erhellt, dass die Ware bei der Zollbehörde des Einfuhrlandes ordnungemäss zur zollamtlichen Abfertigung angemeldet worden ist.

Artikel 2.

Die Bestimmung des Artikel 1 findet keine Anwendung auf alkoholhaltige flüssige Parfümerien, Kopf-, Zahn- und Mundwasser, die mit der Post in das Ausland versandt werden.

Artikel 3.

Der Regierung jedes der beiden Länder steht es frei, jederzeit von der gegenwärtigen Vereinbarung zurückzutreten.

Geschehen zu Berlin in doppelter Ausfertigung, am 18. Mai 1906.

Gevers. *von Tschirschky.*

---

*) Ratifié.

21.

BELGIQUE, LUXEMBOURG.

Convention additionnelle à la convention du 15 avril 1905,*) relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail; signée à Bruxelles, le 22 mai 1906.**)

Moniteur Belge. No. 21—22. 1907.

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, ayant jugé utile d'étendre à certaines catégories de personnes attachées à des entreprises de transport le bénéfice de la disposition faisant l'objet de l'article 2 de la Convention conclue le 15 avril 1905 entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une Convention additionnelle, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur le Baron de Favereau, Membre du Sénat, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Grand Cordon de l'Ordre de la Couronne de Chêne, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères,

et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg:

Monsieur le Comte de Marchant d'Ansembourg, Chambellan de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg et de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Commandeur de première classe avec plaque de l'Ordre d'Adolphe de Nassau, Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne, Commandeur de l'Ordre de Léopold, etc., etc., Son Chargé d'Affaires près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

La disposition ci-après est ajoutée comme second alinéa à l'article 2 de la Convention du 15 avril 1905:

„Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège."

Art. 2.

La présente Convention additionnelle aura même valeur et durée que la Convention du 15 avril 1905.

---

*) V. **N. R. G.** 2e s. XXXIII. 334.

**) L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles le 14 janvier 1907.

Elle sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention additionelle et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 22 mai 1906.

(L. S.) *Favereau.*
(L. S.) *Le comte d'Ansembourg.*

22.

SERBIE, TURQUIE.

Traité de commerce; fait à Constantinople, le 15/28 mai 1906.

Journal officiel de Serbie. 1 septembre 1906.

Sa Majesté le Roi de Serbie et Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans, désireux d'établir, par un traité spécial, sur de nouvelles bases, les relations de commerce entre Leurs Etats respectifs, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majeste le Roi de Serbie,

le Sieur Georges S. Simitch, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, près Sa Majesté Impériale le Sultan, décoré des Grands Cordons de Takovo, de St. Sava et de l'Osmanié etc., etc., etc., et

Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans,

Tevfik Pacha, Son Ministre des Affaires Etrangères, décoré du Grand Cordon de l'Imtiaz en brillants, de l'Ordre de l'Iftihar en brillants et des Grands Cordons de l'Osmanié et du Medjidié en brillants et de l'Aigle Blanc de Serbie, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er

Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre le Royaume de Serbie et l'Empire Ottoman.

Les sujets de l'une des Hautes Parties pourront, conformément aux lois et règlements locaux, voyager et s'établir librement sur le territoire de l'autre Partie.

Les sujets de l'une des Hautes Parties, qui sont établis ou résident provisoirement sur le territoire de l'autre, jouiront — dans l'exercice de

leur commerce, profession, métier ou industrie, — des mêmes droits que les nationaux et ne seront soumis à des charges, impôts ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui frappent les nationaux.

Article 2.

Les produits d'origine ou de manufacture serbe qui sont importés en Turquie et les produits d'origine ou de manufacture ottomane qui sont importés en Serbie, seront respectivement soumis — en ce qui concerne les droits d'importation, d'exportation, de transit, la réexportation, le transbordement, le courtage, l'entrepôt, les droits intérieurs, les formalités douanières, le transport et toute manipulation sur chemin-de-fer — au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

Sous aucun prétexte et dans aucun cas, il ne seront assujettis à des droits de douane, taxes, impôts, droits additionnels de douane autres ou plus élevés que ceux qui grêveront les produits provenant de tout autre pays, ni soumis à la défense d'importation, d'exportation et de transit, si ces mesures ne sont pas également appliquées aux produits similaires des autres pays.

En conséquence, toute concession ou privilège, toute diminution des droits de douane dans le tarif autonome ou dans les tarifs conventionnels des Pays respectifs ainsi que toute diminution des droits internes et des taxes que l'une des Parties Contractantes aurait accordées à un Etat tiers d'une manière permanente ou provisoire, seront appliquées, immédiatement et sans aucune exception, aux produits d'origine ou de manufacture de l'autre Partie.

Article 3.

Les dispositions de l'Article précédent ne s' appliquent point:

a) aux concessions stipulées aves d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, c'est-à-dire aux concessions accordées pour la zone frontière, laquelle ne peut s'étendre au delà de 15 kilomètres de la frontière;

b) aux concessions que l'une des Parties Contractantes accorde à un autre Etat par une Convention d'union douaniere;

c) au tabac produit dans l'Empire Ottoman qui — lors de son exportation en Serbie — sera assujetti à un droit d'exportation de quatre (4) Piastres par ocque, soit Piastres troiscent douze et demie ($312^1/_2$) par cent kilogrammes.

Article 4.

Les produits d'origine ou de manufacture ottomane énumérés dans le tarif ci-annexé, seront soumis aux droits y inscrits à leur importation en Serbie; ils bénéficieront, en outre, des droits plus réduits qui seraient appliqués à l'égard des produits similaires d'un autre Etat.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'entraver le commerce réciproque par aucune prohibition d'importation ou de transit.

Elles ne pourront faire exception à cette règle que:

1° pour les besoins militaires dans des circonstances exceptionnelles;

2° par égard à la sûreté publique;

3° par égard à la police sanitaire et vétérinaire, à la santé publique, à la protection des animaux et des plantes utiles contre des maladies ou infections;

4° par égard aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir.

Article 6.

L'importation et le transit de la poudre, de la dynamite et d'autres matières explosibles analogues — ainsi que de tout produit chimique servant à la fabrication des matières explosibles — des canons, des armes de guerre, de leurs accessoires et des munitions militaires dans les Etats respectifs, sont formellement prohibés.

Le commerce des armes et munitions reste, dans les pays respectifs, sous la surveillance immédiate et spéciale du gouvernement territorial.

Article 7.

Les droits intérieurs auxquels sont ou seront soumises la production, la fabrication ou la consommation de n'importe quel produit sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, ne pourront, sous aucun prétexte, être perçus sur les produits de l'autre Partie à un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse qu'ils ne le sont pour les produits similaires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les négociants, les fabricants et les industriels, sujets des deux Hautes Parties Contractantes, qui pourront prouver par une carte de légitimation dans la forme du modêle annexé au présent Traité, qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce et de l'industie qu' ils exercent et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables:

1° Aux personnes qui se livrent à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie. Toutefois, les commis — voyageurs de l'une des Parties Contractantes ne seront pas traités sous ce rapport sur le territoire de l'autre moins favorablement que les nationaux;

2° Aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercés exclusivement en ambulant.

Les sujets de l'une des Parties Contractantes qui exercent le métier d'expéditeur (émanetdji) ou de charretier entre divers points des territoires respectifs ne pourront par rapport à l'exercice de ce métier être taxés que dans le pays de leur résidence.

Les sujets de l'une des Parties Contractantes se rendant aux foires ou marchés sur le territoire de l'autre Partie pour les besoins de leur commerce ou pour y débiter leurs produits, y seront réciproquement traités comme les nationaux.

Article 9.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux pays, et á condition qu'elles y aient été validement constituées conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Il est entendu qu'en ce qui concerne l'admission de ces sociétés dans l'autre pays à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, elles devront se conformer aux prescriptions qui existent à cet égard dans ce dernier pays.

Article 10.

Sans préjudice des arrangements speciaux sur le traitement douanier du trafic par chemin-de-fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes au traitement de l'acquit-à-caution et qui pour cette même raison ou pour une autre, y ont été déjà mises sous scellés ne seront point déballées sur le territoire de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés, pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

En général, les formalités du service douanier seront réglées d'après des principes identiques et seront simplifiées autant que possible; il sera pourvu à une expédition régulière et prompte dans les heures de service qui seront fixées en nombre suffisant.

Article 11.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens appropriés, pour empêcher et punir la contrebande dirigée contre leurs territoires; à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre Partie Contractante chargés de la surveillance; à les aider et à leur faire parvenir — par les employés de finances et de police, ainsi que par les autorités locales en général — toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 12.

En attendant qu'une convention spéciale intervienne entre les deux Gouvernements, les sujets serbes en Turquie et les sujets ottomans en

Serbie jouiront, — en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, les dessins industriels et les modèles, — de la même protection que les nationaux.

Les sujets de l'une des Parties Contractantes qui désirent jouir de la protection de leurs marques, de leurs dessins et de leurs modèles, dans les territoires de l'autre Partie, devront effectuer le dépôt de ces marques, dessins et modèles, conformément aux prescriptions légales respectives, savoir, actuellement, en Serbie, au Tribunal de commerce de Belgrade, et, en Turquie aux Ministères Imperiaux du Commerce et de la Justice, à Constantinople, et au Conseil Administratif du Vilayet et au Greffe de la Cour d'Appel, en Province.

Article 13.

Le présent Traité entrera en vigueuer dès l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant cinq ans.

Cependant, après une période de trois ans à compter de la date de l'échange des ratifications, chacune des Hautes Parties Contractantes aura toujours le droit de le dénoncer, Dans ce cas, le Traité produira ses effets encore douze mois à partir du jour où la dénonciation aura été notifiée à l'autre Partie. Dans le cas où ce délai de cinq ans sera échu sans que l'une des Hautes Parties Contractantes ait notifié douze mois à l'avance son intention de faire cesser les effets du présent Traité, celu-ci demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

Article 14.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Constantinople le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Constantinople en double original, le 15/28 Mai 1906.

(L. S.) *G. S. Simitch.* (L. S.) *Tevfik.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce conclu à la date de ce jour entre le Royaume de Serbie et l'Empire Ottoman, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du Traité même:

1. Il demeure entendu qu'en ce qui concerne l'application de l'Article 1-er, § 3 du présent Traité, les sujets serbes faisant partie des corporations (Esnafs) établies en Turquie, ne pourront, en aucun cas, occuper l'emploi de chef de corporation (Kéhya) ni de membre du Conseil des Prud'hommes (Londja).

2. Les marchandises d'origine ottomane non produites en Serbie ne seront assujetties qu'aux droits de consommation perçus pour le compte de l'Etat ou de la commune, dont elles sont grevées au moment de la conclusion du présent Traité. Le taux des dits droits ne pourra être augmenté et, s'il est réduit ou supprimé, il ne pourra être remajoré ou rétabli.

3. Comme les nouveaux tarifs douaniers serbes, ainsi que le tarif spécial, annexé au présent Traité, comprennent l'impôt de l'obrt, prélevé jusqu'ici en même temps que les droits de douane, le dit impôt ne sera plus perçu à l'avenir en Serbie sur les marchandises de provenance ottomane.

4. En matière de taxes intérieures (trocharina ou autres), il demeure entendu que toute diminution et exemption et tout régime favorable accordés sous ce rapport par la Serbie à un titre quelconque, à une tierce Puissance, seront, immédiatement et sans condition ou compensation, acquis à l'Empire Ottoman qui en aura de droit la jouissance.

G. S. Simitch. *Tevfik.*

(Formulaire.)

Carte de légitimation industrielle pour voyageurs de commerce.

Valable pour l'année . . . . . .

Il est certifié par la présente que le sieur . . . . . fait le commerce (possède une fabrique) de . . . . . sous le raison sociale . . . . est au service de la maison de commerce . . . en qualité de voyageur de commerce et que cette maison fait le commerce (possède une fabrique) de . . . . . .
. . . . . .

Le sieur . . . . . .
désirant recueillir des commandes et faire des achats de marchandises pour le compte de la susdite raison sociale ainsi que pour celui des raisons sociales suivantes . . . . . .
. . . . . .

dans le Royaume de Serbie / l'Empire Ottoman

Il est certifié que . . . . . dite . . . . . raison . . . . . sociale . . . . . acquitte . . . . . dans son (leur) pays les droits règlementaires pour l'exercice de son (leur) commerce.

Le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueillir des commandes et à faire des achats de marchandises, mais

exclusivemeut en voyageant et seulement pour le compte de . . . . dite . . . . . raison . . . . . Il pourra porter avec lui des échantillons mais non des marchandises. En recueillant des commandes et en faisant des achats, il aura à se conformer aux règlements en vigueur dans chaque Etat pour les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée, et il devra toujours être muni de la carte de légitimation.

(Endroit, date, signature et sceau de l'autorité qui délivre la carte).

(Signalement, domicile et signature du voyageur de commerce).

G. S. Simitch. *Tevfik.*

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald,
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXXV.

DEUXIÈME LIVRAISON.

LEIPZIG

LIBRAIRIE DIETERICH

THEODOR WEICHER

1908.

23.

GRÈCE, EGYPTE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Athènes, le 4 juin 1906.

Journal Officiel de Grèce. No. 141. 1906.

Les Soussignés, Son Excellence Monsieur Alexandre Skousès, Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes, et Son Excellence Aziz Izzet Pacha, Sous Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, Délégué du Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, et, en ce qui concerne l'Egypte, dans les limites des pouvoirs conférés par les Firmans Impériaux, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Egypte.

Les ressortissants Hellènes en Egypte et les Egyptiens en Grèce pourront librement entrer avec leurs navires et cargaisons dans tout les endroits et ports dont l'entrée est ou sera permise aux ressortissants de la nation la plus favorisée, et ils jouiront réciproquement, en ce qui concerne le commerce et la navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et franchises dont jouissent ou pourraient jouir les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans qu'ils aient à payer de taxes ou droits plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis.

Article 2.

Les importations en Egypte d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Grèce, de quelque provenance que ce soit, et les importations en Grèce d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'Egypte, de quelque provenance que ce soit, ne seront pas frappées d'autres droits ou de droits plus élevés que ceux dont sont frappées les importations d'articles similaires, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Le Gouvernement Egyptien ne soumettra l'importation à aucune prohibition. Toutefois, le dit Gouvernement se réserve le droit d'édicter des prohibitions d'importation dans l'intérêt de la sécurité ou de la moralité

publique, pourvu que ces prohibitions s'appliquent également à tout autre pays étranger.

Cette dernière restriction n'est pas applicable aux mesures et interdictions d'importation que le Gouvernement Egyptien pourrait édicter pour protéger la santé publique, la santé des bestiaux et des plantes utiles à l'agriculture.

Article 3.

Les articles destinés à être exportés de l'Egypte en Grèce ou de Grèce en Egypte ne pourront être frappés en Egypte et, respectivement, en Grèce, le droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être acquittés lors de l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Le Gouvernement Egyptien n'établira à l'égard de la Grèce aucune prohibition d'exportation qui ne soit appliquée dans les mêmes conditions à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Article 4.

Les Parties Contractantes conviennent, que pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation, le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que le transit, tout les privilèges, faveurs ou immunités quelconques que l'une des Parties Contractantes a déjà accordés ou pourrait ultérieurement accorder à tout autre pays, seront étendus, immédiatement et sans compensation ou autre condition quelconque, aux ressortissants, au commerce et à la navigation de l'autre Partie Contractante.

Article 5.

Quel que soit le port de départ des navires et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, les navires hellènes en Egypte et les navires égyptiens en Grèce jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et les navires de la nation la plus favorisée.

Cette stipulation s'applique aux règlements locaux, aux taxes et à tous les autres droits similaires perçus à titre rémunératoire dans les ports, bassins, docks rades et havres des Pays Contractants, au pilotage et, en général, à tout ce qui concerne la navigation.

Tout bâtiment considéré comme hellène par la loi hellénique et tout bâtiment considéré comme égyptien par la loi égyptienne, sera reconnu comme tel par les Parties Contractantes.

Le cabotage ainsi que la navigation intérieure sont exclus des stipulations précédentes et restent soumis aux lois respectives des pays contractants. Mais, dans le cas où l'une des Parties Contractantes concèderait le cabotage, soit en entier, soit en partie, entre des ports dénommés, à une ou plusieurs autres nations, il sera loisible à l'autre partie de réclamer pour ses ressortissants les droits et avantages accordés à cet égard aux ressortissants de la nation la plus favorisée, à condition d'accorder la réciprocité pour ce qu'elle réclame.

Les articles, quelle qu'en soit la provenance ou le lieu d'origine, importés ou exportés par les navires de l'une des Parties Contractantes, ne pourront être soumis, dans les territoires de l'autre Partie, à des restrictions autres ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis les mêmes articles, s'ils étaient importés ou exportés par les navires nationaux ou par les navires de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Le Gouvernement Egyptien s'engage à ne soumettre les produits du sol ou de l'industrie de la Grèce à aucun droit excédant 8 % ad valorem, à l'exception des articles ci-après:

a) Alcools dulcifiés ou aromatisés (liqueurs) ne contenant pas plus de 50 degrés d'alcool pur, sucres raffinés
bois de construction et autres,

qui pourront être portés jusqu'à 10 % ad valorem.

b) Alcools au dessus de 50 degrès,
pétroles,
animaux,

qui pourront être portés jusqu'à 15 % ad valorem.

Les règlements concernant les articles ci-dessus, ainsi que leur tarification, seront applicables aux sujets hellènes dans les mêmes conditions qu'aux nationaux égyptiens ou aux sujets étrangers les plus favorisés à cet égard.

Les droits ad valorem perçus en Egypte sur les produits du sol ou de l'industrie de la Grèce seront calculés sur la valeur que l'article importé a dans le lieu de chargement ou d'achat avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Il est obligatoire pour le négociant d'indiquer dans la déclaration prévue à l'article 17, la valeur des marchandises. Si la Douane n'accepte pas comme base de la perception des droits la valeur déclarée par le négociant, elle peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise, tels que: factures, police d'assurance, correspondances, etc.

Si le négociant ne produit pas ces documents, ou si ces pièces paraissent insuffisantes, la Douane peut percevoir les droits en nature.

Dans le cas de perception en nature, si les marchandises sont toutes de la même espèce, la perception des droits s'opère proportionnellement aux quantités; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces variées, la perception des droits en nature ne s'opère que sur les articles contestés, en se basant sur les prix indiqués par le négociant.

L'autorité douanière ne pourra demander que les droits soient payés en nature sur les articles dont la valeur ne sera pas contestée.

Dans le cas où la marchandise dont la valeur est contestée serait indivisible, telle qu'une voiture, un piano, une pièce de machine etc., la Douane peut prendre pour son compte la marchandise.

Lorsque la Douane fait usage de ce droit, elle est tenue de faire connaître cette intention, dans les trois jours, dans ce cas, le paiement du prix de la marchandise, déclarée par l'importateur, majoré de 10 %, ainsi que le remboursement de droits quelconques qui auraient été perçus sur la dite marchandise, seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Article 7.

Les droits ad valorem perçus en Egypte sur les importations de produits du sol ou de l'industrie de la Grèce seront calculés sur la valeur que l'article importé a dans le lieu de chargement ou d'achat, avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Afin de fixer pour une période déterminée la valeur dans les ports d'entrée des principaux articles taxés, l'Administration des Douanes Egyptiennes invitera les principaux commerçants hellènes intéressées dans le commerce des dits articles à procéder en commun avec elle, et les commerçants intéressés des autres nationalités, à l'établissement d'un tarif pour une période n'excédant pas douze mois.

Le tarif ainsi établi sera communiqué par la Douane Egyptienne au Consulat hellénique à Alexandrie et sera en même temps officiellement publié.

Il sera considéré comme officiellement reconnu, en ce qui concerne les produits et les ressortissants hellènes en tant que ce Consulat n'y fait pas une formelle opposition pendant la quinzaine qui suivra la publication officielle et la communication conforme adressée au Consulat.

Article 8.

Les droits d'exportation seront perçus en Egypte à un taux qui n'excédera pas 1 % ad valorem.

Il appartiendra à l'Administration des Douanes Egyptiennes, d'accord avec les principaux commerçants intéressés, de fair établir la valeur des articles d'exportation pour une période déterminée.

Les tarifs ainsi établis pour les articles non tarifés mensuellement seront communiqués par la Douane Egyptienne au Consulat hellénique à Alexandrie, et ne seront applicables aux ressortissants hellènes que si ce Consulat n'y fait pas une formelle opposition dans la huitaine qui suivra cette communication.

Article 9.

Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises grecques passant par l'Egypte sans distinction, qu'elles soient transbordées d'un navire à l'autre ou placées dans des entrepôts réels ou transportées par voie de terre à travers le territoire Egyptien, mais les charbons embarqués en Egypte continueront à être soumis à un droit équivalant au droit d'exportation, c'est à-dire 1 % ad valorem.

Article 10.

En ce qui concerne les taxes intérieures prélevées pour le compte, soit de l'Etat, soit d'une commune ou d'une corporation qnelconque, à titre de taxe sur les consommations ou de droits d'accise de quelque espèce que ce soit, chacune des Parties Contractantes s'engage à faire participer l'autre à tous les avantages, privilèges ou abaissements de tarifs dont elle pourrait avoir permis la jouissance à tout autre Etat. De même, chacune des deux Parties Contractantes jouira immédiatement, et sans condition, de tous privilèges ou immunités que l'autre pourra, par la suite, accorder à toute autre Puissance.

Le Gouvernement Egyptien s'engage, en outre, à ce qu'il ne soit prélevé aucune taxe de consommation ni droit d'accise sur les marchandises d'importation autres que les suivantes:

Boissons (sauf le vin qui ne pourra être frappé d'aucune surtaxe),
Liquides,
Comestibles,
Fourrages,
Matériaux de construction,

lesquelles pourront être frappées de droits intérieurs dont le total ne pourra excéder 2 $^0/_0$ ad valorem. Il est toutefois entendu que, dans aucun cas, les produits helléniques ne pourront être frappés de droits intérieurs plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production égyptienne.

Les règlements concernant les taxes spéciales et les droits accesoires en douane, tels que le droit de factage, d'entrepôt, droit de dépôt, de quai, de grues, d'écluses, de tamkin, de plombage, de laisser-passer, de déclaration, de pesage, de mesurage et tous les autres droits semblables perçus à titre rémunératoire, seront appliqués par les douanes de chacune des deux Parties Contractantes aux ressortissants et aux marchandises de l'autre pays de la même manière qu'aux ressortissants et aux marchandises de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Le tabac de toutes espèces, le tombac, le salpêtre, le natron et le hachiche sont exclus des stipulations de la présente Convention.

Il en est de même pour ce qui concerne l'exportation à destination de la Grèce, du pétrole, du sel, des allumettes, du papier à cigarettes et des cartes à jouer.

Article 12.

Le Gouvernement Egyptien se réserve le droit de prohiber l'importation d'armes de toute espèce, des munitions de guerre, de la poudre et d'autres matières explosibles. (Voir annexes N°s 7 et 8).

Article 13.

Les objets passibles d'un droit de douane qui sont importés comme échantillons par des marchands, des industriels et des voyageurs de com-

merce, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés sans avoir été vendus, et sous réserve de l'accomplissement des formalités de douane nécessaires pour la réexportation ou la mise en entrepôt.

Le délai accordé pour la circulation de ces échantillons sera fixé lors de leur importation et ne pourra être réclamé pour plus d'un an.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays immédiatement au premier lieu d'entrée, soit par dépôt du montant des droits de douane, soit par cautionnement. Les échantillons importés dans l'un deux pays par des voyageurs de commerce pourront, après leur admission par l'autorité douanière du premier lieu d'entrée et durant le délai accordé pour leur circulation, être expédiés par mer à d'autres endroits du même pays sans être soumis à un renouvellement des formalités d'entrée, moyennant une déclaration de transport faite à l'autorité douanière compétente.

Article 14.

Sont exempts de toute vérification dans les douanes égyptiennes, aussi bien que du paiement des droits à l'entrée et à la sortie, les objets d'usage et effets personnels appartenant aux titulaires ou gérants de l'Agence Diplomatique de Grèce ou d'un Consulat ou d'un Vice-Consulat, lorsqu'ils sont de carrière (missi) et qu'ils n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie et ne possèdent ni n'exploitent de biens-fonds en Egypte.

La même franchise est accordée dans chaque Agencc Diplomatique à deux officiers de cette Agence et dans chaque Consulat à un officier de ce Consulat, à la demande de l'Agent Diplomatique ou du Consul, à la condition toutefois que ces officiers appartiennent à la catégorie des fonctionnaires qui sont nommés par décret souverain et auxquels le commerce est absolument interdit.

Article 15.

Dans les principaux ports, autant que l'intérêt du commerce l'exigera, le Gouvernement Egyptien établira des entrepôts où les articles importés pourront, être déposés contre un droit de magasinage, et, à défaut d'établissements publics de ce genre, il permettra l'entreposage des marchandises dans les magasins privés sous la double fermeture de l'autorité douanière et du détenteur et contre paiement d'un droit de surveillance, conformément aux règlements douaniers. Le délai d'entreposage des marchandises n'excédera pas douze mois, pendant lesquels les importateurs auront la faculté de les réexporter sans payer un droit d'importation ou d'exportation. Passé ce délai les marchandises seront passibles de l'intégralité des droits d'importation.

Article 16.

Les capitaines des bâtiments de commerce ayant à bord des marchandises à destination de l'Egypte seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, ou au plus tard dans les 36 heures, de

déposer à la douane deux copies exactes de leur manifeste certifiées par eux conformes à l'original. De même ils doivent, avant leur départ d'un port égyptien, déposer à la douane une copie du manifeste relatant les marchandises chargées sur leur navire.

Le manifeste original, soit à l'arrivée, soit au départ, sera présenté en même temps que les copies pour être comparé et restitué dans les vingt-quatre-heures.

Les employés de la douane ne peuvent procéder en aucun cas à la visite et à la perquisition des bâtiments de commerce sans en avoir donné au préalable connaissance aux Consulats Helléniques pour donner aux Autorités Consulaires la faculté d'y assister. Cette notification devra être communiquée aux fonctionnaires Consulaires à temps et en mentionnant l'heure où l'on procédera à ces formalités.

Les excédants ou déficits résultant du rapprochement des manifestes avec la cargaison donneront lieu à une application des amendes prévues par le Règlement Douanier Egyptien.

Article 17.

Toute opération de douane en Egypte, soit à l'arrivée soit au départ, doit être précédée d'une déclaration spéciale signée par le détenteur de la marchandise ou par son représentant.

La déclaration doit contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits; ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elle doit énoncer le poids, le nombre, la mesure et la valeur.

Tout refus de faire la déclaration à l'arrivée ou au départ, tout retard apporté à la dite déclaration, toute différence en plus ou en moins entre les marchandises et la déclaration, donne lieu à l'application de la pénalité prévue par le Règlement Douanier Egyptien.

La vérification douanière doit être faite dans les quarante huit heures qui suivront la remise de la déclaration.

Article 18.

Les marchandises introduites en contrebande, les navires, lorsqu'ils sont spécialement affrétés dans un but de contrebande, ainsi que tous autres moyens de transport et tous instruments de contrebande, seront passibles de confiscation au profit du trésor, sans préjudice des droits de douane perçus ou dus dans le cas spécial et des amendes prévues par les règlements douaniers, pourvu que le délit soit dûment et légalement prouvé, et que la décision de la Commission douanière soit communiquée sans délai à l'Autorité Consulaire Hellénique dont ressort le propriétaire des marchandises saisies.

La partie intéressée pourra, dans le délai de quinze jours, à compter du jour de la remise de la copie à l'Autorité Consulaire, faire opposition. Cette opposition sera portée devant la chambre de Commerce du Tribunal Mixte.

Tant qu'il n'aura pas été rendu de décision définitive, il ne pourra être disposé des marchandises saisies au profit du fisc égyptien, ni des moyens de transport et instruments de contrebande.

La douane pourra néanmoins procéder à la vente des marchandises et articles sujets à dépérissement. Le prix en provenant sera conservé en dépôt dans ses caisses jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue.

Si l'Administration douanière égyptienne croyait ne pas devoir laisser passer des marchandises importées par des sujets hellènes moyennant la voie régulière, qu'elle considérerait comme appartenant à la catégorie des articles prohibés, elle fera immédiatement connaître par écrit au Ministère Egyptien des Affaires Etrangères et à l'Autorité Consulaire Hellénique les motifs du refus de livrer la marchandise.

Le Ministère Egyptien des Affaires Etrangères après entente avec l'Autorité Hellénique, décidera s'il y a lieu de confirmer le refus de la douane, et, dans ce cas, le ressortissant hellène sera tenu de réexporter la marchandise sans aucun délai; dans le cas contraire, l'Administration douanière laissera passer librement la marchandise après en avoir perçu les droits réglementaires. Jusqu'à ce qu'une décision soit prise, la marchandise arrêtée restera en dépôt à la douane, qui en sera responsable vis-à-vis de l'importateur.

Article 19.

En cas de soupçons de contrebande, les Agents des Douanes Egyptiennes pourront aborder et saisir tout navire d'un tonnage de moins de 200 tonneaux, dans un rayon de dix kilomètres de la côte en dehors des eaux d'un port égyptien; de plus, tout navire hellénique de moins de deux cents tonneaux pourra être arrêté et saisi au delà de cette distance, si la poursuite a été commencée dans un rayon de dix kilomètres du littoral.

Procès-verbal du fait sera dressé avec le capitaine, et copie de ce procès-verbal sera, sans délai, communiquée au Consulat Hellénique.

Excepté dans les cas prévus dans les alinéas précédents de cet article et dans l'alinéa 3 de l'article 16, aucun navire hellénique ne pourra être abordé par les agents des douanes égyptiennes.

Les Commissions douanières mentionnées à l'article 33 du règlement donanier égyptien seront compétentes pour statuer sur la saisie d'un navire qui aurait été trouvé sans cargaison de contrebande, mais dans des conditions de navigation suspectes. En cas de condamnation, si la partie intéressée croit devoir faire opposition à la décision de la Commission douanière, cette opposition sera portée devant la Chambre de Commerce du Tribunal Mixte.

Il est entendu que le Gouvernement Egyptien pourra, sans notification aux Autorités Consulaires Helléniques, placer des gardes à bord de tout navire helléniques dans un port égyptien ou transitant par le Canal de Suez; cette mesure ne devra néanmoins causer ni frais ni retard aux bâtiments auxquels elle serait appliquée.

Si la douane égyptienne a des raisons sérieuses pour présumer l'existence d'articles introduits en contrebande dans des endroits quelconques des districts-frontières ou du Canal de Suez, elle pourra procéder, dans les magasins ou demeures, à toute perquisition immédiate qu'elle jugera nécessaire. Un avis préalable de la perquisition sera envoyé à l'Autorité Consulaire, afin qu'elle puisse assister à la perquisition ou s'y faire représenter dans les conditions prévues par les arrangements annexés à la présente Convention.

La stipulation de l'alinéa précédent ne sera pas applicable dans le cas où la perquisition doit être faite dans un magasin indépendant du domicile, ou dans des locaux servant exclusivement d'entrepôt ou de dépôt de marchandises. Dans ce cas, il suffira que l'avis préalable de la visite soit donné au propriétaire, ou à son représentant, ou, à défaut, à l'Autorité Consulaire.

Dans tous les cas où l'Autorité Consulaire n'assisterait pas à la perquisition, un procès-verbal devra être dressé et la copie devra en être communiquée, sans délai, au Consulat Hellénique.

Dans le cas où la Douane procèdera à des perquisitions sans l'assistance Consulaire, et qu'elle n'aura pas constaté un délit de contrebande, elle sera, si la perquisition a un caractère manifestement vexatoire, responsable, indépendamment des conditions prévues à l'article 213 du Code Civil Mixte, de tout dommage matériel qu'elle aurait occassionné à la propriété.

En cas de contestation, l'appréciation du fait et l'évaluation du dommage appartiendront à la juridiction mixte.

Les perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

Article 20.

Il demeure entendu que pendant toute la durée de la Convention, il ne pourra être apporté aucun changement aux articles 2, 8, 11, 12, 15, 18 et 33 à 41 du Réglement Douanier Egyptien actuellement en vigueur et auquel le Gouvernement Hellénique a déjà adhéré à la date du 9/21 mars 1895, si ce n'est avec le consentement de l'Agent et Consul-Général de Grèce, sauf toutefois, en ce qui concerne les modifications déjà acceptées par les arrangements annexés à la présente Convention relativement à l'application des articles 33 et 41 du dit Règlement Douanier.

Tous droits, privilèges et immunités que le Gouvernement Egyptien accorde aujourd'hui ou pourrait accorder à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de toute autre Puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce helléniques qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Article 21.

Les stipulations de la présente Conveution ne s'appliquent pas;

1⁰. Aux arrangements spéciaux actuels ou qui pourraient intervenir ultérieurement, entre l'Egypte et les autres parties de l'Empire Ottoman placées sous l'administration directe de la Sublime Porte.

2⁰. Aus dispositions que pourrait prendre le Gouvernement Egyptien pour l'échange des marchandises indigènes ou étrangères avec le Soudan.

Article 22.

Il est entendu que les marchandises venant de la Turquie, qui, y ayant acquitté les droits d'importation, sont accompagnées d'acquits de douanes turques (raftiehs), ne seront, en aucun cas, astreintes à un second paiement de droits d'entrée, sauf le paiement de la différence en plus, dans le cas où les droits d'entrée égyptiens seraient supérieurs aux droits acquittés en Turquie.

Article 23.

Les modifications du présent tarif de droits égyptien prévues à l'art. 6 n'entreront en vigueur que lorsque les dites modifications deviendront également applicables à tous les autres pays.

Dans l'intervalle, les marchandises helléniques seront traitées, à leur entrée en Egypte, sur le pied de la nation la plus favorisée, et l'importation hellénique ne sera, dans aucun cas, assujettie à des droits supérieurs à ceux fixés à l'art. 6.

Article 24.

La présente Convention, après approbation de la Chambre Hellénique entrera en vigueur le 15/28 juin 1906 et sera valable pour une période de huit années à partir de cette date; dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la date de l'expiration de la dite période de huit années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Soussignés ont signé la présente Convention le quatre juin, mil-neuf-cent-six (22 mai v. s.)

Fait en double à Athènes le quatre juin, mil-neuf-cent-six (22 mai v. s.)

(Signé) *A. Skousès.*
(Signé) *Aziz Izzet.*

Procès-verbal A.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue en date de ce jour entre le Royaume de Grèce et l'Egypte, les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:

I.

Le Gouvernement Hélleuique interdira l'exportation du hachiche de la Grèce pour l'Egypte.

De son côté le Gouvernement Egyptien interdira l'embarquement dans ces ports pour la Grèce de tous articles constituant un monopole du Gouvernement Hellénique.

II.

A partir de la mise en vigueur de la Convention et pendant toute sa durée, le hachiche, qui serait exporté de Grèce à destination de tous ports étrangers autres que les ports égyptiens, sera soumis à un cautionnement de dix drachmes par ocque, qui ne sera restitué que sur la production d'un certificat du Consul de Grèce du port de destination. Ce certificat ne sera délivré que lorsque le Consul aura acquis la preuve, notamment par le paiement des droits de douane, de l'arrivée du hachiche et de sa vente dans le pays auquel il est destiné.

III.

Les personnes qui importeraient ou introduiraient du hachiche en Egypte, malgré la prohibition stipulée dans le présent procès-verbal, seront jugées par le tribunal consulaire hellénique d'Alexandrie, comme auteurs ou complices d'un délit de contrebande conformément à la loi hellénique du 19 Février 1892 modifiée par la loi ‚BYJZ' du 9 Avril 1896 et aux dispositions y relatives du Code Pénal Hellénique, sans préjudice des confiscations et condamnations pécunières qui pourraient être prononcées contre elles par la Commission Douanière en vertu de l'article 18 de la Convention.

(Signé) *A. Skousès.*
(Signé) *Aziz Izzet.*

Procès-verbal B.

Les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:

Le Gouvernement de sa Majesté le Roi consent à ce que, à partir de la mise en vigueur de la Convention et pendant toute sa durée, les perquisitions à opérer chez des sujets hellènes, en cas de soupçon de contrebande d'articles prohibés ou exclus de la Convention, puissent se faire par la police égyptienne.

Les perquisitions faites par la police ne peuvent avoir lieu que sur l'ordre écrit des Gouverneurs dans les villes ou des Moudirs dans les provinces. L'Autorité Hellénique sera avisée du fait qu'une perquisition doit être opérée, sans autres indications, et, au reçu de cet avis, cette autorité devra mettre un délégué à la disposition de la police.

Les stipulations qui précédent n'affectent en rien la faculté qu'à la Douane de faire des perquisitions en paraille matière, conformément aux termes de la Convention et du Règlement Douanier.

Lorsque les perquisitions seront faites entre 9 heures du matin et 1 heure de l'après-midi, ou entre trois heures et 5 heures de l'après-midi, s'il s'écoule plus d'une heure entre la remise de l'avis au Consulat et l'arrivée du délégué, la police procédera à sa commission et avisera

ensuite le Consulat en lui communiquant une copie du procès-verbal de perquisition qui doit indiquer on outre l'absence du délégué consulaire.

Si les perquisitions doivent être opérées en dehors des heures ci-dessus indiquées, le délai fixé pour l'arrivée du délégué consulaire sera porté à deux heures.

Les perquisitions ne pourront avoir lieu qu'entre le lever et le coucher du soleil.

Il est entendu que les perquisitions seront faites dans toutes les chambres et tous les locaux où l'autorité Egyptienne les jugerait utiles.

Lorsqu'une partie de la maison soumise à la perquisition servira réellement de logement privé à la famille de l'occupant, les perquisitious dans cette partie devront être motivées, par de sérieuses raisons.

Les sujets hellènes auront le droit de faire valoir leurs réclamations par devant les Tribunaux Mixtes, dans le cas où ces perquisitions auraient un caractère manifestement vexatoire.

(Signé) *A. Skousès.*
(Signé) *Aziz Izzet.*

Procès-verbal C.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue en date de ce jour entre le Royaume de Grèce et l'Egypte, les Soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

En ce qui concerne le commerce avec le Soudan, les ressortissants du Royaume de Grèce et les marchandises helléniques jouiront de tous les avantages qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée ou aux indigènes ou aux étrangers les plus favorisés, ainsi qu'aux marchandises étrangères ou indigènes les plus favorisées.

II.

La perquisition à bord des bâtiments de commerce, telle qu'elle est réglementée par le paragraphe 3 de l'art. 16 de la Convention, ne pourra être, en aucun cas, ni retardée ni entravée par l'abstention de l'autorité consulaire.

III.

En ce qui concerne la perquisition dans les magasins ou demeures sis dans les districts des frontières ou sur le Canal de Suez, telle qu'elle est prévue et réglementée par le paragraphe 6 de l'art. 19 de la Convention, si, dans les délais fixés par les arrangements annexés à la Convention en date de ce jour, l'Autorité Consulaire ne s'est pas fait représenter, elle sera considérée comme voulant s'abstenir et les agents de la Douane seront autorisés à procéder à la perquisition.

Dans les localités des districts-frontières ou du Canal de Suez situées à plus d'une heure de distance du siège d'une Autorité Consulaire, les

Agents de la Douane ne pourront procéder à une perquisition qu'en présence de deux témoins de nationalité hellénique ou, à défaut, en présence de deux témoins étrangers.

(Signé) *A. Skousès.*
(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No. 1.

Son Excellence Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien,

à S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.

No. 2. Athènes le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

Dans le Procès-verbal A, signé en date de ce jour, il a été convenu que le Gouvernement Egyptien interdira l'embarquement pour la Grèce de tous articles constituant un monopole du Gouvernement Hellénique.

Le Gouvernement Egyptien en prenant cet engagement n'a pas manqué de faire valoir, au cours des négociations, que l'interdiction consentie ne pourrait être maintenue par lui dans le cas où les Tribunaux Mixtes, au cours d'une instance introduite auprès deux, décideraient qu'une telle interdiction constituerait une violation des actes internationaux.

En priant votre Excellence de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement de sa Majesté Hellénique adhère entièrement à cette réserve, je saisis l'occasion, etc . . . . .

(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No. 2.

S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce, à S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien.

No. 7330. Athènes le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Délégué,

Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date de ce jour et sub No. 2, une lettre ainsi conçue:

„Dans le procès-verbal A, signé en date de ce jour, il a été convenu que le Gouvernement Egyptien interdira l'embarquement pour la Grèce de tous articles constituant un monopole du Gouvernement Hellénique.

Le Gouvernement Egyptien en prenant cet engagement n'a pas manqué de faire valoir, au cours des négociations que l'interdiction consentie ne pourrait être maintenue par lui dans le cas où les Tribunaux Mixtes, au cours d'une instance introduite auprès d'eux, décideraient qu'une telle interdiction constituerait une violation des actes internationaux.

En priant votre Excellence de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement de sa Majesté Hellénique adhère entièrement à cette réserve, je saisis, etc.“

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Hellénique donne son entier assentiment à la réserve contenue dans la dite lettre.

Veuillez etc. (Signé) *A. Skousès.*

Annexe No. 3.

S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien, à S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.

No. 4. Athènes le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

La Convention Commerciale projectée entre la Grèce et l'Egypte dispose formellement dans son article 11 que le tabac sous toutes ses formes est exclu des stipulations de l'arrangement. Au cours des négociations, vous avez bien voulu me faire connaître que la Grèce attachait la plus grande importance à ce que les tabacs provenant du territoire douanier hellénique fussent admis à l'importation en Egypte aux mêmes conditions et moyennant le paiement des mêmes droits qui sont ou seront appliqués aux tabacs dont l'introduction en Egypte est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'arrangements spéciaux.

Je suis heureux de vous faire connaître que le Gouvernement de Son Altesse est tout disposé à accéder à cette demande. A partir de la mise en vigueur de la Convention et pendant toute sa durée, les tabacs provenant du territoire douanier hellénique pourront librement, entrer en Egypte, pourvu toutefois qu'ils soient accompagnés de certificats d'origine réguliers; ils ne seront sous aucun rapport traités à leur entrée en Egypte moins favorablement que ceux provenant de tout autre pays, y compris la Turquie.

Il est entendu que, pendant toute la durée de la Convention, la surtaxe de deux piastres par kilogramme imposée en vertu du décret Khédivial du 16 juin 1902 sera maintenue sur les tabacs originaires des Etats Balkaniques.

Permettez-moi cependant, afin d'éviter tout malentendu, de vous faire connaître, que, par cette concession, le Gouvernement de Son Altesse n'entend ni aliéner ni amoindrir son droit absolu d'organiser son régime des tabacs ainsi qu'il le jugera convenable; sa liberté d'action reste entière. Il aura donc le droit à tout moment de modifier les droits d'entrée, de suspendre l'importation, soit à titre temporaire, soit à titre définitif, sous la réserve que toutes dispositions prises à cet égard soient également applicables aux tabacs dont l'introduction en Egypte est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'arrangements spéciaux.

Toutefois, le Gouvernement de Son Altesse s'engage à ne jamais constituer un monopole des tabacs pendant toute la durée de la Convention. De son côté, Votre Excellence m'a fait connaître que le Gouvernement du Roi se réserve expressément la faculté de dénoncer à tout moment la

Convention Commerciale avec l'Egypte, au cas où l'interdiction de la culture du tabac dans le pays viendrait à être rapportée de même qu'au cas où les droits actuels d'importation viendraient à être majorés. Acte vous est donné de cette réserve.

Il est également entendu que tant qu'il existera une bonification pour la tare, cette bonification devra, en fait, mettre les tabacs helléniques sur un pied de parfaite égalité avec les tabacs de toute autre provenance, surtout par rapport au mode d'emballage.

Je serais très heureux de recevoir l'assurance que nous sommes absolument d'accord sur tous les points, et je saisis cette occasion etc.

(Signé) *Aziz Izzet,*

Annexe No. 4.

S. E. Mr. A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce, à S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien.

No. 7331. Athènes le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Délégué,

J'ai pris connaissance de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui, sub N° 4, se référant à l'admission en Egypte du tabac provenant du territoire douanier hellénique.

Je m'empresse de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté approuve et confirme entièrement les stipulations de la dite lettre.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) *A. Skousès.*

Annexe No. 5.

S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien, à S. E. Mr. A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.

No. 5. Athènes, le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence a bien voulu appeler mon attention sur l'article 5 de la Convention Commerciale à intervenir entre la Grèce et l'Egypte, article qui aurait pour effet d'interdire dans l'avenir le cabotage aux navires helléniques.

Je m'empresse de vous confirmer que, suivant l'entente intervenue au cours des négociations, le Gouvernement Egyptien n'entend apporter aucun changement à l'état de choses actuel; tous navires helléniques, pourvu toutefois qu'ils jaugent plus de 400 tonneaux bruts, sont autorisés à se livrer au cabotage; ces dispositions ne resteront en vigueur, bien entendu, que pendant la durée de la Convention.

Je saisis cette occassion etc.

(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No. 6.

S. E. Mr. A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.
à S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien.

No. 7332. Athènes le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Délégué,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date de ce jour sub N° 5, concernant l'article de la Convention Commerciale relatif au cabotage, je m'empresse de vous faire connaître que le Gouvernement Royal prend acte de la déclaration du Gouvernement Egyptien, d'après laquelle tous les navires helléniques, pourvu qu'ils jaugent plus de 400 tonnes brutes, sont autorisés à se livrer au cabotage pendant la durée de la Convention.

Je saisis cette occasion etc,

(Signé) *A. Skousès.*

Annexe No. 7.

Tableau annexe a l'article 12.

Chapitre I.

Est permise l'importation des armes de chasse et de luxe, ainsi que des armes de commerce, des munitions et du matériel ci-dessous spécifiés.

Première Catégorie.

Armes importables.

1° Les fusils à âme lisse et les mousquetons de chasse, systèmes Lefaucheux, Lancaster et autres, à un ou deux coups, se chargeant par la bouche, à la condition que le diamètre de la bouche ne dépasse pas 20 millimètres.

Mais il est permis aux voyageurs d'importer des fusils rayés et leurs cartouches pourvu qu'ils signent une déclaration par laquelle ils reconnaîtront que ces fusils sont pour leur propre usage et que la vente en est défendue.

Toute contravention à l'une ou l'autre des conditions de cet engagement entraînera, de plein droit, la confiscation du fusil.

2° Les armes de luxe, savoir: les armes antiques, ainsi que les fusils, carabines, mousquetons, revolvers et pistolets de toute longueur dont la crosse, le chien ou le canon sont essentiellement enrichis d'or ou d'argent ou ciselés artistement. Pour que les armes de luxe, à l'exception des armes antiques, soient admises, le prix de vente ne devra pas être inférieur à 500 francs par arme pour les fusils, carabines et mousquetons; à 200 francs pour les revolvers, et à 80 francs pour les pistolets. Il est entendu que les armes dont l'introduction est admise en vertu des autres dispositions de ce tableau ne sauraient être considérées comme armes de luxe et interdites sous prétexte que leur valeur est inférieure aux prix fixés.

Les personnes qui importent des armes de luxe seront admises à importer en même temps cent cartouches, chargées à petit plomb, pour chaque fusil, carabine ou mousqueton; toutefois le prix des cartouches n'est pas compris dans la valeur fixée pour ces armes.

3° Les fusils, carabines et pistolets dits Flobert et les armes, semblables de petit calibre, ainsi que celle à spirale dites de salon.

4° Les sabres dont la poignée ou la lame est essentiellement enrichie d'or ou d'argent ou ciselée artistement. Les épées et lames d'épées, fleurets d'escrime et couteaux de chasse.

N. B. Tout voyageur muni de passeport ou teskéré en règle ne pourra importer qu'un seul pistolet-revolver ou une paire de pistolets de n'importe quelle sorte, plus cent cartouches chargées au maximum.

Deuxième Catégorie.

Matériel importable.

Toutes sortes de parties de fusils, de revolvers, de pistolets, d'armes blanches et d'autres armes importables; crosses, platines, cheminées, gachettes, sousgardes, ressorts, canons ouvrés ou demi-ouvrés et semblables parties d'armes et tout accessoire ou objet nécessaire à l'usage de ces armes.

Troisième Catégorie.

Munitions importables.

Cartouches chargées et douilles de cartouches non chargées pour les armes comprises dans les paragraphes 1, 2 et 3.

L'importation de cartouches de fusils de guerre de quelque modèle que ce soit est interdite.

Chapitre II.

Toutes les armes dont l'importation est admise seront, après vérification de la Douane, sans délai, ni frais pour le propriétaire, à son choix et par les soins de cette administration, munies d'une ficelle plombée ou poinçonnées.

Chapitre III.

L'introduction de toutes armes ou parties d'arme, de tout matériel d'arme, de toutes munitions non mentionnés dans le présent tableau, de toute sorte de poudre, ainsi que de toutes les compositions qui ont la même destination ou qui, inventées plus tard, pourraient produire les mêmes effets que la poudre, telles que la dynamite, la poudre-coton dite fulmi-coton et coton azotique, la nitro-glycérine, les picrates et fulminates, les mêches à mines et autres matières fulminantes de ce genre, du salpêtre raffiné et non raffiné et du chlorate de potasse, est interdite.

Toutefois, la défense d'importer des matières explosives n'emporte pas prohibition d'importation et de vente des produits qui, en vertu de leur composition, sont explosifs dans certaines conditions ou qui peuvent servir à la fabrication de matières explosives, comme, par exemple, le

soufre, l'éther, le nitrate de soude. Elle doit seulement empêcher l'introduction de matières qui sont destinées à être exclusivement ou au moins principalement employées comme poudres à carrière ou pour des usages analogues.

(Signé) *A. Skousès.*
(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No. 8.

Règlement de police.

(Voir article 12 de la Convention).

Article premier.

Le commerce des armes, des munitions, du matériel et des matières explosives, dont l'importation est admise par la présente Convention, ne pourra être exercé que par les personnes dûment autorisées par le Gouvernement, et dans les magasins désignés dans l'autorisation.

Cette autorisation est personnelle, et elle devient nulle si elle est cédée à un tiers.

Article 2.

La Police peut saisir toutes armes importées, alors même qu'elles auront été marquées ou poinçonnées par les Autorités Gouvernementales Égyptiennes, si elle les trouve en vente dans d'autres magasins ou boutiques que ceux établis suivant l'article précédent.

Article 3.

Le propriétaire d'un établissement autorisé aux termes de l'art. 1er, à vendre les armes y mentionnées, devra tenir deux livres: l'un, contenant l'inscription par numéros d'ordre, de toutes les armes mises en vente, avec désignation du prix, de leur provenance, et tous les détails nécessaires; l'autre, relatant toutes les ventes effectuées, avec indication de l'espèce de l'arme vendue, du numéro d'inscription, des nom, prénom, domicile et profession de l'acheteur, et du prix.

Ces deux livres, avant d'être mis en usage, devront être paraphés à chaque feuillet, par le Gouverneur ou le Moudir. Il seront tenus à la disposition de la Police qui aura le droit, à tout moment, de les inspecter.

Article 4.

Nul ne pourra transporter d'un endroit à un autre, une quantité d'armes excédant celle qui lui est nécessaire pour son propre usage, sans une autorisation spéciale du Gouverneur ou du Moudir, et, si le transport doit avoir lieu d'une ville à une autre ou d'un village, on indiquera dans la permission, le nombre et la nature des armes, ainsi que la personne à laquelle elles sont destinées.

Article 5.

Toute infraction aux art. 2 et 3 entrainera le retrait de l'autorisation de vente.

Le retrait de l'autorisation pourra également être prononcé, mais seulement après un avertissement, si une fausse inscription vient à être découverte sur les livres prescrits.

Dans aucun de ces cas, le propriétaire ne pourra avoir droit à indemnité ou élever une réclamation quelconque contre le Gouvernement.

Article 6.

Les armes transportées sans la permission requise par l'art. 4, seront saisies et confisquées administrativement.

Article 7.

Les officiers ou agents de la Police spécialement désignés à cet effet, sont autorisés à entrer, en tout temps, dans les établissements dont s'agit, pour y examiner les livres sus-indiqués, les vérifier, s'assurer que toutes les prescriptions de ce règlement sont observées, et procéder à toute constatation ayant trait à la vente des armes.

Article 8.

Toutes les prescriptions des art. 2, 3, 4, 5 et 6 s'apliquent également à la vente et au transport des munitions, du matériel et des matières explosives.

Disposition finales.

Article 9.

Toute personne qui exerce actuellement le commerce des armes, des munitions, du matériel et des matières explosives dont il est fait mention à l'art. 1er, devra, dans le délai d'un mois à partir de la publication du présent règlement, en faire la déclaration au Gouverneur ou au Moudir, en indiquant le magasin dans lequel ces objets sont mis en vente.

Elle devra, en outre, dans le même délai, se munir des livres prescrits par l'art. 3.

Article 10.

Il est absolument défendu d'avoir dans la Province-Frontière, des dépôts d'armes ou autres objets indiqués à l'article précédent.

L'Autorité de Police aura, dans cette province, le droit de faire des visites domiciliaires, dans les formes prévues dans la Convention et le procès-verbal y annexé pour les perquisitions faites dans la ligne douanière, de saisir et de confisquer les armes et les autres objets désignés ci-dessus.

(Signé) *A. Skousès.*
(Signé) *Aziz Izzet.*

Aneexe No. 9.

S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien, à S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.

No. 6. Athènes, le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence un exemplaire du nouveau tarif des droits de factage qui est mis en vigueur par les Douanes Egyptiennes depuis de 1er janvier 1893.

En vous faisant cette transmission, je vous donne en même temps l'assurance que pendant toute la durée de la Convention Commerciale en date de ce jour, les droits portés au dit tarif ne pourront être majorés que d'accord avec l'Agent et Consul-Général de Grèce.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No. 10.

S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce, à S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien.

No. 7333. Athènes, le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Délégué,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de l'office en date de ce jour par lequel Elle a bien voulu m'adresser un exemplaire du tarif des droits de factage qui est mis en vigueur par les Douanes Egyptiennes depuis le 1er janvier 1893.

En prenant acte de l'assurance donnée par Votre Excellence que pendant la durée de la Convention Commerciale signée aujourd'hui les droits portés au dit tarif ne pourront être majorés que d'accord avec l'Agent et Consul-Général de Grèce, je vous prie d'agréer, étc.

(Signé) *A. Skousès.*

Annexe No. 11.

S. E. Mr A. Skouès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce, à S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien.

No. 7334. Athènes, le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Délégué,

Au moment de procéder à la signature de la Convention Commerciale en date de ce jour, j'ai l'honneur de faire, la déclaration suivante:

Il est entendu que les stipulations de cette Convention ne porteront aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de la Grèce par les Capitulations, traités et arrangements existants.

Par conséquent, ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les stipulations de la Convention.

En priant Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette déclaration, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) *A. Skousès.*

Annexe No. 12.

S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien, à S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.

No. 7 Athènes, le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

Par Sa communication en date de ce jour sub No. 7334 Votre Excellence a bien voulu au moment de procéder à la signature de la Convention Commerciale, me faire la déclaration suivante, avec prière de vouloir bien en prendre note.

Il est entendu que les stipulations de cette Convention ne porteront aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de la Grèce par les Capitulations, traités et arrangements existants.

Par conséquent, ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions de la Convention.

Je m'empresse de vous faire connaître que le Gouvernement de Son Altesse donne volontiers à Votre Excellence acte de cette déclaration, et je saisis, Monsieur le Ministre, cette occasion pour vous réitérer, etc.

(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No. 13.

S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien, à S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce.

No. 8 Athènes, le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Ministre,

Ainsi qu'il a été convenu au cours des négociations poursuivies entre la Grèce et l'Egypte pour la conclusion d'une Convention Commerciale, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Son Altesse maintiendra jusqu'au 1er janvier 1908 l'arrangement qui a fait l'objet de la lettre du Ministère Khédivial des Affaires Etrangères à l'Agence Diplomatique de Grèce en Egypte en date du 9/21 mars 1895, sub No 163, et qui est ainsi conçue:

„Monsieur l'Agent et Consul-Général,

A la suite des divers entretiens que nous avons eus ensemble, relativement aux individus de race grecque qui, étant impliqués dans des

affaires criminelles, seraient réclamés par le Consulat-Général comme sujets hellènes, sans pouvoir produire les documents justificatifs de leur nationalité, j'ai l'honneur de vous confirmer le modus vivendi arrêté entre nous et qui est le suivant:

A partir de la mise en vigueur de la Convention Commerciale, toutes les fois que votre Agence et Consulat-Général croira pouvoir affirmer à mon Département qu'un individu rentre dans l'une des deux premières catégories de l'arrangement du 2 février 1890, relatif à la nationalité hellènique, ordre sera donné aux autorités locales de le remettre aux autorités consulaires en lui accordant un délai maxima de 60 jours, afin qu'il puisse se procurer les documents établissant sa nationalité grecque.

Pendant ces soixante jours, Autorité Consulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher sa fuite et pourra s'entendre à ce sujet avec l'autorité locale. En outre, il doit être bien enteudu que, ce délai expiré, si les documents ne sont pas produits, l'individu en cause sera immédiatement, et sans autre avis, remis aux autorités du pays, pour qu'il soit procédé à son égard conformément à la loi.

Cet arrangement, ayant surtout pour but de ne pas entraver indéfinement le cours de la justice, ne saurait naturellement forclore le droit de nationalité que l'intéressé pourrait établir à tout moment par des pièces probantes.

Je vous prie de me faire savoir que vous acceptez ces conditions et je saisis l'occasion etc."

Dans l'intervalle qui s'écoulera jusqu'au 1er janvier 1908, les deux Gouvernements entameront des négociations en vue d'arriver à un accord au sujet des modifications à introduire dans l'arrangement précité.

Il est bien entendu que, défaut de la conclusion d'un accord, l'arrangement résultant de la lettre No 163, du 9/21 mars 1895, prendra fin à la date du 1er janvier 1908, sans que, naturellement, l'invalidation éventuelle de l'arrangement dont il s'agit puisse forclore le droit de nationalité que l'intéressé pourrait établir à tout moment par des pièces probantes.

Veuillez agréer etc. etc.

(Signé) *Aziz Izzet.*

Annexe No 14.

S. E. Mr A. Skousès, Ministre des Affaires Etrangères de Grèce, à S. E. Aziz Izzet Pacha, Délégué du Gouvernement Egyptien.

No 7336. Athènes le 22 mai/4 juin 1906.

Monsieur le Délégué,

I'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour, sub No. 8 relativement au maintien jusqu'au 1er janvier 1908 de l'arrangement qui a fait l'objet de la lettre du Ministère Khédivial Affaires Etrangères à l'Agence Diplomatique

de Grèce en Egypte, en date du 9/21 mars 1895, sub No 163, et qui est ainsi conçue:

„Monsieur l'Agent et Consul-Général,

A la suite des divers entretiens que nous avons eus ensemble, relativement aux individus de race grecque qui, étant impliqués dans des affaires criminelles, seraient réclamés par le Consulat-Général comme sujets hellènes, sans pouvoir produire les documents justificatifs de leur nationalité, j'ai l'honneur de vous confirmer le modus vivendi arrêté entre nous et qui est le suivant:

A partir de la mise en vigueur de la Convention Commerciale, toutes les fois que votre Agence et Consulat-Général croira pouvoir affirmer à mon Département qu'un individu rentre dans l'une des deux premières catégories de l'arrangement du 2 février 1890, relatif à la nationalité hellénique, ordre sera donné aux autorités locales de le remettre aux autorités consulaires en lui accordant un délai maxima de 60 jours, afin qu'il puisse se procurer les documents établissant sa nationalité grecque.

Pendant ces soixante jours, l'Autorité Consulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher sa fuite et pourra s'entendre à ce sujet avec l'autorité locale. En outre, il doit être bien entendu que, ce délai expiré, si les documents ne sont pas produits, l'individu en cause sera immédiatement, et sans autre avis, remis aux autorités du pays, pour qu'il soit procédé à son égard confirmément à la loi.

Cet arrangement, ayant surtout pour but de ne pas entraver indéfiniment le cours de la justice, ne saurait naturellement forclore le droit de nationalité que l'intéressé pourrait établir à tout moment par des pièces probantes.

Je vous prie de me faire savoir que vous acceptez ces conditions et je saisis l'occasion etc.“

Dans l'intervalle qui s'écoulera jusqu'au 1er janvier 1908, les deux Gouvernements entameront des négociations en vue d'arriver à un accord au sujet des modifications à introduire dans l'arrangement précité.

Il est bien entendu que, à défaut de la conclusion d'un accord, l'arrangement résultant de la lettre No 163, du 9/21 mars 1895, prendra, fin à la date du 1er janvier 1908, sans que, naturellement, l'invalidation éventuelle de l'arrangement dont il s'agit puisse forclore le droit de nationalité que l'intéressé pourrait établir à tout moment par des pièces probantes.

Veuillez agréer etc. etc.

(Signé) *A. Skousès.*

24.

ROUMANIE, BELGIQUE.

Convention de commerce; signée à Bucarest, le $\frac{23 \text{ mai}}{5 \text{ juin}}$ 1906.*)

Moniteur Belge 14 et 15 janvier 1907 et Monitorul Oficial. No. 219. 1906.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du désir de développer les relations commerciales entre Leurs deux Etats, ont résolu de remplacer, par de nouvelles dispositions conventionnelles, la Convention de commerce conclue le 10/22 janvier 1894 entre la Belgique et la Roumanie, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges,

Monsieur le Baron Beyens, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie, et

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Monsieur Georges Gr. Cantacuzène, Grand Croix de Son Ordre „Charles Premier" avec collier, Grand Croix des ordres de l'Etoile de Roumanie et de la Couronne de Roumanie, etc., etc., Son Président du Conseil des Ministres et Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères par intérim,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Les ressortissants, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Article 2.

Tous les produits du sol ou de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Roumanie et tous les produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie qni seront importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront

---

*) Les ratifications ont été échangées, le $\frac{30 \text{ décembre } 1906.}{12 \text{ janvier } 1907.}$

soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation en Belgique, il ne sera pas perçu en Roumanie, et à l'exportation en Roumanie, il ne sera pas perçu en Belgique, des droits de sortie autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance.

Les marchandises de toute nature, provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ou y allant, seront exemptes, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Article 3.

Les produits belges énumérés dans le tarif annexé à la présente Convention ne seront pas soumis, à leur entrée en Roumanie, à des droits plus élevés que ceux qui sont prévus dans ledit tarif.

Article 4.

Il est entendu que la clause du traitement de la nation la plus favorisée stipulée par la présente Convention ne fait pas obstacle aux avantages qui résulteraient d'une union douanière conclue ou à conclure par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et qu'elle n'exclut pas, non plus, la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation ou de production.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine, que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationanx, et ils auront, réciproquement, droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans leurs Pays respectifs.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications, en remplacement de la Convention du 10/22 janvier 1894.

La présente Convention restera obligatoire pendant quatre années à partir du jour de son entrée en vigueur. Dans le cas où aucune des

Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de quatre années, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partier du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Bucarest, le 5 juin/23 mai 1906.

(L. L.) *Bon Beyens.* (L. S.) *G. Gr. Cantancuzène.*

25.

ITALIE, NICARAGUA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Managua, le 25 juin 1906.*)

Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia. Numero 267. Anno 1906.

Sua Maestà il Re d'Italia e il Governo della Repubblica di Nicaragua, desiderando di regolare ed estendere le relazioni di commercio tra i due paesi, hanno determinato di conchiudere a questo scopo un trattato, ed hanno nominato a tal fine per loro plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia,

il signor Davide Campari, cavaliere del R. ordini della Corona d'Italia, suo console generale nella Repubblica di Nicaragua; e

l'eccellentissimo signor presidente della Repubblica di Nicaragua,

il signor dottor Adolfo Altamirano, ministro degli affari esteri;

i quali, dopo essersi vicendevolmente comunicati i rispettivi pieni poteri, che furono trovati in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti:

Art. 1.

Vi sara amicizia e completa ed intera libertà di commercio e di navigazione tra gli Stati delle due alte parti contraenti.

I cittadini italiani nella Repubblica di Nicaragua ed i cittadini nicaraguensi negli Stati di Sua Maestà il Re d'Italia potranno approdare e rimanere liberamente e con tutta sicurezza coi loro bastimenti e carichi in tutti quei punti, porti e fiumi, i quali siano attualmente o possano essere in avvenire aperti al commercio estero.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 28 septembre 1906.

I cittadini di una parte godranno rispettivamente negli Stati e possedimenti dell'altra parte degli stessi diritti, privilegi libertà, favori, immunità ed esenzioni pel loro commercio e navigazione di cui godono e godranno gli stanieri che fruiscono del trattamento della nazione più favorita, senza dover pagare alcuna tassa o imposta maggiore di quelle pagate dai medesimi ed assoggettandosi alle leggi ed ai regolamenti in vigore.

I e navi da guerra delle due potenze saranno trattate nei porti rispettivi come quelle della nazione più favorita.

Art. 2.

I cittadini di ciascuna delle due parti contraenti potranno viaggiare e dimorate liberamente nei rispettivi territori, esercitare industrie ed il commercio tanto all'ingrosso come al minuto, prendere in affitto ed occupare case, magazzini e botteghe, siccome potrà loro convenire; effettuare trasporti di merci e danaro, ricevere merci in deposito tanto dall'interno che dall'estero, pagando i soli diritti stabil ti delle leggi in vigore per i nazionali; vendere e comprare direttamente o per intermedia persona a loro scelta, e fissare i prezzi dei beni, effetti, mercanzie e qualsiasi altro oggetto, tanto se importati, quanto se nazionali, sia che li vendano all-interno o li esportino, conformandosi sempre alle leggi ed ai regolamenti del paese; curare e fare i loro affari e presentare alle dogane le loro dichiarazioni o da sè stessi o per mezzo dei loro procuratori ol agenti, senza essere sottoposti ad altre restrizioni, gravami, contribuzioni od imposte che a quelle che pesano sopra i nazionali.

Essi avranno egualmente il diritto di disimpegnare qualsiasi incarico che venisse loro affidato dai propri concittadini, da stranieri o da nazionali, in qualità di amministratori, commissionari, agenti, consegnatari od interpreti.

Infine essi non pagheranno, in ragione del loro commercio od industria, nei porti, nelle città od in qualsiasi luogo dei due Stati, ove si sieno definitivamente o temporariamente stabiliti, se non i me lesimi diritti, tasse od imposte che siano o saranno a carico dei nazionali; ed i privilegi, immunità od altri favori accordati in materia di commercio o d'industria ai cittadini di uno dei due paesi verranno egualmente accordati a quelli dell'altro.

Art. 3.

I cittad dini ni dell'uno degli Stati contraenti godranno sul territorio dell'altro della più costante protezione e sicurezza nelle loro persono, nelle loro proprietà e nei loro interessi, e godranno, a questo riguardo, degli stessi diritti e privilegi che sono o saranno accordati ai nazionali, sottomettendosi alle condizioni imposte a questi ultimi.

Essi andranno peraltro esenti negli Stati dell'altra parte dal servizio militare obbligatorio, sia nell'esercito che nella marina, nella guardia nazionale o nella milizia; come pure da ogni specie da contribuzioni di guerra, da prestazioni o requisizioni militari, e da imprestiti forzosi speciali.

Art. 4.

Quando in virtù di concessioni fatte a privati dal Governo del Nicaragua si promuova, con destinazione al territorio della Repubblica l'immi-

grazione di cittadini italiani, lo stesso Governo di Nicaragua vigilerà per l'esatta esecuzione dei relativi contratti e punirà, in conformità alle leggi, ogni abuso od inganno che fosse commesso a danno degli immigranti.

Art. 5.

I cittadini di ambe le parti contraenti non potranno essere sottomessi rispettivamente a sequestri od embargos, per ragioni di Stato, nè per spedizioni militari, nè per causa di uso pubblico di veruna sorte; nè potranno essere trattenuti coi loro bastimenti, equipaggi, mercanzie od oggetti commerciali per eguali motivi.

Art. 6.

Tutte le mercanzie e tutti gli oggetti di commercio, tanto se prodotti del suolo o della industria dei due Stati contraenti, come di qualunque altro paese, la cui importazione fosse dalle leggi permessa nell'uno o nell'altro dei due Stati, potranno egualmente essere importati sopra bastimenti italiani o nicaraguensi, senza pagare altri o maggiori diritti di quelli che pagano i legni della nazione più favorita.

Questa reciproca eguaglianza di trattamento verrà indistintamente applicata alle mercanzie ed agli oggetti che giungessero sia direttamente dai porti degli Stati contraenti, sia da un altro punto qualsiasi, ed anche se imbarcate su bastimenti di altre nazionalità, dovendo, in questo caso, presentare documenti giustificativi della loro origine.

Si osserverà la stessa eguaglianza di trattamento nelle esportazioni e nei transiti, senza distinzione di provenienza o destinazione, ed anche riguardo alle franchigie, agli abbuoni ed ai rimborsi di diritti (drawbaks) che la legislazione dei due paesi abbia già stabiliti o potesse in seguito stabilire.

Non si percepiranno inoltre in Italia sovra la importazione o la esportazione degli articoli provenienti dal suolo o dalla industria del Nicaragua, e, rispettivamente, nel Nicaragua, sopra la importazione od esportazione degli articoli provenienti dal suolo o dall'industria dell'Italia, diritti maggiori di quelli che si percepiscono o si percepiranno sopra i medesimi articoli prevenienti dal suolo o dall'industria delle nazioni più favorite.

Resta inteso inoltre che i dazi della tariffa doganale del Nicaragua sia ad valorem, sia specifici, e, rispettivamente, i dazi della tariffa doganale italiana, non potranno essere in alcun caso nè per qualunque motivo, per i prodotti e le merci italiane e, rispettivamente, per le merci e prodotti del Nicaragua, più elevati di quelli che colpiscono o colpiranno le merci e i prodotti similari della nazione più favorita, comprendendosi fra tali dazi anche i diritti addizionali, governativi o municipali, o di qualsiasi altra specie.

Sono eccettuati dalle disposizioni di questo articolo i favori che il Nicaragua avesse accordato od accordasse in seguito ad altri Stati del centro America.

Art. 7.

Le relazioni circa il commercio di cabotaggio e la pesca saranno rette dalle leggi dei rispettivi paesi.

Art. 8.

I bastimenti mercantili di ciascuna delle parti contraenti che entreranno in zavorra o carichi nei porti dell'altra o che ne usciranno, qualunque sia il luogo di partenza o di destinazione, saranno trattati in ogni rispetto sullo stesso piede delle navi nazionali. Essi non saranno assoggettati, così all'entrata come durante il soggiorno o all'uscita, a diritti di tonnellaggio, porto, faro, quarantena, od altri di qualsiasi classe, più elevati di quelli imposti ai bastimenti nazionali.

Per quanto riguarda il collocamento delle navi, il loro caricamento e scaricamento nei porti, rade, seni, bacini ed in generale per tutte le disposizioni alle quali possono essere sottoposte le navi di commercio, il loro equipaggio e il loro carico, le parti contraenti si concedono il trattamento della nazione più favorita.

Art. 9.

Quando una nave di una delle due parti contraenti venisse a naufragare, investire o soffrire avarie sulle coste dell'Italia o del Nicaragua, i cittadini rispettivi riceveranno per essi e per i loro bastimenti, effetti o mercanzie, la medesima assistenza dalle autorità locali, che sarebbe data agli abitanti del paese ove l'infortunio ebbe luogo. Peraltro, le operazioni relative al salvataggio saranno dirette dagli agenti consulari della nazione cui appartiene la nave.

Le autorità locali dovranno al più presto possibile far noto ai detti agenti l'infortunio di cui si tratta e limitare il loro intervento alla tutela dell'ordine e degli interessi di coloro che eseguiscono il salvataggio, se non appartengono agli equipaggi naufragati, e ad assicurarsi dell'adempimento delle disposizioni concernenti la introduzione delle merci salvate.

Art. 10.

In tutti i territori e dominî dei due Stati sarà accordata ai bastimenti dell'altro la facoltà di completare il proprio equipaggio per poter continuare il viaggio con marinai arruolati nel paese, semprechè si conformino alle leggi locali e l'arruolamento sia volontario.

Qualora un bastimento di una delle due parti contraenti voglia completare nei porti del proprio paese il suo equipaggio con marinai cittadini dell'altra parte contraente, esso non potrà farlo che in seguito a permesso in iscritto dell'agente consolare dell'altra nazione, il quale non potra negarsi a darlo senza giustificato motivo.

Art. 11.

Le navi, mercanzie ed effetti appartenenti ai cittadini di una delle parti contraenti, che fossero stati predati da pirati, sia nei limiti della rispettiva giurisdizione, sia nelle acque territoriali di altro Stato, sia in

alto mare, e fossero trasportati e trovati nei porti, fiumi, spiaggie, e dominî dell'altra parte, saranno consegnati ai loro proprietari, mediante il rimborso delle spese occorse per la ripresa.

Art. 12.

Saranno considerati come bastimenti italiani nel Nicaragua, e viceversa come bastimenti nicaraguensi in Italia, quelli che navigheranno sotto la rispettiva bandiera e che saranno muniti delle carte di bordo e degli altri documenti richiesti dalla legislazione degli Stati rispettivi per la giustificazione della nazionalità del bastimenti di commercio addetti alla navigazione.

Art. 13.

I cittadini di ciascuno dei due paesi saranno ammessi nell'altro al godimento dei diritti civili.

Quindi è riconosciuta loro da ambe le parti contraenti la facoltà di possedere beni mobili e stabili e di disporre a loro piacimento per vendita, donazione, permuta, ed in qualunque altro modo di tutte le proprietà di qualsivoglia specie che possederanno nei territori rispettivi.

Essi godranno egualmente e reciprocamente del diritto di ricevere e trasmettere detti beni per successione, sia ab intestato che per testamento, senza che possano essere sottomessi, per causa della loro qualità di forestieri, ad alcuna tassa od imposizione che non pesi egualmente sui nazionali.

Art. 14.

In caso di decesso di un suddito di una delle parti contraenti sul territorio dell'altra, le autorità locali dovranno darne avviso immediatamente all'ufficiale consolare nella cui circoscrizione il decesso è avvenuto. Gli ufficiali consolari, a loro volta, dovranno darne avviso alle autorità locali, quando ne siano stati informati pei primi.

Quando un italiano nel Nicaragua o un nicaraguense in Italia muoia sia con testamento o ab intestato, senza lasciar eredi legali nel paese, o se questi fossero minorenni, incapaci od assenti e non vi fosse nel luogo rappresentante legale della successione, nè esecutore testamentario, i consoli generali, consoli, vice-consoli o agenti consolari della nazione cui il defunto appartiene avranno il diritto di procedere successivamente alle seguenti operazioni:

1. Apporre i sigilli, sia d'ufficio, sia dietro domanda degli interessati, sopra tutti gli effetti, mobili e carte del defunto, previo avviso dato all'autorità locale competente, che potrà assistere alla operazione e apporre ugualmente i propri sigilli.

Questi sigilli, al pari di quelli dell'agente consolare, non potranno essere tolti senza che l'autorità locale assista all'operazione Tuttavia se dopo l'invito di assistere alla levata dei doppi sigilli direttole dall'ufficiale consolare, l'autorità locale non si presentasse entro un termine di 48 ore a partire dalla ricevuta dell'avviso l'ufficiale consolare potrà procedere da solo a tale operazione.

2. Formare l'inventario di tutti i beni ed effetti del defunto, in presenza dell'autorità locale, se questa ha annuito all'invito di assistervi. L'autorità locale apporrà la propria firma ai processi verbali compilati in sua presenza, senza che però possa esigere tassa di sorta per il suo intervento in questi atti.

3. Ordinare la vendita al pubblico incanto di tutti gli effetti mobili della successione che potessero deteriorarsi e di quelli di difficile conservazione, come pure dei raccolti e degli effetti pei quali si presentassero circostanze favorevoli.

4. Depositare in luogo sicuro gli effetti e valori inventariati; conservare l'ammontare dei crediti che si realizzerà ed il prodotto delle vendite che si percepiranno nell'ufficio consolare ed affidarli a qualche commerciante che presenti tutte le garanzie. Questi depositi dovranno effettuarsi d'accordo con l'autorità locale che avrà assistito alle operazioni anteriori se, in seguito alla convocazione di cui al paragrafo seguente, dei sudditi del paese o di un terzo Stato si presentassero come interessati nella successione ab intestato o testamentaria.

5. Annunciare il decesso e convocare, per mezzo della stampa locale e di quella del paese del defunto, i creditori che potessero esistere contro la successione, affinchè possano presentare i loro titoli rispettivi di credito, debitamente giustificati, nel termino fissato dalle leggi di ciascuno dei due paesi.

Se si presentassero dei creditori contro la successione, il pagamento dei loro crediti dovrà effettuarsi entro 15 giorni dalla chiusura dell'inventario, se vi fossero dei fondi da poterlo fare, e in caso contrario, non appena si possano realizzare i fondi occorrenti, nei modi più opportuni, o infine entro un termine stabilito di comune accordo fra il console e la maggioranza degli interessati

Se i consoli rispettivi si rifiutassero al pagamento di tutti o di parte dei crediti, allegando l'insufficenza dei valori della successione, i creditori avranno diritto di chiedere all'autorità competente la facoltà di costituirsi in unione.

Una volta ottenuta tale dichiarazione per le vie legali, l'ufficiale consolare dovrà immediatamente rimettere all'autorità giudiziaria o ai sindaci dell fallimento, tutti i documenti, effetti e valori appartenenti alla successione, restando incaricato di rappresentare gli eredi assenti, i minori e gli incapaci.

In ogni caso gli ufficiali consolari non potranno consegnare gli averi della successione agli eredi legittimi e ai loro mandatari se non trascorso un termine di sei mesi a partire dal giorno in cui l'avviso del decesso sarà stato pubblicato sui giornali.

Se la successione risultasse vacante in forza della legge nazionale del defunto, sarà devoluta all'erario dello Stato nel quale avvenne il decesso.

6. Amministrare e liquidare essi stessi, o per mezzo di persona da essi nominata sotto la loro responsabilità, la successione testamentaria o ab intestato, senza che l'autorità locale abbia ad intervenire in tali operazioni, a meno che dei sudditi del paese o di una terza Potenza

abbiano a far valere dei diritti sulla successione; giacchè, in questo caso, se sopravvenissero delle difficoltà, gli ufficiali consolari non avranno alcun diritto di risolverle, e la questione verrà rimessa ai tribunali locali. Gli ufficiali consolari agiranno allora come rappresentanti della successione, vale a dire che, conservando la gestione el il diritto di liquidare definitivamente la successione e di vendere gli effetti nelle forme precedentemente indicate, veglieranno agli interessi degli eredi ed avranno la facoltà di designare avvocati incaricati a sostenerne i diritti, rimettendo ai tribunali tutti i documenti atti a chiarire la controversia.

Pronunciata la sentenza, gli ufficiali consolari dovranno eseguirla, se non ricorrono in appello, e continuerranno allora di pieno diritto la liquidazione, che era stata sospesa sino alla composizione del litigio.

Art. 15.

Quando un italiano nel Nicaragua ed un nicaraguense in Italia venga a morire in un luogo ove non vi fossi agente consolare della sua nazione, l'autorità territoriale competente procederà, in conformità alla legislazione del paese, all'inventario degli effetti che avrà lasciato e sarà tenuta a rendere conto, nel più breve termine possibile, del risultato di tale operazione alla Legazione competente, o al Consolato o Vice-Consolato più vicino al luogo ove si sarà aperta la successione.

Ma dal momento in cui quest'agente consolare si presenterà in persona od invierà sul luogo un delegato, l'autorità locale dovrà uniformarsi a quanto preserive l'articolo precedente.

Art. 16.

Allorquando un suddito di una delle parti contraenti si troverà interessato in una successione aperta sul territorio dell'altra parte, sia di un connazionale, sia di un indigeno, sia di un suddito di una terza potenza, le autorità locali dovranno informare dell'apertura della successione l'autorità consolare più vicina.

Art. 17.

I con oli generali, consoli, vice-consoli ed agenti consolari dei due Stati conosceranno esclusivamente degli atti d'inventario e delle altre operazioni praticate per la conservazione dei beni ereditari lasciati dai marinai della loro nazione, morti a terra od a bordo delle navi del loro paese, sia durante la traversata, sia nel porto di arrivo.

La presente disposizione sarà pure applicabile ai beni ereditari lasciati dai passeggieri nazionali, semprechè siano morti a bordo della nave, od anche a terra, se durante il corso della navigazione.

Art. 18.

I cittadini di ciascuno dei due Stati contraenti godranno nel territorio dell'altro, per tutto ciò che concerne la proprietà delle invenzioni e scoperte industriali, dei disegni e modelli di fabbrica, dei marchi di fabbrica, come pure delle opere letterarie ed artistiche, gli stessi diritti che le leggi dell'altro Stato accordano ai nazionali.

Le invenzioni industriali coperte da brevetto in ambedue gli Stati e che siano attuate in uno soltanto di essi entro i termini e per la durata che le leggi di questo Stato prescrivono non potranno considerarsi nell'altro in pubblico dominio per mancanza di questo requisito.

Le opere artistiche e letterarie poste sotto la protezione delle leggi nello Stato di origine saranno considerate riservate anche nell'altro Stato, senza che sia richiesto l'adempimento delle formalità preseritte dalle leggi di questo Stato.

Art. 19.

I cittadini dell'una e dell'altra parte avranno libero accesso ai tribunali di giustizia per far valere o difendere i loro diritti, senza altre condizioni, restrizioni o tasse, all'infuori di quelle imposte ai nazionali.

Avranno inoltre la facoltà di eleggere liberamente i loro difensori ed agenti, al padri dei nazionali, e di assistere alle udienze, dibattimenti e sentenze dei tribunali nelle cause nelle quali fossero interessati, come pure di assistere alle informazioni, esami e deposizioni di testimoni che possano aver luogo in occasione dei giudizi medesimi, semprechè le leggi dei rispettivi paesi permettano la pubblicità di tali atti.

Essi godranno, infine, dell'assistenza giudiziaria gratuita, in quelli stessi casi e con quelle stesse condizioni con cui le leggi del paese accordano un tale benefizio ai nazionali. Quando ciò accada, il certificato d'indigenza dovrà essere rilasciato al cittadino che domando l'assistenza dalle autorità della sua residenza abituale.

Se egli non risiede nel paese in cui si fa la domanda, il detto certificato sarà approvato e legalizzato dall' agente diplomatico o consolare del paese in cui il certificato deve essere prodotto.

Se il postulante risiede nel paese in cui fa la domanda, potranno inoltre essere prese delle informazioni presso le autorità della nazione a cui egli appartienne.

Art. 20.

I due Governi contraenti si obbligano a far eseguire le notificazioni o citazioni giudiziarie e le commissioni rogatorie delle rispettive autorità giudiziarie, in quanto le leggi del paese non vi si oppongano.

Le notificazioni, citazioni o commissioni rogatorie saranno trasmesse in via diplomatica. Le spese occorrenti resteranno a carico del Governo richiesto.

Art. 21.

Le sentenze ed ordinanze in materia civile e commerciale emanate dai tribunali di una delle parti contraenti, e debitamente legalizzate, avranno, sulla richiesta dei tribunali stessi, negli Stati dell'altra parte, la stessa forza di quelle emanate dai tribunali locali e saranno reciprocamente eseguite e produrranno gli stessi effetti ipotecari sovra quei beni che ne saranno passibili, secondo le leggi del paese ed osservate le disposizioni delle leggi stesse in ordine alla inscrizione ed alle altre formalità.

Perchè possanno eseguirsi queste sentenze ed ordinanze dovranno essere previamente dichiarate esecutorie dal tribunale superiore nella cui giurisdizione o territorio dovrà aver luogo l'esecuzione, mediante un giudizio di deliberazione, in cui, citate le parti in via sommaria, si esaminerà:

1. se la sentenza sia stata proferita da un'autorità giudiziaria competente;

2. se sia stata pronunziata citate regolarmente le parti;

3. se le parti sieno state legalmente rappresentate o legalmente contumaci;

4. se la sentenza contenga disposizioni contrarie all'ordine pubblico o al diritto pubblico interno dello Stato.

L'esecutorietà della sentenza potrà essere richiesta in via diplomatica, ovvero direttamente dalla parte interessata.

Quando è chiesta in via diplomatica, se alla parte interessata non ha allo stesso tempo costituito un procuratore, questi gli verrà deputato d'ufficio dal tribunale che deve dichiarare esecutoria la sentenza.

La parte istante dovrà soddisfare al procuratore deputato d'ufficio il pagamento de' suoi onorari e delle spese che gli sono dovute.

Art. 22.

Gli atti notarili di qualunque specie, ancorchè stipulati prima dell'esecuzione del presente trattato, avranno rispettivamente nei due paesi la stessa forza e valore di quelli emanati e ricevuti dalle autorità locali e dai notari esercenti sul luogo, quando questi sieno stati sottoposti a tutte le formalità ed al pagamento dei relativi diritti stabiliti nei rispettivi Stati.

Questi atti, però, non potranno avere la forza esecutiva che la legge loro accorda, se questa non fu loro prima impartita dall'autorità competente del luogo in cui vuol farsi l'esecuzione, previo sommario giudizio, in cui si compiranno le formalità stabilite dall'articolo precedente in quanto vi sono applicabili.

Art. 23.

I cittadini indigenti dei due paesi saranno assistiti e trattati come quelli delle nazioni più favorite, secondo le leggi dei rispettivi Stati.

Art. 24.

Mentre fra i due Governi non sia stipulata una convenzione consolare, i consoli generali, consoli, vive-consoli ed agenti consolari rispettivi godranno nell'uno e nell'altro paese degli stessi diritti, prerogative ed immunità che le due parti contraenti avessero accordato o potessero accordare agli agenti della stessa categoria della nazione più favorita.

Art. 25.

Se una delle parti contraenti accordasse nell'avvenire ad un altro Stato qualche particolare favore o concessione in materia di commercio, di navigazione o di altro oggetto contemplato nel presente trattato, questo si intenderà ipso facto concesso all'altra parte.

Art. 26.

I due Governi contraenti convengono che le controversie le quali possano sorgere intorno all'interpretazione o all'esecuzione del presente trattato, od alle conseguenze di qualche sua violazione, debbano assoggettarsi, quando sieno esauriti i mezzi di comporle direttamente per amichevole accordo, alla decisione di Commissioni arbitrali, e che il risultato di simile arbitrato sarà obbligatorio per entrambi.

I componenti di tali Commissioni saranno scelti dai due Governi di comune consenso; in difetto di ciò, ognuna delle parti nominerà il proprio arbitro o un numero eguale di arbitri, e gli arbitri nominati ne sceglieranno un ultimo.

La procedura arbitrale sarà in ciascuno dei casi determinata dalle parti contraenti, e, in difetto, il Collegio stesso degli arbitri si intenderà autorizzato previamente a determinarla.

Art. 27.

Il presente trattato sarà in vigore per dieci anni, a decorrere dal giorno in cui si farà lo scambio delle ratifiche, ma, se un anno prima dello spirare del termine, niuna delle parti contraenti avesse annunciato ufficialmente all'altra l'intenzione di farne cessare gli effetti, continuerà in vigore per ambe le parti sino ad un anno dopo che siasi fatta la suddetta dichiarazione, qualunque sia l'epoca in cui abbia luogo.

Art. 28.

Il presente trattato sarà approvato e ratificato da S. M. il Re d'Italia e dall'eccellentissimo signor Presidente della Repubblica di Nicaragua, secondo la costituzione di ognuno dei due paesi, e le ratifiche ne saranno scambiate a Parigi nel termine di un anno dal giorno della firma, od anche più presto, se ciò sarà possibile.

In fede di che, i rispettivi plenipontenziari hanno firmato il presente trattato e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto, in due esemplari dello stesso tenore, nella città di Managua, il venticinque di gennaio dell'anno millenovecentosei.

(L. S.) *Davide Campari.*
(L. S.) *Adolfo Altamirano.*

26.

DANEMARK, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Arrangement pour la protection de dessins ou modèles industriels; signé à Washington, le 22/26 juin 1906.

Publication officielle. Washington 1906.

The Acting Secretary of State to the Danish Minister.

Department of State,
Washington, June 22, 1906.

Sir: I have the honor to acknowledge the receipt of your note of the 8th instant, in which you state that your Government instructs you to propose to the Department that the Government of the United States declare formally, in a note addressed to your legation, that, under the laws of the United States, it is not necessary, in order to secure the protection of Danish industrial designs or models, that the articles they represent shall be manufactured in the United States.

In return for such a declaration you announce your willingness to declare, under authority already received from your Government, that the Government of the King will promulgate a royal ordinance by which, under the law of April 1, 1905, § 11 i. f., exemption from Rule No. 4 of § 11, relating to the requirement that the corresponding articles shall be manufactured in Denmark, shall be granted to American industrial drawings or models as long as the said laws of the United States on the subject shall remain unchanged.

In reply I have the honor to inform you that this Government is willing to make, and does hereby formally make, the declaration cited above on the condition proposed by you.

Accept, etc.,

Mr. Constantin Brun,
etc., etc., etc.

Robert Bacon,
Acting Secretary.

The Danish Minister to the Secretary of State.

Legation de Danemark,
Bar Harbor, Me., le 26 juin 1906.

Monsieur Le Secrétaire d'État: J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note (No. 629) du 22 courant par laquelle Monsieur Robert Bacon, faisant fonction de Secrétaire d'Etat, a bien voulu déclarer formellement au nom du Gouvernement des Etats-Unis, à la condition proposée par moi, que d'après les lois des Etats-Unis il n'est pas nécessaire pour obtenir la protection de dessins ou modèles industriels

Danois que les objets représentés par ces dessins ou modèles soient fabriqués dans les Etats-Unis.

En retour de cette déclaration et conformément à la condition proposée par moi, je m'empresse, en vertu d'une autorisation reçue du Ministère Royal des Affaires Etrangères, de déclarer formellement que le Gouvernement du Roi fera promulguer une ordonnance Royale par laquelle, en vertu de la loi du 1st Avril 1905, § 11 i. f., une exemption de la règle du § 11 No. 4, relative à la nécessité de fabriquer les objets correspondants en Danemark, sera faite en faveur de dessins ou modèles industriels provenant des Etats-Unis aussi longtemps que les dites lois des Etats-Unis relatives au sujet en question restent les mêmes.

J'aurai l'honneur de faire parvenir le texte de l'ordonnance Royale à Votre Excellence immédiatement après la promulgation.

Veuillez agréer, etc.,

C. Brun.

Son Excellence Monsieur *Elihu Root*,
Secrétaire d'Etat.

27.

FRANCE, LUXEMBOURG.

Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail; signée à Paris, le 27 juin 1906.*)

Memorial du Grand-Duché de Luxembourg. No. 69 de 1906.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg et le Président de la République Française, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg:

M. Henri Vannerus, Chargé d'Affaires du Grand-Duché de Luxembourg, à Paris.

M. le Président de la République Française:

M. Léon Bourgeois, Sénateur, Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 19 octobre 1906.

Art. 1er. Les sujets luxembourgeois victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les sujets français victimes d'accidents du travail dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets luxembourgeois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Art. 2. Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

Art. 3. Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-ducale sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fons d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise.

Art. 4. Les autorités luxembourgeoises et françaises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg et en Francc un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires mentionnés plus haut ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 27 juin 1906.

(L. S.) signé: *Vannerus.*
(L. S.) signé: *Léon Bourgeois.*

28.

SUISSE, PARAGUAY.

Traité d'extradition; signé à Buenos-Ayres, le 30 juin 1906.

Schweizerisches Bundesblatt 1906.

Le Conseil fédéral
de la Confédération Suisse
et
Le Gouvernement
de la République du Paraguay,

désirant conclure une convention pour régler l'extradition réciproque des malfaiteurs fugitifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur Joseph Choffat, Ministre Résident de Suisse auprès la République du Paraguay;

Le Gouvernement de la République du Paraguay:

Son Excellence Monsieur le Docteur José Z. Caminos, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République du Paraguay près la République Argentine,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Les Hautes Parties contractantes, conformément aux règles établies dans la présente convention, s'engagent à se livrer réciproquement les individus accusés poursuivis ou condamnés par l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requérant pour l'un

Der Bundesrat
der schweiz. Eidgenossenschaft
und
die Regierung
der Republik Paraguay,

von dem Wunsche geleitet, einen Vertrag zur Regelung der gegenseitigen Auslieferung der flüchtigen Verbrecher abzuschliessen, haben zu diesem Zweck als ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrat der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn Joseph Choffat, schweizerischen Ministerresidenten bei der Republik Paraguay;

Die Rgierung
der Republik Paraguay:

Seine Excellenz Herrn Dr. José Z. Caminos, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Republik Paraguay bei der Argentinischen Republik,

welche nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten nachstehende Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, nach Massgabe der Vorschriften des gegenwärtigen Vertrages, sich gegenseitig diejenigen Personen auszuliefern, welche von der zuständigen richterlichen Behörde des ersuchenden Staates wegen

des crimes ou délits énumérés à l'article 2 et qui se trouvent réfugiés sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

Les crimes et délits qui donnent lieu à l'extradition sont les suivants:

1° Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement;
2° avortement volontaire;
3° coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort ou une infirmité durable, une incapacité permanente de travail ou une mutilation grave d'un membre ou organe du corps;
4° viol, attentat à la pudeur commis avec violence, proxénétisme, inceste;
5° attentat à la pudeur consommé avec ou sans violence sur des enfants de l'un ou de l'autre sexe âgés de moins de 14 ans;
6° bigamie;
7° rapt et séquestration de personnes; suppression ou substitution d'enfants;
8° exposition, délaissement d'enfants ou de personnes sans défense; enlèvement de mineurs;
9° falsification ou altération de monnaie ou de papier-monnaie, billets de banque et autres papiers de crédit ayant cours légal; d'actions et d'autres titres émis par l'Etat, par des corporations, des sociétés ou des particuliers; émission, mise en circulation ou altération de timbres-poste estampilles, marques ou sceaux de

eines der in Art. 2 aufgeführten Verbrechen oder Vergehen angeschuldigt, verfolgt oder verurteilt sind und sich auf das Gebiet des andern Staates geflüchtet haben.

Artikel 2.

Die Verbrechen und Vergehen, für welche die Auslieferung gewährt wird, sind folgende:

1. Totschlag, Mord, Elternmord, Kindesmord, Vergiftung.
2. Abtreibung der Leibesfrucht.
3. Absichtliche Körperverletzung, welche den Tod oder einen bleibenden Nachteil, dauernde Arbeitsunfähigkeit oder eine schwere Verstümmelung eines Gliedes oder Organes des Körpers verursacht hat.
4. Notzucht; gewalttätiger Angriff auf die Schamhaftigkeit; gewerbsmässige Kuppelei; Blutschande.
5. Mit oder ohne Gewalt verübter Angriff auf die Schamhaftigkeit von Kindern beider Geschlechter unter 14 Jahren.
6. Bigamie.
7. Wegnahme (Raub) und widerrechtliche Gefangenhaltung von Personen; Unterdrückung oder Unterschiebung von Kindern.
8. Aussetzung und bösliches Verlassen von Kindern oder hülfslosen Personen; Entführung von Minderjährigen.
9. Fälschung oder Veränderung von Münzen, Papiergeld, von Banknoten und andern Kreditpapieren mit gesetzlichem Kurs, von Aktien und andern Werttiteln, ausgegeben vom Staate, von Korporationen, Gesellschaften oder Privatpersonen; Ausgabe, Inverkehrssetzung oder Veränderung von Postmarken, von Stempeln,

l'Etat et des bureaux publics; introduction, émission ou usage en connaissance de cause des dits objets falsifiés; usage de documents ou actes falsifiés dans ces différents buts; usage frauduleux ou abus de sceaux, timbres, marques authentiques;

10° faux en écriture publique ou privée; falsification de documents officiels, de lettres de change ou de tous autres titres de commerce; usage frauduleux de documents falsifiés ou contrefaits; soustraction de documents;

11° faux témoignage, subornation de témoins ou faux serment en matière civile ou criminelle;

12° corruption de fonnctionaires publics;

13° péculat ou malversation de deniers publics, concussion commise par des fonctionnaires ou des dépositaires;

14° incendie volontaire; emploi abusif de matières explosibles;

15° actes volontaires et coupables qui auraient pour résultat la destruction ou dégradation des chemins de fer, des bateaux à vapeur, postes, appareils ou conduites électriques (télégraphes, téléphones) et la mise en péril de leur exploitation;

16° brigandage, extorsion, vol, recel;

17° baraterie et piraterie; actes volontaires commis en vue de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un

Marken oder Siegeln des Staates oder öffentlicher Stellen. Einführung, Ausgabe oder Gebrauch der genannten Sachen, in Kenntnis, dass sie gefälscht sind; Gebrauch von gefälschten Urkunden oder Akten der erwähnten Arten; betrügerischer Gebrauch oder Missbrauch von authentischen Siegeln, Stempeln und Marken.

10. Fälschung oder Verfälschung von öffentlichen oder privaten Schriftstücken, von amtlichen Urkunden, von Wechseln oder andern Handelspapieren; betrügerischer Gebrauch gefälschter oder nachgemachter Urkunden; Unterschlagung von Urkunden.

11. Falsches Zeugnis; Verleitung von Zeugen zu falscher Aussage; Meineid in Zivil- oder Strafsachen.

12. Bestechung von öffentlichen Beamten.

13. Veruntreuung oder Unterschlagung öffentlicher Gelder; Erpressung und Übervorteilung, begangen von Beamten oder Depositären.

14. Vorsätzliche Brandstiftung; Missbrauch von Sprengstoffen.

15. Vorsätzliche Handlungen, welche die Zerstörung oder Beschädigung von Eisenbahnen, Dampfschiffen, Posten, elektrischen Apparaten oder Leitungen (Telegraphen, Telephone) und die Gefährdung ihres Betriebes bewirken.

16. Raub, Erpressung, Diebstahl, Hehlerei.

17. Baratterie und Seeraub; vorsätzliche Handlungen, welche das Sinken, die Strandung, Zerstörung, Unbrauchbarmachung oder Beschädigung eines Schiffes be-

navire lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

18° escroquerie:

19° abus de confiance et soustraction frauduleuse;

20° banqueroute frauduleuse.

Dans tous ces cas, la tentative et la complicité seront suffisantes pour donner lieu à l'extradition, à condition toutefois qu'elles soient punissables d'après les lois pénales des pays contractants.

L'extradition sera accordée pour les délits énoncés ci-dessus quand les faits incriminés peuvent entraîner une peine d'au moins un an d'emprisonnement suivant la législation des parties contractantes.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu:

1° si l'individu réclamé est citoyen par naissance ou par naturalisation de la nation requise;

2° pour les délits politiques ou les faits connexes à des délits politiques;

3° si le délit a été commis sur le territoire de la nation requise;

4° si la demande d'extradition est motivée par le même crime ou délit que celui pour lequel l'individu réclamé a été jugé, condamné ou absous dans le pays requis;

5° s'il y a prescription de la peine ou de l'action pénale, conformément à la loi de l'Etat requérant ou de l'Etat requis, avant l'arrestation ou l'assignation de l'individu réclamé.

wirken, sofern daraus eine Gefahr für andere entstehen kann.

18. Betrug.

19. Vertrauensmissbrauch und Unterschlagung.

20. Betrüglicher Bankerott.

In allen diesen Fällen genügen der Versuch und die Teilnahme, um die Auslieferung zu begründen, sofern sie nach den Gesetzen der Vertragsstaaten strafbar sind.

Es wird wegen der oben aufgeführten Delikte die Auslieferung bewilligt, wenn die zur Last gelegten Straftaten nach den Gesetzgebungen der Vertragsstaaten wenigstens eine einjährige Freiheitsstrafe nach sich ziehen können.

Artikel 3.

Die Auslieferung findet nicht statt:

1. Wenn die reklamierte Person durch Geburt oder Naturalisation Bürger des ersuchten Staates ist.

2. Wegen politischer Vergehen oder wegen Handlungen, welche mit solchen im Zusammenhang stehen.

3. Wenn das Delikt auf dem Gebiet des ersuchten Staates begangen worden ist.

4. Wenn dem Auslieferungsbegehren das gleiche Verbrechen oder Vergehen zugrunde liegt, für welches die reklamierte Person in dem ersuchten Staate abgeurteilt, bestraft oder freigesprochen worden ist.

5. Wenn die Strafe oder die Strafklage vor der Verhaftung oder Vorladung der reklamierten Person nach der Gesetzgebung des ersuchenden oder des ersuchten Staates verjährt ist.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu si l'individu réclamé est poursuivi ou jugé pour le même crime ou délit dans le pays à qui l'extradition est demandée.

Article 5.

Si la peine édictée par la loi de l'Etat requérant, pour l'infraction qui motive la demande d'extradition, est une peine corporelle, l'extradition sera subordonnée à la condition que la peine sera, le cas échéant, commuée en prison ou en amende.

Article 6.

L'extradition ne sera accordée qu'à la condition que l'individu livré ne soit pas jugé par un tribunal d'exception.

Article 7.

Les individus réclamés qui sont poursuivis ou qui purgent une condamnation pour un délit autre que celui qui motive la demande d'extradition ne seront livrés qu'après leur jugement définitif dans le pays requis, et, en cas de condamnation, qu'après avoir subi leur peine ou avoir été graciés.

Article 8.

Les individus dont l'extradition aura été accordée ne pourront être poursuivis ni punis pour des crimes ou des délits antérieurs à l'extradition, ni pour des faits connexes à ces crimes ou délits, à moins que le pays qui les a livrés n'y consente et qu'il ne s'agisse de faits rentrant dans ceux énumérés à l'article 2.

Artikel 4.

Die Auslieferung findet nicht statt, wenn die reklamierte Person in dem ersuchten Staate für dasselbe Verbrechen oder Vergehen verfolgt oder vor Gericht gestellt wird.

Artikel 5.

Wenn das Strafgesetz des ersuchenden Staates für die strafbare Handlung, um deren willen die Auslieferung verlangt wird, eine körperliche Strafe androht, so wird die Auslieferung nur unter der Bedingung gewährt, dass jene Strafe gegebenen Falls in eine Freiheits- oder Geldstrafe umgewandelt werde.

Artikel 6.

Die Auslieferung wird nur unter der Bedingung bewilligt, dass der Auszuliefernde nicht vor ein Ausnahmegericht gestellt werde.

Artikel 7.

Die reklamierten Personen, welche wegen eines andern Delikts als dasjenige, das dem Auslieferungsbegehren zugrunde liegt, verfolgt werden oder eine Strafe verbüssen, werden erst ausgeliefert, nachdem sie im ersuchten Staate endgültig abgeurteilt sind und im Falle ihrer Verurteilung die Strafe verbüsst haben oder begnadigt worden sind.

Artikel 8.

Die Personen, deren Auslieferung gewährt worden ist, können für Verbrechen oder Vergehen, welche vor der Auslieferung begangen worden sind, oder für Handlungen, welche mit solchen Verbrechen oder Vergehen in Verbindung stehen, nur verfolgt und bestraft werden, wenn der Auslieferungsstaat hierzu seine Zustimmung erteilt und es sich um Straftaten handelt, die in Art. 2 aufgeführt sind.

Ils ne pourront pas non plus être livrés à un Etat tiers qui les réclamerait pour des faits distincts de ceux qui ont motivé l'extradition.

Ces restrictions n'auront pas lieu si l'extradé consent expressément à être poursuivi ou puni pour une infraction antérieurement commise et non mentionnée dans la demande d'extradition, ou à être livré à un Etat tiers, ou enfin s'il demeure dans le pays où il a été jugé pendant trois mois à partir du jour où il a purgé sa peine ou à partir du jour où il a été gracié et mis en liberté, ni dans le cas où il serait rentré par la suite sur le territoire de l'Etat requérant.

Article 9.

L'extradition pourra être accordée même si elle empêchait l'accomplissement d'obligations que l'individu réclamé aurait contractées vis-à-vis de particuliers dans l'Etat refuge. Les intéressés garderont toutefois intacts tous leurs droits et pourront les faire valoir par devant le tribunal compétent.

Article 10.

Dans le cas où, conformément aux dispositions de la présente convention, l'extradition n'aura pas été accordé, l'individu réclamé sera, s'il y a lieu, jugé par les tribunaux de l'Etat requis suivant les lois de ce pays, et la sentence définitive devra être communiquée au Gouvernement requérant.

De son côté l'Etat à la demande duquel un citoyen de l'autre Etat

Sie können auch nicht an einen dritten Staat ausgeliefert werden, der sie wegen anderer Straftaten, als diejenigen, welche die Auslieferung begründet haben, verlangen würde.

Diese Einschränkungen kommen jedoch nicht zur Geltung, wenn der Ausgelieferte ausdrücklich einwilligt, für eine vor der Auslieferung begangene und im Auslieferungsbegehren nicht erwähnte Straftat verfolgt oder bestraft oder an einen dritten Staat ausgeliefert zu werden, oder endlich wenn der Ausgelieferte in dem Staate, in welchem er abgeurteilt worden ist, von dem Tage an, da er seine Strafe verbüsst hat oder zufolge Begnadigung in Freiheit gesetzt wurde, während drei Monaten verbleibt, oder wenn er in der Folge freiwillig auf das Gebiet des betreffenden Staates zurückkehrt.

Artikel 9.

Die Auslieferung kann auch dann bewilligt werden, wenn dadurch die Erfüllung von Verbindlichkeiten, welche die reklamierte Person gegenüber Privaten im Zufluchtsstaat eingegangen hat, verhindert werden sollte. Die Interessenten behalten jedoch alle ihre bezüglichen Rechte gewahrt, und sie können dieselben vor dem zuständigen Richter geltend machen.

Artikel 10.

In den Fällen, in denen nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags die Auslieferung nicht gewährt worden ist, wird die reklamierte Person, wenn angängig, von den Gerichten des ersuchten Staates gemäss dessen Gesetzen abgeurteilt, und es soll das definitive Urteil der requirierenden Regierung mitgeteilt werden.

Der Staat, auf dessen Ausuchen ein Angehöriger des andern Staates

aura été poursuivi et jugé s'engage à ne pas exercer une seconde poursuite contre le même individu et pour le même fait, à moins que l'individu n'ait pas subi la peine à laquelle il aurait été condamné dans son pays.

verfolgt und abgeurteilt worden ist, verpflichtet sich seinerseits, gegen dieselbe Person wegen der gleichen Straftat kein zweites Verfahren durchzuführen, ausser wenn der Verurteilte die Strafe, zu der er in seinem Heimatsstaate verfällt wurde, nicht verbüsst haben sollte.

Article 11.

Lorsque l'action punissable, motivant la demande d'extradition, aura été commise dans un Etat tiers, l'extradition aura lieu, si les législations des parties contractantes autorisent la poursuite des faits de ce genre, même lorsqu'ils ont été commis à l'étranger, et s'il n'y a pas lieu, pour l'Etat requis, de traduire le criminel devant ses propres tribunaux, ni de le livrer au Gouvernement de l'Etat où l'action punissable a été commise.

Artikel 11.

Wurde die strafbare Handlung, auf welche sich das Auslieferungsbegehren gründet, in einem dritten Staate begangen, so wird die Auslieferung zugestanden, wenn die Gesetzgebungen der vertragschliessenden Teile die gerichtliche Verfolgung solcher Handlungen, auch wenn sie im Auslande verübt worden sind, gestatten und es dem um die Auslieferung ersuchten Staate nicht obliegt, den Verbrecher vor seine eigenen Gerichte zu stellen oder an die Regierung desjenigen Staates auszuliefern, auf dessen Gebiet die strafbare Handlung begangen worden ist.

Article 12.

Quand l'individu dont l'extradition est réclamée conformément à la présente convention est également réclamé par un ou plusieurs Gouvernements pour des crimes commis sur leurs territoires respectifs, l'extradition sera accordée à celui sur le territoire duquel aura été commis le délit le plus grave, et, en cas d'égale gravité, à celui qui aura le premier présenté la demande d'extradition.

Artikel 12.

Wenn die Person, deren Auslieferung auf Grund des gegenwärtigen Vertrags verlangt wird, gleichzeitig von einer oder mehreren andern Regierungen wegen auf deren Gebieten begangener Verbrechen reklamiert wird, so soll die Auslieferung an denjenigen Staat bewilligt werden, auf dessen Gebiet das schwerste Delikt verübt wurde, und bei gleicher Schwere an den Staat, dessen Auslieferungsbegehren zuerst eingegangen ist.

Article 13.

Si l'individu réclamé n'est pas citoyen du pays requérant et s'il était réclamé aussi par le Gouvernement de son pays à raison du même délit, le Gouvernement requis aura la fa-

Artikel 13.

Wenn die reklamierte Person dem ersuchenden Staate nicht angehört und wegen desselben Delikts auch von der Regierung ihres Heimatstaates verlangt würde, so steht es der er-

culté de le livrer à celui des deux pays requérants qui lui conviendra.

Article 14.

La demande d'extradition devra être faite par la voie diplomatique et, à défaut de celle-ci par le Consul du rang le plus élevé du pays requérant ou par le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Paraguay directement au Président de la Confédération Suisse et vice versa.

Elle devra être accompagnée:

1° de l'original ou de la copie authentique du mandat d'amener ou de tout autre acte de la même valeur, ou du jugement de condamnation rendu par l'autorité compétente suivant les formes prescrites dans le pays qui réclame l'extradition.

Ces documents devront indiquer l'acte incriminé, le lieu où il a été commis et sa date;

2° de la copie des dispositions pénales applicables au crime ou délit dont il s'agit;

3° autant que possible, du signalement de la personne réclamée et d'autres renseignements de nature à établir son identité, sa personne et sa nationalité.

Ces documents devront toujours être accompagnés d'une traduction française, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

Article 15.

En cas d'urgence, une des parties contractantes pourra demander la dé-

suchten Regierung zu, den Verfolgten an denjenigen der beiden ersuchenden Staaten auszuliefern, den sie vorzieht.

Artikel 14.

Das Auslieferungsbegehren soll auf dem diplomatischen Wege gestellt werden und in Ermangelung eines diplomatischen Agenten durch den im Range höchststehenden Konsul des ersuchenden Staates oder durch das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten der Republik Paraguay direkt bei dem Präsidenten der schweizerischen Eidgenossenschaft und umgekehrt.

Das Auslieferungsbegehren soll begleitet sein:

1. Von dem Original oder einer beglaubigten Abschrift des Haftbefehls oder einer andern Urkunde von gleichem Werte, oder des Straferkenntnisses, das von der zuständigen Bchörde nach den im ersuchenden Staate vorgeschriebenen Formen ergangen ist.

Diese Urkunden haben die strafbare Handlung, den Ort und die Zeit ihrer Begehung anzugeben.

2. Von einer Abschrift der auf das in Frage stehende Verbrechen oder Vergehen anwendbaren Strafbestimmungen.

3. Soweit möglich von dem Signalement des reklamierten Individuums und andern Angaben, welche zur Feststellung seiner Intendität, Persönlichkeit und Staatsangehörigkeit dienlich sind.

Diese Urkunden sollen stets von einer französischen Übersetzung begleitet sein, wenn sie nicht in dieser Sprache abgefasst sind.

Artikel 15.

In dringenden Fällen kann einer der vertragschliessenden Teile die

tention préventive du coupable. Celle-ci s'effectuera conformémentaux lois du pays requis et en vertu d'un avis postal ou télégraphique émanant de l'autorité compétente du pays requérant et sous promesse de remettre par voie diplomatique le mandat d'arrêt, ainsi que les documents justificatifs indiqués à l'article précédent.

L'individu ainsi détenu sera mis en liberté, si dans l'espace de trois mois à partir de la mise en détention, la demande diplomatique d'extradition n'est pas envoyée dans la forme déterminée à l'article 14, à moins que l'arrestation ne soit maintenue pour un autre motif.

Article 16.

Lorsque, dans une cause pénale concernant un délit mentionné à l'article 2, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique et il y sera donné suite d'urgence, conformément aux lois du pays.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits, par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la con-

vorläufige Verhaftung des Schuldigen verlangen. Diese erfolgt nach den Gesetzen des ersuchten Staates, und zwar auf Grund einer schriftlichen oder telegraphischen Aufforderung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates, welche die Zusicherung enthält, es werden der Haftbefehl und die im vorhergehenden Artikel erwähnten Belege auf dem diplomatischen Wege übermittelt.

Die demgemäss verhaftete Person wird in Freiheit gesetzt, wenn innerhalb drei Monaten von der Festnahme hinweg das diplomatische Auslieferungsbegehren nicht in der im Art. 14 vorgesehenen Form eintrifft, es sei denn, dass die Verhaftung aus andern Gründen aufrecht erhalten würde.

Artikel 16.

Wenn in einem Strafverfahren wegen eines in Art. 2 erwähnten Delikts eine der beiden Regierungen die Einvernahme von Zeugen, die im andern Staat wohnhaft sind, oder die Vornahme irgend welcher andern Untersuchungshandlungen für notwendig erachtet, so ist zu diesem Zweck auf dem diplomatischen Wege ein Ersuchsschreiben einzusenden, und es soll demselben gemäss den Gesetzen des ersuchten Staates beförderlichst Folge gegeben werden.

Die Vertragsstaaten verzichten auf jede Forderung betr. Vergütung der Kosten, die ihnen aus dem Vollzug der Rogatorien erwachsen, sofern es sich nicht um kriminelle, kommerzielle oder medizinische Expertisen handelt.

Ebensowenig kann eine Ersatzforderung Platz greifen für die Kosten gerichtlicher Handlungen, die von den Beamten eines der Vertragsstaaten von sich aus vorgenommen werden

statation de délits commis sur leur territoire, par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patri.

Article 17.

Si la comparution personnelle d'un témoin était jugée nécessaire ou convenable dans une cause pénale concernant un délit mentionné à l'article 2, le Gouvernement du pays où il demeure l'invitera à obtempérer à la citation qui lui sera adressée et, s'il y consent, le Gouvernement requérant lui accordera, dès le moment où il aura quitté son domicile, des frais de voyage et de séjour calculés d'après les tarifs en vigueur dans le pays où sa comparution doit avoir lieu, à moins que le Gouvernement requérant ne juge de son devoir d'accorder au témoin une indemnité plus considérable.

Aucune personne, quelle que soit sa nationalité, qui, citée comme témoin dans l'un des deux pays, aura comparu volontairement devant les tribunaux de l'autre, ne pourra être poursuivie ni détenue pour crimes ou délits ou pour condamnations civiles, criminelles ou correctionnelles antérieures à sa sortie du pays requis, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui font l'objet du procès où elle figure comme témoin.

Article 18.

Il est formellement stipulé que le transit, à travers le territoire de l'une des parties contractantes, d'un indi-

zum Zweck der Verfolgung oder Feststellung von Delikten, welche auf ihrem Gebiet von einem Ausländer begangen wurden, der nachher in seinem Heimatstaat zur Verantwortung gezogen wird.

Artikel 17.

Wenn in einer Strafsache betreffend ein in Art. 2 aufgezähltes Delikt das persönliche Erscheinen eines Zeugen notwendig oder zweckmässig erachtet werden sollte, so wird die Regierung des Staates, in dem er wohnt, ihn einladen, der ihm zugestellten Vorladung Folge zu leisten. Im Falle der Zustimmung wird ihm die ersuchende Regierung von dem Zeitpunkt hinweg, an dem er seinen Wohnort verlassen haben wird, die Reise- und Aufenthaltskosten vergüten gemäss den in dem Lande, wo er erscheinen soll, geltenden Tarifen, sofern sie sich nicht für verpflichtet erachtet, dem Zeugen eine grössere Entschädigung auszurichten.

Keine Person, welcher Nationalität sie auch sein mag, die in einem der beiden Länder als Zeuge vorgeladen und freiwillig vor den Gerichten des andern Landes erschienen ist, darf daselbst wegen Verbrechen oder Vergehen, oder wegen Verurteilungen zivilrechtlicher, krimineller oder korrektioneller Natur, die vor ihrem Weggang aus dem ersuchten Land stattgefunden haben, noch unter dem Vorwand der Mitschuld an den Handlungen, welche den Gegenstand des Prozesses bilden, in dem sie als Zeuge erscheint, verfolgt oder verhaftet werden.

Artikel 18.

Es ist ausdrücklich vereinbart, dass der Transit einer von einem dritten Staat an den andern Vertragsstaat

vidu livré par une tierce puissance à l'autre partie et qui n'est pas citoyen du pays de transit, sera accordé sur la simple exhibition, par la voie diplomatique, du mandat d'arrêt ou du jugement de condamnation, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 4.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays requis et aux frais de Gouvernement réclamant.

Article 19.

Les objets provenant d'nn crime ou d'un délit qui auraient été trouvés en la possession de l'individu réclamé ou que celui-ci aurait cachés et qui auraient été découverts plus tard, les outils ou instruments dont il se serait servi pour commettre l'infraction, ainsi que toutes les autres pièces à conviction, seront remis en même temps que l'individu réclamé.

Cette remise s'effectuera même dans le cas où l'extradition ne pourrait avoir lieu à cause de la mort ou de la fuite du délinquant.

Sont réservés expressément les droits que pourraient avoir des tiers sur les objets en question, qui devront leur être retournés sans frais une fois le procès terminé.

Article 20.

Les frais occasionnés sur le territoire de l'Etat requis par l'arrestation,

auszuliefernden Person durch das Gebiet eines der kontrahierenden Staaten, sofern dieselbe nicht dem Lande angehört, durch das der Transit stattfinden muss, auf die einfache Vorlage im diplomatischen Wege des Haftbefehls oder verurteilenden Erkenntnisses bewilligt werden soll, vorausgesetzt, dass die Handlung, welche der Auslieferung zugrunde liegt, in der gegenwärtigen Übereinkunft aufgeführt ist und nicht die Vorbehalte der Art. 3 und 4 Platz greifen.

Der Transport erfolgt auf den kürzesten Wegen unter Begleitung von Agenten des ersuchten Staates und auf Kosten der ersuchenden Regierung.

Artikel 19.

Die von einem Verbrechen oder Vergehen herrührenden Gegenstände, welche im Besitz der reklamierten Person vorgefunden wurden, oder welche diese versteckt hat und die später aufgefunden werden, die Werkzeuge oder Instrumente, deren sie sich zur Begehung der strafbaren Handlung bedient hat, sowie alle andern Beweisstücke sollen gleichzeitig mit der reklamierten Person zur Übergabe gelangen.

Diese Übergabe soll auch dann stattfinden, wenn die Auslieferung wegen des Todes oder der Flucht des Delinquenten nicht vollzogen werden kann.

Allfällige Rechte Dritter an den fraglichen Gegenständen werden ausdrücklich vorbehalten, und es sollen diese nach Beendigung des Verfahrens den Berechtigten kostenfrei zurückgestellt werden.

Artikel 20.

Die Kosten, welche auf dem Gebiete des ersuchten Staates durch die

a détention, la garde, la nourriture de l'individu réclamé et le transport des objets mentionnés à l'article 19 de la présente convention seront supportés par le Gouvernement de cet Etat.

Article 21.

Les parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement tous les arrêts de condamnation pour crime ou délit de toute nature prononcés par les tribunaux de l'un des Etats contractants contre les ressortissants de l'autre. Cette communication aura lieu moyennant l'envoi, par voie diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif.

Article 22.

La présente convention entrera en vigueur six semaines après l'échange des ratifications et continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Les ratifications seront échangées à Asuncion aussitôt que possible après l'approbation par l'Assemblée Fédérale de la Confédération Suisse et par le Congrès de la République du Paraguay.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus et y ont apposé leurs sceaux.

Buenos Ayres, le 30 juin 1906.

(sig.) *J. Choffat.*
(sig.) *José Z. Caminos.*

Festnahme, die Haft, die Bewachung und den Unterhalt der reklamierten Person sowie durch den Transport der in Art. 19 des gegenwärtigen Vertrages erwähnten Gegenstände erwachsen, werden von der Regierung dieses Staates getragen.

Artikel 21.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, einander alle von den Gerichten des einen der kontrahierenden Staaten gegen Angehörige des andern wegen Verbrechen und Vergehen jeder Art ausgesprochenen Straferkenntnisse mitzuteilen. Diese Mitteilung erfolgt auf diplomatischem Wege durch Zusendung eines Auszuges des in Rechtskraft erwachsenen Urteils.

Artikel 22.

Der gegenwärtige Vertrag tritt sechs Wochen nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt in Geltung sechs Monate nach erfolgter Kündigung seitens einer der vertragschliessenden Regierungen.

Die Ratifikationen sollen so bald als möglich in Asuncion ausgetauscht werden, nachdem der Vertrag durch die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Kongress der Republik Paraguay genehmigt sein wird.

Zu Urkund dessen, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die vorstehenden Artikel unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

Buenos Ayres, 30. Juni 1906.

(sig.) *J. Choffat.*
(sig.) *José Z. Caminos.*

29.

ETATS-UNIS, ESPAGNE.

Arrangement concernant plusieurs concessions réciproques en matière de droits de douane; signé à Saint-Sébastien, le 1 août 1906.

Publication officielle des Etats-Unis d'Amérique.

Agreement as to Reciprocal Tariff Concessions between the United States of America and Spain.

The Government of the United States of America and in its name His Excellency Mr. William Miller Collier, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near His Majesty the King of Spain, and the Government of His Catholic Majesty the King of Spain, and in its name His Excellency M. Pio Gullon é Iglesias, Grand Cross of the Red Eagle of Prussia, of Leopold of Belgium, of St. Olaf of Norway, of St. Stephen of Hungary, etc, etc, Life Senator, Member of the Royal Academy of Political and Moral Sciences, Minister of State desiring to promote the mutual trade interests of the two countries and the former having proposed to the latter the concession by Spain of the most favored nation treatment (Portugal excepted) in exchange for the tariff treatment which on the part of the United States is considered (if the treatment accorded to Cuba be excepted) as the most favored nation treatment, that is, that made by the concessions made to various countries in the articles comprehended in section three of the American tariff:

It is hereby in behalf of the said two Governments agreed as follows:

I. The following mentioned products and manufactures of Spain exported from Spain to the United States, shall upon their entrance into the United States be dutiable as follows:

Crude tartar, or wine lees, or argols, crude, five per cent ad-valorem. Brandies or other spirits manufactured or distilled from grain or other materials, one dollar and seventy five cents per proof gallon.

Still wines, and vermuth, in casks, thirty five cents per gallon; in bottles or jugs, per case of one dozen bottles or jugs containing each not more than one quart and more than one pint, or twenty four bottles or jugs containing each not more than one pint, one dollar and twenty five cents per case, and any excess beyond these quantities found in such bottles or jugs shall be snbject to a duty of four cents per pint or fractional part thereof, but no separate or additional duty shall be assessed upon the bottles or jugs.

Paintings in oil or water colors, pastels, pen and ink drawings, and statuary, fifteen per centum ad-valorem.

II. The products and manufactures of the United States will pay duty at their entrance into Spain at the rates now fixed in the second column of the Spanish tariff, it being understood that every decrease of duty accorded by Spain by law or in the commercial pacts now made or which in future are made with other nations will be immediately applicable to the United States, exception only being made of the special advantages conceded to Portugal.

III. The present arrangement will enter into effect as soon as the necessary decrees and proclamations can be promulgated in both countries and it will thereafter continue in force until one year after it has been denounced by either of the High Contracting Parties. Each of the High Contracting Parties, however, shall have the right to rescind forthwith any of its concessions herein made by it, if the other at any time shall withhold any of its concessions or shall withhold any of its tariff benefits now or hereafter granted to any third Nation, exception being made of the special benefits now or hereafter given by Spain to Portugal and those now or hereafter given by the United States to Cuba.

IV. The Government of His Catholic Majesty will forthwith issue the necessary decrees and orders and the President of the United States will thereupon, at once, make the necessary proclamation.

Made, in duplicate, in San Sebastian, August the first one thousand nine hundred and six.

William Miller Collier.
Pio Gullon.

30.

RUSSIE, SUÈDE.

Arrangement concernant les relations commerciales; signé à St. Pétersbourg, le $\frac{27 \text{ juillet}}{9 \text{ août}}$ 1906.

Bulletin des lois de l'Empire Russe.

En vue d'assurer les relations commerciales entre la Russie et la Suède, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit.

Jusqu'à la révision du traité de commerce et de navigation conclu entre la Russie et la Suède et la Norvège le $\frac{26 \text{ avril}}{8 \text{ mai}}$ 1838, les Hautes Parties Contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le commerce, la navigation, l'industrie et les droits d'entrée.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions du présent arrangement:

1) les faveurs spéciales accordées ou qui seront accordées par la Suède aux sujets norvégiens, aux sociétés commerciales, industrielles et financières et aux marchandises norvégiennes aussi longtemps que ces mêmes faveurs ne seront pas accordées aux sujets, aux sociétés ou aux marchandises d'un autre Etat.

2) Les stipulations qui sont ou seront relatives au commerce de la Russie avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, ces stipulations ne pouvant en aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux Parties Contractantes par le présent arrangement.

Les dispositions du présent arrangement ne sont pas applicables:

1) aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation aux habitants du Gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Toutefois, les importations suédoises bénéficieront également de toutes les facilités douanières accordées aux importations dans ces territoires d'un Etat de l'Europe ou de l'Amérique du Nord.

2) au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir du jour de sa signature, et ne cessera ses effets qu'un an après la dénonciation qui en serait faite de part ou d'autre.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à St. Pétersbourg, le $\frac{27 \text{ juillet}}{9 \text{ août}}$ 1906.

(L. S.) (signé) *Iswolsky.*
(L. S.) (signé) *Brändström.*

31.

BELGIQUE, ITALIE.

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage; signée à Bruxelles, le 29 août 1906.

Moniteur Belge. No. 244. 1906.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, considérant qu'une méthode identique (système Moorsom) est adoptée, tant dans le Royaume de Belgique que dans le Royaume d'Italie, pour le jaugeage des navires de mer, sauf la différence portant sur les déductions de tonnage à accorder pour les espaces occupés par les appareils de force motrice des navires à vapeur, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Les navires à voiles belges, jaugés conformément au règlement général du 2 décembre 1897, seront admis dans les ports italiens, de même que les navires à voiles italiens jaugés conformément au règlement du 21 décembre 1905 seront admis dans les ports belges, sans être assujettis à aucune opération nouvelle de jaugeage, le tonnage net inscrit dans leur certificat étant considéré comme équivalent au tonnage net des navires nationaux.

Art. 2. La même dispense de jaugeage existera pour les navires à vapeur jaugés en Belgique et en Italie conformément aux règlements susvisés, dont les certificats seront admis réciproquement dans toutes leurs parties, sauf que la Belgique appliquera aux navires italiens et l'Italie aux navires belges, du chef des espaces occupés par les machines, les chaudières et les soutes à charbon, les règles de déduction en vigueur dans chaque pays pour les navires nationaux. Il est entendu que l'application de ces règles de déduction se fera, autant que possible, à l'aide des indications contenues dans les certificats de jaugeage et qu'aucun espace ne sera soumis à un nouveau mesurage si sa capacité est mentionnée dans lesdits certificats.

Art. 3. Les certificats spéciaux de jaugeage suivant la règle anglaise délivrés en Belgique conformément à l'article 41 du règlement général précité du 2 décembre 1897, seront considérés comme exprimant le tonnage net italien et admis comme tels.

Art. 4. Les dispositions qui précèdent sont destinées à remplacer celles qui ont fait l'objet de la déclaration échangée le 13 octobre 1899 entre les deux Pays.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qui entrera en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 29 août 1906.

Favereau. *Bonin.*

32.

ARGENTINE, CHILI.

Traité d'arbitrage; signé à Santiago, le 28 mai 1902 et correspondance y relative.

Parliamentary Papers presented to the House of Commons by Command of His Majesty, in puronance of their address dated August 8, 1905.

Preliminary Protocol.

(Translation.)

The Minister for Foreign Affairs, Don José Francisco Vergara Donoso, and Don José A. Terry, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Argentine Republic, having met together at the Ministry for Foreign Affairs of Chile, with a view to settling the rules for deciding differences of any kind whatsoever which might tend to disturb the good relations existing between the two countries, and thereby consolidating the peace maintained up to the present, notwithstanding periodical alarms caused by the long dispute as to frontier delimitation, the Argentine Minister Plenipotentiary stated that the intention of his Government, conformable to the international policy which it had always observed, was, to endeavour in every case to solve questions arising with other States in a friendly manner; that the Government of the Argentine Republic had obtained such a result by keeping within their rights and respecting to its full limits the sovereignty of other nations, without interfering in their internal affairs or in their external questions; that in consequence thereof they could have conceived no intention of territorial expansion; that his Government would persist in this policy; and that, believing that they were interpreting the public opinion of their country, they made these solemn declarations, now that the moment had come for Chile and the Argentine Republic to remove all causes for trouble in their international relations.

The Minister for Foreign Affairs, on his part, declared that his Government had always held, and still hold, those elevated views which the Minister of the Argentine Republic had just expressed on behalf of his Government; that Chile had given numerous proofs of the sincerity of her aspirations, by embodying in her international Agreements the principle of arbitration as a means of solving difficulties with friendly nations; that, respecting the independence and integrity of other States, she also did not harbour designs of territorial expansions, except such as resulted from the fulfilment of Treaties at present in existence or which might hereafter be concluded; that his Government would persist in this policy; that, happily, the question of the delimitation of frontier between Chile and the Argentine Republic had ceased to be a danger to peace,

since both nations were awaiting the arbitral decision of His Britannic Majesty; that, in consequence, believing that he was interpreting the public opinion of Chile, he made these declarations, deeming, in common with the Argentine Minister, that the moment had now come to remove all cause for trouble in the relations between the two countries.

In view of this conformity of sentiments, it was arranged:

1. To conclude a General Treaty of Arbitration which would guarantee the realization of the aims referred to.

2. To draw up a Protocol of the present Conference, such document to be considered as forming an integral part of the Treaty itself.

In witness whereof, two copies of the present note were signed on the 28th of May, 1902.

(Signed) *José F. Vergara Donoso.*
José A. Terry.

General Treaty of Arbitration between Chile and the Argentine Republic, signed May 28, 1902.

(Translation.)

The Governments of the Argentine Republic and of Chile, animated by a mutual desire of solving, by friendly means, any question which may arise between the two countries, have agreed to conclude a General Treaty of Arbitration, for which purpose they have constituted as their Ministers Plenipotentiary, namely:

His Excellency the President of the Republic of Chile, Señor Don José Francisco Vergara Donoso, Minister of State in the Department of Foreign Affairs; and,

His Excellency the President of the Argentine Republic, Señor Don José Antonio Terry, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of that country:

Who, after having exchanged their full powers, which they found in good and due form, have agreed to the stipulations contained in the following Articles:

Article I.

The High Contracting Parties bind themselves to submit to arbitration all controversies between them, of whatever nature they may be, or from whatever cause they may arisen, except when they affect the principles of the Constitution of either country, and provided that no other settlement is possible by direct negotiations.

Article II.

Questions which have already been the subject of definite settlement between the High Contracting Parties cannot, in virtue of this Treaty, be reopened. In such cases arbitration will be limited exclusively to the questions which may arise respecting the validity, te interpretation, and the fulfilment of such Agreements.

Article III.

The High Contracting Parties nominate as Arbitrator His Britannic Majesty's Government. If either of the Parties should break off friendly relations with His Britannic Majesty's Government, in that event both Parties nominate as Arbitrator the Government of the Swiss Confederation.

Within the period of sixty days, dating from the exchange of ratifications, both Parties shall, jointly or separately, request His Britannic Majesty's Government, the Arbitrator in the first instance, and the Government of the Swiss Confederation, the Arbitrator in the second instance, to consent to accept the duty of Arbitrators conferred upon them by this Treaty.

Article IV.

The points, questions, or difficulties involved shall be determined by the Contracting Governments, who may define the scope of the Arbitrator's powers and any other circumstance relating to the procedure.

Article V.

In default of agreement, either of the Parties may invite the intervention of the Arbitrator, whose duty it will be to determine the Agreement, the time, place, and formalities of the proceedings, as also to settle any difficulties of procedure as to which disputes may arise in the course of the arbitration.

The Contracting Parties undertake to place all the information in their power at the disposal of the Arbitrator.

Article VI.

Each of the Parties may appoint one or more Delegates to represent it before the Arbitrator.

Article VII.

The Arbitrator is competent to decide upon the validity and interpretation of the Agreement, as also to settle the disputes which may arise between the Contracting Parties as to whether certain questions have or have not been submitted to jurisdiction by arbitration in the written Agreement.

Article VIII.

The Arbitrator shall decide in accordance with the principles of international law, unless the Agreement calls for the application of special rules or authorizes the Arbitrator to decide in the character of a friendly mediator.

Article IX.

The Award shall decide definitely each point in dispute, and the reasons for the same shall be stated.

Article X.

The Award shall be drawn up in duplicate, and shall be notified to each of the Parties by means of its Representative.

Article XI.

The Award legally pronounced decides, within the limits of its scope, the dispute between the Parties.

Article XII.

The Arbitrator shall fix in the Award the time within which it shall be executed, and be competent to settle any questions which may arise with respect to its execution.

Article XIII.

There is no appeal against the Award, and its fulfilment is intrusted to the honour of the nations who have signed this Agreement. Nevertheless, recourse to revision shall be allowed before the same Arbitrator who pronounced it, provided such action be taken within the time allotted for the execution and in the following cases:

1. If the Award has been given on the strength of a document which has been falsified or tampered with; and

2. If the Award has been, in whole or in part, the consequence of an error of fact resulting from the arguments or documents of the case.

Article XIV.

Each one of the Parties shall defray its own expenses and half of the general expenses of the Arbitrator.

Article XV.

The present Treaty shall remain in force ten years, dating from the exchange of ratifications; and if it shall not have been denounced six months before the date of its expiry, it shall be considered renewed for another ten years, and so on.

The present Treaty shall be ratified an the ratifications shall be exchanged in Santiago de Chile within six months of its date.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the Argentine Republic and of the Republic of Chile have respectively signed and sealed the present Treaty in duplicate, in the city of Santiago, on the 28th day of May, 1902.

(Signed) *J. F. Vergara Donoso.*
José A. Terry.

Convention between Chile and the Argentine Republic respecting the Limitation of Naval Armaments, signed May 28, 1902.

(Translation.)

The Minister for Foreign Affairs, Don José Francisco Vergara Donoso, and Dr. José Antonio Terry, Envoy Extraordinary of the Argentine Republic, having met together in the Ministry for Foreign Affairs of Chile, have agreed to include in the following Convention the various decisions arrived at for the limitation of the naval armaments of the two

Republics, decisions which have been taken owing to the initiative and the good offices of His Britannic Majesty's Government, represented in Chile by their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Mr. Gerard Lowther, and in the Argentine Republic by their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Sir William A. C. Barrington:

Article I.

With the view of removing all motive for uneasiness or suspicion in either country, the Governments of Chile and of the Argentine Republic desist from acquiring the vessels of war now building for them, and from henceforth making new acquisitions.

Both Governments agree, moreover, to reduce their respective fleets, with which object they will continue to exert themselves until they arrive at an understanding which shall establish a just balance between the said fleets.

This reduction shall take place within one year, counting from the date of the exchange of ratifications of the present Convention.

Article II.

The two Governments bind themselves not to increase their naval armaments during a period of five years, without previous notice; the one intending to increase them shall give the other eighteen months' notice.

It is understood that all armament for the fortification of the coasts and ports is excluded from this Agreement, and any floating machine, such as submarine vessels, &c., destined exclusively for the defence of these, can be acquired.

Article III.

The two Contracting Parties shall not be at liberty to part with any vessel, in consequence of this Convention, in favour of countries having questions pending with one or the other.

Article IV.

In order to facilitate the transfer of pending contracts, both Governments bind themselves to prolong for two months the term stipulated for the delivery of the vessels building, for which purpose they will give the necessary instructions immediately this Convention has been signed.

Article V.

The ratifications of this Convention shall be exchanged within the period of sixty days, or less if possible, and the exchange shall take place this City of Santiago.

In witness whereof the Undersigned have signed and put their seals to two copies of this Convention in the City of Santiago, the 28th day of the month of May, 1892.

(Signed) *J. F. Vergara Donoso.*
J. A. Terry.

Señor Donoso to Señor Terry.

(Translation.) Santiago, May 28, 1902.

M. le Ministre,

The second part of Article I of the Convention, concluded for curtailing the naval armaments of Chile and of the Argentine Republic, states: "Both Governments agree, moreover, to reduce their respective fleets, with which object they will continue to exert themselves until they arrive at an understanding which shall establish a just balance between the said fleets; this reduction shall take place within one year, counting from the date of exchange of ratifications of the present Convention."

This Government understands that any differences which may arise with respect to the execution of the clause I have cited are to be decided by the Arbitrator, in accordance with the stipulation in Article I of the General Treaty of Arbitration signed this day.

Trusting that your Excellency will be good enough to inform me of the view of your Government in this respect, I have, &c.

(Signed) *José Francisco Vergara Donoso.*

Señor Terry to Señor Donoso.

(Translation.) Santiago, May 28, 1902.

M. le Ministre,

I have had the honour to receive your Excellency's note of this date, by which you are good enough to inform me that your Government interprets the second part of Article I of the Convention respecting the limitation of armaments in the sense that any difference which may arise and which cannot be settled directly between the Chanceries within the year shall be a matter for general arbitration, in accordance with the Treaty signed to-day.

In reply, I have the honour to inform your Excellency that my Government places a similar interpretation on the above-mentioned clause.

I renew, &c.

(Signed) *J. A. Terry.*

Explanatory Protocol, signed July 10, 1902.

(Translation,)

Señor Don José Francisco Vergara Donoso, Minister for Foreign Affairs of Chile, and Señor Don José Antonio Terry, the Argentine Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Argentine Republic, having met together in the Ministry for Foreign Affairs of Chile in order to remove the slight doubts which have arisen in both countries, and to give to the Agreements signed on the 28th May last the full value of the

high aims with which they were signed, and being duly authorized, declared that their respective Governments agreed:

1. That the carrying out of existing Treaties, or of others which may be rendered necessary by them, which question is referred to in the Preliminary Declaration in the Treaty of Arbitration, cannot be the subject of Arbitration between the tow Parties, and consequently neither of the contracting Governments has the right to interfere with the manner in which the other may choose to give effect to those Treaties.

2. That the carrying out of paragraph 2 of Article I of the Convention concerning naval armaments, in virtue of which a just balance between the two fleets was to be established, shall not necessitate the sale of vessels, but that this just balance may be arrived at by a disarmament or by other means to the extent required, in order that both Governments may retain the necessary fleets, the one for their natural defence and for the permanent safeguard of the Republic of Chile in the Pacific, and the other for the natural defence and the permanent safeguard of the Argentine Republic in the Atlantic and in the River Plate.

3. That the Agreements referred to having been submitted to the respective Congress of both countries, the present instrument shall likewise be brought to the knowledge of those bodies.

In faith whereof the Undersigned have hereunto affixed their signature in duplicate at Santiago, this 10th day of July, 1902.

(Signed) *J. F. Vergara Donoso.*
J. A. Terry.

Agreement concluded and signed between the Argentine Republic and Chile on the 9th January, 1903, giving effect to the Convention of May 28, 1902, for the Limitation of Naval Armaments.

(Translation.)

His Excellency Dr. Luis M. Drago, Minister for Foreign Affairs and Worship, and his Excellency Don Carlos Concha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Chile, having met together in the Department of Foreign Affairs and Worship in Buenos Aires, on the 9th January, 1903, with the view of giving effect to the just balance with both countries have decided to establish between their respective fleets, in conformity with the Treaty on Naval Armaments signed on the 28th May, 1902, with the notes exchanged on the same date between the Chilean Ministry and the Minister Plenipotentiary of the Argentine Republic, and, with the Protocol which was signed on the 10th July, 1902, relating to the same matter, and, after having exchanged their respective powers, which were found in due form, have agreed to the following arrangement:

Article 1. The Argentine Republic and the Republic of Chile shall hereafter, and in the shortest time possible, sell the vessels of war now

building for them, for the former in the ship-yards of Ansaldo (Italy) and for the latter in those of Messrs. Vickers and Messrs. Armstrong (England), according to the stipulations set forth in paragraph 1 of Article 1 and in Article 3 of the Agreement of the 28th May, 1902. In the event of its not being possible from any cause to carry out the sale immediately, the High Contracting Parties may continue the building of the said ships, until they are completed, but in no case shall they be added to the respective fleets; not even with the previous notice of eighteen months required for the increase of naval armaments by the 2nd Article of the above-quoted Agreement.

Art. 2. Both the High Contracting Parties mutually agree immediately to put the vessels at present building at the disposal and at the orders of His Britannic Majesty, the Arbitrator appointed by the Treaty of the 28th May, 1902, informing him that they have agreed that the vessels shall not leave the yards where they actually are except only in case both High Parties jointly request it, either because their sale has been effected or in virtue of a subsequent Agreement.

Art. 3. The two High Contracting Parties shall immediately communicate to the ship-builders the fact that the vessels have been placed, by common consent of both Governments, at the disposal of the Arbitrator designated in the Treaty of the 28th May, 1902, without whose express order they may not be delivered to any nation or individual.

Art. 4. In order to establish the just balance between the two fleets, the Republic of Chile shall proceed to disarm the battle-ship "Capitán Prat," and the Argentine Republic to disarm its battle-ships "Garibaldi" and "Pueyrredon."

Art. 5. In order that the vessels may be considered disarmed, in accordance with the foregoing Article, they must be morred in a basin or port, having on board only the necessary crew to attend to the preservation of the material which cannot be removed, and they must have landed.

All coal.

All powder and ammunition.

Artillery of small calibre.

Torpedo tubes and torpedoes.

Electric search-lights.

Boats.

All stores of whatever kind.

For their better preservation it is permissible to roof in the decks.

Art. 6. The vessels mentioned in Article 4, which both Governments agree to disarm, shall remain in that state, and may not be rearmed without the previous notice of eigtheen months which the Government who wishes to do so is obliged to give to the other Government, except in case of a subsequent Agreement or of their alienation.

Art. 7. Both Governments shall request the Arbitrator appointed by the Treaties of the 28th May, 1902, for the purpose of arranging

difficulties to which questions on naval armaments may give rise, to accept the duties resulting from the present Agreement, for which purpose an authenticated copy thereof shall be sent to him.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries sign and seal the present in duplicate.

(Signed) *Luis M. Drago.*
Carlos Concha.

33.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PORTUGAL.

Arrangement supplémentaire concernant le commerce avec l'île de Porto-Rico; signé à Washington, le 19 novembre 1902.

Publication officielle des Etats-Unis. 1907.

The President of the United States of America and His Most Faithful Majesty the King of Portugal and of the Algarves, finding it expedient to amend the Commercial Agreement between the two countries, signed at Washington on the 22nd day of May, 1899, have named for this purpose their respective Plenipotentiaries, to wit:

The President of the United States of America, the Honorable John Hay, Secretary of State of the United States, and

His Most Faithful Majesty, the Viscount de Alte, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington;

Who, after having communicated each to the other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following additional and amendatory Articles to be taken as part of the said Agreement:

Article I.

The High Contracting Parties mutually agree that the provisions of the said Agreement shall apply also to the Island of Porto Rico.

Article II.

This Additional and Amendatory Agreement shall be ratified by His Most Faithful Majesty so soon as possible, and upon official notice thereof the President of the United States shall issue his Proclamation giving full effect to the same. From and after the date of such Proclamation this Agreement shall take effect, and shall continue in force during the continuance in force of the said Commercial Agreement signed May 22, 1899.

Done in duplicate in English and Portuguese texts at Washington this nineteenth day of November, one thousand nine hundred and two.

John Hay.
Visconde de Alte.

34.

COLOMBIE, EQUATEUR.

Traité réglant le Droit international privé; signé à Quito, le 18 juin 1903.

Diario Oficial. Bogota. 14 avril 1905.

Tratado sobre Derecho Internacional Privado entre las Repúblicas de Colombia y el Ecuador.

Quito, junio 18 de 1903.

Reunidos en el Ministerio de Relaciones Exteriores del Ecuador los Excmos. Sres. D. Emiliano Isaza, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Colombia, y D. Miguel Valverde, Ministro Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores, y deseando hacer efectivos á un tiempo en las dos Repúblicas los derechos civiles de sus ciudadanos y estrechar más las buenas relaciones existentes entre ambos países, han convenido en celebrar el siguiente Tratado sobre Derecho Internacional Privado:

Titulo primero.

De la ley que rige el estado y la capacidad jurídica de las personas, los bienes situados en la República y los contratos celebrados en el país extranjero.

Articulo I.

Los naturales de los dos países contratantes gozarán respectivamente de los mismos derechos civiles que los nacionales.

Articulo II.

El estado y la capacidad jurídica de las personas se juzgarán por su ley nacional, aunque se trate de actos ejecuta dos ó de bienes existentes en el otro país.

Articulo III.

Los bienes existentes en la República se regirán por las leyes nacionales, aunque sus dueños sean extranjeros y no residan en ella, salvo lo dispuesto en el título de las sucesiones. Esta disposición no limita la facultad que tiene el dueño de tales bienes para celebrar acerca de ellos contratos válidos en el otro país; pero los efectos de estos contratos, cuando hayan de cumplirse en la República, se arreglarán á sus leyes.

Articulo IV.

Los contratos celebrados en el otro país contratante serán juzgados, en cuanto á su validez y efectos jurídicos de sus estipulaciones, por la ley

del lugar de su celebración; pero si esos contratos, por su naturaleza ó por convenio de partes tuvieren que cumplirse precisamente en la República, se sujetarán á las leyes de ésta. En uno y otro caso, el modo de ejecutarlos se regirá por las leyes nacionales.

Articulo V.

Las formas ó solemnidades externas de los contratos ó de cualesquiera otros actos jurídicos se regirán por la ley del lugar en donde han sido celebrados.

Articulo VI.

La legalización de los instrumentos otorgados en el otro país contratante estarà sujeta á las leyes de la República.

Titulo segundo.

De los matrimonios celebrados en el país extranjero, y de los celebrados por los extranjeros en la República.

Articulo VII.

El matrimonio celebrado en el país extranjero en conformidad á sus leyes ó á las leyes de la otra nación signataria, surtirá en la República los mismos efectos civiles que si se hubiere celebrado en ella. Sin embargo, si un natural contrajere matrimonio en la otra nación, contraviniendo de algún modo á las leyes de su país, la contravención surtirá en éste los mismos efectos que si se hubiere cometido en él.

Articulo VIII.

Se reputará también válido para los mismos efectos el matrimonio contraído por un nacional en el extranjero ante el Agente Diplomático ó Consular de la República con arreglo á sus leyes.

Articulo IX.

La capacidad jurídica para contraer matrimonio se juzgará por la ley nacional de los contrayentes.

Articulo X.

Los extranjeros que pretendan casarse en la República estarán obligados á probar su capacidad jurídica ante la autoridad que la ley local designe.

Articulo XI.

También estarán sujetos á las leyes de la República, en lo relativo á impedimentos dirimentes.

Articulo XII.

Los derechos y deberes personales que el matrimonio produce entre los cónyuges y entre éstos y sus hijos, serán regidos por la ley del domicilio matrimonial; pero si éste variare, se régiran por las leyes del nuevo domicilio.

Articulo XIII.

Las capitulaciones matrimoniales celebradas fuera de la República, estarán sujetas á las mismas disposiciones que reglan los contratos.

Articulo XIV.

No habiendo capitulaciones matrimoniales, la ley del domicilio conyugal regirá los bienes muebles de los cónyuges, sea cual fuere el lugar en que aquéllos se hallen ó en que hayan sido adquiridos.

Articulo XV.

Los bienes se regirán, en todo caso, por la ley del lugar en donde estén situados, conforme al artículo III.

Articulo XVI.

El matrimonio disuelto en otro país con arreglo á sus propias leyes y que no hubiera podido disolverse en la República, no habilitará á los cónyuges para contraer nuevas nupcias.

Titulo tercero.

De la sucesión.

Articulo XVII.

La capacidad para testar se regirá por la ley nacional del testador.

Articulo XVIII.

Los extranjeros podrán testar en la República con arreglo á las leyes del país de su nacimiento ó naturalización, ó según las de su domicilio.

Articulo XIX.

La capacidad para suceder y la sucesión se regirán por la ley á que se haya sujetado el testador, con las restricciones siguientes:

1.ª No tendrán efecto las disposiciones testamentarias sobre bienes existentes en la República, si se oponen á lo que se establece en el articulo 53; y

2.ª En la sucesión de un extranjero tendrán los nacionales, á título de herencia, de porción conyugal ó de alimentos, los mismos derechos que según las leyes del Estado les corresponderían sobre la sucesión de otro nacional; y les harán efectivos en los bienes existentes en el país.

Articulo XX.

Los testamentos otorgados fuera de la República y que deban cumplirse en ella, estarán sujetos á las limitaciones establecidas en el artículo anterior.

Articulo XXI.

Las solemnidades externas del testamento se regirán por la ley del lugar en donde ha sido otorgado.

Articulo XXII.

Las donaciones entre vivos se sujetarán á las disposiciones contenidas en los artículos anteriores.

Articulo XXIII.

La sucesión intestada se regirá por la ley nacional del difunto, con las limitaciones contenidas en el artículo 19. A falta de parientes con derecho á la herencia, los bienes existentes en la República quedarán sujetos á las leyes de ésta.

Titulo cuarto.

De la competencia de los Tribunales nacionales sobre actos jurídicos realizados fuera de la República y sobre los celebrados por los extranjeros que no residen en ella.

Articulo XXIV.

Los que tengan domicilio establecido en la República, sean nacionales ó extranjeros y estén presentes ó ausentes, pueden ser demandados ante los Tribunales territoriales para el cumplimiento de contratos celebrados en el otro país.

Articulo XXV.

También pueden serlo los extranjeros que se hallan en el país, aunque no sean domiciliados, si esos contratos so hubieren celebrado con los nacionales ó con otros extranjeros domiciliados en la República.

Articulo XXVI.

Los extranjeros, aunque se hallen ausentes pueden ser demandados ante los Tribunales de la Naciór:

1.° Para que cumplan las obligaciones cantraídas ó que deben ejecutarse en la República;

2.° Cuando se intente contra ellos una acción real concerniente á bienes que tengan en la República; y

3.° Si se hubiere estipulado que el Poder Judicial de la República decida las controversias relativas á obligaciones contraídas en el otro país.

Articulo XXVII.

Los extranjeros no domiciliados en la República que entablen alguna demanda contra los naturales ó contra los extranjeros naturalizados ó domiciliados, afianzarán las resultas del juicio, si así lo exigiere el demandado.

Articulo XXVIII.

No se exigirá sin embargo tal fianza en los casos siguientes:

1.° Si el extranjero apoyare su demanda en un documento fehaciente;

2.° Si tuviere en la República bienes suficientes;

3.° Si la parte líquida y reconocida del crédito cuyo pago solicita, fuere bastante para responder de los resultados de su demanda;

4.° Si la demanda versare sobre actos comerciales; y

5.° Si el extranjero hubiere sido compelido judicialmente á interponer la demanda.

Articulo XXIX.

En los juicios que se promuevan sobre el complimiento de obligaciones contraídas en el país entranjero, el modo de proceder se arreglará á las leyes de la República.

Articulo XXX.

Se juzgarán también por la mismas leyes las excepciones provenientes de hechos qne se hayan realizado en la República, así como las acciones rescisorias, resolutorias ó revocatorias que se funden en ellos; pero cuando se trate de probar la existencia de un acto jurídico ocurrido fuera del país, la prueba se arreglará á la ley del lugar donde ese acto se realizó.

Articulo XXXI.

La prescripción considerada como medio de adquirir bienes, se juzgará por la ley de la situación de éstos.

Articulo XXXII.

La prescriptión considerada como medio de extinguir las obligaciones, se juzgará por la ley del lugar en donde éstas hayan tenido origen.

Titulo quinto.

De la jurisdicción nacional sobre delitos cometidos en el otro país, y sobre los de falsificaciones en perjuicio de él.

Articulo XXXIII.

Los que delinquieren fuera del país, falsificando la moneda nacional, billetes de banco de circulación legal, títulos de efectos públicos ú otros documentos nacionales, serán juzgados por los tribunales de la República conforme á sus leyes, cuando sean aprehendidos en su territorio ó se obtenga su extradición. También son competentes los Tribunales nacionales para juzgar:

1.° A los ciudadanos de la República que hubieren cometido en el país extranjero un delito de incendio, homicidio (comprendiéndose en él el asesinato, el parricidio, el infanticidio y el envenamiento), castración, estupro, robo ó cualquier otro que esté sujeto á extradición, siempre que haya acusación de parte ó requerimiento del Gobierno del país en donde el delito se hubiere cometido.

2.° A los extranjeros que habiendo cometido los mismos delitos contra ciudadanos de la República, vengan á residir en ella, siempre que preceda acusación de parte interesada; y

3.° A los piratas.

Articulo XXXIV.

El procedimiento en esos juicios se sujetará á las leyes del país.

Articulo XXXV.

Cuando en el lugar de la perpetración y en el del juicio sea diferente la pena que corresponda al delito, se aplicará la menos severa.

Articulo XXXVI.

Las disposiciones que preceden no tendrán efecto:

1.° Si el delincuente ha sido juzgado y castigado en el lugar de la perpetración del delito;

2.° Si ha sido juzgado y absuelto ú obtenido remisión de la pena; y

3.° Si el delito ó la pena hubieren prescrito con arreglo á la ley del país en donde se delinquió.

Articulo XXXVII.

La responsabilidad civil proveniente de delitos ó cuasi delitos se regirá por la ley del lugar en donde se hayan verificalos hechos que los constituyen.

Articulo XXXVIII.

Serán castigados en la República conforme á sus leyes los delitos consistentes en falsificar para la circulación:

1.° Moneda que tenga curso legal en el otro país;

2.° Obligaciones ó cupones de la deuda pública ó billetes de Banco de la otra nación, con tal que su emisión esté autorizada por una ley de la misma;

3.° Obligaciones y demás títulos emitidos en el otro país por sus Municipalidades ó establecimientos públicos de toda especie, ó cupones de intereses ó de dividendos correspondientes á tales títulos; y

4.° Acciones de sociedades anónimas, legalmente constituídas en el otro pais.

Titulo sexto.

De la ejecución de las sentencias y otros actos jurisdiccionales.

Articulo XXXIX.

Las sentencias y cualesquiera otras resoluciones judiciales en materia civil expedidas en las Repúblicas signatarias, se cumplirán por las autoridades nacionales, con sujeción á lo provenido en este título.

Articulo XL.

La ejecución de dichas sentencias ó resoluciones se pedirá al Juez ó Tribunal de primera instancia del lugar en donde han de cumplirse, para lo que se le dirigirá un exhorto con inserción de todas las piezas necesarias.

Articulo XLI.

El Juez exhortado le dará cumplimiento con sujeción á lo dispuesto en el artículo LIII:

1.° Si no se opone á la jurisdicción nacional;

2.° Si la parte hubiere sido legalmente citada; y

3.° Si la sentencia ó resolución estuviere ejecutoriada con arreglo á la ley del país en donde haya sido expedida.

Articulo XLII.

La parte que se considere perjudicada por el auto del Juez exhortado puede interponer los recursos que la ley permita en el país de la ejecución, pero será prohibida toda controversia que no se refiera á alguno de los casos puntualizados en el artículo anterior.

Articulo XLIII.

Los exhortos que se pidan en las Repúblicas signatarias para la ejecución de los laudos ó fallos arbitrales, se cumplirán también con arreglo à las disposiciones precedentes, si están homologados.

Articulo XLIV.

Los laudos que estén homologados se sujetarán á las mismas reglas que los contratos.

Articulo XLV.

Los actos de jurisdicción voluntaria surtirán sus efectos con las mismas condiciones establecidas en el articulo XLI.

Articulo XLVI.

Los exhortos que tengan por objeto hacer una simple notificación, recibir declaraciones ó cualesquiera otras diligencias de esta naturaleza, se cumplirán siempre que estuvieren debidamente legalizados.

Articulo XLVII.

Lo dispuesto en los articulos 40, 41, 42 y 43 se observará también respecto de las sentencias y otros actos judiciales, así como sobre los arbitrales expedidos en países extraños á las Repúblicas contratantes:

1.° Si favorecen el derecho de ciudadanos de dichas Repúblicas; y

2.° Si aunque sean expedidos á favor de otras personas, se acredita que en el Estado donde se verificó el juicio ó el arbitraje, se observa la reciprocidad.

Articulo XLVIII.

No se exigirá la reciprocidad para ejecutar los exhortos relativos á actos de jurisdicción voluntaria ó á simples diligencias judiciales.

Articulo XLIX.

Los medios de ejecución para el cumplimiento de los exhortos á que se refieren Ios artículos anteriores, serán establecidos en la República.

Titulo septimo.

De las legalizaciones.

Articulo L.

Para que los exhortos y otros instrumentos públicos procedentes del país extranjero produzcan efectos legales en la República, su autenticidad será comprobada conforme á las reglas siguientes;

1.ª Los exhortos en que se solicita la ejecución de sentencias y laudos serán legalizados en la nación de su procedencia, conforme á la ley ó práctica establecida en ella;

2.ª Si la última firma de esa legalización fuere la del Agente Diplomático ó Consular del país de la ejecución, será autenticada por el Ministro de Relaciones Exteriores del mismo;

3.ª Si la última firma fuere la del Agente Diplomático ó consular de una nación amiga, el representante ó agente de ésta en el país de la ejecución la autenticará y pasará el exhorto al Ministro de Relaciones Exteriores para los efectos indicados en el inciso anterior; y

4.ª Si la nación de que procede el exhorto tuviere Agente Diplomático ó Consular en el país en donde ha de cumplirse, podrá el Ministro de Relaciones Exteriores de aquella nación remitirle el exhorto, para que, previa la autenticación de su firma, pase al de igual clase de la nación en donde ha de ejecutarse, á fin de que le dé el curso respectivo.

Articulo LI.

Los demás documentos surtirán sus efectos, si son legalizados por el Agente Diplomático ó Consular de la Républica ó de manera que la comprobación pueda hacerse por el Ministro de Relaciones Exteriores del país de la ejecución.

Titulo octavo.

Disposiciones comunes á los títulos precedentes.

Articulo LII.

Las disposiciones de los títulos anteriores no alteran las establecidas en los Tratados vigentes con otras naciones.

Articulo LIII.

Las leyes, sentencias, contratos y demás actos jurídicos que hayan tenido origen en el país extranjero, sólo se observarán en la República, en cuanto no sean incompatibles con su Constitución política, con las leyes de orden público ó con las buenas costumbres.

Articulo LIV.

Corresponde al que invoca una ley extranjera y pide su aplicación conforme á los títulos precedentes, probar la existencia de dicha ley.

Articulo LV.

El presente Tratado, aprobado que sea por los Congresos y ratificado por los Gobiernos de las Repúblicas contratantes, será canjeado en Quito, en el menor tiempo posible.

Articulo LVI.

Hecho el canje en la forma indicada en el artículo anterior, el tratado quedará en vigor desde ese acto, y por tiempo indefinido.

En fe de lo cual las partes contratantes, debidamente autorizadas por sus respectivos Gobiernos, firman y sellan dos ejemplares de este Tratado, en Quito, á los diez y ocho días del mes de Junio de mil novecientos tres.

(L. S.) *Emiliano Izasa.*
(L. S.) *Miguel Valverde.*

35.

GRANDE-BRETAGNE, PÉROU.

Traité d'extradition; signé à Lima, le 26 janvier 1904.*)

Treaty series. No. 13. 1907.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and his Excellency the President of the Republic of Peru, having determined by common consent to conclude a Treaty for the extradition of criminals, have accordingly named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, William Nelthorpe Beauclerk, His Majesty's Minister Resident in Peru;

And his Excellency the President of the Republic of Peru, José Pardo, his Minister for Foreign Relations;

Who after having exhibited to each other their respective full powers and found them in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, in accordance with the stipulations of the present Treaty, any persons who, being accused or convicted in one of the two countries of one or more of the offences enumerated in the following Article are found in the territory of the other.

Article II.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences:

1. Murder (including parricide, infanticide, poisoning) or attempt or conspiracy to murder. The Peruvian Government may, however, in its absolute discretion, refuse to deliver up any person charged with a crime punishable with death.

2. Manslaughter.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Lima, le 30 novembre 1906.

3. Procuring or attempting to procure abortion.

4. Rape abduction and indecent assault.

5. Unlawfully detaining or kidnapping children, abandoning or exposing them.

6. Bigamy.

7. Wounding or inflicting grievous bodily harm.

8. Assault occasioning actual bodily harm.

9. Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.

10. Perjury or subornation of perjury.

11. Arson and other malicious injury to property if such injuries are indictable.

12. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny or embezzlement.

13. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member or public officer of any company punishable with imprisonment for not less than one year.

14. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences, receiving any money, valuable security or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained.

15. Counterfeiting or altering money or bringing into circulation counterfeiting or altered money.

16. Making or having possession of instruments adapted and intended for the counterfeiting of the coin of the realm or for the forgery of documents. Forgery and uttering what is forged.

17. Offences against bankruptcy law.

18. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.

19. Piracy by the law of nations.

20. Dealing in slaves in such manner as to constitute a criminal offence against the laws of both States.

21. Extradition is also to be granted for other crimes or offences against persons or things which, according to the laws of the High Contracting Parties, are Extradition offences and are punishable by not less than one year's imprisonment.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime for which, according to the law of both the Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article III.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to grant or refuse the surrender of its own subjects or citizens.

Article IV.

The surrender shall not take place when the person claimed by the Government of either of the two nations has already been tried and sentenced by the authorities of the other for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be awaiting trial in the territory of one of the two nations, or be undergoing sentence in it on account of any other crime than that for which his extradition is claimed, his surrender shall be deferred until after he has been discharged, whether by acquittal or on the expiration of his sentence, or by pardon or otherwise.

Article V.

The extradition shall not take place if subsequently to the commission of the crime or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applying or applied to.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has, in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Article VII.

A person surrendered may in no case be kept in prison or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime, or on account of any other matters than those for which the extradition shall have taken place, until he has had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Article VIII.

The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties respectively; in default of these by the Consular Officers, and in the absence of both of these, directly, from Government to Government.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

Also, in case of extradition being demanded by Great Britain for a crime which is an offence against some statute, a copy of the said statute shall be sent; and if for a crime at common law only, an extract from some text-book generally recognized as authoritative may be sent,

as indicating the punishment applicable to the offence giving rise to the requisition.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in contumaciam is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article IX.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article X.

When either of the Contracting Governments considers the case urgent it may apply for the provisional arrest of the criminal and the safe keeping of any objects relating to the offence.

Such request will be granted, provided the existence of a sentence or warrant of arrest is proved and the nature of the offence of which the fugitive is accused is clearly stated.

The warrant of arrest to which this Article refers should be issued by the competent judicial authorities of the Country applying for extradition. In the United Kingdom the accused shall on arrest be sent as speedily as possible before a Police Magistrate. The prisoner shall be discharged if the State applying does not complete the requisition within the term of ninety days counting from the date of the arrest of the prisoner.

Article XI.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the same State, or to prove by the documents presented which shall contain a description of the person claimed and any particulars which shall serve to identify him, that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition and that the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article XII.

In the examinations which they may have to make in accordance with the foregoing stipulations, the Authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of

witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, and certificates of, or judicial documents stating the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows:

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate or Officer of the other State.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified under the hand of a Judge, Magistrate or Officer of the other State to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a Judge, Magistrate or Officer of the other State.

4. In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate or judicial document must be authenticated either by oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice or some other Minister of the other State: but any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the Country where the examination is taken may be substituted for the foregoing.

Article XIII.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition shall be granted to the State whose demand is earliest in date.

Article XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within ninety days from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to or the proper Tribunal thereof shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article XV.

When extradition is conceded the papers and other articles connected with the offence or its authors, or which were in their possession at the time of their arrest, shall be delivered to the State to which extradition is granted.

This State shall be bound to return them after the termination of the trial, if any persons shall satisfy the authorities of the State granting extradition that they have a right to them.

Article XVI.

All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Article XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the colonies and foreign possessions of His Britannic Majesty, so far as the laws in such colonies and foreign possessions allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or chief authority of such colony or possession by the Chief Consular officer of the Republic of Peru in such Colony or possession.

The Governor or chief authority may dispose of the requisition, in accordance with the laws of the territory in which he exercises authority, and shall be at liberty to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any colony or foreign possession of His Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified after receiving the approval of the Congress of the Republic of Peru and the ratifications shall be exchanged at Lima as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and affixed thereto their respective seals.

Done at Lima, this twenty sixth day of January in the year one thousand nine hundred and four.

(L. S.) *William Nelthorpe Beauclerk.*
(L. S.) *José Pardo.*

36.

RUSSIE, JAPON.

Correspondance concernant la saisie de la contrebande de guerre durant la guerre Russo-Japonaise; du 17 février 1904 au 23 octobre 1904.

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty. February 1905.

Sir C. Mac Donald to the Marquess of Lansdowne. (Received February 18, 3·46 A.M.)

(Telegraphic.) Tôkiô, February 17, 1904, 6·20 P.M.

Japanese Notification as to contraband published 10th February. Contraband of war divided into two classes.

First class, military weapons, ammunition, explosives, and materials (including lead, saltpetre, sulphur, &c.) and machinery for making them, cement, uniforms, naval and military, military accoutrements, armour-plates, machinery and materials for construction and equipment of ships of war, and all other goods which, though not coming under this list, are intended solely for use in war. Above-mentioned articles will be regarded as contraband of war when passing through or destined for enemy's army, navy, or territory.

Second class, provisions, drinks, horses, harness, fodder, vehicles, coal, timber, coins, gold and silver bullion, and materials for construction of telegraphs, telephones, railways. Any of above-mentioned articles will be regarded as contraband of war when destined for enemy's army or navy, or in such cases where, being goods arriving at enemy's territory, there is reason to believe they are intended for use of army or navy. Exception has been made as regards articles manifestly intended for use of vessel carrying them.

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received February 29.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, February 29, 1904.

Regulations affecting neutrals to be applied by Russia during war with Japan published to-day.

Declared contraband of war. Arms, munitions, explosives, and substances used for manufacture of explosives, material for artillery, engineering and baggage trains, such as gun carriages, campaign kitchens, carts, barbed wire, pontoons, harness, &c., articles of military equipment and clothing, ships constructed for purposes of war, boilers and all kind

of ship machinery, every kind of combustible, such as coal, naphtha, alcohol and similar substances, materials and objects for telegraphic and telephonic installations, or for construction of railways generally, all objects intended for war by sea or land, including rice, provisions, horses, &c. Assimilated to contraband of war are the following acts: Transport of enemy's troops, despatches and correspondence, and furnishing transports and ships of war to the enemy. Neutral ships captured while engaged in flagrant act of contraband can, according to circumstances, be seized and even confiscated. With these modifications in list of contraband of war instructions of 1900 are maintained in force. Text by post.

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received March 3.)

St. Petersburgh, February 29, 1904.

My Lord,

I have the honour to transmit to your Lordship herewith in French translation the text of an Imperial Order containing the Regulations to be applied during the war with Japan in regard to Japanese subjects residing in Russia, Japanese merchant-vessels in Russian ports, and contraband of war carried by the ships of neutral Powers.

Except that the list of contraband of war has been enlarged to specifically include coal, provisions, and some other items, the Regulations do not modify the Instructions to Naval Officers issued in 1900.

I have, &c.
(Signed) *Charles S. Scott.*

Inclosure.

Extract from the „Journal de Saint-Pétersbourg“ of February 16 (29), 1904.

Ordre de Sa Majesté l'Empereur, communiqué au Sénat dirigeant par le Ministre de la Justice et sanctionnant les Règles que le Gouvernement Impérial appliquera durant la guerre avec le Japon.

Sa Majesté l'Empereur a daigné écrire de sa propre main sur l'original, le 14 février, 1904: „Qu'il en soit ainsi.“

Règles que le Gouvernement Impérial appliquera durant la guerre avec le Japon.

1. Les sujets du Japon sont autorisés à continuer, sous la protection des Lois Russes, leur séjour et l'exercice de professions paisibles dans l'Empire de Russie, à l'exception des territoires faisant partie de la lieutenance Impériale en Extrême-Orient.

2. Les navires de commerce Japonais que la déclaration de guerre a trouvés dans des ports et havres Russes sont autorisés à y séjourner, avant de prendre la mer avec des marchandises ne constituant pas des objets de contrebande de guerre, durant un délai nécessaire et proportionné

au chargement, mais qui dans aucun cas ne doit excéder quarante-huit heures à partir du moment de la publication de la présente déclaration par les autorités locales.

3. Les sujets des Etats neutres peuvent continuer sans obstacle leurs relations commerciales avec les ports et villes Russes, à condition de se conformer aux lois de l'Empire et aux principes du droit des gens.

4. Les autorités militaires sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la liberté du commerce légitime des neutres, en tant qu'il est compatible avec les opérations de guerre.

5. Les règles suivantes doivent être observées à l'égard du commerce des neutres:

(1.) Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

(2.) La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;

(3.) Le blocus, pour être obligatoire, doit être effectif, c'est-à-dire maintenu par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

6. Sont considérés comme contrebande de guerre les objets suivants:

(1.) Les armes de tout genre portatives et d'artillerie, montées ou en pièces détachées, de même que les blindages;

(2.) Les munitions d'armes à feu, telles que: projectiles, fusées d'obus, balles, amorces, cartouches, tubes de cartouches, poudre, salpêtre, soufre;

(3.) Le matériel et les substances pour produire des explosions, tels que: torpilles, dynamite, pyroxyline, diverses substances fulminantes, fils conducteurs et tout ce qui sert à l'explosion des mines et torpilles;

(4.) Le matériel de l'artillerie, du génie et du train, tels que: affûts, caissons, caisses, ou ballots de cartouches, cuisines et forges de campagne, charettes à instruments, pontons, tréteaux de ponts, fil de fer à pointes, harnachement, &c.;

(5.) Les objets d'équipement et d'habillement militaire, tels que: gibernes, cartouchières, sacs, bricoles, cuirasses, outils de sape, tambours, marmites, selles, harnais, pièces confectionnées d'habillement militaire, tentes, &c.;

(6.) Les bâtiments se rendant dans un port ennemi, même sous pavillon de commerce neutre, si, d'après leur construction, leur aménagement intérieur et autres indices, il y a évidence qu'ils sont construits dans un but de guerre et se dirigent vers un port ennemi pour y être vendus ou remis à l'ennemi;

(7.) Chaudières et machines et tout genre de navires, montées ou démontées.

(8.) Combustible de tout genre, tel que: charbon, naphte, alcool, et autres matériaux semblables.

(9.) Matériel el objets pour des installations télégraphiques, téléphoniques, ou pour la construction de voies ferrées.

(10.) En général, tous les objets destinés à la guerre sur mer ou sur terre, de même que le riz, les vivres, et les chevaux, bêtes de somme et autres, pouvant servir dans un but de guerre s'ils sont transportés pour le compte ou à destination de l'ennemi.

7. Sont assimilés à la contrebande de guerre les actes suivants, interdits aux neutres: le transport de troupes ennemies, celui de dépêches et de la correspondance de l'ennemi, la fourniture de transports et de navires de guerre à l'ennemi. Les navires neutres pris en flagrant délit de contrebande de ce genre peuvent être, selon les circonstances, saisis et même confisqués.

8. Le Gouvernement Impérial se réserve le droit de ne pas se conformer aux règles susénoncées par rapport à l'Etat ennemi ou neutre qui, de son côté, ne les observerait pas, de même que de prendre les dispositions nécessaires selon les circonstances spéciales de chaque cas donné.

9. Les règles détaillées que les autorités militaires sont tenues d'observer pendant la guerre sur mer sont exposées dans le règlement sur les prises sanctionné par Sa Majesté l'Empereur le 27 mars, 1895, de même que dans les instructions spéciales approuvées par le Conseil de l'Amirauté le 20 septembre, 1900, et relatives à l'arrêt, la visite, la capture, le transport, et la remise des navires et des marchandises capturés.

10. Les autorités militaires sont tenues, de même, de se conformer aux Actes Internationaux suivants signés par la Russie:

(1.) Convention de Genève du 10 (22) août, 1864, relative à l'amélioration du sort des blessés en temps de guerre.

(2.) Déclaration de Saint-Péterbourg du 29 novembre (11 décembre), 1868, relative à l'interdiction de l'usage des balles explosibles.

(3.) Actes signés à la Conférence Internationale de la Paix à La Haye le 17 (29) juillet, 1899, et ratifiés par Sa Majesté l'Empereur le 6 mai, 1900.

(a.) Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

(b.) Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 10 (22) août, 1864.

(c.) Déclaration concernant l'interdiction, pour une durée de cinq ans, de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

(d.) Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

(e.) Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure, dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau serait pourvue d'incisions.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Scott.

(Telegraphic.) Foreign Office, March 3, 1904.

With reference to your despatch of the 29th ultimo, you should get an official pronouncement as to whether we may read qualification contained in sub-section 10 of Rule 6 as applying to the whole of the preceding sub-sections, since the point is very important.

For instance, is coal declared to be contraband unconditionally or only in circumstances stated in sub-section 10?

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received March 7.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, March 7, 1904.

With reference to your Lordship's telegram of the 3rd instant, I have received following official declaration from Russian Government:

„All the articles enumerated in Article 6 of the Rules approved on the 14th ultimo by His Imperial Majesty, amongst which coal is included, are re garded as unconditionally contraband of war by the Imperial Government. With respect to section 10, its sense is confined to this — that the Imperial Government, if they should judge it indispensable in the circumstances of the war to forbid the conveyance of such articles to Japan or to Japanese armed forces, reserve to themselves the right to supplement the list of contraband articles by the addition of others."

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received March 18.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, March 18, 1904.

My despatch of 29th February.

„Official Messenger" publishes te-day instructions to Commanders of war-ships, in which additions are made to section 10, Article 6, so as to include under foodstuffs and forage all kinds of grain, fish, fish products, beans, bean-oil, and oilcakes. To list of remaining articles intended for war are added machinery and parts thereof intended for the manufacture of cannons, small-arms, and projectiles.

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received March 21.)

St. Petersburgh, March 14, 1904.

My Lord,

With reference to my telegram of the 7th instant, I have the honour to transmit herewith translation of a note which I have received from the Russian Government with regard to the articles which that Government propose to treat as contraband of war.

I have, &c.

(Signed) *Charles S. Scott.*

Inclosure.

Count Lamsdorff to Sir C. Scott.

Foreign Office, St. Petersburgh, March 7, 1904.

M. l'Ambassadeur,

In reply to your Excellency's note of the 20th ultimo, I have the honour to inform you that all the articles enumerated in article 6 of the Rules approved by His Imperial Majesty on the 14th February last, among which coal is included, are regarded by the Imperial Government as unconditionally contraband.

As regards section 10 of that Article, its sense is confined to this, that the Imperial Government reserve to themselves the right to supplement the list of contraband articles by the addition of others if, in the circumstances of the war, they should judge it indispensable to forbid the conveyance of such articles to Japan or to Japanese armed forces.

Receive, &c.

(Signed) *Lamsdorff.*

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received March 23.)

St. Petersburgh, March 19, 1904.

My Lord,

With reference to my telegram of yesterday's date, I have the honour to transmit herewith, for your Lordship's information, the official French translation, extracted from the „Journal de Saint-Pétersbourg," of the instructions to Commanders of war-ships extending the list of articles which are to be considered as contraband of war.

I have, &c.

(Signed) *Charles S. Scott.*

Inclosure.

Extract from the „Journal de Saint-Pétersbourg" of March 6 (19), 1904.

Sous le nom de denrées alimentaires, dont il est fait mention au 10e alinéa de cet Article, il faut comprendre avant tout, au nombre des divers objets qui peuvent servir de denrées alimentaires ou de fourrages pour l'armée Japonaise, le blé de toute espèce, le poisson et les différents produits de poisson, les haricots, l'huile d'haricots.

Au nombre des objets destinés aux besoins de la guerre sur terre, comme sur mer, doivent figurer aussi les machines et les pièces de machines destinées à la fabrication de canons, de fusils, et projectiles.

Sir C. Scott to the Marquess of Lansdowne. (Received March 24.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, March 24, 1904.

My despatch of 19th March.

Official Russian text contains word „jmuekhi" („oil cakes"), German, „Samenkuchen," omitted in unofficial French translation.

Sir C. MacDonald to the Marquess of Lansdowne.
(Received March 25.)

Tôkiô, February 12, 1904.

My Lord,

I have the honour to inclose herewith a translation of the Regulations issued on the 10th instant by the Imperial Minister of Marine on the subject of contraband of war.

I have, &c.
(Signed) *Claude M. MacDonald.*

Inclosure.

Regulations for Contraband of War.

Navy Department Notification No. 1, dated February 10, 1904, issued by Baron Yamamoto, Minister of Marine.

(Translation.)

The following goods shall be regarded as contraband of war during the war between Japan and Russia:

1. The following goods shall be regarded as contraband when passing through or destined for the enemy's territory, or destined for the naval and military forces of the enemy:

Military weapons, ammunition, explosives. and materials (including lead, saltpetre, sulphur, &c.) and machinery for making them; cement; uniforms (military and naval), military accoutrements, armour-plates, materials and machinery for the construction and equipment of war-ships, and all other goods which, though not coming under the above-mentioned list, are intended solely for use in war.

2. The following goods shall be regarded as contraband when destined for the enemy's army or navy, or in cases where, being goods arriving in the enemy's territory, there is reason to believe, from the circumstances of the place of destination, that, they are intended for the use of the naval or military forces of the enemy:

Provisions, drinks, horses, harness, fodder, vehicles of all kinds, coal, timber, coins, gold and silver bullion, and materials for the construction of telegraphs, telephones, and railways.

3. With regard to the goods mentioned in the two preceding clauses, those which from their nature and quantity are clearly to be considered as intended for the use of the ship that carries them, will not be regarded as coming under the category of contraband of war.

Mr. Spring-Rice to the Marquess of Lansdowne.
Received May 9, 2·29 P.M.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, Mai 9, 1904, 2·57 P.M.

Cotton has been added to list of objects declared contraband of war by Russia.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

(Telegraphic.) Foreign Office, May 16, 1904.

Ascertain and report without delay whether Notification, referred to in Mr. Spring-Rices telegram of the 9th May, applies to all cottons, including, e.g., piece-goods, or only to such preparations of cotton as can be used for the manufacture of explosives.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne. (Received May 17.)

(Telegraphic) St. Petersburgh, May 17, 1904.

With reference to your Lordship's telegram of the 16th instant, I am informed that the Notification does not apply to piece-goods, but only to raw cotton suitable for the manufacture of explosives.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne. (Received May 21.)

St. Petersburgh, May 18, 1904.

My Lord,

Mr. Spring-Rice called yesterday at the Ministry for Foreign Affairs with reference to the telegram from this Embassy the 9th instant, and was informed by M. Malevsky-Malevitch that the prohibition of cotton as contraband of war applied only to raw cotton suitable for the manufacture of explosives, and not to yarn or tissues. The object of the prohibition was to prevent the importation of an article which could be used for the manufacture of munitions of war, and as it was impossible to distinguish between the cotton imported for innocent purposes and cotton imported for use as munitions of war, it had been found necessary to issue the proclamation in question. There was no intention of introducing a new doctrine of contraband of war.

I have, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne. (Received May 23.)

St. Petersburgh, May 19, 1904.

My Lord,

With reference to my despatch of yesterday, I have the honour to transmit to your Lordship herewith a translation of the Notification declaring that cotton has been added to the list of objects declared contraband of war by the Russian Government.

I have, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

Foreign Office, June 1, 1904.

Sir,

Sir Charles Scott forwarded to me, in his despatch of the 23th February last, the text of an Order, issued by direction of His Majesty the

Emperor of Russia, containing, inter alia, a list of articles which, during the present hostilities with Japan, the Russian Government would deem to be contraband of war. Included in this list are rice and provisions, if they are transported on the account of, or are destined for, the enemy, („s'ils sont transportés pour le compte ou à destination de l'ennemi").

In his despatch of the 14th March, Sir C. Scott forwarded to me a note from Count Lamsdorff, in which he stated that all the articles enumerated in the list referred to in the above-mentioned Imperial Order were regarded by the Russian Government as unconditionally contraband of war.

His Majesty's Government observe with great concern that rice and provisions will be treated as unconditionally contraband, a step which they regard as inconsistent with the law and practice of nations.

His Majesty's Government do not contest that, in particular circumstances, provisions may acquire a contraband character, as for instance, if they should be consigned direct to the army or fleet of a belligerent, or to a port where such fleet may be lying, and if facts should exist raising the presumption that they are about to be employed in victualling the fleet of the enemy. In such cases it is not denied that the other belligerent would be entitled to seize the provisions as contraband of war on the ground that they would afford material assistance towards the carrying on of warlike operations.

His Majesty's Government could not, however, admit that if such provisions were consigned to the port of a belligerent (even though it should be a port of naval equipment) they should therefore be necessarily regarded as contraband of war.

In the view of His Majesty's Government the test appears to be whether there are circumstances relating to any particular cargo to show that it is destined for military or naval use.

His Majesty's Government desire to point out that the decision of the Prize Court of the captor in such matters, in order to be binding on neutral States, must be in accordance with recognized rules and principles of international law.

His Majesty's Government feel themselves bound to reserve their rights by protesting against the doctrine that it is for the belligerent to decide that certain articles, or classes of articles, are as a matter of course, and without reference to the considerations referred to in the earlier portion of this despatch, to be dealt with as contraband of war regardless of the well-established rights of neutrals, and His Majesty's Government could not consider themselves bound to recognize as valid the decision of any Prize Court which violated those rights, or was otherwise not in conformity with the recognized principles of international law.

Your Excellency will read this despatch to Count Lamsdorff and furnish him with a copy.

I am, &c.

(Signed) *Lansdowne.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne. (Received June 13.)

St. Petersburgh, June 8, 1904.

My Lord,

I have the honour to report that in accordance with your Lordship's instructions I read to Count Lamsdorff to-day a French translation of your despatch of the 1st instant, protesting against rice and provisions being included in the list of articles declared by the Russian Government to be unconditionally contraband of war, and I handed to his Excellency a copy of your above-mentioned despatch. I mentioned at the same time to Count Lamsdorff that in taking this step I was only acting in accordance with precedent, and with the views invariably held by His Majesty's Government that provisions consigned to the port of a belligerent under a neutral flag are not to be considered generally as contraband of war, except when it can be shown that they are destined for naval and military purposes, and I quoted the instance of the remonstrance addressed in the same sense by His Majesty's Government to the French Government during the Franco-Chinese war.

Count Lamsdorff remarked that, in the absence of any international decision as to what was, or was not, contraband of war, it appeared to be within the power of a belligerent to arbitrarily decide what articles were to be so considered, but that he would submit vour Lordship's despatch to his colleagues in the Government for their consideration, and would take the opinion of Professor Martens on the subject.

I am, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

Admiralty to Foreign Office. — (Received August 6.)

Admiralty, August 5, 1904.

Sir,

I am commanded by my Lords Commissioners of the Admiralty to forward herewith a copy of the instructions in regard to the coaling in British ports of belligerent war-ships and transports proceeding to the seat of war, which, with Lord Lansdowne's concurrence, it is proposed to issue to Naval Commanders-in-chief at home and abroad.

I am, &c.

(Signed) *C. I. Thomas.*

Inclosure.

Rules respecting Supply of Coal to Belligerent Ships.

Rules for the observance of neutrality, published in the „London Gazette" of the 11th February, 1904, laid down in Rule 3, the extent to which coal might be supplied to belligerent war-ships in British ports during the present war.

It must, however, be borne in mind that the reason for the practice of admitting belligerent vessels of war into neutral ports arises out of the exigencies of life at sea and the hospitality which it is customary to

extend to vessels of friendly Powers, and that this principle does not extend to enabling such vessels to utilize a neutral port directly for the purpose of hostile operations.

The rule above quoted is not to be understood as having any application to the case of a belligerent fleet proceeding either to the seat of war, or to a position or positions on the line of route, with the object of intercepting neutral vessels on suspicion of carrying contraband of war. Such fleet cannot be permitted to make use in any way of a British port for the purpose of coaling, either directly from the shore, or from colliers accompanying the fleet, whether the vessels of the fleet present themselves at the port at the same time or successively.

His Majesty's Government further direct that the same practice be pursued with reference to single belligerent war-vessels, if it be clear that they are proceeding for the purpose of belligerent operations as above defined. This is not to be applied to the case of a vessel putting in on account of actual distress at sea.

Foreign Office to Admiralty.

Foreign Office, August 8, 1904.

Sir,

I am directed by the Marquess of Lansdowne to acknowledge the receipt of your letter of the 5th instant, and to state that his Lordship concurs in the terms of the instructions which the Lords Commissioners of the Admiralty propose to issue to Naval Commanders-in-chief at home and abroad in regard to the coaling in British ports of belligerent warships and transports proceeding to the seat of war.

I am, &c.
(Signed) *E. Gorst.*

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

(Extract.) Foreign Office, August 10, 1904.

It is evident that unless some steps are taken by the Russian Government to restrain their naval authorities from the indiscriminate molestation of neutral traders, the amount of compensation for which the Russian Government will find itself liable may assume enormous dimensions.

You should call the attention of the Russian Government to this aspect of the question. It is necessary that they should realize that it is rapidly assuming a shape in which it will be impossible for the Government of this country to rest content with the prospect of obtaining pecuniary compensation for the sufferers. The situation which has arisen is indeed becoming one of the utmost gravity.

You will observe that, at the outset of hostilities, the Russian Government published, by order of His Majesty the Emperor, certain Rules which the Imperial Government decided to enforce during the continuation of the war. Under the 6th of these Rules every kind of fuel, such as

coal, naphtha, alcohol, and other similar materials, and generally „everything intended for warfare by sea or land, as well as rice, provisions and horses, beasts of burden and other animals, which may be used for a warlike purpose, if they are transported on the account of, or are destined for, the enemy," were declared to be contraband of war, and it was explained in an official declaration simultaneously published, that they would be regarded as „unconditionally contraband." I am dealing with this subject in a separate despatch. For the present it is only necessary to call attention to the fact that this unprecedented extension of the doctrine of contraband of war exposes to the penalties to which all persons carrying such contraband are liable the greater part, if not the whole, of the large trade now carried on between Great Britain and the Far East. Russian vessels have been told off for the purpose of searching for such contraband, not only in the proximity of the scene of war, but all over the world, selecting for the purpose the points at which neutral commerce can be most effectually intercepted. His Majesty's Government have lately become aware that a large addition is likely to be made to the number of Russian cruisers employed in this manner, and we must, therefore, contemplate the possibility that such vessels will shortly be found patrolling the narrow seas which lie on the route from Great Britain to Japan in such a manner as to render it virtually impossible for any neutral vessel to escape their attention. The effects of such interference with neutral trade will be disastrous to legitimate commerce passing from a British port in the United Kingdom to a British port in the Far East.

The position, already sufficiently threatening, is aggravated by the assertion on behalf of the Russian Government that the captor of a neutral ship is within his rights if he sinks it, merely for the reason that it is difficult, or impossible, for him to convey it to a national port for adjudication by a Prize Court. We understand that this right of destroying a prize is claimed in a number of cases; amongst others, when the conveyance of the prize to a Prize Court is inconvenient because of the distance of the port to which the vessel should be brought or when her conveyance to such a port would take too much time or entail too great a consumption of coal. It is, we understand, even asserted that such destruction is justifiable when the captor has not at his disposal a sufficient number of men from whom to provide a crew for the captured vessel. It is unnecessary to point out to your Excellency the effects of a consistent application of these principles. They would justify the wholesale destruction of neutral ships taken by a vessel of war at a distance from her own base upon the ground that such prizes had not on board a sufficient amount of coal to carry them to a remote foreign port—an amount of coal with which such ships would probably in no circumstances have been supplied. They would similarly justify the destruction of every neutral ship taken by a belligerent vessel which started on her voyage with a crew sufficient for her own requirements only, and therefore unable to furnish prize crews for her captures. The adoption of such measures

by the Russian Government could not fail to occasion a complete paralysis of all neutral commerce.

It appears to His Majesty's Government that no pains should be spared by the Russian Government in order to put an end without delay to a condition of things so detrimental to the commerce of this country, so contrary to acknowledged principles of international law, and so intolerable to all neutrals. You should explain to the Russian Government that His Majesty's Government do not dispute the right of a belligerent to take adequate precautions for the purpose of preventing contraband of war, in the hitherto accepted sense of the words, from reaching the enemy; but thy object to, and cannot acquiesce in, the introduction of a new doctrine under which the well-understood distinction between conditional contraband is altogether ignored, and under which, moreover, on the discovery of articles alleged to be contraband, the ship carrying them is, without trial and in spite of her neutrality, subjected to penalties which are reluctantly enforced even against an enemy's ship.

We have, from the first, been willing to discuss the important issues thus raised with the Russian Government in the most conciliatory, spirit with the object of reconciling, so far as may be, the just claims of belligerents and the acknowledged rights of neutrals; but you should make it clear that should the Russian Government act upon their extreme contentions with regard to contraband of war, and the treatment of vessels accused of carrying it, His Majesty's Government will be constrained to take such precautions as may seem to them desirable and sufficient for the protection of their commerce.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

Foreign Office, August 10, 1904.

Sir,

In my despatch of to-day I desired you to call the attention of the Russian Government to the effects likely to be produced on neutral commerce—effects which have indeed already manifested themselves—by their action in extending the definition of contraband of war, and in authorizing unduly stringent measures to be taken in order to prevent articles falling within this extended definition from reaching Japan.

I propose, in this despatch, to discuss more fully, and on its own merits, the question of contraband of war as it presents itself under the conditions to which I have referred.

At the outbreak of hostilities, the Russian Government issued an Order of the 14th February, 1904, approving a series of Regulations which they intended to enforce during the war with Japan. This Order was published in the „London Gazette" of Friday, the 11th March, 1904. The material rules for consideration are those to be found in sections (8) and (10) of Rule 6, which include, amongst articles contraband of war, every kind of fuel, such as coal, naphtha, alcohol, and other similar materials, and, generally, everything intended for warfare by sea or land,

as well as rice, provisions, and horses, beasts of burden, and other animals, which may be used for a warlike purpose, if they are transported on the account of, or are destined for, the enemy.

In transmitting the Order from which these Rules are taken, the Russian Government stated that all articles enumerated in Rule 6 were regarded as „unconditionally contraband".

This Declaration, it is needless to say, attracted the attention of His Majesty's Government. The description of contraband of war which it contained went far beyond that which has been hitherto accepted.

It has been held by this country, and our officers have been so instructed, that the term „contraband of war" includes only articles having belligerent destination and purpose. Such articles have been classed under two heads:

1. Those that are primarily and ordinarily used for military purposes in time of war, e. g., arms and munitions of war, military material, &c.—articles of this kind being usually described as absolutely contraband.

2. Those that may be, and are, used for peaceful or warlike purposes according to circumstances, such articles being usually described as conditionally contraband.

Articles of the first class destined for ports of the enemy or places occupied by his forces are always contraband of war. Articles of the second class are contraband of war only when actually and especially destined for the military or naval forces of the enemy. Coal and provisions are among the articles which are only conditionally contraband.

I accordingly, in my despatch of the 1st June last, instructed you to call the attention of Count Lamsdorff to this question, and, in particular, to express the surprise with which His Majesty's Government found that rice and provisions were to be treated as unconditionally contraband—a step which they regarded as inconsistent with the law and practice of nations. While thus protesting in regard to this particular category of so-called contraband of war, His Majesty's Government felt themselves bound to reserve their rights by also protesting against the doctrine that it is for the belligerent to decide what articles are as a matter of course, and without reference to other considerations, to be dealt with as contraband of war, regardless of the well-established rights of neutrals; and we explained that we should not consider ourselves bound to recognize as valid the decision of any Prize Court which violated those rights, or was otherwise not in conformity with the recognized principles of international law.

The question of the category of articles, covered by Rule 6 (8) of the Russian Declaration, viz, fuel of every kind, including coal, naphtha, alcohol, and other similar materials, was reserved for separate consideration. I may here call your attention to the fact that this treatment of coal as unconditionally contraband is diametrically opposed to the declaration made

at the West African Conference, held at Berlin in 1884, by the Russian Plenipotentiary, who stated that his instructions were peremptory, and that his Government refused categorically to consent to any Treaty, Convention, or Declaration of any kind which would imply the recognition of coal as contraband of war.

The extreme measures which have since been authorized by the Russian Government in connection with the search for contraband and the punishment of those concerned in its carriage greatly intensify the effects of the new Russian doctrine.

In these circumstances I have to instruct you to renew the protest which you have already made as to the treatment of provisions and foodstuffs as unconditionally contraband of war. You will add that it is impossible for us to admit the new Russian doctrine, contrary to that which the Russian Government have on former occasions supported, that coal and fuel of every kind are contraband, irrespective of whether they are destined for the use of belligerent forces or not. Still les can we admit that it is within the competence of any Power to abolisch by a stroke of the pen the long-established distinction between articles which are conditionally and those which are absolutely contraband of war, and suddenly to announce their intention of including within the latter category a number of articles, in themselves of an innocent description, and largely dealt in by neutral Powers. We are unable to admit that the seizure of cargoes or the vessels containing them, merely upon the ground that they include such articles, and without proof of such destination, is justifiable in international law; and His Majesty's Government will accordingly consider it their duty to support strenuously claims for compensation put forward by British subjects whose interests have suffered by the application of these Rules.

We desire to add that the confiscation of a neutral ship merely upon the ground that 50 per cent. of her cargo is contraband of war cannot be justified, and we shall support claims put forward in consequence of any confiscations which may take place upon this special ground.

In explaining our views to Count Lamsdorff, you will repeat that we have no desire to place obstacles in the way of belligerent desiring to take reasonable precautions in order to prevent his enemy from receiving supplies. We cannot, however, admit that the right of taking such precautions implies a consequential right to intercept at any distance from the scene of operations, and without proof that the supplies in question are really destined for the use of the enemy's forces, any articles which that belligerent may determine to regard as contraband of war.

It will be most satisfactory to us if Count Lamsdorff is able to show you that the intention of the regulations on this subject has been imperfectly understood, and that the wording of Rule 6 (10), which is not very clearly drafted, may be taken as implying that proof of the intention to make use of the articles referred to therein for warfare by sea or land, and of their transportation on the account of, or their des-

tination for, the enemy's forces, must be forthcoming before they can be dealt with as contraband.

I am, &c.
(Signed) *Lansdowne.*

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

(Extract.) Foreign Office, August 16, 1904.

I told the Russian Ambassador yesterday that His Majesty's Government thought it desirable, in order to avoid any misconception, to explain the principle which would govern their application of the rules for the observance of neutrality published in the „London Gazette" at the outbreak of the war. The rule under which a certain amount of coal might be supplied to belligerent war-ships seemed to us to require great care in its application, and the decision of the Russian Government to regard coal as „unconditionally contraband of war" had made it incumbent upon us to use special vigilance when dealing with the question of coal supply.

The amount of coal which might be supplied to a belligerent warship was defined as so much as may be sufficient to carry such vessel to nearest port of her own country, or to some nearer named neutral destination"—a formula which would, e.g., entitle a Russian ship of war to take on board, say at Aden, an amount of coal sufficient to carry her to Vladivostock.

The practice recognized under this rule, which is based upon considerations of hospitality, ought not, in the opinion of His Majesty's Government, to be extended so as to enable such vessels to make use of a neutral port directly for the purpose of hostile operations. Instructions had accordingly been given that the rule is not to be taken as applying to a belligerent fleet, or to vessels proceeding to the seat of war itself, or to stations from which operations connected with the war might be conducted.

The rule would, however, I said, continue to apply to all vessels not coming within the scope of the above description.

His Excellency observed that he regarded the statement which I had just made to him as very serious. He did not believe the Russian Government were at all prepared for it. They had, on the contrary, assumed that their ships were entitled to a reasonable amount of coal as a matter of right.

His Excellency asked me whether the new instructions would apply to both belligerents. I said they certainly would do so. He also asked me whether the belligerent vessels would be denied the right of supplying themselves with provisions and stores as well as coal. I said that the communication which it had been my duty to make to him had reference to coal, but that I could not myself see that there was any difference between the privilege of coaling and that of obtaining other supplies. I

promised his Excellency that I would send him a Memorandum of the intimation which I had made to him. He evidently regarded it as one of a very grave character.

Admiralty to Foreign Office. (Received August 18.)

Admiralty, August 16, 1904.

Sir,

With reference to your letter of the 8th instant, intimating Lord Lansdowne's concurrence in the proposed instructions to Naval Commanders-in-chief at home and abroad in regard to the coaling in British ports of belligerent war-ships proceeding to the seat of war, I am commanded by my Lords Commissioners of the Admiralty to request that you will inform the Secretary of State that these instructions were issued to all Commanders-in-chief at home and abroad, and to the various Senior Naval Officers concerned, on the 8th instant.

2. I am also to forward, for Lord Lansdowne's information, a copy of a letter dated the 16th instant giving further instructions on the subject, which has been similarly issued in accordance with a decision arrived at by His Majesty's Government.

I am, &c.

(Signed) *C. I. Thomas.*

Inclosure.

Admiralty to all Naval Commanders-in-chief at Home and Abroad.

Admiralty, August 16, 1904.

Sir,

With reference to Admiralty letter of th 8th instant, conveying to you instructions in regard to the use of British ports for purposes of coaling, either by a belligerent fleet or by single belligerent war-vessels, clearly proceeding for the purpose of belligerent operations as therein defined, I am commanded by my Lords Commissioners of the Admiralty to inform you that it is to be understood that all belligerent ships of war not covered by the description contained in that letter are to be treated in accordance with Rule 3 of the Foreign Office letter of the 10th February last, which was published in the „London Gazette" of the 11th February.

I am, &c.

(Signed) *C. I. Thomas.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne. (Received August 22.)

(Extract.) St. Petersburgh, August 16, 1904.

I had the honour to receive yesterday your Lordship's two despatches of the 10th instant, containing the views of His Majesty's Go-

vernment upon the questions of the sinking of neutral vessels, and of the Russian definition of contraband of war.

I called upon Count Lamsdorff to-day, on his return from his weekly audience with the Emperor, and I read to his Excellency French translations of your Lordship's above-mentioned despatches, giving him at the same time copies of the English text which, I impressed upon him, were to be regarded as the official text of your Lordship's communications to me.

Count Lamsdorff listened attentively to what I read to him, and assured me at its conclusion that the subject of my communication would be very carefully considered. He said that the questions which had been raised, and of which there seemed to be an ever-increasing number, were of so complex a nature that he had appointed a small Commission in the Ministry for Foreign Affaires, whose sole duty would be to carefully study and report to him upon the many questions relating to contraband and the rights of neutrals, which appeared to arise each day in some new form, but that some little time would naturally elapse before the members of the Commission would have had time to come to a decision upon the many points raised, and he feared that in the meantime other cases might arise to still further complicate the situation. He hoped that the Governments interested would rise above the level o the Prize Courts upon whom the decision upon the cases submitted to them devolved.

I told his Excellency that it was not only with the proceedings of the Prize Courts that dissatisfaction was felt, but with the policy of the Russian Government by which the decisions of the Prize Courts were inspired, since it was not within the province of the Prize Courts to decide what articles were to be treated as contraband of war nor what the penalties should be for those convicted of trading in contraband. It was against the policy of the Government that my representations were addressed, and I expressed my hope and conviction that means could be discovered by friendly discussion for safeguarding Russian interests, and at the same time for meeting the just claims of His Majesty's Government. I added that because Russia and Japan chose to make war upon each other, it was no reason that the trade of the whole world should be dislocated for the sake of the belligerents; and it seemed to me that it was their duty to deal gently with neutral trade, and to diminish as much as possible the inconvenience to which international commerce must necessarily under such circumstances be exposed.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 25, 1904.

Your Excellency's despatch of the 16th instant.

The observations that you made to Count Lamsdorff on the subject of duty of belligerents towards neutral trade were most appropriate.

You should impress upon him, however, that the subject is one of the greatest urgency, and that whatever is done should be done quickly.

Has anything come of the small Commission which Count Lamsdorff informed you that he had appointed?

Feeling here in commercial circles is very strong, and if there has been any misapprehension as to interpretation of Rule 6 and explanatory note addressed to Sir C. Scott by Count Lamsdorff, the sooner it is removed the better.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 5.)

(Extract.) St. Petersburgh, August 27, 1904.

I called on Count Lamsdorff yesterday afternoon, and I asked his Excellency if he could inform me whether the Commission which, on a previous occasion, he said that he had assembled for the consideration of all questions affecting neutrality and the rights of belligerents had arrived yet at any decision on the very important question of the interpretation of the Russian Regulations respecting contraband of war.

Count Lamsdorff replied that the whole question was still under the consideration of the Commission which he had assembled, and in view of the enormous amount of work which had devolved upon them, and which was increasing every day, he had summoned Professor Martens to St. Petersburgh to assist and accelerate, if possible, their deliberations. He was therefore quite unable to give me any indication at present of the decision of the Government on the question at issue.

I told Count Lamsdorff that I regretted very much that no decision had yet been taken tending to relieve the present tension and I urged upon him the importance of dealing with the matter promptly. The position of British commerce was already seriously compromised, but what rendered the situation even more grave was the apparent discrimination which was being made in favour of French and German vessels, and to the detriment of British shipping. I pointed out that the „Arabia“ und „Calchas“ had been arrested by the Vladivostock squadron during the same cruise, and that although the „Arabia“ had been released three or four days after her capture the „Calchas“ had been already detained three weeks at Vladivostock, and was still under arrest at that port, and yet the circumstances of the two cases were practically identical. It had also not escaped my notice that while the „Petersburg“ and „Smolensk“ had been cruising in the Red Sea the vessels of the Messageries Maritimes had been free from any molestation, and that so far I had not heard of any French ships being stopped and examined by a Russian eruiser. I had also been reported that in one case at least a pass had been given to a German vessel by the Russian Consul at Suez. These facts, though insignificant in themselves, and possibly capable of explanation, had given rise to the idea in British mercantile circles that there was an organized

differentiation between British and other neutral vessels, and this apparent disrimination, while entailing considerable loss on the shipping community, had made the very worst possible impression on public opinion in England, of which I felt sure that Count Benckendorff must have already informed his Excellency.

Count Lamsdorff warmly repudiated the idea that there had been any discrimination against British shipping, and promised to make inquiries into the cases to which I had alluded. He denied that passes had been given by the Russian Consul at Suez, and said that the Government had rejected a proposal which had been made in that sense. As regards the general subject of contraband, the question at issue was one of interpretation, which required serious consideration, and was not dependent entirely on his Department, since, whatever was decided, had to receive at the same time the concurrence of the naval authorities. He hoped, however, to be able to give me a definite reply within a short space of time.

I again impressed upon Count Lamsdorff the danger of prolonging a situation which gave scope to daily incidents of serious gravity. I further observed that Russian naval officers and Prize Courts appeared to me to have a false conception of the relations of belligerents to neutrals. They should understand that because their country happened to be at war with another State, it was no reason why the trade of the whole world should be dislocated and subjected to treatment which it would be difficult to justify.

Count Lamsdorff listened attentively to my remarks, and at their conclusion repeated that he hoped to be able in a short time to communicate to me the decision of the Government on the general question of contraband.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 5.)

St. Petersburgh, September 2, 1904.

My Lord,

In my despatch of the 27th ultimo, I had the honour to report a conversation which I had with Count Lamsdorff, in which I impressed upon his Excellency the unfortunate impression which had been created in British mercantile circles by an apparent discrimination on the part of the Russian naval authorities in favour of French and German vessels to the detriment of British shipping.

Count Lamsdorff, while denying that any such differentiation existed, expressed his intention of inquiring into the cases to which I had referred.

I have to-day received a note from Count Lamsdorff, copy of which I have the honour to inclose, in which his Excellency informs me that he has made inquiries at the Ministry of Marine, and that he had been informed by the Minister that the treatment of British vessels, and of those of other nationalities, by the Russian cruisers is in all points the

same. The supposition that British vessels are treated with greater severity is said to be due to the fact of their great numerical superiority.

I have, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

Inclosure.

Count Lamsdorff to Sir C. Hardinge.

St.-Pétersbourg, le 19 août, 1904.

M. l'Ambassadeur,

Votre Excellence ayant bien voulu attirer mon attention sur certaines appréciations qui ont cours dans la presse Britannique, et d'après lesquelles nos croiseurs de guerre exerceraient avec plus de sévérité leur surveillance à l'égard des bâtiments Anglais que vis-à-vis des navires naviguant sous d'autres pavillons, je me suis empressé de me mettre en rapport à ce sujet avec le Ministère de la Marine, tout en étant à l'avance convaincu qu'il ne pouvait y avoir place ici pour aucune intention de faire subir à la navigation Anglaise un traitement moins favorable.

Le Ministère de la Marine vient, en effet, de me répondre que la manière d'agir des croiseurs Russes n'a cessé d'être en tous points la même en ce qui concerne les bâtiments Anglais et ceux des autres nationalités. Il y a lieu de croire que la supposition comme quoi les dits croiseurs feraient preuve de plus de sévérité à l'égard de la navigation marchande Britannique provient du fait qu'ils sont amenés à rencontrer des bâtiments Anglais plus fréquemment, ce qui s'explique d'ailleurs étant donnée la grande supériorité numérique de la flotte commerciale Britannique sur celles des autres Etats.

Veuillez, &c,

(Signé) *Lamsdorff.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 5.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, September 8, 1904.

The situation has now become more favourable, and Count Lamsdorff, of whom I made inquiries to-day, told me, in reply, that he hoped to be able to issue very shortly, for the guidance of naval officers, supplementary instructions which would explain Article 6, section 10 of the Russian Regulations. He said that he hoped that a solution would be reached which would satisfy His Majesty's Government, but, at the same time, he was unable to admit the principle that in no case could provisions be regarded as contraband if addressed to a private individual in the enemy's country. Such stores would naturally be addressed to some contractor and not to the Government, and a formula defining the distinction, which would prove acceptable to the naval authorities, must be found. He was endeavouring to find such a formula, and hoped thereby to meet the views of His Majesty's Government as far as possible.

I replied that the view of His Majesty's Government had always been that provisions, coal, &c., could only be regarded as contraband of war when addressed to the enemy's belligerent forces. I thought that in such a case as he had suggested the Captain would have to adduce very clear proof of the military or naval destination ot the articles. I also urged upon him the importance of solving this question as soon as possible.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 17.)

(Telegraphic.) S. Petersburgh, September 16, 1904.

To-day Count Lamsdorff stated to me officially that instructions have been sent to the Prize Courts and Naval Commanders supplementing and explaining the Regulations respecting Contraband of War, of which section 10, Article 6, had been ministerpreted in some cases. The conditionally contraband character of articles used for peaceful as well as warlike purposes is admitted in the new instructions, but articles of dual use addressed to private individuals in the enemy's country are not necessarily exempt from seizure and condemnation, as such persons might be employed as agents or contractors of the naval or military authorities. In reply to my remark that in such cases the onus of proof would lie with the captors, Count Lamsdorff, while assenting, added that to disprove the charge would be in the interest of the owner.

Count Lamsdorff informed me that horses and beasts of burden must still be considered as absolutely contraband.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 20.)

S. Petersburgh, September 16, 1904.

My Lord,

I have the honour to report to your Lordship that Count Lamsdorff made an official communication to me to-day on the subject of contraband, and on the interpretation to be placed on the Rules published by the Russian Government on the 14th February of this year.

His Excellency stated that, owing to the decision of a Commission which had been formed under the Presidency of Professor Martens to study the question of contraband, supplementary instructions had been issued to the Naval Commanders and to the Naval Prize Courts defining the interpretation of section 10 of Article 6 Russian Rules which the Commission were of opinion had in some cases been ministerpreted. According to the instructions now issued, the conditionally contraband nature of articles used for peaceful or warlike purposes, according to circumstances and included under section 10 of Article 6, was admitted, but the Russian Government could not admit that articles of dual use

when addressed to private individuals in the enemy's country should be necessarily free from seizure and condemnation, since, as he had pointed out to me on a previous occasion, provisions and such articles of dual use, though intended for the military or naval forces of the enemy, would obviously under such circumstances be addressed to private individuals and not to the Government, thus defeating the object of the Regulations.

I told Count Lamsdorff that I presumed that, in the event of the seizure of articles of a conditionally contraband nature addressed to private individuals in the enemy's country, the burden of proof would necessarily rest with the captor. He assented, with the observation that it would be equally to the advantage of the owner of the articles in question to disprove the charge that they were destined for the military or naval forces of the enemy.

Count Lamsdorff expressed the hope that this admission of the conditionally contraband nature of articles included in section 10 Rule 6 of the Russian Regulations respecting contraband of war would prove satisfactory to His Majesty's Government, and would tend to avoid many difficulties in the future.

I have, &c.
(Signed) *Charles Hardinge.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 21.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, September 21, 1904.

Count Lamsdorff has informed me in a note that only the articles enumerated in Article 6, section 10, are to be interpreted as conditional contraband, and that horses and beasts of burden are to be excepted from this interpretation. The Commission which has been sitting at the Ministry of Foreign Affairs has not, he added, touched upon the question of the nature of coal.

I had an interview with his Excellency this afternoon, an account of which I am sending in a despatch by post this evening.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 22.)

(Telegraphic.) St. Petersburgh, September 22. 1904.

With reference to my immediately preceding telegram, I made urgent representations to Count Lamsdorff in the course of my conversation with his Excellency yesterday in the sense of your Lordship's despatch of the 10th ultimo, on the snbject of the treatment of coal as absolute contraband. His Excellency assured me of his personal conviction that His Majesty's Government will have no further cause for complaint if the new instructions are carried out in the sense in which they were drawn up, but he gave no indication of yielding on the question of principle.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received September 24.)

(Extract.) St. Petersburgh, September 21, 1904.

With reference to my telegram of to-day, I have the honour to report to your Lordship that I called upon Count Lamsdorff this afternoon, and pointed out to his Excellency that as regards the question of coal, there was no commodity of more generally pacific use, and that I had already drawn his Excellency's attention to the views of His Majesty's Government as contained in your Lordships despatch of the 10th ultimo, of which I had had the honour of communicating to him a copy. I told him that it was impossible for His Majesty's Government to admit that a belligerent had the right to extinguish British trade with a country at war when that trade was of a peaceful character, or that coal should be regarded as contraband irrespective of whether it was destined for the belligerent forces of the enemy. I referred to the Declaration made by Count Kapnist at the West African Conference at Berlin in 1884, and I reminded his Excellency of the Declaration made by His Majesty's Government that they will strenuously support the claims for compensation of His Majesty's subjects who have suffered by the application of such Rules. I also added that the form in which section 10 of Article 6 was drawn up gave the impression that the concluding condition, „if theyare transported on the account of or are destined for the enemy", was applicable to all the Articles enumerated in the previous sections which might be employed for peaceful as well as warlike purposes.

Count Lamsdorff, while disclaiming any responsibility for the text of the Rules, maintained that the condition contained in the concluding sentence of section 10 could only apply to the section itself, and not to those which preceded it. As to the question of the contraband nature of coal, it was permissible for the Russian Government to change their views since 1884, during which time many developments and circumstances had occurred which had induced them to modify their opinion. At the commencement of a war every belligerent had hitherto exercised the right of announcing what would be considered as contraband of war, and the list of such articles necessarily varied with the resources of the adversary. Such a right hitherto enjoyed by other Powers could not well be denied to Russia, and the fact that His Majesty's Government had refused to allow coal to be given to the Russian fleet in British harbours proved conclusively that they also regarded coal as contraband of war.

I pointed out that there could be no doubt as to the warlike destination of coal when supplied to a Russian war-ship, but that that was not conclusive that coal was in all circumstances to be contraband of war. The fact that the Russian Government had placed coal in precisely the same category as arms and munitions of war had made it almost equally difficult for a conscientious neutral Government to supply the one or the other.

Count Lamsdorff finally assured me that the new instructions had been drawn up in a sense to avoid future difficulties with neutral Powers, and was confident that, by a liberal construction, they might be made to cover not only the articles mentioned in section 10, but also those enumerated in the preceding sections. He strongly urged that all these matters should be discussed with calmness and moderation between the two Governments, and he pointed out that even in cases where the decision of the Court of Appeal might prove unsatisfactory to a foreign Government there was always arbitration or some such measure to which recourse could be finally had.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

Foreign Office, September 30, 1904.

Sir,

I have received your telegram and despatch dated 16th instant stating that you had been informed by Count Lamsdorff that the Russian Government have, in consequence of the decision of the Commission appointed to study the question of contraband of war, issued supplementary instructions to Naval Commanders and Naval Prize Courts, defining the interpretation of section 10 of Article 6 of the Regulations of the 27th February last. According to these supplementary instructions the conditionally contraband nature of rice and provisions, used for peaceful or warlike purposes according to circumstances, is now admitted by the Russian Government.

His Majesty's Government desire to acknowledge the friendly spirit in which their representations in this matter have been met by the Russian Government. They learn with satisfaction that it is not intended to treat rice and provisions as unconditionally contraband of war, and they trust that Count Lamsdorff's anticipation that the decision arrived at will tend to avoid difficulties in the future may be realized.

His Majesty's Government note that, in the view of the Russian Government, such articles are not necessarily free from seizure and condemnation as contraband of war merely because they are addressed to private firms or individuals in the enemy's country, the Russian Government holding that they may nevertheless be in reality intended for the military or naval forces of the enemy.

While His Majesty's Government do not contend that the mere fact that the consignee is a private person should necessarily give immunity from capture, they hold, on the other hand, that to take vessels for adjudication merely because their destination is the enemy's country would be vexatious, and constitute an unwarrantable interference with neutral commerce.

To render a vessel liable to such treatment there should, in the opinion of His Majesty's Government, be circumstances giving rise to a reasonable suspicion that the provisions are for the enemy's forces, and it is in such case for the captor to show that the grounds of suspicion

are adequate, and to establish the fact destination for the enemy's forces before attempting to procure their condemnation.

In bringing to Count Lamsdorff's notice the views of His Majesty's Government, your Excellency should state that, for the reasons mentioned, they trust that the instructions now issued will be interpreted in a liberal and considerate spirit by the Naval Commanders and Prize Courts to whom they are addressed.

His Majesty's Government cannot refrain from expressing their regret that the same principle has not been admitted in the case of certain other commodities enumerated in the 6th Article of the Regulations issued in February last, such for example as coal, which clearly appear to be susceptible of use for other than warlike purposes.

I am, &c.
(Signed) *Lansdowne.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received Oktober 3.)

(Extract.) St. Petersburgh, September 30, 1904.

With reference to my despatch of the 21st instant, I have the honour to transmit to your Lordship herewith an extract from the „Journal de Saint-Pétersbourg" of to-day, containing a commnuiqué from the „Agence Télégraphique de Saint-Pétersbourg", giving the official interpretation of Article 6, section 10, of the Russian Contraband Regulations, to the effect that the articles coming under that section will be considered contraband only when addressed to the Governments of billigerent Powers, their Administrations, their armies, or their purveyors.

The first paragraph of this communiqué is so ambiguously worded that it would lead one to suppose that only articles not expressly mentioned in the section in question are to be regarded as conditionally contraband, if it were not clear from Count Lamsdorff's note of the 8th (21st) instant (see my telegram of that day), that the contrary meaning is intended.

Inclosure.

Extract from the „Journal de Saint-Pétersbourg"
of September 30, 1904.

Communication de l'Agence Télégraphique de Saint-Pétersbourg.

Ensuite de doutes qui se sont élevés sur l'interprétation de l'Article 6, paragraphe 10, des règles sur la contrebande de guerre, il a été décidé, ainsi que nous sommes en mesure de le communiquer, que les objets à l'égard desquels il n'a été pris aucune disposition seront considérés comme contrebande de guerre s'ils sont destinés

au Gouvernement des Puissances belligérantes;
à leurs Administrations;
à leur armée; ou
à leurs fournisseurs.

Dans le cas où ils seront adressés à des particuliers, ces objets ne seront pas considérés comme contrebande de guerre.

Les navires ne seront confisqués que dans le cas où des marchandises prohibées formeraient plus de la moitié de la cargaison.

Dans le cas contraire, la cargaison seule sera confisquée. Toutes les mesures possibles ont donc été prises pour assurer la liberté du commerce des Puissances neutres.

Il faut espérer que les Puissances sauront apprécier la latitude considérable qui est accordée actuellement au libre mouvement de leur commerce, et ne donneront pas lieu à leur reprocher des abus relatifs au Règlement sur la contrebande de guerre.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

(Telegraphic.) Foreign Office, October 8, 1904.

Your despatch of the 21st ultimo.

You should make a further representation in writing to Count Lamsdorff against the treatment of coal as unconditionally contraband.

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received October 17.)

(Extract.) St. Petersburgh, October 10, 1904.

In accordance with the instructions contained in your Lordship's telegram of the 8th instant, I addressed yesterday a note to Count Lamsdorff, of which I have the honour to inclose a copy herewith, in which I repeated once more the arguments and views contained in your Lordship's despatch of the 10th August, and urged their acceptance by the Russian Government.

Inclosure.

Sir C. Hardinge to Count Lamsdorff.

St. Petersburgh, October 9, 1904.

M. le Comte,

On the 16th August I had the honour to communicate to your Excellency the substance of a despatch which I had received from the Marquess of Lansdowne, in which the views of His Majesty's Government were very clearly expressed on the subject of the treatment by the Russian Government as unconditional contraband of an extensive category of articles enumerated under sections 8 and 10 of Rule 6 of the Regulations published by the Russian Government on the 14th February of this year. In this statement of the views of His Majesty's Government, Lord Lansdowne explained the grounds upon which it was impossible to admit the claims of the Russian Government, and he defined the measures which His Majesty's Government would be reluctantly compelled to take in the event of the interests of British subjects suffering by the application of these Rules.

It was with much satisfaction that I received on the 16th ultimo a verbal communication from your Excellency to the effect that the principle of conditional contraband was admitted by the Russian Government, and that all the articles mentioned in paragraph 10 of Article 6 of the 14th February, 1904, with the exception of horses and beasts of burden, had been recognized as articles of a conditionally contraband nature.

I have since had the honour to point out to your Excellency that the principle of conditional contraband having been admitted by the Russian Government the application of this principle could not be logically withheld from coal, which, though essentially contraband when used for warlike objects, has a much wider use for peaceful purposes, and being a commodity of primary necessity for heating, cooking, and manufactures, enjoys when so employed a perfectly innocent character.

In reply to my representations your Excellency has been so good as to inform me that the conclusions of the Ministry for Foreign Affairs upon the question of principle raised by me have been communicated to the Ministry ot Marine for their consideration, and I can only hope that a solution of this question may be arrived at in accordance with international usage, and that the instructions already issued to Naval Commanders and Prize Courts may be extended so as to include as conditionally contraband all articles of dual use when not destined for the belligerent forces of the enemy.

The new doctrine, which is in complete contradiction to the law and practice of nations sanctioned by international usage, and which is entirely contrary to the former views of the Russian Government, viz., that coal and fuel of every kind are contraband, irrespective of their destination, and that the seizure of cargoes, or the vessels containing them, upon the ground that they included such articles is justifiable in international law, is one which it is impossible for His Majesty's Government to admit. It has been suggested to me by your Excellency that, in view of the fact that Russian war-ships proceeding to the Far East are not allowed to purchase coal in British ports, it could hardly be claimed that British merchant-vessels should have the right to carry coal to the ports of the enemy, even if it is not destined for warlike purposes. The reply to this suggestion is obvious. An article of commerce may be so essential for hostile purposes that no war-ships should be supplied with it in neutral waters, and yet so essential for the ordinary purposes of civil life that it should not be prevented from reaching the peaceful inhabitants of belligerent countries. The dual character of coal as contraband of war forms a very apt illustration of the above.

There is another aspect of this question to which I would invite your Excellency's attention. From the enormous quantities of coal which arrive daily in Russia from Great Britain, for both peaceful and warlike purposes, it is evident that the British trade in coal is of very great importance. It is equally certain that the importance of this trade is not confined to exports to Russia, and that very large exports of coal to

Japan, for purposes both of peace and war, take place. Your Excellency will, I am confident, admit that the fact of the Governments of Russia and Japan being at war is not in itself a sufficient reason why the peaceful commerce between Great Britain and commercial houses in Japan should be treated with such severity as to render commerce both dangerous and even prohibitive.

So, also, as regards raw cotton, which by Imperial Order on the 21st April was declared to be absolute contraband of war. Your Excellency may not be aware that British India is by far the largest importer of raw cotton into Japan, the quantities imported in 1901 and 1902 being more than double those imported from the United States of America or from any other country, while the value of raw cotton sent to Japan from India in each of the above-mentioned years amounted to nearly 40,000,000 roubles, and one-half of the total value of all the cotton imported into Japan. The quantity of raw cotton that might be utilized for explosives would be infinitesimal in comparison with the bulk of the cotton exported from India to Japan for peaceful purposes, and to treat harmless cargoes of this latter description as unconditionally contraband would be to subject a branch of innocent commerce, which is specially important in the Far East, to a most unwarrantable interference.

As I have already had the honour of explaining to your Excellency, His Majesty's Government have no desire to place obstacles in the way of a belligerent desiring to take reasonable precautions in order to prevent his enemy from receiving supplies, but they cannot admit that the right of adopting such precautions implies a consequential right to abolish by a stroke of the pen the long-established distinction between articles which are conditionally and those which are absolutely contraband of war, and to intercept at a distance from the scene of operations and without proof of their ultimate destination, a numerous category of articles in themselves of an innocent description, and largely dealt in by neutral Powers, but which that belligerent may have announced his intention of regarding as unconditional of war.

The principle of conditional contraband has already been recognized by the Russian Government, and there only remains to extend its application to coal, cotton, and other articles which may be used for peaceful or warlike purposes according to circumstances. Such a measure would be consistent with the law and practice of nations and with the well-established rights of neutrals. While maintaining the rights of a belligerent, the rights of neutrals would be respected, and the source of a serious and unprofitable controversy would be removed.

I making these representations to your Excellency in accordance with the instructions which I have received from the Marquess of Lansdowne, I am convinced that you will give this matter the very serious consideration which is its due, and I trust that your Excellency will be in a position to inform me shortly that a solution has been arrived at which may prove satisfactory to both Governments.

I avail, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received October 17.)

St. Petersburgh, October 11, 1904.

My Lord,

I have the honour to transmit herewith to your Lordship copy of a note, which in accordance with the instructions contained in your Lordship's despatch of the 30th ultimo, I have to-day addressed to Count Lamsdorff, containing views of His Majesty's Government as to the manner of carrying out by the Russian Naval Commanders and Prize Courts of the new instructions issued by the Russian Government defining the interpretation of section 10 of Article 6 of the Regulations of the 27th February last.

I have &c.
(Signed) *Charles Hardinge.*

Inclosure.

Sir C. Hardinge to Count Lamsdorff.

St. Petersburgh, September 28 (October 11), 1904.

M. le Comte,

I duly reported to His Majesty's Government that your Excellency had informed me that the Russian Government have, in consequence of the decision of the Commission appointed by Imperial Order under the Presidency of Professor Martens, to study the question of contraband of war, issued supplementary instructions to Naval Commanders and Naval Prize Courts, defining the interpretation of section 10 of Article 6 of the Regulations of the 27th February last. According to the supplementary instructions, the conditionally contraband nature of rice and provisions used for peaceful or warlike purposes according to circumstances, is admitted by the Russian Government.

I am now instructed by the Marquess of Lansdowne to inform your Exellency that His Majesty's Government desire to acknowledge the friendly spirit in which their representations in this matter have been met by the Russian Government. Thay learn with satisfaction that it is not intended to treat rice and provisions as unconditionally contraband of war, and they trust that your Excellency's anticipation (which I mentioned to Lord Lansdowne), that the decision arrived at will tend to avoid difficulties in the future, may be realized.

His Majesty's Government note that, in the view of the Russian Government, such articles are not necessarily free from seizure and condemnation as contraband of war merely because they are addressed to private firms or individuals in the enemy's country, the Russian Government holding that they may, nevertheless, be in reality intended for the military or naval forces of the enemy.

While His Majesty's Government do not contend that the mere fact that the consignee is a private person should necessarily give immunity

from capture, they hold, on the other hand, that to take vessels for adjudication merely because their destination is the enemy's country would be vexatious, and constitute an unwarrantable interference with neutral commerce. To render a vessel liable to such treatment there should, in the opinion of His Majesty's Government, be circumstances giving rise to a reasonable suspicion that the provisions are for the enemy's forces, and it is in such case for the captor to show that the grounds of suspicion are adequate, and to establish the fact of destination for the enemy's forces before attempting to procure their condemnation.

In bringing these views to your Excellency's notice, I am to state that, for the reasons mentioned, His Majesty's Government trust that the instructions now issued will be interpreted in a liberal and considerate spirit, by the Naval Commanders and the Prize Courts to whom they are addressed.

I am to add, at the same time, that His Majesty's Government cannot refrain from expressing their regret that the same principle has, so far, not been admitted in the case of certain other commodities enumerated in the Regulations issued in February last, such, for example, as coal and raw cotton, which clearly appear to be susceptible of use for other than warlike purposes. They cherish, however, the hope that the views which His Majesty's Government have already expressed on this subject may receive favourable consideration at the hands of the Russian Government, and that the principle of conditional contraband, which has been admitted by the Russian Government, may receive still further extension in its application.

I avail, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

Sir C. Hardinge to the Marquess of Lansdowne.
(Received October 29.)

St. Petersburgh, October 24, 1904.

My Lord,

In view of the ambiguous sense of a communication which appeared in the „Journal de Saint-Pétersbourg" of the 17th (30th) September, relating to the interpretation to be placed on Article 6, paragraph 10, of the Regulations of the 14th February last, and of the incomplete information of the views and intentions of the Russian Government as conveyed in Count Lamsdorff's note to me of the 8th (21st) ultimo, I considered it advisable to take steps to obtain from the Russian Government a clearer definition of their views as to the exact meaning of their communications.

I therefore inclosed in a letter to Count Lamsdorff, on the 22nd instant, the Memorandum of which I have the honour to inclose a copy, and inquired whether it coincided with the interpretation placed on Article 6, paragraph 10, by the Russian Government.

Count Lamsdorff's reply, suggesting a slight modification of the text, is herewith inclosed.

I have, &c.

(Signed) *Charles Hardinge.*

Inclosure 1.

Memorandum.

En suite des doutes qui se sont élevés sur l'interprétation de l'Article 6, paragraphe 10, des Règles sur la contrebande de guerre, il a été décidé par le Gouvernement Impérial que les objets pouvant servir dans un but de guerre à l'égard desquels il n'a été pris aucune disposition, y compris le riz et les vivres, seront considérés comme contrebande de guerre, s'ils sont destinés

au Gouvernement de la Puissance belligérante;
à son Administration;
à son armée;
à sa flotte;
à ses forteresses;
à ses ports de guerre; ou
à ses fournisseurs.

Dans le cas où ils seront adressés à des particuliers, ces objets ne seront pas considérés comme contrebande de guerre.

Dans tous les cas les chevaux et les bêtes de somme seront considérés comme contrebande de guerre.

Saint-Pétersbourg, le 9 (22) octobre, 1904.

In cases where they are addressed to private individuals, these articles shall not be considered as contraband of war.

In all cases horses and beasts of burden shall be considered as contraband of war.

St. Petersburgh, October 22 (9), 1904.

Inclosure 2.

Count Lamsdorff to Sir C. Hardinge.

Saint-Pétersbourg, le 10 (23) octobre, 1904.

M. l'Ambassadeur,

En réponse à votre lettre d'hier, je m'empresse de vous informer que le texte du Mémoire que vous avez bien voulu me communiquer est conforme au sens de l'interprétation du § 10 de l'Article 6 du Règlement du 14 février, 1904.

Cependant, afin d'éviter tout malentendu, il serait plus exact de remplacer les mots du préambule: „à l'égard desquels il n'a été prise aucune disposition, y compris . . . . ," par les mots: „et non spécifiés dans les §§ 1—9 de l'Article 6, de même que . . . ."

Veuillez &c.
(Signé) *Lamsdorff.*

37.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE.

Traité pour résoudre par voie d'arbitrage la question des boutres (dhows) du sultanat de Mascate, autorisés à arborer le pavillon français; signé à Londres, le 13 octobre 1904 et le 13 janvier 1905.*)

Treaty series. No. 3. 1905.

Whereas the Government of His Britannic Majesty and that of the French Republic have thought it right, by the Declaration of the 10th March, 1862, „to engage reciprocally to respect the independence" of His Highness the Sultan of Muscat;

And whereas difficulties as to the scope of that Declaration have arisen in relation to the issue, by the French Republic, to certain subjects of His Highness the Sultan of Muscat of papers authorizing them to fly the French flag, and also as to the nature of the privileges and immunities claimed by subjects of His Highness who are owners or masters of dhows and in possession of such papers or are members of the crew of such dhows and their families, especially as to the manner in which such privileges and immunities affect the jurisdiction of His Highness the Sultan ower his said subjects:

The Undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, hereby agree that these questions shall be determined by reference to arbitration, in accordance

Attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement Français ont jugé convenable, par la Déclaration du 10 mars, 1862, „de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance" de Sa Hautesse le Sultan de Mascate;

Attendu que des difficultés se sont élevées sur la portée de cette Déclaration relativement à la délivrance, par la République Française, à certains sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate de pièces les autorisant à arborer le pavillon français, ainsi qu'au sujet de la nature des privilèges et immunités revendiqués par les sujets de Sa Hautesse, propriétaires ou commandants de boutres („dhows") qui sont en possession de semblables pièces ou qui sont membres de l'équipage de ces boutres et leurs familles, particulièrement en ce qui concerne le mode suivant lequel ces privilèges et ces immunités affectent le droit de juridiction de Sa Hautesse le Sultan sur ses dits sujets:

Les Soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, conviennent, par les présentes, que ces difficultés seront tranchées par voie d'arbitrage conformé-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 18 janvier 1905.

with the provisions of Article I of the Convention concluded between the two countries on the 14th October last, and that the decision of the Hague Tribunal shall be final.

It is also hereby agreed as follows:

Article I.

Each of the High Contracting Parties shall nominate one Arbitrator, and these two Arbitrators, shall together choose an Umpire; if they cannot agree within one month from the date of their appointment, the choice of an Umpire shall be entrusted to His Majesty the King of Italy, The Arbitrators and the Umpire shall not be subjects or citizens of either of the High Contracting Parties, and shall be chosen from among the members of The Hague Tribunal.

Article II.

Each of the High Contracting Parties shall. within three months from the signature of this Agreement, deliver to each member of the Tribunal hereby constituted, and to the other Party, a written or printed Case etting forth and arguing its claims, and a written or printed file containing the documents or any other evidence in writing or print on which it relies.

Within three months after the delivery of the abovementioned Cases, each of the High Contracting Parties shall deliver to each member of the Tribunal, and to the other Party, a written or printed Counter-Case, with the documents which support it.

Within one month after the delivery of the Counter-Cases, each Party may deliver to each Arbitrator and

ment à l'Article I de la Convention intervenue entre les deux pays, le 14 octobre dernier, et que la décision du Tribunal de La Haye sera définitive.

Il est aussi convenu par les présentes de ce qui suit:

Article I.

Chacune des Hautes Parties Contractantes nommera un Arbitre, et ces deux Arbitres ensemble choisiront un Sur-Arbitre; si, dans le délai d'un mois à partier de leur nomination, ils ne peuvent tomber d'accord, le choix d'un Sur-Arbitre sera confié à Sa Majesté le Roi d'Italie. Les Arbitres et le Sur-Arbitre ne seront pas sujets ou citoyens de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes et seront choisis parmi les membres de la Cour de La Haye.

Article II.

Chacune des Hautes Parties Contractantes devra, dans un délai de trois mois après la signature du présent Compromis, remettre à chaque membre du Tribunal constitué par les présentes, et à l'autre Partie, un Mémoire écrit ou imprimé exposant et motivant sa réclamation et un dossier écrit ou imprimé contenant les documents ou toutes autres pièces probantes écrites ou imprimées sur lesquelles il s'appuie.

Dans les trois mois de la remise des dits Mémoires, chacune des Hautes Parties remettra à chaque membre du Tribunal et à l'autre Partie un Contre-Mémoire écrit ou imprimé, avec les pièces à l'appui.

Dans le mois de la remise des Contre-Mémoires, chaque Partie pourra remettre à chaque Arbitre et à l'autre

to the other Party a written or printed argument in support of its contentions.

The time fixed by this Agreement for the delivery of the Case, Counter-Case, and Argument may be extended by the mutual consent of the High Contracting Parties.

Article III.

The Tribunal will meet at The Hague within a fortnight of the delivery of the Arguments.

Each Party shall be represented by one Agent.

The Tribunal may, if they shall deem further elucidation with regard to any point necessary, require from either Agent an oral or written statement, but in such case the other Party shall have the right to reply.

Article IV.

The decision of the Tribunal shall be rendered within thirty days of its meeting at The Hague or of the delivery of the statements which may have been supplied at its request, unless, on the request of the Tribunal, the Contracting Parties shall agree to extend the period.

Article V.

On all points not covered by this Agreement, the provisions of the Convention of The Hague of the 29th July, 1899, shall apply.

Done in duplicate at London the 13th day of October, 1904.

Partie des conclusions écrites ou imprimées, à l'applui des propositions qu'elle aurait mises en avant.

Les délais fixés par le présent Compromis pour la remise du Mémoire, du Contre-Mémoire, et des conclusions pourront être prolongés d'un commun accord par les Parties Contractantes.

Article III.

Le Tribunal se réunira à La Haye dans la quinzaine de la remise des arguments.

Chaque Partie sera représentée par un Agent.

Le Tribunal pourra, s'il juge nécessaire de plus amples éclaircissements en ce qui regarde un point quelconque, demander, à chaque Agent, une explication orale ou par écrit; mais, en pareil cas, l'autre Partie aura le droit de répliquer.

Article IV.

La décision du Tribunal sera rendue dans les trente jours qui suivront sa réunion à La Haye ou la remise des explications qui auraient été fournies à sa demande, à moins que, à la requête du Tribunal, les Parties Contractantes ne conviennent de prolonger le délai.

Article V.

Les dispositions de la Convention de La Haye, du 29 juillet, 1899, s'appliqueront à tous les points non prévus par le présent Compromis.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 13 octobre, 1904.

(L. S.) *Lansdowne.*
(L. S.) *Paul Cambon.*

Supplementary Agreement.

The formation of the Arbitral Tribunal established by the Agreement signed at London on the 13th October 1904, having been delayed for some days by circumstances beyond the control of the High Contracting Parties, the Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic have agreed that it is desirable to avail themselves of the power granted to them by paragraph 4 of Article II of the said Agreement to extend the period fixed for the delivery of the Case.

They therefore hereby agree to fix the 1st February as the date on which the Case or documents shall be delivered by the Parties to the members of the Arbitral Tribunal and the two Governments concerned.

It is also agreed that the successive periods fixed by Article II of the Agreement for the several stages of the procedure in the Arbitration shall date from the 1st February instead of from the 13th January, the date fixed by the terms of the Agreement signed by Lord Lansdowne and M. Paul Cambon on the 13th October, 1904.

Done in duplicate, at London, the 13th day of January, 1905.

La constitution du Tribunal Arbitral institué par le Compromis signé à Londres le 13 octobre, 1904, ayant été retardée de quelques jours par suite de circonstances indépendantes de la volonté des Hautes Parties Contractantes, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française ont jugé utilé, d'un commun accord, d'user de la faculté qui leur est accordée dans le 4e paragraphe de l'Article II du dit Compromis de prolonger le délai fixé pour la remise du Mémoire.

Ils conviennent, en conséquence, par les présentes, de fixer au 1er février la date à laquelle les membres du Tribunal Arbitral et les deux Gouvernements intéressés recevront communication du Mémoire ou du dossier présenté par les Parties.

Il est également entendu que les délais successifs prévus à l'Article II du Compromis pour la procédure Arbitrale courront du 1er février au lieu du 13 janvier, date qui résultait des termes de l'Accord signé le 13 octobre, 1904, par Lord Lansdowne et M. Paul Cambon.

Fait à Londres, en double exemplaire, 13 janvier, 1905.

(L. S.) *Lansdowne.*
(L. S.) *Paul Cambon.*

38.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Sentence arbitrale concernant l'affaire des boutres (dhows) du sultanat Muscat autorisé à arborer le pavillon français; signée à la Haye, le 8 août 1905 et correspondance y relative.

Parliamentary Papers. Muscat No. 1. 1905.

Mr. Graham to the Marquess of Lansdowne. (Received August 9.)

The Hague, August 8, 1905.

My Lord,

I have the honour to report that the Muscat Arbitration Tribunal met at 3 o'clock this afternoon and the Award, copy of which is herewith annexed, was read aloud by the Secretary-General in French and English.

As regards (a), the scope of the Declaration of the 10th March, 1862, in relation to the issue by France to certain subjects of the Sultan of Muscat of papers authorizing them to fly the French flag, the Award decides that:

„1. Before the 2nd January, 1892, France was entitled to authorize vessels belonging to subjects of His Highness the Sultan of Muscat to fly the French flag, only bound by her own legislation and administrative rules."

The date in question is that of the ratification of the Brussels Act, the Court holding that France is, in relation to Great Britain, bound to grant her flag only under the conditions prescribed by Article 32 of that Act.

„2. Owners of dhows, who before 1892 have been authorized by France to fly the French flag, retain this authorization as long as France renews it to the grantee.

„3. After the 2nd January, 1892, France was not entitled to authorize vessels belonging to subjects of His Highness the Sultan of Muscat to fly the French flag, except on condition that their owners or fitters-out had established, or should establish, that they had been considered and treated by France as her „protégés" before the year 1863."

The year 1863 is taken as the date at which, in virtue of legeslation by the Ottoman Porte, and of the Franco-Moroccan Treaty of that year, the creation of new „protégés" was regulated and limited.

As regards (b), the nature of the privileges and immunities claimed by subjects of the Sultan who are owners or masters of dhows and possess French papers, or are members of the crew of such dhows, and their families, especially as to the manner in which such privileges and immunities affect the jurisdiction of Highness ower his said subjects, the Award decides that:

„1. Dhows of Muscat authorized as aforesaid to fly the French flag are entitled, in the territorial waters of Muscat, to the inviolability provided by the French-Muscat Treaty of the 17th November, 1844.

„2. The authorization to fly the French flag cannot be transmitted or transferred to any other person or to any other dhow, even if belonging to the same owner.

„3. Subjects of the Sultan of Muscat who are owners or masters of dhows authorized to fly the French flag, or who are members of the crews of such vessels, or who belong to their families, do not enjoy, in consequence of that fact, any right of exterritoriality, which could exempt them from the sovereignty, especially from the jurisdiction, of His Highness the Sultan of Muscat."

The results of the Award may be summarized as follows:

France may renew the licences to fly the French flag granted to owners of dhows before the 2nd January, 1892. But no licences given since that date are valid, unless, unless the grantee was a bonâ fide French protégé before 1863. Moreover, under Article 2 of (b), the licences in question cannot be transmitted or transferred to any other dhow, even if belonging to the same owner. Thus it would appear that if one of the licensed dhows were to be lost or disabled, the owner, in order to obtain a new licence, must prove that he comes under the category of those who were bonâ fide French protégés before 1863.

Under Article 1 of (b), dhows flying the French flag are declared to be inviolable iu Muscat waters, and thus they are exempt from search. But under Article 3 of (b), the owners, masters, and crews of the dhows, or their families, are expressly declared not to enjoy any such inviolability, and the moment they set foot in Muscat territory they come under the sovereignty and jurisdiction of the Sultan. The Tribunal has definitely laid down that the withdrawal of such persons from the Sultan's sovereignty and jurisdiction would be in contradiction with the Declaration of the 10th March 1862.

After the Secretary-General had finished reading the Award, the President made a brief speech, thanking the agents and secretaries for the manner in which they had assisted the Court, and then declared the proceedings at an end.

I have, &c.
(Signed) *Ronald Graham.*

Inclosure.

Muscat Arbitration Award, delivered August 8, 1905.

Séance du Mardi, le 8 août, 1905.

Le Tribunal s'est réuni à 3 heures de l'après-midi.

Le Président donne la parole au Secrétaire-Général du Tribunal pour lire la Sentence Arbitrale, dont voici la teneur:

Le Tribunal d'Arbitrage constitué en vertu du Compromis conclu à Londres le 13 octobre, 1904, entre la France et la Grande-Bretagne;

Attendu que le Gouvernement Français et celui de Sa Majesté Britannique ont jugé convenable, par la Déclaration du 10 Mars, 1862, „de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance“ de Sa Hautesse le Sultan de Mascate;

Attendu que des difficultés se sont élevées sur la portée de cette Déclaration relativement à la délivrance, par la République Française, à certains sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate de pièces les autorisant à arborer le pavillon Français, ainsi qu'au sujet de la nature des privilèges et immunités revendiqués par les sujets de Sa Hautesse, propriétaires ou commandants de boutres („dhows“) qui sont en possession de semblables pièces ou qui sont membres de l'équipage de ces boutres et leurs familles, particulièrement en ce qui concerne le mode suivant lequel ces privilèges et ces immunités affectent le droit de juridiction de Sa Hautesse le Sultan sur ses dits sujets;

Attendu que les deux Gouvernements sont tombés d'accord par le Compromis du 13 octobre, 1904, de faire décider ces difficultés par voie d'arbitrage conformément à l'Article I de la Convention conclue par les deux Puissances le 14 octobre, 1903:

Attendu qu'en exécution de ce Compromis ont été nommés Arbitres

Par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, M. Melville W. Fuller, Chief Justice des Etats-Unis d'Amérique;

Et par le Gouvernement de la République Française, M. le Jonkheer A. F. de Savornin Lohman, Docteur en Droit, Ancien Ministre de l'Intérieur des Pays-Bas, Ancien Professeur à l'Université Libre à Amsterdam, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux;

Attendu que ces Arbitres n'étant pas tombés d'accord dans le délai d'un mois à partir de leur nomination sur le choix d'un Surarbitre, ce choix étant dévolu dès lors en vertu de l'Article I du Compromis au Roi d'Italie, Sa Majesté a nommé comme Surarbitre:

M. Henri Lammasch, Docteur en Droit, Professeur de Droit International à l'Université à Vienne, Membre de la Chambre des Seigneurs du Parlement Autrichien;

Attendu que les Mémoires, Contre-Mémoires, es Conclusions ont été dûment communiqués au Tribunal et aux Parties;

Attendu que le Tribunal a examiné avec soin ces documents, et les observations supplémentaires qui leur ont été présentées par les deux Parties;

Quant à la première question:

Considérant, qu'en général il appartient à tout Souverain de décider à qui il accordera le droit d'arborer son pavillon et de fixer les règles auxquelles l'octroi de ce droit sera soumis, et considérant qu'en conséquence l'octroi du pavillon français à des sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate ne constitue en soi aucune atteinte à l'indépendance du Sultan;

Considérant que néanmoins un Souverain peut être limité dans l'exercice de ce droit par des Traités, et considérant que le Tribunal en vertu de l'Article XLVIII de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet, 1899, et de l'Article V du Compromis du 13 octobre, 1904, „est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le Compromis, ainsi que les autres Traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international," et qu'en conséquence la question se pose sous quelles conditions les Puissances qui ont accédé à l'Acte Générale de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet, 1890, concernant la suppression de la Traite des Esclaves Africaine, spécialement à l'Article XXXII de cet Acte, ont le droit d'autoriser des navires indigènes à arborer leurs pavillons;

Considérant que par l'Article XXXII de cet Acte la faculté des Puissances Signataires d'octrover leur pavillon à des navires indigènes a été limitée dans le but de supprimer la Traite des Esclaves et dans les intérêts généraux de l'humanité, sans faire aucune distinction si celui qui sollicite le droit d'arborer le pavillon appartient à un Etat Signataire ou non, et considérant qu'en tout cas la France est liée vis-à-vis de la Grande-Bretagne de n'octroyer son pavillon que sous les conditions prescrites par cet Acte;

Considérant que pour atteindre le but susdit les Puissances Signataires de l'Acte de Bruxelles sont convenues par l'Article XXXII que l'autorisation d'arborer le pavillon d'une des dites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes:

1. Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs.

2. Ils seront tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues.

3. Les dits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de traite.

Considérant qu'à défaut d'une définition du terme „protégé" dans l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles, il faut entendre ce terme dans le sens qui correspond le mieux tant aux intentions élevées de cette Conférence et de l'Acte Final qui en est résulté, qu'aux principes du droit international tels qu'ils ont été exprimés dans les Conventions en vigueur à cette époque, dans la législation nationale en tant qu'elle a obtenu une reconnaissance internationale et dans la pratique du droit des gens;

Considérant que le but de l'Article XXXII susdit est de n'admettre à la navigation dans ces mers infestées par la Traite des Esclaves que ceux des navires indigènes qui sont soumis à la plus stricte surveillance des Puissances Signataires, condition dont l'accomplissement ne peut être

assuré que si les propriétaires, armateurs et équipages de ces navires sont exclusivement soumis à la souveraineté et à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel ils exercent la navigation;

Considérant que depuis la restriction que le terme „protégé" a subie en vertu de la législation de la Porte Ottomane en 1863, 1865 et 1869, spécialement de la Loi Ottomane du 23 Sefer, 1280 (août 1863), implicitiment acceptée par les Puissances qui jouissent du droit des capitulations, et depuis le Traité conclu entre la France et le Maroc en 1863, auquel ont accédé un grand nombre d'autres Puissances et qui a obtenu la sanction de la Convention de Madrid du 30 juillet, 1880, le terme „protégé" n'embrasse par rapport aux Etats à capitulations que les catégories suivantes: (1) Les personnes sujets d'un pays qui est sous le protectorat de la Puissance dont elles réclament la protection; (2) les individus qui correspondent aux catégories énumérées dans les Traités avec le Maroc de 1863 et de 1880 et dans la Loi Ottomane de 1863; (3) les personnes qui par un Traité Spécial ont été reconnues comme „protégés," telles que celles énumérées par l'Article IV de la Convention Franco-Mascataise de 1844; et (4) les individus qui peuvent établir qu'ils ont été considérés et traités comme protégés par la Puissance en question avant l'année dans laquelle la création de nouveaux protéges fut réglée et limitée, c'est-à-dire, avant l'année 1863, ces individus n'ayant pas perdu leur status une fois légitimement acquis;

Considérant que, quoique les Puissances n'aient renoncé expressis verbis à l'exercice du prétendu droit de créer des protégés en nombre illimité que par rapport à la Turquie et au Maroc, néanmoins l'exercice de ce prétendu droit a été abandonné de même par rapport aux autres Etats Orientaux, l'analogie ayant toujours été reconnue comme un moyen de compléter les dispositions écrites très défectueuses des capitulations, en tant que les circonstances sont analogues:

Considérant d'autre part que la Concession de facto de la part de la Turquie, de transmettre le status de „protégés" aux descendants de personnes qui en 1863 avaient joui de la protection d'une Puissance Chrétienne, ne peut être étendue par analogie à Mascate, les circonstances étant entièrement différentes, puisque les protégés des Etats Chrétiens en Turquie sont d'une race, nationalité et religion différentes de celles de leurs maîtres Ottomans, tandis que les habitants de Sour et les autres Mascatais qui pourraient solliciter le pavillon Français se trouvent à tous ces égards entièrement dans la même condition que les autres sujets du Sultan de Mascate;

Considérant que les dispositions de l'Article IV du Traité Franco-Mascatais de 1844 s'appliquent seulement aux personnes qui sont bona fide au service des Français, mais pas aux personnes qui demandent des titres de navires dans le but d'exercer quelque commerce;

Considérant que le fait d'avoir donné avant la ratification de la Convention de Bruxelles le 2 janvier, 1892, des autorisations d'arborer le

pavillon français à des navires indigènes ne répondant pas aux conditions prescrites par l'Article XXXII de cet Acte n'était pas en contradiction avec une obligation internationale de la France;

Par ces motifs, décide et prononce ce qui suit:

1. Avant le 2 janvier, 1892, la France avait le droit d'autoriser des navires appartenant à des sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate à arborer le pavillon français, n'étant liée que par ses propres lois et règlements administratifs;

2. Les boutriers qui avant 1892 avaient été autorisés par la France à arborer le pavillon français conservent cette autorisation aussi longtemps que la France la continue à celui qui l'avait obtenue;

3. Après le 2 janvier, 1892 la France n'avait pas le droit d'autoriser des navires appartenant à des sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate à arborer le pavillon Français, que sous condition que leurs propriétaires ou armateurs avaient ou auraient établi qu'ils ont été considérés et traités par la France comme ses „protégés" avant l'année 1863.

Quant à la deuxième question:

Considérant que la situation légale de navires portant des pavillons étrangers et des propriétaires de ces navires dans les eaux territoriales d'un Etat Oriental est déterminée par les principes généraux de juridiction, par les Capitulations ou autres Traités et par la pratique qui en est résultée;

Considérant que les termes du Traité d'Amitié et le Commerce entre la France et l'Iman de Mascate du 17 novembre, 1844, sont surtout en raison des expressions employées dans l'Article III, „Nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins et autres propriétés possédés ou occupés par les Français ou par des personnes au service des Français, ni les visiter sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du Consul de France," assez larges pour embrasser aussi bien des navires que d'autres propriétés;

Considérant que, quoiqu'il ne saurait être nié qu'en admettant le droit de la France d'octroyer dans certaines circonstances son pavillon à des navires indigènes et de soustraire ces navires à la visite par les autorités du Sultan ou en son nom, la Traite des Esclaves est facilitée parce que les marchands d'esclaves pour se soustraire à la recherche peuvent facilement abuser du pavillon français, la possibilité d'un tel abus, qui peut être entièrement supprimé par l'accession de toutes les Puissances à l'Article XLII de l'Acte de Bruxelles, ne peut exercer aucune influence sur la décision de cette affaire, qui ne doit être fondée que sur des motifs d'ordre juridique;

Considérant qu'en vertu des Articles XXX—XLI de l'Acte de Bruxelles l'octroi du pavillon à un navire indigène est strictement limité à ce navire et à son propriétaire, et que dès lors il ne peut être transmis ou transféré à quelque autre personne ni à quelque autre navire, même si celui-ci appartenait au même propriétaire;

Considérant que l'Article IV du Traité Franco-Mascatais assure aux sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate „qui seront au service des Français“ la même protection qu'aux Français eux-mêmes, mais considérant que les propriétaires, commandants et équipages des boutres autorisés à arborer le pavillon français n'appartiennent pas à cette catégorie de personnes et encore moins les membres de leurs familles;

Considérant que le fait de soustraire ces personnes à la souveraineté, spécialement à la juridiction, de Sa Hautesse le Sultan de Mascate serait contradiction avec la Déclaration du 10 mars, 1862, par laquelle la France et la Grande-Bretagne se sont engagées réciproquement à respecter l'indépendance de ce Prince;

Par ces motifs, décide et prononce ce qui suit:

1. Les boutres („dhows“) de Mascate qui ont été autorisés ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, à arborer le pavillon français, ont dans les eaux territoriales de Mascate le droit à l'inviolabilité, réglée par le Traité Franco-Mascatais du 17 novembre, 1844;

2. L'autorisation d'arborer le pavillon français ne peut être transmise ou transférée à quelque autre personne ou à quelque autre boutre („dhow“), même si celui-ci appartenait au même propriétaire;

3. Les sujets du Sultan de Mascate qui sont propriétaires ou commandants de boutres („dhows“) autorisés à arborer le pavillon français, ou qui sont membres des équipages de tels boutres ou qui appartiennent à leurs familles, ne jouissent en conséquence de ce fait d'aucun droit d'exterritorialité qui pourrait les exempter de la souveraineté, spécialement de la juridiction, de Sa Hautesse le Sultan de Mascate.

Fait à La Haye, dans l'Hôtel de la Cour Permanente d'Arbitrage, le 8 août, 1905.

(Signé) *H. Lammasch.*
Melville W. Fuller.
A. F. de Savornin Lohman.

Le Président prononce les paroles suivantes:

„La sentence ayant été promulguée il ne me reste qu'à remercier les Agents et les Conseils des deux Parties de nous avoir assisté par l'exposition approfondie et exacte du status causæ et controversiæ dans leurs Mémoires respectifs et de remercier aussi Messieurs le Secrétaires, en premier lieu le Secrétaire-Général de la Cour Permanente d'Arbitrage, le Jonkheer Ruyssenaers, dont la démission est une perte des plus sensibles et graves pour la Cour et ses travaux futurs, et de même le Premier Secrétaire du Bureau International de la Cour, le Jonkheer Röell, qui par l'expérience qu'il a acquise dans ces dernières années en matière de procédure d'arbitrage international représentera dès à présent la tradition vivante de cette Cour.

„Nos travaux étant terminés je lève la séance.“

Le Secrétaire-Général remet ensuite à M. Herbette, Agent de la République Française, et à M. Ronald Graham, Agent de la Grande Bretagne, la copie certifiée conforme de la sentence du Tribunal, destinée à leurs Gouvernements respectifs.

La séance est levée à trois heures et demie de l'après-midi.

Ainsi fait à La Haye, le 8 août, 1905.

Le Président,
(Signé) *Lammasch.*

Le Secrétaire-Général,
L. H. Ruyssenaers.

Les Secrétaires,
Röell.
Grand H'Hauteville.

39.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Arrangement en vue de la Constitution du Tribunal arbitral et des Enquêtes relatives aux Demandes d'Indemnités prévues par l'Article III de la Convention du 8 avril 1904,*) concernant Terre-Neuve; fait à Londres, le 7 avril 1905.

Parliamentary Papers. France. No. 1. 1905.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic, having entered upon the negotiation contemplated in Article III of the Convention of the 8th April, 1904, with regard to Newfoundland and Africa, for the purpose of settling the details relative to the constitution of an Arbitral Tribunal, as well as the conditions of the inquiries to be instituted for the purpose of substantiating the claims formulated in accordance with the provisions of the said Article, have agreed on the following points:

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française, ayant ouvert entre eux la négociation prévue par l'Article III de la Convention du 8 avril, 1904, concernant Terre-Neuve et l'Afrique, à l'effet de régler les détails relatifs à la constitution d'un Tribunal Arbitral, ainsi qu'aux conditions des enquêtes à ouvrir pour la mise en état des demandes d'indemnité formulées conformément aux dispositions du dit Article, se sont entendus sur les points suivants:

*) V. **N. R. G.** 2e s. XXXII. 3.

1. Within fifteen days at latest after the signature of the present Agreement, each of the two Governments shall acquaint the other with the name of the naval officer selected by them to take part in the Arbitral Tribunal.

2. The Tribunal shall meet at Paris within thirty days after the last of the notifications indicated above.

3. On the meeting of the Arbitral Tribunal, all the indemnity claims shall be presented to it by the Agent whom the French Government shall have selected for this purpose.

The claimants may produce Memoranda in support of their claims, and His Majesty's Government, on their side, may, through the Agent whom they shall appoint for the purpose, be entitled to submit to the Tribunal Memoranda dealing with those claims. The Arbitral Tribunal shall have the right of calling for supplementary explanations or of hearing witnesses who may be in a position to furnish it with useful information.

4. The Arbitrators shall decide without appeal on claims as to which they may come to an agreement.

5. In the cases in which there is a divergence of opinion, the Tribunal shall transmit te each Government a joint Report, stating in detail the points on which the Arbitrators differ, and the grounds of disagreement; any such difference shall be referred to an Umpire chosen by the two Arbitrators.

Should they not agree, the selection of the Umpire shall be intrusted to a third Power, named by mutual consent by the British and French Governments.

1. Dans les quinze jours au plus tard après la signature du présent Arrangement, chacum des deux Gouvernements fera connaître à l'autre le nom de l'officier de marine qu'il aura désigné pour faire partie du Tribunal Arbitral.

2. Le Tribunal se réunira à Paris dans les trente jours qui suivront la dernière des notifications susindiquées.

3. Dès la réunion du Tribunal Arbitral toutes les demandes d'indemnité lui seront remises par l'Agent que le Gouvernement Français aura désigné à cet effet.

Les intéressés pourront produire des Mémoires à l'appui de leurs réclamations, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aura, de son côté, la faculté de soumettre au Tribunal, par l'entremise d'un Agent qu'il désignera à cet effet, des Mémoires concernant les dites réclamations. Le Tribunal Arbitral sera toujours en droit de demander des explications complémentaires ou d'entendre les témoins qui pourraient lui donner des renseignements utiles.

4. Les Arbitres statueront sans appel sur les demandes au sujet desquelles ils seraient tombés d'accord.

5. Dans les cas sur lesquels l'accord n'aura pu s'établir le Tribunal devra adresser à chacun des deux Gouvernements un Rapport rédigé d'un commun accord, établissant d'une manière détaillée les points qui divisent les Arbitres et les motifs de leurs divergences d'opinion; le différend sera soumis à un Surarbitre choisi par les deux Arbitres.

En cas de partage des voix, le choix du Surarbitre sera confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Gouvernements Français et Anglais.

Should no agreement be arrived at on this point, each Government shall choose a different Power, and the selection of the Umpire shall be made by agreement between the Powers thus chosen.

The Umpire must be of a different nationality from that of the two Arbitrators.

His Awards shall be without appeal.

6. At the request of either of the Arbitrators, they and, if necessary, the Umpire shall be empowered to proceed either to St. Pierre and Miquelon, or to Newfoundland, to hear the Parties, and proceed to any examination of evidence on either side which they may deem necessary.

7. A Secretary as interpreter shall be assigned to each Arbitrator.

8. Each of the two Governments shall bear the cost of the mission of their Arbitrator and their Agent; the honorarium of the Umpire, if one is appointed, and the general expenses of the Tribunal and of the Umpire, shall be equally divided between the two Governments.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized, have drawn up the present Act, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 7th April 1905.

Si l'accord ne s'établissait pas à ce sujet, chaque Gouvernement désignerait une Puissance differente, et le choix du Surarbitre serait fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Surarbitre devra être de nationalité différente de celle des deux Arbitres.

Les sentences qu'il prononcera seront sans appel.

6. Sur la demande de l'un des deux Arbitres, ceux-ci et, s'il y a lieu, le Surarbitre pourront se transporter soit à Saint-Pierre et Miquelon, soit à Terre-Neuve, pour entendre les Parties, et procéder à toutes enquêtes contradictoires qu'ils jugeront nécessaires.

7. Un Secrétaire-interprète sera adjoint à chacun des Arbitres.

8. Chacun des deux Gouvernements supportera les frais afférents à la mission de son Arbitre et de son Agent; les honoraires du Surarbitre, s'il en est désigné, et les frais généraux du Tribunal ou du Surarbitre, devront être supportés pour moitié par chacun des deux Gouvernements.

En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés, ont dressé le présent Acte, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 7 avril, 1905.

(L. S.) *Lansdowne.*
(L. S.) *Geoffray.*

The Marquess of Lansdowne to M. Geoffray.

Foreign Office, April 7, 1905.

Sir,

In accordance with Article 1 of the Argeement signed by us to-day for the examination of claims for indemnity under Article III of the Convention of the 8th April, 1904, I have the honour to inform you that

Rear-Admiral Charles Campbell, C. B., D. S. O., will represent His Majesty's Government on the Tribunal which is to be held in Paris to consider the claims in question.

I am, &c.
(Signed) *Lansdowne.*

M. Geoffray to the Marquess of Lansdowne. (Received April 10.)

Ambassade de France, Londres, le 7 avril, 1905.

M. le Marquis,

Par lettre en date d'aujourdhui, votre Seigneurie a bien voulu me faire savoir que, conformément aux termes de l'Article 1er de l'Accord que nous avons signé ce même jour par application de l'Article III de la Convention du 8 avril, 1904, le Gouvernement de Sa Majesté a fait choix du Contre-Amiral Charles Campbell, C. B, D. S. O., pour le représenter au Tribunal Arbitral qui doit se réunir à Paris pour l'examen des demandes d'indemnités des pêcheurs Français à Terre-Neuve.

Je m'empresse d'accuser réception de cette communication à votre Seigneurie, et de lui faire connaître que de son côté mon Gouvernement a désigné comme Arbitre le Capitaine de Frégate E. J. I. Aubry, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Veuillez, &ç.
(Signé) *Geoffray.*

Statement of Sums allotted by the Arbritrators.

Name	Amount	
	Fr.	£
Mme. Lemoine	218,000	(8,720)
Messrs. Guibert and Sons	112,000	(4,480)
M. Saint-Mleux	193,000	(7,720)
M. Verry	212,000	(8,480)
Hands of these four houses	186,125	(7,445)
M. Bourget (Saint-Pierre)	50,000	(2,000)
M. Chrétien (Saint-Pierre)	90,000	(3,600)
M. P. C. Hacala (Saint-Pierre)	21,000	(840)
M. E. Poirier (Saint-Pierre)	14,000	(560)
M. Tajan (Saint-Pierre)	35,000	(1,400)
„Petits-pêcheurs" (hands)	49,675	(1,987)
„Patrons-propriétaires" (owners)	194,200	(7,768)
Total	1,375,000	(55,000)

40.

GRANDE-BRETAGNE, NICARAGUA.

Traité concernant le territoire des Mosquitos; signé à Managua, le 19 avril 1905.*)

Treaty series. No. 11. 1906.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, etc., and His Excellency the President of the Republic of Nicaragua, being desirous of terminating in a friendly manner various questions which have arisen in regard to the Mosquito Reserve, have agreed to conclude a Treaty for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

Herbert William Broadley Harrison, Esquire, Companion of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, His Majesty's Chargé d'Affaires in the Republic of Nicaragua;

And His Excellency the President of Nicaragua, Doctor Adolfo Altamirano, Minister of Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

The High Contracting Parties agree that the Treaty of Managua of January 28, 1860,**) is and shall remain abrogated.

Article II.

His Britannic Majesty agrees to recognize the absolute sovereignty of Nicaragua over the territory that constituted the former Mosquito Reserve, as defined in the aforesaid Treaty of Managua.

Article III.

In consideration of the fact that the Mosquito Indians were at one time under the protection of Great Britain, and in view of the interest that His Majesty's Government take in their welfare, the Nicaraguan Government agree to grant them the following concessions:

a) The Government will submit to the National Assembly a law exempting, for fifty years from the date of the ratification of this Treaty, all the Mosquito Indians and the Creoles born before the year 1894, from

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 24 août 1906.
**) V. N. R. G. XVI. 2e s. 374.

military service, and from all direct taxation on their persons, property, possessions, animals, and means of subsistence.

b) The Government will allow the Indians to live in their villages enjoying the concessions granted by this Convention and following their own customs, in so far as they are not opposed to the laws of the country and to public morality.

c) The Nicaraguan Government will concede a further period of two years for them to legalize their rights to the property acquired in conformity with the Regulations in force before 1894 in the Reserve. The Government will make no charge to the said inhabitants either for the lands or the measurement thereof, or for the grant of title-deeds. For this purpose the title-deeds in the possession of the said Indians and Creoles before 1894 will be renewed in conformity with the laws, and, in cases where no such title-deeds exist, the Government will give to each family, at their place of residence, eight manzanas of land, if the members of the family do not exceed four in number, and two manzanas for each person if the family exceeds that number.

d) Public pasture lands will be reserved for the use of the inhabitants in the neighbourhood of each Indian village.

e) In the event of any Mosquito Indians or Creoles proving that the lands which they held in conformity with the Regulations in force before 1894 have been claimed by and allotted to other persons, the Government will indemnify them by the grant of suitable public lands of approximate value as near as possible to their present residences.

Article IV.

The ex-Chief of the Mosquito Indians, Robert Henry Clarence, will be permitted by the Nicaraguan Government to reside in the Republic of Nicaragua and to enjoy full protection so long as he does not transgress the laws, and provided his acts do not tend to incite the Indians against Nicaragua.

Article V.

The Mosquito Indians, and other inhabitants of the former Reserve, will enjoy the same rights as are secured by the laws of Nicaragua to other Nicaraguan citizens.

Article VI.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London within the period of six months from the date of signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done at Managua, this nineteenth day of April, one thousand nine hundred and five.

(L. S.) *Herbert Harrison.*
(L. S.) *Adolfo Altamirano.*

Declaration.

In case this Treaty is not ratified by the two Signatory Powers, the stipulations it contains will give no right to the High Contracting Parties to found any pretensions or draw any deductions.

(L. S.) *Herbert Harrison.*
(L. S.) *Adolfo Altamirano.*

41.

GRANDE-BRETAGNE, CUBA.

Traité de commerce et de navigation; signé à la Havane, le 4 mai 1905.

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty, January 1906.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Excellency the President of the Republic of Cuba, being desirous to extend and facilitate the relations of commerce already existing between the two countries, have determined to conclude a new Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

Lionel E. G. Carden, His Britannic Majesty's Minister Resident in Cuba, and Juan Francisco O'Farrill y Chappotin, Secretary of State and Justice of the Republic of Cuba;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

There shall be between the dominions and provisions of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation. The subjects or citizens of the two Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the dominions and possessions of the other to which native subjects or citizens generally are, or may be, permitted to come, and shall enjoy, respectively, the same rights, privileges, liberties, favours immunities, and exemptions in matters of commerce and navigation as are, or may be, enjoyed by native subjects or citizens, without having to pay any tax or impost greater than those paid by the same, and they shall be subject to the laws and regulations in force.

This stipulation shall not, however, apply to the coasting trade, in respect of which the subjects or citizens of the two Parties shall enjoy the treatment of the most favoured nation.

Article II.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties into the dominions and possessions of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country. This provision is not applicable to the rates of customs duties leviable on imports, which remain regulated by the internal legislation of the two States, nor to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article III.

No other or higher duties or charges shall be imposed in the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article to the dominions and possessions of the other, than such as are, or may be, payable on the exportation of the like article to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the dominions and possessions of either of the two High Contracting Parties to the dominions and possessions of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article IV.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the dominions and possessions of the other, perfect equality of treatment with native subjects or citizens or subjects or citizens of the most favoured nation in all that relates to exemption from transit duties, warehousing, bounties, facilities, and drawbacks.

Article V.

All articles which are, or may be, legally imported into the ports of the dominions and possessions of His Britannic Majesty in British vessels may be imported into those ports in Cuban vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in British vessels; and similarly all articles which are, or may be, legally imported into the ports of Cuba in Cuban vessels may be imported into those ports in British vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Cuban vessels. Such equality of treatment shall take effect without distinction, whether such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same export duties and railway charges shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, in the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties on

any article intended for exportation which is, or may be, legally exported therefrom, whether such exportation shall take place in Cuban or in British vessels, and whatever may be the place of destination, whether a port of either of the High Contracting Parties or of any third Power.

Article VI.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind, shall be imposed in the ports of the dominions and possessions of either country upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on vessels of the most favoured nation. Such equality of treatment shall apply to the respective vessels, from whatever port or place they may arrive, and whatever may be their place of destination.

Article VII.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or rivers of the dominions and possessions of the two countries, any privilege which either of the Contracting Parties shall grant to a third Power shall be extended immediately and unconditionally to the other Party.

Article VIII.

Any ship of war or merchant-vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by accident, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which be may have comme.

If any ship of war or merchant-vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, such ship or vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and marchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the same shall be delivered to the British or Cuban Consular officer in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the country; and such Consular officers, owners, or agents shall pay only the

expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of customs, unless cleared for consumption, in which case they shall pay the same rate of duty as if they had been imported in a national vessel.

In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective Consular officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article IX.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Cuban law, are to be deemed Cuban vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British and Cuban vessels respectively.

Article X.

Except as regards customs duties leviable on imports, the High Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation, and industry, any privilege, favour, or immunity whatever which either High Contracting Party has actually granted or may hereafter grant to the subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended immediately and unconditionally to the subjects or citizens of the other Contracting Party: it being their intention that in these respects the commerce, navigation, and industry of each country shall be placed by the other on a perfect equality with the commerce, navigation, and industry of the most favoured nation.

Article XI.

It shall be free to each of the High Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents to reside in the towns and ports of the dominions and possessions of the other. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall enjoy all the faculties, privileges, exemptions and immunities of every kind which are or shall be granted to Consuls of the most favoured nation.

Article XII.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties who shall conform to the laws of the country.

1. Shall have full liberty, with their families, to enter, travel, or reside in any part of the dominions and possessions of the other High Contracting Party.

2. They shall be permitted the hire or posses the houses, manufactories, warehouses, shops and premises which may be necessary for them.

3. They may carry on their commerce either in person or by any agents whom they may think fit to employ.

4. They shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of passports, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever other or greater than those which are or may be imposed upon native subjects or citizens, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article XIII.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall be exempted from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, national guard, or militia.

They shall be equally exempted from all judicial and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as a compensation for personal service, and finally from every species of military exaction or requisition The duties and charges connected with the ownership or leasing of lands and other real property are, however, excepted, as well as all military exactions or requisitions to which all subjects or citizens of the country may be liable as owners or lessees of real property.

In the above respects, she subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall not be accorded, in the dominions and possessions of the other, less favourable treatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article XIV.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall be at full liberty to exercise civil rights, and therefore to acquire, possess, and dispose of every description of property, movable and immovable. They may acquire and transmit the same to others, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession ab intestato, and in any other manner, under the same conditions as national subjects or citizens.

Their heirs may succeed to and take possession of it, either in person or by procurators, in the same manner and in the same legal forms as subjects or citizens of the country.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge than is or shall be payable by subjects or citizens of the conntry. In every case the subjects or citizens of the High Contracting Parties shall be permitted to export their property, or the proceeds thereof if sold, freely and without being subjected on such exportation to pay any duty different from that to which

subjects or citizens of the country are or shall be liable under similar circumstances.

Article XV.

The dwellings, manufactories, warehouses and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other, and all premises appertaining thereto destined for purposes of residence or commerce, shall be respected.

It all not be allowable to make a search of, or a domiciliary visit to, such dwellings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for subjects or citizens of the country, or of the most favoured nation.

The subjects or citizens of each of the two High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights, without other conditions, restrictions, or taxes beyond those imposed on native subjects or citizens; they shall enjoy the same treatment as native subjects or citizens in all that concerns deposits, sureties, and fees in legal cases, and shall, in the same manner as native subjects or citizens, be at liberty to employ, in all causes, their advocates attorneys, or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions, according to the laws of the country.

Article XVI.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have in the dominions and possessions of the other the same rights as native subjects or citizens in regard to patents for inventions, trade-marks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article XVII.

All goods bearing marks or descriptions which state, or manifestly suggest, that the goods are the produce or manufacture of one of the Contracting States shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into either of the two States. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department, or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each State, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The Tribunals of each country shall decide what appellations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article XVIII.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of each of the High Contracting Parties, residing in the dominions and possessions of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Article XIX.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the present Treaty, or the consequences of any violation thereof, shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitration, and the result of such arbitration shall be binding upon both Governments.

The members of such Commissions shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the Parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of Arbitrators, and the Arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the arbitration shall in each case be determined by the Contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

Article XX.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's Colonies os possessions beyond the seas unless notice to that effect shall have been given, on behalf of any such Colony or possession, by His Britannic Majesty's Representative at Havana to the Cuban Minister for Foreign Affairs within one year from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

It is understood that, under the provisions of this Article, His Majesty's Government can, in the same manner, give notice of adhesion on behalf of any British Protectorate or sphere of influence, or on behalf of the Island of Cyprus, in virtue of the Convention of the 4th June, 1878, between Great Britain and Turkey.

Article XXI.

The present Treaty shall come into effect ten days after the day upon which the ratifications are exchanged, and shall remain in force for ten years after such exchange. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of the intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given such notice.

His Britannic Majesty's Government shall also have the right to terminate separately the present Treaty at any time on giving twelve

months' notice to that effect, on behalf of any British Colony, possession, or dependency, as specified in Article XX, which may have acceded thereto.

Article XXII.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Havana as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Havana, this fourth day of May, in the year nineteen hundred and five.

(L. S.) *Lionel Carden.*
(L. S.) *Juan F. O'Farrill.*

It is clearly understood that nothing contained in the Treaty signed this day shall be held to prevent the Government of either country from taking such steps as they may judge expedient, either by way of countervailing duties or otherwise, to neutralize the effect of bounties granted, either directly or indirectly, on the production or exportation of goods.

Havana, May the fourth, nineteen hundred and five.

(L. S.) *Lionel Carden.*
(L. S.) *Juan F. O'Farrill.*

42.

JAPON, ALLEMAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE.

Sentence du Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles signés à Tokyo, le 28 août 1902;*) rendue à La Haye, le 22 mai 1905.

Publication officielle de la Cour Permanente d'Arbitrage à la Haye.

Attendu qu'aux termes de Protocoles, signés à Tokyo le 28 août 1902, un désaccord s'est produit, entre le Gouvernement du Japon d'une part et les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande Bretagne d'autre part, touchant le sens réel et la portée des dispositions suivantes des traités respectifs et autres engagements existant entre eux, c'est-à-dire:

Paragraphe 4 de l'Article XVIII du Traité de Commerce et de Navigation du 4 avril 1896 entre le Japon et l'Allemagne: „Sobald diese

*) V. **N. R. G.** 2e s., XXXI, 395.

Einverleibung erfolgt" [c'est-à-dire: quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés dans les communes respectives du Japon] „sollen die bestehenden, zeitlich unbegrenzten Überlassungsverträge, unter welchen jetzt in den gedachten Niederlassungen Grundstücke bemessen werden, bestätigt und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen irgend einer anderen Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden Überlassungsverträgen enthalten sind"; — et 3 de la communication complémentaire de même date du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de l'Empire d'Allemagne au Ministre du Japon à Berlin: „3. dass, da das Eigentum an den im Artikel XVIII des Vertrages erwähnten Niederlassungsstücken dem Japanischen Staate verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke ausser dem kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend welcher Art nicht zu entrichten haben werden", et l'alinéa suivant de la réponse du Ministre du Japon de même date à la précédente communication: „dass die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdruck gebrachten Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grundstücken, die Errichtung von Warenhäusern, die Steuerfreiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung wohlerworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegenstande haben, in allen Punkten zutreffend sind";

Paragraphe 4 de l'Article XXI du Traité revisé du 4 août 1896 entre le Japon et la France: „Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués," [c'est-à-dire: lorsque les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon: et lorsque les autorités japonaises compétentes auront assumé toutes les obligations et tous les devoirs municipaux, et que les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers auront été transférés auxdites autorités] „les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question";

Paragraphe 4 de l'Article XVIII du Traité revisé du 16 juillet 1894 entre le Japon et la Grande Bretagne: „When such incorporation takes place," [c'est-à-dire: quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon] „existing leases in perpetuity under which property is now held in the said settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of such property";

Attendu que les Puissances en litige sont tombées d'accord pour soumettre leur différend à la décision d'un Tribunal d'Arbitrage,

qu'en vertu des Protocoles susmentionnés,

les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande Bretagne ont désigné pour Arbitre Monsieur Louis Renault, Ministre Plénipoten-

tiaire, Membre de l'Institut de France, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte du Département des Affaires Etrangères, et

le Gouvernement du Japon a désigné pour Arbitre Son Excellence Monsieur Itchiro Motono, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon à Paris, Docteur en droit,

que les deux Arbitres sus-nommés ont choisi pour Surarbitre Monsieur Gregers Gram, ancien Ministre d'Etat de Norvège, Gouverneur de Province;

Attendu que le Tribunal ainsi composé a pour mission de statuer, en dernier ressort, sur la question suivante:

Oui ou non, les dispositions des traités et autres engagements ci-dessus mentionnés exemptent-elles seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, — ou bien exemptent-elles les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, — de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question?

Attendu que le Gouvernement Japonais soutient que les terrains seuls sont dans la mesure qui vient d'être indiquée, exemptés du paiement d'impôts et autres charges,

que les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande Bretagne prétendent, au contraire, que les bâtiments, construits sur ces terrains, jouissent de la même exemption;

Attendu que, pour se rendre compte de la nature et de l'étendue des engagements contractés de part et d'autre par les baux à perpétuité, il faut recourir à divers arrangements et conventions intervenus, sous le régime des anciens traités, entre les autorités japonaises et les représentants de plusieurs Puissances;

Attendu que de ces actes et des stipulations insérées dans les baux il résulte,

que le Gouvernement Japonais avait consenti à prêter son concours à la création de quartiers étrangers dans certaines villes et ports du Japon, ouverts aux ressortissants d'autres nations,

que, sur les terrains désignés à l'usage des étrangers dans les différentes localités, le Gouvernement Japonais a exécuté, à ses frais, des travaux en vue de faciliter l'occupation urbaine,

que les étrangers n'étant pas, d'après les principes du droit japonais, admis à acquérir la propriété de terrains situés dans le pays, le Gouvernement leur a donné les terrains en location à perpétuité,

que les baux déterminent l'étendue des lots de terre loués et stipulent une rente annuelle fixe, calculée à raison de l'espace loué,

qu'il fut convenu qu'en principe les quartiers étrangers resteraient en dehors du système municipal du Japon, mais qu'au reste, ils n'étaient pas soumis à une organisation uniforme,

qu'il était arrêté, par voie de règlements, comment il serait pourvu aux diverses fonctions de l'administration et qu'il était prescrit que les détenteurs des terrains seraient tenus de subvenir partiellement aux frais

de la municipalité à l'aide de redevances dont le montant et le mode de perception étaient déterminés;

Attendu qu'on s'expliquerait bien le soin apporté dans la rédaction des dits actes en vue de préciser les obligations de toute nature incombant aux étrangers vis-à-vis du Gouvernement Japonais, s'il était entendu que la rente annuelle représentât, non seulement le prix de la location, mais aussi la contrepartie des impôts dont les preneurs eussent été redevables à raison de la situation créée à leur profit par les baux et que, par conséquent, ils n'auraient, en cette qualité, à supporter que les impôts et charges qui étaient expressément mentionnés dans les dits baux;

Atttendu qu'au reste, il n'est pas contesté que ce ne soit là le véritable sens de ces actes, en tant qu'il s'agit des terrains, mais que le Gouvernement Japonais allègue que les baux n'avaient pour objet que les terrains nus et qu'il n'admet pas que les constructions, élevées sur les terrains, fussent comprises dans les stipulations sur lesquelles l'exemption des impôts serait fondée,

qu'il a allégué que les terrains seuls appartenaient au Gouvernement, les constructions étant, au contraire, la propriété des preneurs, et qu'en conséquence l'immunité dont il est question ne pouvait s'étendre qu'aux immeubles qui n'étaient pas sortis du patrimoine de l'Etat;

Attendu qne, toutefois, la question qu'il s'agit de décider est celle de savoir si, au point de vue fiscal, les constructions élevées sur les terrains loués étaient, de commun accord, considérées comme accessoires de ces terrains, ou non, et que la solution de cette question ne dépend pas de destinctions tirées d'une prétendue différence quant à la propriété des immeubles,

que le Tribunal ne saurait donc s'arrêter à la discussion engagée à ce sujet et fondée sur les principes dn droit civil;

Attendu que les terrains étaient loués pour y construire des maisons, ce qui est indiqué, à la fois, par la situation des immeubles et par la nature des aménagements effectués par le Gouvernement Japonais,

que l'obligation d'ériger des bâtiments était, dans certaines localités, imposée sous peine de déchéance, que les baux contenaient souvent une clause, aux termes de laquelle les bâtiments, qui se trouveraient sur les terrains, deviendraient la propriété du Gouvernement Japonais, au cas où le preneur aurait manqué à ses engagements;

Attendu qu'il faut admettre que les circonstances qui viennent d'être relatées offrent des arguments à l'encontre de la prétention que le sol et les constructions constituent, dans les relations entre les parties et au point de vue fiscal, des objets entièrement distincts;

Attendu qu'en intervenant aux dits actes, le Gouvernement du Japon a agi, non seulement en propriétaire des terrains donnés en location, mais aussi comme investi du pouvoir souverain du pays;

Attendu que la volonté des parties faisait, par conséquent, la loi en la matière et que, pour établir comment les actes ont été réellement interprétés, il faut s'en rapporter au traitement auquel les détenteurs des

terrains ont été, au point de vue des impôts, soumis, en fait, dans les différentes localités;

Attendu, à cet égard, qu'il est constant que, suivant une pratique qui n'a pas varié et qui a existé durant une longue série d'années, non seulement les terrains en question, mais aussi les bâtiments élevés sur ces terrains, ont été exemptés de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions autres que ceux expressément stipulés dans les baux à perpétuité;

Attendu que le Gouvernement du Japon soutient, il est vrai, que cet état de choses, de même que l'immunité fiscale dont jouissaient en général les étrangers dans le pays, n'était dû qu'à la circonstance que les tribunaux consulaires refusaient de donner la sanction nécessaire aux lois fiscales du pays;

Attendu que, toutefois, cette prétention est dépourvue de preuves et qu'il n'est pas même allégué que le Gouvernement Japonais ait jamais fait, vis-à-vis des Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, des réserves à l'effet de maintenir les droits qu'il dit avoir été lésés,

que, bien qu'il ait été allégué que l'immunité dont les étrangers jouissaient, en fait, au point de vue des impôts, sous le régime des anciens traités, était générale et qu'elle s'étendait aux étrangers résidant en dehors des concessions en question, il résulte pourtant des renseignements fournis au sujet de détenteurs d'immeubles — terrains et maisons — à Hiogo, que ladite règle n'a pas été d'une application universelle,

que, dans tous les cas, la situation de fait n'est pas douteuse, de quelque façon qu'on l'explique;

Attendu, au point de vue de l'interprétation des dispositions des nouveaux traités au sujet desquelles il y a contestation entre des Parties,

que la rédaction de l'article 18 du traité entre la Grande-Bretagne et le Japon — traité antérieur aux deux autres — avait été précédée de propositions tendant à mettre les étrangers, détenteurs de terrains, sur le même pied que les sujets japonais, tant au point de vue de la propriété des immeubles qui leur avaient été concédés en location que pour ce qui concerne le paiement de taxes et d'impôts, mais qu'on est ensuite tombé d'accord sur le maintien du régime qui jusqu'alors avait été practiqué,

que le Gouvernement Japonais prétend, il est vrai, que la question de maintenir le status quo ne se rapportait qu'aux terrains, mais que cette prétention ne se trouve pas justifiée par les expressions employées au cours des négociations,

qu'au contraire, le représentant du Gouvernement Japonais qui a pris l'initiative pour arriver à un accord dans ce sens s'est borné à proposer le maintien du status quo dans les concessions étrangères (maintenance of the status quo in the foreign settlements),

qu'il n'est pas à présumer que le delégué de la Grande-Bretagne, en présentant un projet élaboré sur la base de ladite proposition, ait

entendu faire une restriction concernant les constructions, que cela ne résulte, ni des mots insérés dans le procès-verbal, ni du contenu de l'article par lui proposé,

que, pour maintenir intégralement le status quo, il ne suffirait pas d'admettre que l'immunité fiscale, qui jusqu'à cette époque s'étendait, tant sur les terrains que sur les constructions, dans les quartiers étrangers, serait maintenue pour le sol seulement et qu'elle cesserait d'exister pour ce qui concerne les maisons,

qu'il doit surtout en être ainsi lorsqu'on considère que, pour se conformer à ce qui était convenu, les Parties ne se sont pas bornées à formuler une disposition au sujet de la confirmation des baux, mais qu'elles ont ajouté qu'aucunes conditions, sauf celles contenues dans les baux en vigueur, ne seront imposées relativement à une telle propriété (no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of such property),

que cette dernière clause est rédigée d'une façon encore plus explicite dans le traité avec la France;

Attendu qu'au surplus, dans les clauses dont il s'agit, les Puissances n'ont pas parlé de terrains, comme elles auraient dû nécessairement le faire si l'immunité, contrairement à ce qui avait été pratiqué jusque là, avait dû être restreinte aux terrains,

qu'elles ont, au contraire, employé des expressions assez larges pour comprendre dans son ensemble la situation faite par les baux aux preneurs;

Attendu que le Tribunal ne saurait, non plus, admettre que les notes échangées entre les Gouvernements d'Allemagne et du Japon, au moment de la conclusion du nouveau traité, contiennent des explications de nature à placer l'Allemagne dans des conditions moins avantageuses que les deux autres Puissances,

que le Gouvernement du Japon a surtout voulu tirer argument de ce que le Gouvernement Allemand a fondé l'immunité fiscale sur ce qu'il est interdit aux étrangers d'acquérir la propriété de terrains situés au Japon, mais qu'à cet égard il faut considérer qu'en fait les constructions avaient toujours eu le caractère de dépendances des terrains au point de vue des impôts, et qu'il n'est pas à présumer que le Gouvernement Allemand ait entendu renoncer aux avantages consentis en faveur de la Grande-Bretagne par le nouveau traité, ce qui serait d'ailleurs en contradiction avec la clause assurant à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée,

par ces motifs:

Le Tribunal d'Arbitrage, à la majorité des voix, décide et déclare:

Les dispositions des traités et autres engagements mentionnés dans les protocoles d'arbitrage n'exemptent pas seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, mais elles exemptent les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui

pourraient être construits sur ces terrains, de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question.

Fait à la Haye, dans l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage, le 22 mai 1905.

(Signé) *G. Gram.*
(Signé) *L. Renault.*

Au moment de procéder à la signature de la présente sentence arbitrale, usant de la faculté que me confère l'article 52, alinéa 2, de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à la Haye le 29 juillet 1899, je tiens à constater mon dissentiment absolu avec la majorité du Tribunal, en ce qui concerne les motifs comme le dispositif de la sentence.

(Signé) *I. Motono.*

43.

ANGLETERRE, CHINE.

Convention concernant la jonction des lignes télégraphiques chinoises et birmanes; signée à Pékin, le 23 mai 1905.

Treaty series. No. 22. 1905.

Article I.

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India, and the Government of His Majesty the Emperor of China with a view to facilitating international telegraph communication have resolved to revise the existing agreement regarding the exchange of telegraphic correspondence over the lines of the two states on the frontier of Burma and Yünnan.

Article II.

The junction on the frontier remains as hitherto between the British Station at Bhamo and the Chinese Station at T'êngyüeh (Momein), and an intermediate station will continue to be maintained at Manwyne.

Article III.

The Indian and the Chinese Administrations shall maintain in good condition the line of connection and shall exchange the correspondence by wire between the two stations named in Article II, or between any other two stations hereafter mutually agreed upon.

Each of the contracting parties shall bear the expense incurred for these purposes ont its own territory and will take care that the boundaries between the territories of the two Governments are scrupulously respected.

Article IV.

The rules laid down in the Service Regulations of the International Telegraph Convention shall be observed with regard to the technical treatment of telegrams transmitted over the line of connection described in Article II.

When the senders of telegrams do not expressly indicate the route by which they wish their telegrams to be forwarded it is understood that at lower rates all limitrophe correspondence and at equal rates half the limitrophe correspondence shall be forwarded viâ the line of connection described in Article II provided that the alternative routes are in equally good working order.

Article V.

Each of the contracting parties fixes the charges for transmission of telegrams by its lines up to the frontier of its own territory.

Article VI.

The following charges per word are declared for correspondence exchanged viâ the line of communication described in Article II:

I. Indian Telegraph Administration.

A. Terminal Charges.

	Francs.
1. From Stations in Burma to the Chinese frontier	0.10
2. From Stations in India to the Chinese frontier	0.35
3. From Stations in Ceylon to the Chinese frontier	0.45

B. Transit Charges.

Between the Chinese-Burmese frontier and all other frontiers	0.35

II. China.

A. Terminal Charges.

1. For telegrams exchanged with Europe and countries beyond Europe (except America)	3.36
2. For telegrams exchanged with America	4.86
3. For telegrams exchanged between all other countries on the one side and stations on the Yangtze or South of the Yangtze on the other side	1.00
4. For telegrams exchanged between all other countries on the one side stations situated to the North of the Yangtze	1.50
5. — (a.) For telegrams exchanged between Burma, India, and Ceylon on the one side and the province of Yünnan on the other side	0.50
(b.) For bonâ-fide British and Chinese Government telegrams between Burma, India and Ceylon on the one side and the province of Yünnan on the other side	0.25

B. Transit Charges.

	Francs.
1. For telegrams exchanged between Europe and countries beyond Europe (except America) on the one side and all countries beyond China on the other side	3.36
2. For telegrams exchanged between America on the one side and all countries beyond China on the other side . .	4.86
3. For all other telegrams between the Burmese-Chinese frontier and	
(a.) Shanghai or frontier stations South of the Yangtze	1.25
(b.) All other frontiers	1.50

The Charges established for telegrams exchanged between China on the one side and Burma, India, and Ceylon on the other side are solely for correspondence actually exchanged between the named neighbouring countries, and the Chinese European and American correspondence cannot be retelegraphed at these rates by private agencies or persons at intermediate stations.

If during the course of operation of this Convention the rates of China or of the Telegraph Companies operating in China be diminished for telegrams exchanged by the whole of China, including Hongkong, with Europe and the countries beyond Europe, China undertakes simultaneously and in the same proportion to lower her present terminal and transit rates for such telegrams on their transmission ablong the Burma-Yünnau line.

Article VII.

The checking of the amount of correspondence exchanged viâ the line of connection shall take place daily by wire between the stations named in Article II.

The settlement of accounts shall take place at the end of each month and the resulting balance shall be paid one month after the end of the month in account to the Indian Telegraph Administration at Calcutta or to the Chinese Telegraph Administration at Shanghai.

The month shall be reckoned according to the European Calendar. Telegrams referring to the settlement of accounts shall be considered as service telegrams and transmitted free of charge.

Article VIII.

The collection of the charges at all the stations of the Chinese Telegraph Administration, according to the rates fixed in Article VI of the present Convention in gold francs, as well as the liquidation of the mutual accounts, shall be made in Mexican dollars according to the actual rate of exchange between this coin and the franc.

This rate of exchange shall be agreed upon between Telegraph Administrations of the contracting Governments during the month preceding each quarter on the basis of the average rate of exchange during the three months preceding that during which the rate is fixed.

As regards outpayments to Telegraph Administrations beyond China and India the Chinese and Indian Telegraph Administrations will communi-

cate to each other their amounts and this amount the two Administrations will be at liberty to collect and settle at such rates as may protect them from loss.

Article IX.

The present Convention shall come into force on the first day of June, Nineteen hundred and five, and shall, unless otherwise mutually agreed upon, remain in force for ten years and thereafter until twelve months after one of the contracting parties shall have given notice of its intention to modify or to abrogate it.

In witness whereof the Undersigned duly authorized to this effect have signed the present Convention.

Done at Peking in the English language and in the Chinese language. Three expeditions duly compared and found to be in agreement have been signed in each of these languages on the twenty-third day of the month of May, Nineteen hundred and five corresponding with the twentieth day of the fourth moon of the thirty-first year of the reign of Kuang Hsü.

(L. S.) *Ernest Satow.*

(Signature and Seal of the Chinese Plenipotentiary.)

44.

CUBA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Traité d'extradition; signé à La Havane, le 29 juin 1905.*)

Gaceta oficial de la República de Cuba. No. 12. 1907.

The Republic of Cuba and the Dominican Republic with a view to assuring the repression and punishment of crimes or offenses which may be commited within the territory of either Nation, without that those who should be responsible for the same, may take refuge and elude the penalties consequent to their offenses, by moving from one country to the other, have resolve to agree on the mutual extradition of criminals by means of a treaty, and to this end have appointed the following Plenipotentiaries:

His Exellency the President of the Dominican Republic of Cuba, Mr. Juan F. O'Farrill, Secretary of State and Justice.

And His Excellency the President of the Dominican Republic, Mr. José R. Pérez Román, Chargé d'Affaires of said Nation to Cuba.

---

*) Les ratifications ont été échangées, le 11 janvier 1907.

Who, after having exchanged their respective full powers, which were found in due form, have agreed upon the following:

Article I.

The Government of the Republic of Cuba and the Government of the Dominican Republic agree mutually to deliver up, under the stipulations of this Treaty, by virtue of request addressed by one Nation to the other, and with the only exception of their own citizens, the persons who, being within territory of one of the contracting parties, should have been or may be indicted or sentenced by the judicial authorities of the other party, as principals, accomplices or accesories in any of the criminal offenses expressed in Article II, whether consumated or frustrated, or in attempts to commit any of them.

Article II.

The following are the crimes and offenses for which extradition shall be granted:

1st. Voluntary homicide; including the offense of parricide, assassination, poisoning, homicide and infanticide.

2nd. Abortion.

3rd. Blows and bodily injuries caused intentionally, when in consequence of the same the aggrieved party should become imbecile, impotent or blind, or be deprived of an eye or of any other organ or of any member, or be crippled or permanently incapacitated for personal work.

4th. Transgressions against personal liberty and against the inviolability of domicile, committed by private individuals.

5th. Threats to cause another or his family in their persons, honor or property a harm which may, according to the laws of both nations, constitute a grave crime, if made demanding a sum of money or imposing any other condition, even though not unlawful.

6th. Damages or obstacles on railway lines, which endanger or may endanger the life of travelers.

6th. Damages or obstacles on railway lines, which endanger or may endanger the life of travelers.

7th. Arson or any havoc caused by sinking or stranding of ships, by floods or by explosions of mines or infernal machines.

8th. Rape, carnal access with a girl who has not arrived at the age of puberty, according to the laws of the claiming State.

9th. Unchaste abuses; habitual incitation of minors to licentious practices.

10th. Abduction; bigamy.

11th. Kidnapping of minors; concealment or supposition of children; substitution of one child for another.

12th. Falsification of or alteration in instruments, public or official, commercial or private documents or telegraphic despatches; the use of such documents knowing that the same are forged or altered.

13th. Manufacture of counterfeit money or alteration of the lawful money; counterfeiting or alteration of paper-money, bank-notes, bonds of the public debt or their coupons, national as well as foreign; counterfeiting of postage or telegraph stamps or any other kind of stamped articles, the sale of which is reserved to the State; putting in circulation or introducing such objects knowing them to be counterfeited or altered.

14th. Manufacture or introduction of dies, seals, stamps, marks or any other kind of utensils or tools knowingly destined to counterfeiting purposes.

15th. False testimony; perjury.

16th. Piracy.

17th. Misappropriation of public funds.

18th. Bribery.

19th. Robbery, theft, swindle.

20th. Fraudulent bankruptcy.

Article III.

Extradition shall not be granted unless the following documents are presented:

1st. A sentence of conviction or an order or warrant of commitment or some other document having an equal force, issued by a judicial authortiy, based on and showing the act charged to the person demanded. Should it lack these two conditions, record of the proceedings in the case should be attached thereto which, having served as a basis for issuing said writ of arrest, shall furnish proof, or at least reasonable indications of the guilt of the accused.

The original or an authentic copy of the abovementioned documents shall be presented.

2nd. The personal description of the person claimed, or the marks or circumstances which may serve to identify him.

3rd. An authentic copy of the text of the penal law or laws applicable to the alleged participation of the accused in the offense which originates the request for delivery.

Article IV.

Nor shall extradition be granted in the following cases;

a) If, according to the laws of either State the maximum penalty applicable to the participation charged against the person whose delivery is demanded, in the offense by reason of which extradition is requested, should not exceed deprivation of liberty for six months.

b) If, according to the laws of the country in which the person accused or sentenced has sought refuge, the punishment or the penal action has prescribed.

c) If the person whose extradition is sought has already been tried and set at liberty, or if said person has served his sentence or if the offenses charged have been the subject of an amnesty or pardon.

d) If the offense the ground for the request for the delivery of the accused, is of a political character, or if it is proved that the demand for extradition has been formulated really in order to try or punish him for an offense of a political character. An attempt upon the life of the Head of a foreign State or upon that of any member of his family, when such act constitute homicide, assassination or poisoning, shall not be considered as a political crime nor as an act connected with such crime.

Article V.

If the person whose extradition is sought were under indictment in the State called upon, extradition may be deferred until the proceedings are dismissed, until he is acquitted or until he is declared free from liability, or until the sentence has been served.

Article VI.

In the case the delivery of the fugitive should be demanded by one ore more other powers, it shall be granted to that Nation to which the Government called upon shall be bound by an express clause of a Treaty, to grant it preference and, in the absence of such obligation, to the State whose demand, among those admitted, should have been received first.

Article VII.

The demands for extradition shall be presented by the Diplomatic Agents of the contracting parties; and, should said Agents be absent from the country or from the seat of the Government, they may be presented by the consular officers.

Article VIII.

If the application for extradition were made in accordance with the preceding stipulations, the Government of the State of which the extradition is requested shall take steps for the arrest or the provisional detention of the fugitive.

Article IX.

In urgent cases the arrest or provisinal detention of the fugitive may also be ordered through advise given by mail or telegraph and transmitted through diplomatic or consular channels mentioning the crime and stating that the arrest of the accused has been ordered by a competent authority, and promising to present the demand for extradition accompanied by the documents specified in Article III.

The person thus provisionally detained or arrested shall be set free if within three months, from the day of arrest or detention, a formal demand for his delivery, accompanied by the documents referred to, shall not have been presented.

Article X.

If within a period or four months, from the date on which the person was at its disposal, either of the two Governments should not have

disposed of the person demanded, the extradition may be denied and the person detained set free.

Article XI.

It is expressly stipulated that the person extradited cannot be tried, confined or sentenced for any offense other than that for which he was extradited, except in the following cases:

1st. If said person has requested to be tried or to serve his sentence, in which case such request shall be expressly transmitted to the Government which delivered said person.

2nd. If during the month following the date on which said person has been set free after being tried and, in case of conviction, one month after having served his sentence, said person should not have left the country to which he was delivered, or if, having left it, he should return to said country after the expiration of said period.

3rd. If the offense was committed after the extradition.

4th. If the offense was one of those embraced in this Treaty and the Government to which the person extradited has been delivered, previously obtained the consent of the Government which ordered the extradition. The latter may, should it deem it convenient, demand the production of any of the documents mentioned in Article III of this Convention.

Article XII.

All objects found in the possession of the person demanded whether the fruit of the offense charged or articles which may serve as evidence of the said offense, shall be seized and delivered to the Government demanding extradition, if it should so request, even if in consequence of the death or disappearance of the fugitive, extradition should not take place.

Nevertheless, the rights of third persons respecting these objects shall be duly respected.

Article XIII.

The cost of the arrest, custody, maintenance and transportation of the person whose extradition is granted, and also the cost of consigning and transporting the objects which, according to the terms of the foregoing article should be delivered, shall be defrayed by each state, within the limits of their respective territories.

The person to be delivered shall be taken to the port of the State of which extradition has been demanded named by the Diplomatic or Consular Agent accredited by the Government demanding it, at whose expense said person shall be shipped.

Article XIV.

Should it be deemed necessary, during the course of a non-political trial, to hear testimony or reports from persons residing in one of the two countries, or to carry out any other act or proceeding of investigation, letters rogatory shall be addressed through diplomatic or consular channels

for this purpose and they shall be executed by the competent officials, under the laws of the country of which extradition has been demanded.

Both Governments waive the reimbursement of the expenses caused by the execution of letters rogatory, except in the case of reports of experts.

Article XV.

This Treaty shall take effect thirty days after the exchange of the ratifications and shall continue in force for one year from the date on which either of the two contracting parties shall notify the other of its purpose to have its effects cease.

This Treaty shall be ratified after being approved by the Senate of the Republic of Cuba and by the Houses of the Dominican Republic and the ratifications shall be exchanged in Habana, as early as possible.

In testimony whereof

the respective Plenipotentiaries have subscribed and affixed their seals hereto.

Made in two originals in the City of Habana, this twenty-ninth day of June, nineteen hundred and five.

(L. S) (Signed) *Juan F. O'Farrill.*
(L. S.) (Signed) *José R. Pérez Román.*

45.

GRANDE-BRETAGNE, NICARAGUA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Managua, le 28 juillet 1905.*)

Treaty series. No. 12. 1906.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; and

His Excellency the President of Nicaragua;

Being desirous to extend and facilitate the relations of commerce already existing between the two countries, have determined to conclude a new Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Herbert William Broadley Harrison, Esquire, Companion of the Most Distinguish-

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 24 août 1906.

ed Order of St. Michael and St. George, His Majesty's Chargé d'Affaires in the Republic of Nicaragua; and

His Excellency the President of the Republic of Nicaragua; Doctor Adolfo Altamirano, Minister of Foreign Affaires;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

There shall be between the dominions and possessions of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation. The subjects or citizens of each of the two Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the dominions and possessions of the other to which native subjects or citizens generally are or may be permitted to come, and shall enjoy, respectively, the same rights, privileges, liberties, favours immunities, and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by native subjects or citizens generally, without having to pay any tax or impost greater than those paid by the same, and they shall be subject to the Laws and Regulations in force.

This stipulation shall not, however, apply to the coasting trade in respect of which the subjects or citizens of the two Parties shall enjoy the treatment of the most favoured nation.

Article II.

The free port privileges at the Port of San Juan del Norte shall be abolished, but the port shall remain open to trade, the facilities for shipping shall be maintained and improved, and sufficient bonded warehouses shall provided.

As regards all the dues, taxes, and regulations affecting foreign trade and shipping and the system of municipal taxation, the port shall be on the same footing as the other ports of the Republic.

Article III.

No other or higher duties or charges shall be imposed on the importation into the dominions and possessions of His Britannic Majesty of any article the produce or manufacture of the Republic of Nicaragua, from whatever place arriving, and no other or higher duties or charges shall be imposed on the importation into Nicaragua of any article the produce or manufacture of His Britannic Majesty's dominions and possessions, from whatever place arriving, than on the like articles produced or manufactured in any other foreign country; nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties into the dominions and possessions of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the impor-

tation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country.

This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of plants useful to agriculture.

Article IV.

No other or higher duties or charges shall be imposed in the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article to the dominions and possessions of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the dominions and possessions of either of the two High Contracting Parties to the dominions and possessions of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article V.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the dominions and possessions of the other, perfect equality of treatment with native subjects or citizens or subjects or citizens of the most favoured nation in all that relates to exemption from transit duties, warehousing, bounties facilities, and drawbacks.

Article VI.

All articles which are or may be legally imported into the ports of the dominions and possessions of His Britannic Majesty in British vessels may be imported into those ports in Nicaraguan vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in British vessels; and similarly all articles which are or may be legally imported into the ports of Nicaragua in Nicaraguan vessels may be imported into those ports in British vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Nicaraguan vessels. Such equality of treatment shall take effect without distinction, whether such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner, there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same export duties and railway charges shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, in the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties on any article intended for exportation which is or may be legally exported therefrom, whether such exportation shall take place in Nicaraguan or in British vessels, and whatever may be the place of destination, whether a port of either of the High Contracting Parties or of any third Power.

Article VII.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under what-

ever denomination, levied in the name or for the profit of government, public functionaries, private individuals, corporations, or established of any kind, shall be imposed in the ports of the dominions and possessions of either country upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels in general. Such equality of treatment shall apply to the respective vessels, from whatever port or place they may arrive, and whatever may be their place of destination.

Article VIII.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or rivers of the dominions and possessions of the two countries, no privilege shall be granted to national vessels which shall not be equally granted to vessels of the other country; the intention of the High Contracting Parties being that in this respect also the respective vessels shall be treated on the footing of perfect equality.

Article IX.

Any ship of war or merchant-vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by accident, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant-vessel of one of the High Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, such ship or vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea or the proceeds thereof if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the same shall be delivered to the British or Nicaraguan Consular officer in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the country; and such Consular officers, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel.

The goods and marchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of customs, unless cleared for consumption, in which case they shall pay the same rate of duty as if they had been imported in a national vessel.

In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run aground or wrecked, the respective Consular officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article X.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Nicaraguan law, are to be deemed Nicaraguan vessels shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British and Nicaraguan vessels respectively.

Article XI.

The High Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation, and industry, any privilege, favour or immunity whatever which either High Contracting Party has actually granted or may hereafter grant, to any other foreign State, shall be extended immediately and unconditionally to the subjects or citizens of the other Contracting Party; it being their intention that the commerce, navigation, and industry of each country shall be placed, in all respects, by the other on the footing of the most favoured nation.

Article XII.

It shall be free to each of the High Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents to reside in the towns and ports of the dominions and possessions of the other. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall enjoy all the faculties, privileges, exemptions and immunities of every kind which are or shall be granted to Consuls of the most favoured nation.

Article XIII.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties who shall conform to the laws of the country.

1. Shall have full liberty, with their families, to enter, travel, or reside in any part of the dominions and possessions of the other High Contracting Party.

2. They shall be permitted to hire or possess the houses, manufactores, warehouses, shops, and premises which may be necessary for them.

3. The may carry on their commerce either in person or by any agents whom they may think fit to employ.

4. They shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of passports, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever other or greater than those which are or may be

imposed upon native subjects or citizens, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article XIV.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall be exempted from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, national guard, or militia. They shall be equally exempted from all judicial and municipal functions whatever other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all extraordinary war contributions, forced loans and every species of military requisitions or service. In all other cases their personal and real property cannot be subjected to other charges or imposts than those that may be or have been exacted from the subjects or citizens of the country or from subjects or citizens of the most favoured nation.

Article XV.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of other shall be at full liberty to exercise civil rights, and therefore to acquire, possess, and dispose of every description of property, movable and immovable. They may acquire and transmit the same to others, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession ab intestato, and in any other manner, under the same conditions as national subjects or citizens. Their heirs may succeed to and take possession of it, either in person or by procurators, in the same legal forms and in the same manner as subjects or citizens of the country.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge than is or shall be payable by subjects or citizens of the country. In every case the subjects or citizens of the High Contracting Parties shall be permitted to export their property, or the proceeds thereof if sold, freely and without being subjected on such exportation to pay any duty different from that to which subjects or citizens of the country are or shall be liable under similar circumstances.

Article XVI.

The dwellings, manufactories, warehouses, and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other, and all premises appertaining thereto destined for purposes of residence or commerce, shall be respected.

It shall not be allowable to make a search of, or a domiciliary visit to, such dwellings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for subjects or citizens of the country, or of the most favoured nation.

The subjects or citizens of each of the two High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights, without

other conditions, restrictions, or taxes beyond those imposed on native subjects or citizens; they shall enjoy the same treatment as native subjects or citizens in all that concerns deposits, sureties, and fees in legal cases, and shall, in the same manner as native subjects or citizens, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys, or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the country.

Article XVII.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have in the dominions and possessions of the other, the same rights as native subjects or citizens in regard to patents for inventions, trademarks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article XVIII.

All goods bearing marks or descriptions which state, or manifestly suggest, that the goods are the produce or manufacture of one of the Contracting States, shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into either of two States. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported. The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each State, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The Tribunals of each country shall decide what appellations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article XIX.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of each of the High Contracting Parties, residing in the dominions and possessions of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Article XX.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's Colonies or possessions beyond the seas unless notice to that effect shall have been given, on behalf of any such Colony or possession, by His Britannic Majesty's Representative in the Republic of Nicaragua to the Nicaraguan Minister for Foreign Affairs, within one year from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

It is understood that, under the provisions of this Article, His Majesty's Government can, in the same manner, give notice of adhesion on behalf of any British Protectorate or sphere of influence, or on behalf of the Island of Cyprus, in virtue of the Convention of the fourth of June, eighteen hundred and seventy-eight, between Great Britain and Turkey.

Article XXI.

The present Treaty shall come into effect ten days after the day upon which the ratifications are exchanged, and shall remain in force for ten years after such exchange. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of the intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given such notice.

His Britannic Majesty's Government shall also have the right to terminate separately the present Treaty at any time on giving twelve months' notice to that effect, on behalf of any British Colony, possession, or dependency, as specified in Article XX, which may have acceded thereto.

Article XXII.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London, within the period of one year from the date of signature.

Done in duplicate at Managua, this 28th day of July, in the year one thousand nine hundred and five.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their seals.

(L. S.) *Herbert Harrison.*
(L. S.) *Adolfo Altamirano.*

Protocol.

The Undersigned, Plenipotentiaries of the High Contracting Parties of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation signed between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Republic of Nicaragua this day, have agreed as follows:

I.

It is declared that in all cases in which the provisions of the said Treaty grant treatment of the most favoured nation, the term shall not be held to include the Central American Republics.

II.

It is declared that the stipulations in Article II of the said Treaty, with respect to the port of San Juan del Norte, are permanent.

III.

The Nicaraguan Government will give Custom House Bonds to the merchants at the port of San Juan del Norte, for a sum equal to that which they have paid as commercial tax during the last ten years. The merchants will pay Custom House duties with these Bonds until the said Bonds are extinguished. The value of the Bonds assigned to each merchant

will be the sum he has paid as commercial tax during the last ten years, and it is understood that to those who have been tax-paying merchants during a shorter time, will be assigned the sum corresponding to that time.

IV.

It is understood that nothing contained in the Treaty signed this day shall be held to prevent the Government of either country from taking such steps as they may judge expedient, either by way of countervailing duties or otherwise, to neutralize the effect of bounties granted, either directly or indirectly, on the production or exportation of goods.

Signed at Managua this 28th day of July one thousand nine hundred and five.

Herbert Harrison.
Adolfo Altamirano.

46.

SUISSE.

Loi concernant la responsabilité pécuniaire des entreprises de transports; 28 mars 1905.

Eidgenössische amtliche Sammlung. Neue Folge. Bd. XXI.

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft, nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates vom 1. März 1901, beschliesst:

Art. 1. Wenn beim Bau oder Betrieb einer Eisenbahn oder bei Hülfsarbeiten, mit denen die besondere Gefahr des Eisenbahnbetriebes verbunden ist, ein Mensch getötet oder körperlich verletzt wird, so haftet der Inhaber der Eisenbahnunternehmung für den daraus entstandenen Schaden, sofern er nicht beweist, dass der Unfall durch höhere Gewalt, durch Verschulden Dritter oder durch Verschulden des Getöteten oder Verletzten verursacht ist.

Als Dritte im Sinne dieses Artikels sind nicht anzusehen das Personal der Eisenbahnunternehmung oder diejenigen Personen, deren sie sich zum Betriebe des Transportgeschäftes oder zum Bau der Bahn bedient.

Art. 2. Der Schadenersatz umfasst im Falle des Todes die erwachsenen Kosten, insbesondere diejenigen der Beerdigung. Ist der Tod nicht sofort eingetreten, so ist namentlich auch für die Kosten der versuchten Heilung und die Nachteile der Arbeitsunfähigkeit Entschädigung zu leisten. Haben andere Personen durch den Tod ihren Versorger verloren, so ist auch für diesen Schaden Ersatz zu leisten.

Art. 3. Körperverletzung gibt dem Verletzten Anspruch auf Ersatz der Kosten und auf Entschädigung für die Nachteile gänzlicher oder teil-

weiser Arbeitsunfähigkeit. Überdies kann der Richter bei einer Verstümmlung oder Entstellung, durch welche das Fortkommen des Verletzten erschwert wird, auch dafür eine Entschädigung zusprechen.

Art. 4. In Fällen ungewöhnlich hohen Erwerbes des Getöteten oder Verletzten kann der Richter die Entschädigung unter Würdigung aller Umstände angemessen ermässigen.

Art. 5. Trifft den Getöteten oder Verletzten ein Teil der Schuld an dem Unfall, so kann der Richter die Entschädigung unter Würdigung aller Umstände nach Verhältnis ermässigen.

Art. 6. Jeder Anspruch auf Schadenersatz ist ausgeschlossen, wenn der Verletzte oder Getötete sich durch eine verbrecherische oder unredliche Handlung mit der Eisenbahn in Berührung gebracht hat.

Art. 7. Hat sich der Verletzte oder Getötete durch wissentliche Übertretung polizeilicher Vorschriften in Berührung mit der Eisenbahn gebracht, so kann der Richter die Ersatzpflicht einschränken oder von derselben ganz entbinden.

Art. 8. Trifft die Eisenbahnunternehmung oder die in Art. 1, Absatz 2, genannten Personen ein Verschulden, so kann der Richter unter Würdigung der besonderen Umstände, namentlich in Fällen von Arglist oder grober Fahrlässigkeit, dem Verletzten oder, wenn dieser gestorben ist, dessen Angehörigen, auch abgesehen von dem Ersatz nachweislichen Schadens, eine angemessene Geldsumme zusprechen.

Art. 9. Der Schadenersatz ist in Form einer Kapitalsumme oder einer jährlichen Rente oder in Form einer Kapitalsumme in Verbindung mit einer Rente zu bestimmen. Der Richter ist bei Festsetzung der Entschädigungsart an die Anträge der Parteien nicht gebunden, sondern entscheidet hierüber nach freiem Ermessen. Gegebenenfalls trifft er die erforderlichen Anordnungen für die Sicherung der Rentenleistungen.

Art. 10. Sind im Zeitpunkt der Urteilsfällung die Folgen einer Körperverletzung nicht mit hinreichender Sicherheit festzustellen, so kann der Richter ausnahmsweise für den Fall des nachfolgenden Todes oder einer wesentlichen Verschlimmerung des Gesundheitszustandes des Verletzten die Abänderung des Urteils vorbehalten.

Den gleichen Vorbehalt kann der Richter auch zu gunsten der Eisenbahnunternehmung machen für den Fall, dass sich die Folgen des Unfalls wesentlich günstiger gestalten sollten, als angenommen wurde.

Art. 11. Die Eisenbahnunternehmung hat auch für Beschädigung, Zerstörung oder Verlust von Gegenständen, die der Betroffene unter seiner eigenen Obhut mit sich führte, Schadenersatz zu leisten, wenn die Beschädigung, die Zerstörung oder der Verlust mit dem Unfall im Zusammenhang steht.

Abgesehen von diesem Falle ist sie für Beschädigung, Zerstörung oder Verlust von Gegenständen, die weder als Frachtgut noch als Reisegepäck aufgegeben worden sind, nur dann schadenersatzpflichtig, wenn ihr ein Verschulden nachgewiesen wird.

Art. 12. Der Schadenersatz wird in den in Art. 11 vorgesehenen Fällen nach dem wirklichen Werte der beschädigten, zerstörten oder verlorenen Gegenstände bestimmt. Eine weitergehende Entschädigung kann nur in den Fällen des Art. 8 zugesprochen werden.

Art. 13. Wenn die getötete oder verletzte Person gegen Unfall versichert und die haftbare Eisenbahnunternehmung an der Bezahlung der Prämien oder Beiträge beteiligt war, so kann die Versicherungssumme, welche der Verletzte oder die Anspruchsberechtigten erhalten, zu dem Teile, welcher der Beitragsleistung der Unternehmung entspricht, von der Schadenersatzsumme in Abzug gebracht werden.

Gegenüber Angestellten und Arbeitern hat die Eisenbahnunternehmung nur dann Anspruch auf diese Abzüge, wenn die Versicherung, an welche sie beiträgt, alle beim Bau oder Betrieb einer Eisenbahn vorkommenden Unfälle umfasst.

Art. 14. Die durch dieses Gesetz begründeten Schadenersatzklagen verjähren in zwei Jahren, welche von dem Tage des Unfalls an gerechnet werden. Dieselbe Verjährungsfrist gilt für aus Art. 10 sich ergebenden Begehren auf Erhöhung oder Herabsetzung der Schadenersatzsumme; sie läuft vom Tage der Eröffnung des Urteils an.

Für den Stillstand, die Hinderung und die Unterbrechung der Verjährung gelten die Bestimmungen des Obligationenrechts.

Art. 15. Die aus diesem Gesetz gegen die Unternehmung entstehenden Ansprüche der Arbeiter und Angestellten aus Verletzung oder Tötung sind unübertragbar.

Art. 16. Reglemente, Bekanntmachungen oder besondere Übereinkommen, welche die Haftbarkeit der Eisenbahnunternehmung zum voraus ausschliessen oder einschränken, haben keine rechtliche Wirkung.

Art. 17. Jeder Vertrag, kraft dessen eine offenbar unzulängliche Entschädigung dem Verletzten oder den Anspruchsberechtigten zugesichert oder entrichtet worden ist, kann angefochten werden.

Art. 18. Der Eisenbahnunternehmung bleibt der Rückgriff vorbehalten gegenüber Personen, die durch ihr Verschulden einen Unfall verursacht haben, aus welchem Schadenersatzansprüche geltend gemacht wurden.

Art. 19. Schadenersatzklagen aus diesem Gesetze können sowohl bei dem Gericht des ordentlichen Domizils der Unternehmung als auch bei dem gemäss Konzession oder Gesetz zuständigen Gericht des Kantons, in welchem sich der Unfall ereignet hat, angebracht werden (Art. 8 des Bundesgesetzes über den Bau und Betrieb der Eisenbahnen vom 23. Dezember 1872 und Art. 12 des Bundesgesetzes betreffend die Erwerbung und den Betrieb von Eisenbahnen für Rechnung des Bundes, vom 15. Oktober 1897).

Art. 20. Der Richter urteilt bei allen gestützt auf dieses Gesetz erhobenen Ansprüchen nach freiem Ermessen ohne an die Beweisregeln der einschlagenden Prozessgesetze gebunden zu sein.

Art. 21. Die Konzession kann eine über die Bestimmungen dieses Gesetzes hinausgehende Haftpflicht begründen.

Art. 22. Die Kantone haben dafür zu sorgen:

1. dass Streitigkeiten aus diesem Gesetz durch einen möglichst raschen Prozessweg erledigt werden können;
2. dass den bedürftigen Personen auf ihr Verlangen, wenn die Klage nach vorläufiger Prüfung sich nicht zum voraus als unbegründet herausstellt, die Wohltat des unentgeltlichen Rechtsbeistandes gewährt und Kautionen, Expertenkosten, Gerichtsgebühren und Stempeltaxen erlassen werden.

Art. 23. Die Unfälle, welche sich vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Gesetzes ereignen, sind nach den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1875, beziehungsweise vom 26. April 1887 zu beurteilen, soweit die betreffenden Konzessionen nicht eine weitergehende Haftpflicht begründen.

Art. 24. Das gegenwärtige Gesetz findet entsprechende Anwendung:

1. auf den Betrieb der Dampfschiffahrtsunternehmungen;
2. auf den Postbetrieb, soweit die eidgenössische Postverwaltung nach Massgabe des Bundesgesetzes über das Postregal vom 5. April 1894 haftet.

Art. 25. Für die aus diesem Gesetz gegen den Bund als Inhaber einer Eisenbahn-, Dampfschiffahrts- oder Postunternehmung gerichteten Klagen finden die Bestimmungen des Art. 48, Ziffer 2, des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege vom 22. März 1893 und des Art. 12, letztes Alinea, des Bundesgesetzes betreffend Erwerbung und Betrieb der Eisenbahnen vom 15. Oktober 1897 keine Anwendung.

Diese Klagen sind gegen die zuständigen Verwaltungsbehörden der Bundesbahnen, bei der Haftpflicht der Post gegen den Bund zu richten.

Art. 26. Alle mit dem gegenwärtigen Gesetz in Widerspruch stehenden Gesetze, Verordnungen und Reglemente sind aufgehoben, insbesondere:

1. das Bundesgesetz vom 1. Juli 1875 betreffend die Haftpflicht der Eisenbahn- und Dampfschiffahrtsunternehmungen bei Tötungen und Verletzungen;
2. Art. 2, letztes Alinea, und Art. 4 des Bundesgesetzes vom 26. April 1887 betreffend die Ausdehnung der Haftpflicht, ersterer in dem Sinne, dass die Haftpflicht des Arbeitgebers aus Unfällen beim Eisenbahnbau gemäss Art. 1, lit. d, immerhin vorbehalten bleibt, letzterer soweit er sich auf die unter Gesetz fallenden Hülfsarbeiten bezieht.

Art. 27. Der Bundesrat wird beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874, betreffend die Volksabstimmungen über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse, die Bekannt-

machung dieses Bundesgesetzes zu veranstalten und den Zeitpunkt von dessen Inkrafttreten festzusetzen.

Also beschlossen vom Nationalrate,

Bern, den 24. März 1905.

Der Präsident: *Schobinger.*
Der Protokollführer: *Ringier.*

Also beschlossen vom Ständerate,

Bern, den 28 März 1905.

Der Präsident: *E. Isler.*
Der Protokollführer: *Schatzmann.*

47.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Arrangement concernant le maintien de la paix générale en Extrême-orient; signé à Londres, le 12 août 1905.

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty, September 1905.

The Marquess of Lansdowne to Sir C. Hardinge.

Foreign Office, September 6, 1905.

Sir,

I inclose, for your Excellency's information, a copy of a new Agreement concluded between His Majesty's Government and that of Japan in substitution for that of the 30th January, 1902. You will take an early opportunity of communicating the new Agreement to the Russian Government.

It was signed on the 12th August, and you will explain that it would have been immediately made public but for the fact that negotiations had at that time already commenced between Russia and Japan, and that the publication of such a document whilst those negotiations were still in progress would obviously have been improper and inopportune.

The Russian Government will, I trust, recognize that the new Agreement is an international instrument to which no exception can be taken by any of the Powers interested in the affairs of the Far East. You should call special attention to the objects mentioned in the preamble as those by which the policy of the Contracting Parties is inspired. His Majesty's Government believe that they may count upon the good-will and support of all the Powers in endeavouring to maintain peace in Eastern Asia, and in seeking to uphold the integrity and independence of the Chinese Empire and the principle of equal opportunities for the commerce and industry of all nations in that country.

On the other hand, the special interests of the Contracting Parties are of a kind upon which they are fully entitled to insist, and the announcement that those interests must be safeguarded is one which can create no surprise, and need give rise to no misgivings.

I call your especial attention to the wording of Article II, which lays down distinctly that it is only in the case of an unprovoked attack made on one of the Contracting Parties by another Power or Powers, and when that Party is defending its territorial rights and special interests from aggressive action, that the other Party is bound to come to its assistance.

Article III, dealing with the question of Corea, is deserving of especial attention. It recognizes in the clearest terms the paramount position which Japan at this moment occupies and must henceforth occupy in Corea, and her right to take any measures which she may find necessary for the protection of her political, military, and economic interests in that country. It is, however, expressly provided that such measures must not be contrary to the principle of equal opportunities for the commerce and industry of other nations. The new Treaty no doubt differs at this point conspicuously from that of 1902. It has, however, become evident that Corea, owing to its close proximity to the Japanese Empire and its inability to stand alone, must fall under the control and tutelage of Japan.

His Majesty's Government observe with satisfaction that this point was readily conceded by Russia in the Treaty of Peace recently concluded with Japan, and they have every reason to believe that similar views are held by other Powers with regard to the relations which should subsist between Japan and Corea.

His Majesty's Government venture to anticipate that the alliance thus concluded, designed as it is with objects which are purely peaceful and for the protection of rights and interests the validity of which cannot be contested, will be regarded with approval by the Government to which you are accredited. They are justified in believing that its conclusion may not have been without effect in facilitating the settlement by which the war has been so happily brought to an end, and they earnestly trust that it may, for many years to come, be instrumental in securing the peace of the world in those regions which come within its scope.

I am, &c.

(Signed) *Lansdowne.*

Inclosure.

Agreement between the United Kingdom and Japan, signed at London, August 12, 1905.

Preamble.

The Governments of Great Britain and Japan, being desirous of replacing the Agreement concluded between them on the 30th January,

1902, by fresh stipulations, have agreed upon the following Articles, which have for their object

a) The consolidation and maintenance of the general peace in the regions of Eastern Asia and of India;

b) The preservation of the common interests of all Powers in China by insuring the independence and integrity of the Chinese Empire and the principle of equal opportunities for the commerce and industry of all nations in China;

c) The maintenance of the territorial rights of the High Contracting Parties in the regions of Eastern Asia and of India, and the defence of their special interests in the said regions:

Article I.

It is agreed that whenever, in the opinion of either Great Britain or Japan, any of the rights and interests referred to in the preamble of this Agreement are in jeopardy, the two Governments will communicate with one another fully and frankly, and will consider in common the measures which should be taken to safeguard those menaced rights or interests.

Article II.

If by reason of unprovoked attack or aggressive action, wherever arising, on the part of any other Power or Powers either Contracting Party should be involved in war in defence of its territorial rights or special interests mentioned in the preamble of this Agreement, the other Contracting Party will at once come to the assistance of its ally, and will conduct the war in common, and make peace in mutual agreement with it.

Article III.

Japan possessing paramount political, military, and economic interests in Corea, Great Britain recognizes the right of Japan to take such measures of guidance, control, and protection in Corea as she may deem proper and necessary to safeguard and advance those interests, provided always that such measures are not contrary to the principle of equal opportunities for the commerce and industry of all nations.

Article IV.

Great Britain having a special interest in all that concerns the security of the Indian frontier, Japan recognizes her right to take such measures in the proximity of that frontier as she may find necessary for safeguarding her Indian possessions.

Article V.

The High Contracting Parties agree that neither of them will, without consulting the other, enter into separate arrangements with another Power to the prejudice of the objects described in the preamble of this Agreement.

Article VI.

As regards the present war between Japan and Russia, Great Britain will continue to maintain strict neutrality unless some other Power or Powers should join in hostilities against Japan, in which case Great Britain will come to the assistance of Japan, and will conduct the war in common, and make peace in mutual agreement with Japan.

Article VII.

The conditions under which armed assistance shall be afforded by either Power to the other in the circumstances mentioned in the present Agreement, and the means by which such assistance is to be made available, will be arranged by the Naval and Military authorities of the Contracting Parties, who will from time to time consult one another fully and freely upon al questions of mutual interest.

Article VIII.

The present Agreement shall, subject to the provisions of Article VI, come into effect immediately after the date of its signature, and remain in force for ten years form that date.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified twelve months before the expiration of the said ten years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it. But if, when the date fixed for its expiration arrives, either ally is actually engaged in war, the alliance shall, ipso facto, continue until peace is concluded.

In faith whereof the Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed Agreement and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate at London, the 12th day of August, 1905.

(L. S.) *Landsdowne,*
His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs.

(L. S.) *Tadasu Hayashi,*
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Japan at the Court of St. James.

48.

GRANDE-BRETAGNE, DANEMARK.

Traité d'arbitrage; signé à Londres, le 25 octobre 1905.*)

Treaty series. No. 5. 1906.

His Majesty the King of the United Kingdom of Gread Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Denmark, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;

Taking into consideration that by Article XIX of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries to conclude the following arrangement:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

His Majesty the King of Denmark, Mr. Frants Ernst de Bille, his Chamberlain and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London, Grand Cross of the Order of Danebrog, and decorated with the Silver Cross of the same Order, &c.;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the High Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

Article II.

In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 4 mai 1906.

Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

Article III.

The present Convention, which shall be ratified, is concluded for a period of five years, dating from the exchange of the ratifications, which shall take place at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 25th day of October, 1905.

(L. S.) *Lansdowne.*
(L. S.) *Bille.*

49.

ESPAGNE, CUBA.

Traité d'extradition; signé à Madrid, le 26 octobre 1905.*)

Gaceta de Madrid. No. 213 de 1906.

El Gobierno de S. M. el Rey de España y el Gobierno de la República de Cuba, con el objeto de asegurar la represión y el castigo de los delitos que se cometieren en el territorio de uno ú otro Estado, sin que los responsables puedan encontrar asilo y eludir las penas consiguientes á sus delitos trasladándose del uno al otro Pais, han resuelto arreglar por medio de un Tratado la extradición recíproca de criminales, y para este fin han nombrado Plenipotenciarios:

Su Majestad el Rey de España, al Excmo. Sr. D. Felipe Sánchez Román, Senador vitalicio, Consejero de Instrucción pública, Académico de la Real de Ciencias Morales y Políticas, ex Fiscal del Tribunal Supremo de Justicia, ex Subsecretario del Ministerio de Gracia y Justicia, Gran Cruz de la Legión de Honor de Francia, Gran Cordón del Osmanié de Turquía, etc., Su Ministro de Estado; y

Su Excelencia el Presidente de la República de Cuba, al Sr. Cosme de la Torriente y Peraza, Encargado de Negocios ad ínterin de Cuba en Madrid.

Quienes, después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes, que hallaron estar en debida forma, han convenido lo siguiente:

Artículo I

El Gobierno de S. M. el Rey de España y el Gobierno de la República de Cuba se obligan á entregarse recíprocamente, con arreglo á las estipulaciones de este Tratado, en virtud de petición que el uno dirija al otro, y con la única excepción de sus propios ciudadanos, á los individuos que,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid, le 16 juillet 1906.

encontrándose en el territorio de una de las Partes Contratantes, estén ó sean procesados ó condenados por las Autoridades judiciales de la otra como autores, cómplices ó encubridores de alguno de los delitos que se expresan en el art. 2.°, ya sean consumados ó frustrados, ó de la tentativa de cualquiera de ellos.

Artículo II.

Los delitos por razón de los cuales se concederá la extradición son los siguientes:

1.° Homicidio voluntario, asesinato, parricidio é infanticidio.

2.° Aborto.

3.° Golpes ó lesiones causados de propósito, cuando de resultas de ellos el ofendido hubiere quedado imbécil, impotente ó ciego, privado de un ojo, de cualquier otro órgano ó de algún miembro, impedido de su uso ó incapacitado permanentemente para el trabajo personal.

4.° Detenciones ilegales, allanamiento de morada, sustracción de menores, abandono de niños.

5.° Amenazas á otro con causar al mismo ó á su familia en sus personas, honra ó propiedad un mal que constituya delito grave según la legislación de ambos Países, cuando aquéllas se hubiesen hecho exigiendo una cantidad ó imponiendo cualquiera otra condición, aunque no sea ilícita.

6.° Daños ú obstáculos en las vías férreas que pongan ó puedan poner en peligro la vida de los viajeros.

7.° Incendio ó cualquier otro estrago causado por sumersión ó varamiento de nave, por inundación ó por explosión de minas ó cualquiera otra máquina infernal.

8.° Violación; abusos deshonestos.

9.° Estupro y corrupción de menores.

10. Rapto.

11. Bigamia.

12. Suposición de partos y usurpación del estado civil.

13. Falsificación de documentos públicos, oficiales y de comercio y de los despachos telegraficos; falsificación de documentos privados, y el uso de tales documentos, á sabiendas de que son falsos, con intención de lucro.

14. Fabricación de moneda falsa ó alteración de la legítima; falsificación ó alteración de papel moneda, de billetes de Banco, títulos de crédito público ú sus cupones, tanto nacionales como extranjeros; falsificación de sellos de Correos ó de Telégrafos; ó de cualquier otra clase de efectos timbrodos cuya expendición estuviese reservada al Estado, poner en circulación ó introducir tales objetos de que son falsificados ó alterados.

15. Fabricación ó introducción de troqueles, cuños,sellos, marcas ó cualquiera otra clase de útiles ó instrumentos destinados conocidamente á la falsificación.

16. Falso testimonio; perjurio.

17. Piratería; en la inteligencia que para los efectos de este Tratado serán considerados como piratas:

Primero. Los que, perteneciendo á la tripulación de una nave mercante de cualquier nación ó sin nacionalidad, apresen á mano armada alguna embarcación ó cometan depredaciones en ella, ó hagan violencia á las personas que se hallen á su bordo, ó asalten alguna población.

Segundo. Los que, yendo á bordo de alguna embarcación, se apoderen de ella y la entreguen voluntariamente á un pirata.

Tercero. Los corsarios que en caso de guerra entre dos ó más naciones hagan el corso sin patente de ninguna de ellas ó con patentes de dos ó más de los beligerantes.

Cuarto. Los Capitanes, patronos ó cualquiera de los que, formando parte de la tripulación de un buque de guerra, se apoderen de él, sublevándose contra el Gobierno á que el buque pertenezca.

18. Malversación de caudales públicos per empleados públicos ó por Depositarios.

19. Cohecho.

20. Robo, hurto, estafa.

21. Quiebra punible.

Articulo III.

No se concederá la extradición sino mediante la presentación de les siguientes documentos:

1.° Una sentencia condenatoria, ó bien un mandamiento, ó un auto de prisión, ú otro documento que tenga la misma fuerza, acompañado de las actuaciones del proceso que, habiendo servido de base para decretar dicha prisión, suministren pruebas, ó al menos indicios racionales, de la culpabilidad de la persona cuya extradición se pida.

Los mencionados documentos se presentarán originales ó en copia auténtica.

2.° La filiación del individuo reclamado, ó las señas ó circunstancias de mismo que quedan servir para identificarlo.

3.° Copia auténtica del texto de las disposiciones que establezcan la calificación legal del hecho que motiva la solicitud de entrega, definan la participación en el mismo hecho atribuída al inculpado y precisen la pena aplicable á esa participación.

Articulo IV.

Tampoco se concederá la extradición en los casos siguientes:

a) Si, con arreglo á las leyes de ambos Estados, no excede de un año de privación de libertad el máximum de la pena aplicable á la participación de que se impute á la persona reclamada en el hecho por razón del cual se solicita la extradición.

b) Si, conforme á las leyes del País en que el acusado ó condenado se haya refugiado, hubiere prescrito la pena ó la acción criminal.

c) Si el individuo cuya extradición se solicita ha sido ya juzgado y puesto en libertad ó ha cumplido su pena y si los hechos acriminados han sido objeto de una amnistía ó de un indulto.

d) Si el delito con motivo del cual se solicita la entrega del inculpado es de carácter politico, ó si prueba que la demanda de extradición se ha formulado en realidad con el objeto de procesarle ó castigarle por un delito de carácter politico.

No será reputado delito politico ni hecho conexo con semejante delito el atentado contra la vida del Jefe de uno de los Estados Contratantes ó de un Estado extranjero ó contra la de los miembros de su familia cuando este hecho constituya homicidio ó asesinato consumado ó frustrado, ni tampoco se considerarán como delitos politicos para los efectos de este artículo los hechos ó atentados anarquistas cuando el acto de su comisión constituya al propio tiempo un delito de los especificados en el art. II de presente Tratado.

Articulo V.

Cuando el individuo reclamado se hallare procesado ó condenado en el Estade requerido, su extradición podrá scr diferida hasta que se sobresean los procedimietos, sea absuelto ó declarado exento de responsabilidad, ó haya cumplido su pena.

Articulo VI.

Si el individuo reclamado por una de las dos Altas Partes Contratantes en virtud del presente Tratado lo fuere también por una ó por varias otras potencias, por razón de otros delitos cometidos en sus respectivos territorios, se concederá su extradición al Estado cuya demanda sea primera en fecha.

Articulo VII.

Las demandas de extradición las harán los Agentes diplomáticos de las Partes Contratantes; y si éstos estuvieran ausentes del país ó del lugar en que resida el Gobierno, podrán hacerlas los funcionarios consulares.

Articulo VIII.

Si la potición de extradición se hiciere de conformidad con las precedentes estipulaciones, el Gobierno del Estado requerido adoptará las medidas necesarias para que se lleve á cabo el arresto ó detención provisional del prófugo.

Articulo IX.

En casos urgentes podrá también decretarse el arresto ó detención del fugitivo, mediante aviso dado por el correo ó el telégrafo y transmitido por la vía diplomática ó consular, en que se expresen el delito, haberse decretado por Autoridad competente la prisión del inculpado, y se prometa presentar la demanda de extradición con los documentos especificados en el articulo III.

El individuo detenido ó arrestado provisionalmente será puesto en libertad si dentro de tres meses, contados desde el día de su arresto ó detención, no se hubiere presentado formal demanda para su entrega, acompañada de los precedidos documentos.

Articulo X.

Si uno de los dos Gobiernos no hubiere disquesto de la persona reclamada en el período de cuatro meses, contados desde la fecha en que hubiere sido puesta á su disposición, la extradición podrá ser negada y ol detenido puesto en libertad.

Articulo XI.

Queda expresamente estipulado que el individuo extraído no podrá ser procesado, detenido ó condenado por ningún delito politico cometido con auterioridad á la extradición, ni por ningún hecho conexo con semejante delito, ni por otro distinto de aquel que motivó su entrega, salvo en los casos siguientes:

1.° Si él ha pedido ser juzgado ó sufrir su pena, caso en el cual su petición será comunicada al Gobierno que lo ha entregado.

2.° Si durante el mes siguiente á la fecha en que haya sido puesto en libertad después de haber sido juzgado, y en caso de condena un mes después de haberla cumplido, no hubiere salido del país á que fué entregado ó volviere de nuevo á él.

3.° Si el delito ha sido cometido con posterioridad á la extradición.

4.° Si el delito es de los comprendidos en el presente Tratado, y el Gobierno á que ha sido entregada la persona extraída ha obtenido previamente el asentimiento del Gobierno que acordó la extradición. Este último podrá, si lo juzga conveniente, exigir la presentación de cualquiera de los documentos mencionados en el artículo III de la presente Convención.

Articulo XII.

Todos los objectos que se encontraren en poder de la persona reclamada, ya sean fruto del delito imputado, ya piezas que puedan servir de pruebas del mismo delito, serán secuestrados y entregados al Gobierno de la parte requirente, si lo hubiere solicitado, aun cuando no pudiera verificarse la extradición por consecuencia de la muerte ó de la desaparición del fugitivo.

Sin embargo, se respetarán debidamente los derechos de tercero con respecto á esos objetos.

Articulo XIII.

Los gastos de detención, custodia, manutención y transporte del individuo cuya extradición fuere acordada, igualmente que los de consignación y transporte de los objetos que según los términos del artículo precendente deben ser entregados, serán de cargo de cada Estado dentro del limite de sus respectivos territorios.

El individuo que haya de ser entregado será conducido al puerto del Estado requerido que designe el Agente diplomático consular acreditado por el Gobierno reclamante,á cuyas expensas será embarcado.

Articulo XIV.

Cuando en el curso de un proceso no político se juzgase necesario oir declaraciones ó informes de personas que se hallan en uno de los dos

Países, ó al llevar á cabo cualpuier otro acto ó procedimiento de instrucción, se dirigirá á este efecto una comisión rogatoria, por la vía diplomática ó consular, y se cumplirá por los funcionarios competentes, observando las leyes del País requerido. Los dos Gobiernos renuncian al rembolso de los gastos resultantes de la ejecución de comisiones rogatorias, siempre que no se trate de informes de peritos.

Articulo XV.

No podrá basarse en las estipulaciones de este Tratado ninguna demanda de extradición por delito cometido con anterioridad al canje de ratificaciones del mismo.

Para las demandas en curso, ó que en lo futuro se cursaren por dichos delitos anteriores, se seguirá atendiendo al principio de reciprocidad que ha sido hasta el presente observade por las dos Altas Partes Contratantes.

Articulo XVI.

El presente Tratado comenzará á regir á los treinta días de haberse canjeado las ratificaciones, y continuará vigente hasta que haya transcurrido un año, á contar desde la fecha en que una de las dos Partes Contratantes notificare á la otra querer que cesen sus efectos. Será ratificado después de su aprobación por el Senado de la República de Cuba, y las ratificaciones serán canjeadas en Madrid lo más pronto posible.

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y puesto en él sus sellos.

Hecho por duplicado en Madrid á 26 de Octubre de 1905.

(L. S.) (Firmado): *Felipe Sánchez Román.*
(L. S.) (Firmado): *Cosme de la Torriente.*

Este Tratado ha sido debidamente ratificado, y las ratificaciones, canjeadas en Madrid el día 16 de Julio de 1906.

50.

GRANDE-BRETAGNE, ROUMANIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Bucarest, le 31 octobre 1905.*)

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty. December 1905.

Sir J. C. Kennedy to the Marquess of Landsdowne. — (Received November 6.)

Bucharest, November 1, 1905.

My Lord,

I have the honour to transmit to your Lordship herewith the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Roumania which was signed yesterday afternoon at the Ministry for Foreign Affairs.

I also inclose copies of correspondence relating to the $^1/_2$ per cent. tax levied in Roumanian ports and to the question of tares.

I have, &c.

(Signed) *J. G. Kennedy.*

Inclosure.

Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Roumania, signed at Bucharest, October 31, 1905.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Roumania, being desirous to extend and facilitate the relations of commerce already existing between the two countries, have determined to conclude a new Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India

Sir John Gordon Kennedy, His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Roumania, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George;

Hubert Llewellyn Smith, Esquire, Comptroller-General of the Commercial, Labour, and Statistical Department of the Board of Trade, Companion of the Most Honourable Order of the Bath;

And John Francis Charles, Count de Salis, a First Secretary in His Britannic Majesty's Diplomatic Service;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 17 mars 1906.

And His Majesty the King of Roumania

General Jacob Lahovary, his Minister for Foreign Affairs, Grand Cross of the Order of the Crown of Roumania, Grand Officer of the Order of the Star of Roumania, &c.;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other to which native subjects are or may be permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities, and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by native subjects.

The subjects of each of the Contracting Parties shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation, and industry, any privilege, favour, or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended immediately and unconditionally to the subjects of the other; it being their intention that the commerce, navigation, and industry of each country shall be placed, in all respects, on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the country permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to the subjects or citizens of any other foreign country. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts, or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to native subjects.

The subjects of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general, without being

subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects of the country would be liable under similar circumstances.

They shall, on compliance with the laws of the country, have free access to the Courts of Justice, either for the prosecution or for the defence of their rights, and in this respect they shall enjoy all privileges and immunities of native subjects; and in the same manner as these shall be at liberty to employ in all causes advocates and agents of all kinds, authorized by the laws of the country.

Article 4.

The subjects of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, national guard, or militia. They shall be equally exempted from all judicial, administrative, and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries and guardianship, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connnected with the possession, by any title, of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting, and other special military exactions or requisitions, to which all subjects of the country may be liable as owners or occupiers of real property.

In the above respects the subjects of each of the Contracting Parties shall not be accorded, in the territories of the other, les favourable treatment than that which is or may be accarded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

The articles, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of either of the Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in either of the two countries to articles enjoying a direct or indirect bounty in the other.

The merchandize, the produce or manufacture of the United Kingdom enumerated in the Tarif annexed to this Treaty, shall not, on importation into Roumania, be subjected to higher or ther duties othan those mentioned in the said Tariff.

Article 6.

The articles, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher charges than those paid on the like articles exported to another foreign country. Nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 7.

Merchandize of all kinds, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct or whether during transit they are unloaded, warehoused, and reloaded.

Article 8.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities, or corporations, which affect or may affect the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the Contracting Parties, shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles the produce or manufacture of the other than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of either of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article 9.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation on the vessels of the other of all merchandize which may be legally imported or exported; and such vessels and their cargoes shall enjoy the same privileges, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than national vessels and their cargoes.

Article 10.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to fisheries or to the coasting trade, in respect of which the subjects and vessels of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

British and Roumanian vessels may nevertheless proceed from one port to another either for the purpose of discharging the whole or part of their cargoes brought from abroad or of taking on board the whole or part of their cargoes for a foreign destination.

Article 11.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads, and harbours of the territories of the

Contracting Parties, no privilege shall be granted to national vessels which shall not be equally granted to vessels of the other country; the intention of the Contracting Parties being that, in this respect also, their vessels shall be treated on the footing of perfect equality.

Article 12.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous duties of whatever nature, or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, private individuals, corporations, or establishments of any kind, shall be imposed in the ports of the territories of either of the Contracting Parties upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels in general. Such equality of treatment shall apply to the respective vessels, from whatever port or place they may arrive, and whatever may be their destination.

Article 13.

Any merchant-vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled by stress of weather or by accident to take shelter in a port of the other shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandize in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, such vessel shall enjoy, both as regards the hull and the cargo, the privileges and immunities which the legislation of each of the countries accords to its own vessels in similar circumstances. Every assistance shall be afforded to the master and the crew, both as regards their persons and the vessel and its cargo.

Salvage operations shall take place in conformity with the laws of the country. Nevertheless, the respective Consuls or Consular Agents shall be allowed to superintend the operations relative to repair or revictualling, or the sale, if necessary, of the vessels run aground or wrecked on the coast.

Everything saved from the vessel and cargo, or the proceeds of their sale, shall be restored to the owners or their agents and no expenses of salvage shall be paid higher than those to which native subjects would be subject in similar cases.

The Contracting Parties agree, moreover, that merchandize saved shall not be subjected to the payment of any customs duty unless destined for internal consumption.

Article 14.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Roumanian law, are to be deemed Roumanian vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British or Roumanian vessels respectively.

Article 15.

The Consuls and Consular Agents of each of the Contracting Parties, residing in the territories of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Article 16.

The Contracting Parties reserve to themselves the right of introducing into the present Treaty, subsequently and by common accord, such modifications as may be deemed to be in conformity with its spirit and principles, and the desirability of which may have been proved by experience.

Article 17.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions, or Protectorates beyond the seas unless notice of adhesion shall have been given, on behalf of any such Colony, Possession, or Protectorate, by His Britannic Majesty's Representative at the Court of His Majesty the King of Roumania, before the expiration of one year from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

Nevertheless, the goods produced or manufactured in any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions, and Protectorates shall enjoy in Roumania complete and unconditional most-favoured-nation treatment, so long as such Colony, Possession, or Protectorate shall accord to goods the produce or manufacture of Roumania treatment as favourable as it gives to the produce or manufacture of any other foreign country. In such cases the Colony, Possession, or Protectorate concerned shall communicate its intention in accordance with the procedure mentioned above.

Article 18.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force at a date to be agreed upon, which shall not be later than the 16th February (1st March), 1906; from the date of its coming into force, the Convention of the 1st (13th) August, 1892, shall cease to have effect.

The present Treaty shall be binding during four years from the day of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other, twelve months before the expiration of the said period of four years, of the intention to terminate the present

Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, the British Colonies, Possessions, and Protectorates which may have adhered to the present Treaty in virtue of Article 17, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

It is understood that the stipulations of the present and of the preceding Article referring to British Colonies, Possessions, or Protectorates apply also to the island of Cyprus.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done at Bucharest, October 31, 1905.

(L. S.) General *J. Lahovary.*

(L. S.) *J. G. Kennedy.*
H. Llewellyn Smith.
J. de Salis.

Declaration.

At the time of signing the Treaty of Commerce concluded this day, the Undersigned have agreed as follows: —

Nothing contained in the Treaty signed this day shall be held to derogate from the special Laws, Ordinances, and Regulations relating to matters of police and public security, or to the encouragement of national industry, in force in either of the Contracting Staates and applicable to all foreigners alike; or from the reservation in favour of native subjects of the exercise of certain trades or professions in conformity with the laws of the two countries; or from the favours which may be accorded to adjoining States to facilitate local traffic within a zone not exceeding 15 kilom. broad on each side of the frontier.

The provisions of this Treaty for the mutual concession of most-favoured-nation treatment apply fully to the treatment of commercial travellers and their samples.

It is agreed that the Chambers of Commerce of the United Kingdom shall be recognized in Roumania as competent authorities for granting the certificates required for commercial travellers of the United Kingdom.

It is agreed that, in the event of the Government of India adhering to the present Treaty, Roumanian subjects in India, including the territories under British suzerainty, shall not be accorded any other or greater rights or privileges than those enjoyed by European British subjects.

(Signed) General *J. Lahovary.*

(Signed.) *J. G. Kennedy.*
H. Llewellyn Smith.
J. de Salis.

Sir J. G. Kennedy to General Lahovary.

Bucharest, October 26, 1905.

M. le Ministre,

His Majesty's Government have given instructions to the British Delegates at present engaged in the negotiations for the conclusion of a Commercial Treaty with Roumania that, in the course of the proceedings, they should bring to the attention of the Roumanian Government the serious injury caused to British commerce by the present incidence of the $^1/_2$ per cent. tax levied on water-borne merchandize. Great disappointment would be felt by British merchants trading with Roumania if the British Delegates were to return to England without being able to hold out hope that the form and scale of the tax will be so modified as to remove the grievance which they at present feel.

It would be a source of great satisfaction to my Government if your Excellency could inform me that the matter is under the consideration of the Roumanian Government, with a view to establishing a basis for the tax more in accord with the interests of commerce between the two countries.

I avail, &c.

(Signed) *J. G. Kennedy.*

General Lahovary to Sir J. G. Kennedy.

Bucarest, le 17 (30) Octobre 1905.

M. le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à votre Excellence de sa note du 13 (26) Octobre courant.

Je m'empresse de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement Royal, à son grand regret, ne peut s'engager à supprimer la taxe de $^1/_2$ pour cent prélevée sur les marchandises arrivant ou partant par voie de mer, et que nos exportateurs payent aussi bien que les importateurs parce que cette taxe fait vivre nos ports et est employée à leur amélioration.

Néanmoins, le Gouvernement Royal mettra à l'étude la meilleure modalité à admettre pour que cette taxe devienne plus juste dans son application.

J'espère que cette communication satisfera votre Excellence, et je saisis, &c.

(Signé) *Lahovary.*

Mr. H. Llewellyn Smith to M. Burghele.

Bucarest, le 26 Octobre 1905.

Cher M. Burghele.

Je vous ai déjà parlé de l'inquiétude ressentie par quelques-uns de nos commerçants à cause de l'omission, dans la rédaction publiée du nouveau Tarif Général Roumain, d'une colonne pour les tares, telle que celle qui existe dans le Tarif actuel.

Si je ne me trompe, vous m'avez expliqué que l'omission résultait seulement des grands changements de classification dans le nouveau Tarif, qui invalidaient les taux actuels des tares, et que les nouveaux taux n'avaient pas été encore établis.

Toutefois, vous m'avez assuré que la base légale sur laquelle les nouveaux taux des tares seront calculés reste toujours la même, suivant le principe que les emballages qui ne servent qu'à emballer, et qui n'ont pas de valeur commerciale indépendante, ne sont pas passibles de droits.

Je vous serais très reconnaissant si vous auriez la bonté de bien vouloir me faire savoir si je vous ai bien compris, afin que nous puissions être à même de rassurer les commerçants Britanniques à ce sujet.

Je saisis, &c.

(Signé) *H. Llewellyn Smith.*

M. Burghele to Mr. H. Llewellyn Smith.

Bucarest, le 15 (28) Octobre, 1905.

Cher M. Smith,

Par rapport à la question des tares, au sujet de laquelle vous m'avez demandé des renseignements par la lettre du 13 (26) de ce mois, je ne puis que vous confirmer les déclarations que la délégation Roumaine a été dans le cas de faire au cours de nos négociations, à savoir: —

La nomenclature du nouveau Tarif Douanier Roumain est tout à fait différente de celle du Tarif en vigueur; beaucoup d'articles qui, dans ce dernier, sont contenus dans un seul numéro sont répartis, dans le nouveau, dans plusieurs, et l'échelle de classification des marchandises du même genre y est, à beaucoup près, différente. Aussi, les questions se rapportant au dédouanement, c'est-à-dire, à la tarification, comportent-elles une refonte. Mais, comme le travail, dans ce but, devait prendre un certain temps, notre Gouvernement n'a pas voulu différer la présentation du projet du nouveau Tarif Douanier aux Chambres Législatives, et s'est réservé de préparer séparément la loi sur les tares. Cette question fait, en ce moment, l'objet d'un travail au Ministère des Finances.

Le principe en est le même qu'auparavant: d'une part, de ne pas arriver, par la tarification, à charger les marchandises déjà imposées par les droits douaniers, et d'autre part, de ne pas entraver, sans nécessité avérée, les opérations de dédouanement par le pesage séparé de chaque objet contenu dans un emballage; cela prendrait énormément de temps et dérangerait les objets arrivés dans l'emballage ou les détériorerait.

En premier lieu, l'on a, par la tarification, en vue de ne pas imposer l'emballage en tant qu'il ne présente pas d'emploi pratique. Aussi, est-il d'un usage général de déduire, en ces cas, du poids brut un tant pour cent représentant le poids de l'emballage. Par contre, seront toujours imposés, par exemple, les barils dans lesquels sont contenues les huiles. Les paniers dans lesquels se trouvent arrimées les bouteilles de champagne ne le seront pas, mais les bouteilles elles-mêmes, oui.

Il y a, d'autre part, des cas, comme pour les coffres-forts auxquels vous vous êtes spécialement intéressé, où l'on est forcé d'imposer, au brut, la marchandise; la raison en est que, d'un côté, la différence entre le poids du coffre-fort et celui de son emballage est trop grande pour que l'on puisse raisonnablement tenir compte de ce dernier, et d'un autre côté, il ne convient point de séparer l'emballage pour pouvoir considérer le poids net du coffre-fort.

L'on ne peut toujours, sans inconvénients, établir mathématiquement des différences appréciables entre l'emballage et le contenu; tout ce que l'on peut, c'est de faire transiger les uns avec les autres pour arriver à un dédouanement aussi équitable que prompt, en partant des principes que j'ai exposés plus haut, comme on l'a fait jusqu'à présent et partout.

Agréez, &c.

(Signé) *M. Burghele.*

51.

GRANDE-BRETAGNE, CONGO.

Correspondance concernant l'administration de l'Etat libre du Congo; du 7 novembre 1905 au 19 mai 1906.

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty. June 1906.

Sir C. Phipps to the Marquess of Lansdowne.—(Received November 8.)

Brussels, November 7, 1905.

My Lord,

I have the honour to inclose copies of the Congo „Bulletin Officiel" for September-October which reached me this morning, containing the Report of the Congo Commission of Inquiry.

In spite of the reserved and dignified tone which pervades the whole Report, it contains the most scathing criticisms of the policy pursued in the Congo State. Proof is afforded that the Commissioners were fully alive to the responsibilities of the task which they assumed; whilst the fears which were expressed in some quarters that the Report would be optimistic, or that they would palliate or defend any of the unquestionable infractions of the law which occurred, are now proved, as I anticipated, to be entirely unjustified.

Adopting the divisions of their task enumerated by the Commissioners

on p. 149 of the Report, the most striking conclusions appear to me to be the following:

I. The Land System of the State and the Freedom of Commerce.

Whilst not contesting the legality of the appropriation by the State of vacant lands, it is pointed out that in practice the State has monopolized the entire fruits of the soil, and has interfered with the whole evolution of native existence. It has failed to give a liberal and wide interpretation to the Laws of 1885 and 1886, which conferred on the native population the free enjoyment of the zones of territory adjoining their huts under the authority of their Chiefs, enabling them to trade in the produce of such zones. This Law had become a dead letter.

The course thus pursued is, on p. 153, contrasted with the practice invariably followed in the neighbouring French colony. The system of exchangeable value adopted is strongly criticized, and the introduction of specie payments suggested.

II. Imposition of Labour; the Abuses arising from Forced Labour.

In this extended chapter the entire system pursued in these respects is subjected to severe condemnation, although it is argued forcibly that payment by means of labour is the only possible tax to which the native can be subjected. The irregularities pursued in the system of enforcing labour are brought into strong relief, as well as the undue latitude allowed to local officials, who could, in practice, apparently make use of any form of coercion they chose to adopt.

The defects in the Law of the 18th November, 1903, by which forty hours of labour per month are imposed on the natives, are pointed out, and the different imposts due by the natives are reviewed. The existing system of coercion is examined, and, though the maximum of such coercion is nominally fixed at one month's imprisonment, the agent is, in practice, left to act much as he chooses.

The sentinel system, as well as that of the „capitas," is strongly condemned, and the accusations brought against the sentinels, though not in all cases proved, are regarded as well founded. The whole system is shown to result in constant warfare between the rubber-collecting natives and the sentinels, the A.B.I.R.Company proving that 142 of the latter had been killed or wounded within seven months, owing to the natives' retaliation against the cruelties which they had perpetrated. In short, the entire chapter proves the administration of the A. B. I. R. Company to be a system of hardly restricted savagery, and illustrates the fact that the apparently carefully devised Regulations which the Directors in Europe believe to be carried into execution are entirely set at naught.

The Commission recommends a resort to the system of „impôt collectif" under the control of the native Chiefs, but it is impossible to believe, after a perusal of the details given, that such a Company can be permitted to exist any longer.

III. Military Expeditions, and those set on foot by the Concession Companies; Mutilations.

This chapter again severely condemns the entire system pursued by the Companies, and proves the action adopted by these to be a distinct infraction of the law. The State police afforded by the Government is declared to be utilized by the Companies to enforce their own pecuniary interests, and to involve the commission of the most terrible cruelties.

In regard to actual mutilations, the defenders of the Congo system are able to appeal to one paragraph of the Report in refutation of the accusations so generally brought against them.

The Commissioners declare that, with the exception of two cases in which mutilation was voluntarily inflicted on living natives, such has never been inflicted wilfully.

„Never has a white man inflicted, or caused to be inflicted, as punishment for shortage of rubber or of other prestations mutilations on living natives. No such acts have ever been averred by any witness, nor have we ever, in spite of all our investigations, discovered that such acts have been committed.„

IV. The Concession System.

This is strongly condemned on pp. 226—236, and it is recommended that the system of free commerce should be put on its trial, the State abandoning its „incontestable“ rights to the produce of the soil.

V. Depopulation.

The causes put forward by the missionaries are declared to be difficult to establish, and to be secondary ones, the primary causes being small-pox and sleeping sickness.

VI. The System of State Instruction in Colonies.

The system of State instruction in colonies is examined, and cogent reasons given for condemning it. The system pursued by the Catholic and Protestant Missions is also declared faulty.

A dangerous and somewhat surprising suggestion is made at the conclusion of this chapter, viz., that native parents may be allowed, if desirous to do so, to dispense their children from religious instruction.

VII. Military Organization, Recruitment, &c., and Contract Labour.

The system is in general defended, and military education and service is regarded as an important element of civilization, such service not being distasteful to the negro, but exercising rather a humanizing effect. It is explained on pp. 253—254 that, unable any longer to engage West Coast natives, the State has to recruit from the more hardy, warlike tribes of the Upper Congo, who are mainly cannibals. Amongst such elements the firm discipline recommended by the Commission can alone prevent the reawakening of the but dormant instincts of savagery.

The whole system of labour contracts is carefully reviewed on pp. 254—264, the Law of 1888 being declared to be a most praiseworthy one. In the Lower Congo its provisions are (contrary to the experience of our Consuls) declared to be executed. In the Upper Congo it is admitted that neither the letter of the Law nor the intentions of the legislator are enforced.

The whole organization and conditions of contract labour are, it is clearly proved, faulty.

VIII. Justice.

From p. 265 to p. 279 the entire judicial organization is so ably and succinctly exposed that it is impossible to convey the explanation by any abridgment. Its inconvenience, both to suitors, criminal witnesses, and to public security, are detailed, and it is observed at the conclusion of the chapter that whilst the law surrounds individual liberty with important guarantees, the action of administrative authority is left, so to speak, without restriction or control.

The concluding paragraps of the Report, from p. 279 to p. 285, explaining how entirely the conditions attending national life in the Congo State differ from those prevalent in other portions of Africa, should be read in their entirety, and whilst they to some extent seek to palliate and account for existing abuses, proof is afforded how drastic and sweeping must be the changes which the newly-appointed Executive Commission must introduce.

This Commission of fourteen members is named by Royal Decree on the proposal of the three Secretaries-General „to study the conclusions of the Inquiry Commission Report, to formulate the proposals which they may necessitate, and to discover the practical means of realizing them."

The President, M. de Maldeghem, is second President of the Court of Cassation, and his nomination may be regarded as unexceptionable.

Amongst the Commission are M. Janssens, the President of the Inquiry Commission, the three Secretaries-General, two „Commissaires de District" in the Congo, a Belgian Deputy, Colonel Fivé, of the Guides, M. de Hemptinne, President of the Kassai Company, M. Mols, and M. Nys, the Publicist, member of The Hague Court of Arbitration.

I have, &c.

(Signed) *Constantine Phipps.*

Sir Edward Grey to Sir C. Phipps.

Foreign Office, January 9, 1906.

Sir,

I have had under my consideration your despatch of the 7th November, in which you forward the Report of the Commission appointed to inquire into the charges made against the Administration of the Independent State of the Congo in regard to the treatment of natives.

This document has been attentively examined by His Majesty's Government, and they desire to express their sense of the manner in which the Commissioners have discharged the onerous duty intrusted to them.

Owing to the fact that it was not until the 11th December — when the Commission had already reached the La Lulonga and A. B. I. R. districts —that His Majesty's Government received the intimation that there would be no objection to the presence of their Representative at the proceedings of the Commission, it was possible for the Consular officer designated in this capacity to attend only a small number of the sittings held during the return journey to Boma. His Majesty's Government, however, while regretting the impossibility of obtaining from their own Representative precise information in regard to the nature of the statements made by the witnesses before the Commission, attached the less importance to the matter, as they fully expected to be placed in possession of an authoritative account of the proceedings when the Report of the Commission should be made public. It was therefore with much regret and surprise that His Majesty's Government found that the Report was published without the evidence. I have to request you to call the special attention of the Congo Government to this point, and to urge upon them the view always held by His Majesty's Government, that the fullest publicity should be given to the proceedings of the Commission.

It appears from the introductory remarks of the Report that the investigations of the Commission in the Upper Congo lasted from the 1st November, 1904, to the 26th January, 1905—a period of less than three months. His Majesty's Government had anticipated that more time would have been devoted to the examination of the grievances of the natives, and that the personal investigations of the Commission would have extended to the remoter districts of the State. That these anticipations were not realized is, however, His Majesty's Government believe, due not to any failure on the part of the Commissioners to realize the importance of collecting the fullest information, but to their conviction that the results of their inquiries in the districts visited by them were of a representative character and afforded a sufficient basis for the conclusions at which they had arrived.

The Commission of Inquiry has confirmed the statements made in Consul Casement's Report on the condition of the natives in the Congo. His Majesty's Government consider it unnecessary, therefore, to insist further on the existence of abuses which call for administrative reform, while, with regard to the measures of reform and the means of carrying them into effect, they prefer to postpone a detailed expression of their views on the recommendations made by the Commission until they have learnt the conclusions of the Committee which has been intrusted with the further consideration of the question, and of the reforms to be introduced.

They think it desirable, however, to offer at once some observations upon the statement, which they are surprised to find in the Report, that

the tax in labour is both beneficial to the natives of an uncivilized State like the Congo and necessary to the development of the country. His Majesty's Government have always admitted the necessity of a contribution by the natives in some form to the requirements of the State. They do not deny that in some cases, in which the interests of the citizens are directly concerned, and in which hired labour cannot be obtained, this contribution may properly take the form of temporary personal service; and in admitting the right of the State to demand such contributions, they equally admit by implication its right to compel compliance with the demand.

But the labour demanded of the Congolese natives in the form of a „tax" is not, for the most part, employed for objects of general utility in which they are themselves interested; it is employed by the State, or by the trading Companies, to whom the right to levy the „tax" is delegated, for the advancement of commercial operations, in which the native has no interest, and from which he can receive no benefit.

A system which compels the personal service of the citizen for such a purpose as this—and it is to be observed that the provisions in Article 34 of the Law of the 18th November, 1903, enabling the native to fulfil his obligations to the State by other means have proved in the Congo to be almost entirely illusory—must always, in the opinion of His Majesty's Government, remain open to the imputation of constituting a form of servitude, differing in essence but little from actual slavery.

The Commissioners assert that, owing to the natural indolence of the natives, hired labour is not at present to be obtained in the Congo in a quantity sufficient for the development of the country. It is possible that the system which has been in force for the last fourteen years may have resulted in inspiring the natives of the Congo with exceptional distrust of European employers, but the knowledge which His Majesty's Government have acquired of the character of the natives of tropical Afrika precludes them from accepting the view that this dislike of work can only be overcome by compulsion of the kind exercised in the Independent State.

With a few exceptions, such as occur in other cases and are not peculiar to uncivilized tribes, experience has shown that the natives of the British Colonies and Protectorates are willing, whether by trade, by cultivation of the land on their own account, or by accepting employment as hired labourers for proper wages, to provide themselves with the necessary means to pay the taxes which are required of them in money or produce; and these taxes, which are kept within proper limits and equitably distributed, are generally recognized by the natives as a due return for the protection which they receive.

His Majesty's Government are not aware of any grounds for supposing that the natives of the Congo, if provided with land for cultivation or offered employment as labourers, would show less willingness to work

for the same object, and the habit of work thus acquired would, no doubt, in the Congo as in British Africa, eventually conquer their natural indolence and lead them to engage in the cultivation of the soil and in trade, not merely to fulfil their obligations to the State, but to ameliorate their own position.

While protesting, however, against the theoretical justification of the existing system, which is contained in the Report,—a system resulting in the substitution in the Congo of forced labour for the hired labour, by means of which the development of the other parts of Africa is effected, — His Majesty's Government are glad to note that the Commissioners consider that, in practice, no native should be compelled to pay his contribution to the State in the form fo labour if he can find the means to pay it in money or produce. His Majesty's Government earnetsly commend this suggestion to the favourable consideration of the Congo Government, but they would point out that the reality of the reform, doubtless aimed at by the Commission, consists not so much in the proposed amplification of Article 34 of the existing Law as in removing the obstacles which at present preclude the natives from taking advantage of it.

There is one other point to which His Majesty's Government desire at once to draw the attention of the Congo Government. In dealing with the question of the Concessionary Companies, the Commissioners express the view that the ideal remedy for the abuses noted within the Concessions would be to deprive these Companies of all administrative power.

His Majesty's Government hold that the exercise of administrative functions by persons or Companies who have acquired the whole trade of the area which they are called upon to administer must lead to grave irregularities, and they would have welcomed a declaration by the Commission condemning the association of trade and administration, whether in the person of the Concessionary Companies or in that of the State itself. It is much to be regretted that the Commissioners should have ignored altogether the evils of state-trading, and failed to recommend, in the case of the Companies, the practical adoption of the remedy which they themselves recognize as „ideal."

His Majesty's Government trust that the Committee now sitting will share the views set forth in this despatch, and that the result of their deliberations will be to introduce without delay throughout the whole territory of the Congo State that large measure of reform which the Report has shown to be absolutely indispensable for the welfare of the natives.

I request you to read this despatch to M. de Cuvelier, and to leave a copy of it with him.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

Sir C. Phipps to Sir Edward Grey. — (Received January 13.)

Brussels, January 11, 1906.

Sir,

In compliance with my instructions I read to M. de Cuvelier your despatch of the 9th instant, conveying the result of the attentive examination by His Majesty's Government of the Report of the Commission appointed to inquire into the charges made against the Administration of the Independent State of the Congo in regard to the treatment of natives. I at the same time placed a copy of that despatch in his hands.

After its perusal M. de Cuvelier made to me the following declaration:

Without laying stress on the conclusive grounds put forward in the body of the Report (see p. 147, „Bulletin Officiel," September and October 1905) to justify the non-publication of the evidence taken by the Inquiry Commission, he declared that the Congo Government, in view of the question of principle at issue, considers that no precept of international or public law cau be invoked to support any obligation to effect such publication, and further that the practical considerations („les considérations de fait„) referred to in the communication of His Majesty's Government in no respect influence the sovereign right of decision in such matters which is claimed by every independent State.

I have, &c.

(Signed) *Constantine Phipps.*

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

Foreign Office, February 26, 1906.

Sir,

I have to request that you will remind M. d. Cuvelier unofficially that it is now very nearly a year since the Commission of Inquiry returned to Belgium with evidence of the necessity for the immediate reform of the Congo Administration, and express the hope that the Commission now sitting at Brussels will shortly be in a position to report.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

Sir A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received March 5.)

Brussels, February 28, 1906.

Sir,

I have the honour to report that I spoke this morning to M. de Cuvelier in the sense of your despatch of the 26th instant on the subject of the Congo Commission of Inquiry.

He took exception to the implication that nearly a year had elapsed since the completion of the Commission of Inquiry's work. The report of the Commission had been made on the 30th October, 1905, and this really constituted the termination of its labours. On the very next day

the Special Commission for examining the reforms to be carried out as a consequence of the inquiry had been appointed. The Special Commission had now practically finished its work, and would meet for the last time to-morrow.

In reply to an inquiry as to when we might expect the publication of its Report, M. de Cuvelier said he could not say yet whether such a Report would be published, or whether the recommendations of the Spcial Commission would be embodied in an instruction to be addressed by the Congo Government to its local authorities. On this point no decision had as yet been taken. I observed to M. de Cuvelier that, in my personal opinion, it would be very desirable that the results of the Special Commission's labours should be made public, in some form or other, at the carliest possible date, in view of the strong feeling which recent discussions of the Congo question hab elicited.

I have, &a.

(Signed) *Arthur H. Hardinge.*

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

Foreign Office, March 8, 1906.

Sir,

I have received your despatch of the 28th ultimo, reporting a conversation with M. de Cuvelier, respecting the publication of the Report of the Commission appointed to consider the reforms to be carried out in the Congo.

I approve the language held by you on that occasion.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

Sir A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received March 19.)

(Extract.) Brussels, March 16, 1906.

I asked M. de Cuvelier to-day if he could give me any information as to the results of the work of the Special Commission on Congo reform, the termination of whose sittings he had lately announced to me, as reported in my despatch of the 28th ultimo.

He replied that the conclusions of the Special Commission were in general harmony with those of the Commission of Inquiry, and that the Central Administration of the Independent State at Brussels was now actively engaged in drafting a series of legislative measures for giving effect to them. It had not been thought necessary to publish the recommendations of the Special Commission, as they would find immediate expression in the enactments which the Government was preparing.

I inquired how soon those enactments would be published. M de Cuvelier said he hoped in the course of the month of April. He was careful to add that he gave me the above information „officiously", as

the Congo State was naturally jealous of any show of interference in matters of internal administration. I might, however, assure you that the work of reform was being seriously taken in hand, and that they meant to make a good business („une bonne besogne") of it.

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

Foreign Office, March 27, 1906.

Sir,

His Majesty's Government had hoped that they would before now have received from the Congo Government some communication in regard to the publication of the evidence received by the Commission of Inquiry.

We understand that M. de Cuvelier contends that there is no obligation on the part of the Congo Government, based upon international or public law, to effect such publication. His Majesty's Government are perfectly aware that no general principles of the kind indicated can be invoked in support of the request made by them, nor is any such contention put forward in paragraph 3 of my despatch to Sir C. Phipps, which merely explained the reason of the inability of the British Representatioe to supply adequate information as to the proceedings of the Commission, and urged that the expectations in which His Majesty's Government had indulged, that the fullest publication would be given to those proceedings would not be disappointed.

I have to request that you will again approach M. de Cuvelier on this subject, calling his attention to the misunderstanding which has apparently arisen in regard to the attitude of His Majesty's Government and supplementing my previous despatch with the following observations, which, I feel sure, will convince the Congo Government of the desirability of reconsidering their decision in the matter.

You should, in the first place, point out that the expectations to which I have referred above were not merely derived from a forecast of the action which the Congo Government would probably consider it advisable to take, but were founded on a definite expression of opinion by M. de Cuvelier (as reported in Sir C. Phipps' despatch of the 12th August, 1904) that „every publicity would eventually be given to all proceedings which might take place." It cannot be said that this undertaking, which was given at a time when it had not been decided that the sittings of the Commission should be held in public, was necessarily cancelled when permission was given for a Representative of His Majesty's Government to attend those sittings. The permission was not notified sufficiently early to enable Consul Mackie to take full advantage of it, and, when he asked to be allowed to examine the procès-verbaux drawn up before he joined the Commission, and consisting of documents which would, he was assured, had he arrived earlier, have been placed at his disposal for private examination, his application was refused on the ground that such

a privilege, if granted, would enable him to send home an official Report which would be published before that of the Commissioners,

Apart, however, from the undertakings which have been given by the Congo Government, there is another aspect of the question.

The gentlemen of whom that Commission was composed, however, great may have been their qualifications in other respects, had not had the advantage of practical experience in Colonial administration. While, therefore, every confidence may be felt in their ability and fairness in describing the abuses which came under their notice, their view as to the essential causes of those abuses, and the recommendations which they made for the reform of the present system of administration could not have that authority which previous experience of Colonial administration could alone confer upon them. The value of a large part of the Report of the Commissioners must therefore remain undetermined, as long as the grounds upon which they formed their conclusions are inaccessible to those experts in all parts of the world who are competent to appreciate them.

In this connection, and in view of the attempts which have frequently been made to compare the situation in the Congo with that existing in various British Colonies and Protectorates, His Majesty's Government desire to call attention to the fact that, in publishing the Report of the Royal Commission on the condition of the natives of Western Australia, it was decided that the couclusions arrived at by the Commissioner, although he was a gentleman of considerable Colonial experience would not furnish sufficient material for a proper appreciation of a matter of great public interest unless opportunity were given for a comparison of his views with the evidence upon which they were founded.

In a conversation with Sir C. Phipps M. de Cuvelier alluded, although without laying stress upon them, to the „conclusive grounds" put forward by the Commissioners for the decision not to publish the evidence received by them.

The reasons referred to were

1. The desire to keep the Report within moderate limits;

2. The objection to bringing accusations against persons who might not be able to defend themselves; and

3. The fact that it was the object of the Commissioners not to determine the responsibility of individuals, but to examine and ascertain the causes of, abuses of a general character, and to suggest the necessary reforms.

His Majesty's Government had not failed to recognize the importance of the two last considerations, but, with regard to the third, they feel convinced, as explained above, that the publication of the depositions of the witnesses is necessary for the very purpose of lending authority to the views of the Commission as to the causes of the evils noted, and, with regard to the second, they consider that the objection could easily be overcome by omitting from these depositions, when published, all

names and dates which might lead to the identification of those persons against whom accusations might appear to be made.

You should remind M. de Cuvelier that this was the course adopted by His Majesty's late Government in connection with the Report by Consul Casement. The objection to furnishing means of identification in that case—namely, the fear that natives who had given evidence against officials would suffer from the latter's resentment—was considerably stronger than an objection based, as in the present case, merely on the danger of treating unfairly certain European officials; but it was decided that such risk as might be involved in the publication of the Report without names or dates was justified by the importance of ameliorating the condition of the Congo natives, and the Report, even in its complete form, was ultimately furnished to the Commissioners in order to facilitate their inquiry, although it was understood that it might be included among the other documents used by them which would be published at the conclusion of the inquiry.

You should, in conclusion, once more press the Congo Government to consent to the publication, both of the evidence taken by the Commission of Inquiry and of tho full proceedings of the Reform Committee.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

Sir A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received April 2.)

(Extract.) Brussels, March 29, 1906.

I called on M. d. Cuvelier this afternoon und explained to him the considerations set forth in your despatch of the 27th instant, respecting the publication of the evidence taken before the Congo Commission of Inquiry. I found him, however, extremely unwilling to reconsider the decision of the Congo Government not to publish. It would, he said, be impossible, even if no names or dates were given, to prevent the identification of the individuals accused without having themselves been heard in their defence, and he could not see what advantage to any one concerned would outweigh the Congo Government's very natural dislike of this result. The number of persons involved was so small that the use of initials instead of names would not protect them. I was wrong in supposing that all the members of the Commission were devoid of colonial experience, M. Nisco's having been considerable. Whatever course might have been taken in Western Australia, or with regard to Consul Casement's Report, the publication of all the materials on which a Commission of Inquiry decided was by no means a general rule. He instanced the Chalmers Report on recent disturbances in the Colony of Sierra Leone, and that of the Commission of Inquiry sent to the French Congo, both of which had only published their conclusions as distinct from their materials.

I asked if I was to understand that he definitely refused, notwithstanding the reasons I had adduced, to meet the wish I had been instructed by you to express. He replied that he did not go as far as

that; he was ready to lay my arguments before the King, but, speaking personally, his first impression was that there was much to be said against, and little to be said in favour of, my proposal. I saidthat I would embody the considerations which I had endeavoured to impress on him in a written Memorandum for submission to His Majesty, and that, as he seemed so sensitive about foreign interference with the rights of the Congo State in such a matter as judicial procedure (he had laid stress again on the questions of principle, of the law of nations, and of the independence of the State), I would make my Memorandum semi official („officieux"). It would, I thought, be very desirable at a moment like the present, when the initiation of serious reforms was, as I trusted, about to inaugurate a new and happier phase of the Congo question, that the Congo Government should afford to that of His Majesty the earnest of its good-will for which you had asked. It could, I observed, easily meet your wishes without any sacrifice of its dignity, as you had in your despatch disclaimed the intention of asserting any right based on international law to insist upon compliance with your request.

M. d. Cuvelier answered that the Congo Free State had always met British proposals in a most conciliatory spirit. The appointment of the Commission of Inquiry, and the publicity given to its proceedings, were not proofs to the contrary. His Majesty's Government had not made similar demands with regard to the analogous abuses and inquiries in the French Congo or in other foreign colonies. Why should the Independent Congo State be made the subject of differential treatment?

I observed that the whole system pursued in thc Independent State had occasioned longer and louder complaints, and had attracted far wider attention, than any local abuses in French or German African Colonies. There was, moreover, this important difference between them, that the French and German Colonies, like our own, were ruled by States possessing Parliaments, through which public opinion, if aroused by abuses, could bring its influence to bear on their Administrations, whereas the Congo Government was absolute and irresponsible, so much so that the Belgian Chamber had only the other day declared itself legally incompetent to call upon it for papers or accounts. Nor could I admit that the appointment of the Commission of Inquiry was in any way a concession to His Majesty's Government. I felt bound to assume that the Sovereign of the Congo State, as soon as his attention had ceen called to the existence of grave abuses in his African dominions, had spontaneously resolved to put an end to them without reference to the views of foreign Governments, and I was convinced that the greater and more thorough the publicity given by His Majesty to every branch of the inquiry which he had instituted, the more complete would be the confidence reposed in the sincerity and integrity of his purpose.

M. d. Cuvelier maintained that the publication of the depositions, so far from helping the cause of reform, would only add new fuel to old controversies by enabling the hostile critics of the State to twist them

into fresh charges against its administration. He seemed to think that the renewed demand for publication had been suggested to you, with some such sinister design, hy the Congo Reform Association. I assured him that this was not the case, and that you had directed me to return to the subject, partly in order to remove a misconception which appeared to exist in the mind of the Congo Government, partly to meet the objections which he had offered to the proposal when first made by my predecessor, but chiefly because you were convinced that the full publication of the materials on which the Commission had formed its conclusions was essential, if its Report was to carry the necessary weight.

I should add that M. d. Cuvelier repudiated having given any engagement, even implied, to Sir C. Phipps to publish the depositions. He had, he said, promised publicity in regard to the „proceedings" of the Commission, but „proceedings" were not the same as „procès-verbaux." The sittings of the Commission had been open, and its Report had been published without any modifications. The Congo Government had not pledged itself to more than this.

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

(Extract.) Foreign Office, April 7, 1906.

I have received your despatch of the 29th ultimo, reporting a conversation with M. de Cuvelier in regard to the publication of the evidence taken by the Congo Commission of Inquiry.

With regard to the arguments used by M. de Cuvelier in his conversation with you, I approve your language on that occasion, but I think it well to make certain observations which, although intended principally for your own information, may be of service to you in future interviews:

1. As regards the colonial experience of the Commissioners, I was perfectly aware that Baron Nisco had exercised judicial functions in the Congo for many years, and I think it likely that this fat alone rendered him, in the eyes of M. de Cuvelier, competent to deal with questions of practical administration. I need not point out the difference in the experience gained by a Judge on the one hand and an administrative official on the other.

2. It has, I understand, not yet been dicided whether the materials used in drawing up the Report of the Commission of Inquiry in the French Congo shall be published in full, or whether an analysis shall be submitted to the Chamber for its decision.

3. With reference to the last paragraph of your despatch, I can only repeat what was stated in my previous despatch, namely, that the engagement entered into by the Congo Government that the fullest publicity should be given to the proceedings of the Commission cannot be considered to have been carried out by the decision of the Commission to hold public sittings, when that decision was announced too late for His Majesty's Representative to take advantage of it.

I shall be glad to know when the Report of the Commission of Reforms or the instructions founded upon it are to be published. It was said that the latter might be expected this month, and if they do not appear soon you should make further inquiry.

Sir A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received April 9.)

(Extract.) Brussels, April 6, 1906.

I sent in a short time ago the Memorandum to M. de Cuvelier which I reported to you, in my despatch of the 29th ultimo, that I was preparing. I now have the honour to inclose a copy of it. I have made it, you will notice, unofficial, as this enabled me to write more freely, and to touch on arguments used by M. de Cuvelier in his personal rather than in his official capacity, without raising the question of the right of a foreign diplomatist to discuss the procedure in domestic matters of an independent State—a right which he would certainly have challenged had my letter to him not been „officious".

Inclosure.

Sir A. Hardinge to M. de Cuvelier.

(Officieuse.) Légation d'Angleterre, le 2 avril 1906.

M. le Chevalier,

Il a été convenu, lors de l'entretien que j'eus l'honeur d'avoir Vendredi passé avec vous, que je vous soumettrais par écrit les raisons qui font désirer par mon Gouvernement, nonobstant celles que vous avez déjà fait valoir verbalement à l'appui de la thèse contraire, la publication des témoignages recueillis par la Commission d'Enquête.

Laissez-moi tout d'abord répondre à l'objection de principe que vous avez posée en discutant cette question avec mon prédécesseur, à savoir, que le Gouvernement Congolais n'admettait aucune obligation, basée sur le droit public, de livrer ces dépositions à la publicité. Mon Gouvernement se rend parfaitement compte qu'aucun principe général de cette espèce ne peut être invoqué à l'appui de sa demande. Aussi, s'est-il borné dans le troisième alinéa de sa dépêche du 9 janvier, dont connaisance vous a été donnée par Sir Constantine Phipps, à expliquer pourpuoi son Représentant auprès de la Commission n'avait point pu fournir des renseignements suffisants relativement aux travaux de celle-ci, et à rappeler les raisons qui l'avaient porté à espérer que la publicité la plus complète leur serait donnée. Cette attente se fondait d'ailleurs, M. le Chevalier, sur vos propres délarations. Vous aviez affirmé à mon prédécesseur (d'après un rapport qu'il adressait le 12 août, 1904, à son Gouvernement) „que toute publicité serait éventuellement donnée à tous les actes de la Commission" („that every publicity would eventually be given to all proceedings which might take place"). Cette déclaration était antérieure à la décision que

les séances de la Commission seraient publiques. La permission accordée plus tard à un Représentant Britannique d'assister à ces séances ne pouvait donc être censée l'infirmer.

Cette permission ne fut point en effet notifiée d'assez bonne heure à M. le Consul Mackie pour qu'il put en recueillir tout le bénéfice, et quand il demanda à examiner les procès-verbaux rédigés avant son arrivée, l'autorisation de le faire lui fut refusée. Ces pièces, lui fut-il répondu, auraient été mises à sa disposition s'il était arrivé plus tôt. Mais leur examen dans les circonstances actuelles lui permettrait de faire parvenir et publier à Londres un Rapport officiel, qui pourrait devancer celui de la Commission.

L'utilité, l'urgence même de la publication de ces documents s'impose, néanmoins, à notre avis, pour d'autres motifs que ceux que je viens d'avancer.

Les membres de la Commission d'Enquête, tout doués qu'ils aient pu être sous d'autres rapports, n'étaient point de véritables experts en matière coloniale. Tout en rendant l'hommage le plus absolu à l'habilité et è l'impartialité qu'ils ont apportées à décrire les abus notés par eux, il est permis de douter, en l'absence d'informations plus précises, de l'autorité décisive de leurs opinions quant aux origines essentielles de ces abus. La valeur d'une grande partie de leur Rapport, ainsi que celle des remèdes qu'ils préconisent, reste forcément incertaine tant que le matériel qui a motivé leurs conclusions n'est point accessible aux experts mondiaux compétents.

Dans cet ordre d'idées, et en vue surtout des comparaisons que l'on a maintes fois cherché à établir entre la situation Congolaise et celle de plusieurs de nos Colonies, mon Gouvernement rappelle la procédure suivie par la Commission chargée d'étudier l'état des indigènes en Australie Occidentale. Son Chef était un fonctionnaire expérimenté en matière d'administration coloniale. Il fut décidé, malgré cela, que les conclusions auxquelles il avait abouti devaient, vu l'intérêt qu'avait soulevé son enquête, être comparées avec les pièces qui leur servaient de base, et que celles-ci devaient également être publiées,

Sir C. Phipps a cru comprendre que les motifs qui avaient engagé la Commission d'Enquête à ne point publier ses procès-verbaux étaient d'abord, le désir de restreindre le volume de son Rapport, ensuite une hésitation à sembler formuler des accusations à l'adresse de personnes absentes ou peut-être sans moyen direct de défense et en dernier lieu, le fait qu'elle cherchait, non point à fixer des responsabilités individuelles, mais à approfondir les causes primaires de certains abus d'ordre général.

Sir Edward Grey n'a pas manqué d'apprécier le bien-fondé de ces deux derniers considérants, mais il estime, quant au troisième, que la publication des témoignages est d'une importance prépondérante en vue d'assurer au Rapport de la Commission l'autorité qui, sans ces pièces, lui ferait défaut. Pour ce qui est du second, il serait facile, à son avis, d'exclure des procès-verbaux publiés tous noms et dates permettant d'identifier les personnes visées. C'est ainsi que procéda le dernier Cabinet

Britannique lorsqu'il communiqua à la Commission d'Enquête, pour être publié, si elle le jugeait opportun, le Rapport détaillé de M. le Consul Casement.

J'aime à espérer, M. le Chevalier, qu'en présence des instances que mon Gouvernement m'a prescrit de renouveler auprès de vous, le Gouvernement de l'État Indépendant voudra bien soumettre à un nouvel examen sa première décision de maintenir le secret en ce qui concerne les procès-verbaux de la Commission. Vous me disiez craindre que M. Morel n'eût peut-être suggéré cette démarche, dans l'espoir insidieux de pouvoir découvrir dans les procès-verbaux de nouveaux éléments de propagande contre les fonctionnaires de l'Etat Indépendant, et que leur publication ne servît qu'à attiser le feu et à envenimer la controverse entre les ennemis et les défenseurs du régime Congolais. Pareille crainte ne peut provenir que d'une méconnaissance du point de vue auquel se place le Gouvernement du Roi. Il a déjà écarté de nouvelles polémiques de ce genre en répondant, comme vous le savez, plusieurs fois, à des interpellations Parlamentaires, qu'il fallait attendre la suite donnée aux propositions des deux Commissions nommées par le Gouvernement du Congo, et les journaux belges les plus hostiles à toute critique de l'État Indépendant ont rendu justice à la correction de cette attitude. Loin de fournir des armes à vos adversaires, la publication des procès-verbaux serait, me semble-t-il, une nouvelle garantie, ajoutée à celle du Rapport, de la sincérité du Gouvernement Congolais. L'opinion publique y verrait une nouvelle preuve de la résolution bien arrêtée de ce Gouvernement de persister, sans s'en laisser détourner par des ménagements d'intérêts personnels, dans le dévoilement et la répression de tout abus incompatible avec la mission civilisatrice que lui a tracée l'auguste fondateur de l'Etat. Si vous me dites que dans d'autres pays—au Congo Français, par exemple—des Commissions analogues n'ont souvent publié que des Rapports incomplets, c'est qu'il s'est presque toujours agi dans ces Colonies de remédier à des griefs locaux, ou d'ordre secondaire, tandis que c'est l'application générale du régime économique introduit peu à peu dans l'Etat Indépendant qui a provoqué des critiques bien autrement sérieuses, et qui semble, une fois constatée, avoir déterminé, de la part de son Gouvernement, toute une série d'améliorations radicales. Aussi, plus les insinuations de ses adversaires peuvent lui paraître malveillantes et injustes, plus il a, je pense, intérêt à les déjouer, en démontrant qu'il ne tient rien de caché, et en faisant faire la lumière la plus abondante, aussi bien sur l'ensemble des mesures réformatrices qu'il projette que sur les racines des maux qu'il cherche à extirper.

Je me suis permis, M. le Chevalier, dans cet aide-mémoire, d'aborder avec la plus grande franchise des considérations qui n'auraient point peut-être pu trouver de place dans une note officielle à votre adresse. C'est parce que je suis persuadé que le Gouvernement Congolais, tout en restant dans les limites du droit qu'il revendique, peut aller en cette matière, sans déroger à sa dignité, et même avantageusement pour lui-même, au-devant du désir exprimé par celui de Sa Majesté Britannique, que j'ai

cru pouvoir ajouter dans une communication d'ordre officieux ces réflexions toutes personnelles, inspirées par vos propres observations, aux représentations officielles que j'étais chargé de vous faire. Je serais heureux si elles réussissaient à modifier les premières impressions que vous m'avez avouées, mais quoiqu'il en soit, je ne regretterai point d'avoir épuisé tous mes efforts afin de concilier les vues de nos deux Gouvernements.

Je saisis, &c.

(Signé) *Arthur H. Hardinge.*

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

Foreign Office, April 16, 1906.

Sir,

In view of the state of public feeling in this country with regard to affairs in the Congo State, it is important that I should know as soon as possible what prospect there is of the cessation of the abuses which are constantly being brought to my notice, and I have accordingly to request that you will take an early opportunity of renewing your unofficial application to M. de Cuvelier for information on the subject. If he still is unwilling to comply with your request, you should press him to reconsider his reply, stating that His Majesty's Government consider it due to them as a matter of common courtesy that they should be informed of any decision which has been taken in a question which has formed the subject of prolonged correspondence between the two Governments.

In replying to questions and speeches in the House of Commons I have hitherto not entered upon discussion of the state of affairs disclosed by the Commission of Inquiry, on the ground that the nature of the reforms, consequent upon the Report of the Reforms Commission, would soon be made known. It was hoped that they would be effective, and be put into operation soon. Should this not be the case it will be impossible, to avoid adverse comment, which will come with added force, in view of the state of affairs which has been disclosed by the official inquiry of the Congo Government, and which will remain acknowledged and unremedied till reforms are announced and applied.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

Sir. A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received April 17.

(Extract.) Brussels, April 12, 1906.

I asked M. de Cuvelier to day.

1. Whether he was in a position to give me a reply respecting the publication of the evidence taken by the Commission of Inquiry; and

2. What progress was being made with the measures of reform which he had informed me were under consideration.

To my first question, in connection with which I took the opportunity of bringing out some of the points mentioned in your despatch of

the 7th instant, he replied that he hoped to be able to send me an answer to my written remarks in the course of the next few days.

With respect to my second inquiry, he assured me that the measures of which he had already spoken to me were being most seriously examined, but he admitted that they had been referred back to the Local Government at Boma.

Sir A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received April 23.)

Brussels, April 19, 1906.

Sir,

I have the honour to transmit herewith, continuation of my despatch of the 12th instant, a copy of the reply of M. de Cuvelier to my representations respecting the publication of the evidence taken before the Congo Commission of Inquiry.

As I anticipated, the Congo Government persists in its objections to the course proposed by you, on the ground, mainly that the publication of evidence was deemed inexpedient by the Commission, whose opinion it is bound to respect (inasmuch as it gave the Commissioners a free hand), and whose reasons for that opinion it deems convincing.

With reference to the fourth paragraph of M. de Cuvelier's letter, I should mention that he asked me in the course of our discussions whether „proceedings" was the exact English equivalent of „procès-verbaux", saying that, if this was so, he had been misunderstood by Sir C. Phipps. I observed that the word „proceedings" was not quite a literal translation of the French term „procès-verbaux," which would in English be more correctly rendered „minutes", or „records of evidence"; but that, although it was a somewhat wider and more elastic phrase, it appeared to me to cover the depositions recorded by the Commissioners, as well as their other „actes et gestes."

I have, &c.

(Signed) *Arthur H. Hardinge.*

Inclosure.

M. de Cuvelier to Sir A. Hardinge.

(Personelle et officieuse.)

Bruxelles, le 19 avril, 1906.

M. le Ministre,

J'ai lu avec grande attention la lettre officieuse que vous m'avez adressée au sujet de la publication de l'enquête.

Vous me réitérez la déclaration que vous avez bien voulu me faire, et dont j'avais pris note, que le Gouvernement de Sa Majesté n'invoquait aucun principe de droit à l'appui de sa demande de livrer à la publicité les témoignages produits devant la Commission d'Enqête. Je n'ai pas cessé, en effet, dans mes entretien savec votre prédécesseur et vous-même, d'affirmer que les affaires intérieures de l'Etat du Congo comme de tout autre Etat indépendant, ne relevaient que de lui seul, et que nous ne

pouvions nous écarter de ce principe d'autonomie qu'on a vu, en ces derniers temps, revendiqué par des Colonies Anglaises elles-mêmes vis-à-vis de la mère-patrie.

Le caractère officieux que vous donnez à votre communication écrite me permet de la rencontrer, sans qu'il puisse en être déduit aucune atteinte à ce principe.

Il convient d'écarter tout d'abord la conclusion tirée de la conversation que j'ai eue en Août 1904 avec Sir Constantine Phipps, en tant qu'une assurance quelconque de ma part aurait été donnée, à aucun moment, que les procès-verbaux de l'enquête seraient publiés. Vous avez bien voulu reconnaître avec moi que le terme „proceedings," dont s'est servi Sir Constantine Phipps, n'avait par cette portée. Votre Excellence s'en convaincra mieux encore en se rapportant à la dépêche de Lord Lansdowne du 10 Août, 1904, à la suite de laquelle eut lieu mon entretien avec Sir Constantine Phipps. Cette dépêche montre ce que le Gouvernement Anglais entendait par les „proceedings" de la Commission. A ce moment la question de la publication de l'enquête, ni même du Rapport, n'était nullement envisagée; il s'agissait uniquement de „proceedings" de la Commission, c'est-à-dire, du mode de procéder qui serait le sien. „It is possible that further regulations are contemplated with regard to the conduct of the proceedings," disait cette dépêche, et comme j'en exprimais l'opinion à Sir C. Phipps, cette „conduct of proceedings" a reçu toute publicité, puisque les instructions que, le 5 Septembre suivant, le Governement adressait aux membres de la Commission d'Enquête ont été publiés, et que le Rapport de la Commission a longuement détaillé la manière dont elle a procédé à l'enquête.

Il ne paraît pas possible au Gouvernement de s'éloigner de la manière de voir de la Commission d'Enquête, dont les travaux sont finis et qu'il n'a pas à rouvrir. Nous avons laissé la Commission libre de s'aquitter de sa tâche comme elle l'a voulu, libre de décider si ses séances seraient publiques, libre de formuler son rapport comme elle l'entendait. Nous ne pouvons aussi que nons incliner devant les „considérations de la plus haute importance" qu'elle estime s'opposer à la publications des dépositions. Elle affirme notamment qu'une telle publicité serait de nature à causer un préjudice irréparable à de véritables accusés qui n'ont pas été mis à même de se défendre ou s'expliquer. La suggestion de supprimer des procès-verbaux les noms et dates n'écarterait pas le danger prévu par la Commission; l'itinéraire suivi par la Commission et les endroits où elle a procédé à ses interrogatoires sont notoirement connus, et en raison du nombre relativement peu considérable des agents mis en cause et des circonstances de fait révélées dans chaque cas, il serait toujours facile à quiconque s'est trouvé sur les lieux d'individualiser les personnalités visées. Le cas du rapport de M. Casement, publié dans ces conditions en est la meilleure preuve; bien que j'eusse pensé, lors de cette publication, que les omissions de date, lieu, et noms rendraient malaisé la découverte de véritables personnalités, j'ai pu constater, par la suite, que cette précaution n'était pas

suffisante et qu'on a parfaitement pu, au Congo, mettre des noms là où le rapport avait mis des lettres.

Si la publication des dépositions présente des inconvénients évidents, on n'y voit aucune utilité. En effet, les constatations de fait, relevées par la Commission d'Enquête, ont trouvé leur expression d'ensemble dans le Rapport. Etant donné la personnalité des Commissaires, leur impartialité, à laquelle hommage a été rendu, même par nos adversaires les plus acharnés ne saurait être mise en doute. Dès lors, la production des témoignages n'aurait d'autre résultat que de spécialiser les faits, sans que les constatations d'ensemble faites par la Commission puissent en avoir plus de poids.

La lettre de votre Excellence reproduit cette considération qu'elle avait fait valoir déjà, à savoir, que „les membres de la Commission d'Enquête n'étant pas de véritables experts en matière coloniale, la valeur d'une grande partie de leur Rapport ainsi que celle des remèdes qu'ils préconisent reste forcément incertaine tant que le matériel qui a motivé leurs conclusions n'est point accessible aux experts mondiaux compétents.“ J'espère avoir expliqué à votre Excellence que si l'on contestait aux Commissaires cette qualité „d'experts coloniaux“ on était peut-être fondé à discuter, au point de vue de la science coloniale, leurs suggestions et propositions, mais non leur travail de constatations objectives, qui est simplement une oeuvre de bonne foi, à laquelle de science coloniale reste étrangère.

Je n'ignore pas, M. le Ministre, et vous me l'avez rappelé, que dans les enquêtes faites à Sierra-Leone et en Australie Occidentale les procès-verbaux ont été publiés. Je vous ai signalé, à mon tour, qu'en d'autres circonstances les procès-verbaux n'ont pas été publiés. La seule conclusion d'ailleurs à tirer de ces précédents est qu'en pareil cas chaque Gouvernement prend de lui-même telle décision que de conseil. C'est de cette latitude que fait usage le Gouvernement du Congo. Le Gouvernement du Congo s'occupe activement et pratiquement des suites que comporte le Rapport de la Commission d'Enquête.

Permettez-moi de vous rappeler que la démarche faite par Sir Constantine Phipps, le 11 janvier dernier, a précisément suivi la lettre que M. Morel a adressée au Foreign Office „to suggest that pressure should be brought to bear upon the Congo Government to give full publicity to the evidence laid before its own Commission“, et je ne puis me convaincre que cette suggestion, en tant qu'elle est faite par M. Morel, dont vous connaissez le rôle, soit exempte de l'arrière-pensée de diriger de nouvelles attaques contre l'Etat du Congo. Encore que nous ne redoutions pas ces attaques, je persiste à croire que nos adversaires de parti pris ne chercheraient dans des dépositions prises en particulier que le moyen d'égarer davantage l'opinion publique au sujet des affaires du Congo.

Je saisis, &c.

(Signé) *Cuvelier.*

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

Foreign Office, May 3, 1906.

Sir,

I have received your despatch of the 19th ultimo respecting the reform of the Congo administration.

For the present, at any rate, it appears useless further to press for the publication of the evidence received by the Commission of Inquiry, but you should continue to urge the importance of making known at the earliest possible date the sesults of the labours of the Commission of Reforms.

I notice that, in the second paragraph of the note inclosed in your despatch, M. de Cuvelier appears to imply that His Majesty's Government have now adopted the view that any interference in the internal affairs of the Congo State on the part of foreign Powers is entirely unjustifiable. You should, when a suitable opportunity presents itself, explain to M. de Cuvelier that His Majesty's Government have in no way modified the view held by them and their predecessors that the Powers parties to the Berlin Act have every right to take such steps as they may consider called for with a view to the due observance by the Independent State of its obligations under that Act.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

Sir A. Hardinge to Sir Edward Grey. — (Received May 14.)

(Extract.) Brussels, May 11, 1906.

I spoke to M. de Cuvelier yesterday in the sense of your despatch of the 3rd instant.

M. de Cuvelier argued that no foreign Power had any right to interfere with the internal administration of the Congo Free State. He denied even that a right of this nature was vested in the Signatories of the Berlin Act collectively. The British Government could, of course, interfere on behalf of its own subjects, if commercial or other rights guaranteed to them by the Berlin Act, or other engagements to which the Independent State was a party, were violated by the Congo Government as it could if the Treaty rights of Englishmen were violated in Belgium by the Belgian Government. It could not, however, consistently with international law, intervene between the Congo State and the latter's own subjects.

I asked M, de Cuvelier whether he meant me to understand that, in his opinion, the 6th Article of the Berlin Act, by which the Congo Government was bound to watch over the welfare of the natives and improve their material and moral condition, was meaningless, and that the other Signatories of the Act had no right to make representations if the Independent State ignored or repudiated it. If, for instance, to take an extreme case, the Congo Government were to re-establish slavery or the

Slave Trade, the suppression of which was one of the main ends of the Berlin Act, did he hold that the other parties to that Act would be precluded, either separately or collectively, from objecting, on the ground that by so doing they would be interfering between an independent Sovereign and his subjects?

M. de Cuvelier parried the question by asking whether I held that the Congo Free State would be justified in calling upon His Majesty's Government to abelish slavéry in the East Africa Protectorate. That Protectorate, like the Congo State itself, was within the conventional basin governed by the Berlin Act.

I pointed out to him that the provisional toleration of the legal status of slavery in the mainland territory of the Sultan of Zanzibar was covered by the Articles in the Brussels Act dealing with „countries whose institutions admit of the existence of domestic slavery", such as Turkey, Egypt, Persia, and Zanzibar, and that the question which he had put had therefore no bearing whatever upon the one before us.

He thereupon said, although not very decisively, that even on the absurd assumption that the Free State were to establish slavery, the other parties to the Berlin Act could not legally interfere, and that the engagements I had quoted were a declaration of general principles and intentions as regarded the treatment of the native populations rather than a binding obligation which the remaining Signatories, or any one of them had a right to enforce. I observed that I could not agree with him, and that I thought it right to make your view of the question quite clear. He said he took note of what I had stated, but, on his side, must adhere to his opinion, adding that I should find it developed in a work on the Congo State which he preposed to send me.

There is nothing new in the position taken up by M. de Cuvelier, who repeatedly advanced these contentions in discussions with my predecessor.

Sir Edward Grey to Sir A. Hardinge.

Foreign Office, May 19, 1906.

Sir,

I have received your despatch of the 11th instant, reporting your conversation with M. de Cuvelier respecting the right of the Powers parties to the Berlin Act to intervene between the Independent State of the Congo and the natives of that country with a view to the protection of the latter. I approve the language held by you on that occasion.

I am, &c.

(Signed) *Edward Grey.*

52.

SUISSE, PORTUGAL.

Convention de Commerce; signée à Berne, le 20 décembre 1905.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung, 30 janvier 1907
Eidg. amtl. Samml. Neue Folge. Bd. XXIII.

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft und Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien, von dem nämlichen Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern zu regeln, haben beschlossen, zu diesem Zwecke eine besondere Übereinkunft abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Herrn Dr. Adolf Deucher, Mitglied des Bundesrates, Vorsteher des Handels-, Industrie- und Landwirtschafts-Departements, und

Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien:

Seine Exzellenz Herrn Alberto d' Oliveira, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die folgenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile sichern sich gegenseitig in allem, was die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr betrifft, die allgemeine Behandlung der am meisten begünstigten Nation zu.

Artikel 2.

Es besteht Einverständnis darüber, dass infolge der Vereinbarung, die den Gegenstand des Artikels 1 bildet, Käse schweizerischen Ursprungs bei der Einfuhr in Portugal die nämlichen Vorteile geniesst, wie holländischer Käse oder solcher jedes andern Landes.

Artikel 3.

Die portugiesischen Weinspezialitäten Porto und Madeira mit ihrem normalen Alkoholgehalt (23 Grade im Maximum für Porto und 21 Grade im Maximum für Madeira) werden in der Schweiz zu den gleichen Bedingungen zugelassen, wie die italienischen Spezialitäten Marsala, Malvasia, Moscato und Vernaccia oder diejenigen jedes andern Landes, ohne einer Monopolgebühr oder einem Zollzuschlag unterworfen zu sein.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 28 janvier 1907.

Die gleiche Zollbehandlung wird von der Schweiz auf die Muskat- und Malvasierweine portugiesischer Herkunft sowie auf die portugiesischen Spezialitäten Carcavellos, Lavradio, Fuzeta, Borba, Dão und Bairrada mit einem Alkoholgehalt von nicht über 18 Graden angewendet.

Artikel 4.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die von Portugal zu gunsten Spaniens und Brasiliens bereits eingeräumten oder noch einzuräumenden besondern Zugeständnisse in der allgemeinen Meistbegünstigungsklausel nicht inbegriffen sind. Wenn jedoch Portugal irgend ein anderes Land in den Mitgenuss dieser Zugeständnisse setzen würde, so sollen sie sofort auch auf die Schweiz ausgedehnt werden.

Artikel 5.

Die Bestimmungen der gegenwärtigen Übereinkunft sind ohne irgendwelche Ausnahme auf die portugiesischen sogenannten angrenzenden Inseln anwendbar, nämlich auf die Inseln Madeira und Porto Santo und auf die Azorengruppe.

Artikel 6.

Die Erzeugnisse der portugiesischen Kolonien, die aus dem Mutterlande nach der Schweiz wieder ausgeführt werden, geniessen bei der Einfuhr daselbst die Behandlung der meistbegünstigten Nation.

Artikel 7.

Die vorliegende Übereinkunft soll sofort nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten und für eine Dauer von fünf Jahren, vom Tage dieses Austausches an gerechnet, wirksam bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Teile zwölf Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes eine Absicht kundgegeben haben sollte, die Wirkungen der Übereinkunft aufhören zu lassen, soll diese gültig bleiben bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage an gerechnet, an dem der eine der vertragschliessenden Teile sie gekündet haben wird.

Artikel 8.

Die gegenwärtige Übereinkunft soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Bern ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die vorliegende Übereinkunft unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Bern in doppelter Ausfertigung, den 20. Dezember eintausendneunhundertfünf (1905).

(L. S.) (gez.) Dr. *A. Deucher.*
(L. S.) (gez.) *Alberto d'Oliveira.*

53.

GRANDE-BRETAGNE, CHINE.

Convention concernant le Tibet; signée à Pékin, le 27 avril 1906.*)

Treaty series. No. 9. 1906.

Whereas His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of China are sincerely desirous to maintain and perpetuate the relations of friendship and good understanding which now exist between their respective Empires;

And whereas the refusal of Tibet to recognise the validity of or to carry into full effect the provisions of the Anglo-Chinese Convention of March 17 1890 and Regulations of December 5th 1893 placed the British Government under the necessity of taking steps to secure their rights and interests under the said Convention and Regulations;

And whereas a Convention of ten articles was signed at Lhasa on September 7th 1906 on behalf of Great Britain and Tibet, and was ratified by the Viceroy and Governor-General of India on behalf of Great Britain on November 11th, 1904, a declaration on behalf of Great Britain modifying its terms under certain conditions being appended thereto;

His Britannic Majesty and His Majesty the Emperor of China have resolved to conclude a Convention on this subject and have for this purpose named Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of Great Britain and Ireland:

Sir Ernest Mason Satow, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, His said Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of China;

and His Majesty the Emperor of China:

His Excellency Tong Shoa-yi, His said Majesty's High Commissioner Plenipotentiary and a Vice-President of the Board of Foreign Affairs;

who having communicated to each other their respective full powers and finding them to be in good and true form have agreed upon and concludud the following Convention in six articles:

Article I.

The Convention concluded on September 7th 1904 by Great Britain and Tibet, the texts of which in English and Chinese are attached to the

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 23 juillet 1906.

present Convention as an annexe, is hereby confirmed, subject to the modification stated in the declaration appended thereto, aud both of the High Contracting Parties engage to take at all times such steps as may be necessary to secure the due fulfilment of the terms specified therein.

Article II.

The Government of Great Britain engages not to annex Tibetan territory or to interfere in the administration of Tibet. The Government of China also undertakes not to permit any other foreign State to interfere with the territory or internal administration of Tibet.

Article III.

The concessions which are mentioned in Article 9 (d) of the Convention concluded on September 7th 1904 by Great Britain and Tibet are denied to any state or to the subject of any state other than China, but it has been arranged with China that at the trade marts specified in Article 2 of the aforesaid Convention Great Britain shall be entitled to lay down telegraph lines connecting with India.

Article IV.

The provisions of the Anglo-Chinese Convention of 1890 and Regulations of 1893 shall, subject to the terms of this present Convention and annexe thereto, remain in full force.

Article V.

The English and Chinese texts of the present Convention have been carefully compared and found to correspond but in the event of there being any difference of meaning between them the English text shall be authoritative.

Article VI.

This Convention shall be ratified by the Sovereigns of both countries and ratifications shall be exchanged at London within three months after the date of signature by the Plenipotentiaries of both Powers.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Convention, four copies in English and four in Chinese.

Done at Peking this twenty-seventh day of April, one thousand nine hundred and six, being the fourth day of the fourth month of the thirty-second year of the reign of Kuang-hsü.

(L. S.) *Ernest Satow.*
(Signature and Seal of the Chinese Plenipotentiary.)

Annex.

Convention between the Governments of Great Britain and Tibet signed at Lhasa on the 7th September 1904.

Declaration signed by His Excellency the Viceroy and Governor-General of India on behalf of the British Government and appended to the ratified Convention of the 7th September 1904.

Whereas doubts and difficulties have arisen as to the meaning and validity of the Anglo-Chinese Convention of 1890, and the Trade Regulations of 1893, and as to the liabilities of the Tibetan Government under these agreements; and Whereas recent occurrences have tended towards a disturbance of the relations of friendship and good unterstanding which have existed between the British Government and the Government of Tibet; and Whereas it is desirable to restore peace and amicable relations, and to resolve and determine the doubts and difficulties as aforesaid, the said Governments have resolved to conclude a Convention with these objects, and the following articles have been agreed upon by Colonel F. E. Younghusband, C.I.E., in virtue of full powers vested in him by His Britannic Majesty's Government and on behalf of that said Government, and Lo-Sang Gyal-Tsen, the Ga-den Ti-Rimpoche, and the representatives of the Council, of the three monasteries, Se-ra, Dre-pung and Ga-den, and of the ecclesiastical and lay officials of the National Assembly on behalf of the Government of Tibet.

I.

The Government of Tibet engages to respect the Anglo-Chinese Convention of 1890 and to recognise the frontier between Sikkim and Tibet, as defined in Article I of the said Convention, and to erect boundary pillars accordingly.

II.

The Tibetan Government undertakes to open forthwith trade marts to which all British and Tibetan subjects shall have free right of access at Gyantse and Gartok, as well as at Yatung.

The Regulations applicable to the trade mart at Yatung, under the Anglo-Chinese Agreement of 1893, shall, subject to such amendments as may hereafter be agreed upon by common consent between the British and Tibetan Governments, apply to the marts above mentioned.

In addition to establishing trade marts at the places mentioned, the Tibetan Government undertakes to place no restrictions on the trade by existing routes, and to consider the question of establishing fresh trade marts under similar conditions if development of trade requires it.

III.

The question of the amendment of the Regulations of 1893 is reserved for separate consideration, and the Tibetan Government undertakes to appoint fully authorized delegates to negotiate with representatives of the British Government as to the details of the amendments required.

IV.

The Tibetan Government undertakes to levy no dues of any kind other than those provided for in the tariff to be mutually agreed upon.

V.

The Tibetan Government undertakes to keep the roads to Gyantse and Gartok from the frontier clear of all obstruction and in a state of repair suited to the needs of the trade, and to establish at Yatung,

Gyantse, and Gartok, and at each of the other trade marts that may hereafter be established, a Tibetan Agent who shall receive from the British Agent appointed to watch over British trade at the marts in question any letter which the latter may desire to send to the Tibetan or to the Chinese authorities. The Tibetan Agent shall also be responsible for the due delivery of such communications and for the transmission of replies.

VI.

As an indemnity to the British Government for the expense incurred in the despatch of armed troops to Lhasa, to exact reparation for breaches of treaty obligations, and for the insults offered to and attacks upon the British Commissioner and his following and escort, the Tibetan Government engages to pay a sum of pouuds five hundred thousand—equivalent to rupees seventy-five lakhs —to the British Government.

The indemnity shall be payable at such place as the British Government may from time to time, after due notice, indicate whether in Tibet or in the British districts of Darjeeling or Jalpaiguri, in seventy-five annual instalments of rupees one lakh each on the 1st January in each year beginning from the 1st January 1906.

VII.

As security for the payment of the above-mentioned indemnity, and for the fulfilment of the provisions relative to trade marts specified in Articles II, III, IV and V, the British Government shall continue to occupy the Chumbi valley until the indemnity has been paid and until the trade marts have been effectively opened for three years, whichever date may be the later.

VIII.

The Tibetan Government agrees to raze all forts and fortifications and remove all armaments which might impede the course of free communication between the British frontier and the towns of Gyantse and Lhasa.

IX.

The Government of Tibet engages that, without the previous consent of the British Government

a) no portion of Tibetan territory shall be ceded, sold, leased, mortgaged or otherwise given for occupation, to any Foreign Power;

b) no such Power shall be permitted to intervene in Tibetan affairs;

c) no Representatives or Agents of any Foreign Power shall be admitted to Tibet;

d) no concessions for railways, roads, telegraphs, mining or other rights, shall be granted to any Foreign Power, or to the subject of any Foreign Power. In the event of consent to such concessions being granted, similar or equivalent concessions shall be granted to the British Government.

c) no Tibetan revenues, whether in kind or in cash, shall be pledged or assigned to any Foreign Power, or to the subject of any Foreign Power.

X.

In witness whereof the negotiators heve signed the same, and affixed thereunto the seals of their arms.

Done in quintuplicate at Lhasa, this 7th day of September in the year of our Lord one thousand nine hundred and four, corresponding with the Tibetan date, the 27th day of the seventh month of the Wood Dragon year.

Tibet Frontier

F. E. Younghusband, Col.,
British Commissioner.

Commission.

Seal of British Commissioner.

Seal of the Dalai Lama affixed by the Ga-den Ti-Rimpoche.

Seal of Council.

Seal of the Dre-pung Monastery.

Seal of Sera Monastery.

Seal of Ga-den Monastery.

Seal of National Assembly.

In proceeding to the signature of the Convention, dated this day, the representatives of Great Britain and Tibet declare that the English text shall be binding.

Tibet Frontier

F. E. Younghusband, Col.,
British Commissioner.

Commission.

Seal of British Commissioner.

Seal of the Dalai Lama, affixed by the Ga-den Ti-Rimpoche.

Seal of Council.

Seal of the Dre-pung Monastery.

Seal of Sera Monastery.

Seal of Ga-den Monastery.

Seal of National Assembly.

Ampthill,
Viceroy and Governor-General of India.

This Convention was ratified by the Viceroy and Governor-General of India in Council at Simla on the eleventh day of November, A.D., one thousand nine hundred and four.

S. M. Fraser,
Secretary to the Government of India, Foreign Department.

Declaration signed by his Excellency the Viceroy and Governor-General of India and appended to the ratified Convention of 7th September 1904.

His Excellency the Viceroy and Governor-General of India, having ratified the Convention which was concluded at Lhasa on 7th September 1904 by Colonel Younghusband, C.I.E., Britisch Commissioner for Tibet Frontier Matters, on behalf of His Britannic Majesty's Government; and by Lo-Sang Gyal-Tsen, the Ga-den Ti-Rimpoche, and the representatives of the Council, of the three monasteries Sera, Drepung, and Ga-den, and of the ecclesiastical and lay officials of the National Assembly, on behalf of the Government of Tibet, is pleased to direct as an act of grace that the sum of money which the Tibetan Government have bound themselves under the terms of Article VI of the said Convention to pay to His Majesty's Government as an indemnity for the expenses incurred by the latter in connection with the despatch of armed forces to Lhasa, be reduced from Rs. 75,00,000 to Rs. 25,00,000; and to declare that the British occupation of the Chumbi valley shall cease after the due payment of three annual instalments of the said indemnity as fixed by the said Article, provided, however, that the trade marts as stipulated in Article II of the Covention shall have been effectively opened for three years as provided in Article VI of the Convention; and that, in the meantime, the Tibetans shall have faithfully complied with the terms of the said Convention in all other respects.

Ampthill,
Viceroy and Governor-General of India.

This declaration was signed by the Viceroy and Governor-General of India in Council at Simla on the eleventh day of November, A.D., one thousand nine hundred and four.

S. M. Fraser,
Secretary to the Government of India Foreign Department.

54.

GRANDE-BRETAGNE, ESPAGNE.

Traité concernant le mariage contracté entre Alphonse XIII roi d'Espagne et la princesse royale Victoria Eugénie Julia Ena de Battenberg; signé à Londres, le 7 mai 1906.*)

Treaty series. No. 6. 1906.

Be it known unto all men by these Presents that whereas His Catholic Majesty Alfonso XIII, King of Spain, has judged it proper to announce his intention of contracting a marriage with Her Royal Highness Princess Victoria Eugénie Julia Ena, niece of His Majesty Edward VII, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and daughter of Her Royal Highness the Princess Beatrice Mary Victoria Feodore (Princess Henry of Battenberg), in order, therefore, to treat upon, conclude, and confirm the Articles of the Treaty of the said marriage, His Britannic Majesty on the one part, and His Catholic Majesty on the other part, have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Right Honourabe Sir Edward Grey, a Baronet of the United Kingdom, a Member of Parliament, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the King of Spain, His Excellency Señor Don Luis Polo de Bernabé, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Article I.

It is concluded and agreed that the marriage between His said Majesty King Alfonso XIII and Her said Royal Highness the Princess Victoria Eugénie Julia Ena shall be solemnized in person at Madrid as soon as the same may conveniently be done.

Article II.

His said Majesty King Alfonso XIII engages to secure to Her said Royal Highness the Princess Victoria Eugénie Julia Ena from the date of her mariage with His Majesty, and for the whole period of the marriage, an annual grant of 450,000 pesetas. His said Majesty King Alfonso XIII also engages, if, by the will of Divine Providence, the said Princess

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 23 mai 1906.

Victoria Eugénie Julia Ena should become his widow, to secure to her, from the date of his death, an annual grant of 250,000 pesetas, unless and until she contracts a second marriage, both these grants having already been voted by the Cortes. The private settlements to be made on either side in regard to the said marriage will be agreed upon and expressed in a separate Contract, which shall, however, be deemed to form an integral part of the present Treaty, and the High Contracting Parties hereby mutually engage themselves to be bound by its terms.

Article III.

The High Contracting Parties take note of the fact that Her Royal Highness the Princess Victoria Eugénie Julia Ena, according to the due tenour of the law of England, forfeits for ever all hereditary rights of succession to the Crown and Government of Great Britain and Ireland and the Dominions thereunto belonging or any part of the same.

Article IV.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witnees whereof, tbe respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at London, the 7th of May, in the year of Our Lord 1906.

(L. S,) *Edward Grey.*
(L. S,) *Luis Polo de Bernabé.*

55.

GRANDE-BRETAGNE, ETAT-LIBRE DU CONGO.

Convention destinée à modifier l'arrangement du 12 mai 1894;*) signée à Londres, le 9 mai 1906.

Treaty series. No. 4. 1906.

The Undersigned, the Right Honourable Sir Edward Grey, a Baronet of the United Kingdom, a Member of Parliament, His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, on behalf of His Britannic Majesty; and Baron van Eetvelde, Commander of the Order of Leopold, a Minister of State of the Independent State of the Congo, on behalf of His Majesty King Leopold II, Sovereign of the Independent State of the

*) V. **N. R. G.** 2e S. XX. 805.

Congo, duly authorized thereto by their respective Sovereigns, have agreed as follows:

Article I.

The lease of the territories granted by Great Britain to His Majesty King Leopold II, Sovereign of the Independent State of the Congo, by Article 2 of the Agreement signed at Brussels on the 12th May, 1894, is hereby annulled. No claims shall be put forward by either Party in connection with this lease, or with any right derived therefrom. His Majesty King Leopold shall, however, continue during his reign to occupy, on the same conditions as at present, the territory now held by him, and known as the Lado Enclave. Within six months of the termination of His Majesty's occupation the Enclave shall be handed over to the Soudanese Government. Officials shall be appointed by the Soudanese and Congo State Governments to assess the value of such houses, stores, and other material improvements a may, by common agreement, be handed over with the Enclave, the amount agreed upon being paid to the Congo State by the Soudanese Government. The Enclave comprises the territory bounded by a line drawn from a point situated on the west shore of Lake Albert, immediately to the south of Mahagi, to the nearest point of the watershed between the Nile and Congo basins; thence the boundary follows that watershed up to its intersection from the north with the 30th meridian east of Greenwich, and that meridian up to its intersection with the parallel 5° 30′ of north latitude, whence it runs along that parallel to the Nile; thence it follows the Nile southward to Lake Albert and the western shore of Lake Albert down to the point above indicated south of Mahagi.

Article II.

The boundary between the Independent State of the Congo on the one hand and the Anglo-Egyptian Soudan on the other, starting from the point of intersection from the south of the meridian of 30° longitude east of Greenwich with the watershed between the Nile and the Congo, shall follow the line of that watershed in a general north-westerly direction until it reaches the frontier between the Independent State of the Congo and French Congo.

Nevertheless, the strip of territory 25 kilom. in breadth stretching from the watershed between the Nile and the Congo up to the western shore of Lake Albert and including the port of Mahagi, of which a lease was granted to the Independent State of the Congo by Article 2 of the Agreement of the 12th may, 1894, shall continue in the possession of that State on the conditions laid down in that Article.

Article III.

The Government of the Independent State of the Congo undertake not to construct, or allow to be constructed, any work on or near the Semliki or Isango River, which would diminish the volume of water entering Lake Albert, except, in agreement with the Soudanese Government.

Article IV.

A Concession shall be given, in terms to agreed upon between the Soudanese and Congo State Governments, to an Anglo-Belgian Company for the construction and working of a railway from the frontier of the Independent State of the Congo to the navigable channel of the Nile, near Lado, it being understood that, when His Majesty's occupation of the Enclave determines, this railway shall be wholly subject to the jurisdiction of the Soudanese Government. The actual direction of the line will be determined jointly by the Soudanese and Congo State Governments.

In order to provide the capital expenditure required for the construction of this railway, the Egyptian Government undertake to guarantee a rate of interest of 3 per cent. on a sum which is not to exceed 800,000*l.*

Article V.

A port open to general commerce, with suitable provision for the storing and transhipment of merchandize, shall be established at the terminus of the railway. When His Majesty's occupation of the Enclave determines, a Congolese or Belgian Company shall be permitted to possess a commercial depôt and quays on the Nile at this port. Such depôt and quays shall, however, in no case lead to the acquisition of extra-territorial rights, and all individuals in, or connected with, them in the Soudan, shall be wholly subject to Soudanese Laws and Regulations.

Article VI.

Trading vessels flying the Congolese or Belgian flag shall have the right of navigating and trading on the waters of the Upper Nile, no distinction as regards trading facilities being made between them and British or Egyptian trading vessels, but such vessels shall in no case acquire extra-teritorial rights, and shall be wholly subject to Soudanese Laws and Regulations.

Article VII.

Persons and merchandize passing through Soudanese or Egyptian territory from the Congo State, or going to it, will, for purposes of transit or transport on the Nile, or on the Soudanese or Egyptian railway systems, be treated similarly to Egyptian or British persons and merchandize coming from or going to British Possessions.

Article VIII.

All disputes which may occur hereafter in connection with the limits of the frontiers of the Independent State of the Congo, including the boundary laid down in the first paragraph of Article II of the present Agreement, shall, in the event of the Parties not being able to come to an amicable understanding, be submitted to the arbitration of The Hague Tribunal, whose decision shall be binding on both Parties, it being, however, understood that this clause can, in no way whatever, be applied

to any questions regarding the lease mentioned in Article 2 of the Agreement signed at Brussels on the 12th May, 1894, and in Article I of the present Agreement.

Done in duplicate at London, the 9th day of May, 1906.

(L.S.) *Edward Grey.*
(L.S.) Baron van *Eetvelde.*

56.

GRANDE-BRETAGNE, CHINE.

Correspondance relative à la modification des droits de douane pour les entrées par voie maritime, établie par le gouvernement de Chine; du 9 mai au 1er juin 1906.

Parliamentary Papers. China. No. 1. 1906.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey.—(Received May 9.)

(Telegraphic.) Peking, May 9, 1906.

I have the honour to report the issue this afternoon of an Imperial Decree by which the President of the Board of Revenue is appointed Administrator-General of Customs. Control over all Chinese and foreigners in the Customs Service is given him at the same time.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey.—(Received May 10.)

(Telegraphic.) Peking, May 10, 1906.

My telegram of yesterday's date.

This Decree has come as a surprise to every one, and grave apprehensions are felt here in regard to what the consequences of it may be.

I beg leave to suggest that you instruct me to request the Chinese Government to explain the terms of the Decree. I could point out at the same time that His Majesty's Government cannot consent to any change being made in the present system of administration of the Maritime Customs in view of the undertaking given by the Chinese Government in 1898 to Sir C. Mac Donald that Sir Robert Hart should be succeeded as Inspector-General by an Englishman, and in view of the terms of Articles 7 and 6 of the Anglo-German Loan Agreements of 1896 and 1898 respectively.

Sir Edward Grey to Mr. Carnegie.

(Telegraphic.) Foreign Office, May 11, 1906.

With reference to your telegram of yesterday relative to the appointment of Administrator-General of Chinese Maritime Customs, the Chinese Government should be informed that His Majesty's Government are anxious to receive an explanation of the Decree a soon as possible. If its object was fo interfere with the powers now exercised by the Inspector-General, which His Majesty's Government cannot suppose to be the case, it would constitute a distinct breach of the engagement given by the Chinese Government in the Loan Agreements of 1896 and 1898, to the effect that, during the currency of the loans the administration of the Maritime Customs should remain as then constituted.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey.—(Received May 16.)

(Telegraphic.) Peking, May 16, 1906.

Your telegram of the 11th instant.

I received last night reply of Chinese Government to note which I adressed to them in accordance with the terms of your telegram above referred to.

Reply is evasive and unsatisfactory.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey.—(Received May 16.)

(Telegraphic.) Peking, May 16, 1906.

My telegram of to-day's date.

Venture to bring to your notice following points which His Majesty's Government may think worthy of consideration when reply to note of Chinese Government is being drawn up.

Interference in internal affairs of China is, of course, not desired by His Majesty's Government. The constitution of the Imperial Maritime Customs of China exists, however, under abnormal conditions. Customs revenues are pledged as security for various loans and 1900 Indemnity, and they are administered by foreigners in the employ of the Chinese Government; any interest taken by His Majesty's Government in their administration is therefore legitimate, and His Majesty's Government only desire to receive an assurance that it is not contemplated to effect any change in the existing system of administration of the Customs.

It is not surprising that the precise import of the Decree is not understood, in view of the way in which it was worded.

Sir Edward Grey to Mr. Carnegie.

(Telegraphic.) Foreign Office, May 17, 1906.

Your telegrams of yesterday.

Reply on lines you suggest is approved. You should impress upon the Chinese Government that we do not wish to interfere in the internal affairs of the country, but that, in view of the engagements contained in the Loan Agreements of 1896 and 1898, on the strength of which they were able to borrow large sums of money, we are entitled to a definite assurance on their part that no change in the customs administration will be effected by the terms of the Decree.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey,—(Received May 28.)

(Telegraphic.) Peking, May 28, 1906.

Your telegram of the 17th instant.

I have the honour to report that reply of Chinese Government to note which I addressed to them in accordance with instructions contained in your telegram above referred to has now been received. Note expresses gratification of Chinese Government at the assurance that Great Britain does not wish to interfere with China's internal affairs. Chinese Government consider all their Treaty obligations with foreign Powers and their agreements with banks as most important. They maintain that they have always faithfully observed all such obligations. Chinese Government attach the greatest importance to the collection of customs at the various ports, as has been evinced by the appointment of High Commissioners by the Throne to superintend these matters. These officers will, the Chinese Government feel sure, perform their duties in an admirable manner. The carrying out of any reforms which may have to be made will be effected under orders issued by the Administrators-General to the Inspector-General. The hope is expressed for constant expansion of customs revenue, so that a still safer security may be afforded the bondholders in the various loans.

Chinese Government, in their reply, evade giving assurance asked for, and intimate plainly that the new Administrators have their hands free to effect any changes they may consider fit.

I shall ask Foreign Board categorically at interview which I have asked for this afternoon whether they will give His Majesty's Government the assurance required or not.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey.—(Received May 28.)

(Telegraphic.) Peking, May 28, 1906.

My telegram of to-day's date.

I had an interview with the Wai-wu Pu to-day. They gave me a definite promise that a note would be sent to me in a few days, in which the specific engagement contained in the Loan Agreements of 1896 (Article 7)

and 1898 (Article 6), that the administration of the Customs shall continue as at present constituted, would be formally recapitulated and reaffirmed by Chinese Government.

I informed the Foreign Board that the requirements of His Majesty's Government would, I thought, be met by such a note, if its terms were satisfactory.

Mr. Carnegie to Sir Edward Grey.—(Received July 30.)

(Extract.) Peking, June 14, 1906.

In accordance with the promise reported in my telegram of the 28th ultimo, Prince Ch'ing sent me a note on the evening of the 1st June, which quoted the engagement in Articles 7 and 6 of the Loan Agreements of 1896 and 1898 respectively, and affirmed that the Decree of the 9th May did not make any change in the method of administration of the Chinese Imperial Maritime Customs therein stipulated.

I have the honour to inclose a translation of Prince Ch'ing's note.

Inclosure.

Prince Ch'ing to Mr. Carnegie.

(Translation.) Peking, June 1, 1906.

Sir,

I had the honour to inform you in a note of the 27th May that the special appointment by China of High Commissioners for the exclusive control (or management) of the Maritime Customs made no change in the mode of administration laid down in the Loan Agreements. At an interview at the Wai-wu Pu on the 28th May you intimated that the terms of this note were not sufficiently explicit as to China's intentions, and requested a further statement in the matter.

In the 7th Article of the Loan Agreement of 1896 and in the 6th Article of the Loan Agreement of 1898 it is stipulated „that the administration of the Chinese Imperial Maritime Customs shall remain as at present constituted during the currency of this loan," and I have the honour to state that the Imperial Decree of the 9th May specially appointing High Commissioners to control (or manage) revenue affairs does not make any change in the method of administration laid down in the Loan Agreements.

While communicating the above to you, for the information of His Majesty's Government, I avail, &c.

57.

MEXIQUE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention concernant l'emploi des eaux du Rio Grande pour l'irrigation en Mexique; signée à Washington, le 21 mai 1906.*)

Publication officielle de l'Amérique du Nord.

The United States of America and the United States of Mexico being desirous to provide for the equitable distribution of the waters of the Rio Grande for irrigation purposes, and to remove all causes of controversy between them in respect thereto, and being moved by considerations of international comity, have resolved to conclude a Convention for these purposes and have named as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Elihu Root, Secretary of State of the United States; and

The President of the United States of Mexico, His Excellency Señor Don Joaquín D. Casasús, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of Mexico at Washington;

Who, after having exhibited their respective full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

After the completion of the proposed storage dam near Engle, New Mexico, an the distributing system auxiliary thereto, and as soon as water shall be available in said system for the purpose, the United States shall deliver to Mexico a total of 60,000 acre-feet of water annually, in the bed of the Rio Grande at the point where the head works of the Acequia Madre, known as the Old Mexican Canal, now exist above the city of Juarez, Mexico.

Article II.

The delivery of the said amount of water shall be assured by the United States and shall be distributed through the year in the same proportions as the water supply proposed to be furnished from the said irrigation system to lands in the United States in the vicinity of El Paso, Texas, according to the following schedule, as nearly as may be possible:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 16 janvier 1907.

	Acre feet per month	Corresponding cubic feet of water.
January	0	0
February	1,090	47,480,400
March	5,460	237,837,600
April	12,000	522,720,000
May	12,000	522,720,000
June	12,000	522,720,000
July	8,180	356,320,800
August	4,370	190,357,200
September	3,270	142,441,200
October	1,090	47,480,400
November	540	23,522,400
December	0	0
Total for the year	60,000 acre-feet	2,613,600,000 cubic feet

In case, however, of extraordinary drought or serious arrident to the irrigation system in the United States, the amount delivered to the Mexican Canal shall be diminished in the same proportion as the water delivered to lands under said irrigation system in the United States.

Article III.

The said delivery shall be made without cost to Mexico, and the United States agrees to pay the whole cost of storing the said quantity of water to be delivered to Mexico, of conveying the same to the international line, of measuring the said water, and of delivering it in the river bed above the head of the Mexican Canal. It is understood that the United States assumes no obligation beyond the delivering of the water in the bed of the river above the head of the Mexican Canal.

Article IV.

The delivery of water as herein provided is not to be construed as a recognition by the United States of any claim on the part of Mexico to the said waters; and it is agreed that in consideration of such delivery of water, Mexico waives any and all claims to the waters of the Rio Grande for any purpose whatever between the head of the present Mexican Canal and Fort Quitman, Texas, and also declares fully settled and disposed of, and hereby waives, all claims heretofore asserted or existing, or that may hereafter arise, or be asserted, against the United States on account of any damages alleged to have been sustained by the owners of land in Mexico, by reason of the diversion by citizens of the United States of waters fo the Rio Grande.

Article V.

The United States, in entering into this treaty, does not thereby concede, expressly or by implication, any legal basis for any claims heretofore asserted or which may be hereafter asserted by reason of any losses

incurred by the owners of land in Mexico due or alleged to be due to the diversion of the waters of the Rio Grande within the United States; nor does the United States in any way concede the establishment of any general principle or precedent by the concluding of this treaty. The understanding of both parties is that the arrangement comtemplated by this treaty extends only to the portion of the Rio Grande which forms the international boundary, from the head of the Mexican Canal down to Fort Quitman, Texas, and in no other case.

Article VI.

The present Convention shall be ratified by both contracting parties in accordance with their constitutional procedure, and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the Convention both in the English and Spanish languages and have thereunto affixed their seals.

Done in duplicate at the City of Washington, this 21st day of May, one thousand nine hundred and six.

Elihu Root.
Joaquin D Casasus.

58.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Convention pour la délimitation des frontières respectives à l'Est du Niger; signée à Londres, le 29 mai 1906.*)

Treaty series. No. 14. 1906.

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the Government of the French Republic, having agreed, in a spirit of mutual goodwill, to confirm the Protocol with its two Annexes, prepared, in accordance with paragraphs 6 and 7 of Article VIII of the Convention of

Le Gouvernment de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Gouvernement de la République Française, ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle, de confirmer le Protocole avec ses deux Annexes, préparé, en exécution des paragraphes 6 et 7 de l'Article VIII de la Con-

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 29 août 1906.

the 8th April, 1904, by their respective Delegates for the delimitation of the frontier between the British and French possessions to the east of the Niger;

The Undersigned The Right Honourable Sir Edward Grey, a Baronet of the United Kingdom, a Member of Parliament, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And his Excelleny Monsieur Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at the Court of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India;

Duly authorized to this effect, confirm the Protocol with its Annexes, drawn up at London the 9th day of April, 1906, the text of which is as follows:

Protocol.

The Undersigned, having been commissioned by the Governments of His Britannic Majesty and of the French Republic respectively to submit proposals in accordance with paragraphs 6 and 7 of Article VIII of the Convention of the 8th April, 1904, for the delimitation of the frontier between the French and British possessions to the east of the Niger, have agreed to the following Arrangement, which they have decided to submit to the approval of their respective Governments:

Article I.

Leaving the last boundary-post erected in 1900 by the Anglo-French Boundary Commission on the road from Ilo to Madekali, at a distance 16,093 metres (10 miles) from the centre of the village of Guiris (Giri)

vention du 8 avril, 1904, par leurs Délégués respectifs pour la délimitation de la frontière entre les possessions Françaises et Britanniques à l'est du Niger;

Le Très Honorable Sir Edward Grey, Baronnet du Royaume-Uni, Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères;

Et son Excellence M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes;

Dûment autorisés à cet effet, confirment le Protocole avec ses Annexes, dressé à Londres le 9 Avril, 1906, et dont la teneur suit:

Protocole.

Les Soussignés, délégués respectivement par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et, par le Gouvernement de la République Française à l'effet de préparer, en exécution du paragraphe 6 et 7 de Article VIII de la Convention du 8 avril, 1904, un projet de délimitation entre les possessions Françaises et Britanniques à l'est du Niger, sont convenus des dispositions suivantes, qu'ils ont résolu de soumettre à l'agrément de leurs Gouvernements respectifs:

Article I.

A partir du dernier signal placé en 1900 par la Commission Franco-Anglaise d'abornement sur la route d'Ilo à Madécali, à une distance de 16,093 mètres (10 milles) du centre du village de Guiris (Giri) (Port d'Ilo),

(Port of Ilo), the frontier crosses the Niger and runs to the valley of the Foga (Dallul Mauri), following straight lines which are determined by five points placed as follows:

The first on the road from Korkova to Tunuga, at a distance of 5 kilom. from the village of Korkova.

The second on the road from Tunuga to Kangakoe, at a distance of 5 kilom. from the village of Tunuga.

The third on the road from Tunuga to Komba, half-way between these two villages.

The fourth on the road from Komba to Sabunbirni, half-way between these two villages.

The fifth on the road from Komba to Bengu, half-way between these two villages.

Thence the frontier will run first in a north-easterly and then in a northerly direction, so as to pass parallel to and at a distance of 10 kilom. to ths east of the road from Bengu to Matankari.

This road is determined by the following points:

Banna, Yellu, the Well of Angua-n'Iliaso, Bale, Goru, Kisamu, Kuduru, Tullu, Baoda, Makarua, Lokoko, Beibei, Maizari, Dumega, Angua-n-Ouri, Wassadeaki, Bischimi, Kiada (Tiada), Nassarawa, the pool called Tabki-M'budu, Angua-Nana, and Dogunduchi.

The frontier will follow the line thus laid down as far as a point situated 10 kilom. to the east of the cairn already erected on Budu Hill. Thence it will follow a series of straight lines through four points placed as follows:

la frontière traverse le Niger et se dirige dans la vallée du Foga (Dallul Mauri), suivant des lignes droites déterminées par cinq points placés de la façon suivante:

Le premier sur la route de Kokoba à Tounouga, à village de Kokoba.

Le deuxième sur la route de Tounouga à Kiengakoÿ, à une distance de 5 kilom. du village de Tounouga.

Le troisième sur la route de Tounouga à Kamba, à mi-distance entre ces deux villages.

Le quatrième sur la route de Kamba à Sabo-m'Birni, à mi-distance entre ces deux villages.

Le cinquième sur la route de Kamba à Bengou, à mi-distance entre ces deux villages.

De ce point la frontière se dirigera vers le nord-est, puis vers le nord de façon à passer parallèlement, et à une distance de 10 kilom., à l'est de la route de Bengou à Matankari.

Cette route est jalonnée par les points suivants:

Bana, Yélou, Puits d'Angoua-Eliassou, Balé, Gorou, Kisamo, Koudourou, Toullou, Baouada, Makaraoua, Lokoko, Beïbeï, Maïzari, Douméga, Angoua-Ouri, Ouassadéaki, Bischimi, Tiada (Kiada), Nassaraoua, mare dite Tabki-m'boudou, Angouanana, et Dogondoutchi.

La frontière suivra la ligne ainsi déterminée jusqu'à un point situé à 10 kilom. à l'est du signal déjà placé sur la colline de Boudou („Budu Hill"); puis elle se dirigera successivement par une série de lignes droites sur quatre points placés de la façon suivante:

The first, 5 kilom. to the west of Kwardana;

The second, 5 kilom. to the south of that village;

The third, 5 kilom. to the south of Kwariawa;

The fourth, 5 kilom. to the south of Bazaga.

From the last-named point it will follow a line drawn parallel to and at a distance of 5 kilom. to the south of the road from Bazaga to Malbaza, which passes through Massalata, Birni n'Konni, Tierassa, and Sarnawa, as far as a point situated 5 kilom. to the south of the village of Malbaza.

The frontier will then run in a series of straight lines:

1. To a point half-way between the villages of Chigio and Gida n'Seriki Koma, on the road from Wurnu to Chara.

2. To a point 5 kilom. to the north of the village of Antudu, situated on the road from Wurnu to Sabon Birni.

3. To a point 10 kilom. from the centre of Sabon Birni, measured along the road from Sabon Birni to Chara,

4. To a point 5 kilom. to the north of the village of Gida n'Mai Mai.

5. To a point half-way between Sabon Birni and Gida n'Karri, on the road from Sabon Birni to Chibiri.

6. To a point half-way between Sansanne-Aisa to Chibiri, on the road counecting these two places.

The frontier will then pass round the Sultanate of Maradi in a series of straight lines traversing

1. A point 10 kilom. to the west of the village of Fiawa.

Le premier à 5 kilom. à l'ouest de Kwardana;

Le deuxième à 5 kilom. au sud de ce même village;

Le troisème à 5 kilom. au sud de Kwariawa;

Le quatrième à 5 kilom. au sud de Bazaga.

De ce dernier point elle suivra une ligne tracée à 5 kilom. au sud et parallèlement à la route de Bazaga à Malbaza, route passant par Massalata, Birni N'Konni, Tiérassa, et Tsarnaoua, jusqu'à un point situé à 5 kilom. au sud du village de Malbaza.

La frontière passera ensuite par une série de lignes droites déterminées par les points placés de la façon suivante:

1. A mi-chemin de villages de Chigio et de Guida n'Serki Koma, sur la route de Vournou à Tiara.

2. A 5 kilom. au nord du village Antoudou, situé sur la route de Vournou à Sabo-n'Birni.

3. A 10 kilom. du centre de Sabo-n'Birni, mesurés sur la route de Sabo-n'Birni à Tiara.

4. A 5 kilom. au nord du village de Guida-Maïmaï.

5. A mi-distance de Sabo-n'Birni à Guida-n'Karri, sur la route de Sabo-n'Birni à Tibiri.

6. A mi-distance de Sansanné-Aïssa à Tibiri, sur la route qui relie ces deux localités.

Puis elle contournera par une série de lignes droites le Sultanat de Maradi en passant.

1. A 10 kilom. à l'ouest du village de Fiawa.

2. A point 10 kilom. south of Gida n'Gafey.

3. A point 10 kilom. south of Kandavai.

It is, however, unterstood that the frontier thus traced to the south of the Sultanate of Maradi shall not extend south of the parallel of 13° north.

From the last-named point, 10 kilom. to the south of Kandavai, the frontier will be so drawn as to intersect the Maradi-Katsena road at a point situated half-way between Kandavai and Katsena. Continuing thence in a straight line, it will reach first a point situated on the Katsena-Tessawa road, equidistant from the villages of Gida n'Duma,uand Yenkeisga; next a point on the Gallo-Raffa road, equidistant from the wells of Katafa and Gobromaggi, and then a point 5 kilom. to the south-west of the village of Regia Mata. Thence it will follow a line drawn parallel to and 5 kilom. to the south-west of the road from Regia Mata to Zango (on which are placed the villages of Kollema, Garato, Beri Beri, Memaji, Gallu, Danberto, Adamawa, and Gemi), as far as a point situated 7 kilom. to the west of the centre of the village of Zango.

Thence the frontier will be drawn so as to intersect

1. The Zango-Gemi road, half-way between these two places;

2. The Zango-Dumbi road, half-way between these two places;

and will then pass

1. 8 kilom. north-east of Sara.

2. 13 kilom. north-east of Shadere.

3. 10 kilom. north-east of Dasha.

4. 8 kilom. north of Baouré.

2. A 10 kilom. au sud de Guida-n'Gafey.

3. A 10 kilom. au sud de Kandavaï.

Etant entendu, toutefois, que la frontière ainsi tracée au sud du Sultanat de Maradi ne pourra pas descendre au sud du 13e parallèle de latitude nord.

De ce point, situé à 10 kilom. au sud de Kandavaï, la frontière sera tracée de façon à couper la route de Maradi à Katséna en un point situé à mi-distance entre Kandavaï et Katséna; puis elle gagnera toujours en ligne droite, d'abord un point situé sur la route de Katséna à Tessaoua, à égale distance des villages d'Angoua-Douma et de Yenké-Izga, puis un point situé sur la route Gallo à Raffa, à égale distance des puits de Katafa et de Gobromaggi, pour atteindre ensuite un point situé à 5 kilom. au sud-ouest du village de Rizial-Mata et suivre une ligne tracée à 5 kilom. vers le sud-ouest et parallèlement à la route de Rizial-Mata à Zango (route jalonnée par Kolma Guiertaou, Beribéri, Maïmaggi, Gallo, Dan-Bartou, Adamaoua, et Guiéni) jusqu'à un point situé à 7 kilom. à l'ouest du centre du vilage Zango.

De là, la frontière sera tracée de façon à couper

1. La route de Zango à Guiéni, à mi-distance entre ces deux localités;

2. La route de Zango à Daoumbé, à mi-distance entre ces deux localités;

et passer ensuite

1. A 8 kilom. au nord-est de Sara.

2. A 13 kilom. au nord-est de Schadéré.

3. A 10 kilom. au nord-est de Dasha.

4. A 8 kilom. au nord de Baouré.

5. 7 kilom. north of Bure.

6. 7 kilom. north-east of the last-named place.

7. 5 kilom. south of Karagua, of which the latitude is approximately 12° 48′ north, the longitude 9° 37′ east of Greenwich.

8. 5 kilom. east of the above-mentioned village of Karagua.

9. 5 kilom. west of the centre of the village of Bilamgari.

The frontier will then intersect

1. The Machena-Lagwankaka road, half-way between these two places.

2. The Komi-Gumshi road, half-way between these two places.

3. The Buburua-Maiori read, half-way between these two places.

4. The road from Sunda Sunda to Gurselik, half-way between these two places, aud will reach a point situated 5 kilom. to the south of the village of Zumba.

From the last-named point the frontier will follow a line drawn parallel to and 5 kilom. to the south of the road from Gurselik to Adubur, which passes through Zumba and Judkorum, until this line strikes the thalweg of the river Komodugu-Yobe, then it will follow the thalweg of the said river as far as Lake Chad.

From the mouth of the Komodugu-Yobe in Lake Chad the frontier will follow towards the east the parallel of latitude, passing through the thalweg of the mouth of the said river as far as a point situated at a distance 35 kilom. from the centre of the village of Bosso. From this point it will run in a straight line to the point of intersection of the 13th parallel of north latitude with the meridian running 35′ east of the centre of the town of Kukawa, the meri-

5. A 7 kilom. au nord de Baré.

6. A 7 kilom. au nord-est de la même localité.

7. A 5 kilom. au sud de Karagoua, situé approximativement par 12° 48′ de latitude nord et 9° 37′ de longitude est de Greenwich.

8. A 5 kilom. à l'est de ce même village de Karagoua.

9. A 5 kilom. à l'ouest du centre du village de Baram-Bagori.

Puis elle coupera

1. La route de Machena à Laounkaka, à mi-distance entre ces deux localités.

2. La route de Komi à Goumsi, à mi-distance entre ces deux localités.

3. La route de Bourbouroua à Maïori, à mi-distance entre ces deux localités.

4. La route de Danda Sanda à Gourselik, à mi-distance entre ces deux localités, pour atteindre un point situé à 5 kilom, au sud du village de Zoumba.

De ce dernier point la frontière suivra une ligne tracée à 5 kilom. au sud, et parallèlement à la route de Gourselik à Adebour, qui passe par Zoumba et Dietkorom, jusqu'à la rencontre de cette ligne avec le thalweg de la Rivière Komadougou-Yobé, puis le thalweg de la dite rivière jusqu'au Lac Tchad.

A partir de l'embouchure de la Komadougou-Yobé dans le Lac Tschad, la frontière suivra vers l'est le parallèle de latitude, passant par le thalweg de l'embouchure de la dite rivière jusqu'au point de ce parallèle situé à une distance de 35 kilom. du centre du village de Bosso. De ce point elle se dirigera en ligne droite sur le point d'intersection du 13e parallèle de latitude nord avec le méridien qui passe à 35′ à l'est du centre de la ville de Koukaoua, méridien

dian mentioned in the Conventions of the 14th June, 1898, and the 8th April, 1904,

Article II.

It is agreed that the Islands of Lake Chad situated within the line laid down in the last paragraph of Article I will form an integral part of British territory, and that those situated outside that line will form an integral part of the French possessions.

The two High Contracting Parties agree to guarantee free navigation on the Lake to British subjects and British-protected persons, and to French citizens and French-protected persons, as far as regards their persons and goods.

Article III.

The frontier set forth in the present Protocol is indicated on the annexed map.

Article IV.

The two Governments undertake to appoint within a year Commissioners who will be charged with delimiting and marking out on the spot the lines of demarcation between the British and French possessions, in conformity with and in accordance with the spirit of the stipulations of the present Protocol.

Annex.

Although the delineation of the lines of demarcation shown on the map annexed to the present Protocol is supposed to be generally accurate, it is agreed that the Commissioners hereafter appointed to delimit the frontier on the ground shall be guided by the description of the frontier as set forth in the Protocol.

It shall, however, be permissible

visé dans les Conventions du 14 juin, 1898, et du 8 avril, 1904.

Article II.

Il est convenu que les Iles du Tchad qui se trouvent situées à l'intérieur de la ligne déterminée par le dernier paragraphe de l'Article I feront partie intégrante des territoires Britanniques, et que celles qui se trouvent en dehors de cette même ligne feront partie intégrante des possessions Françaises.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à assurer aux citoyens et protégés Français, aux sujets et protégés Britanniques, pour leurs personnes comme pour leurs biens, la libre navigation sur les eaux du Lac.

Article III.

La frontière déterminée par le présent Protocole est inscrite sur la carte ci-annexée.

Article IV.

Les deux Gouvernements s'engagent à désigner, dans un délai d'un an, les Commissaires qui seront chargés d'établir et d'aborner sur les lieux les lignes de démarcation entre les possessions Françaises et Anglaises, en conformité et suivant l'esprit des stipulations du présent Protocole.

Annexe.

Bien que le tracé des lignes de démarcation sur la carte annexée au présent Protocole soit supposé être généralement exact, il est convenu que les Commissaires qui seront chargés d'aborner la frontière sur le terrain devront se baser sur la description de la dite frontière telle qu'elle est formulée dans le Protocole.

Toutefois, il leur sera loisible de

for them to modify the said lines of demarcation for the purpose of fixing them with greater accuracy, and to make any indispensable alterations of detail. Alterations or corrections of a more important nature affecting the frontier line must be submitted, by the common consent of the Commissioners, to the approval of their respective Governments.

modifier les dites lignes de démarcation en vue de les déterminer avec une plus grande exactitude et de procéder d'un commun accord aux rectifications de détail indispensables. Les changements ou corrections qui affecteront d'une façon plus considérable le tracé de la frontière devront être proposés d'un commun accord par les dits Commissaires, à l'approbation des Gouvernements respectifs.

It is understood that if the inhabitants living near the frontier thus determined should express the wish to cross the frontier in order to settle in the French possessions or, inversely, in the British possessions, no obstacle will be placed in the way of their so doing, and they shall be granted the necessary time to allow them to gather in all standing crops, and generally to remove all the property of which they are the legitimate owners.

Il est entendu que, si des habitants voisins de la frontière ainsi déterminée manifestaient le désir de traverser la frontière pour se fixer dans les possessions Françaises ou, inversement, dans les possessions Britanniques, il ne serait fait aucun obstacle à leur déplacement, et il leur serait accordé les délais nécessaires pour leur permettre d'emporter les récoltes sur pied, et, en général, tous les biens dont ils sont légitimement propriétaires.

Signed in dublicate London, the ninth day of April, 1906.

Signé en double exemplaire à Londres, le neuf Avril, 1906.

Eric Barrington.
William Erskine.
Charles Strachey.
C. F. Close.
G. R. Frith.
G. Binger.
H. de Manneville.
J. Tilho.

The present Convention shall be ratified, an the ratifications exchanged at London within the period of six month, or sooner if possible.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

En foi de quoi les Soussignés ont signé la présente Convention, et y ont apposé leurs cachets.

Done in duplicate at London, the 29th May, 1906.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 29 mai, 1906.

(L.S.) *Edward Grey.*
(L.S.) *Paul Cambon.*

59.

ITALIE, SUISSE.

Convention concernant la pêche dans les eaux frontières; fait à Lugano, le 13 juin 1906.*)

Gazetta Ufficiale del Regno d'Italia. 28 janvier 1907.

Alla scopo di meglio regolare con disposizioni uniformi l' esercizio della pesca nelle acque comuni alle Svizzera e all' Italia e di proteggere la conservazione e la moltiplicazione delle specie di pesci importanti per l' alimentazione, il

Consiglio Federale della Confederazione Svizzera
e
Sua Maestà il Re d'Italia,

hanno stabilito di conchindere una Convenzione speciale, a stipulare la quale nominarono rispettivamente come Loro Plenipotenziarii:

Il Consiglio Federale della Confederazione Svizzera:

i signori:

G. B. Pioda, Inviata straordinario e Minstro plenipotenziario della Confederazione Svizzera presso S. M. il Re d' Italia;

Dott. J. Coaz, Ispettore federale forestale in Capo;

Sua Maestà il Re d' Italia:

i signori:

Prof. Comm. Enrico H. Giglioli, Presidente della Commissione consultiva per la pesca;

Der schweiz. Bundesrat
und
Seine Majestät
der König von Italien

sind, zum Zwecke der Regulierung des Fischfanges in den der Schweiz und Italien gemeinschaftlichen Gewässern und um die als Nahrung wichtigen Fischarten zu schützen und zu vermehren, übereingekommen, eine besondere Konvention abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke als ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrat der schweiz. Eidgenossenschaft:

die Herren:

J. B. Pioda, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der schweiz. Eidgenossenschaft bei S. M. dem König von Italien;

Dr. J. Coaz, eidg. Oberforstinspektor;

Seine Majestät
der König von Italien

die Herren:

Prof. Comm. Enrico H. Giglioli, Präsidenten des Beratungsausschusses für Fischerei;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 27 juillet 1906.

Ing. Cav. Uff. Giuseppe Besana, Membro della Commissione consultiva per la pesca;
Ing. Cav. Conte Giustiniano Bullo, Membro della Commissione consultiva per la pesca;

I quali, dopo essersi comunicati i loro poteri ed averli trovati in buona e debita forma,

in base ai progetti elaborati dai due Stati contraenti,

sono addivenuti alla stipulazione dei seguenti articoli:

Art. 1.

Fanno oggetto della presente Convenzione: i laghi Maggiore et di Lugano, ed i seguenti corsi d' acqua: Doveria, Melezza, Giona, Tresa, Breggia, Maira, Poschiavino, Spöl, anche se soggetti a diritti privati di pesca.

Nelle acque private, ed in quelle pubbliche soggette a diritto privato di pesca che sono in communicazione con le acque suindicate, saranno pure applicate le disposizioni della presente Convenzione.

Art. 2.

I due Stati s'impegnano di prendere per gli emissari ed affluenti dei due laghi, tutte le disposizioni necessarie alla libera circolazione del pesce ed in generale nell' interesse della pesca.

Art. 3.

È victato di adoperare per la pesca nei corsi d' acqua ed ai loro imbocchi e sbocchi, ogni apparecchio fisso o mobile (reti, dighe, ecc.) il quale impedisca il passaggio dei pesci per più di una metà della larghezza del

Ing. Cav. Off. Giuseppe Besana, Mitglied des Beratungsausschusses für Fischerei;
Ing. Cav. Graf Giustiniano Bullo, Mitglied des Beratungsausschusses für Fischerei;

welche, nachdem sie sich gegenseitig ihre Vollmachten mitgeteilt und in gehöriger Form befunden hatten,

auf Grund der von den zwei vertragschliessenden Staaten ausgearbeiteten Entwürfe

sich über die Festsetzung folgender Artikel vereinbart haben:

Art. 1.

Gegenstand der vorliegenden Übereinkunft bilden der Langen- und der Luganersee und folgende Wasserläufe: Doveria, Melezza, Giona, Tresa, Breggia, Maira, Poschiavino, Spöl, auch falls sie Privat-Fischereirechten unterworfen sind.

Die Bestimmungen der vorliegenden Übereinkunft finden auch Anwendung auf die mit den soeben genannten Gewässern in Verbindung stehenden Privatgewässer und auf die Privat-Fischereirechten unterworfenen öffentlichen Gewässer.

Art. 2.

Die beiden Staaten verpflichten sich, für die in die zwei Seen mündenden und die aus denselben abfliessenden Gewässer alle zur freien Zirkulation der Fische nötigen und überhaupt die im Interesse der Fischerei liegenden Verfügungen zu treffen.

Art. 3.

Es ist verboten, zum Fischfang in den Wasserläufen, und bei deren Einmündung in Seen und Ablauf aus solchen, feste oder bewegliche Vorrichtungen (Netze, Wehren etc.) anzubringen, welche auf mehr als die

corso d' acqua, misurata ad angolo retto della riva.

La distanza fra due di questi apparecchi, fissi o mobili, impiegati simultaneamente sulla medesima riva, o sulle due rive opposte, non potrà essere inferiore al doppio dello sviluppo del più grande di essi.

Tali norme verranno applicate anche allo stretto die Lavena. I Commissari determineranno i limiti dello stretto.

Art. 4.

È vietato di esercitare la pesca con le casse per le trote e con i bertovelli a frascate per il pesce persico.

Art. 5.

È vietato di tendere, o collocare, nelle acque reti ed altri congegni di pesca ad una distanza inferiore dai 30 ai 50 metri dalle scale di monta per i pesci, dalle griglie delle macchine idrauliche, dagli imbocchi e sbocchi dei canali, soglie, chiuse e cascate, noechè dagli archi del ponte di Melide e dallo stretto di Lavena.

I Commissari stabiliranno di comune accordo le distanze da osservarsi per ogni singolo corso d' acqua.

Art. 6.

È vietato in ogni tempo di occupare a scopo di pesca il fondo della spiaggia, la riva e la gronda sommersa (corona) dei laghi, nonchè die costruire sulle rive muri, ammassi di pietre, dighe di ciottoli (murere, smorze e ghiaroli) ed altri impianti simili per la pesca.

Hälfte der Breite des Wasserlaufes, im rechten Winkel vom Ufer aus gemessen, den Zug der Fische verhindern.

Die Entfernung zwischen zwei dieser festen oder beweglichen Vorrichtungen, welche gleichzeitig an demselben Ufer oder an den gegenüberliegenden Ufern angebracht sind, darf nicht geringer sein als die doppelte Länge der grösseren derselben.

Diese Normen gelten auch für die Seeenge von Lavena. Die Kommissäre werden die Grenzen derselben feststellen.

Art. 4.

Der Fischfang auf Forellen mit den sog. casse (Selbstfang) und derjenige auf den Flussbarsch mit Reusen, sog. bertovelli a frascate, ist verboten.

Art. 5.

Es ist verboten, Netze und andere Fanggeräte auf eine geringere Entfernung als 39 bis 50 Meter von Fischstegen, von Rechen hydraulischer Maschinen, von den Ein- und Ausmündungen von Kanälen, Schwellen, Schleusen und Wasserschnellen, sowie von den Bögen der Brücke von Melide und von der Enge von Lavena anzubringen.

Die Kommissäre werden im gemeinsamen Einverständnis die bei jedem einzelnen Gewässer zu beobachtenden Entfernungen feststellen.

Art. 6.

Es ist jederzeit verboten, zum Zwecke des Fischens den Strandboden, das Ufer und die unter Wasser befindliche Böschung (Halde) der Seen zu benutzen, sowie Mauern, Steinwürfe (smozzi) und Kiesdämme (ghiaroli) und ähnliche Vorrichtungen auf den Ufern zu errichten.

È del pari vietato die collocare sulla gronda sommersa dei laghi, congegni od impianti fissi per la pesca, eccettuati però i bertovelli liberi et senza frascate. E pure fatta eccezione per le nasse e pei bertovelli volanti senza frascate e per i legnai o fascinate senza l' uso della calce; quanto al tempo di adoperarli ed alle maglie delle reti, saranno presi accordi in conformità dell' articolo 8.

Art. 7.

La pesca è vietata nei due laghi all' imbocco ed allo sbocco dei corsi d' acqua sopra un raggio eguale alla metà della larghezza dei medesimi misura a livello medio del lago, più 50 a 100 metri secondo l'importanza del corso d' acqua.

I limiti di rispetto saranno segnalati con gavitello od in altra maniera conveniente.

Per i casi non previsti dagli articoli 5 e 7, qualora si ritenesse utile istituire zone di rispetto, o determinare distanze nei riguardi della pesca, queste verranno fissate dai Commissari dei due Stati.

Art. 8.

I due Stati die comune accordo pubblicheranno un elenco descrittivo degli attrezzi permessi per la pesca nei due laghi e loro affluenti; elenco che potrà di comune accordo essere, al caso, modificato senza bisogno di una revisione della Convenzione.

Ebenso ist es verboten, auf der unter Wasser befindlichen Halde der Seen Fanggeräte oder feste Fischfangvorrichtungen anzubringen, ausgenommen jedoch die losen Reusen und solche ohne Faschinen (bertovelli liberi e senza frascate). Ausgenommen sind ferner die Reusen (nasse) und die Reusen ohne Faschinen (bertovelli volanti senza frascate) sowie die sog. legnai oder Faschinen ohne Anwendung von Kalk; betreffend die Zeit ihres Gebrauches und die Maschen der Netze werden Vereinbarungen gemäss Art. 8 getroffen werden.

Art. 7.

Der Fischfang ist in den beiden Seen an der Einmündung und am Ablauf der Flüsse untersagt, und zwar in einem Umkreis, dessen Radius der Hälfte der bei mittlerem Wasserstand des Sees gemessenen Breite des betreffenden Gewässers plus 50—100 Meter, je nach der Bedeutung des letztern, gleichkommt.

Die bezüglichen Grenzen sollen mit Bojen (Schwimmer) oder in anderer passender Weise bezeichnet werden.

Bezüglich der in den Art. 5 und 7 nicht vorgesehenen Fälle, wo die Einführung von Schongebieten oder die Festsetzung von einzuhaltenden Entfernungen hinsichtlich des Fischfanges notwendig erscheint, sollen dieselben von den Kommissären der beiden Staaten bestimmt werden.

Art. 8.

Beide Staaten werden gemeinschaftlich eine Beschreibung der für die Fischerei in den zwei Seen und ihren Zuflüssen erlaubten Fanggeräte veröffentlichen. Dieses Verzeichnis kann in gegenseitigem Einverständnis nötigenfalls abgeändert werden, ohne dass

Art. 9.

È permesso solo l' uso di reti controllate dall' Ufficio competente e munite di contrassegni.

Questi contrassegni saranno stabiliti di comune accordo fra i due Stati.

La visita generale alle reti si farà in primavera, salvo la facoltà agli agenti pubblici di controllarle in altri tempi, se ciò occorra.

Art. 10.

È vietato di smuovere il fondo delle acque e di estirpare le erbe con qualisasi attrezzo, come pure di smuovere le pietre ricoperte di fregolo.

La pesca con la fiocina è vietata.

Art. 11.

Saranno seduestrati gli attrezzi e le reti dei quali è proibito l' uso, senza distinzione di tempo e di luogo; ed essi (dopo che la sentenza è passata in giudicato) saranno distrutti.

Art. 12.

È vietato di adoperare per la pesca materie storditive, asfissianti, corrosive o velenose quali: la noce vomica, il cocolo di levante, la calce, il fosforo, il nero fumo, la fuliggine ed altre materie analoghe; come pure gli esplodenti, quali la dinamite, il cotone fulminante, ecc.

Nelle acque che interessano la preserte Convenzione e lungo le loro rive e sulle imbarcazioni è vietata la detenzione della dinamite e delle altre

es hierzu einer Revision der gegenwärtigen Übereinkunft bedarf.

Art. 9.

Es dürfen nur solche Netze gebraucht werden, die vom zuständigen Amte kontrolliert und mit Kontrollzeichen versehen sind.

Diese Kontrollzeichen sollen von beiden Staaten in gemeinschaftlichem Einverständnis festgesetzt werden.

Die allgemeine Untersuchung der Netze findet im Frühling statt; den öffentlichen Organen bleibt aber das Recht vorbehalten, dieselben nötigenfalls auch während einer andern Zeit zu kontrollieren.

Art. 10.

Es ist verboten, den Boden der Gewässer aufzuwühlen und mit irgend welchen Geräten die Wasserpflanzen (erbe) auszureissen, sowie den an Steinen haftenden Laich zu schädigen.

Der Fischfang vermittels Harpunen (fiocina) ist verboten.

Art. 11.

Geräte und Netze, deren Gebrauch verboten ist, sind ohne Unterschied der Zeit oder des Ortes zu konfiszieren und, nachdem das Urteil in Rechtskraft erwachsen ist, zu vernichten.

Art. 12.

Es ist verboten, beim Fischfang betäubende, erstickende, ätzende oder giftige Stoffe, wie z. B. Brechnuss, Kockelskörner, Kalk, Phosphor, Russ, Kienruss und dergleichen, oder explodierende Stoffe, wie Dynamit, Schiessbaumwolle etc., zu verwenden.

In den für diese Übereinkunft in Frage kommenden Gewässern, sowie längs ihrer Ufer und auf den Fahrzeugen ist das Halten von Dynamit

materie sopra indicate, salvo provare che non sono destinate a scopo di pesca.

È pure vietato di raccogliere e vendere i pesci uccisi o storditi con i mezzi sopra indicati.

Se non sarà possibile di scoprire l' individuo che si sarà servito delle materie sopra menzionate, colui che sarà trovato a raccoggliere questi pesci uccisi o storditi, sarà considerato come colpevole, e se non potrà fornire prove contrarie, sarà punito a termine di legge.

È vietato di versare, o far scolare, nelle acque di cui all' articlo 1, i residui di officine, od altre sostanze di natura ed in quantità tali da poter unocere ai pesci ed ai gamberi. Tali residui dovranno essere eliminati dai proprietari di stabilimenti in modo da non portare pregiudizio ai pesci.

Le prese d' acqua in genere all' imboccatura saranno munite di griglie convenienti ad impedire l' entrata al pesce.

Art. 13.

È vietato di prosciugare stagni, deviare o prosciugare corsi d' acqua a scopo di pesca. Se queste operazioni sono necessarie per altri scopi, deve esserne dato avviso in tempo utile all' autorità competente ed ai proprietari, o pessessori, di diritti di pesca.

Le autorità competenti di ciascuno dei due Stati stabiliranno, di comune accordo, fino a qual punto i diritti acquisiti dai legittimi untenti le acque

und der anderen oben bezeichneten Stoffe verboten, es sei denn, dass nachgewiesen werden könne, dass sie nicht zum Fischfang bestimmt sind.

Es ist ebenfalls verboten, Fische zu sammeln und zu verkaufen, welche mit den oben bezeichneten Mitteln getötet oder betäubt wurden.

Sollte es nicht möglich sein, die Person, welche sich der obenerwähnten Stoffe bedient hat, zu entdecken, so wird derjenige, welcher beim Sammeln solcher getöteten oder betäubten Fische angetroffen wird, als schuldig betrachtet, und wenn er keine Beweise zu seiner Entlastung beibringen kann, dem Gesetze zufolge bestraft.

Es ist verboten, Rückstände aus Fabriken und ähnlichen Anlagen oder andere Stoffe, die ihrer Natur und der Menge nach den Fischen und den Krebsen schaden können, in die unter Art. 1 genannten Gewässer zu werfen oder ablaufen zu lassen. Solche Rückstände sollen von den Fabrikbesitzern in einer den Fischen unschädlichen Weise entfernt werden.

Der Einlauf in Kanäle jeder Art soll mit Rechten, die den Durchzug der Fische zu verhindern geeignet sind, versehen werden.

Art. 13.

Es ist verboten, zum Zwecke des Fischfanges stehende Gewässer trocken zu legen, oder fliessende Gewässer abzuleiten oder trocken zu legen. Wenn dies zu andern Zwecken nötig sein sollte, so ist der kompetenten Behörde und den Eigentümern oder den Inhabern der Fischereirechte davon rechtzeitig Kenntnis zu geben.

Die kompetenten Behörden jedes der beiden Staaten werden in gegenseitigem Einverständnis festsetzen, in wie weit die bestehenden und von

a scopo industriale ed agrario saranno soggetti alle disposizioni contenute nel precedente periodo.

Art. 14.

Sotto la medesima riserva indicata nell' ultimo capoverso dell' articolo precedente, le autorità competenti di ciascuno dei due Stati giudicheranno di comune accordo, in quali casi gl' interessi della pesca sieno cosi predominanti da richiedere la deviazione delle acque di qualsiasi provenienza, che possano tornare nocive ai pesci; ed emetteranno le prescrizioni necessarie all' uopo.

Le stesse autorità potranno similmente e sempre, salvo i diritti acquisiti dai legittimi utenti, prescrivere ai possessori di argini, dighe, chiuse ed altri simili costruzioni fatte nei cori d' acqua accennati nell' articolo 1, per scopo diverso da quello della pesca, di prendere, ove sia possibile, disposizioni che permetteranno il passaggio dei pesci.

Qualora lo Stato non potesse legalmente esigere dal possessore degli argini, ecc. la costruzione di una scala di monta o di altri impianti adatti, dovrà esso stesso provvedere a sue spese alla costruzione di detti impianti.

Art. 15.

È proibita, sia nei laghi che nei corsi d' acqua, la pesca notturna coll' intervento attivo dell' Uomo.

den rechtmässigen Nutzniessern erworbenen Rechte betreffend die zu industriellen und landwirtschaftlichen Zwecken verwendeten Gewässer den Bestimmungen obigen Absatzes unterliegen.

Art. 14.

Unter dem im letzten Absatze des vorstehenden Artikels angegebenen Vorbehalte werden die zuständigen Behörden jedes der beiden Staaten in gemeinschaftlichem Einverständnis beurteilen, in welchen Fällen die Interessen der Fischerei derart überwiegen, dass die Ableitung von den Fischen schädlichem Abwasser, welcher Herkunft es sein mag, verlangt werden muss, und zweckentsprechende Vorschriften erlassen.

Ebenso können die gleichen Behörden jederzeit, unter Vorbehalt der von den rechtmässigen Nutzniessern erworbenen Rechte, den Besitzern vou Dämmen, Wehren, Schleusen und andern ähnlichen, in den in Art. 1 angeführten Flüssen zu anderem Zwecke als demjenigen der Fischerei errichteten Werke vorschreiben, wo möglich Vorkehrungen zu treffen, um den freien Durchzug der Fische zu ermöglichen.

Sollte der Staat vom Besitzer der Wehren etc. die Erstellung eines Fischsteges oder anderer geeigneten Vorrichtungen in rechtskräftiger Weise nicht verlangen können, so hat er selbst auf eigene Kosten für die Erstellung genannter Vorrichtungen zu sorgen.

Art. 15.

Der nächtliche Fischfang mlt tätigem Eingreifen des Menschen ist sowohl in den Seen als in den Flüssen verboten.

Art. 16.

Le lunghezze minime, misurate dall' apice del muso all' estremità della pinna caudale, che i pesci debbono avere raggiunto perchè la pesca, la vendita, il commercio, la spedizione, l' importazione e lo smercio nei pubblici esercizi non ne siano vietati, sono le seguenti:

anguilla	cent.	25
trota di lago	„	30
trota di fiume	„	18
temolo	„	25
coregone	„	30
tinca	„	20
carpa	„	30
persico ed agone	„	15
alborella	„	9
tutte le altre specie di pesci	„	5

Art. 17.

È vietato di pescare:

trote di lago, di fiume e di ruscello dal 15 settembre al 15 dicembre;
temolo dal 15 febbraio al 15 aprile;

pesce persico dal 15 aprile al 15 maggio;
tinca e carpa dal 1° giugno al 30 giugno;
agone e cheppia dal 15 maggio al 10 giugno;
alborella dal 15 maggio al 15 giugno;

coregoni dal 15 dicembre al 15 gennaio.

Eccettuati i primi tre giorni, questo divieto comprende altresì la vendita, la compera e la spedizione dei pesci sopra indicati; nè i detti pesci potranno essere serviti nei publici esercizi.

Non sono sogetti a questa restrizione i pesci accennati all' articolo 20,

Art. 16.

Die Minimallänge (gemessen von der Kopfspitze bis zum Ende der Schwanzflosse), welche die Fische erreicht haben müssen, damit deren Fang, Verkauf, Handel Versand, Einfuhr und Absatz in den Speisehäusern nicht verboten sei, sind die folgenden:

Aal	cm.	25
Seeforelle	„	30
Flussforelle	„	18
Äsche	„	25
Coregonen	„	30
Schleihe	„	20
Karpfen	„	30
Flussbarsch u. Agone	„	15
Alborelle	„	9
Alle andern Fischarten	„	5

Art. 17.

Es dürfen nicht gefischt werden:

See-, Fluss- und Bachforelle vom 15. September bis zum 15. Dezember;
Äsche vom 15. Februar bis zum 15. April;
Flussbarsch vom 15. April bis zum 15. Mai;
Schleihe und Karpfen vom 1. Juni bis zum 30. Juni;
Maifische (Agone u. Cheppia) vom 15. Mai bis zum 15. Juni;
Alborelle vom 15. Mai bis zum 15. Juni;
Coregonen vom 15. Dezember bis zum 15. Januar.

Mit Ausnahme der ersten drei Tage umfasst dieses Verbot auch den Verkauf, den Kauf und den Versand der oben bezeichneten Fische; diese dürfen auch nicht in Speisehäusern aufgetischt werden.

Die in Art. 20, lit. a erwähnten und die mit Kontrollzeichen versehe-

lettera a, e quelli importati che saranno muniti di un contrassegno.

Questo divieto non si estende ai pesci salati, congelati, affumicati od in conserva.

I Commissari dei due Stati sono autorizzati ad anticipare o ritardare, di comune accordo di 15 giorni al più, se sarà necessario, il periodo di divieto stabilito per le specie sopra indicate; sempre però alla condizione di non prolungarne la durata. Per gli agoni potranno ridurre il periodo di divieto a soli 15 giorni, quando risulti che tale protezione sia sufficiente alla conservazione della specie. Qualsiasi decisione di quanto sopra dovrà essere resa publica nei modi usuali, con un preavviso di 15 giorni.

Se pescando dei pesci, dei quali la pesca non è vietata, si prendessero pesci delle specie sopra menzionate nel periodo di divieto, dovranno essere immediatamente immessi nell' acqua; come pure lo dovranno essere quelli che non abbiano raggiunto la misura prescritta dall' Articolo 16.

Il periodo di interdizione comincia dal mezzodi del primo giorno indicato, et termina col mezzodi dell' ultimo giorno.

Art. 18.

Ogni gambero che non abbia raggiunta la lunghezza minima di centimetri 7, misurata dalla punta del rostro all' estremità della coda, dovrà essere immediatamente rimesso nell' acqua ove fu pescato.

La pesca dei gamberi è vietata dat 1° aprile a tutto giugno.

nen importierten Fische sind der vorstehenden Einschränkung nicht unterworfen.

Dieses Verbot erstreckt sich nicht auf gesalzene, gefrorene, geräucherte oder eingemachte Fische.

Die Kommissäre der beiden Staaten sind befugt, in gegenseitigem Einverständnis die für die oben bezeichneten Fischarten festgesetzten Schonzeiten nötigenfalls höchstens 14 Tage vor oder nach dem angegebenen Anfangstermin beginnen zu lassen, dies jedoch immer unter der Voraussetzung, dass die Dauer derselben nicht verlängert werde. Für die Maifische (Agoni) können sie die Schonzeit auf 14 Tage beschränken, wenn es sich herausstellt, dass dieser Schutz für die Erhaltung der Art genügt. Jeder derartige Beschluss soll 14 Tage vor seinem Inkrafttreten in üblicher Weise bekannt gemacht werden.

Werden beim Fang von Fischen, die der Schonzeit nicht unterliegen, Fische der obgenannten Arten während deren Schonzeit mitgefangen, so sind dieselben sofort wieder ins Wasser auszusetzen; ebenso ist zu verfahren mit denjenigen Fischen, die das in Art. 16 vorgeschriebene Längenmass nicht besitzen.

Die Schonzeit beginnt am Mittag des ersten angegebenen Tages und läuft am Mittag des letzten Tages ab.

Art. 18.

Jeder Krebs, der die Minimallänge von 7 cm., vom Stirnschnabel bis zum Schwanzende gemessen, nicht erreicht hat, soll sofort wieder ins Gewässer, aus dem er gefischt wurde, zurückversetzt werden.

Der Krebsfang ist vom 1. April bis zum 30 Juni verboten.

Art. 19.

E vietato in qualsiasi tempo di prendere il fregolo dei pesci, di venderlo, comperarlo e servirlo nei pubblici esercizi.

Art. 20.

I due Stati contraenti asumono l' obbligo die facilitare, anche di comune accordo, il ripopolamento delle acque promiscue, per mezzo de stabilimenti di piscicultura destinati alla fecondazione artificiale, alla incubazione delle uova, alla diffusione degli avannotti, all' allevamento delle specie riconosciute utili, ecc.

Le Autorità competenti dei due Stati potranno autorizzare questi stabilimenti, accordando loro le seguenti facilitazioni:

a. la facoltà di pescare e vendere, durante il periodo di divieto, ma sotto il controllo del guardapesca competente, is pesci designati all'articolo 17. Quelli destinati alla vendita saranno perforati, o muniti da questo agente di altro contrassegno da stabilirsi di commune accordo;

b. la facoltà di pescare del novellame di pesce di poco valore, che però potrà essere adoperato soltanto negli stabilimenti autorizzati di piscicultura come nutrimento del pesce novello.

Art. 21.

Per agevolare le ricerche scientifiche riguardanti la fauna acquatica, le Autorità competenti, di comune accordo, potranno concedere licenze a favore di persone espressamente

Art. 19.

Es ist zu jeder Zeit verboten, Fischlaich zu sammeln, zu verkaufen, zu kaufen und in den Speisehäusern aufzutischen.

Art. 20.

Die beiden kontrahierenden Staaten verpflichten sich, ebenfalls im gemeinsamen Einverständnis, die Wiederbevölkerung der gemeinschaftlichen Gewässer zu fördern durch Herstellung von Fischzuchtanstalten zum Zwecke der künstlichen Befruchtung, der Ausbrütung der Eier und der Aussetzung von Jungbrut, sowie der Aufzucht anerkannt wertvoller und nützlicher Fischarten usw.

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten sind befugt, die Errichtung solcher Anstalten zu bewilligen und denselben folgende Begünstigungen zu gewähren:

a. das Recht zum Fange und zum Verkaufe der in Art. 17 bezeichneten Fische während der Schonzeit, jedoch unter der Kontrolle des zuständigen Fischereiaufsehers. Die zum Verkauf bestimmten Fische sollen perforiert oder von diesem Beamten mit einem sonstigen, in gemeinschaftlichem Einverständnis festgesetzten Kennzeichen versehen werden.

b. das Recht zum Fange kleiner, geringwertiger Fische, die jedoch nur zur Ernährung der jungen Fische in den bewilligten Fischzuchtanstalten verwendet werden dürfen.

Art. 21.

Um das wissenschaftliche Studium der Wassertiere zu erleichtern, können die zuständigen Behörden, im gemeinsamem Einverständnis, an bestimmt zu bezeichnende Personen besondere

designate, facendo eccezione agli articoli 16, 17, 18 e 19.

Queste licenze dovranno essere sottomesse al controllo necessario.

Art. 22.

Salvo accordi speciali preventivi nessuna nuova specie di pesce potrà essere introdotta nelle acque comuni.

Le Autorità competenti dei due Stati s'intenderanno in merito alla relativa interdizione di pesca, come pure per le misure minime, al fine di proteggere la nuova specie introdotta.

Art. 23.

Ciascuno dei due Stati contraenti prenderà i provvedimenti necessari per mettere in esecuzione nel proprio territorio le disposizioni della presente Convenzione, ed emanerà di comune accordo, al più tardi entro un anno dallo scambio delle ratifiche della presente Convenzione, il relativo Regolamento.

Ciascuno nominerà il proprio Commissario, riservandosi il Governo italiano di sceglierlo fra i Membri delle Commissioni provinciali di pesca delle tre provincie bagnate dalla acque promiscue.

I Commissari si riuniranno almeno due volte all' anno, alternativamente nei due territori per discutere le misure atte a migliorare le condizioni della pesca, od altre proposte congeneri interessanti le acque di cui all' articolo 1.

Bewilligungen erteilen, die von der Befolgung der Art. 16, 17, 18 und 19 dispensieren.

Diese Bewilligungen sind der nötigen Kontrolle zu unterziehen.

Art. 22.

Ohne vorherige besondere Vereinbarung darf keine neue Fischart in die gemeinschaftlichen Gewässer ausgesetzt werden.

Die kompetenten Behörden der beiden Staaten werden sich über das in Frage kommende Fischereiverbot und die zum Schutze der neuen Fischart sonst etwa zu treffenden Massregeln verständigen.

Art. 23.

Jeder der beiden Vertragsstaaten wird die nötigen Vorkehrungen treffen, um auf seinem eigenen Gebiete die Bestimmungen gegenwärtiger Übereinkunft zur Vollziehung zu bringen, und im Einverständnis mit dem anderen Staate spätestens innerhalb eines Jahres, vom Austausch der Ratifikationen gegenwärtiger Übereinkunft an gerechnet, eine bezügliche Verordnung erlassen.

Jeder wird seinen Kommissär ernennen, wobei die italienische Regierung sich vorbehält, diesen aus den Mitgliedern der Provinzial-Fischereikommissionen der von den gemeinsamen Gewässern bespülten drei Provinzen zu wählen.

Die Kommissäre treten wenigstens zweimal im Jahre, abwechselnd im einen und im anderen Staatsgebiete zusammen, um die zur Hebung der Fischerei geeigneten Massnahmen oder sonstige, eine ähnlichen Zweck verfolgende Vorschläge betreffend die in Art. 1 aufgezählten Gewässer zu besprechen.

Essi avranno cura di informare ciascuno il proprio Governo di qualsiasi innovazione o modificazione proposta.

Art. 24.

Nulla è mutato nelle disposizioni dei trattati attualmente in vigore per ciò che riflette i diritti di pesca.

I dispositivi della Convenzione di Lugano in data del 5 Ottobre 1861, concernente la giurisdizione per l'esercizio della pesca nella Tresa, rimarranno del pari in vigore.

Art. 25.

Ciascuno dei due Stati contraenti non concederà il diritto di pesca nelle acque comuni che ai pescatori che avranno ottenuto una licenza dietro pagamento di una tassa da stabilirsi di comune accordo fra i due Stati. Queste licenze saranno ciconosciute reciprocamente dai due Stati.

Il permesso di pescare nelle acque private, o soggette a diritti privati di pesca, spetterà ai proprietari ed ai loro affituari; le licenze saranno munite del visto delle autorità competenti.

Art. 26.

Le due Alte Parti contraenti si obbligano reciprocamente a procedere giudiziariamente contro quei loro cittadini, presenti nel territorio dello Stato cui appartengono, che commettano nel territorio dell' altro Stato una delle infrazioni contemplate nella presente Convenzione, come se l'infrazione fosse perpetrata nel loro proprio

Sie haben dafür Sorge zu tragen, beiderseits ihre Regierung von jeder vorgeschlagenen Neuerung oder Abänderung in Kenntnis zu setzen.

Art. 24.

An den Bestimmungen der gegenwärtig in Kraft bestehenden Verträge wird mit Bezug auf Fischereirechte nichts geändert.

Ebenso bleiben die Bestimmungen der Uebereinkunft von Lugano vom 5. Oktober 1861, betreffend die Gerichtsbarkeit in bezug auf den Fischfang in der Tresa, in Kraft.

Art. 25.

Jeder der beiden Staaten wird das Recht zum Fischfange in den gemeinschaftlichen Gewässern nur denjenigen Fischern einräumen, welche gegen Entrichtung einer von beiden Staaten im gemeinsamen Einverständnis festzustellenden Taxe einen Bewilligungsschein erhalten haben werden. Diese Bewilligungsscheine werden von den beiden Staaten gegenseitig anerkannt werden.

Der Fischfang in den in Privatbesitz befindlichen oder Privat-Fischereirechten unterworfenen Gewässern steht den Besitzern und Pächtern zu; die Bewilligungsscheine zu demselben sind mit dem Visum der zuständigen Behörden zu versehen.

Art. 26.

Die beiden hohen vertragschliessenden Parteien verpflichten sich gegenseitig, diejenigen ihrer Angehörigen, welche auf Gebiet des andern Staates eines der in der gegenwärtigen Übereinkunft vorgesehenen Vergehen begangen haben sollten, unter Anwendung der in der Gesetzgebung des eigenen Landes für diese Delikte

territorio, applicando le pene previste dalle leggi del paese del contravventore per la repressione delle dette infrazioni.

Tuttavia non si procederà al giudizio se il contravventore faccia constatare una delle seguenti circostanze: 1° che, giudicato nel paese ove ha commesso l'infrazione, è stato definitivamente prosciolto dall' imputazione; 2° che, se condannato ha seontato la pena, o la condanna è estinta; 3° che, secondo le leggi dell'uno o dell'altro paese, l'azione penale è prescritta; 4° che nell'uno o nell'altro paese sono intervenuti indulto od amnistia per i reati del genere di quello di cui egli è imputato.

Le sentenze saranno pronunciate e comunicate alle Alte Parti contraenti al più tardi entro tre mesi dopo l'avvenuta denuncia di contravvenzione.

Art. 27.

La trasmissione dei processi verbali si farà per mezzo dei Commissari delegati. Questi Commissari denunciano, ciascuno nel proprio paese, i reati alle autorità competenti, e si comunicano fra loro il risultato del procedimento.

Art. 28.

Lo Stato in cui ha luogo il procedimento penale percepisce la multa ed il rimborso delle spese, salvo la parte di multa che spetta all' agente che ha scoperto e denunciato il reato.

I processi verbali rogolarmente redatti dagli agenti giurati addetti

vorgesehenen Strafen, in gleicher Weise gerichtlich zu verfolgen, wie wenn sie sich des Vergehens im eigenen Lande schuldig gemacht hätten.

Es hat jedoch keine Strafverfolgung einzutreten, wenn der Delinquent den Nachweis erbringt: 1. dass er in demselben Lande, in welchem er das Vergehen begangen hat, abgeurteilt und endgültig freigesprochen worden ist; 2. dass er, im Falle der Verurteilung, die Strafe verbüsst hat, oder dass die Strafe erloschen ist; 3. dass, nach den Gesetzen des einen oder des andern Landes, die Strafklage verjährt ist; 4. dass im einen oder im andern Lande für Vergehen solcher Art, wie sie ihm zur Last gelegt werden, eine Amnestie oder eine Begnadigung ausgesprochen worden ist.

Die Urteilssprüche sollen spätestens innerhalb 3 Monaten nach erfolgter Übertretungs-Anzeige gefällt und den hohen kontrahierenden Parteien mitgeteilt werden.

Art. 27.

Die Übermittlung der Verbalprozesse erfolgt durch die abgeordneten Kommissäre. Letztere machen, jeder in seinem Land, die Vergehen bei den kompetenten Behörden anhängig und teilen einander das Ergebnis der Strafverfolgung mit.

Art. 28.

Derjenige Staat, in welchem die Strafverfolgung durchgeführt wird, bezieht allein die Busse und die Kosten, unter Vorbehalt des Bussanteils, auf welchen der Beamte, welcher das Vergehen entdeckte und anzeigte, Anspruch hat.

Die von den beeidigten Aufsehern vorschriftsgemäss gefertigten Verbal-

alla sorveglianza sulla pesca (secondo le leggi dei due Stati) faranno fede, fino a prova contraria, per l'autorità giudiziaria dell'altro paese.

Gli ordigni ed i pesci sequestrati, resteranno nel paese dell' agente che ha denunciata la contravvenzione.

Art. 29.

I du Stati contraenti s'impegnano da una parte e dall' altra di stabilire il divieto d'importazione dei pesci dei quali siano proibiti, in determinato tempo, la pesca ed il commercio.

Art. 30.

La presente Convenzione avrà vigore per 10 anni a partire dal giorno che ne sarà stata fatta la promulgazione secondo le leggi rispettive di ciascuno dei due Stati, ed anche succesivamente, fino al termine di un anno, dal giorno in cui l' una o l' altra delle due Alte Parti contraenti ne avrà fatta regolare denuncia.

Art. 31.

Lo scambio delle ratifiche della presente Convenzione si farà a Roma entro il termine di tre mesi al più tardi.

In fede di che i Plenipotenziari dei due Stati hanno qui apposto la loro firma.

Fatto a Lugano in doppio esemplare, addì 13 Giugno 1906.

prozesse sind bis zur Erbringung des Gegenbeweises vor den Gerichten des andern Landes beweiskräftig.

Die beschlagnahmten Geräte oder Fische verbleiben im Lande des verzeigenden Beamten.

Art. 29.

Die zwei Vertragsstaaten verpflichten sich beiderseits, das Verbot der Einfuhr derjenigen Fische, die zu bestimmten Zeiten nicht gefangen und in den Handel gebracht werden dürfen, zu erlassen.

Art. 30.

Gegenwärtige Übereinkunft bleibt zehn Jahre in Kraft, vom Tage an gerechnet, an welchem sie den Gesetzen jedes der beiden Staaten gemäss promulgiert worden ist, und von da an noch bis zum Ablauf eines Jahres, vom Tage an gerechnet, wo sie von einer oder der andern der hohen vertragschliessenden Parteien gekündigt worden ist.

Art. 31.

Die Ratifikationen der gegenwärtigen Übereinkunft sind in Rom, spätestens innert drei Monaten, auszuwechseln.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der beiden Staaten die gegenwärtige Übereinkunft unterzeichnet.

Ausgefertigt in Lugano in doppeltem Exemplare, den 13. Juni 1906.

G. B. Pioda.
Dr. Coaz.
Enrico H. Giglioli.
Giuseppe Besana.
Giustiniano Bullo.

Acte additionnel
à la
Convention sur la pêche, du 13 juin 1906, entre la Suisse et l'Italie.

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie, en vue de hâter la mise en vigueur de la Convention sur la pêche dans les eaux communes des deux Etats, signée à Lugano le 13 juin 1906, ont autorisé les soussignés à déclarer ce qui suit:

I. Les articles 26, 27 et 28 de la Convention sur la pêche, du 13 juin 1906, sont abrogés et remplacés par un nouvel article 26 ainsi conçu:

„E inteso che per quanto riguarda il procedimento giudiziario e le pene per le infrazioni alla presente Convenzione, la Convenzione addizionale conclusa in questa materia fra i due Stati l' 8 luglio 1898 resterà in vigore."

II. Les articles 29, 30 et 31 de la même Convention prendront respectivement les numéros 27, 28 et 29.

III. La Convention du 13 juin 1906, modifiée dans la forme susindiquée, sera mise à exécution le 1er février 1907.

Fait à Rome, en double expédition, le 15 janvier 1907.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près S. M. le Roi d'Italie,

(sig.) *J. B. Pioda.*

Le Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie,

(sig.) *Tittoni.*

Zusatzerklärung
zu der
zwischen der Schweiz und Italien am 13. Juni 1906 abgeschlossenen Fischerei-Übereinkunft.

Der Bundesrat der schweizerischen Eidgenossenschaft und Seine Majestät der König von Italien, in der Absicht, das Inkrafttreten der am 13. Juli 1906 in Lugano unterzeichneten Übereinkunft betreffend gleichartige Bestimmungen über die Fischerei in den beiden Staaten angehörenden Gewässern zu beschleunigen, haben die Unterzeichneten ermächtigt, die nachstehende Erklärung abzugeben.

I. Die Artikel 26, 27 und 28 der Fischereiübereinkunft vom 13. Juni 1906 werden aufgehoben und durch einen neuen Artikel 26 ersetzt, welcher folgenden Wortlaut hat:

Es ist vereinbart, dass, mit bezug auf das gerichtliche Verfahren und die für die Übertretung dieser Übereinkunft vorgesehenen Strafen, das in dieser Frage am 8. Juli 1898 zwischen den beiden Staaten abgeschlossene Übereinkommen in Kraft bleibt.

II. Die Artikel 29, 30 und 31 der gleichen Übereinkunft erhalten die Nummern 27, 28 und 29.

III. Die auf diese Weise abgeänderte Übereinkunft vom 13. Juni 1906 tritt am 1. Februar 1907 in Kraft.

Geschehen in Rom, in doppelter Ausfertigung, den 15. Januar 1907.

Der Ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister der schweiz. Eidgenossenschaft bei S. M. dem König von Italien:

sig. *J. B. Pioda.*

Der Minister des Aeussern S. M. des Königs von Italien:

sig. *Tittoni.*

60.

RUSSIE, ALLEMAGNE.

Convention concernant la jonction du chemin de fer Varsovie-Kalisch avec la ligne prussienne Skalmierzice-Ostrowo et Herby-Czenstochow, avec Lublinitz-Herby; signée à Tsarskóe Sélo, le 10 janvier 1905.

Publication officielle de Russie.

Par la Grace de Dieu, Nous Nicolas II, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, de Moscou, Kiow, Wladimir, Novgorod, Tsar de Casan, Tsar d'Astrakhan, Tsar de Pologne, Tsar de Sibérie, Tsar de la Chersonese Taurique, Tsar de la Géorgie, Seigneur de Plescow et Grand Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie, Podolie et de Finlande; Duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Semigalle, de Samogitie, Bialostock, Carelie, Twer, Jugorie, Perm, Viatka, Bolgarie et d'autres; Seigneur et Grand Duc de Novgorod-inférieur, de Czernigow, Riasan, Polotzk, Rostow, Jaroslaw, Béloosersk, Oudor, Obdor, Condie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de toute la contrée du Nord; Seigneur d'Jbérie, de la Cartalinie, de la Cabardie et de la province d'Arménie; Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Circassie et d'autres Princes montagnards: Seigneur de Turkestan; Successeur de Norvége, Duc de Schleswig-Holstein de Stornmarn, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc, etc, etc.

Savoir faisons par les présentes qu'à la suite d'un commun accord entre Nous et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Nos Plénipotentiaires ont conclu et signé à Berlin le $\frac{\text{23 novembre}}{\text{6 décembre}}$ 1904 une convention concernant la jonction du chemin de fer Varsovie-Kalisch avec la ligne prussienne Skalmierzice-Ostrowo laquelle porte mot pour mot ce qui suit:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand agissant en l'espèce, pour la Prusse et à la demande de cet Etat, guidés par le désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'une jonction entre les chemins de fer prussiens de l'Etat près de Skalmierzice et la ligne Varsovie-Kalisch, et en vue de régler, d'un commun accord, les conditions dans lesquelles se fera cette jonction, ont nommé les plénipotentiaires suivants, à savoir:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: Monsieur Schabounévitch, Son Conseiller d'Etat Actuel, souschef de la division d'exploitation de l'Admi-

nistration des chemins de fer, Monsieur Lipine, Son Conseiller d'Etat Actuel et Ingénieur, Monsieur Miller, Son Conseiller d'Etat et Ingénieur, Monsieur Dernow, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur von Nottbeck, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur Prang, Son Conseiller de Collège et Chef de Section, Monsieur Kroupensky, Son Conseiller d'Etat, premier secrétaire de l'Ambassade Impériale de Russie à Berlin,

et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse: Monsieur Kirchhoff, Son Conseiller intime supérieur actuel de régence et Directeur ministériel, Monsieur Krönig, Son Conseiller intime supérieur de régence, Monsieur Joeden, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Hoffmann, Son Conseiller intime supérieur et ingénieur en chef des chemins de fer, Monsieur Ottendorf, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Kindermann, Son Conseiller intime de régence, Monsieur Goetsch, Son Conseiller de légation,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et sous la réserve de la ratification ultérieure, sont convenus des articles suivants;

Article 1.

La compagnie des chemins de fer Varsovie-Vienne domiciliée en Russie, s'est engagée à prolonger jusqu'à la frontière prussienne près de Skalmierzice sa ligne de Varsovie-Lodz-Kalisch, à voie large de 1 mètre 524 (voie russe de 5 pieds anglais), et d'y établir une jonction avec la ligne prussienne Ostrowo-Skalmierzice, à voie normale de 1 mètre 435, de l'administration des chemins de fer de l'Etat Prussien.

Les Hauts Gouvernements des deux Etats ci-dessus désignés sont convenus d'autoriser cette jonction et de la seconder mutuellement.

Article 2.

La dite jonction à traction par locomotives sera crée pour le moment entre les deux lignes par l'établissement d'une voie unique de la largeur des voies de la ligne Varsovie-Kalisch aboutissant à la gare prussienne de Skalmierzice et d'une voie unique de la largeur normale des chemins de fer prussiens de l'Etat aboutissant à la gare de Kalisch de la ligne de Varsovie-Kalisch. Il sera tenu compte, dans l'acquisition du terrain de l'éventualité de l'établissement d'une seconde voie de part et d'autre.

La partie de la ligne de jonction située sur le territoire russe, de Kalisch à la frontière, c'est à dire, les voies à établir tant en largeur russe qu'en largeur normale prussienne seront éxecutées, avec tous les raccords et passages par la compagnie des chemins de fer Varsovie-Vienne et à ses frais.

Une gare spéciale pourvue de toutes les installations nécessaires au service du changement de ligne sera établie à proximité de la frontière, près de Szczypiorno, à une distance maximum de un kilométre 75 de la fron-

tière, en vue de la remise d'une administration à l'autre, du transbordement et de l'expédition en douanes des marchandises à destination de la Russie.

Le Gouvernement Impérial Russe veillera à ce que la compagnie des chemins de fer Varsovie-Vienne exécute les obligations prises en conséquence.

Le Gouvernement Royal Prussien, de son côté, se déclare prêt à faire construire et pourvoir de tout le nécessaire et à ses frais la gare de Skalmierzice et la partie prussienne de la ligne de jonction de Skalmierzice à la frontière, dans la mesure nécessaire à l'effet de l'établissement de la jonction.

Article 3,

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'arrêter les plans en ce qui concerne son propre territoire.

Le point de jonction de la partie russe et de la partie prussienne de la ligne Kalisch-Skalmierzice désignées à l'article 2 et le plan et le profil de la jonction des deux parties seront fixés et arrêtés par les deux Gouvernements d'après les travaux préparatoires à faire en commun par les ingénieurs des deux pays. Le pont à construire à la frontière sera également soumis à l'examen commun des deux Parties.

Article 4.

Les travaux pour la nouvelle jonction sur les territoires des deux Etats seront achevés dans le plus bref délai possible et autant que faire se pourra à la même époque et simultanément.

Article 5.

En ce qui concerne le service des voyageurs, le transfèrement du service d'une administration à l'autre à la frontière se fera dans ce sens que les trains de voyageurs de la compagnie Varsovie-Vienne avec les voyageurs venant de Russie et leurs bagages seront conduits sur la voie russe plus large jusque dans la gare prussienne de Skalmierzice et les trains de voyageurs des chemins de fer prussiens de l'Etat avec leurs bagages, sur la voie prussienne normale jusque dans la gare russe de Kalisch.

En ce qui concerne le service des marchandises, les deux Hauts Gouvernements sont convenus de faire effectuer à la gare des Syczypiorno la remise, le transbordement et l'expédition en douane des marchandises allant en Russie et à la gare de Skalmierzice les opérations correspondantes pour les marchandises allant en Prusse. En conséquence et en vue de la remise, du transbordement et de l'expédition douanière des marchandises à destination d'une des gares du pays voisin, les trains de marchandises prussiens seront conduits sur la voie normale prussienne jusque dans la gare russe de Szczypiorno et les trains de marchandises russes sur la voie russe plus large jusque dans la gare prussienne de Skalmierzice.

Afin de faciliter les transactions, le Gouvernement Prussien consent que les marchandises à destination de la localité de Kalisch, à moins que les prescriptions douanières russes ou d'autres raisons n'exigent leur déchar-

gement à Szczypiorno, soient transportées, sans transbordement, jusqu'à Kalisch, dans les wagons allemands, et que les marchandises expédiées de la localité de Kalisch dans la direction de la Prusse soient chargées à la gare de Kalisch dans des wagons allemands.

Toutes les dispositions ultérieures à prendre touchant la règlementation du service, l'expédition des personnes et des marchandises seront arrêtées entre les administrations des deux chemins de fer par une convention spéciale avec l'approbation des autorités respectives des deux pays.

Cette convention établira également les conditions de l'emploi du matériel et du personnel d'une des administrations par l'autre et le mode de fixation de la quotepart afférente à chaque administration dans la répartition des recettes provenant du transport des voyageurs et des marchandises.

A défaut d'entente sur un point quelconque les deux administrations auront à se soumettre aux décisions des deux Hauts Gouvernements, prises en commun après un accord préalable entre eux.

Article 6.

Les Hauts Gouvernements auront soin d'établir aux gares terminus les installations nécessaires pour pouvoir effectuer, dans le plus court espace de temps et aux moindres frais possibles, les transbordements de marchandises rendus nécessaires par la différence de largeur des voies.

Article 7.

L'entretien et la surveillance de la voie russe plus large sur territoire prussien et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire prussien seront à la charge de l'administration prussienne; l'entretien et la surveillance de la voie normale prussienne sur territoire russe et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire russe seront à la carge de la compagnie Varsovie-Vienne.

Aucune indemnité ne sera payée par une administration à l'autre pour le parcours et l'emploi des installations réciproques.

Article 8.

Sans préjudice du droit de souveraineté et de surveillance des Hauts Gouvernements sur les sections de voie situées dans leurs territoires respectifs et sur l'exploitation et le service de ces sections, les service des trains d'une administration qui entrent dans la gare de l'autre administration restera soumis à la haute surveillance du Gouvernement du pays où l'administration a son domicile.

Article 9.

Les horaires pour le passage des trains jusque dans la gare voisine seront fixés d'un commun accord par les deux administrations.

Le tarif russe sera appliqué au service des voyageurs et marchandises allant dans la direction de l'Allemagne jusqu'à Skalmierzice, et le tarif

allemand au service des voyageurs et marchandises allant dans la direction de la Russie jusqu'à Kalisch ou à Szczypiorno.

Article 10.

Les deux Hauts Gouvernements s'engagent, de plus à veiller à ce que;

1) les administrations qui exploitent les lignes situées sur les deux territoires, organisent un service de trains de correspondance à la gare frontière suffisant pour assurer le trafic régulier des personnes et des marchandises, et établissent des règlements, dispositions et installations conformes à l'intérêt des relations réciproques;

2) l'organisation d'une expédition directe de personnes et de marchandises entre les lignes désignées à l'article premier de la présente Convention et les lignes adjacentes, si les deux Hauts Gouvernements devaient juger que cette organisation est nécessaire dans l'intérêt des relations réciproques, ne rencontre aucune opposition de la part des administrations des chemins de fer intéressés.

Article 11.

Les dispositions qui existent ou dont il y aura lieu de convenir encore pour la police et la surveillance des passeports et des étrangers dans la circulation sur voie ferrée seront appliquées aux stations de transbordement qui font l'objet de la présente Convention.

Article 12.

Les formalités de la révision douanière et de l'expédition des bagages des voyageurs, et des marchandises d'arrivée et de sortie seront convenues ultérieurement et plus en détail par les commissaires des deux administrations.

Article 13.

La règlementation du service des postes et des télégraphes est réservée à une entente spéciale entre les administrations respectives des postes et des télégraphes.

Article 14.

Dans tous les cas où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourront s'entendre sur les différents points prévus dans la présente Convention ou en général, sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et le développement du commerce de transit, les Gouvernements interviendront d'office et se concerteront sur toutes les mesures nécessaires à prendre.

Article 15.

Le Gouvernement Royal Prussien aura entière liberté de déférer à l'Empire d'Allemagne tous les droits et devoirs résultant de cette Convention.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront

échangées à Berlin le plus tôt possible, mais au plus tard dans les deux mois à dater du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la Convention et y ont apposé leur sceaux.

Fait à Berlin, le 6 décembre 1904.

(Signé)	(L. S.)	*Schabounévitch.*	(Signé)	(L. S.)	*Kirchhoff.*
(Signé)	(L. S.)	*Lipine.*	(Signé)	(L. S.)	*Krönig.*
(Signé)	(L. S.)	*Miller.*	(Signé)	(L. S.)	*Joeden.*
(Signé)	(L. S.)	*Dernow.*	(Signé)	(L. S.)	*Hoffmann.*
(Signé)	(L. S.)	*Nottbeck.*	(Signé)	(L. S.)	*Ottendorff.*
(Signé)	(L. S.)	*Prang.*	(Signé)	(L. S.)	*Kindermann.*
(Signé)	(L. S.)	*Kroupensky.*	(Signé)	(L. S.)	*Goetsch.*

A ces causes, après avoir suffisamment examiné cette convention, Nous l'avons agréée, confirmée et ratifiée, comme par les présentes Nous l'agréons, confirmons et ratifions dans toute sa teneur, promettant sur Notre parole Impériale, pour Nous, Nos Héritiers et Successeurs, que tout ce qui a été stipulé dans cette convention sera observé et exécuté inviolablement. En foi de quoi, Nous avons signé de Notre propre main la présente ratification Imperiale et y avons fait apposer le sceau de Notre Empire. Donné à Tsarskoé Sélo, le 10 janvier de l'an de grâce mil neuf-cent cinq et de Notre règne la onzième année.

L'original est signé de la propre main de Sa Majesté l'Empereur, ainsi:

(L. S.) *Nicolas.*

(Contresigné:) le Ministre des Affaires Etrangères, Secrétaire d'Etat Comte *Lamsdorff*:

Par la Grace de Dieu, Nous Nicolas II, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, de Moscou, Kiow, Wladimir, Novgorod; Tsar de Casan, Tsar d'Astrakhan, Tsar de Pologne, Tsar de Sibérie, Tsar de la Chersonèse Taurique, Tsarde la Géorgie, Seigneur de Plescow et Grand Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie, Podolie et de Finlande; Duc d'Esthonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Bialostok, Carélie, Twer, Jugorie, Perm, Viatka, Bolgarie et d'autres; Seigneur et Grand Duc de Novgorod-inférieur de Czernigow, Riasan, Polotzk, Rostow, Jaroslaw, Béloosersk, Oudor, Obdor, Condie, Witepsk, Mstislaw; Dominateur de toute la contrée du Nord; Seigneur d'Ibérie, de la Cartalinie, de la Kabardie et de la province d'Arménie; Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Circassie et d'autres Princes montagnards; Seigneur du Turkestan; Successeur de Norvège, Duc de Schleswig-Holstein, de Stormarn, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc. etc.

Savoir faisons par les présentes qu'à la suite d'un commun accord entre Nous et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Nos Plénipotentiaires ont conclu et signé à Berlin le $\frac{23 \text{ novemre}}{6. \text{ decembre}}$ 1904 une convention concernant la jonction du chemin be fer Herby-Czenstochow avec la ligne prussienne Lublinitz-Herby laquelle porte mot pour mot ce qui suit:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand agissant en l'espèce, pour la Prusse et à la demande de cet Etat, guidés par le désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'une jonction entre la ligne Herby-Czenstochow et les chemins de prussiens de l'Etat près de Herby, et en vue de régler, d'un commun accord, les conditions dans lesquelles se fera cette jonction, ont nommé les plénipotentiaires suivants, à savoir:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: Monsieur Schabounévitch, Son Conseiller d'Etat Actuel, sous-chef de la division d'explotation de l'Administration des chemins de fer, Monsieur Lipine, Son Conseiler d'Etat Actuel et Ingénieur, Monsieur Miller, Son Conseiller d'Etat et Ingénieur, Monsieur Dernow, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur von Nottbeck, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur Erang, Son Conseiller de Collège et Chef de Section, MonsieurKroupensky, Son Conseiller d'Etat, premier secrétaire de l'Ambassade Impériale de Russie à Berlin.

et Sa Majesté l'Empereur d'Allemange, Roi de Prusse: Monsieur Kirchhoff, Son Conseiller intime supérieur actuel de régence et Directeur ministériel, Monsieur Krönig, Son Conseiller intime supérieur de régence, Monsieur Joeden, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Nitschmann, Son Conseiller intime supérieur et ingénieur en chef des chemins de fer, Monsieur Ottendorff, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Kindermann, Son Conseiller intime de régence, Monsieur Goetsch, Son Conseiller de légation.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et sous la réserve de la ratification ultérieure, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

En vertu d'une concession accordée par le Gouvernement Impérial Russe, la compagnie d'actionnaires de la ligne de Herby-Czenstochow, domiciliée en Russie, exploite, sur territoire russe, une ligne à voie étroite lui appartenant, entre Czenstochow et la localité russe de Herby, située près de la frontière commune aux deux Etats.

Du côtè prussien, le Gouvernement Royal Prussien exploite, sur son propre territoire et pour son propre compte, entre Lublinitz et la localité prussienne de Herby, située également près de la frontière commune, une ligne secondaire à voie normale, rejoignant à Lublinitz la ligne principale Breslau-Tarnowitz.

La largeur de la ligne Herby-Czenstochow est de 1,067 m. (soit trois pieds six pouces anglais), celle de la voie Lublinitz-Herby est de 1,435 m.

Les Hauts Gouvernements sont convenus d'admettre une jonction entre ces deux lignes. A cet effet, ils permettent le prolongement des voies de la ligne prussienne de l'Etat jusque dans la gare russe de Herby et le prolongement des voies de la ligne de Herby-Czenstochow jusque dans la gare prussienne de Herby, ainsi que l'établissement sur leur territoire de toutes les installations nécessaires pour le transbordement.

Article 2.

Les points où les deux voies coupent la frontière et le raccordement des parties de ces voies de chaque côté de la frontière seront déterminés, quant au plan et au profil, en commun, par les ingénieurs des deux pays. Chacun des deux Hauts Gouvernements se réserve le droit d'arrêter les détails du plan pour son propre territoire.

Article 3.

Les deux sections de voie, la section prussienne et la section russe et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport ont été construits de part et d'autre de manière à assurer l'explotation par locomotives. Les installations pour le transbordement seront exécutées en conséquence.

Article 4.

Les travaux pour les installations de dransbordement sur les territoires des deux Etats seront achevés dans le plus bref délai possible et autant que faire se pourra à la même époque et simultanément.

Article 5.

En vue de la remise des marchandises expédiées par une des stations à la station du pays voisin, les trains de marchandises de la ligne prussienne entreront par la voie prussienne plus large dans la gare russe de Herby et les trains de marchandises de la ligne Herby-Czenstochow par la voie (russe) plus étroite dans la gare prussienne de Herby.

Pour ce qui concerne le trafic se dirigeant vers la Russie, les trains de voyageurs prussiens doivent entrer dans la gare russe de Herby, de même, quant au trafic dirigé vers la Prusse, les trains de voyageurs russes doivent entrer dans la gare prussienne de Herby.

Toutes les autres dispositions concernant la pratique du service, le transbordement et la remise des marchandises et l'expédition des voyageurs seront réglées, par les deux administrations, dans une convention spéciale et avec l'approbation des autorités respectives de leur pays.

A défaut d'entente sur un point quelconque, les deux administrations auront à se soumettre aux décisions des deux Hauts Gouvernements, prises en commun après un accord préalable entre eux.

Article 6.

La construction, l'entretien et la surveillance de la voie russe plus étroite sur territoire prussien et des autres installatious de transbordement nécessitées sur territoire prussien seront à la charge de l'administration prussienne; la construction, l'entretien et la surveillance de la voie prussienne plus large sur territoire russe et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire russe seront à la charge de la Compagnie Herby-Czenstochow.

Aucune indemnité ne sera payée par une administration à l'autre pour le parcours et l'usage des installations réciproques.

Article 7.

Les Hauts Gouvernements auront soin d'établir aux gares terminus les installations nécessaires pour pouvoir effectuer, dans le plus court espace de temps et aux moindres frais possibles, les transbordements de marchandises rendus nécessaires par la différence de largeur des voies.

Article 8.

Sans préjudice du droit de souveraineté et de surveillance des Hauts Gouvernements contractants sur les sections de voie situées dans leurs territoires respectifs et sur l'exploitation et le service de ces sections, le service de trains d'une administration qui entrent dans la gare de l'autre administration restera soumis à la haute surveillance du Gouvernement du pays où l'administration a son domicile.

Article 9.

Les horaires pour le passage des trains dans la gare voisine, sont fixés d'un commun accord par les deux administrations.

Le tarif des personnes et des marchandises sera calculé et fixé, pour la ligne qui effectue le transport, jusqu'au point terminus de la gare de l'autre administration.

Article 10.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent, de plus à veiller à ce que:

1) les administrations qui exploitent les lignes situées sur les deux territoires, organisent un service de trains suffisant pour assurer le transbordement régulier des personnes et des marchandises, et établissent des règlements, dispositions et installations conformes à intérêt des relations réciproques;

2) l'organisation d'une expédition directe de personnes et de marchandises entre les lignes désignées à l'article premier de la présente Convention et les lignes adjacentes, si les deux Hauts Gouvernements devaient juger que cette organisation est nécessaire dans l'intérêt des relations réciproques, ne rencontre aucune opposition de la part des administrations des chemins de fer intéressés.

La ligne prussienne Lublinitz-Herby fait partie des chemins de fer de l'Etat et se trouve comme telle sur la liste des lignes qui se sont soumises à l'arrangement international sur le tarif des transports de marchandises par voie ferrée. Le Gouvernement Impérial Russe aura soin de faire effectuer la présentation de la ligne Herby-Czenstochow à l'admission dans la même liste.

Article 11.

Les dispositions qui existent ou dont il y aura lieu de convenir encore pour la police et la surveillance des passeports et des étrangers dans la circulation sur vois ferrée seront appliquées aux stations de transbordement qui font l'objet de la présente Convention.

Article 12.

Les formalités de la révision douanière et de l'expédition des bagages des voyageurs, et des marchandises d'arrivée et de sortie seront convenues ultérieurement et plus en détail par les commissaires des deux administrations.

Article 13.

La réglementation du service des postes et des télégraphes est réservée à une entente spéciale entre les administrations respectives des postes et des télégraphes.

Article 14.

Dans tous les cas où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourront s'entendre sur les différents points prévus dans la présente Convention ou en général, sur les moyens d'assurer la coutinuité du service entre les deux frontières et le développement du commerce de transit, les Gouvernements interviendront d'office et se concerteront sur toutes les mesures nécessaires à prendre.

Article 15.

Le Gouvernement Royal Prussien aura entière liberté de déférer à l'Empire d'Allemagne tous les droits et devoirs résultant de cette Convention.

Article 16.

La présence Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans les deux mois à dater du jour de la signature ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 6 Décembre 1904.

(Signé)	(L. S.)	*Schabounévitch.*	(Signé)	(L. S.)	*Kirchhoff.*
(Signé)	(L. S.)	*Lipine.*	(Signé)	(L. S.)	*Krönig.*
(Signé)	(L. S.)	*Miller.*	(Signé)	(L. S.)	*Joeden.*
(Signé)	(L. S.)	*Dernow.*	(Signé)	(L. S.)	*Nitschman.*
(Signé)	(L. S.)	*Nottbeck.*	(Signé)	(L. S.)	*Ottendorff.*
(Signé)	(L. S.)	*Prang.*	(Signé)	(L. S.)	*Kindermann.*
(Signé)	(L. S.)	*Kroupensky.*	(Signé)	(L. S.)	*Goetsch.*

A ces causes, après avoir suffisamment examiné cette conventions, Nous l'avons agréée, confirmée et ratifiée, comme par les présentes Nous l'agréons, confirmons et ratifions dans toute sa teneur, promettant sur Notre parole Impériale, pour Nous, Nos Héritiers et Successeurs, que tout ce qui a été stipulé dans cette convention sera observé et exécuté inviolablement. En foi de quoi Nous avons signé de Notre propre main la présente ratification Impériale et y avons fait apposer le sceau de Notre Empire. Donné à Tzarskoé Sélo, le 10 Janvier de l'an de grâce mil neuf-cent-cinq et de Notre règne la onzième année.

L'orginal est signé de la propre main de Sa Majesté l'Empereur ainsi:

(L. S.) *Nicolas.*

(Contresigné): le Ministre des Affaires Etrangères Secrétaire d'Etat Comte *Lamsdorff.*

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald,
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXXV.

TROISIÈME LIVRAISON.

LEIPZIG

LIBRAIRIE DIETERICH

THEODOR WEICHER

1908.

61.

CUBA, FRANCE.

Traité de commerce; signé à La Havane, le 28 juin 1906.

Gaceta oficial de la Republica de Cuba. 17 septembre 1906.

Le Président de la République de Cuba, M. Juan F. O'Farrill,

Et le Président de la République française, M. Paul Lefaivre, ministre résident à la Havane,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Les dispositions de la présente Convention seront d'une application générale, non seulement pour les colis à échanger directement entre Cuba et la France (y compris la Corse et l'Algérie), et originaires des deux Pays, mais aussi pour la transmission des colis reçus en transit et livrés par l'un à l'autre des deux Pays.

Art. 2.

1° Sous la dénomination de colis postaux pourront s'expédier, de Cuba pour la France, l'Algérie et la Corse et de France, Algérie et Corse pour Cuba, des colis dont le poids, les dimensions, et le volume ne dépasseront pas respectivement 5 kilogrammes, 60 centimètres, et 25 decimètres cubes.

Seront toutefois acceptés exceptionnellement les colis contenant cannes, parapluies, tissus, peaux, cartes ou objets analogues en rouleaux qui ne dépassent pas un mètre 06 centimètres en longueur, avec une largeur ou épaisseur telles que le volume ne dépasse pas 25 decimètres cubes.

2° Les Administrations postales de Cuba et de France pourvoiront au transport des colis entre les deux pays par les moyens adéquats dont elles disposent.

Art. 3.

Chaque Gouvernement garantit à l'autre le droit de transit par son territoire, pour les colis destinés aux pays avec lesquels son Administration postale a établi un service de colis postaux; il le garantit de même pour les colis provenant desdits pays et pour ceux que, comme Office de transit, son Administration postale aurait convenu de transmettre. A cet effet, les deux Administrations postales détermineront, d'un commun accord, la liste des pays avec lesquels elles acceptent l'échange des colis; elles arrêteront, de la même manière, les conditions dans lesquelles les colis provenant

de ou destinés à ces pays étrangers pourront s'échanger entre les bureaux d'échange respectifs, sur les bases de la présente Convention, et s'expédier avec le caractère de transit par le territoire ou le service de l'une des deux Administrations.

Art. 4.

La taxe d'affranchissement des colis postaux échangés entre Cuba et la France (y compris la Corse et l'Algérie), est fixée conformément au tableau ci-après.

L'Administration des postes du pays d'origine paiera à l'Administration des postes du pays de destination les quote-parts territoriales et maritimes afférentes au transport que celle-ci effectuera.

		Colis ne dépassant pas 1 kilogr.	Colis de plus d'un kilogramme et n'excédant pas 3 kilogrammes	Colis de plus de 3 kilogrammes et n'excédant pas 5 kilogrammes.
		F. C.	F. C.	F. C.
Colis de Cuba pour la France	Quote-part cubaine . .	0.50	0.50	0.50
	d° maritime atlantique	1.00	1.50	2.00
	d° française	0.50	0.50	0.50
		2.00	2.50	3.00
Colis de Cuba pour la Corse et l'Algérie	Quote-part cubaine . .	0.50	0.50	0.50
	d° maritime atlantique	1.00	1.50	2.00
	d° française	0.50	0.50	0.50
	d° maritime méditerranée . . .	0.25	0.25	0.25
	d° Corse ou Algérie .	0.25	0.25	0.25
		2.50	3.00	3.50
Colis de France pour Cuba	Quote-part française .	0.50	0.50	0.50
	d° maritime atlantique	1.00	1.50	2.00
	d° cubaine	0.50	0.50	0.50
		2.00	2.50	3.00
Colis de Corse ou d'Algérie pour Cuba	Quote-part Corse ou Algérie	0.25	0.25	0.25
	d° maritime méditerranée . . .	0.25	0.25	0.25
	d° française . . .	0.50	0.50	0.50
	d° maritime atlantique	1.00	1.50	2.00
	d° cubaine	0.50	0.50	0.50
		2.50	3.00	3.50

L'Administration cubaine aura liberté d'adopter pour la fixation des taux du port, telles sommes approximatives qui lui conviendront, dans sa propre monnaie, d'après les indications qui précèdent.

Art. 5.

L'affranchissement préalable des colis postaux est obligatoire, sauf en cas de réexpédition.

Art. 6.

1° Les colis postaux à échanger pourront être expédiés avec déclaration de valeur.

2° La prime d'assurance se calculera au taux de 30 centimes par somme de 300 francs ou fraction de 300 francs et se répartira de la manière suivante:

Pays d'origine	10 centimes
Pays de destination	10 centimes
Service maritime	10 centimes
Total	30 centimes

3° L'Office d'origine est, en outre, autorisé à percevoir pour lui-même, de l'expéditeur d'un colis de valeur déclarée, un droit d'enregistrement ne dépassant pas 25 centimes.

Art. 7.

Lorsque des colis provenant ou à destination d'un des deux pays doivent passer en transit pa le territoire de l'autre, les taxes de transit et d'assurance y afférentes seront bonifiées à l'Administration postale de ce dernier pays, conformément aux tableaux que se feront réciproquement parvenir à cet effet les Administrations des deux Pays.

Art. 8.

1° Tout colis peut être soumis, à la demande et au profit de l'Office du pays de destination, à un droit additionel ne dépassant pas 25 centimes pour le factage du colis et pour l'accomplissement des formalités à remplir en douane. Ce droit sera perçu sur le destinataire, quand il y aura lieu.

2° L'expéditeur d'un colis postal pourra obtenir un avis de réception ou de livraison moyennant le paiement d'un droit ne dépassant pas 25 centimes qui sera intégralement acquis au pays d'origine. Le même droit sera applicable aux demandes d'information qui seralent présentées postérieurement à l'envoi, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté le droit spécial d'avis de réception.

Art. 9.

1° A la demande des expéditeurs, les colis seront portés par messager spécial aussitôt leur arrivée au bureau de destination.

2° Pour ces envois qui seront qualifiés „Colis exprès“ et que les expéditeurs marqueront en ces termes d'une manière apparente, ceux-ci paieront un droit supplémentaire de 50 centimes. Ce droit sera dévolu, dans les comptes de colis à l'Administration postale du pays de destination qui reste libre de remettre par exprès au destinataire soit le colis, soit un avis d'arrivée.

3° Lorsque le destinataire d'un colis exprès habite loin du bureau postal chargé du service de la remise, ce bureau pourra percevoir, pour la remise du colis ou pour l'avis d'avoir à venir le prendre, un droit supplémentaire qui ne sera pas supérieur à celui fixé pour le même service par le tarif intérieur du pays de destination, deduction faite, toutefois, du droit spécial acquitté par l'expéditeur.

4° Le remise ou l'envoi d'un avis par messager spécial ne sera tentée qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cessera d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectuera dans les conditions établies pour les colis ordinaires.

5° Si un colis exprès est à réexpédier pour un autre pays avant que la remise par messager spécial ait été tentée, le droit de remise par exprès sera bonifié à l'Administration postale du nouveau pays de destination, pourvu que cette Administration se charge des remises par exprès, sinon, cette taxe restera acquise à l'Office du pays de la première destination comme dans le cas de colis qui ne pourraient se remettre.

Art. 10.

1° Les colis postaux visés à la présente Convention ne pourront être soumis à aucune surtaxe postale en dehors des droits prévus par les différents articles de ladite Convention; ils ne pourront être grevés que des droits strictement correspondants à leur contenu, en conformité avec les tarifs ou réglements douaniers du pays de destination.

2° Les colis admissibles qui s'échangeront entre les deux pays ne seront assujettis à aucune détention ou inspection quelconque, sauf celles qui s'imposent pour l'application des réglements douaniers et sanitaires.

3° Les colis destinés à des pays étrangers et acheminés, par l'entremise de l'une des deux Administrations, ne pourront être frappés de droits de douane ou d'autres impôts durant le transit, par l'Administration intermédiaire. Les colis renvoyés au pays d'orgine ou ceux réexpédiés à d'autres pays ne pourront, non plus, être grevés de droits de douane, et les opérations auxquelles ils auraient donné lieu seront annulées.

Art. 11.

1° Les droits de douane et autres appliqués au Pays de destination sont, en règle générale, payables par le destinataire. Toutefois, l'expéditeur d'un colis pourra prendre à sa charge le paiement de tous ces droits, pourvu qu'il fasse connaître dûment à l'avance son désir au bureau de départ et garantisse, à la satisfaction du pays d'origine, le paiements desdits droits à toute réclamation.

2° Pour le travail qu'occasionnera ce service, l'Office de départ pourra percevoir pour son propre compte un droit qui ne dépassera pas un franc par colis. L'expéditeur pourra être tenu de payer d'avance telles sommes jugées suffisantes pour faire face aux droits à acquitter.

Art. 12.

La réexpédition de colis d'un pays à l'autre, ainsi que le renvoi de ceux qui n'auront pu être livrés à destination, donnera lieu à la perception supplémentaire des taxes spécifiées par les Articles 4, 6 et 8 de la présente Convention, à charge du destinataire ou de l'expéditeur, suivant le cas.

Art. 13.

1° Il est interdit d'expédier les colis contenant:

A) des matières explosives ou inflammables et, en général, tout objet ou substance dont le transport présenterait un danger quelconque.

B) des publications violant les lois de la propriété littéraire du pays de destination; billets, avis et circulaires de loteries: objets obscènes et immoraux et articles dont l'admission n'est pas autorisée par les lois et réglements de douane et autres du pays de destination.

C) des animaux ou insectes vivants, excepté les abailles convenablement enfermées.

D) des animaux ou insectes morts qui ne soient pas parfaitement desséchés; fruits et légumes susceptibles de se gâter; substances malodorantes, graisseuses, liquides ou susceptibles de se liquéfier, en poudre sèche, toutes si elles ne sont pas dans des conditions conformes au Réglement de la Convention postale universelle; objets qui par leur nature ou faute d'un bon emballage sonts exposés à se détériorer ou peuvent souiller ou gâter les autres correspondances ou le matériel de transport.

2° Il est de même interdit d'insérer dans les colis postaux: des lettres et tout ce que l'Union postale universelle comprend sous cette dénomination, cartes postales et notes quelconques ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Toutefois, on pourra insérer dans chaque colis une note indiquant le nom et l'adresse de l'expéditeur comme du destinataire, de même que le détail du contenu et sa valeur.

3ª Il est également interdit d'expédier par colis postaux, d'un pays à l'autre, des monnaies quelconques, articles d'or et argent, bijoux et autres objets précieux ou de valeur en colis qui ne seraient pas assurés.

4° Les colis qui tombent sous le coup des prohibitions des paragraphes 1 et 3 du présent article, et qui auraient, à tort été admis à l'expédition, devront être renvoyés au bureau d'origine, sauf le cas où les lois et réglements du pays de destination auraient établi un autre mode d'en disposer. Toutefois, les matières explosives, inflammables ou en général dangereuses ne se renverront pas au pays d'origine, mais seront, sur le champ, détruites par l'Administration qui les découvre, tout en rendant un compte détaillé à l'Administration d'origine pour qu'elle puisse prendre contre les expéditeurs les mesures prévues par les lois et réglements.

5. Les expéditeurs de colis contenant des objets que prohibe le présent article perdront tout droit à être indemnisés à aucun titre, quelque réclamation qu'ils élèvent à ce sujet, ainsi qu'au remboursement des taxes d'affranchissement qui restent acquises aux Administrations intéressées.

6. Chaque Administration communiquera à l'autre une liste des articles dont l'entrée est prohibée sur son territoire: mais elle ne sera tenue de ce chef à aucune responsabilité vis-à-vis des autorités de police et douanières ou des expéditeurs des colis.

Art. 14

1. S'il est trouvé dans un colis postal, avant sa transmission à l'autre pays, quelque correspondance interdite par le § 2 de l'Art. 13 qui puisse se séparer du colis, elle sera acheminée séparément par la poste, sans préjudice des responsabilités encourues par l'expéditeur d'après les lois et réglements du pays d'origine.

2. Au cas où une lettre contenue dans un colis serait par inadvertence, transmise au pays de destination, elle y serait passible de port double, selon les dispositions de la Convention postale universelle; avis en serait donné à l'Administration du pays d'origine pour que l'expéditeur puisse y être poursuivi suivant les lois et réglements.

3. Aucun colis postal ne pourra contenir d'autres colis avec adresses différentes de celle qui est inscrite sur l'enveloppe principale et commune.

4. Les colis trouvés dans ces conditions seront acheminés séparément, chacun d'eux payant un nouveau port, et, en cas de changement d'adresse, la surtaxe correspondante.

Art. 15

1. Dans tous les cas de perte, de spoliation et d'avarie, non dus à une cause de force majeure, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou qu'il ne provienne de la nature de l'objet. Cette indemnité ne pourra dépasser 25 francs pour les colis ordinaires, et s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, le montant de l'assurance.

2. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire, contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir la délivrance ni au destinataire, ni, s'il s'agit d'un colis en transit, à l'Administration suivante.

4. Le paiement de l'indemnité à l'expéditeur ou au destinataire devra avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Administration responsable sera tenue de rembourser le montant de l'indemnité.

5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des deux pays, sans qu'il soit possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service le fait s'est accompli, les deux Administration supporteront le dommage par moitié.

7. Les Administrations cesseront d'être responsables des colis postaux dont les propriétaires ou leurs mandataires auront pris livraison, ou quand la perte, la spoliation ou l'avarie aura eu lieu dans un autre pays, ou dans un service de transit qui n'assume pas de responsabilité semblable.

Art. 16

1. Les colis postaux devront être emballés avec soin et fermés de telle manière qu'il soit impossible d'en examiner le contenu sans laisser des traces apparentes de violation; ils devront être scellés au moyen de plombs ou de cachets avec marque particulière de l'expéditeur.

2. Ne sera admis au transport aucun colis qui ne réunirait pas les conditions voulues de sécurité et de protection.

3. Les expéditeurs sont tenus, en outre, de placer sur chaque colis l'adresse respective complète et de l'accompagner d'un bulletin d'expédition avec les déclarations douanières de son contenu nécessaires et libellées d'après les modèles adoptés.

4. Aucun colis ne pourra être assuré pour une valeur supérieure à la valeur réelle de son contenu.

5. L'expéditeur d'un colis assuré qui, avec intention frauduleuse, aurait attribué au contenu une valeur supérieuré à la valeur réelle, perdrait le droit de réclamer aucune indemnité et l'exécution de cette clause n'empêchera nullement d'exercer contre l'expéditeur toute action légale admise par les lois et réglements du pays d'origine.

Art. 17

1. La législation intérieure de chacun des deux pays contractants sera applicable dans tous les cas non prévus par les stipulations, soit de la présente Convention, soit du réglement d'exécution y annexé.

2. Les deux Administrations désigneront les bureaux et localités propres à l'échange international des colis postaux et s'en donneront avis officiel en temps opportun; elles régleront le mode de transmission de ces colis et prendront, de commun accord, toutes les mesures d'ordre et de détail qu'elles jugeront nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Art. 18

L'Administration expéditrice est tenue d'assurer la remise des colis postaux aux bureaux d'échange de l'autre pays et se chargera du transport, pour son compte et sous ses responsabilités, en se servant des moyens de transport de son choix. Toutefois, quand le pays de destination pourvoit entre les deux pays au transit maritime prévu par l'article 4 de la présente Convention et reçoit, conformément aux prescriptions de cet article, la taxe

maritime, la livraison à bord des vapeurs qui font le service du pays de destination équivaudra aux fins de cet article pour le pays d'expédition, à la remise à l'un des bureaux d'échange du territoire de l'autre pays, sous la réserve cependant, en cas de transmission des colis en récipients clos, de la vérification du contenu de ces récipients par le bureau d'échange maritime d'arrivée.

Art. 19

La transmission des colis entre les bureaux des deux pays désignés à cet effet se fera au gré de l'Administration expéditrice, à découvert ou en récipients lui appartenant, fermés et scellés. Ces récipients devront toujours porter la mention „Colis Postaux.“ Chaque Administration renverra à l'autre par le plus prochain courrier les récipients qu'elle en reçoit, en les utilisant même pour ses envois, si elle le juge convenable, conformément d'ailleurs aux arrangements que les deux Administrations postales prendront ultérieurement à cet effet.

Art. 20

1. La liquidation des comptes que les deux pays auront à se rendre réciproquement se fera de la manière dont conviendront entr'elles les deux Administrations postales respectives.

2. Chaque Administration des deux pays conserve la faculté de pouvoir suspendre le service d'une manière totale ou partielle, à la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par telégraphe, à l'Administration correspondante.

3. Est reservé aux Administrations des deux pays le droit de fixer ultérieurement, quand elles le jugeront opportun, les conditions relatives à l'admission de colis supérieurs à 5 kilogrammes ou de colis grevés de remboursement.

4. Chaque pays se réserve le droit de faire exécuter les clauses de la présente Convention par les entreprises de chemins de fer et de navigation dont il dispose.

5. Ce service pourra, d'ailleurs, se limiter aux colis provenant de ou destinés aux localités desservies par ces entreprises.

Art. 21

1. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront d'un commun accord, les Administrations postales des pays contractants, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières de chacun des deux Etats.

2. Si, durant la première année de l'application de la présente Convention, il n'est survenu au dire de l'une ou de l'autre des deux Administrations aucune difficulté dans la pratique, soit de comptabilité, soit de tout autre caractère, cette Convention restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux Administrations ait fait connaître à l'autre, un an à l'avance, son désir de la suspendre ou d'y mettre fin.

Art. 22

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Havane, le 28 Juin 1906.

(L. S.) *Juan F. O'Farrill.*
(L. S.) *Paul Lefaivre.*

Les soussignés, en vertu de l'Article 17 de la Convention signée en ce jour concernant l'échange des colis postaux, ont, au nom de leurs Administrations respectives, adopté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de ladite Convention.

I.

1. L'échange des colis postaux se fera par l'entremise des Compagnies de navigation dont chaque pays dispose.

2. Toutefois, les parties contractantes se réservent le droit d'user en même temps d'une autre voi, si elles en reconnaissent d'un commun accord l'utilité.

3. Jusqu'à accord différent des deux Administrations, l'échange entre elles s'effectuera par les vapeurs de la Compagnie Générale Transatlantique française de la ligne de St.-Nazaire à Vera-Cruz qui font périodiquement escale à La Havane.

4. Comme bureaux d'échange sont désignés, jusqu'à nouvel ordre, les bureaux de poste des ports touchés par les vapeurs de la Compagnie Générale Transatlantique française, soit pour Cuba, l'Administration des Postes de La Havane et pour la France, l'agence maritime de St.-Nazaire.

5. Chaque Office accomplira les diverses formalités applicables sur son territoire; l'Office de Cuba livrera ses colis ou recipients de colis á bord des paquebots français et recevra, le long du bord, les colis ou récipients de colis qui lui seront apportés par les dits paquebots.

II.

1. Les Administrations postales se feront connaître réciproquement les services maritimes réguliers qu'elles entretiennent et qu'elles peuvent employer pour le transport des colis.

2. Les deux Administrations, après accord préalable avec les pays intéressés, se notifieront mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir:

a) La nomenclature des pays avec lesquels peuvent s'échanger des colis postaux par leur entremise respective;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services:

c) Le total des frais que l'Administration expéditrice doit bonifier à l'Administration correspondante suivant la destination;

d) Les informations sur la faculté ou non d'envoyer à ces pays des colis à délivrer par exprès, on francs de droits de douane, avec responsabilité et assurance et sous quelle forme et dans quelle limite;

e) La liste des bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange des colis, ainsi que la désignation des objets prohibés, sans qu'elles puissent d'ailleurs encourir de responsabilité en cas d'omission ou pour toute autre cause.

3. Au moyen de ces tableaux A chaque Administration fera connaître à l'autre quels sont les pays avec lesquels elle accepte l'échange des colis, déterminera les voies à employer pour la transmission de ses colis postaux, ainsi que les taxes à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

III.

Jusqu'à nouvel avis, la perception des droits d'affranchissement visés aux Articles 4, 6, 8, 9 et 11 de la Convention sera basée sur l'équivalence de 0,50 de franc à 10 centavos de peso, monnaie officielle de Cuba.

IV.

Les colis postaux à échanger ne devront pas excéder 5 kilogrammes en poids, ni dépasser en dimension 60 centimètres dans un sens quelconque, ni 25 décimètres cubes en volume. Toutefois, seront admis les colis de 1 m.06 de lougueur, contenant cannes, parapluies, tissus, cartes géographiques, plans ou objets analogues qui ne coustituent pas une gêne, offrent une résistance suffisante ou sont conditionnés de façon à l'offrir, sans être exposés à se fausser, se briser ou à souffrir de dommage quelconque; la largueur et l'épaisseur de ces colis devront être telles que leur volume ne dépasse pas 25 décimètres cubes.

En ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids, ou de la dimension des colis postaux, la manière de voir du bureau expéditeur doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

V.

1. Pour être accepté au transport tout colis doit porter;

1.° L'adresse exacte du destinataire. Les adresses au crayon ne sont pas admises. Lorsqu'il s'agit de colis assurés ou contenant des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent, bijoux ou autres objets précieux, cette adresse doit être écrite à même l'enveloppe du colis.

2.° Etre emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve suffisamment le contenu. L'emballage doit être tel qu'il soit impossible de porteratteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

3.° Etre scellé par des cachets à la cire, par des plombs ou par tous autres moyens avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur, et suffisants pour garantir l'inviolabilité de l'envoi.

4.° Les liquides et les corps gras facilements liquéfiables, devront être expédiés en double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.), et le second (boîte en métal ou en bois résistant), est ménagé autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante.

5.° Les colis contenant des abeilles vivantes devront être conditionnés de manière à écarter tout danger pour les agents.

6.° Les colis composés de paniers vides ou d'objets de vannerie seront admis sans emballage à la condition qu'ils soient emboîtés les uns dans les autres et retenus par une corde solide, de manière qu'ils ne forment qu'un seul paquet qui ne puisse se défaire et offre une résistance suffisante à toute déformation.

7.° Tout colis avec déclaration de valeur devra porter, tant sur l'adresse que sur le bulletin d'expédition, un déclaration en lettres et en chiffres de la somme pour laquelle il est assuré, sans rature ni surcharge, même approuvées. Lorsque cette déclaration est formulée en monnaie officielle cubaine, l'expéditeur ou le bureau postal du pays d'origine devra en indiquer par de nouveaux chiffres placés à côté des premiers, ou au-dessous, l'équivalent en francs et centimes.

VI.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes ou analogues aux modèles B et C ci-joints. Les Administrations se renseigneront mutuellement sur le nombre des déclarations en douane à fournir pour chaque pays de destination.

2. L'expéditeur de tout colis postal pourra, par une note consignée tant sur le bulletin d'expédition que sur le colis et dûment certifiée par l'apposition du timbre à date du bureau d'origine, indiquer les mesures à prendre avec son envoi au cas ou la livraison ne pourrait en être effectuée. Ces mesures ne pourront sortir des cas suivants:

1.° Le colis devra être retourné à l'expéditeur;

2.° Le colis devra être remis ou réexpédié à une autre personne;

3.° Le colis sera offert de nouveau, soit par résentation, soit par avis au destinataire, ou réexpédié à celui-ci à une autre adresse donnée.

3. Les formules de bulletin d'expédition et autres imprimés destinés au service entre les deux pays devront, s'ils ne sont pas rédigés en français, porter une traduction sublinéaire en cette langue.

4. Le poids, en grammes, de chaque colis assuré doit être inscrit par l'Office d'origine, tant sur l'adresse du colis que sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

5. Les Administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

VII.

1. Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme ou analogue au modèle D ci-annexé et indiquant le numéro de l' enregistrement et le nom du bureau

de dépôt. Un même bureau d'origine ne pourra employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes ou d'ordres d'enregistrement.

2. Le bulletin d'expédition est, en outre, frappé par le bureau d'origine comme aussi le colis, du côté de la suscription, du timbre du bureau ou d'un timbre autre indiquant le lieu et la date du dépôt.

3. Une étiquette rouge, portant l'indication „Valor asegurado" ou „Valeur assurée" sera apposée sur chaque colis avec déclaration de valeur, ainsi que sur le bulletin d'expédition.

4. Les colis à remettre par exprès doivent, de même que leur bulletin d'expédition, porter outre l'indication de l'expéditeur, un cachet ou une étiquette avec le mot „exprès" en caractères gros et clairs.

5. Lorsque les colis contiennent des monnaies, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets préceux, et, en général, quand ils sont assurés, les étiquettes prescrites par les paragraphes du présent article, comme les timbres d'affranchissement qu'il y a lieu d'apposser, doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à cacher des défauts de l'emballage; ils ne doivent pas non plus être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à en recouvrir la bordure.

VIII.

1. Les colis à remettre aux destinataires francs de droits doivent porter sur l'adresse, ainsi que sur le bulletin d'éxpedition, une étiquette de couleur avec les mots en gros caractères „Franc de droits" ou „Libre de gastos"; ils seront accompagnés d'un bulletin d'affranchissement conforme ou analogue au modèle E ci-annexé, et mention en sera faite sur la feuille de route ou liste de colis par une annotation à la colonne des observations.

2. Après la livraison de l'envoi, le bureau d'échange destinataire complètera le bulletin d'affranchissement par le détail des frais dus, et le retournera dans le plus bref délai possible au bureau d'échange expéditeur accompagné, s'il y a lieu, du reçu délivré par la douane, le tout attaché à la feuille de route ou liste de colis sur laquelle la somme due est portée en charge de ce dernier bureau.

IX.

1. Quand un colis postal est l'objet d'une demande d'avis de réception, le bureau d'origine le mentionnera en lieu apparent sur l'enveloppe dudit colis, ainsi que sur le bulletin d'expédition, par l'indication „Avis de réception", soit manuscrite, soit figurée par une étiquette ou un cachet. En outre, le bureau d'échange expéditeur mentionnera la même indication à la ligne correspondante, à la colonne des observations de la feuille de route sur laquelle le colis est inscrit.

2. La formule d'avis de réception sera fournie et remplie par l'Administration expéditrice. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci y supléera et dressera sans frais un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra par l'entremise des bureaux d'échange au bureau d'origine qui la fera parvenir à l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postal, postérieurement au dépôt de ce colis, de même lorsqu'il désire une autre information sans avoir demandé un avis de réception, l'Administration expéditrice du colis reproduit sur une formule d'avis de réception la description exacte ou colis (bureau d'origine, date du dépôt, numéro, suscription, etc.) Cette formule sera annexée à une réclamation de colis, égale ou analogue au modèle F, et sera transmise selon les prescriptions de l'article XIII ci-après, sous la réserve qu'en cas de livraison régulière du colis auquel l'avis de réception se réfère, le bureau destinataire retiendra la formule F et renverra l'avis de réception dûment rempli au bureau d'origine, de la manière prescrite par le paragraphe 3 précédent.

5. Si un avis de réception régulièrement demandé par l'expéditeur au moment du dépôt n'est pas parvenu dans un délai raisonnable au bureau d'origine, on procédera, pour réclamer l'avis manquant, conformément aux règles tracées au paragraphe 4 précédent. Toutefois, en ce cas, l'Administration d'origine inscrira en tête la mention suivante „Réclamation" ou bien „Duplicata" de l' „Avis de réception", etc.

X.

Les colis postaux seront inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route, conforme au modèle F annexé au présent règlement, avec tous les détails que cette formule comporte. Les bulletins d'expédition, les déclarations de douane ainsi que les bulletins d'affranchissement ou les avis de réception, et reçus de douane, s'il y en a, sont attachés d'une manière sûre à la feuille de route.

XI.

1. L'inscription sur la feuille de route d'un colis à délivrer aussitôt l'arrivée comportera la mention „Expreso" ou „Exprès" à placer en regard à la colonne d'observations.

2. Les colis exprès compris dans une expédition devront être placés ensemble et, autant que possible, dans le récipient qui contient les feuilles de route et autres documents. A défaut, il faudra indiquer par une étiquette spéciale le récipient qui contient les colis exprès.

XII.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procédera à la vérification des colis postaux d'après les indications contenues sur la feuille et les pièces qui l'accompagnent et, s'il y a lieu, fera la constatation des manquants ou autres irrégularités au moyen d'un Bulletin de vérification conforme au modèle G ci-annexé, qui sera envoyé sans délai à l'Office expéditeur avec attestation officielle. En outre, un duplicata du Bulletin de vérification sera adressé par l'Administration destinataire à l'Administration de laquelle dépend le bureau d'échange expéditeur de l'envoi dont il s'agit, en cas d'irrégularité grave.

2. Les récipients devront se livrer en bon état. Toutefois un récipient ne pourra être refusé à cause de son mauvais état. S'il s'agit d'un réci-

pient destiné à un bureau qui ne soit pas celui qui l'a reçu en mauvais état, il y aura lieu de l'emballer a nouveau en conservant autant que faire se pourra l'enveloppe primitive. Il y aura lieu, avant le remballage, de vérifier le contenu, s'il est à présumer qu'il n'est pas intact et on placera dans le nouveau récipient une copie du bulletin de vérification.

3, Toute vérification s'opèrera en présence de deux agents des postes du bureau vérificateur et, à moins d'erreur évidente, fera foi contre la déclaration originale.

4. Le bureau expéditeur des colis, à la réception d'un bulletin de vérification, le renverra, après examen, signé, et, s'il y a lieu, avec ses observations.

5. A la découverte d'un envoi dont l'absence aurait été signalée au bureau d'origine ou à un bureau intermédiaire, on adressera audit bureau un second bulletin de vérification annonçant la réception de l'envoi.

6. Le fait par le bureau destinataire de ne pas envoyer au bureau expéditeur, par le premier coure suivant un bulletin de vérification relevant des erreurs ou des irrégularités quelconques, sera considéré comme équivalent à un accusé de réception du courrier et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

7. Toutes les différences qui pourraient être relevées dans les bonifications, mises en comptes entre bureaux d'échange, devront être signalées au bureau d'expédition par un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification régularisés devront s'attacher aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections non appuyées par des pièces justificative ne seront pas admises par la révision.

8. Les récipients à employer pour le transport seront scellés ou plombés avec la marque spéciale du bureau d'échange expéditeur et ces cachets ou plombs ne devront être rompus que par le bureau d'échange destinataire. Toutefois, les deux Administrations se réservent le droit de fermer leurs récipients, quand elles le jugent bon, avec des cadenas à chiffre rotatif de systême spécial qui assurent mieux l'inviolabilité. Si la fermeture se fait au cachet, la feuille de part portera l'empreinte du cachet spécial employé; si elle se fait au cadenas, la feuille contiendra une indication spéciale du chiffre et du mode de rotation, de la combinaison.

XIII.

1. Pour les réclamations de colis postaux il sera fait usage d'une formule conforme ou analogue au modèle L annexé au présent Réglement. L'Administration du pays d'origine, après avoir établi les dates de transmission des envois en question au service suivant transmet cette formule directement à l'Administration de destination.

2. Lorsque l'Administration du pays de destination est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif du colis réclamé, elle renvoie cette formule revêtue des renseignements que le cas comporte, à l'Administration d'origine.

3. Lorsque le sort d'un colis qui a passé à découvert par plusieurs services ne peut être immédiatement constaté dans le service du pays de destination, l'Administration destinataire transmet la formule à la première Administration intermédiaire qui, après avoir établi les données de la transmission de l'objet dans son service, transmettra la réclamation à l'Office suivant, et ainsi de suite jusqu'à ce que le sort définitif du colis réclamé soit établi. Le bureau qui a effectué la remise au destinataire ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise à une autre Administration, ni la transmission régulière, fera constater le fait sur la formule et la renverra à l'Office d'origine.

4. Les formules L se transmettront sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée et avec enregistrement, si on le juge convenable.

XIV.

1. Les colis mal acheminées seront réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau qui constate l'erreur. Lorsque cette réexpédition implique le retour des colis au bureau d'origine, les bonifications inscrites à la feuille de route de cet Office seront annulées et le bureau d'échange réexpéditeur renverra les colis au bureau duquel il les a reçus, en se bornant à les inscrire sur la feuille de route et en plaçant en regard, aux observations, la mention „Mal acheminé", après avoir fait constater l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Dans les autres cas, et si le montant bonifié à l'Office réexpéditeur était insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cet Office se créditera de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route de bureau expéditeur. Le motif de cette rectification sera notifié audit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

3. Les colis postaux réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires, pour un des pays avec lesquels Cuba et la France échangent des colis postaux, seront grevés par l'Office chargé de la livraison, à charge des destinataires, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier Office, à l'Office réexpéditeur et à chacun des Offices intermédiaires, selon le cas. L'Office réexpéditeur se crédite de sa quote-part sur l'Office intermédiaire ou sur l'Office de la nouvelle destination. Dans le cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, le premier Offices intermédiaire qui reçoit un colis postal réexpédié se crédite du montant de sa quote-part et de celle de l'Office réexpediteur vis-à-vis de l'Office auquel il livre cet objet; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'Office suivant, sa propre quote-part cumulée avec celles dont il a tenu compte à l'Office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports avec les autres Offices participant au transport, jusqu'à ce que le colis postal parvienne à l'Office distributeur. Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis à réexpédier est acquittée au moment de sa réexpédition, ce paquet sera traité

comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur au pays de destination et sera remis sans aucune surtaxe postale au destinataire.

4. Les colis postaux seront réexpédiés dans leurs enveloppes primitives et accompagnés du bulletin d'expédition dressé par le bureau d'origine. Au cas où le colis devrait, pour quelque motif, être réempaqueté ou le bulletin d'expédition original remplacé par un bulletin supplémentaire, il sera indispensable que le nom du bureau d'origine et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

5. Les expéditeurs des colis tombés en souffrance seront consultés dans le plus bref délai possible sur la manière dont ils désirent qu'il soit disposé de ces colis, sauf le cas où ils ont pu déjà indiquer leur désir à cet égard lors du dépôt, au moyen d'une note consignée sur le colis et sur le bulletin, comme il est indiqué à l'Art. VI § 2 du présent Réglement. Les avis de souffrance seront adressés par l'Administration Centrale du Pays destinataire, à l'Administration Centrale des postes du Pays expéditeur, qui consultera le déposant et fera connaître sa réponse à la première Administration. Si cette réponse, qui ne pourra être différente des cas spécifiés audit Art. VI, § 3 précité, ne met pas fin à la situation de souffrance du colis, ou si elle ne parvient pas au bureau de destination dans un délai de 6 mois, le colis sera renvoyé à l'Administration du Pays d'origine.

Toutefois, les colis que leurs expéditeurs auront déclaré abandonner, ne seront pas renvoyés par l'Administration destinataire qui les traitera conformément à sa législation intérieure.

6. Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires au profit de qui de droit. Il sera dressé de la vente un procès-verbal en duplicata qui sera remis à l'Administration du pays d'origine. Le produit de la vente servira, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent l'envoi. L'excédent, quel qu'il soit, sera transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur. En cas d'impossibilité de vente pour une cause quelconque, les objets détériorés seront détruits, il sera dressé un procès-verbal, de la destruction et avis en sera donné au pays d'origine, en joignant le bulletin d'expédition à l'appui.

7. Les colis à renvoyer à l'expéditeur seront inscrits sur la feuille de route avec la mention „Rebut non livrable", à la colonne des observations, et traités comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires et soumis aux mêmes taxes.

8. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays qui n'échange pas de colis postaux avec Cuba ou la France sera considéré comme rebut à moins que le bureau de la destination primitive ne puisse le faire parvenir au destinataire.

9. Les droits de douane appliqués aux colis qui devront être renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés sur un troisième pays seront annulés tant à Cuba qu'en France y compris la Corse et l'Algérie.

10. Si pour l'une des prohibitions prévues à l'article 13 de la Convention, le colis devait être renvoyé au bureau d'échange expéditeur, le renvoi se ferait dans la forme prévue au § 1 du présent article.

XV.

1. Chaque Administration fera établir mensuellemeut, par chacun de ses bureaux d'échange, un état conforme au modèle J annexé au présent Réglement, de toutes les sommes qui, pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre Administration, sont inscrites sur les feuilles de route, soit à son crédit pour sa part et celle de chacune des Administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les taxes perçues par l'Office expéditeur, soit à son débit pour la part revenant à l'Office réexpéditeur et aux Offices intermédiaires, en cas de réexpédition ou de renvoi, dans les taxes à recouvrer sur les destinataires.

2. La même Administration récapitulera ensuite les états J en un compte modèle K également annexé à ce Réglement.

3. Ce compte accompagné des états mensuels, des feuilles de route et des bulletins de vérification correspondants, s'il y a lieu, sera soumis à l'examen de l'autre Administration dans le courant du second mois qui suit celui auquel il se rapporte.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général semestriel par les soins de l'Administration créditrice.

5. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre les deux Offices sera payé par l'Office débiteur à l'Office créditeur en francs effectifs au moyen de traites sur la Capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, les frais du paiement restant à la charge de l'Office débiteur.

6. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible et, au plus tard avant l'expiration du semestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un Office à l'autre seront productives de 5 % d'intérêt annuel à dater du jour de l'expiration dudit délai.

XVI.

Le présent Réglement de détail sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention et aura la même durée que celle-ci. Les Administrations intéressées auront, toutefois, la faculté d'en modifier les détails d'un commun accord, lorsqu'elles le jugeront opportun et suivant les besoins du service.

La Havane, le 28 juin 1906.

(Firmado): *Paul Lefaivre.*
(Firmado): *Juan F. O'Farrill.*

62.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE.

Traité additionnel de commerce et de douane et convention vétérinaire;*) signés à Berlin, le 25 janvier 1905, suivis d'une déclaration du 28 février 1905.**)

Reichs-Gesetzblatt Nr. 7. 1906.

Zusatzvertrag zum Handels- und Zollvertrage zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn vom 6. Dezember 1891. Vom 25. Januar 1905. — Erklärung über die Inkraftsetzung dieses Zusatzvertrages. Vom 28. Februar 1905.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reiches, einerseits, und Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn, andererseits, von dem Wunsche geleitet, den zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn bestehenden Handels- und Zollvertrag vom 6. Dezember 1891 einer Revision zu unterziehen, haben beschlossen, einen Zusatzvertrag zu diesem Vertrag abzuschliessen, und hierfür zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren Staatsminister, Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Innern, Arthur Grafen von Posadowsky-Wehner

und

Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Oswald Freiherrn von Richthofen,

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

Allerhöchstihren Kämmerer, Wirklichen Geheimen Rat, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Ladislaus Szögyény-Marich von Magyar-Szögyén und Szolgaegyháza,

welche unter Vorbehalt der beiderseitigen Ratifikation nachstehende Vereinbarungen getroffen haben:

---

*) V. N. R. G. 2e s. XVII. 851. **) Ratifiés.

Artikel 1.

Die einzelnen Artikel des bestehenden Vertrages werden wie folgt abgeändert:

I. Der Artikel 3 nebst den dort genannten Anlagen A und B wird wie folgt ersetzt;

Von den in der Anlage A bezeichneten österreichischen und ungarischen Boden- und Gewerbserzeugnissen sollen bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet, und von den in der Anlage B*) bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbserzeugnissen sollen bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet keine beziehungsweise keine höheren als die in diesen Anlagen bestimmten Eingangszölle erhoben werden.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile auf einen in der Anlage A beziehungsweise B zu dem gegenwärtigen Vertrag angeführten Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue innere Steuer oder einen Zuschlag zu der inneren Steuer legen sollte, so kann der gleichartige Gegenstand mit einer gleichen oder entsprechenden Abgabe bei der Einfuhr belegt werden.

II. Dem Artikel 14 des bestehenden Vertrages wird folgender neuer Absatz hinzugefügt:

Hinsichtlich der Abfertigung und Beförderung der aus den Gebieten des einen Teiles in die des anderen Teiles übergehenden oder die letzteren transitierenden Güter, soweit sie in diesen durch Schiffahrtsunternehmungen auf Flüssen oder Kanälen weiterbefördert werden, und bezüglich derjenigen Beförderungspreise dieser Unternehmungen, welche auf staatliche Veranlassung für bestimmte Güter eingeführt werden, verpflichten sich die vertragschliessenden Teile, keine Verfügung zu treffen, durch welche derartige Begünstigungen den Gütern des anderen Teiles vorenthalten werden.

III. An Stelle des zweiten und des dritten Absatzes des Artikels 16 tritt folgende Bestimmung:

Die vertragschliessenden Teile sichern sich gegenseitig auf dem Gebiete des Eisenbahntarifwesens, insbesondere auch bei Anträgen auf Herstellung direkter Personen- und Frachttarife, nach Massgabe des tatsächlichen Bedürfnisses, tunlichste Unterstützung zu.

IV. Artikel 17 erhält folgenden Zusatz:

Sie werden dahin wirken, dass dem Bedürfnisse des durchgehenden Verkehrs durch Herstellung ineinandergreifender Fahrpläne für Personen- und Güterverkehr tunlichst Rechnung getragen wird.

V. Der fünfte Absatz des Artikels 19 erhält folgende Fassung:

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, einschliesslich der Versicherungsgesellschaften,

---

*) En vue de la publication officielle des tarifs douaniers par le Bulletin international des douanes, nous ne reproduisons pas les annexes: A × (Carte de légitimation pour les voyageurs de commerce) B × (Tarifs des droits à l'entrée du territoire douanier allemand.) C × (Tarifs des droits à l'entrée en Bulgarie.)

welche in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des anderen Teiles gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen. Die Frage, ob und inwieweit solche Gesellschaften in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles Grundstücke und sonstiges Vermögen erwerben können, ist nach den in diesen Gebieten geltenden Gesetzen zu bestimmen. Betreffs der Zulassung zum Betriebe ihrer Geschäfte in den Gebieten des anderen Teiles haben die daselbst geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen Anwendung zu finden. In jedem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in den Gebieten des anderen Teiles dieselben Rechte geniessen, welche den als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Landes zustehen oder künftig zugestanden werden.

VI. Dem Artikel 20 wird folgender neuer Absatz hinzugefügt:

Bezüglich der Befreiungen in Sacheu der direkten Besteuerung besteht Einverständnis, dass solche nur den beiderseitigen Berufskonsuln, sofern sie nicht die Staatsbürgerschaft jenes Staates besitzen, in welchem sie ihre Funktionen ausüben, und keinesfalls in weiterem Umfange als den diplomatischen Vertretern der vertragschliessenden Teile zugute kommen.

Artikel 2.

Es wird in den bestehenden Vertrag folgender neuer Artikel eingefügt:

Artikel 23a.

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrages (Anlage A und B) und der Zusatzbestimmungen zu diesen Tarifen oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus seinen Angehörigen zwei geeignete Personen zu Schiedsrichtern bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen. Die beiden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Fall zu ernennenden Obmannes zu verständigen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch andere als die im Absatz 1 bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrages zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen.

Artikel 3.

Die Anlage C zum bestehenden Vertrag wird wie folgt abgeändert:

I. In der in Ziffer 3 gegebenen Aufzählung der Gegenstände, die unter gewissen Voraussetzungen auch auf Nebenwegen zollfrei ein- oder austreten dürfen, sind die Worte: „Bienenstöcke mit lebenden Bienen“ zu streichen; dagegen sind vor „Torf“ die Worte „Brennholz, Kohle,“ neu einzufügen.

II. Die Ziffer 5 erhält folgende Fassung:

5. Für Vieh, welches zur Arbeit aus dem einen Gebiet in das andere vorübergehend gebracht wird und von der Arbeit aus letzterem in das erstere zurückkommt, desgleichen für landwirtschaftliche Maschinen und Geräte, welche zur vorübergehenden Benutzung aus dem einen in den anderen Grenzbezirk gebracht und nach erfolgter Benutzung wieder in den ersteren zurückgeführt werden, ferner für das zum Verwiegen ein- und wieder auszuführende Vieh wird unter den für das Vormerkverfahren bestehenden Kontrollen die Zollfreiheit zugestanden.

III. Die Ziffer 8 erhält folgende Fassung:

8. Die bestehenden Erleichterungen in dem Verkehr zwischen den Bewohnern der beiderseitigen Grenzbezirke in bezug auf Gegenstände ihres eigenen Bedarfes zur Reparatur oder einer handwerksmässigen Bearbeitung, welcher die häusliche Lohnarbeit gleichzuhalten ist und die für Garne und Gewebe auch im Färben bestehen darf, werden aufrecht erhalten. Im Bearbeitungsverkehr mit Stoffen zur Anfertigung von Kleidungsstücken erstreckt sich die Zollfreiheit auch auf die bei der Herstellung verwendeten Zutaten.

IV. Es wird folgende neue Ziffer hinzugefügt:

11. Geronnene Milch (Topfen) und Gips, die aus dem deutschen Grenzbezirke stammen und in den österreichischen Grenzbezirk zum dortigen Verbrauch eingebracht werden, werden in Österreich-Ungarn zollfrei zugelassen. Die gleiche Behandlung geniessen Zwiebeln und Knoblauch aus der Zittauer Gegend, die im Achsverkehr in die böhmischen Grenzgebiete eingehen.

Preisselbeeren, die aus dem österreichischen Grenzbezirke stammen und in den deutschen Grenzbezirk zum dortigen Verbrauch eingebracht werden, werden im Deutschen Reiche zollfrei zugelassen.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich vor, diese Begünstigungen, soweit sie für sein Gebiet gelten, an die Erfüllung besonderer Bedingungen zu knüpfen.

Artikel 4.

Das geltende Zollkartell (Anlage D des bestehenden Vertrages) bleibt nebst den zugehörigen autonomen Ausführnngsbestimmungen, unbeschadet einer etwaigen Neuregelung der letzteren, auch ferner aufrechterhalten.

Artikel 5.

Das Schlussprotokoll zum bestehenden Vertrag wird wie folgt abgeändert:

I. Den Bestimmungen zu Artikel 1 des bestehenden Vertrags wird folgende Ziffer 2a eingefügt:

2a. Die Durchfuhr von Waffen, Munition und Explosivstoffen sowie von Waren aller Art, für die im Durchfuhrland ein Staatsmonopol besteht, soll möglichst wenig behindert werden.

Sofern es für die Durchfuhr der genannten Gegenstände einer besonderen Bewilligung bedarf, soll über deren Erteilung oder Versagung von der zuständigen Behörde möglichst bald entschieden werden.

Werden Munition und Explosivstoffe zur Durchfuhr angemeldet, so dürfen in der Regel nur bei der erstmaligen Durchfuhr von solchen Gegenständen, Präparaten usw. Muster oder Proben davon der Untersuchung unterzogen werden; eine wiederholte Untersuchung darf nur in Fällen dringenden Zweifels und dann Platz greifen, wenn die Sendungen nicht durch ordnungsmässige Bescheinigungen der zuständigen Behörden des Ursprungslandes über die Beschaffenheit der Ware gedeckt sind. Diese Bescheinigungen sind bereits dem Ansuchen um Erteilung der Durchfuhrbewilligung beizulegen. Die vertragschliessenden Teile werden sich über die Behörden, die im Ursprungslande zur Ausstellung der Bescheinigungen befugt sein sollen, sowie über die bei der Ausstellung zu beobachtenden, dem jeweiligen Stande der Technik entsprechenden Vorschriften verständigen. Dem Durchfuhrlande bleibt es vorbehalten, den von solchen Bescheinigungen gedeckten Sendungen nach Ermessen Muster und Proben zu entnehmen, ohne dass die Sendungen selbst zurückgehalten werden sollen. Insoweit eine missbräuchliche Ausnutzung dieser Erleichterungen festgestellt wird, bleibt es dem Durchfuhrlande vorbehalten, entsprechende Beschränkungen derselben zu verfügen.

II. Die Ziffer 4 der Bestimmungen zu Artikel 1 des bestehenden Vertrages erhält folgende Fassung:

4. Die vertragschliessenden Teile werden sich alle von ihnen gegeneinander erlassenen Verbote oder Beschränkungen der Einfuhr, Ausfuhr oder Durchfuhr wechselseitig mitteilen.

III. Die Bestimmungen zu Artikel 1 des bestehenden Vertrages erhalten folgende Zusätze:

5. Die vertragschliessenden Teile kommen überein, über die wechselseitige Anerkennung der Prüfungszeichen für Handfeuerwaffen eine Verständigung zu treffen.

6. Edelmetallwareu, welche von Handlungsreisenden lediglich als Muster zum Zwecke des Vorzeigens im Eingangsvormerkverfahren gegen Zollversicherung eingeführt werden und daher nicht in den freien Verkehr übergehen dürfen, sind auf Verlangen der Partei vom Punzierungszwange zu befreien, wenn entsprechende Sicherheit geleistet wird, die im Falle des nicht termingemässen Wiederaustritts der Muster verfällt.

7. Für die Behandlung der Warendurchfuhr, die nach oder von der bayerischen Gemeinde Balderschwang durch österreichisches Gebiet aus oder nach dem übrigen Bayern stattfindet, behält es bei den bestehenden Erleichterungen sein Bewenden.

8. Die in Ungarn in der Gemeinde Tokaj und den übrigen Gemeinden des Tokajer Weingebiets erzeugten Naturweine (Tokajer Ausbruchweine, Szamorodner) sind nicht als Dessertweine (Süd-, Süssweine) ausländischen Ursprunges im Sinne des deutschen Reichsgesetzes vom 24. Mai 1901 betreffend den Verkehr mit Wein, weinhaltigen und weinähnlichen Geträhken (Reichs-Gesetzbl. 1901 S. 175) anzusehen. Es ist deshalb auf sie die Bestimmung des § 2 des genannten Gesetzes nicht anwendbar, dass bei der anerkannten Kellerbehandlung, einschliesslich der Haltbarmachung, von Dessertweinen (Süd-, Süssweinen) ausländischen Ursprunges eine grössere Menge Alkohol als ein Raumteil auf einhundert Raumteile Wein zugesetzt werden darf, ohne dass hierin eine Verfälschung oder Nachahmung des Weines im Sinne des § 10 des deutschen Reichsgesetzes vom 14. Mai 1879 betreffend den Verkehr mit Nahrungsmitteln, Genussmitteln und Gebrauchsgegenständen (Reichs-Gesetzbl. 1879 S. 145) zu finden ist. Ferner ist in Gemässheit des § 3 Nr. 3, § 5, § 13, § 16 und § 18 des genannten Gesetzes vom 24. Mai 1901 im Gebrauchsbereich des letzteren verboten, Getränke, die unter der Bezeichnung Tokajer, Medizinal-Tokajer, Tokajer Ausbruch, Szamorodner oder unter einer auf Örtlichkeiten des Tokajer Weingebiets hinweisenden sonstigen Bezeichnung in den Verkehr kommen, unter Verwendung von getrockneten Früchten (auch in Auszügen oder Abkochungen) oder von eingedickten Moststoffen gewerbsmässig herzustellen oder nachzuahmen oder solche Getränke, sofern sie unter Verwendung der bezeichneten Früchte oder Stoffe, wenn auch nicht gewerbsmässig, hergestellt worden sind, zu verkaufen oder feilzuhalten.

Das Tokajer Weingebiet umfasst:

a) aus dem Gebiete des Komitates Zemplén: das Gebiet der Gemeinde Bekecs, Erdöbénye, Erdöhorváti, Golop, Józseffalva, Károlyfalva, Bodrogkeresstur, Kisfalud, Legyesbénye, Mád, Monok, Bodrogolassi, Olasslisska, Ond, Petrahó, Rátka, Sárospatak, Sátoraljaujhely, Szegilong, Szerencs, Szölöske, Tállya, Tarczal, Tokaj, Tolcsva, Kistoronya, Vámosujfalu, Végardó, Zombor, Bodrogzsadány;

b) aus dem Komitate Abauj-Torna: das Gebiet der Gemeinde Abaujssántó.

IV. Es werden folgende Bestimmungen zu Artikel 2 des bestehenden Vertrags eingefügt:

1. Bei der Ausfuhr von Gerste oder von Gerstenmalz aus dem freien Verkehr des deutschen Zollgebiets werden Einfuhrscheine nur mit der Massgabe erteilt werden, dass der Festsetzung ihres Zollwertes der niedrigste derjenigen Zollsätze zugrunde gelegt wird, welche jeweils für einzelne Arten oder Verwendungszwecke von Gerste bestehen.

2. Der österreichisch-ungarische Ausfuhrzoll für Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation wird 9,60 Kronen für 100 Kilogramm nicht überschreiten.

3. Es herrscht darüber Einverständnis, dass in bezug auf die Zuckergesetzgebung keiner der vertragschliessenden Teile durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags an der Erfüllung der ihm aus der Brüsseler Konvention vom 5. März 1902 erwachsenden Verpflichtungen behindert werden kann.

V. Die Ziffer 1 der Bestimmungen zu Artikel 3 des bestehenden Vertrags wird wie folgt ersetzt:

1. Von der Behandlung als Gewerbserzeugnis des einen der vertragschliessenden Teile sind die in dessen Gebieten durch Verarbeitung ausländischer Stoffe im zollbegünstigten Veredelungsverkehr erzeugten Gegenstände nicht ausgeschlossen.

Im Verkehr zwischen den vertragschliessenden Teilen wird die Zulassung zu den Vergünstigungen der Tarife des gegenwärtigen Vertrags für solche darin aufgeführte Gegenstände, die für das Ausfuhrland von grösserer wirtschaftlicher Bedeutung sind, nur dann von der Beibringung eines Ursprungsnachweises abhängig gemacht werden, wenn hierfür ein dringendes handelspolitisches Bedürfnis vorliegt.

VI. Die Ziffer 3 und 4 der Bestimmungen zu Artikel 3 des bestehenden Vertrags werden wie folgt ersetzt:

3. Zu den Tarifen A und B. — Eingangszölle in beiden Zollgebieten.

a) Unter dem im Tarif A (Anlage zum gegenwärtigen Vertrag) und den zugehörigen Bestimmungen genannten deutschen allgemeinen Tarif wird der Tarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das Gesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung und unter dem im Tarif B (Anlage zum gegenwärtigen Vertrag) und den zugehörigen Bestimmungen genannten österreichisch-ungarischen allgemeinen Tarif der Entwurf des neuen allgemeinen Zolltarifs für das österreichisch-ungarische Zollgebiet verstanden.

b) Soweit die Verzollung eines der in den beigefügten Vertragstarifen A und B aufgeführten Gegenstände nach einem Grundzoll und hinzutretenden Zollzuschlägen oder Ergänzungszöllen vorzunehmen ist, wird bei der hiernach vorzunehmenden Zollberechnung der Grundzoll nach dem niedrigsten von den Erzeugnissen des anderen Teiles zu erhebenden Betrage angesetzt, falls die beiden Vertragstarife nicht besondere Ausnahmen vorsehen. Unter der gleichen Bedingung ist im Falle der Zollverweisung für einen in den beiden Vertragstarifen genannten Gegenstand von dem niedrigsten von den Erzeugnissen des anderen Teiles zu erhebenden Betrage des Zolls, auf den verwiesen ist, auszugehen, sofern der Inhalt der für diesen Zoll etwa in Betracht kommenden verschiedenen vertragsmässigen Zugeständnisse einem

solchen Vorgang entspricht. Die in den Vertragstarifen A und B bei der Anführung von Tarif-Nummern, -Abschnitten oder -Klassen beigefügten Worte „des allgemeinen Tarifs“ begründen keine Ausnahme von der vorstehenden Regel.

c) Hopfen in luftdicht verschlossenen Metallzylindern darf ohne Untersuchung des Inhaltes abgefertigt werden, wenn die Sendung von einem zoll- oder finanzamtlichen Zeugnis begleitet ist, welches bescheinigt, dass der Inhalt der Zylinder aus Hopfen besteht, und dass ferner die Zylinder von der betreffenden Amtsstelle unter amtlichen Verschluss gelegt oder dass bei Versendung in ganzen Eisenbahnladungen letzere mit Zollverschluss versehen werden.

d) Jeder der vertragschliessenden Teile wird auf Ansuchen der Partei und bei Beobachtung der Formen des Vormerkverkehrs Flaschen, Krüge und ähnliche Umschliessungen, die zur Ausfuhr von Mineralwasser in die Gebiete des anderen Teiles gedient haben, bei ihrer Rückkehr in geleertem Zustande zollfrei wieder einlassen.

e) Für Knöpfe aus Horn, Hornmasse oder Knochen sowie für solche aus Steinnuss, Areka und dergleichen wird übereinstimmend im Verwaltungswege vorgeschrieben werden, dass nur die Karten aus Pappe oder Papier, auf welche die Knöpfe aufgenäht oder sonst befestigt sind, als zum zollpflichtigen Reingewicht der Waren gehörig betrachtet und dass Pappschachteln (Kartons), auch mit aufgenähtem Musterknopf, in welche die Knöpfe oder die Karten mit aufgehefteten Knöpfen eingelegt sind, nicht mit zur Verzollung gezogen werden.

f) Zu Nr. 107 des Tarifs A. Bei der Verzollung von lebenden Hühnern aller Art und von sonstigem lebenden Federvieh (ausgenommen Gänse), die ohne besondere Verpackung in Eisenbahnwagen eingeführt werden, wird die Ermittelung des zollpflichtigen Reingewichts durch Verwiegung auf der Gleiswage (Zentesimalwage) in der Weise zugelassen werden, dass von dem Gesamtgewicht des Wagens einschliesslich der Ladung das Eigengewicht des leeren Wagens (bei Steigenwagen und anderen zur Versendung besonders eingerichteten Eisenbahnwagen unter Hinzurechnung des Gewichts der eingebauten Vorrichtungen) abgezogen wird. Bei der Einfuhr von Hühnern usw. in besonderer Verpackung (Käfigen, Steigen und dergleichen) sind vier Fünftel des Rohgewichts als Reingewicht anzunehmen und der Zollberechnung zu Grunde zu legen.

VII. Die Ziffer 2 der Bestimmungen zu Artikel 6 des bestehenden Vertrags erhält folgende Fassung:

2. Für den beiderseitigen Einfuhrverkehr sind, vorbehaltlich der im

Falle eines Missbrauchs örtlich anzuordnenden Aufhebung oder Beschränkung dieser Begünstigung, zollfrei zu lassen:

Fleisch, ausgeschlachtetes, frisches und zubereitetes, in Mengen von nicht mehr als zwei Kilogramm,

Mühlenfabrikate aus Getreide und Hülsenfrüchten, gewöhnliches Backwerk (Brot) in Mengen von nicht mehr als drei Kilogramm,

insoweit diese Waren für Bewohner des Grenzbezirkes nicht mit der Post eingebracht werden.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich jedoch vor, die in Ziffer 2 vereinbarten Begünstigungen jederzeit nach vorausgegangener sechsmonatlicher Kündigung ganz oder teilweise ausser Kraft zu setzen.

VIII. Es wird folgende neue Bestimmung eingefügt:

Zu Artikel 9 des Vertrags.

Solange in Österreich und in Ungarn von deutschem Bier die innere Biersteuer unter Zugrundelegung des saccharometrischen Gehaltes der Stammwürze erhoben wird, werden die von deutschen wissenschaftlichen Anstalten über diesen Gehalt ausgestellten Zeugnisse von den österreichischen und ungarischen Behörden anerkannt werden. Die Biersendungen, die von derartigen Zeugnissen begleitet sind, werden nicht von neuem einer Untersuchung über den saccharometrischen Gehalt unterzogen werden, vorausgesetzt, dass von der wissenschaftlichen Anstalt die einschlägigen Vorschriften beobachtet worden sind und sich nicht besondere Zweifel an der Richtigkeit des Zeugnisses ergeben. Den Zollämtern, bei welchen von Zeugnissen begleitete Biersendungen in der Einfuhr abgefertigt werden, steht das Recht zu, von Zeit zu Zeit Proben zu ziehen, ohne die Sendung zurückzuhalten. Diese Proben sind mit der vorgeschriebenen Identitätsbezeichnung zu versehen und unter Amts- und Parteisiegel an die Untersuchungsstelle der technischen Finanzkontrolle in Wien beziehungsweise Budapest behufs Prüfung auf den Extraktgehalt der Stammwürze einzusenden. Sollte diese Prüfung Mängel der Zeugnisausfertigung ergeben, so ist Anzeige hiervon unmittelbar an das betreffende Finanzministerium zu erstatten.

Andererseits werden die deutschen Behörden für österreichischen oder ungarischen Wein die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von österreichischen oder ungarischen wissenschaftlichen Anstalten ausgestellt worden sind, in den Fällen anerkennen, in denen die Untersuchung für die zollamtliche Abfertigung erforderlich ist. Die Weinsendungen, die von derartigen Zeugnissen begleitet sind, werden nicht von neuem einer Untersuchung unterzogen werden, vorausgesetzt, dass von der wissenschaftlichen Anstalt die einschlägigen Vorschriften beobachtet worden sind und sich nicht besondere Zweifel an der Richtigkeit des Zeugnisses ergeben.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die wissenschaftlichen Anstalten, die zur Ausstellung der Zeugnisse ermächtigt sein sollen, sowie über die bei der Ausstellung der Zeugnisse und der

vorhergehenden Untersuchung des Bieres und des Weines zu beobachtenden Vorschriften verständigen.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich für den Fall vorkommender Missbräuche die Befugnis vor, von dieser Verständigung mit sechsmonatlicher Kündigung zurückzutreten.

IX. Der erste Absatz der Bestimmung zu Artikel 15 des bestehenden Vertrags kommt in Wegfall. Im Eingang des zweiten Absatzes wird das Wort „Dieselben" durch die Worte „Die vertragschliessenden Teile" ersetzt.

X. Die Ziffer 4 der Bestimmungen zu Artikel 16 und 18 des bestehenden Vertrags erhält folgenden Wortlaut:

Für die Zollabfertigung im gegenseitigen Eisenbahnverkehr und für die Anwendung des Schiffsverschlusses gelten die hierüber besonders vereinbarten Bestimmungen.

XI. In die Bestimmungen zu Artikel 19 des bestehenden Vertrags wird folgende neue Ziffer 1 eingeschoben:

„1. Bei Bemessung von Abgaben aller Art von Handel und Gewerbe wird die Provenienz der in diesen Betrieben vorkommenden Waren an sich nicht eine ungünstigere Bemessung dieser Abgaben zur Folge haben."

Die bisherige Ziffer 1 erhält die Bezeichnung 1a.

XII. Den Bestimmungen zu Artikel 19 des bestehenden Vertrags tritt folgende neue Ziffer hinzu:

3. Unter Frachtfuhrgewerbe im Sinne des vierten Absatzes des Artikels 19 ist die gewerbsmässige Beförderung von Gütern und Personen auf Landwegen, mit Ausschluss der Eisenbahnen, zu verstehen. Unter „Gewerbesteuer" soll jede steuerliche Belastung des Gewerbebetriebes, einschliesslich der Besteuerung des Einkommens aus demselben, verstanden werden, gleichviel ob die Steuer für Rechnung des Staates oder der Kommunen usw. erhoben wird.

Soweit der Gewerbetreibende Transporte zwischen einzelnen, innerhalb der Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles gelegenen Orten vermittelt, unterliegt er der Besteuerung nach den Landesgesetzen unter Berücksichtigung der bestehenden Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung. Wenn der Gewerbetreibende in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles neben dem Frachtfuhr- oder dem Schiffahrtsgewerbe ein selbständiges, nicht unmittelbar durch die Ausübung dieser Gewerbe bedingtes Nebengewerbe betreibt oder Grundeigentum besitzt, unterliegt er hierfür ebenfalls der Besteuerung nach den Landesgesetzen ohne Einschränkung.

Beim Schiffahrtsgewerbe ist der Betrieb eines selbständigen Nebengewerbes nicht darin zu finden, dass der Gewerbetreibende auf den in den Gebieten des anderen Teiles belegenen Stationen die aus seinem Heimatlande mit seinen Transportmitteln ankommenden Güter an die am Orte selbst befindlichen Empfänger unmittelbar oder an die ausserhalb

befindlichen Empfänger durch Vermittlung der Eisenbahnen usw. weiterbefördert, und umgekehrt, dass er die zur Beförderung mit seinen Transportmitteln bestimmten Güter am Orte selbst in Empfang nehmen und und zur Verladung auf seine Transportmittel bringen lässt; ebensowenig kann ein solcher Betrieb schon darin gefunden werden, dass der Gewerbetreibende mit einem in den Gebieten des anderen Teiles ansässigen selbstständigen Spediteur eine dauernde Geschäftsverbindung unterhält.

XIII. Es werden folgende neue Bestimmungen eingefügt:

Zu Artikel 20 des Vertrags.

Es besteht Einverständnis, dass mit Rücksicht auf die aufgestellte Bedingung der Gegenseitigkeit die den Konsuln des einen Teiles in den Gebieten des anderen vermöge der Meistbegünstigung einzuräumenden Vorrechte, Befugnisse und Begünstigungen nicht in einem grösseren Ausmasse zugestanden werden können, als sie den konsularischen Vertretern dieses letzteren Teiles in den Gebieten des ersteren Teiles gewährt werden.

Zu Artikel 23a des Vertrags.

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten und zweiten Absatzes des Artikels 23a ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz in den Gebieten des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfall in den Gebieten des anderen Teiles und so abwechselnd in den Gebieten des einen oder des anderen Teiles, in einer Stadt, die von dem betreffenden vertragschliessenden Teil bestimmt wird. Dieser hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein- für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichtes verständigen. In Ermanglung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgericht selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung und der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile, auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in freundschaftlichem Einvernehmen die Behandlung der Arbeiter des einen Teiles in den Gebieten des anderen hinsichtlich des Arbeiterschutzes und der Arbeiterver-

sicherung zu dem Zwecke zu prüfen, um durch geeignete Vereinbarungen diesen Arbeitern wechselseitig eine Behandlung zu sichern, die ihnen möglichst gleichwertige Vorteile bietet.

Diese Vereinbarungen werden unabhängig von dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Zusatzvertrags durch ein besonderes Abkommen festgesetzt werden.

Artikel 7.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll am 15. Februar 1906 in Kraft treten.

Mit den durch den Zusatzvertrag bedingten Änderungen und Ergänzungen soll der bestehende Handels- und Zollvertrag vom 6. Dezember 1891 während der Zeit bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich jedoch das Recht vor, zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1915 den Vertrag mit der Wirkung zu kündigen, dass derselbe zu diesem Termin ausser Kraft tritt.

Falls kein Teil von diesem Rechte Gebrauch macht und auch nicht zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1917 seine Absicht kund gibt, die Wirkungen des Vertrags mit diesem Tage aufhören zu lassen, soll der Vertrag nebst den erwähnten Änderungen und Ergänzungen über den 31. Dezember 1917 hinaus bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab in Geltung bleiben, an welchem der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile ihn gekündigt haben wird.

Artikel 8.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Zusatzvertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 25. Januar 1905.

(L.S.) *Graf von Posadwsky.*
(L.S.) *Freiherr von Richthofen.*
(L.S.) *Szögyény.*

Erklärung.

In Abänderung der Bestimmung im ersten Absatze des Artikels 7 des am 25. Januar 1905 zu Berlin unterzeichneten Zusatzvertrages zum Handels- und Zollvertrage zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn vom 6. Dezember 1891 haben die Unterzeichneten im Namen der vertragschliessenden Teile folgendes vereinbart:

Als Zeitpunkt des Inkrafttretens des genannten Zusatzvertrages wird an Stelle des 15. Februar 1906 der 1. März 1906 festgesetzt.

Die gegenwärtige Erklärung soll ratifiziert und die Ratifikationen sollen gleichzeitig mit denen des genannten Zusatzvertrages ausgewechselt werden.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 28. Februar 1905.

(L. S.) Graf *von Posadowski.*
(L. S.) Freiherr *von Richthofen.*
(L. S.) *Szögyény.*

Der vorstehende Vertrag ist nebst der dazu gehörigen Erklärung ratifiziert worden und die Auswechselung der Ratifikationen hat stattgefunden.

Viehseuchenübereinkommen zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn. Vom 25. Januar 1905.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn, andererseits, von dem Wunsche geleitet, den Verkehr mit Tieren und tierischen Rohstoffen zwischen den beiderseitigen Gebieten durch neue Vereinbarungen zu regeln, haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren Staatsminister, Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Innern, Arthur Grafen von Posadowsky-Wehner

und

Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Oswald Freiherrn von Richthofen,

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn.

Allerhöchstihren Kämmerer, Wirklichen Geheimen Rat, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Ladislaus Szögyény-Marich von Magyar-Szögyén und Szolgaegyháza,

welche unter Vorbehalt der beiderseitigen Ratifikationen nachstehendes Viehseuchenübereinkommen abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Der Verkehr mit Tieren einschliesslich des Geflügels, mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, welche Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen kann auf bestimmte Eintrittsstationen

beschränkt und dort einer tierärztlichen Kontrolle von seiten jenes Staates, in welchen der Übertritt stattfindet, unterworfen werden.

Artikel 2.

Bei der Einfuhr der im Artikel 1 bezeichneten Tiere und Gegenstände aus den Gebieten des einen in oder durch die Gebiete des andern Teiles ist ein Ursprungszeugnis beizubringen. Dasselbe wird von der Ortsbehörde ausgestellt und ist, sofern es sich auf lebende Tiere bezieht, mit der Bescheinigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarztes über die Gesundheit der betreffenden Tiere zu versehen. Ist das Zeugnis nicht in deutscher Sprache ausgefertigt, so ist demselben eine amtlich beglaubigte deutsche Übersetzung beizufügen. Das Zeugnis muss von solcher Beschaffenheit sein, dass die Herkunft der Tiere und Gegenstände und der bis zur Eintrittsstation zurückgelegte Weg mit Sicherheit verfolgt werden kann; die tierärztliche Bescheinigung muss sich ferner darauf erstrecken, dass am Herkunftsort und in den Nachbargemeinden innerhalb der letzten 40 Tage vor der Absendung die Rinderpest oder eine andere Seuche, hinsichtlich deren die Anzeigepflicht besteht, und die auf die betreffende Tiergattung, für welche diese Zeugnisse ausgsstellt sind, übertragbar ist, nicht geherrscht hat. (Vergleiche jedoch wegen der tierärztlichen Bescheinigungen bei Geflügelsendungen Absatz 4.)

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Rotlauf oder Wut in einer Nachbargemeinde steht der Ausstellung des Zeugnisses nicht entgegen, ist jedoch auf ihm ersichtlich zu machen. Dasselbe gilt bezüglich des Bläschenausschlags bei der Ausstellung von Zeugnissen für Ochsen und Wallache.

Für Pferde, Maultiere, Esel und Rindvieh sind Einzelpässe auszustellen, für Schafe, Ziegen, Schweine und Geflügel sind Gesamtpässe zulässig.

Die Gesamtpässe für Geflügelsendungen müssen mit der Bescheinigung versehen sein, dass in der Gemeinde, aus der die Tiere zur Ausfuhr gelangen, eine ansteckende Geflügelkrankheit weder herrscht, noch innerhalb 14 Tagen nach dem Tage, an welchem eine solche Krankheit amtlich für erloschen erklärt worden ist, geherrscht hat. Dabei wird vorausgesetzt, dass zwischen dem letzten Krankheitsfall und dem Zeitpunkte der amtlichen Erklärung des Erlöschens der Seuche ebenfalls 14 Tage liegen.

Die Dauer der Gültigkeit der Zeugnisse beträgt acht Tage. Läuft diese Frist während des Transports ab, so muss, damit die Zeugnisse weitere acht Tage gelten, das Vieh von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarzte neuerdings untersucht und von diesem der Befund auf dem Zeugnisse vermerkt werden.

Bei Eisenbahn- und Schiffstransporten muss vor der Verladung eine besondere Untersuchung durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarzt vorgenommen und der Befund in das Zeugnis eingetragen werden.

Eisenbahn- und Schiffstransporte von Geflügel sind jedoch vor der Verladung einer tierärztlichen Untersuchung nur dann zu unterziehen, wenn die für sie beigebrachten tierärztlichen Gesundheitsbescheinigungen vor mehr als drei Tagen ausgestellt sind.

Der Verkehr mit geschmolzenem Talg und Fett, mit fabrikmässig gewaschener und in geschlossenen Säcken verpackter Wolle, mit in geschlossenen Kisten und Fässern eingelegten, trockenen oder gesalzenen Därmen ist auch ohne Beibringung von Ursprungszeugnissen gestattet.

Artikel 3.

Sendungen, die den angeführten Bestimmungen nicht entsprechen, ferner Tiere, die vom Grenztierarzte mit einer ansteckenden Krankheit behaftet oder einer solchen verdächtig befunden werden, endlich Tiere, die mit kranken oder verdächtigen Tieren zusammen befördert oder sonst in Berührung gekommen sind, können an der Eintrittsstation zurückgewiesen werden. Den Grund der Zurückweisung hat der Grenztierarzt auf dem Zeugnis anzugeben und mit seiner Unterschrift zu bestätigen.

Die erfolgte Rückweisung und der Anlass hierzu wird von der Grenzzollbehörde ohne Verzug der politischen Behörde des Grenzbezirkes jenes vertragschliessenden Teiles, aus welchem die Ausfuhr stattfinden sollte, im kürzesten Wege angezeigt werden.

Wird eine solche Krankheit an eingeführten Tieren erst nach erfolgtem Grenzübertritt im Bestimmungslande wahrgenommen, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem anderen vertragschliessenden Teile unverweilt zuzusenden.

In allen in diesem Artikel vorgesehenen Fällen ist ein etwa namhaft gemachter Kommissar des anderen vertragschliessenden Teiles (Artikel 6) ohne Verzug und unmittelbar zu verständigen.

Artikel 4.

Wenn die Rinderpest in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile auftritt, so steht dem anderen Teile das Recht zu, die Einfuhr von Wiederkäuern, Schweinen und tierischen Rohstoffen, sowie von giftfangenden Gegenständen für die Dauer der Seuchengefahr zu verbieten oder zu beschränken.

Artikel 5.

Wenn aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile durch den Viehverkehr eine ansteckende Tierkrankheit, hinsichtlich deren die Verpflichtung zur Anzeige besteht, nach den Gebieten des anderen Teiles eingeschleppt worden ist, so steht letzterem das Recht zu, die Einfuhr von Tieren aller derjenigen Gattungen für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten, auf welche der Ansteckungsstoff übertragbar ist.

Ferner ist, wenn eine dieser Tierkrankheiten in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile in bedrohlicher Weise herrscht, der andere Teil befugt, die Einfuhr von Tieren aller derjenigen Gattungen,

auf die der Ansteckungsstoff übertragbar ist, für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

Einfuhrverbote dürfen, wenn es sich um Rotz, Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Räude der Einhufer, Bläschenausschlag der Einhufer und des Rindviehs, sowie um Krankheiten des Geflügels handelt, nur für Herkünfte aus den Ursprungsgebieten (Absatz 1) oder aus den von der Seuche betroffenen Gebieten (Absatz 2) erlassen werden. Im Falle des Absatzes 2 gilt diese Bestimmung auch bei Lungenseuche des Rindviehs.

Als Ursprungs- oder von der Seuche betroffene Gebiete im Sinne dieser Vorschrift gelten

a) hinsichtlich der Lungenseuche:
   in Österreich die in der Anlage I*) näher bezeichneten Sperrgebiete,
   in Ungarn die Komitate,
   im Deutschen Reiche Bundesstaaten, Regierungsbezirke oder letzteren gleichstehende Verwaltungsbezirke;
b) hinsichtlich der übrigen im Absatze 3 dieses Artikels aufgeführten Seuchen:
   in Österreich und in Ungaru die in der Anlage II näher bezeichneten Sperrgebiete,
   im Deutschen Reiche dieselben Gebiete wie zu a.

Die Vorschriften der vorstehenden Absätze gelten auch für solche tierische Rohstoffe und Gegenstände, welche Träger des Ansteckungsstoffs sein können.

Wegen der Einschleppung oder wegen des Herrschens der Tuberkulose finden Einfuhrverbote nicht statt.

Die in den Seuchengesetzgebungen der vertragschliessenden Teile enthaltenen Vorschriften, welchen zufolge im Falle des Ausbruchs von ansteckenden Tierkrankheiten an oder in der Nähe der Grenze zur Abwehr und Unterdrückung derselben der Verkehr zwischen den beiderseitigen Grenzbezirken, sowie der einen gefährdeten Grenzbezirk transitierende Verkehr besonderen Beschränkungen und Verboten unterworfen werden kann, werden durch das gegenwärtige Abkommen nicht berührt.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile räumen sich gegenseitig die Befugnis ein, durch Kommissare in den Gebieten des anderen Teiles Erkundigungen über den Gesundheitszustand der Viehstände, über die Einrichtung von Viehhöfen, Schlachthäusern, Quarantäneanstalten und dergleichen sowie über die Durchführung der bestehenden veterinärpolizeilichen Vorschriften an Ort und Stelle einziehen zu lassen. Einer vorgängigen Anmeldung der Kommissare bedarf es nicht. Die vertragschliessenden Teile werden die Behörden allgemein anweisen, den Kommissaren des anderen Teiles, sobald sie sich

*) Non imprimée.

als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

Artikel 7.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird periodische Nachweisungen über den jeweiligen Stand der Tierseuchen erscheinen und dieselben dem anderen vertragschliessenden Teile direkt zukommen lassen.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich die Behörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest ausbricht, wird den Regierungen des anderen Teiles von dem Ausbruch und der Verbreitung derselben auf telegraphischem Wege direkt Nachricht gegeben werden.

Artikel 8.

Eisenbahnwagen, in welchem Pferde, Maultiere, Esel, Rindvieh, Schafe, Ziegen, Schweine und Geflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen nach Massgabe der gleichzeitig mit dem Viehseuchenübereinkommen vereinbarten Bestimmungen gereinigt und desinfiziert werden.

Die vertragschliessenden Teile werden die gemäss Absatz 1 im Bereich eines Teiles vorschriftsmässig vollzogene Reinigung und Desinfektion als auch für den anderen Teil geltend anerkennen.

Artikel 9.

Der Weideverkehr aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des andern ist unter nachstehenden Bedingungen gestattet:

a) Die Eigentümer der Herden werden beim Grenzübertritt ein Verzeichnis der Tiere, welche sie auf die Weide bringen wollen, mit der Angabe der Stückzahl und der charakteristischen äusseren Merkmale derselben zur Verifizierung (Prüfung und Beglaubigung) vorlegen.
b) Die Rückkehr der Tiere wird nur nach Feststellung ihrer Identität bewilligt.

Wenn jedoch während der Weidezeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teile der Herden oder auch nur an einem weniger als 20 Kilometer von dem Weideplatz entfernten Orte oder auf jener Strasse, auf welcher die Rückkehr der Herde zur Grenzstation erfolgen soll, ausbricht, so ist die Rückkehr des Viehs nach den Gebieten des anderen Teiles untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung usw.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der von der Seuche noch nicht ergriffenen Tiere nur unter Anwendung von durch die zuständigen Behörden zur Verhinderung der Seucheneinschleppung vereinbarten Sicherungsmassregeln erfolgen.

Artikel 10.

Die Bewohner von nicht mehr als 5 Kilometer von der Grenze entfernt liegenden Ortschaften können die Grenze in beiden Richtungen

zu jeder Stunde mit ihren eigenen, an den Pflug oder an ein Fuhrwerk gespannten Tieren überschreiten, jedoch nur zum Zwecke landwirtschaftlicher Arbeiten oder in Ausübung ihres Gewerbes und unter Beobachtung der bestehenden Zollvorschriften.

Diese Vergünstigung kann seitens der vertragschliessenden Teile von der Erfüllung folgender Bedingungen abhängig gemacht werden.

a) Jedes Gespann, welches die Grenze zu landwirtschaftlicher Arbeit oder im Gewerbebetrieb überschreitet, muss mit einem Zeugnisse des Ortsvorstandes der Gemeinde versehen sein, in welcher sich der Stall befindet. Dieses Zeugnis muss den Namen des Eigentümers oder des Führers des Gespannes, die Beschreibung der Tiere und die Angabe des Umkreises (in Kilometern) des Grenzgebiets, in welchem das Gespann zu arbeiten bestimmt ist, enthalten.

b) Überdies ist beim Austritte wie bei der Rückkehr ein Zeugnis des Ortsvorstandes derjenigen Grenzgemeinde erforderlich, aus welcher das Gespann kommt, und im Falle des Durchzugs durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch eine Bescheinigung der letzteren, womit bestätigt wird, dass die betreffende Gemeinde vollkommen frei von jeder Tierseuche ist und dass auch in einem Umkreise von 10 Kilometern die Rinderpest und Lungenseuche nicht vorkommen. Dieses Zeugnis muss alle sechs Tage erneuert werden.

Artikel 11.

Die bei dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Übereinkommens etwa noch bestehenden, mit seinen Bestimmungen nicht vereinbaren Beschränkungen und Verbote sind ausser Kraft zu setzen.

Artikel 12.

Das gegenwärtige Übereinkommen ist bestimmt, das Viehseuchenübereinkommen zwischen den vertragschliessenden Teilen vom 6. Dezember 1891 zu ersetzen.

Es soll gleichzeitig mit dem zwischen den vertragschliessenden Teilen vereinbarten Zusatzvertrage zu dem bestehenden Handels- und Zollvertrage vom 6. Dezember 1891 in Geltung treten und so lange in Wirksamkeit bleiben, als der genannte Handels- und Zollvertrag, auf Grund der im Zusatzvertrage getroffenen Bestimmung über seine fernere Dauer, fortbesteht.

Die Ratifikationen des gegenwärtigen Übereinkommens sollen gleichzeitig mit denen des Zusatzvertrags zum bestehenden Handels- und Zollvertrag ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 25. Januar 1905.

(L. S.) Graf *von Posadowsky.*
(L. S.) Freiherr *von Richthofen.*
(L. S.) *Szögyény.*

Schlussprotokoll.

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Viehseuchenübereinkommens zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokollbuch niedergelegt:

1. Die Bestimmungen des Viehseuchenübereinkommens finden nur auf Provenienzen eines der vertragschliessenden Teile Anwendung. Die Zulassung von Tieren oder Gegenständen, welche, aus anderen Ländern stammend, durch die Gebiete des einen Teiles zur Ein- oder Durchfuhr in die Gebiete des anderen Teiles gelangen sollen, liegt ausserhalb des Rahmens des gegenwärtigen Übereinkommens.

Die direkte Durchfuhr von frischem und zubereitetem Fleische und sonstigen tierischen Rohstoffen in undurchlässiger Verpackung sowie von Häuten, Klauen und Hörnern in völlig trockenem Zustande aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles auf der Eisenbahn in plombierten, umschlossenen Waggons oder auf Schiffen in abgesonderten und verwahrten Räumen ist, soweit es sich um Provenienzen eines der vertragschliessenden Teile handelt (vgl. Absatz 1), ohne Beschränkungen zulässig.

2. In den Ursprungszeugnissen ist neben dem Ursprungsort auch der politische Bezirk und derjenige grössere Verwaltungsbezirk (im Deutschen Reiche: Bundesstaaten und Provinzen; in Österreich: Königreiche und Länder; in Ungarn: Komitate und Munizipalstädte) zu bezeichnen, welchem der Ursprungsort angehört.

3. Die amtliche Beglaubigung der Übersetzung der nicht in deutscher Sprache ausgefertigten Ursprungszeugnisse ist durch eine zur Führung eines Dienstsiegels befugte Person oder Behörde zu bewirken. Diesen Personen oder Behörden wird bei Eisenbahntransporten der Vorstand der Verladestation zugerechnet.

4. Der gegenseitige Verkehr mit Renn- oder Trabrennpferden ist nur von der Beibringung von Zeugnissen abhängig, die von hierzu besonders ermächtigten Rennklubs unter Beidrückung ihres Siegels ausgestellt worden sind. Diese Zeugnisse haben ein Ursprungszeugnis der Ortsbehörde und die amtstierärztliche Bescheinigung, dass das Pferd gesund ist und dass in dem Gehöfte, wo es ständig untergebracht war, sowie in dessen nächster Umgebung ansteckende Pferdekrankheiten in den letzten drei Monaten nicht vorgekommen sind, zu enthalten. Die zur Ausstellung derartiger Zeugnisse ermächtigten Klubs werden gegenseitig bekanntgegeben werden.

5. Für Geflügeltransporte im Grenzverkehre, die aus weniger als 100 Stück bestehen, ist bei der Einbringung in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile lediglich das gemäss Artikel 2 des Viehseuchenübereinkommens von der Ortsbehörde auszustellende Ursprungszeugnis beizubringen. Im übrigen finden auf sie die Bestimmungen des angeführten Artikels 2 keine Anwendung.

Als Grenzverkehr gilt der Verkehr mit Geflügel aus dem Grenzbezirke des einen vertragschliessenden Teiles zur Verwendung in dem Grenzbezirke des anderen Teiles.

6. Als „vereinzelt“ ist das Auftreten einer Seuche dann anzusehen, wenn in einem Gehöft oder in einer Herde innerhalb acht Tagen bei einem Bestande von weniger als 20 Tieren nicht mehr als ein Tier, bei einem Bestande von 20 oder mehr Tieren nicht mehr als der zehnte Teil der Tiere erkrankt.

7. Die im Artikel 3 des Viehseuchenübereinkommens vorgesehene Zurücksendung wird sich nur auf Tiere erstreckeu, die mit den kranken oder verdächtigen Tieren nachweislich in Berührung gekommen sind, insbesondere also auf Tiere, die in einem Eisenbahnwagen oder auf einem Schiffe gleichzeitig befördert oder auf derselben Station und derselben Rampe an einem und demselben Tage ent- oder verladen worden sind.

8. Die auf Grund des Artikels 5 des Viehseuchenübereinkommens wegen der Einschleppung oder des Herrschens einer Seuche seitens eines der vertragschliessenden Teile verfügten Verbote oder Verkehrsbeschränkungen sind spätestens ausser Kraft zu setzen, sobald die Seuche, die zu der Massregel Anlass gegeben hat, amtlich für erloschen erklärt oder die Seuchenfreiheit des betreffenden Gebiets amtlich festgestellt worden ist und überdies folgende Fristen verstrichen sind:

a) bei den im angeführten Artikel 5 Absatz 3 bezeichneten Seuchen 40 Tage;

b) bei allen anderen Seuchen 9 Monate.

Dabei wird vorausgesetzt, dass die Vorschriften über die Fristen, nach deren Ablauf die amtliche Erklärung des Erlöschens einer Seuche erfolgen darf, in Österreich und in Ungarn dieselben sind, wie im Deutschen Reiche.

Herrschen beim Ablaufe der zu a und b genannten Fristen in dem von einem Verbot oder einer sonstigen Verkehrsbeschränkung betroffenen Gebiet andere Krankheiten, für welche die diesen Verfügungen unterworfenen Tiergattungen empfänglich sind, so verbleibt es bei den verfügten Massregeln, bis die Voraussetzungen zu ihrer Aufhebung auch für diese Krankheiten zutreffen.

9. Für die Einfuhr von Rindern und Schafen, welche zur alsbaldigen Abschlachtung in öffentlichen, veterinärpolizeilich überwachten und mit den gehörigen Einrichtungen versehenen Schlachthäusern bestimmt sind, gelten, abgesehen vom Falle der Rinderpest und der Lungenseuche, folgende besondere Bestimmungen:

a) Verbote dieser Einfuhr sollen nur dann stattfinden, wenn sie zur Sicherung der heimischen Viehzucht unabwendbar erscheinen.

b) Wegen der minder leicht übertragbaren oder minder häufig vorkommenden Krankheiten, z. B. Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Bläschenausschlag des Rindviehs, sollen solche Verbote nicht ausgesprochen werden.

c) Wegen der leicht übertragbaren Krankheiten, z. B. Maul- und Klauenseuche oder Pockenseuche der Schafe, sollen die Einfuhrverbote nur gegen verseuchte Gebietsteile (Sperrgebiete) ergehen. Handelt es sich um Pockenseuche der Schafe, so kann nur die Einfuhr dieser Tiergattung verboten werden.

Als Sperrgebiete gelten in Österreich und in Ungarn die in der Anlage II des Übereinkommens aufgeführten Gebietsteile, im Deutschen Reiche Bundesstaaten, Regierungsbezirke oder letzteren gleichstehende Verwaltungsbezirke.

Indes soll nur dann gegen die ganze Ausdehnung eines solchen Sperrgebiets gesperrt werden, wenn mindestens 10 Prozent seiner Gemeinden verseucht sind.

Liegt dieser Grad der Verseuchung nicht vor, besteht er aber für einen Verwaltungsbezirk erster Instanz (Kreis, Bezirksamt, Bezirkshauptmannschaft, Stuhlrichterbezirk usw.), so kann gegen diesen sowie gegen diejenigen unmittelbar angrenzenden erstinstanzlichen Verwaltungsbezirke, deren Grenze von einem der Seuchenorte weniger als 10 Kilometer entfernt ist, oder gegen Teile von ihnen gesperrt werden; hierbei kann auch auf solche Bezirke in angrenzenden Sperrgebieten zurückgegriffen werden.

Falls die Verseuchung des erstinstanzlichen Verwaltungsbezirkes weniger als 10 Prozent seiner Gemeinden ergriffen hat, so kann trotzdem die Sperre in dem vorbezeichneten Umfange gegen diesen Bezirk und beziehnngsweise die angrenzenden Bezirke erfolgen, wenn entweder aus dem verseuchten Bezirk eine Verschleppung der Seuche in die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles stattgefunden hat, oder wenn wegen besonderer Umstände aus der Verseuchung des fraglichen Bezirkes eine ernstliche Gefahr für den Viehstand des anderen Teiles zu gewärtigen ist. In diesem letzteren Falle soll aber auf Antrag desjenigen vertragschliessenden Teiles, in dessen Gebieten der gesperrte Bezirk belegen ist, ohne Verzug eine gemischte Kommission (vgl. Ziffer 15 des gegenwärtigen Schlussprotokolls) zusammentreten und nach Prüfung der Sachlage an Ort und Stelle ihr Gutachten mit aller Beschleunigung darüber abgeben, ob eine derartige Gefahr wirklich vorliegt; dieses Gutachten wird als Grundlage für die zu treffende Entscheidung dienen.

d) Für die Aufhebung der gemäss der Bestimmungen unter c etwa ausgesprochenen Verbote gelten die Vorschriften der Ziffer 8 des gegenwärtigen Schlussprotokolls mit der Massgabe, dass die dort vorgesehenen Fristen auf 30 Tage herabgesetzt werden.

Die vertragschliessenden Teile werden Verzeichnisse derjenigen öffentlichen Schlachthäuser, auf welche die Bestimmungen des Absatzes 1 Anwendung finden, bei Inkrafttreten dieses Übereinkommens gegenseitig austauschen. Es bleibt vorbehalten, Schlachthäuser, deren Einrichtungen zur Aufnahme von Schlachtvieh nicht mehr genügen, hierfür zu schliessen,

sowie andererseits Schlachthäuser, die mit den erforderlichen Einrichtungen versehen worden sind, dem Verkehre mit Schlachtvieh zu öffnen. Solche Massnahmen werden dem anderen Teile rechtzeitig bekanntgegeben werden.

10. Zur alsbaldigen Abschlachtung in Schlachthäusern, die an der bayerischen und sächsischen Grenze gegen Österreich gelegen sind, und deren Bezeichnung einer Verständigung zwischen den Regierungen der vertragschliessenden Teile vorbehalten bleibt, werden aus Österreich und aus Ungarn zusammen jährlich bis zu 80000 Stück gesunde Schweine auf Grund staatstierärztlicher Bescheinigungen zugelassen, die nach Artikel 2 des Viehseuchenübereinkommens auszustellen sind und überdies die Bestätigung enthalten müssen, dass diese Tiere vor der Versendung am Herkunfts- (Stand-)orte durch 30 Tage tierärztlich überwacht und unbedenklich befunden wurden, und dass das Gebiet der politischen Verwaltungsbehörde erster Instanz, in welchem die Tiere gestanden haben, frei von Schweinepest (Schweine- seuche) und Maul- und Klauenseuche ist.

Von diesen 80000 Stück Schweinen entfallen 50000 auf die Schlachthäuser an der bayerischen Grenze und 30000 auf die Schlachthäuser an der sächsischen Grenze. Hiernach dürfen den ersteren wöchentlich bis zu 962 Stück, den letzteren wöchentlich bis zu 577 Stück zugeführt werden. Diese Wochenkontingente sind mit der Massgabe übertragbar, dass innerhalb eines Monats in die Schlachthäuser an der bayerischen Grenze nicht mehr als 5625, in die an der sächsischen Grenze nicht mehr als 3375 Stück eingebracht werden dürfen.

Fleisch und Speck dieser Tiere dürfen ausser an den Orten, wo diese Schlachthäuser sich befinden, noch in folgenden Orten abgesetzt werden,

a) soweit die Schlachtung in Schlachthäusern an der bayerischen Grenze stattgefunden hat, nach München, Nürnberg, Fürth, Hof, Augsburg, Ludwigshafen, Stuttgart, Kannstadt, Heilbronn, Mannheim, Karlsruhe, Pforzheim,

b) soweit die Schlachtung in Schlachthäusern an der sächsischen Grenze stattgefunden hat, nach Dresden, Leipzig, Chemnitz, Zwickau, Glauchau, Meerane, Plauen, Crimmitschau, Werdau, Reichenbach, Greiz, Gera.

Auf die Einfuhr finden im übrigen die vereinbarten Bestimmungen über die Zulassung von Schlachtrindern und Schlachtschafen entsprechende Anwendung (vgl. Ziffer 9 des gegenwärtigen Schlussprotokolls).

11. Die Bestimmung im letzten Absatze des Artikels 5 des Viehseuchenübereinkommens erstreckt sich nicht auf den durchgehenden Eisenbahnverkehr in amtlich verschlossenen Waggons; hierbei soll jedoch jede Zuladung von lebendem Vieh, jede Umladung und jede Transportverzögerung im verseuchten Grenzbezirk untersagt sein.

12. Die diesem Schlussprotokolle beiliegenden Verzeichnisse der für den gegenseitigen Viehverkehr hauptsächlich in Betracht kommenden Grenzzollämter können fernerhin nur in gegenseitigem Einvernehmen abgeändert werden.

13. Nach Artikel 9 des Viehseuchenübereinkommens zur Weide gebrachte Tiere dürfen in den freien Verkehr jenes Teiles, in dessen Gebiet sich die Weide befindet, übergehen, wenn rücksichtlich deren Gesundheit keine Bedenken bestehen, und wenn gegenüber ihrem Herkunftsorte veterinärpolizeiliche Verbote oder Beschränkungen nicht vorliegen.

14. Für Rindvieh, das im Deutschen Reiche von Landwirten bayerischer, sächsischer und württembergischer Grenzgebietsteile zur Verwendung für Nutz- oder Zuchtzwecke im eigenen Wirtschaftsbetriebe aus österreichischen Grenzgebietsteilen unter Inanspruchnahme der für diesen Verkehr auf Grund autonomer Verordnungen gewährten seuchenpolizeilichen Erleichterungen eingeführt wird, können von den Regierungen der vertragschliessenden Teile Normalgewichte vereinbart werden, die der Verzollung zum vertragsmässigen Gewichtszoll zu Grunde zu legen sind.

15. Wenn bei der Handhabung des Viehseuchenübereinkommens zwischen den vertragschliessenden Teilen Meinungsverschiedenheiten entstehen, so wird auf Verlangen eines dieser Teile die gutachtliche Äusserung einer gemischten Kommission eingeholt werden. Diese Äusserung wird bei der hiernach zu treffenden Entscheidung entsprechend gewürdigt werden.

Jeder der vertragschliessenden Teile ernennt für die Kommission zwei Mitglieder. Die Kommission ist befugt, sich in Fällen, in denen sie sich nicht einigen kann, ein fünftes Mitglied zu kooptieren. Dieses fünfte Mitglied ist, wenn die Kommission sich hierüber nicht anders verständigt, in dem ersten Falle der Bildung einer gemischten Kommission aus den Angehörigen des einen und im zweiten Falle aus den Angehörigen des andern der beiden vertragschliessenden Teile und so abwechselnd aus den Angehörigen des einen oder des anderen Teiles zu wählen. Im ersten Falle dieser Art wird der vertragschliessende Teil, dessen Angehörigen das fünfte Mitglied zu entnehmen ist, durch das Los bestimmt.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratifikation durch die blosse Tatsache der Auswechselung der Ratifikationen des Viehseuchenübereinkommens, auf welches es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Teilen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in doppelter Ausfertigung am 25. Januar 1905 in Berlin unterzeichnet.

Graf *von Posadowsky.*
Freiherr *von Richthofen.*
Szögyény.

63.

ITALIE, SIAM.

Convention supplémentaire portant modification aux articles VIII et IX du traité d'amitié et de commerce du 3 octobre 1868; signée à Paris, le 8 avril 1905.*)

Gazetta Ufficiale del Regno d'Italia du 12 mars 1907.

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà il Re del Siam, convinti della convenienza di modificare gli articoli VIII e IV del trattato di amicizia, commercio e navigazione fra l'Italia ed il Siam, del 3 ottobre 1868, hanno risoluto di concludere a questo oggetto una convenzione supplementare, ed hanno nominato a loro plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia, sua eccellenza il conte Giuseppe Tornielli-Brusati di Vergano, cavaliere dell'ordine supremo della Santissima Annunziata, ecc., ecc., ambasciatore di Sua Maestà il Re d'Italia in Francia;

Sua Maestà il Re del Siam, Phya Suriya Nuvatr, suo inviato straordinario e ministro plenipotenziario a Roma, gran croce dell'onorevolissimo ordine della Corona del Siam, Gran Crose dell'ordine della Corona d'Italia, ecc., ecc.,;

I quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i lor° pieni poteri, trovati in bouna e debita forma, hanno stipulato quanto segue:

Art. 1.

La registrazione, prevista dall'art. 8 del trattato del 3 ottobre 1868, dei sudditi italiani residenti nel Siam comprenderà tutte le persone residenti nel Siam, alle quali il Codice civile italiano riconosce la nazionalità italiana, nonchè le persone appartenenti ai possessi italiani, e nessun'altra persona avrà diritto ad alcuna protezione del Governo italiano.

Art. 2.

Le liste delle persone cosi registrate dovranno essere comunicate ogni anno dalla Legazione d'Italia al Governo siamese.

Art. 3.

Riguardo alla giurisdizione, alla quale sarà sottoposto in futuro, senza alcuna eccezione, ogni suddito italiano nel Siam, i due Governi concordano;

1° in materia penale, se l'imputato è suddito italiano, sarà processato e punito dal magistrato consolare italiano;

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 7 octobre 1905.

2° in materia civile, ogni azione promossa da un siamese contro un suddito italiano sarà portata davanti il magistrato consolare italiano.

Se il convenuto è un siamese, la causa sarà portata davanti la Corte siamese per le cause straniere.

3° peralto nelle provincie di Chiengmai, Lakkon, Lampoon e Nan, tutte le cause civili e penali, nelle quali sia parte un suddito italiano, saranno portate davanti alla Corte internazionale siamese,

In ciascuno dei casi menzionati nel n. 3 del presente articolo, il magistrato consolare italiano avrà diritto di esser presente al processo, o di esservi rappresentato da un delegato, debitamente autorizzato, e di fare tutte quelle osservazioni che crederà opportune nell'interesse della giustizia.

Nei casi in cui il convenuto è un suddito italiano, il magistrato consolare italiano potrà, in qualsiasi stadio del procedimento, se lo crede opportuno, avocare a sè il processo mediante richiesta per iscritto. Tale causa sarà allor atrasferita dinanzi al magistrato consolare italiano, che, da quel momento in poi, sarà solo competente ed al quale le autorità siamesi saranno obbligate die accordare la loro assistenza.

Gli appelli dalle sentenze emanate dalla Corte per le cause straniere, come pured alla Corte internazionale stabilita nella quattro provincie summenzionate, saranno portati davanti alla Corte d'appello die Bangkok.

Art. 4.

La presente convenzione è fatta in lingua inglese, italiana e siamese, e resta stabilito che il testo inglese sarà accettato da ambe le Alti Parti contraenti come la vera interpretazione del significato di questa convenzione.

Art. 5.

La presente convenzione sarà ratificata entro il termine di sei mesi dalla sua date o più presto se possibile.

In fede di che i rispettivi plenipotenziari hanno firmato la presente convenzione e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto in Parigi, in doppio esemplare, l'otto di aprile mille novecento cinque.

G. Tornielli.
Phya Suriya.

64.

GRANDE-BRETAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Traité d'extradition; signé à Londres, le 12 avril 1905.*)

Treaty series. No. 7. 1907.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the United States of America, being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Conventions concluded between the United States and Great Britain on the 12th July, 1889,**) and the 13th December, 1900, with a view to the better administration of justice and the prevention of crime in their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a Supplementary Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries, to wit:

His Britannic Majesty, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And the President of the United States, the Honourable Joseph Hodges Choate, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States at the Court of His Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles:

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 10 in the Ist Article of the said Convention of the 12th July, 1889, and to the list of crimes numbered 11 to 13 in Article I of the Supplementary Convention concluded between the United States and Great Britain on the 13th December, 1900, that is to say:

14. Bribery, defined to be the offering, giving or receiving of bribes made criminal by the laws of both countries.

15. Offences, if made criminal by the laws of both countries, against bankruptcy law.

Article II.

The present Convention shall be considered as an integral part of the said Extradition Conventions of the 12th July, 1889, and the 13th De-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 21 décembre 1906.
) V. **N. R. G. 2e s., XVI. 850.

cember, 1900, and the Ist Article of the said Convention of the 12th July, 1889, shall be read as if the lists of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 14 and 15 in the Ist Article of the present Convention.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged either at Washington or London as soon as possible.

It shall come into force ten days after its publication in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and it shall continue and terminate in the same manner as the said Convention of the 12th July, 1889.

In testimony whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, and have thereunto affixed their seals.

Done at London, this 12th day of April, 1905.

(L. S.) *Lansdowne.*
(L. S.) *Joseph H. Choate.*

65.

ITALIE, GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Sentence arbitrale pour trancher la question, relativement aux limites occidentales du territoire du royaume du Barotse; rendue à Rome, le 30 mai 1905.

Parliamentary papers africa. No. 5. 1905.

Sir E. Egerton to the Marquess of Landsdowne. — (Received June 13.)

Rome, June 10, 1905.

My Lord,

The King of Italy sent for me to-day to the Palace, and delivered to me his arbitral decision on the question at issue between Great Britain and Portugal respecting the western boundary of the Barotse Kingdom, His Majesty adding that he was happy to serve in this way.

I have the honour to inclose herewith the official French translation of this decision, with the map annexed to it.

I have, &c.
(Signed) *Edwin H. Egerton.*

Inclosure 1.

Award of His Majesty the King of Italy respecting the Western Boundary of the Barotse Kingdom.

(Traduction).

Nous, Victor Emmanuel III;

Par la grâce de Dieu et la volonté de la nation Roi d'Italie;

Arbitre dans la question entre la Grande-Bretagne et le Portugal relativement aux limites occidentales du territoire du Royaume du Barotse, telles qu'elles étaient le 11 juin, 1891;

Sa Majesté Edouard VII, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes, et sa Majesté Très-Fidèle Charles I, Roi du Portugal et des Algarves, voulant définir la question survenue entre les deux Etats relativement à la frontière de leurs sphères d'influence, respectives dans l'Afrique Centrale, moyennant Déclaration signée à Londres le 12 août, 1903, Nous ont chargé de décider comme Arbitre la dite question par sentence définitive sans appel.

Nous, Roi d'Italie, voulant correspondre à la confiance que les Hautes Parties ont voulu Nous accorder, Nous avons accepté et Nous prononçons la Sentence suivante:

En fait:

La Grande-Bretagne et le Portugal, afin de déterminer leurs respectives sphères d'influence dans l'Afrique Centrale, avaient conclu à Lisbonne le Traité du 11 juin, 1891, et par l'Article IV du dit Traité elles avaient convenu en ce qui suit:

„Il est entendu que la ligne qui sépare à l'ouest la sphère d'influence de la Grande-Bretagne dans l'Afrique Centrale de celle du Portugal suivra le centre du chenal du Haut-Zambèze, en partant des Rapides de Katima jusqu'au point où elle touche au territoire du Royame des Barotse."

Les dites Hautes Parties, n'ayant pu dans la suite déterminer d'accord les limites occidentales du territoire du Royaume du Barotse, signèrent à Londres, le 12 août, 1903, la Déclaration par laquelle elles Nous ont déféré de décider la question qu'elles formulèrent elles-mêmes dans les termes suivants;

„Article 1. The Arbitrator shall be asked to give a decision, which shall be accepted as final by both Parties, on the question: What are, within the meaning of the above-quoted Article of the Treaty of 1891, the limits of the territory of the Barotse Kingdom?

„For the purposes of the arbitration the expression ‚the territory of the Barotse Kingdom' shall mean the territory over which the King of Barotse was Paramount Ruler on the 11th June, 1891."

La question ayant été ainsi formulée, nous avons considéré que nous sommes appelés à déterminer le territoire sur lequel le Roi du Barotse régnait comme Chef Suprême („was Paramount Ruler") le 11 juin, 1891.

Nous avons aussi considéré que, puisque nous devons décider la question qui nous a été soumise en nous référant au 11 juin, 1891, nous ne pouvions pas tenir compte des faits survenus après cette date.

Nous avons ensuite examiné attentivement les Mémoires, les répliques, les contrerépliques, et les documents à l'appui que chacune des Hautes Parties nous a présentés.

En droit:

Attendu que le tribut ne peut, comme tel, demeurer en preuve de l'autorité de Chef Suprême près celui à qui le dit tribut est payé; en

effet, souvent une tribu, tout en étant indépendante, paye des tributs au Chef d'une autre tribu plus forte, soit pour se soustraire par ce moyen à ses vexations et éviter la guerre, soit pour en gagner la bienveillance et la protection;

Attendu que pas même l'influence exercée par le Chef d'une tribu plus forte sur d'autres plus faibles, ne peut être considérée comme preuve décisive de la dépendance et de l'assujettissement réel des tribus qui subissent la dite influence;

Attendu conséquemment que, pour reconnaître le Roi Lewanika comme Chef Suprême, il est indispensable que l'on constate quelles étaient les tribus qui, le 11 juin, 1891, se trouvaient en condition de dépendance réelle vis-à-vis de lui;

Attendu que, selon l'organisation interne des tribus le Chef Suprême est celui qui exerce l'autorité Gouvernementale selon leurs coutumes, c'est-à-dire en nommant les Chefs subalternes, ou en leur accordant l'investiture, en décidant des litiges entre ces Chefs, en les déposant selon les circonstances, et en les obligeant à le reconnaître comme leur Seigneur Suprême;

Attendu qu'un tel pouvoir avait déjà été sans doute exercé par le Roi du Barotse dans la Province de Nalolo à l'ouest du Zambèze; qu'il a été aussi exercé sur les tribus des Mabuenyi et des Mamboe, de sorte que leur territoire formait partie intégrante du Royaume du Barotse;

Attendu que, en ce qui concerne les Balovale, tout en ayant payé des tributs, le 11 juin, 1891, ils se trouvaient en condition d'indépendance: en effet, ils avaient leur Chef Suprême qui nommait les Chefs subalternes, sans que le Roi du Barotse eût accompli jusqu'alors aucun acte de juridiction et de gouvernement sur les Balovale:

Attendu que cela est confirmé par le témoignage du Rév. Adolphe Jalla, qui déclare que les Balovale refusaient de se soumettre jusqu'en 1891, et qu'ils ne furent subjugués par les Barotse qu'au commencement de 1892 (circonstance qui a été aussi référée par le Rév. F. Coillard), de sorte qu'on ne peut admettre qu'en juin 1891 les Balovale fissent partie intégrante du Royaume du Barotse;

Attendu pourtant que le Roi Lewanika exerçait quelques droits de seigneurie sur la zone limitrophe de ses vrais domaines, qui demeure interposée entre le Zambèze et le Lungubungu, et qui est habitée par des Balovale, de sorte que, en vue de tels droits de seigneurie, on peut admettre que la dite zone faisait partie intégrante du Royaume du Barotse;

Attendu que, en ce qui concerne la région des Balunda, une partie était habitée par les Balekwakwa, qui sont ethniquement des Barotse, et que la zone méridionale avait subi plus directement l'influence du Roi du Barotse jusqu'à l'assujettissement réel, de sorte que le territoire compris entre le cours inférieur du Kapombo, le Zambèze, et le 13e parallèle, doit être considéré comme partie intégrante du Royaume du Barotse;

Attendu que les Bampukush, Bamarshi, les Mambunda, et les Bamakoma étaient des tribus absolument indépendantes, et que, conséquemment, elles ne pouvaient pas être considérées comme appartenant au Royaume du Barotse;

Attendu que, en ce qui concerne la délimitation du territoire sur lequel le Roi Lewanika régnait comme Chef Suprême, toute délimitation précise est impossible soit à cause du manque d'éléments géographiques séparatifs, soit à cause de la connaissance imparfaite qu'on a des lieux, soit à cause de l'instabilité notoire des tribus et de leurs fréquents entrelacements (circonstances qui ont été admises aussi par le Marquis de Salisbury et le Marquis de Landsdowne), de sorte que, il est indispensable, où les lignes naturelles font défaut d'avoir recours aux lignes de convention géographiques;

Pour les dits motifs:

Nous décidons comme Arbitre que la frontière occidentale du territoire du Royaume du Barotse, le 11 juin, 1891, était la suivante (voir le croquis démonstratif ci-joint):

La ligne droite joignant les Rapides de Katima, sur le Zambèze, au village Andara sur l'Okovango, jusqu'au point où elle rencontre la Rivière Kwando;

Le bord oriental du lit des hautes eaux du Kwando, jusqu'au point d'intersection avec le 22e méridien est de Greenwich;

Le 22e méridien est de Greenwich jusqu'au point d'intersection avec le 13e parallèle;

Le 13e parallèle jusqu'au point d'intersection avec le 24e méridien est de Greenwich;

Le 24e méridien est de Greenwich jusqu'à la frontière de l'Etat Indépendant du Congo.

(Traduction de la Sentence Arbitrale donnée à Rome, le 30 mai, 1905, par Sa Majesté le Roi d'Italie.)

66.

RUSSIE, PORTUGAL.

Echange de notes destinées à modifier le traité de commerce et de navigation du 9 juillet 1895; signées à St. Pétersbourg, le $\frac{30 \text{ octobre}}{12 \text{ novembre}}$ 1906.

Bulletin officiel du gouvernement impérial de Russie.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que mon Gouvernement, ayant estimé les bonnes dispositions du Gouvernement Impérial à propos d'une modification de la Convention Commerciale et Protocole Final de 1895, dans le sens indiqué dans le Memorandum de cette Légation du 12/24 avril 1904 et la Note du Ministère Impérial des Affaires

Etrangères du $\frac{27 \text{ mai}}{9 \text{ juin}}$ 1904, vient de me charger de la proposer à Votre Excellence dans les termes qui suivent:*)

Le Gouvernement Portugais renonce à son intention de relever les droits sur le pétrole russe dans les conditions énoncées dans le No. 3 du Protocole Final de la Convention Commerciale de 1895, en échange de la renonciation, de la part du Gouvernement Russe, aux droits d'entrée en Portugal de la morue de toute sorte inscrits dans le tarif B annexé à la même Convention,

Conséquemment seront appliqués les droits d'après le tarif général portugais à l'entrée en Portugal de la morue de toute sorte qui ne sera pas en cours de route au moment de la publication à Lisbonne de l'avis officiel concernant la présente modification.

Je profite etc.

Par votre note en date de ce jour relativement à l'accord intervenu entre le Gouvernement Impérial et le Gouvernement Royal au sujet de la modification de la Convention Commerciale et du Protocole Final de 1895 Vous avez bien voulu me communiquer que le Gouvernement Portugais renonce à son intention de relever les droits sur le pétrole russe dans les conditions énoncées dans le No. 3 du Protocole Final de la Convention Commerciale de 1895, en échange de la renonciation, de la part du Gouvernement Russe, aux droits d'entrée en Portugal de la morue de toute sorte inscrits dans le tarif B annexé à la même convention.

Vous ajoutiez que par conséquent seront appliqués les droits d'après le tarif général portugais à l'entrée en Portugal de la morue de toute sorte qui ne sera pas en cours de route au moment de la publication à Lisbonne de l'avis officiel concernant la présente modification:

En réponse à cette communication j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement Russe renonçe aux droits d'entrée en Portugal de la morue de toute sorte inscrits dans le tarif B annexée à la Convention de Commerce de 1895 en échange de la renonciation de la part du Gouvernement Portugais à son intention de relever les droits sur le pétrole russe dans les conditions énoncées dans le No. 3 du Protocole Final de la convention susmentionnée.

Par conséquent seront appliqués les droits d'après le tarif général portugais à l'entrée en Portugal de la morue de toute sorte qui ne sera pas en cours de route au moment de la publication à Lisbonne de l'avis officiel concernant la présente modification.

Recevez etc.

---

*) V. **N. R. G.** 2e s. XXIII,114.

67.

ITALIE, ROUMANIE.

Traité de commerce, de douane et de navigation; signé à Bucarest, le $\frac{22 \text{ novembre}}{5 \text{ décembre}}$ 1906.*)

Gazzetta Ufficiale del regno d'Italia. 10 avril 1907.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales et maritimes entre leurs Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce, de douane et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur Emanuele Beccaria des marquis d'Incisa, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

Monsieur Ludovico Luciolli, Directeur chef de division au Ministère des finances

et Monsieur Ernesto Koch, Chef de section au Ministère des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Jacques Lahovary, général de division, Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Il y aura pleine liberté de commerce et de navigation entre les deux Etats; les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, dans les ports, villes et autres lieux quelconques de l'autre Partie contractante, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux et sur les ressortissants de la nation la plus favorisée, et les droits, privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les ressortissants de l'une des Parties contractantes ou de la nation la plus favorisée seront communs à ceux de l'autre.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 1er avril 1907.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de police et de sûreté publique ou d'encouragement l'industrie nationale, en vigueur dans chacun des deux Etats et applicables à tous les étrangers, ni à la réserve en faveur des nationaux quant à l'exercice de certains métiers ou professions, selon les lois des deux pays.

Art. 2.

Pour ce qui concerne le droit d'acquérir, de posséder ou d'aliéner toute espèce de popriété mobilière ou immobilière, les italiens en Roumanie et les roumains en Italie jouiront des droits des sujets de l'Etat le plus favorisé, sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Ils pourront, de même, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leur biens en général, sans être tenus à payer des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Art. 3.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, soit dans les gardes ou milices nationales.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute réquisition ou prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés et autres charges qui seraient imposés pour les besoins de la guerre ou par suite d'autres circonstances exceptionnelles. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location d'un bien-fonds, aussi bien que les prestations et les requisitions militaires auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Ils ne pourront être assujettis, ni quant à leurs personnes, ni quant à leurs biens meubles ou immeubles, à des obligations, restrictions, taxes et impôts autres que ceux auxquels seront assujettis les nationaux.

Art. 4.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur pays, que dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publics ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises

du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de legitimation industrielle devront être établies conformément au modèle ci-joint, et rédigées en italien ou en roumain avec traduction en français.

Les parties contractantes se donneront reciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce, ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie à l'entrée, dans les deux pays, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautonniement.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leur produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Art. 5.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que:

1. dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;

2. par des raisons de sûreté publique;

3. par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies ou les insectes et parasites nuisibles;

4. en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production

intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale.

Art. 6.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières, au transbordement des marchandises et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordé à une tierce Puissance. Aussi tout faveur ou immunité concedée plus tard à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement, sans conditions et par ce fait même, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront pas au faveur actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

Art. 7.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Roumanie et les produits du sol et de l'industrie de la Roumanie qui seront importés en Italie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus éléves ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs les produits du sol et de l'industrie de la Roumanie, énumérés dans le tarif A, joint au présent traité, à leur importation en Italie, et les produits du sol et de l'Industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif B, joint au présent traité à leur importation en Roumanie, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux inscrits dans lesdits tarifs.

Art. 8.

A l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Roumanie, et a l'exportation vers la Roumanie il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Art. 9.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 10.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont, pour aucun motif, les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênant que des produits indigènes de même espèce ou, en l'absence de ceux-ci, que les produits de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays, importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou transit, ne seront soumis à aucun droit interne.

Art. 11.

Les navires italiens et leur cargaison en Roumanie et, réciproquement, les navires roumains et leur cargaison en Italie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Tout privilège et toute franchise accordés, à cet égard, à une tierce Puissance par une des Parties contractantes seront accordés, à l'instant même et sans conditions, à l'autre.

Toutefois, il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne:

1⁰ les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre des deux Etats;

2⁰ le cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Etats. En tout cas, les navires italiens et roumains pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants dans un ou plusieurs port du même pays, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangére.

Art. 12.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Art. 13.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres ou bassins et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaison, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats, aucun

privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments italiens et les bâtiments roumains soient traités sur le pied d'une parfaite égalité et jouissent réciproquement des avantages accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisé.

Art. 14.

Les navires italiens entrant dans un port de Roumanie et, réciproquement, les navires roumains entrant dans un port d'Italie, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 15.

Seront complètement affranchis de droit de tonnage et d'expédition, dans les ports de chacun des deux Etats:

1⁰ les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2⁰ les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront d'avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Etat;

3⁰ les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législation respectives.

Art. 16.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes ou rivages de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa car-

gaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils on été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayant-cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux, auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 17.

La nationalité des bâtiments sera reconnue, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Etat, au moyen des titres et patentes délivrés par les autorités compétentes.

Art. 18.

Si des contestations venaient à surgir entre les deux Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, y compris les tarifs et le protocole final, ainsi que de toutes les questions concernant l'exercice du commerce entre les deux pays, et que l'une des Parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation, de manière que chacune des deux Parties ait à nommer, en qualité d'arbitre, un de ses ressortissants et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de s'accorder, en anticipation et pour une période de temps déterminée, sur la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Art. 19.

Le présent traité entrera en vigueur à une date à convenir entre les Gouvernements des deux Parties contractantes et qui ne dépassera par le 1er/14 avril 1907. A partir de la date de la mise en vigueur de ce traité, la convention commerciale conclue le 11/23 décembre 1892 entre l'Italie et la Roumanie cessera d'exercer ses effets.

Le présent traité restera exécutoire jusq'au 18—31 décembre 1917. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 20.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Bucarest, le 22 novembre/5 décembre 1906.

(L. S.) *E. di Beccaria.* (L. S.) Général *J. Lahovary.*
(L. S.) *L. Luciolli.*
(L. S.) *E. Koch.*

68.

ITALIE, ROUMANIE.

Convention relative à la protection de la propriété littéraire et des marques de fabrique; faite à Bucarest, le $\frac{\text{22 novembre}}{\text{5 décembre}}$ 1906.*)

Gazzetta Ufficiale del regno d'Italia du 13 avril 1907.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant garantir dans leurs pays respectifs l'exercice du droit de propriété sur les œuvres littéraires et artistiques publiées dans l'un ou dans l'autre des deux Etats, et d'assurer la continuité de la protection à la propriété des marques de fabrique et de commerce des nationaux respectifs, ont jugé utile de stipuler une convention spéciale à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie

Monsieur Emanuele Beccaria des marquis d'Incisa, Son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Monsieur Lodovico Luciolli, directeur chef de division au Ministère de finances

et monsieur Ernesto Kock, chef de section au Ministère des affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Roumanie

Monsieur Jacques Lahovary, général de division, son ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 1er avril 1907.

Art. 1.

Les auteurs des œuvres publiées pour la première fois respectivement en Italie et en Roumanie, dès qu'ils auront accompli les formalités nécessaires dans leurs pays d'origine, jouiront, en ce qui concerne la protection de la propriété littéraire et artistique, de tous les avantages et de tous les droits accordés aux nationaux par les lois respectives.

La durée de la protection ainsi accordée en Roumanie, aux œuvres des auteurs italiens, et en Italie, aux œuvres des auteurs roumains, ne pourra toutefois excéder la durée qui leur est accordée par les lois du pays d'origine.

Art. 2.

La convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce conclue à Bucarest, le 24 mai/6 juin 1903, ainsi que les dispositions de l'art. 1 ci-dessus resteront en vigueur jusqu'au 18/31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 3.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets.

Faite à Bucarest, le $\frac{\text{22 novembre}}{\text{5 décembre}}$ 1906.

(L. S.) *E. Di Beccaria* (L. S.) *Général J. Lahovary.*
(L. S.) *L. Luciolli*
(L. S.) *E. Koch.*

69.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Convention concernant le commerce des armes à la bôte des Somalis; signée à Londres, le 13 décembre 1906, et correspondances y relatives.

Documents diplomatiques publiés par le ministère des Affaires Etrangères. Paris 1906.

M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Léon Bourgeois, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 6 juillet, 1906.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint l'instrument de l'Arrangement abyssin, qui a été parafé aujourd'hui par Sir Edward Grey, M. Tittoni et moi.

M. Tittoni a demandé à cette occasion que nous adhérions à une déclaration dont Sir Edward Grey et moi lui avons donné acte. Le texte de cette déclaration est également annexé à la présente dépêche.

Paul Cambon.

(Annexe no 1 à la letter de M. Paul Cambon du 6 juillet 1906.)

Arrangement concernant l'Abyssinie, entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

L'intérêt commun de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie étant de maintenir intacte l'intégrité de l'Ethiopie, de prévenir toute espèce de trouble dans les conditions politiques de l'Empire éthiopien, d'arriver à une entente commune en ce qui concerne leur conduite en cas d'un changement de situation qui pourrait se produire en Ethiopie, et de pourvoir à ce que, de l'action des trois Etats, en protégeant leurs intérêts respectifs, tant dans les possessions britanniques, françaises et italiennes avoisinant l'Ethiopie qu'en Ethiopie même, il ne résulte pas de dommages préjudiciables aux intérêts de l'une quelconque des trois puissances, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie donnent leur agrément à l'Arrangement suivant:

Article 1er. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie sont d'accord pour maintenir le statu quo politique et territorial en Ethiopie tel qu'il est déterminé par l'état des affaires actuellement existantes et les arrangements suivants:

a) Les Protocoles anglo-italiens des 24 mars et 15 avril 1891, et du 5 mai 1894, et les Arrangements subséquents qui les ont modifiés,

y compris les réserves formulées par le Gouvernement français à ce sujet en 1894 et 1895;

b) La Convention anglo-éthiopienne du 14 mai 1897, et ses annexes;

c) Le Traité italo-éthiopien du 10 juillet 1900;

d) Le Traité anglo-éthiopien du 15 mai 1902;

e) La Note annexée au traité précité du 15 mai 1902;

f) La Convention du 11 mars 1862, entre la France et les Danakils;

g) L'Arrangement franco-anglais des 2-9 février 1888;

h) Les Protocoles franco-italiens du 24 janvier 1900 et du 10 juillet 1901, pour la délimitation des possessions italiennes et françaises dans le littoral de la mer Rouge et le golfe d'Aden;

i) La Convention franco-éthiopienne pour les frontières du 20 mars 1897.

Il est entendu que les diverses conventions mentionnées dans le présent article ne portent aucune atteinte aux droits souverains de l'Empereur d'Abyssinie et ne modifient en rien les rapports entre les trois Puissances et l'Empire éthiopien tels qu'ils sont stipulés dans le présent Arrangement.

Article 2. Pour les demandes de concessions agricoles, commerciales et industrielles en Ethiopie, les trois Puissances donneront pour instructions à leurs représentants d'agir de telle sorte que les concessions qui seront accordées dans l'intérêt d'un des trois Etats ne nuisent pas aux intérêts des deux autres.

Article 3. Si des compétitions ou des changements intérieurs se produisaient en Ethiopie, les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie observeraient une attitude de neutralité, s'abstenant de toute intervention dans les affaires du pays et se bornant à exercer telle action qui serait, d'un commun accord, considérée comme nécessaire pour la protection des légations, des vies et des propriétés des étrangers, et des intérêts communs des trois puissances.

En tous cas, aucun des trois Gouvernements n'interviendrait d'une manière et dans une mesure quelconques qu'après entente avec les deux autres.

Article 4. Dans le cas où les événements viendraient à troubler le statu quo prévu par l'article 1er, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie feront tous leurs efforts pour maintenir l'intégrité de l'Ethiopie. En tous cas, se basant sur les accords énumérés audit article, elles se concerteraient pour sauvegarder:

a) Les intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Egypte dans le bassin du Nil, et plus spécialement en ce qui concerne la réglementation des eaux de ce fleuve et de ses affluents (la considération qui leur est due étant donnée aux intérêts locaux), sous réserve des intérêts italiens mentionnés au paragraphe b);

b) Les intérêts de l'Italie en Ethiopie par rapport à l'Erythrée et au Somaliland (y compris le Benadir), et plus spécialement en ce qui concerne l'hinterland de ses possessions et l'union territoriale entre elles à l'ouest d'Addis-Abeba;

c) Et les intérêts français en Ethiopie par rapport au protectorat français et de la côte des Somalis à l'hinterland de ce protectorat et à la zone nécessaire pour la construction et le trafic du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba.

Article 5. Le Gouvernement français communique aux Gouvernements britannique et italien:

1⁰ L'acte de concession du chemin de fer franco-éthiopien du 9 mars 1894:

2⁰ Une communication de l'Empereur Ménélik en date du 8 août 1904, dont la traduction est annexée au présent accord, et qui invite la Compagnie concessionnaire à construire le second tronçon de Dirré-Daoua à Addis-Abeba.

Article 6. Les trois Gouvernements sont d'accord pour que le chemin de fer de Djibouti soit prolongé de Dirré-Daoua à Addis-Abeba, avec embranchement éventuel vers Harrar, soit par la Compagnie du chemin de fer éthiopien en vertu des actes énumérés à l'article précédent, soit par toute autre compagnie privée française qui lui serait substituée avec l'agrément du Gouvernement français, à la condition que les nationaux des trois pays jouiront pour les questions de commerce et de transit d'un traitement absolument égal à la fois sur le chemin de fer et dans le port de Djibouti. Les marchandises ne seront passibles d'aucun droit fiscal de transit au profit de la Colonie ou du Trésor français.

Article 7. Le Gouvernement français prêtera son concours pour qu'un Anglais, un Italien et un Représentant de l'Empereur d'Abyssinie fassent partie du conseil d'administration de la ou des compagnies françaises qui seront chargées de l'exécution et de l'exploitation du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba. Il est stipulé par réciprocité que les Gouvernements anglais et italien prêteront leur concours pour qu'un poste d'administrateur soit également assuré dans les mêmes conditions à un Français, dans toute société anglaise ou italienne qui aurait été formée ou se formerait pour la construction ou l'exploitation de chemins de fer allant d'un point quelconque en Abyssinie à un point quelconque des territoires voisins anglais ou italiens. De même, il est entendu que les nationaux des trois pays jouiront pour les questions de commerce et de transit d'un traitement absolument égal à la fois sur les chemins de fer qui seraient construits par des sociétés anglaises ou italiennes et dans les ports anglais ou italiens d'où partiraient ces chemins de fer. Les marchandises ne seront passibles d'aucun droit fiscal de transit au profit des Colonies ou des Trésors anglais et italien.

Les trois Puissances signataires sont d'accord pour étendre aux nationaux de tous les autres pays le bénéfice des dispositions des articles 6 et 7 relatives à l'égalité de traitement en matière de commerce et de transit.

Article 8. Le Gouvernement français s'abstiendra de toute intervention en ce qui concerne la concession précédemment accordée au delà d'Addis-Abeba.

Article 9. Les trois Gouvernements sont d'accord pour que toute construction de chemin de fer en Abyssinie à l'ouest d'Addis-Abeba soit, dans le mesure où un concours étranger est nécessaire, exécutée sous les auspices de l'Angleterre. De même, les trois Gouvernements sont d'accord pour que toute construction de chemin de fer en Ethiopie reliant le Benadir à l'Erythrée à l'ouest d'Addis-Abeba soit, dans la mesure où un concours étranger est nécessaire, exécutée sous les auspices de l'Italie. Le Gouvernement britannique se réserve le droit de se servir, le cas échéant, de l'autorisation accordée par l'empereur Ménélik à la date du 28 août 1904, de construire un chemin de fer du Somaliland britannique à travers l'Ethiopie jusqu'à la frontière soudanaise, à la condition toutefois de s'entendre au préalable avec les Gouvernement français et italien, les trois Gouvernements s'interdisant de construire, sans entente préalable, aucune ligne pénétrant en territoire abyssin ou devant se raccorder aux lignes abyssines, et de nature à faire concurrence directe à celles qui seront établies sous les auspices de l'une d'elles.

Article 10. Les représentants des trois Puissances se tiendront réciproquement complètement informés et coopéreront pour la protection de lenrs intérêts respectifs. Dans le cas où les représentants anglais, français et italiens ne pourraient pas se mettre d'accord, ils en référeraient à leurs Gouvernements respectifs, et suspendraient, en attendant, toute action.

Article 11. En dehors des arrangements énumérés à l'article 1er et à l'article 5 de la présente Convention, aucun accord conclu par l'une quelconque des Puissances contractantes en ce qui concerne la région éthiopienne ne sera opposable aux autres Puissances signataires du présent Arrangement.

P. Cambon.

(Annexe à l'arrangement.)

Traduction de la lettre impériale du 8 août 1904 autorisant la Compagnie du chemin de fer à entreprendre la construction de la ligne de Dirré-Daoua à Addis-Abeba.

Lion vainqueur de la tribu de Judas, Ménélik II, élu du Seigneur, roi des rois d'Ethiopie,

à M. le Ministre plénipotentiaire du Gouvernement français à Addis-Abeba,

Salut :

Afin que la Compagnie du chemin de fer ne perde pas de temps inutilement, je vous informe qu'il est de ma volenté qu'elle entreprenne vite les travaux de la ligne de Dirré-Daoua à Addis Abeba. Seulement, pour les contrats, nous nous entendrons dans la suite avec la Compagnie du chemin de fer.

Ecrit le 2 Noassé de l'an de grâce 1896 (ère abyssine) en la ville d'Addis-Abeba (8 août 1904).

(Annexe no 2 à la lettre de M. Paul Cambon, du 6 juillet 1906.)

Déclaration.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie fait observer que l'Italie a des traités avec le Sultan de Lugh, le Sultan de Raheita, et les Danakils, regardant des questions de frontière. Ces traités devant faire l'objet d'une négociation avec le Gouvernement éthiopien, il est impossible de les comprendre dans l'énumération de l'article premier, mais le Gouvernement italien se réserve de les communiquer à l'Angleterre et à la France après l'issue des négociations.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre et l'Ambassadeur de France donnent acte au Ministre des Affaires étrangères d'Italie de cette déclaration.

M. Léon Bourgeois, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Lagarde, Ministre de France à Addis-Abeba.

Paris, le 7 juillet 1906.

La Convention à trois a été parafée hier. Veuillez vous concerter avec vos collègues anglais et italien pour communiquer à l'Empereur Ménélik le texte de cet Arrangement. Il vous sera facile de faire ressortir aux yeux du Négus le soin avec lequel nous avons évité toute stipulation de nature à porter atteinte à ses droits souverains.

Léon Bourgeois.

M. Lagarde, Ministre de France en Ethiopie,
à M. Léon Bourgeois, Ministre des Affaires étrangères.

Addis-Abeba, le 18 juillet 1906.

J'ai fait aujourd'hui, conformément à vos instructions, une démarche avec les agents anglais et italien pour communiquer le texte de l'Accord à trois à l'Empereur et demander son adhésion.

Ménélik s'est réservé d'examiner mûrement l'affaire.

Lagarde.

M. Barrère, Ambassadeur de la République française à Rome,
à M. Léon Bourgeois, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 13 novembre 1906.

M. Tittoni vient d'inviter le Marquis de San Giuliano à signer en même temps la Convention éthiopienne et l'Accord sur la contrebande des armes. *Barrère.*

M. Lagarde, Ministre de France en Ethiopie,
à M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères.

Addis-Abeba, le 5 décembre 1906.

Sur mon avis, confirmé par mes collègues, l'Empereur Ménélik nous a fait remettre un accusé de réception de l'accord à trois concernant l'Abyssinie. *Lagarde.*

M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 13 décembre 1906.

Nous avons signé aujourd'hui, sir Edward Grey, le marquis de San Giuliano et moi, la Convention relative à l'Abyssinie, déjà parafée le 6 juillet dernier, et l'accord destiné à assurer la répression de la contrebande des armes à la Côte des Somalis.

Les parafes dont la Convention relative à l'Abyssinie était déjà revêtue engageaient les trois Puissances, et c'est dans un esprit de ménagement pour les susceptibilités du Négus que nous avions retardé la signature; la réponse de Ménélik à nos représentants à Addis-Abeba nous a permis de sceller définitivement notre accord.

Quant à la convention relative à la contrebande des armes, j'en envoie ci-joint le texte à Votre Excellence.

Paul Cambon.

(Annexe à la lettre de M. Paul Cambon, du 13 décembre 1906.)

Convention relative à la contrebande des armes à la Côte des Somalis.

La France, la Grande-Bretagne et l'Italie, ayant un intérêt commun à prévenir tout désordre dans les territoires qu'elles possèdent respectivement dans la région éthiopienne et sur le littoral de la mer Rouge, du golfe d'Aden et de l'océan Indien, ont convenu ce qui suit:

1. Les Gouvernements contractants, se référant aux dispositions contenues dans les articles 8 à 13 de l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les importations d'armes et de munitions:

Le Gouvernement français à Djibouti et Obock et dans les territoires de la Somalie française;

Le Gouvernement britannique dans la Somalie anglaise et dans les ports et territoires de Zeila, de Berbera, d'Aden et de Périm;

Le Gouvernement italien dans l'Erythrée, la Somalie italienne, et en particulier dans les ports de Massaouah et d'Assab.

2. Pour les armes et munitions destinées au Gouvernement éthiopien, aux chefs éthiopiens reconnus et aux particuliers en Ethiopie, l'autorisation de transit ne sera donnée que sur une demande formulée par ledit Gouvernement, indiquant nominativement les personnes autorisées, ainsi que la nature et la quantité des armes et des munitions, et certifiant que lesdites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente.

3. Les trois Gouvernements s'engagent à prêter leur concours pour agir auprès du Négus, afin que, suivant les prescriptions de l'Acte général de Bruxelles, le trafic des armes et des munitions soit interdit en territoire Abysssin.

4. En ce qui concerne la surveillance des boutres qui viennent chercher des armes à Djibouti, Aden, Périm, Zeila, Massaouah, Assab et

autres ports de la région, pour des points situés en dehors de la zone de protection de l'Acte de Bruxelles, des dispositions seront prises pour les empêcher de se livrer à des actes de contrebande.

5. En maintenant expressément les principes de la législation française sur le droit de visite et demeurant entendu que les deux Gouvernements italien et anglais maintiennent également leurs principes sur cette question, le Gouvernement français accepte que les mesures de surveillance appliquées par les autorités locales dans les eaux territoriales italiennes et anglaises aux petits bâtiments (boutres) de commerce indigènes, italiens et anglais soient également applicables dans les eaux territoriales anglaises et italiennes aux boutres portant le pavillon français; de leur côté, les Gouvernements anglais et italien acceptent que les mesures de surveillance appliquées par les autorités locales dans les eaux territoriales françaises aux petits bâtiments indigènes de commerce (boutres) français soient également applicables aux boutres portant le pavillon anglais ou italien.

Ces mesures seront appliquées sans qu'il soit besoin de recourir aux formalités prescrites par les conventions consulaires en vigueur entre les trois Gouvernements.

6. Pour faciliter la surveillance sur les embarcations indigènes, et pour prévenir toute usurpation de pavillon, les trois Gouvernements s'engagent à se communiquer chaque année les listes des boutres autorisés à porter leur pavillon respectif.

7. Les trois Gouvernements obligeront, en outre, les boutriers autorisés à arborer le pavillon français, anglais, ou italien à inscrire sur leurs embarcations des marques apparentes qui permettent de les reconnaître plus aisément à distance.

8. Les Gouvernements anglais, français et italien sont d'accord pour prescrire à leurs autorités respectives de se concerter pour l'exécution sur place des dispositions résultant du présent accord.

9. Le présent Arrangement est conclu pour une durée de douze années à partir de la signature, et restera en vigueur de trois ans en trois ans, à moins qu'il ne soit dénoncé six mois à l'avance.

Fait à Londres, le 13 décembre 1906.

(L. S.) *Paul Cambon.*
(L. S.) *E. Grey.*
(L. S.) *A de San Giuliano.*

70.

ESPAGNE, HONDURAS, NICARAGUA.

Sentence arbitrale rendue par S. M. le Roi d'Espagne pour trancher la question des limites entre la République de Honduras et la Nicaragua; rendue à Madrid, le 23 décembre 1906.

Gaceta de Madrid, 25 décembre 1906.

Don Alfonso XIII, por la gracia de Dios y la Constitución Rey de España;

Por cuanto hallándose sometida á Mi fallo la cuestión de límites pendiente entre las Repúblicas de Honduras y Nicaragua, en virtud de los artículos 3.º, 4.º y 5.º del Tratado de Tegucigalpa de 7 de Octubre de 1894, y á tenor de las Notas dirigidas por Mi Ministro de Estado con fecha 11 de Noviembre de 1904 á los Ministros de Relaciones Exteriores de dichas Potencias:

Inspirado en el deseo de corresponder á la confianza que por igual han otorgado á la antigua Madre Patria las dos mencionadas Repúblicas, sometiendo á Mi decisión asunto de tanta importancia;

Resultando que al efecto, y por Real decreto de 17 de Abril de 1905, se nombró una Comisión de examen de la susodicha cuestión de límites á fin de que esclareciera los puntos de litigio y emitiese un informe preparatorio del laudo arbitral:

Resultando que las Altas Partes interesadas presentaron en tiempo debido sus respectivos Alegatos y Réplicas, con los documentos correspondientes, en apoyo de lo que cada una estimaba su derecho:

Resultando que los límites entre las Repúblicas de Honduras y de Nicaragua están ya definitivamente fijados por ambas Partes y de mutuo acuerdo desde la costa del mar Pacífico hasta el Portillo de Teotecacinte:

Resultando que, según las Actas de Amapala de 14 de Septiembre de 1902 y 29 de Agosto de 1904, hubo de procurarse por la Comisión mixta hondureño-nicaragüense la elección de un punto limítrofe común en la costa del mar Atlántico para llevar desde allí la demarcación de la frontera hasta el referido Portillo de Teotecacinte, lo cual no pudo efectuarse por no haberse puesto de acuerdo:

Resultando que los territorios en litigio comprenden una extensa zona, que está incluída:

Por el Norte, á partir del Portillo de Teotecacinte, continuando por la cima de la cordillera y siguiendo la línea ó arista que divide las aguas pluviales á uno y otro lado hasta terminar en el Portillo, donde nace la fuente que forma el Río Frío, siguiendo luego el cauce de dicha fuente

y dicho río hasta donde se junta con el Guayambre, y después por el cauce del Guayambre hasta donde éste se junta con el Guayape, y desde aquí hasta donde el Guayape y el Guayambre toman el nombre común de río Patuca, siguiendo por la vaguada de este río hasta encontrar el meridiano que pasa por el Cabo Camarón, y tomando por este meridiano hasta la costa;

Y por el Sur, desde el Portillo de Teotecacinte, desde las cabeceras del río Limón, aguas abajo, por el cauce de este río y luego por el cauce del Poteca, hasta su confluencia con el río Segovia, continuando con la vaguada de este último río hasta llegar á un punto situado á veinte leguas geográficas de distancia recta y perpendicular de la costa atlántica, tirando en este punto hacia el Sur sobre un meridiano astronómico hasta interceptar el paralelo de latitud geográfico que pasa por la desembocadura del río de Arena y de la laguna de Sandy Bay, sobre el cual paralelo se prosigue hacia el Oriente desde la indicada intersección hasta el Océano Atlántico:

Resultando que la cuestión que es objeto de este arbitraje consiste, pues, en determinar la línea divisoria de ambas Repúblicas, comprendida entre un punto de la costa del Atlántico y el mencionado Portillo de Teotecacinte:

Considerando que, según, lo convenido por ambas Partes en la regla tercera del art. 2.° del Tratado de Tegucigalpa ó Gámez Bonilla de 1894, por el cual se rige este arbitraje, debe entenderse que cada una de las Repúblicas de Honduras y Nicaragua es dueña del territorio que á la fecha de su independencia constituía, respectivamente, las provincias de Honduras y Nicaragua, pertenecientes á Espanña:

Considerando que las provincias españolas de Honduras y de Nicaragua fueron formándose por evolución histórica, hasta ser constituídas en dos distintas Intendencias de la Capitanía general de Guatemala, por virtud de lo dispuesto en la Real Ordenanza de Intendentes de provincia de Nueva España de 1786, aplicada á Guatemala, y bajo cuyo régimen de provincias intendencias se hallaban al emanciparse de España en 1821:

Considerando que por Real Cédula de 24 de Julio de 1791, á petición del Gobernador Intendente de Comayagua y de conformidad con lo acordado por la Junta Superior de Guatemala, en virtud de lo dispuesto en los artículos 8.° y 9.° de la Real Ordenanza de Intendentes de Nueva España, se aprobó la incorporación de la Alcaldía Mayor de Tegucigalpa á la Intendencia y Gobernación de Comayagua (Honduras), con todo el territorio de su Obispado, en razón de ser dicha Alcaldía mayor provincia aneja á la de Honduras y de estar enlazada con ésta, así en lo eclesiás ico como en el cobro de tributos:

Considerando que, por virtud de esta Real Cédula, quedó formada la provincia de Honduras en 1791 con todos los territorios de la primitiva de Comayagua, los de su aneja Tegucigalpa y los demás del Obispado de Comayagua, componiendo así una región que confinaba por el Sur con Nicaragua, por el Sudoeste y Oeste con el mar Pacífico, San Salvador y

Guatemala, y por el Norte, Nordeste y Este con el mar Atlántico, salvo la porción de costa á la sazón ocupada por indios, mosquitos, zambos, payas, etc.:

Considerando que como precedente de lo dispuesto en dicha Real Cédula de 1791, debe estimarse la demarcacíon hecha por otras dos Reales Cédulas de 23 de Agosto de 1745, nombrando en la una Gobernador y Comandante general de la provincia de Honduras á D. Juan de Vera para el mando de esta provincia y de las demás comprendidas en todo el Obispado de Comayagua y distrito de la Alcaldía mayor de Tegucigalpa y de todos los territorios y costas que se comprenden desde donde termina la jurisdicción de la provincia de Yucatán hasta el Cabo de Gracias á Dios; y en la otra, á D. Alonso Fernández de Heredia, Gobernador de la provincia de Nicaragua y Comandante general de ella, de Costa Rica, Corregimiento de Realejo, Alcaldías mayores de Subtiaba, Nicoya y demás territorios comprendidos desde el Cabo de Gracias á Dios hasta el río Chagre exclusive. En cuyos documentos se señala, pues, el Cabo de Gracias á Dios como punto limítrofe de las jurisdicciones concedidas á los referidos Gobernadores de Honduras y de Nicaragua con el carácter con que fueron nombrados:

Considerando que es también antecedente digno de tenerse en cuenta la comunicación del Capitán general de Guatemala, D. Pedro de Rivera, dirigida ai Rey en 23 de Noviembre de 1742 sobre los indios mosquitos, en la que afirma que el Cabo de Gracias á Dios está en la costa de la provincia de Comayagua (Honduras):

Considerando que cuando, por virtud del Tratado con Inglaterra de 1786, evacuaron los ingleses el país de los Mosquitos, al propio tiempo que se reglamentaba nuevamente el puerto de Trujillo se mandaba crear cuatro poblaciones españolas en la costa mosquita, en Río Tinto, Cabo de Gracias á Dios, Blewfields y embo cadura del río San Juan, si bien quedaron estos establecimientos sujetos directamente á la autoridad militar de la Capitanía general de Guatemala, ambas Partes han convenido en reconocer que esto no alteró en nada los territorios de las provincias de Nicaragua y Honduras, habiendo demostrado esta República con numerosos certificados de expedientes y de cuentas que antes y después de 1791 la Gobernación Intendencia de Comayagua intervenía en todo lo que era de su competencia en Trujillo, Río Tinto y Cabo de Gracias á Dios:

Considerando que la ley 7.ª del título 2.º del libro 2.º de la Recopilación de Indias, al determinar el modo como había de hacerse la división de los territorios descubiertos, dispuso que se verificase de manera que la división para lo temporal se fuese conformando con lo espiritual, correspondiendo los Arzobispados con los distritos de las Audiencias, los Obispados con las gobernaciones y Alcaldías mayores, y las parroquias y curatos con los corregimientos y Alcaldías ordinarias:

Considerando que el Obispado de Comayagua ó de Honduras, que antes ya de 1791 había ejercido actos de jurisdicción en tierras hoy disputadas, los ejerció de un modo indubitado desde esta fecha en la demar-

cación de la Gobernación, Intendencia del mismo nombre, habiéndose probado que dispuso sobre recaudación de diezmos, tramitó expedientes matrimoniales, proveyó curatos y atendió reclamaciones de eclesiásticos en Trujillo, Río Tinto y Cabo de Gracias á Dios:

Considerando que el establecimiento ó población del Cabo de Gracias á Dios, sito algo al Sur del Cabo del mismo nombre y de la orilla meridional de la boca más importante del río hoy llamado Coco ó Segovia, estaba desde antes de 1791 incluído en la jurisdicción eclesiástica del Obispado de Comayagua, y seguía dependiendo de esta jurisdicción al constituirse en Estado independiente la antigua provincia española de Honduras:

Considerando que la Constitución del Estado de Honduras de 1825, dictada en el tiempo en que estuvo unido al de Nicaragua, formando con otros la República federal de Centro América, establece que „su territorio comprende todo lo que corresponde y ha correspondido siempre al Obispado de Honduras“:

Considerando que la demarcación fijada á la provincia ó Intendencia de Comayagua ó de Honduras por la citada Real Cédula de 24 de Julio de 1791 seguía sin variar en el momento de alcanzar su independencia las provincias de Honduras y Nicaragua; pues aun cuando por Real decreto de 24 de Enero de 1818 el Rey aprobó el restablecimiento de la Alcaldía Mayor de Tegucigalpa, con cierta autonomía en lo económico, dicha Alcaldía Mayor continuó formando un partido de la provincia de Comayagua ú Honduras, dependiente del Jefe político de la provincia; y como tal partido concurrió á la elección, en 5 de Noviembre de 1820, de un Diputado á las Cortes españolas y un Diputado suplente por la provincia de Comayagua, y asimismo concurrió con los demás partidos de Gracias, Choluteca, Olancho, Yoro con Olanchito y Trujillo, Tencoa y Comayagua á la elección de la Diputación provincial de Honduras, elección que se verificó el 6 de Noviembre del mismo año de 1820:

Considerando que al organizar la Gobernación é Intendencia de Nicaragua con arreglo á la Real Ordenanza de Intendentes de 1786, quedó formada por los cinco partidos de León, Matagalpa, El Realejo, Suptiaga y Nicoya, no comprendiéndose en esta división ni en la que propuso en 1788 el Gobernador Intendente Don Juan de Ayssa territorios de los que ahora reclaman la República de Nicaragua al Norte y Poniente del Cabo de Gracias á Dios, ui constando tampoco que la jurisdicción del Obispado de Nicaragua llegase hasta este Cabo, y siendo de notar que el último Gobernador Intendente de Nicaragua, D. Miguel González Saravia, al describir la provincia que fué de su mando en su libro Bosquejo político estadístico de Nicaragua, publicado en 1824, decía que la línea divisoria de dicha provincia por el Norte corre desde el Golfo de Fonseca, en el Pacífico, al río Perlas, en el mar del Norte (Atlántico):

Considerando que la Comisión de examen no ha encontrado que la acción expansiva de Nicaragua se haya extendido al Norte del Cabo de Gracias á Dios, ni llegado, por lo tanto, al Cabo Camarón; que en ningún

mapa, descripción geográfica ni documento de los estudiados por dicha Comisión se menciona que Nicaragua hubiese llegado al dicho Cabo Camarón, y que, por lo tanto, no cabe elegir dicho Cabo como límite fronterizo con Honduras sobre la costa del Atlántico, según pretende Nicaragua:

Considerando que aun cuando en alguna época se haya creído que la jurisdicción de Honduras se extendía al Sur del Cabo de Gracias á Dios, la Comisión de examen ha hallado que tal extensión de dominio nunca estuvo bien determinada, y en todo caso fué efimera más abajo de la población y puerto del Cabo de Gracias á Dios, y, en cambio, la acción de Nicaragua se ha ido extendiendo y ejerciendo de un modo positivo y permanente hacia el repetido Cabo de Gracias á Dios, y, por consiguiente, no procede que el límite común en el litoral Atlántico sea Sandy Bay, como pretende Honduras:

Considerando que, tanto para llegar á la designación del Cabo Camarón como para la de Sandy-Bay, habría que recurrir á líneas divisorias artificiales, que no corresponden de ninguna manera á límites naturales bien marcados, como recomienda el Tratado Gámez Bonilla:

Considerando que, todos los mapas (españoles y extranjeros) que la Comisión nombrada por el Real decreto de 17 de Abril de 1905 ha examinado referentes á los territorios de Honduras y Nicaragua, anteriores á la fecha de la independencia, indican la separación entre ambos territorios en el Cabo de Gracias á Dios ó al Sur de este Cabo, y que, en época posterior á la independencia, mapas como dos de Squier (Nueva York, 1854); Baily (Londres, 1856); Dussieux (hecho á la vista de Stieler, Riepert, Petermann y Berghaus-Paris, 1868); Dunn (Nueva Orleans, 1884); Colton, Ohman y Compañía (Nueva York, 1890); Andrews (Leipzig, 1901); Armour's (Chicago, 1901), marcan el límite en el mismo Cabo de Gracias á Dios:

Considerando que de los mapas examinados relativos á la cuestión, sólo cinco presentan el límite entre Honduras y Nicaragua, por la parte del Atlántico, al Norte del Cabo de Gracias á Dios, y estos cinco mapas todos son posteriores á la fecha de la independencia y aun á la época en que comenzó el litigio entre los dos Estados referidos; que de estos cinco mapas, tres son nicaragüenses, y los otres dos (uno alemán y otro norteamericano), si bien ponen el límite al Norte del Cabo de Gracias á Dios, le marcan en un punto muy próximo á este Cabo, ó sea en el extremo septentrional del delta del río Segovia:

Considerando que autoridades geográficas como López de Velasco (1571-1574), Tomás López (1758), González Saravia (Gobernador de Nicaragua, 1823), Squier (1856), Reclus (1870), Sonnenstern (1874), Bancroff (1890), han señalado como límite común entre Honduras y Nicaragua en la costa del Atlántico la desembocadura del río Segovia, ó el Cabo de Gracias á Dios, ó un punto al Sur de este Cabo:

Considerando que el Cabo de Gracias á Dios ha sido reconocido como límite común entre Honduras y Nicaragua en varios documentos diplomáticos procedentes de esta República, como son las circulares dirigidas á

los Gobiernos extranjeros por D. Francisco Castellón, Ministro Plenipotenciario de Nicaragua y Honduras (1844); D. Sebastián Salinas, Ministro de Relaciones Exteriores de Nicaragua (1848), y D. José Guerrero, Supremo Director del Estado de Nicaragua (1848), y las instrucciones conferidas por el Gobierno de Nicaragua á su Enviado Extraordinario en España D. José de Marcoleta para el reconocimiento de la independencia de dicha República (1850):

Considerando que, según se deduce de todo lo expuesto, el punto que mejor responde á razones de dere cho histórico, de equidad y de carácter geográfico para servir de límite común entre ambos Estados litigantes sobre la costa del Atlántico es el Cabo de Gracias á Dios, y que este Cabo marca lo que prácticamente ha sidol el término de la expansión ó conquista de Nicaragua hacia el Norte y de Honduras hacia el Sur:

Considerando que, una vez adoptado el Cabo de Gracias á Dios como límite común de los dos Estados litigantes en el litoral Atlántico, procede el determinar la línea fronteriza entre este punto y el Portillo de Teotecacinte, que fué hasta donde llegó la Comisión mixta hondureño nicaragüense:

Considerando que junto al Cabo de Gracias á Dios en el Atlántico no arranca ninguna gran cordillera que por su naturaleza y dirección pudiera tomarse como frontera entre ambos Estados á partir de dicho punto, y que, en cambio, se ofrece allí mismo, como divisoria perfectamente marcada, la desembocadura y cauce de de un río tan importante y caudaloso como el llamado Coco, Segovia ó Wanks:

Considerando que después el curso de este río, por lo menos en una buena parte del mismo, presenta por su dirección y las circunstancias de su cauce el límite más natural y más preciso que pudiera apetecerse:

Considerando que este mismo río Coco, Segovia ó Wanks, en una gran parte de su curso, ha figurado y figura en muchos mapas, documentos públicos y descripciones geográficas como frontera entre Honduras y Nicaragua:

Considerando que en los tomos del Libro Azul correspondientes á los años de 1856 y 1860, presentados por el Gobierno de S. M. Británica al Parlamento, y que figuran entre los documentos aportados por Nicaragua, consta: que según la Nota del Representante de Inglaterra en los Estados Unidos que intervenía en las negociaciones para resolver la cuestión del territorio mosquito (1852), Honduras y Nicaragua habían reconocido mutuamente como frontera el río Wanks ó Segovia; que en el art. 2.° del Convenio entre la Gran Bretaña y Honduras de 27 de Agosto, de 1859, S. M. Británica reconoció el medio del río Wanka ó Segovia, que desemboca en el Cabo de Gracias á Dios, como límite entre la República de Honduras y el territorio de los Indios mosquitos, y que en el art. 4.° del Tratado con la Gran Bretaña y los Estados Unidos de América de 17 de Octubre del mismo año de 1856 se declaró que todo el territorio al Sur del río Wanks ó Segovia no incluído en la porción reservada á los indios mosquitos, y sin prejuzgar los derechos de Hondu-

ras, se consideraría dentro de los límites y soberanía de la República de Nicaragua:

Considerando que es preciso fijar un punto en que debe abandonarse el curso de este río Coco, Segovia ó Wanks, antes de que, dirigiéndose hacia el Sudoeste, se interne en territorio reconocidamente nicaragüense:

Considerando que el punto que mejor reune las condiciones requeridas para el caso es el lugar por donde el referido río Coco ó Segovia recibe, por su margen izquierda, las aguas de su afluente Poteca ó Bodega:

Considerando que este punto de la confluencia del río Poteca con el río Segovia ha sido adoptado también por varias autoridades, y singularmente por el Ingeniero de Nicaragua D. Maximiliano V. Sonnenstern en su „Geografía de Nicaragua para uso de las Escuelas primarias de la República“ (Managua 1874):

Considerando que al continuar por el cauce del Poteca río arriba hasta llegar al encuentro del río Guineo ó Namasli, se toca el Sur del sitio de Teotecacinte, á que se refiere el documento presentado per Nicaragua y fechado en 26 de Agosto de 1720, según el cual pertenecía dicho sitio á la jurisdicción de la ciudad de la Nueva Segovia (Nicaragua):

Considerando que desde el punto en que el río Guineo entra á formar parte del río Poteca se puede tomar como línea fronteriza la que corresponda al deslinde del dicho sitio de Teotecacinte hasta enlazar con el Portillo del mismo nombre, pero de modo que el repetidositio quede dentro de la jurisdicción de Nicaragua:

Considerando que si la elección de la confluencia del Poteca con el Coco ó Segovia como punto en que haya de abandonarse el cauce de este último río para buscar el Portillo de Teotecacinte en la forma dicha pudiera ser motivo de duda y controversia, por suponerse que venía á resultar favorecida Honduras en la estrecha región de la parte septentrional de la cuenca del Segovia que así queda dentro de sus fronteras, en cambio, y como compensación por haber adoptado la desembocadura del Segovia en la forma antes expresada, quedan dentro de los dominios de Nicaragua la bahía y población de Gracias á Dios, que, según antecedentes probadas, corresponderían á Honduras con mejor derecho; y

Considerando, por último, que si bien la regla 4.ª del artículo 2.º del Tratado de Gámez Bonilla ó Tegucigalpa dispone que para fijar los límites entre ambas Repúblicas se atenderá al dominio del territorio plenamente probado, sin reconocer valor jurídico á la posesión de hecho que por una ú otra parte se alegare, la regla 6.ª del mismo artículo previene que, de ser conveniente, podrán hacerse compensaciones y aun fijar indemnizaciones para procurar establecer, en lo posible, límites naturales bien marcados;

De conformidad con la solución propuesta por la Comisión de examen, y de acuerdo con el Consejo de Estado en pleno y con Mi Consejo de Ministros,

Vengo en declarar que la línea divisoria entre las Repúblicas de Honduras y Nicaragua desde el Atlántico hasta el Portillo de Teotecacinte, donde la dejó la Comisión mixta de límites en 1901, por no haber podi-

do ponerse de acuerdo sobre su continuación en sus reuniones posteriores, queda determinada en la forma siguiente:

El punto extremo limítrofe común en la costa del Atlántica será la desombocadura del río Coco, Segovia ó Wanks en el mar, junto al Cabo de Gracias á Dios, considerando como boca del río la de su brazo principal entre Hara y la isla de San Pío, en donde se halla el mencionado Cabo, quedando para Honduras las isletas ó cayos existentes dentro de dicho brazo principal antes de llegar á la barra, y conservando para Nicaragua la orilla Sur de la referida boca principal con la mencionada isla de San Pío, más la bahia y población del Cabo de Gracias á Dios y el brazo ó estero llamado Gracias. que va á la bahía de Gracias á Dios, entre el Continente y la repetida isla de San Pío.

A partir de la desembocadura del Segovia ó Coco, la línea fronteriza seguirá por la vaguada ó talweg de este rio aguas arriba sin interrupción hasta llegar al sitio de su confluencia con el Poteca ó Bodega, y desde este punto, la dicha línea fronteriza abandonará el río Segovia, continuando por la vaguada del mencionado afluente Poteca ó Bodega, y siguiendo aguas arriba hasta su encuentro con el río Guineo ó Namasli.

Desde este encuentro la divisoria tomará la dirección que corresponde á la demarcación del sitio de Teoteocacinte, con arreglo al deslinde practicadon en 1720, para concluir en le Portillo de Teotecacinte, de modo que dicho sitio quede íntegro dentro de la jurisdicción de Nicaragua.

Dado en el Real Palacio de Madrid por duplicado á veintitrés de Diciembre de mil novecientos seis.

Alfonso

El Ministro de Estado,
Juan Pérez Caballero.

71.

SERBIE, ROUMANIE.

Convention de commerce; signée à Bucarest, le 23 décembre 1906.

Publication officielle de Serbie.

Sa Majesté le Roi de Serbie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, également animés du désir de développer les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure une convention et ont nommé, à cet effet, pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Serbie:

Monsieur Mihaïlo G. Ristitch, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi du Roumanie;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Jacques Lahovari, Général de division, Son Ministre Sécretaire d'Etat au département des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les deux Etats contractants.

Les ressortissants de l'un des deux Etats contractants, établis dans l'autre ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous ces rapports, dans le territoire de l'autre Etat, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Etats et applicables à tous les étrangers.

Article 2

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants auront, dans l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois de cet Etat permettent ou permettront aux ressortissants d'une autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière, en faire l'acquisitions par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des sujets d'une autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants pourront, de même, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article 3

Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront exempts, dans les territoires respectifs, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine, que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront, réciproquement, droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux Etats respectifs.

Article 4

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune façon le commerce réciproque des deux Etats par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles seront applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que:

1. dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

2. pour des raisons de sûreté publique;

3. par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles;

4. en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard des marchandises similaires de production nationale.

Article 5

En ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux Etats, que l'une d'elles pourrait avoir accordé à une tierce Puissance. Aussi, toute faveur ou immunité concédée plus tard à une tierce Puissance sera étendue immédiatement, sans condition et par ce fait même, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent cependant pas:

1. aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local en dedans d'une zone n'excédant pas quinze kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière;

2. aux obligations imposées à l'une des deux Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être à l'avenir.

Article 6

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, importés dans l'autre et destinés soit à la consomation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droit ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Article 7

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire de l'un des deux Etats contractants par une voie commerciale ouverte au transit, seront

réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, deposées et rechargées.

Article 8

A l'exportation vers l'un des Etats contractants il ne sera pas perçu dans l'autre de droits de sortie autres ou plus élevés qu'à l'exportation vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance par rapport à l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Article 9

Des certificats d'origine pourront être exigés par chacune des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises.

Article 10

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consomation d'un article dans l'un des Etats contractants, ne frapperont sous aucun motif les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus génante que les produits similaires indigènes de même espèce, ou, en cas d'absence de ceux-ci, que les produits de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux Etats, importés dans l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur.

Article 11

Les navires serbes et leurs cargaisons seront traités en Roumanie et les navires roumains et leurs cargaisons seront traités en Serbie absulument sur le même pied que les navires nationaux et leurs cargaisons, quels que soient le point de leur départ et leur destination.

Tout privilège et toute franchise accordés, à cet égard, à une tierce Puissance par l'une des parties contractantes, sera accordé à l'instant même et sans condition, à l'autre.

Toutefois il est fait exception aux disposition précédentes en ce qui concerne:

1. les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou pourraient être l'objet dans les deux Etats;

2. le commerce des côtes au point de vue duquel les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, du traitement accordée à la nation la plus favorisée.

Toutefois, les navires serbes et roumains pourront passer d'un port à l'autre soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

Article 12

La nationalité des bâtiments sera reconnue, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chacun des Etats contractants, au

moyen des titres et patentes délivrés au capitaines, patrons ou bateliers par les autorités compétentes.

Article 13

Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autre droit semblable, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics ou des particuliers, des corporations ou des établissements de toute espèce, ne pourra être imposé dans les ports de l'un des Etats contractants, sur les navires de l'autre, s'il n'est imposé également et sous les mêmes conditions, dans les mêmes cas, sur les navires nationaux en général. Ce traitement égal s'appliquera aux navires respectifs, quels que soient leur point de départ et leur destination.

Article 14

Tout navire de commerce de l'un des Etats contractants qui, par suite de gros temps ou par un autre accident, serait forcé de se réfugier dans un port de l'autre, pourra s'y radouber, se procurer les vivres nécessaires et reprendre le voyage, sans payer d'autres droits que ceux que payeraient dans un cas semblable les navires nationaux. Dans le cas, toutefois, où le capitaine ou patron du navire serait forcé de vendre une partie de sa marchandise pour couvrir ses dépenses, il devra se conformer aux règlements et tarifs de l'endroit ou le navire serait entré.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises en vue de la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration territoriale en aura donné l'autorisation.

Article 15

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'un des Etats contractants sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités accordées aux navires nationaux en pareille circonstance. Il sera prêté tout aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-cause et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées, ne seront sujettes au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Article 16

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'introduire, plus tard et d'un commun accord, dans la présente convention des modifications

qui seraient jugées conformes à son esprit et à ses principes et dont l'opportunité serait démontrée par l'expérience.

Article 17

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le lendemain du jour où l'échange des ratifications aura eu lieu et restera exécutoire pendant quatre années à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurrait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de la convention, cette dernière continuera à rester obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Bucarest 23 décembre 1906.

(L. S.) *Mihaïlo G. Ristitch.*
(L. S.) Général *J. Lahovary.*

72.

SERBIE, FRANCE.

Convention de commerce; signée à Belgrade, le 23 décembre 1906. / 5 janvier 1907.

Publication officielle de Serbie.

Sa Majesté le Roi de Serbie, et le Président République de la Française désirant compléter, en ce qui concerne les relations commerciales des deux pays, la Convention conclue entre la France et la Serbie, le 23 juin / 5 juillet 1893, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Serbie:
Mr Racha Milochévitch, Directeur Général des Monopoles;
Mr Sava R Koukitch, Directeur Général des Douanes;

Le Président de la République Française:
Mr Georges Charles Benoît, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française,

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les nationaux des deux pays.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront en matière de commerce et d'industrie les nationaux de l'une des parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Article 2.

Les ressortissants des deux parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bienfonds ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit, par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y acquérir, louer et occuper des maisons et boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Article 4.

Chacune des deux parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de tout faveur de tout privilège ou abaissement dans les droits de douane, d'octroi, d'accise et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage des articles, mentionnés ou non dans la présente Convention, que l'une d'elles a accordés ou pourrait accorder a une tierce puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des parties contractantes pour tout ce qui concerne la consom-

mation, le transbordement des marchandises, le transport sur les voies ferrées, l'accomplissement des formalités de douane, et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce ou de l'industrie.

Article 5.

Les parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles seront appicables à tous pays, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1. dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre;

2. pour des raisons de sûreté intérieure de l'Etat;

3. pour des motifs de police sanitaire ou pour empêcher soit la propagation des épizooties, soit la destruction des récoltes, notamment par les insectes ou parasites nuisibles;

4. En vue de l'exécution de la législation intérieure, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles.

Article 6.

Les marchandises d'origine ou de manufacture française acquitteront à leur entrée en Serbie les droits inscrits sur le tableau A, annexé à la présente Convention. Les marchandises ne figurant pas au dit tableau seront admises en Serbie au bénéfice des droits les plus réduits.

Les produits du sol et de l'industrie serbes, qui seront exportés directement de Serbie, bénéficieront, à leur entrée en France, des taxes les plus réduites qui y sont ou seront établies.

Article 7.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporations qui grèvent ou qui grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des parties contractantes ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte et plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des pays importés dans le territoire de l'autre, et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur.

En égard aux taux des droits du nouveau tarif douanier Serbe, qui comprennent l'impôt de l'Obrt perçu jusqu'ici indépendament des taxes, cet impôt se sera plus à l'avenir perçu sur les marchandises importées de France en Serbie.

Article 8.

Les négociants, fabricants et autres industriels qni prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les au-

torités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre partie contractante, chez des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, ches les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce et leur industrie utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans un cas, ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter à cet effet une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée. Les voyageurs de commerce français et serbes munis d'une carte de légitimation conforme au modèle ci — annexé sous la lettre B., délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantilllons, mais non des marchandises.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n' exercant ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Les objets passibles d' un droit de douane, qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition de satisfaire aux formalités suivantes, qui seront requises pour assurer leur réexportation ou leur mise en entrepôt:

1. Le bureau de douane par lequel les échantillons ou modèles seront importés constatera le montant du droit applicable aux dits articles. Le voyageur de commerce devra déposer, en espèces, le montant du dit droit au bureau de douane ou fournir une caution valable.

2. Pour assurer son identité, chaque échantillon ou modèle sera, si faire se peut, marqué par l'apposition d'une estampille, d'un timbre, d'un cachet ou d' un plomb. Cette apposition pourra, exceptionnellement, être faite sur les récipients en contact direct avec les objets qu'ils contiennent, si la douane d'entrée juge que ce mode de procéder offre toute garantie.

Il sera réciproquement ajouté foi aux marques de reconnaissance officiellement apposées pour garantir l'identité des échantillons ou modèles exportés de l'un des deux pays et destinés à y être réimportés, c'est-à-dire que les marques apposées par l'autorité douanière du pays d'exportation serviront aussi sur l'autre territoire à constater l'identité des objets. Les douanes de l'un ou de l'autre pays pourront toutefois apposer une marque supplétive, si cette précaution est reconnue indispensable.

3. Il sera remis à l'importateur un permis ou certificat qui devra contenir:

a) une liste des échantillons ou modèles importés spécifiant la nature des articles, ainsi que les marques particulières qui peuvent servir à la constatation de leur identité;

b) l' indication du montant du droit dont les échantillons ou modèles sont passibles et si ce montant a été versé en espèces ou garanti par caution;

c) la description du signe de reconnaissance, estampille, timbre, cachet ou plomb, apposé sur les échantillons, modèles, ou, s' il y a lieu, sur les récipients;

d) le délai à l'expiration duquel le montant du droit, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés ou mis en entrepôt. Le délai en question ne devra pas dépasser douze mois.

4. Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

5. Les échantillons ou modèles pourront être réexportés par le bureau de douane d'entrée, aussi bien que par tout autre bureau de douane autorisé au dédouanement d'échantillons ou de modèles.

6. Si avant l'expiration du délai fixé ci-dessus (3. littera d) les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau devra s'assurer, par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la mise en entrepôt et restituera le montant du droit déposé à l'importation ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux marchandises qui sont ou seraient dans l'un ou l'autre des deux pays, l'objet de monopoles de l'Etat.

Article 10.

Le Gouvernement Serbe se déclare prêt à conclure avec le Gouvernement de la République française un arrangement spécial pour la protection des marques de fabrique, de commerce et des dessins et modèles industriels. Les négociations en vue de la signature de cet acte s'ouvriront dans un délai de six mois à partir de la ratification de la présente Convention.

En attendant, les ressortissants de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux pays.

Article 11.

Le Gouvernement Serbe s'engage à mettre à l'étude dans le délai de cinq ans qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention les questions relatives à la protection réciproque des oeuvres artistiques.

Article 12.

La présente Convention s'étend aux pays qui sont ou seraient compris dans le territoire douanier de la République Française.

La clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, ni à celles accordées aux états limitrophes pour favoriser le commerce des frontières.

Il est d'ailleurs convenu que l'étendue du territoire dans lequel il sera loisible d'accorder des faveurs spéciales en vue du trafic frontière ne dépassera pas 15 km de part et d'autre de la frontière des Etats limitrophes.

Article 13.

Les navires français et leur cargaison en Serbie, et réciproquement, les navires serbes et leur cargaison en France, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison, sous les réserves inscrites aux art. 17 et 20.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par l'une des Parties contractantes, seront accordés à l'instant même et sans condition à l'autre.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Article 14.

La nationalité des bâtiments est régie par les lois et réglements particuliers à chaque pays et établis par les titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

Article 15.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des parties contrac-

tantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments serbes bénéficent d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Article 16.

Les navires français entrant dans un port de Serbie et réciproquement les navires serbes entrant dans un port de France qui viendraient y compléter leur chargement ou ne décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant toutefois aux lois et réglements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf les frais de surveillance.

Article 17.

Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée, dans chacun des deux pays, au pavillon national.

L'intercourse entre la France et l'Algérie est assimilée au cabotage.

Toutefois, les navires français et serbes pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement à destination étrangère.

Article 18.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats:

1. les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, ou les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront, dans un délai de 48 heures, sans avoir fait aucune opération de commerce.

2. les navires qui viennent directement d'un autre port de Serbie où ils ont déjà acquitté la susdite taxe, dans la limite du délai de 8 jours pour les bateaux à vapeur et de 15 jours pour les bateaux à voile.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérées comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne s'appliquent pas aux droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives, non plus qu'aux péages locaux institués en France au profit d'établissements publics.

Article 19.

Les Compagnies de navigation françaises et les armateurs français qui font un service régulier de bateaux entre la France et la Serbie au-

ront le droit de louer dans le rayon des ports serbes, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, des terrains même appartenant à l'Etat et contre un prix convenable, lorsque l'Etat n'en aura pas besoin pour d'autres usages. Il est entendu que les magasins ainsi établis seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront aux exigences légales.

Article 20.

Il est fait exception aux stipulations de la présente Convention en ce qui concerne: 1⁰ les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet; 2⁰ les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées à la Marine marchande nationale.

Article 21.

Si une contestation venait à surgir entre les parties contractantes au sujet de l' interprétation de la présente Convention ou de ses annexes, ainsi qu'au sujet de l'application des droits fixés dans les traités à tarifs conclus par les parties contractantes avec des puissances tierces, et même s'il s'agit de la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation de la Convention, cette contestation sera tranchée, sur la demande de l'une ou de l'autre partie, par voie d'arbitrage, dans les conditions prévues ci-après:

Lorsqu'un arbitrage doit avoir lieu, le tribunal arbitral sera composé, dans chaque cas, de la manière suivante:

1⁰ L'une et l'autre des parties contractantes appellera aux fonctions d'arbitre une personne qualifiée choisie parmi ses propres ressortissants;

2⁰ Les deux parties contractantes choisiront ensuite le sur-arbitre parmi les ressortissants d'une puissance tierce;

3⁰ Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie présentera un candidat d'une nationalité différente de celles des personnes proposées par application du paragraphe précédent;

4⁰ Le sort déterminera celui des deux candidats ainsi désignés qui remplira le rôle de sur-arbitre, à moins que les deux parties ne se soient entendues à ce sujet;

5⁰ Le sur-arbitre présidera le tribunal, qui rendra ses décisions à la majorité des voix.

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal siégera sur le territoire de la partie désignée par le sort; au second cas, sur le territoire de l'autre partie, et ainsi de suite alternativement sur l'un et sur l'autre territoire, dans la ville que choisira le gouvernement du pays dans lequel le tribunal sera appelé à se réunir. Ce gouvernement mettra à la disposition du tribunal le personnel et le local nécessaires à son fonctionnement.

Chaque partie sera représentée devant le tribunal par un agent qui servira d'intermédiaire entre la tribunal et le gouvernement qui l'aura désigné.

La procédure aura lieu exclusivement par écrit. Toutefois, le tribunal aura la faculté de demander des explications orales aux agents des deux parties, ainsi qu'aux experts et témoins dont il aura jugé la comparution utile.

Pour assurer la citation ou l'audition de ces experts ou témoins, chacune des parties contractantes, sur la demande du tribunal arbitral, prêtera son assistance dans les mêmes conditions que pour l' exécution des commissions rogatoires.

Les frais de l'arbitrage seront par moitié à la charge des deux parties.

Article 22.

Les dispositions de la présente Convention seront appicables à l'Algérie. Il est, en outre, entendu qu'elles deviendront applicables aux colonies françaises ou pays de protectorat, pour lesquels le Gouvernement français en réclamerait le bénéfice, deux mois après qu'une notification à cet effet aura été adressée au Gouvernement serbe par le représentant de la République française à Belgrade.

Article 23.

La présente Convention entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée d'un commun accord, et restera exécutoire jusqu'au 18/31 décembre 1917.

Toutefois, la clause en vertu de laquelle des marchandises d'origine ou de manufacture serbe sont admises à l'entrée en Françe au bénéfice des taxes les plus réduites, pourra être dénoncée à toute époque par le Gouvernement français et dans ce cas, la dite clause ainsi que celle en vertu de laquelle les marchandises d'origine ou de manufacture française sont admises à l'entrée en Serbe au bénéfice des taxes les plus réduites, et le tarif des droits inscrits dans le tableau A, annexé à la présente Convention, cesseront d'être en vigueur un an après cette dénonciation.

Dans le cas ou aucune des deux parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la date précitée du 18/31 décembre 1917 son intention de faire cesser les effets de la présente Convention, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 24.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Belgrade aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux gouvernements ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le $\frac{\text{Vingt trois décembre Mille neuf cent six}}{\text{cinq janvier Mille neuf cent sept.}}$

(L. S.) *Georges Benoit.*
(L. S.) *Racha Milochevitch.*
(L. S.) *S. R. Koukitch.*

73.

TURQUIE, BULGARIE.

Arrangement commercial et douanier entre l'Empire Ottoman et la Principauté de Bulgarie; signé à Constantinople, le 30 décembre 1906.

Publication officielle.

Constantinople, Typographie et Lithographie Ahmed Ihsan. Vis-à-vis la Sublime-Porte.

L'Arrangement Commercial et Douanier, conclu en date du 15 décembre 1900, ayant aidé au développement des relations commerciales entre l'Empire Ottoman et la Principauté de Bulgarie, il a été convenu, de part et d'autre, en vue d'assurer un nouvel essor à ces relations, de modifier et d'amplifier le susdit Arrangement.

A cet effet, le Gouvernement Impérial et le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie ont nommé leurs Délégués respectifs:

pour la Sublime Porte:

Son Excellence Hassan Fehmi Pacha, Directeur Général des Contributions Indirectes,

Son Excellence Ibrahim Hakky Bey, Conseiller Légiste de la Sublime Porte,

Son Excellence Mehmed Ali Bey, Conseiller Légiste de la Sublime Porte,

pour le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie:

Son Excellence Monsieur Iwan S. Guechow, Agent de la Principauté de Bulgarie près la Sublime Porte,

et Monsieur Yanko Tchakalof, Chef de la Section des Contributions Indirectes au Ministère Princier des Finances,

lesquels, dûment autorisés, ont élaboré et signé aujourd'hui, samedi, trente décembre mil neuf cent six, le présent Arrangement Commercial et Douanier entre l'Empire Ottoman et la Principauté de Bulgarie.

Article I.

Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes, énumérées dans les Annexes I et II jointes au présent Arrangement, entreront en Bulgarie et en Roumélie Orientale en franchise de droits de douane.

De même, les marchandises d'origine et de manufacture bulgares, énumérées dans les Annexes III et IV, jouiront de la même franchise, à leur entrée dans la Capitale et dans les Provinces de l'Empire.

Article II.

Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes et bulgares énumérées dans les Annexes V, VI, VII, VIII, IX et X, payeront — à leur entrée dans le Territoire d'importation — les droits douaniers, l'accise et l'octroi y énumérés. Elles bénéficieront également de toute réduction de droit de douane qui est ou qui serait accordée aux marchandises similaires les plus favorisées de tout autre pays.

Article III.

Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes et bulgares, non énumérées dans les Annexes I à X mentionnées aux deux Articles précédents, seront soumises, à leur entrée dans les Territoires respectifs, aux droits douaniers perçus sur les marchandises similaires les plus favorisées des pays étrangers.

Il est, toutefois, entendu que les deux Parties se réservent d'apporter aux Annexes précitées, d'un commun accord, des amplifications propres à favoriser le commerce des produits du sol ou de l'industrie qui ne s'y trouvent pas actuellement énumérés.

Article IV.

Le sel, le tabac, l'alcool, la bière, et les boissons alcooliques de toutes espèces resteront soumis au régime actuellement en vigueur ou à tout autre régime spécial appliqué aux produits sus-indiqués, sans distinction de provenance.

Article 5.

Seront admis en franchise les sacs, fûts, futailles, bouteilles et en général les récipients d'usage de toute sorte, couvertures de défense ou de protection (bâches) et autres moyens d'emballage, ainsi que ensouples, rouleaux en bois et en carton et autres objets de ce genre, importés du Territoire de l'une des Parties Contractantes pour servir à l'exportation de marchandises dans le Territoire de l'autre ou qui sont réimportés du Territoire de l'autre après avoir servi évidemment à l'exportation.

Article VI.

Les marchandises d'origine ou de fabrication ottomanes étant exemptes de droits de transit en Bulgarie, il ne sera prélevé sur les marchandises d'origine ou de fabrication bulgares ni droit de transit, ni aucune autre taxe analogue, lorsque ces marchandises ne font que transiter par l'Empire, soit directement, soit que, pendant le transit, elles aient été déchargées, déposées ou rechargées.

Il est, en outre, entendu que les marchandises d'origine et de manufacture des deux Parties ne seront soumises, lors de leur transport d'un port dans l'autre, par voie de terre ou de mer, à aucune autre taxe que celles auxquelles sont soumis les produits similaires les plus favorisés des pays étrangers.

Article VII.

Pour tout ce qui concerne les formalités douanières relatives à l'importation, l'exportation, le transit, la réexportation, le transbordement, l'entreposage, le courtage, la garantie des droits et taxes douanières, les analyses chimiques, le transport et toute manipulation sur chemin de fer, le chargement et déchargement des marchandises, — y compris les animaux et les débris d'animaux, — dans les ports et gares, le mode de perception des taxes et droits et, général, pour toutes les opérations douanières par terre et par mer, — il est entendu que les marchandises respectives jouiront du traitement le plus favorable en vigueur dans le Territoire des deux Parties.

Article VIII.

Les Administrations compétentes respectives devront prévenir, par tous les moyens en leur pouvoir, la constitution des dépôts frauduleux dans le rayon frontière; en outre, elles s'engagent à coopérer, par des moyens convenables et efficaces, pour empêcher et punir la contrebande dirigée contre leur Territoire: à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre Partie Contractante chargés de la surveillance; à les aider et à leur faire parvenir — par les employés de Finances et de Police, ainsi que par les Autorités locales en général — toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Article IX.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les négociants, fabricants ou industriels, ou par des voyageurs à leur service, seront de part et d'autre, admis en franchise de droit, à la condition que les importateurs fournissent les garanties règlementaires en vigueur dans le pays d'importation; que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de six mois, et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le Bureau de Douane par lequel ils passent à leur sortie.

Article X.

La Bulgarie n'imposera pas de droits d'accise sur les articles d'importation ottomane, dont l'énumération suit:

fruits frais ou secs; cire; tahin; vallonnée; sésame; bois de construction; olives en paniers et en barils; cuir pour semelles; savons non parfumés; mouchoirs à tête dits yazmas; poissons frais; secs, séchés, salés et fumés; légumes de toute sorte, frais ou secs; tissus de toute espèce, de lin, de coton, de laine et de soie.

Les confitures; bonbons, dragées et fruits glacés; rahat-locoums de toute sorte; le helva de pekmez, ainsi que le helva de toute sorte, y compris le koz-helvassi (nougat); les huiles végétales de toutes sortes et les raisins secs de toutes sortes, d'importation ottomane, payeront, en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale, les taxes indiquées dans les Annexes IX et X.

Le poisson frais de provenance bulgare continuera à être soumis au droit du „miri“ dans la Capitale et les Provinces de l'Empire. De même, le poisson frais de provenance ottomane sera assujetti, eu Bulgarie et dans la Roumélie Orientale, à un „droit de pêche“ équivalent.

Article XI.

Les marchandises d'origine ou de manufacture ottomanes ne payeront, en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale, ni droits d'octroi, ni d'autres taxes intérieures quelconques, excepté ceux payées actuellement pour les produits similaires d'origine ou de manufacture indigènes.

De même, les marchandises d'origine et de manufacture bulgares et de la Roumélie Orientale ne payeront, à leur entrée en Turquie, aucun autre droit ou taxe que ceux payés actuellement pour les produits indigènes de l'Empire.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à ne créer aucune autre nouvelle taxe intérieure ni augmentation de droits sur les marchandises provenant de l'Empire ni sur celles provenant de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie Orientale. Elles s'engagent, en outre, à s'accorder réciproquement toute réduction ou suppression éventuelle des taxes intérieures existantes dont bénéficieraient les marchandises indigènes.

Article XII.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation ou de transit.

Il est fait exception à cette règle:

1° pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

2° par rapport aux provisions de guerre ou pour des raisons de sûreté publique;

3° par égard à l'hygiène publique, et en vue de la protection des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

4° par égard à la Police Sanitaire et Vétérinaire.

Article XIII.

Sans porter préjudice aux arrangements spéciaux concernant le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur les Territoires de l'une des Parties au traitement de l'acquit-à-caution et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déjà été mises sous scellés, ne seront point déballées dans les Territoires de l'autre Partie et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés, pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

En général, les formalités du Service Douanier entre les deux Pays, seront réglées d'après des principes identiques et seront simplifiées autant que possible; il sera pourvu, de part et d'autre, à une expédition régulière et prompte dans les Bureaux de Service fixés en nombre suffisant.

Article XIV.

Pour pouvoir jouir de la franchise des droits et de la taxation réduite stipulées aux Articles I et II du présent Arrangement, les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes et bulgares énumérées dans les Annexes I-IX, doivent être importées du pays d'origine directement par voie de terre, de chemin de fer ou par mer, sauf le cas du passage des marchandises par un territoire étranger, auquel cas elles pourront bénéficier desdites franchise et taxation réduites, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas entrées, dans les entrepôts du territoire précité et que, pendant le transit, elles ne soient déchargées, ni transbordées, ni n'aient subi aucune autre manipulation.

Article XV.

Les produits respectifs énumérés aux Annexes II, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X du présent Arrangement, jouiront du traitement différentiel ou de faveur y afférent, à la conditon d'être accompagnés de Certificats d'Origine, conformément au mode ci-dessous, et dressés sur le modèle de l'Annexe XI.*)

Pour les articles d'origine ottomane dénommés dans les Annexes V, VI et IX, ainsi que pour

les huiles d'olive; objets en verre ordinaire; bouteilles noires: verres à lampe; bijouterie d'imitation de métaux précieux; objets en cuivre et en laiton; tissus en soie pure ou mélangée; couvertures de table et de lit, en soie pure ou mélangée, brodées ou non; châles, mouchoirs de poche ou de tête; cache-nez; ceintures en soie pure ou mélangée, brodées ou non, garnies ou non de franges, combinées ou non avec des fils métalliques; passementerie en soie pure ou mélangée; tapis orientaux et kilims; fez; fil de chanvre; coke; bois de sapin; ouvrages de menuiserie; brosses; peignes en os; tasses à café; boîtes en carton; fils de coton; rubans et cordonnets de coton; houppes; franges et embrasses de coton; bas et chaussettes de coton faits à la machine; objets en fer blanc; yazmas; perles et bracelets en verre:

ainsi que pour les articles d'origine bulgare énumérés aux Annexes VII et VIII et pour

les sucre raffiné en poudre, en carrés, en tablettes et en pains; bonbons de toute sorte; parfumerie, préparations cosmétiques de toutes sortes; savons parfumés; savon de blanchissage; encre à écrire; poêles en tôle; carreaux de revêtement en fayence; tapis de toute sorte; anneaux, cordes et autres ouvrages de corderie et de chanvre; coffres-forts en fer et en acier; charrues, trieurs et machines à nettoyer les grains; tissus de laine et de chanvre; tuyaux et vases de toute sorte,

les Certificats d'Origine seront transcrits par les Préposés des Douanes Ottomanes et Bulgares, au verso des factures mêmes délivrées par les propriétaires, l'administrateur ou le directeur de la fabrique, de l'usine ou de l'atelier.

---

*) Nous ne reproduisons pas les annexes de I à XI.

Pour les marchandises non dénommées ci-dessus, ainsi que pour toutes celles des Annexes II, IV et X ne figurant pas dans l'énumération précitée, les Certificats d'Origine seront libellés sur les factures mêmes de l'exportateur.

En outre, les signatures ou les sceaux des personnes ayant délivré lesdites factures, doivent être légalisés gratuitement dans les deux Pays par les Autorités locales où se trouvent leurs établissements (Tribunal de Commerce, Chambre de Commerce, Autorités Municipales ou Administratives). Dans les ports et villes maritimes, la légalisation gratuite des signatures et sceaux aura lieu par les soins des Autorités Douanières locales. De plus, les factures doivent contenir l'indication claire et exacte des marques et numéros des colis (caisses, balles, sacs, paniers, tonneaux, fûts, etc.), de la qualité et de la quantité des marchandises (en ocques, kilogrammes, litres, mètres et autres), leur dénomination technique ou commerciale, la marque de fabrique qu'elles portent, les pays de destination et l'adresse complète du destinataire.

Les Autorités Douanières des deux Parties opèreront seulement sur les originaux des factures. Duplicata de celles-ci ne sont point admis.

En outre, il est entendu que toute irrégularité ou inexactitude dans les factures ou Certificats d'Origine pouvant induire en erreur sur la provenance des marchandises, entraînera l'application du régime douanier en vigueur dans chacun des deux Pays pour les marchandises similaires les plus favorisées des autres pays.

Au moment de la visite, les Bureaux de Douanes devront s'assurer que les factures et les Certificats d'Origine se rapportent exactement aux marchandises déclarées à l'importation.

Si, de cet examen, il ressort que des marchaudises similaires étrangères ont été substituées, en partie ou en totalité, aux marchandises ottomanes ou bulgares, énoncées dans lesdits factures et Certificats d'Origine, ou bien que ces factures et Certificats d'Origine ne sont pas authentiques, on appliquera, à l'égard des marchandises et des personnes coupables, les pénalités prévues par les Réglements Douaniers en vigueur dans le Pays d'importation.

Si une maison vient à être surprise pour un cas de fraude de cette nature, le Pays d'importation en avisera le Pays exportateur à l'effet d'exercer des poursuites judiciaires contre le prévenu.

Les Certificats d'Origine Ottomane en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale, et les Certificats d'Origine Bulgare et de la Roumélie Orientale en Turquie, seront exempts du timbre, de l'enregistrement et de tous autres frais.

Article XVI.

Les sociétés par action (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles, financières et d'assurances, domiciliées dans l'un des deux Pays et y ayant une existence légale, auront, par cela même, dans l'autre, le droit d'ester en justice devant les Tribunaux locaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Ces sociétés et associations devront se conformer aux Lois du Pays, lorsqu'elles voudront y fonder des succursales ou agences.

Il demeure, en outre, entendu que la Banque Impériale Ottomane et la Banque Nationale Bulgare peuvent ouvrir, dès à présent, des succursales à Sophia et à Constantinople respectivement en observant les dispositions des Réglements locaux.

Article XVII.

Les Chambres de Commerce instituées dans l'un des deux Pays auront le droit d'ouvrir, dans l'autre, des musées commerciaux et industriels en vue de favoriser le commerce.

Article XVIII.

En attendant qu'une entente spéciale intervienne à ce sujet, les ressortissants respectifs jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, de la même protection que les indigènes, en se conformant, toutefois, aux conditions et formalités requises par la Loi Territoriale.

Article XIX.

Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés du Territoire de l'une des Parties Contractantes, ne seront soumis, dans le Territoire de l'autre, à un autre régime de contrôle qu'à celui établi par la Loi du Pays pour les articles similaires de fabrication nationale.

Article XX.

Les deux Parties estimant utile de régler — à l'occasion de la conclusion du présent Arrangement — les questions relatives au trafic frontière entre les deux Pays, aux propriétés limitrophes mixtes et à la navigation, sont convenues des dispositions contenues dans les Annexes XII, XIII et XIV.

Article XXI.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le premier janvier 1907 v. s., et aura force exécutoire jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties Contractantes. Il cessera de produire ses effets une année après le jour de sa dénonciation dûment notifiée.

Il est, en outre, entendu que pendant la durée de cet Arrangement, des modifications ou stipulations nouvelles peuvent y être introduites, de commun accord, si elles sont motivées par l'expérience du Service Douanier des Parties ou reconnues utiles pour le commerce et l'industrie des deux Pays.

En foi de quoi, le présent Arrangement a été signé, en double exemplaire, à Constantinople, de trente décembre mil neuf cent six, vieux style.

(Signé:)	*Iwan S. Guechow.*	(Signé:)	*Hassan Fehmi.*
(Signé:)	*Y. Tchakalof.*	(Signé:)	*Ibrahim Hakky.*
		(Signé:)	*Mehmed Ali.*

Annexe XII.

Faveurs spéciales accordées au trafic des Districts limitrophes.

Afin de donner, au trafic des Cazas et Okolias limitrophes, les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les Parties Contractantes sont convenues de ce que suit.

1° Resteront réciproquement libres de tout droit de douane et, de même, de tous autres impôts et taxes quelconques, à l'importation et à l'exportation, au passage d'un Pays dans l'autre, à l'exclusion des transports par chemins de fer:

a) toutes les céréales et les farines jusqu'à concurrence d'une valeur de 500 Piastres par transport;

b) les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que: linges, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage;

c) les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises; les charrettes, paniers et appareils similaires pour le transport; les bêtes de somme et de trait;

d) les ameublements, ustensiles de ménage, meubles et instruments importés par les ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui viennent établir leur domicile dans le Territoire de l'autre Partie. Jouiront de la même franchise de droit les trousseaux des financées et nouvelles mariées, ressortissant de l'un des Pays, qui contractent mariage dans l'autre;

e) les sacs et récipients — qui ont servi aux habitants des Districts limitrophes à transporter, dans le Pays voisin, leurs produits agricoles, par exemple: céréales et autres produits de l'agriculture et de l'élevage, chaux, boissons ou autres liquides et autres objets quelconques du trafic frontière — et qui en sont retournés vides par la même route; et enfin

f) le bétail conduit d'un Pays à l'autre à affourragement ou au pâturage pendant l'hiver, ainsi que les produits de ce bétail; toutefois, les frais d'inspection de ce dernier seront exigibles à l'expiration d'un délai de six mois.

2° Pour jouir du traitement favorable exposé ci-dessus, les marchandises importées qui seront grevées de droits de douane, doivent être accompagnées d'un Certificat délivré par les Autorités locales, légalisé par les Douanes de sortie et indiquant qu'elles proviennent effectivement des Cazas et Okolias limitrophes.

Lesdits Certificats ne peuvent pas être soumis, dans les Territoires de l'autre Partie Contractante, à un droit de timbre ou à une autre taxe quelconque.

3° Les habitants des Cazas et Okolias limitrophes peuvent voyager librement dans les Territoires de l'autre Partie Contractante, s'ils sont munis d'un Passavant délivré en due forme par l'Autorité Communale et visé par les Autorités Douanières compétentes. Ces Passavants seront valables pour quinze jours.

(Signé:)	*Iwan S. Guechow,*	(Signé:)	*Hassan Fehmi.*
(Signé:)	*Y. Tchakalof.*	(Signé:)	*Ibrahim Hakky.*
		(Signé;)	*Mehmed Ali.*

Annexe XIII.

Régime des propriétés limitrophes mixtes.

Les propriétés, d'une manière générale, et les terrains que la ligne de démarcation traverse de telle manière que les habitations et leurs propriétaires restent sur le Territoire de l'un des Pays, tandis que les propriétés ou les terrains sont situés sur le Territoire de l'autre, sont dénommés propriétés limitrophes mixtes.

Afin d'écarter les inconvénients de la culture et de l'exploitation de ces propriétés mixtes, les deux Parties sont tombées d'accord sur ce qui suit.

1° Tout habitant limitrophe, possesseur de propriétés au delà de la ligne de démarcation, sera tenu de présenter, chaque année, à la Douane respective, la quittance du Percepteur pour le paiement des impôts et un Certificat délivré par les Autorités du Village ou de la Commune où se trouvent ces propriétés, qui doit contenir les indications suivantes:

a) la qualité en laquelle il tient ces propriétés et

b) l'étendue et l'espère des propriétés: champs, prairies, marais, forêts, cabanes, maisons ou chaumières, etc.

2° Ce Certificat est inscrit dans un Registre spécial à la Douane qui délivre à l'ayant-droit une Feuille de Route dans laquelle le contenu du Certificat est relaté.

Le Certificat délivré par la Commune limitrophe et la Feuille de Route ne sont valables que pour un an. Ils sont délivrés gratuitement et sont exempts de toutes taxes et frais.

Au cas où le propriétaire ou le fermier aurait perdu sa Feuille de Route, il lui en sera délivré gratuitement un duplicata par la Douane.

3° Les propriétaires ou les fermiers des propriétés mixtes, munis de leurs Feuilles de Route, auront, le droit de passer librement et d'importer ou transporter en toute franchise de droit et sans être grevés d'aucune taxe quelconque:

a) des instruments aratoires, outils et ustensiles destinés à la culture de leurs terres;

b) les produits du sol, tels que: céréales, foin, paille, bois brut, légumes, etc., pourvu qu'ils proviennent de ces propriétés mixtes limitrophes, à l'exception toutefois des tabacs;

c) les comestibles nécessaires à l'alimentation journalière des propriétaires ou fermiers des propriétés mixtes limitrophes;

d) le fumier et les semences destinés aux propriétés mixtes;

e) les matériaux de construction pour bâtir dans les propriétés mixtes;

f) le bétail employé à la culture des propriétés mixtes, ainsi que le bétail conduit aux pâturages communaux ou pour être élevé dans une propriété mixte.

En ce qui concerne le bétail, il est en outre entendu que les importateurs, respectivement les exportateurs, sont tenus de présenter, à la Douane respective, un Certificat spécial du Village ou de la Commune

indiquant le nombre et le signalement du bétail. Ces données seront consignées dans le Registre de la Douane et dans la Feuille de Route délivrée par cette dernière.

4° Le bétail importé pour la culture des propriétés mixtes, devra être réexporté à son lieu d'origine dans un délai de deux mois, et le plus long délai accordé pour la réexportation du bétail conduit au pâturage ou pour être élevé, ne pourra pas dépasser douze (12) mois.

5° Les propriétaires ou les fermiers de propriétés mixtes, traversant quotidiennement la ligne de démarcation avec leur bétail pour vaquer à la culture de leurs champs ou pour le conduire aux pâturages communaux ou privés, sont exempts de l'obligation de se présenter aux Postes Douaniers. Ils peuveut traverser directement ladite ligne, mais ils seront tenus de porter toujours leurs Feuilles de Route, afin de les exhiber aux Gardes Douaniers et autres Préposés à la surveillance de la Frontière commune.

6° Le bétail obtenu par la reproduction, et les produits d'animaux obtenus pendant le séjour du bétail sur la propriété mixte, peuvent être transportés ou exportés avec la Feuille de Route, s'ils sont, comme qualité et nombre, en proportion du bétail importé.

7° Si, pendant l'époque de la pâture, soit dans une partie du troupeau, soit dans les Communes ou Villages voisins, une maladie contagieuse venait à éclater, le retour des animaux dans l'autre Pays sera interdit, sauf dans les cas d'urgence, tels que manque de fourrage, intempéries, etc. Dans ces derniers cas, le retour des animaux non encore atteints par l'épizootie, ne pourra avoir lieu que lorsque les mesures de précaution et de sûreté auront été exécutées.

8° Le bétail importé pour la culture des propriétés ou conduit au pâturage, doit être séparé du bétail indigène.

9° Dans le cas où une tête de bétail quelconque mentionnée dans une Feuille de Route et importée pour la culture des propriétés, pour la pâture ou pour être élevée, viendrait à périr ou à disparaître ou bien serait volée, le propriétaire sera tenu de faire constater le cas par l'Autorité locale sur sa Feuille de Route.

10° L'exploitation des forêts mixtes sera autorisée aux mêmes conditions que pour les indigènes et ces forêts seront administrées conformément aux Lois régissant cette matière dans chacun des deux Pays.

11° Les propriétaires des immeubles mixtes seront soumis au payement des impôts et taxes additionnels sur les immeubles (terres et bâtisses). — En outre, il est entendu que le bétail (gros et petit) de ces propriétaires ne sera grevé d'aucun impôt ou taxe quelconque dans les Territoires de l'autre Partie, si, en tout cas, le délai extrême de 12 mois n'est pas écoulé.

12° Les deux Parties auront à munir les Autorités des Districts limitrophes d'instructions propres à sauvegarder les intérêts des propriétaires des immeubles mixtes.

13° Les faveurs et facilités dont jouissent les propriétaires des immeubles mixtes, sont transmissibles à leurs héritiers légitimes, ainsi qu'aux personnes les ayant acquis à titre gratuit, conformément aux Lois territoriales.

14° Ne bénéficieront des avantages ci-dessus que les propriétés mixtes existant au moment de la conclusion du présent Arrangement.

(Signé:)	*Iwan S. Guechow.*	(Signé:)	*Hassan Fehmi.*
(Signé:)	*Y. Tchakalof.*	(Signé:)	*Ibrahim Hakky.*
		(Signé:)	*Mehmed Ali.*

Annexe XIV.

Dispositions concernant la navigation.

Afin de développer le commerce maritime entre les deux Pays, les Parties Contractantes ont arrêté ce qui suit.

I. Les bateaux à vapeur et à voile sous Pavillon Ottoman, dans les eaux de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale, et ceux portant le Pavillon Bulgare, dans les eaux de la Capitale et des Provinces de l'Empire, jouiront réciproquement, — en ce qui concerne le cabotage, le permis d'accostage et de départ, l'entrée dans les ports et la sortie, l'ancrage, le pilotage, le remorquage, les phares, les bonifications du Tarif des phares, les formalités du passage des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, la quarantaine, les désinfections, les formalités du chargement, du déchargement, du transbordement et du passage d'un port à l'autre, les facilités à accorder dans les chantiers, l'entrée et la sortie sur lest, ainsi qu'en cas de naufrage, d'échouement, de relâche forcée et de sauvetage, et toute autre opération de navigation, — du même régime et des mêmes avantages que les bateaux indigènes.

II. Les Autorités des ports de l'Empire et de la Principauté n'exigeront, des bateaux respectifs, d'autres papiers de bord et d'autres rôles d'équipage que ceux qui leur sont originairement délivrés à leurs ports d'attache et qui établissent leur indigénat.

III. En outre des taxes sanitaires, des phares et d'ancrage, ainsi que du visa des patentes de santé, les taxes à payer par les navigations respectives sont fixées comme ci-dessous:

a) pour les navires battant Pavillon Ottoman dans les eaux de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale:

1° la taxe de la sortie du port,

2° la taxe des ports construits, ainsi que celle des marchandises pour les quais et débarcadères édifiés,

3° la taxe de séjour dans les ports (droit de navire), dans les mêmes conditions et en tant que cette taxe serait exigée des navires indigènes hivernant dans les ports autres que leurs ports d'attache;

b) pour les navires battant Pavillon Bulgare dans les eaux de la Capitale et des Provinces de l'Empire,

1° les taxes des quais, des ports et des débarcadères construits,

2° la taxe du passage du pont de Constantinople et du séjour dans la partie du port intérieur de cette ville située entre les deux ponts, ainsi que dans le golfe de Sténia.

IV. Les taxes mentionnées dans le paragraphe précédent seront exigées des navires sous Pavillon Ottoman ou Bulgare, d'après les mêmes Tarifs et de la même façon qu'elles sont acquitées par les navires indigènes se trouvant dans les mêmes conditions. — Lesdits navires ottomans et bulgares bénéficieront, en outre, dans les mêmes conditions que les navires indigènes, de toute autre exemption ou facilités qui sont actuellement accordées à ceux-ci ou le seront à l'avenir.

(Signé:)	*Iwan S. Guechow.*	(Signé:)	*Hassan Fehmi.*
(Signé:)	*Y. Tchakalof.*	(Signé:)	*Ibrahim Hakky.*
		(Signé:)	*Mehmed Ali.*

Procès-Verbal.

Il est entendu qu'à la suite de la suppression du dernier paragraphe de l'Article XII du nouvel Arrangement Commercial et Douanier, ainsi que de l'ancienne Annexe XI concernant les dispositions vétérinaires, l'importation du bétail et des débris d'animaux continuera à être effectuée, comme par le passé, dans la Capitale et les Provinces de l'Empire et en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale.

Constantinople, le 29 décembre 1906, v. s.

(Signé:)	*Iwan S. Guechow.*	(Signé:)	*Hassan Fehmi.*
(Signé:)	*Y. Tchakalof.*	(Signé:)	*Ibrahim Hakky.*
		(Signé:)	*Mehmed Ali.*

74.

SERBIE, ITALIE.

Traité de commerce; signé à Belgrade, le 1/14 janvier 1907.

Publication officielle de Serbie.

Sa Majesté le Roi de Serbie et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Serbie:

Mr. Racha Milochévitch, Directeur général des Monopoles de l'Etat;

Mr. Sava R. Koukitch, Directeur général des Douanes;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Mr. Le Marquis Alessandro Guiccioli, Sénateur du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Belgrade.

Mr. Ludovico Luciolli Directeur Chef de Division au Ministère des Finances;

Mr. Ernesto Koch, Chef de Section au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Italie et la Serbie.

Art. 2.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les réglements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Art. 3.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays et aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1. dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;

2. pour des raisons de sûreté publique;

3. pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

4. en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale;

5. par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles.

Pour ce qui concerne le bétail, ainsi que les produits bruts d'animaux et les objets pouvant servir de véhicules à la contagion, sont réservées les stipulations de la Convention spéciale concernant les épizooties.

Art. 4.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur Pays, que dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chex des négociants ou dans les locaux de vente publics ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociant ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle ci-joint, et rédigées en italien ou en serbe avec traduction en français.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des

dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ressortissants de l'une des Parties contractants se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Art. 5.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières, au transbordement des marchandises, aux transport sur les voies ferrées et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce et de l'industrie, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux Pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordés à une tierce Puissance. Aussi toute faveur, ou immunité concédée plus tard à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement, sans conditions et par ce fait même, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Art. 6.

Les produits du sol et de l'industrie de la Serbie qui seront importés en Italie, et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Serbie destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, énumérés dans le tarif A, joint au présent traité, à leur importation en Italie, et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif B, joint au présent traité, à leur importation en Serbie, ne seront assujettis

à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux consolidés par lesdits tarifs.

Art. 7.

A l'exportation vers la Serbie il ne sera perçu en l'Italie et à l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu en Serbie d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Art. 8.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, ni aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats, limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

Art. 9.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 10.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux Pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit interne.

Art. 11.

Les dispositions applicables en Italie à la nation la plus favorisée en ce qui concerne le payement des droits de douane et des droits accessoires étant valables même pour les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, en tant qu'il ne soit autrement convenu, ne seront nullement soumis en Serbie à des surtaxes douanières, locales ou d'autre genre, ou à d'autres droits nouveaux, ou à des droits supérieurs à ceux qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées, savoir:

1⁰ droit de port: 20 para de dinar les 100 kg. et seulement dans les localités où le service est fait par des employés de douane;

2⁰ droit de pavage: 10 para de dinar les 100 kg.

3⁰ droit de magasinage: 5 para de dinar par 100 kg. et par jour; ce droit est augmentable de 10 para par 100 kg. et par jour pour les marchandises facilement inflammables et explosibles.

Il est bien entendu que les taxes accessoires ne pourront être perçues que si les services pour lesquels elles doivent être payées ont été effectivement prêtés en conformité aux prescriptions et aux lois douanières.

Il demeure encore entendu que toute diminution de ces droits additionnels accordée aux marchandises d'une tierce Puissance sera également appliquée aux produits similaires du sol ou de l'industrie italiens.

Art. 12.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux Pays et à condition qu'elles y aient été validement constituées conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Lesdites sociétés et associations jouiront dans l'autre Pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

Art. 13.

Les navires serbes et leur cargaison en Italie, et réciproquement, les navires italiens et leur cargaison en Serbie, à leur arrivée, soit directement du Pays d'origine, soit d'un autre pays, et quelque soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par l'une des Parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans conditions à l'autre.

Art. 14.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, y compris les tarifs et le protocole final, ainsi que toutes les questions concernant l'exercice du commerce entre les deux pays, et que l'une des Parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des deux Parties ait à nommer en qualité d'arbitre un propre ressortissant et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre le ressortissant d'une tierce puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de s'accorder, en anticipation et pour une période de temps déterminée, sur la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Art. 15.

Les Gouvernements des deux Parties contractantes se mettront d'accord à l'égard de la date de la mise en vigueur du présent traité, qui aura lieu le plus tôt possible après l'échange des ratifications et au plus tard le 1-er Avril 1907 (nouveau style).

Le présent traité restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917. Les Parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 le présent traité, dans lequel cas il sera mis hors de vigueur le 1-er janvier 1916. Si aucune des Parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait non plus notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commuu accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 16.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Belgrade le 1/14 janvier 1907.

(L. S.) *Racha Milochévitch.*
(L. S.) *S. R. Koukitch*

(L. S.) *Guiccioli.*
(L. S.) *L. Luciolli.*
(L. S.) *E. Koch.*

Protocole Final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour, entre l'Italie et la Serbie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du traité même:

Ad Art. 10.

Les droits du nouveau tarif de douane de la Serbie comprenant l'impôt de l'obrt, qui jusqu'ici était perçu séparément desdits droits, cet impôt ne sera plus perçu, à l'avenir sur les marchandises importées en Serbie de l'Italie.

Les marchandises qui sont produites ou fabriquées en Italie et non en Serbie, pourront être soumises au payement de l'impôt dit trocharina,

perçu au profit de l'Etat ou des communes, pourvu qu'elles y soient soumises au moment de la conclusion du présent traité, et que la mesure en vigueur n'en soit pas dépassée.

Les marchandises importées de l'Italie en Serbie pour lesquelles des réductions ou des consolidations de droits ont été stipulées dans le tarif conventionnel serbe ne peuvent être assujetties en Serbie à aucun autre impôt interne de quelque nature que ce soit, perçu pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations.

Ad Art. 13.

Les dispositions du présent traité concernant l'application dans l'un des deux Pays aux navires de l'autre et à leur cargaison, du traitement réservé aux navires nationaux et à leur cargaison ou bien aux navires de la nation la plus favorisée et à leur cargaison, ne dérogent en rien aux exceptions et aux exclusions établies à ce sujet et en matière de pêche par les lois et règlements actuellement en vigueur dans les deux Pays.

Ad Art. 14.

A l'égard de la procédure dans le cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 14, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire. La Partie, sur le territoire de laquelle siégera le tribunal, désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objections; dans ce cas on pourra se départir des dispostions de l'alinéa 1-er de cet article.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, préteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable la Convention de la Haie du 29 juillet 1899 sera appliquée.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Belgrade le 1/14 janvier 1907.

Racha Milochévitch. *Guiccioli.*
S. R. Koukitch. *L. Luciolli.*
E. Koch.

Sa Majesté le Roi de Serbie, et Sa Majesté le Roi d'Italie désirant faciliter le commerce du bétail, des peaux, cornes et autres produits similaires, entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires, s'introduisent par suite du mouvement du bétail et du trafic des produits animaux, dans l'autre, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Serbie:

Mr. Racha Milochévitch, Directeur général des Monopoles de l'Etat;

Mr. Sava R. Koukitch, Directeur général des Douanes;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Mr. Le Marquis Alessandro Guiccioli, Sénateur du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Belgrade;

Mr. Ludovico Luciolli, Directeur Chef de Division au Ministère des Finances;

Mr. Ernesto Koch, Chef de Section au Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. L'importation des animaux (solipèdes, ruminants et porcs), des volailles, des produits bruts d'animaux et des objets pouvant servir de véhicules à la contagion, des territoires de l'une des Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie, peut être limitée à des stations-frontières et, pour ce qui concerne l'Italie, à des ports maritimes spécialement désignés et y être soumise au contrôle vétérinaire de la part de l'Etat sur les territoires duquel l'importation doit avoir lieu.

Art. 2. Les animaux, les volailles, les produits bruts d'animaux et les objets mentionnés à l'article I-er ne pourront être introduits des territoires de l'une des Parties contractantes dans les territoires de l'autre ou transportés à travers ces derniers sans la présentation d'un certificat d'origine. Ce certificat sera délivré par l'autorité locale et devra contenir, s'il se réfère à des animaux vivants, le nombre, la description exacte et les marques caractéristiques des bêtes, ainsi que le lieu de leur destination.

Pour les animaux à sabot fendu une attestation doit en outre être présentée, constatant que les animaux dont il s'agit ont passé 40 jours dans la commune où le certificat a été délivré.

Le certificat d'origine doit porter l'attestation d'un médecin vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, constatant que les animaux sont sains, et il doit aussi constater qu'il ne s'est produit dans la commune de provenance et dans les communes voisines, pendant les derniers 40 jours avant l'expédition, aucun cas de peste bovine ou d'une autre maladie contagieuse, pour laquelle l'obligation de la déclaration est prescrite par la loi et qui soit transmissible à l'espèce d'animaux pour lesquels le certificat a été délivré.

Le certificat pour la volaille doit être revêtu de l'attestation que dans la commune de provenance ne règne aucune maladie de la volaille et que pendant les derniers quatorze jours, à compte du départ de la volaille, il n'y a pas eu de contagion.

Des cas sporadiques de charbon bactéridien, de charbon symptomatique, de rouget ou de rage, surgis dans une commune voisine n'empêcheront pas la délivraison du certificat, mais ils doivent y être déclarés. Il en est de même pour l'exanthème coïtal, en ce qui concerne les certificats pour les bœufs et les hongres.

En ce qui concerne les animaux des espèces chevaline, asine et bovine, ces certificats doivent être délivrés pour chaque pièce séparément; les animaux de race ovine, caprine et porcine et les volailles peuvent être compris cumulativement dans un seul certificat.

S'il s'agit de transports effectués par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un médecin vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur le certificat.

Seront, toutefois, admis à l'entrée sans être accompagnés de certificats d'origine, les produits de la laiterie, la graisse et le suif fondus, la laine lavée dans des établissements industriels, emballée dans des sacs clos, et les boyaux séchés ou salés en caisses ou barils clos.

L'entrée et le transit des autres produits bruts d'animaux peuvent être soumis à la présentation d'un certificat délivré par l'autorité municipale confirmant que les animaux dont ces produits proviennent, étaient en bonne santé et que dans les communes de provenance de ces animaux il n'existe pas de maladie contagieuse.

Dans le cas où les certificats d'origine ne soient pas rédigés dans la langue du pays destinataire, on y ajoutera une traduction en français certifiée exacte par le médecin vétérinaire.

Art. 3. Les transports qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent, ainsi que les animaux que le médecin vétérinaire, à leur passage de la frontière, trouve atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, enfin les animaux qui ont été en contact qnelconque avec des animaux malades ou suspects d'être atteints d'une maladie contagieuse, pourront être renvoyés. Sur demande toutefois de l'importateur ces animaux seront

admis, à condition d'être abattus immédiatement dans la station frontière ou bien au lieu du débarquement ou, s'il n'y était impossible, dans la localité et sous les précautions qui seront établies par l'autorité sanitaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de quelque maladie contagieuse. Le médecin vétérinaire à la frontière doit noter le motif du renvoi ou, le cas échéant, de l'abattement, sur le certificat et l'attester par sa signature.

Si, parmi des animaux importés, la présence d'une maladie contagieuse n'est reconnue qu'après lnur entrée dans le pays de destination, ce fait doit être consigné dans un procès-verbal dressé en présence d'un médecin vétérinaire de l'Etat. La copie du procès-verbal sera transmise sans délai au Ministère des affaires étrangères de l'autre Partie contractante.

Art. 4. Lorsque la peste bovine éclate dans les territoires de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie à le droit de prohiber ou de limiter, pour la durée du danger de la contagion, l'importation des ruminants, des porcs et des produits bruts d'animaux, ainsi que des objects pouvant servir de véhicules à la contagion.

Art. 5. Lorsque par la trafic des animaux une maladie contagieuse, pour laquelle l'obligation de la déclaration est prescrite par la loi, a été importée des territoires de l'une des Parties contractantes dans les territoires de l'autre, cette dernière aura le droit de limiter ou d'interdire, pour la durée du danger de la contagion, l'importation de toutes les espèces d'animaux auxquelles la maladie est transmissible.

Si une telle maladie éclate d'une manière menaçante dans les territoires de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura également le droit de limiter ou d'interdire, pour la durée du danger de la contagion, l'importation de toutes les espèces d'animaux auxquelles la maladie est transmissible.

Ces limitations et interdictions de l'importation pourront s'étendre: dans le cas où il s'agit de la morve, du charbon bactéridien, du charbon symptomatique, de l'angine infectieuse, de la gale des solipèdes et de l'exanthème coïtal des solipèdes et de l'espèce bovine, à l'arrondissement (distretto) d'ou proviennent les animaux qui ont introduit la contagion ou dans lequel la contagion règne, et dans le cas où il s'agit des autres épizooties, à l'exception de la peste bovine, en Serbie, au département, en Italie, à la province d'où proviennent les animaux qui ont introduit la contagion, ou dans lesquels la contagion règne.

Le trafic du bétail ne pourra être interdit si la maladie tuberculeuse éclatait ou si elle était importée.

Les prescriptions qui précèdent sont aussi applicables à des produits animaux et à des objets qui peuvent servir de véhicules à la contagion.

Art. 6. Chacune des Parties contractantes fera publier périodiquement, de huit à huit jours, des bulletins sur l'état des épizooties. Ces bulletins seront transmis directement à l'autre Partie contractante.

Ces bulletins seront rédigés aussi uniformément que possible et de manière à démontrer l'état des épizooties même dans les territoires administratifs de première instance et dans les communes.

Si la peste bovine éclatait dans les territoires de l'une des Parties contractantes, avis direct sera donné, par voie télégraphique, à l'autre Partie de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Art. 7. S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'application de la présente convention, on aura, si l'une des Parties contractantes en ferait la demande, recours à l'avis d'une commission mixte. Cet avis sera équitablement apprécié dans la décision à prendre.

Chacune des Parties contractantes nommera deux membres dans cette commission, qui aura le droit de coopter un cinquième membre dans le cas où elle ne pourrait s'entendre. Au premier cas de la formation d'une commission mixte, pourvu qu'elle n'ait pas décidé autrement, le cinquième membre sera élu parmi les ressortissants de l'une des Parties contractantes, au deuxième cas parmi ceux de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement parmi les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie contractante. Au premier cas on décidera, par le sort, laquelle des Parties contractantes aura à fournir le cinquième membre de la commission.

Art. 8. La présente convention, qui ne se rapporte qu'aux provenances des territoires des Parties contractantes, entrera en vigueur en même temps que le traité de commerce et de navigation conclu sous la date de ce jour, et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917 (nouveau style).

Il est toutefois convenu que, dans le cas où l'une ou l'autre des Parties contractantes ferait usage de la faculté de dénoncer ledit traité douze mois avant le 31 décembre 1915, pour en faire cesser les effets le 1er janvier 1916, la présente convention sera de même mise hors de vigueur à cette même date. Si aucune des Parties contractantes ne faisait usage de ladite faculté, et n'avait non plus notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les ratifications de la présente convention seront échangées en même temps que celles du traité de commerce et de navigation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Belgrade le 1/14 janvier 1907.

(L. S.) *Racha Milochévitch.*
(L. S.) *S. R. Koukitch.*

(L. S.) *Guiccioli.*
(L. S.) *L. Luciolli.*
(L. S.) *E. Koch.*

Protocole Final.

Au moment de procéder à la signature de la convention vétérinaire conclue à la date de ce jour entre l'Italie et la Serbie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la convention même:

1. Dans le cas où les animaux et les produits bruts d'animaux, destinés à l'importation en Italie, seraient transportés par mer, ils seront transportés jusqu'au port maritime d'un autre pays quelconque, par lequel le transport passe en transit, par chemin de fer en vagons plombés, et immédiatement embarqués directement sur les navires. Exceptionnellement, les animaux pourront y être abrités dans des étables spéciales, et les produits d'animaux mis dans des magasins, mais ils devront être embarqués sur la navires dans le délai le plus court possible.

2. L'importation de la viande fraîche et préparée est admise, quand le transport est muni du certificat, délivré par le médecin vétérinaire de l'Etat, par lequel soit attesté que ces produits proviennent d'animaux sains. Dans le lieu de destination, la viande importée sera soumise aux dispositions légales, auxquelles est soumise la viande indigène portée sur les marchés.

Les porcs abattus pourront être importés avec ou sans le lard.

Le transit de la viande fraîche ou préparée et des autres produits bruts d'animaux, ainsi que des peaux, du territoire de l'une des Parties contractantes par le territoire de l'autre, est admis sans restriction et limitation.

3. Les certificats d'origine dont, aux termes de l'article 2, doivent être munis les animaux et les objets mentionnés à l'article 1 sont affranchis du visa consulaire, qui ne sera pas exigé.

4. L'examen vétérinaire à la frontière des animaux et des produits d'animaux ne sera pas soumis à des taxes plus élevées que les taxes maximales actuellement en vigueur pour le trafic réciproque des Parties contractantes.

5. Pour ce qui concerne les stations de l'importation des animaux et des produits d'animaux, il est convenu que les gouvernements des Parties contractantes se mettront d'accord là-dessus.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Belgrade le 1/14 janvier 1907.

Racha Milochévitch.
S. R. Koukitch.

Guiccioli.
L. Luciolli.
E. Koch.

75.

GRANDE-BRETAGNE, SERBIE.

Traité de commerce; signé à Belgrade, le 4/17 février 1907.

Publication officielle de Serbie.

His Majesty the King of Servia, and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a new Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of Servia, M. Racha Milochévitch, Director General of the State Monopolies, and M. Sava R. Koukitch, Director General of Customs;

And His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, James Beethom Whitehead, Esquire, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Servia:

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the two Coutracting parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all ports and places in the territories of the other to which native subjects are or may be permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by native subjects.

The subjects of each of the Contracting Parties shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation, and industry, any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant to the sub-

jects or citizens of any other foreign State shall be extended immediately and unconditionally to the subjects of the other, it being their intention that the commerce, navigation, and industry of each country shall be placed, in all respects, on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts, or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to native subjects.

The subjects of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general, without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects of the country would be liable under similar circumstances.

They shall on compliance with the laws of the country have free access to the Courts of Justice, either for the prosecution or for the defence of their rights, and in this respect they shall enjoy all privileges and immunities of native subjects; and in the same manner as these they shall be at liberty to employ in all causes advocates and agents of all kinds, authorised by the laws of the country.

Article 4.

The subjects of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, national guard or militia. They shall be equal y exempted from all judicial, administrative, and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as whell as from all contributions, whether pecuniary or in kind imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions, to which all subjects of the country may be liable as owners or occupiers of real property.

In the above respects the subjects of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

The articles, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of either of the Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country.

The only exceptions to this general rula shall be in the case of the sannitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture and of measures applicable in either of the two countries to articles enjoying a direct or indirect bounty in the other.

The merchandise, the produce or manufacture of the United Kingdom enumerated in the Tariff annexed to this Treaty shall not, on importation into Servia, be subjected to higher duties than those mentioned in the said Tariff.

Article 6.

The articles the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 7.

Merchandise of all kinds, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct or whether during transit they are unloaded, warehoused and reloaded.

Article 8.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. The Chambers of Commerce in the Contracting States shall be mutually recognized as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

In the absence of Chambers of Commerce, these certificates shall be issued by such other Authorities as may have been previously notified by the Government of one State to that of the other.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities, or corporations, which affect or may affect the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the Contracting Parties, shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles the produce or manufacture of the other than on similar articles of native origin. Nevertheless this stipulation shall not be invoked to prevent the Servian Government from levying on British products or manufactures of a kind not produced in Servia, the duties known as „Trosharina", provided that the rates of these duties shall not, during the continuance of the present Treaty, exceed those at present levied, namely those fixed by the law of the 12th of July 1893, modified and extended by the laws of the 28th of July 1898 and of the 26th of February 1902.

As the Servian Customs Tariff at present in force is framed to include the impost hitherto collected under the head of Obrt tax, this tax (Obrt) shall not in future be levied on goods imported into Servia from the United Kingdom.

The produce or manufacture of either of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit shall not be subjected to any internal duty.

Article 10.

It shall be free to each of the High Contracting Parties to appoint Consuls General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the towns and ports of the Dominions and Possessions of the other. Such Consuls General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall enjoy all the faculties, privileges, exemptions, and immunities of every kind which are or shall be granted to Consuls of the most favoured nation.

Article 11.

The subjects of the High Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as native subjects in regard to patents for inventions, trade marks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 12.

All goods bearing marks or descriptions which state, or manifestly suggest, that the goods are the produce or manufacture of one of the Contracting States shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into either of the two States. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the good bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department, or of an interested party, whether an individual

or a Society, in conformity with the domestic legislation of each State; but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The Tribunals of each country shall decide what appellations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 13.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions, or Protectorates beyond the Seas unless notice of adhesion shall have been given on behalf of any such Colony, Possession or Protectorate by His Britannic Majesty's Representative to His Majesty the King of Servia before the expitration of one year from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

Nevertheless the goods produced or manufactured in any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions and Protectorates shall enjoy in Servia complete and unconditional mostfavoured-nation treatment so long as such Colony, Possession, or Protectorate shall accord to goods the produce or manufacture of Servia treatment as favourable as it gives to the produce or manufacture of any other foreign country. In such cases the Colony, Possession, or Protectorate concerned shall communicate its intention in accordance with the procedure mentioned above.

Article 14.

Any controversies which may arise between the Contracting Parties regarding the interpretation or application of the Tariff annexed to the present Treaty, as well as the rates of the Conventional Tariffs agreed upon between the Contracting Parties and third States, shall, on the demand of one or the other of the Contracting Parties, be adjusted by means of Arbitration.

The Court of Arbitration shall, in each case, be constituted by each of the Contracting Parties naming an Arbitrator from among the competent subjects of its country, and by the two Contracting Parties choosing a subject of a third friendly country to act as Umpire. The Contracting Parties reserve the right to come to an understanding in advance and for a given period upon the choice of the person to be appointed as Umpire.

Should occasion require, and subject to a special understanding to that effect, the Contracting Parties will equally submit to arbitration controversies regarding the interpretation or application of the present Treaty, other than those which are mentioned in the first paragraph.

Article 15.

It is understood that the provisions of Article 5 of the present Treaty shall not apply to: —

1. The obligations imposed on one of the two Contracting Parties by the stipulations of a Customs Union already concluded or which may be concluded in the future;

2. The favours already granted or which may be granted in the future to adjoining States to facilitate local traffic within a zone corresponding to the frontier district of each of the two countries, but not exceeding 15 kilometres in breadth on each side of the frontier. Nevertheless these latter favours shall only extend to products of agriculture, stock-raising, dairy-farming, forestry and fisheries, and to other similar articles, and in no case to industrial products.

Article 16.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Belgrade as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification and shall be binding until the 18/31st of December 1917. From the date on which the present Treaty comes into operation the Treaty of the $\frac{\text{28th June}}{\text{10th July}}$ 1893 shall cease to have effect. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other, twelve months before the date above mentioned, of their intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, the British Colonies, Possessions and Protectorates which may have adhered to the present Treaty in virtue of Article 13, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months notice to that effect.

It is understood that the stipulations of the present and of the preceding Article referring to British Colonies, Possessions or Protectorates apply also to the Island of Cyprus.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate at Belgrade the $\frac{\text{fourth}}{\text{seventeenth}}$ day of February one thousand nine hundred and seven.

(L. S.) *J. B. Whitehead.*
(L. S.) *Racha Milochevitch.*
(L. S.) *S. R. Koukitch.*

Protocol-Final.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Servia and the United Kingdom, the Undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which shall form an integral pars of the Treaty.

Ad Article 13.

His Britannic Majesty's Government undertake to inform the Governments of the Colonies, Possessions and Protectorates of His Britannic Majesty, in communicating the present Treaty to them, that the Servian

Government have expressed a wish to receive reasonable notice of their intention to withdraw the treatment of the most favoured nation which the said Colonies, Possessions or Protectorates may have accorded to Servia.

Ad Article 14.

As regards the procedure to be followed in the event of arbitration taking place in accordance with the provisions of the two first paragraphs of Article 14, the Contracting Parties agree as follows: —

In the first case of arbitration the Arbitral Tribunal shall sit in the territory of the defendant Party, in the second case in the territory of the other Contracting Party, and so on in succession in the one or the other territory. The Party on whose territory the Tribunal shall sit shall fix the place where it shall meet. It shall also undertake to provide the premises, the officials, and the attendants necessary for the proper working of the Tribunal.

The Umpire shall be President of the Tribunal. Decisions shall be taken by a majority of votes.

The Contracting Parties shall agree as each case arises, or once for all, respecting the procedure of the Court of Arbitration. In default of such an agreement the procedure shall be fixed by the Court itself. The procedure may be carried on by writing if neither of the Contracting Parties raises any objection.

As regards the summoning and bearing of witnesses and experts, the authorities of each of the Contracting Parties, on an application to be addressed by the Arbitral Tribunal to the Government concerned, shall afford the same assistance as would be given in the case of an application made on the part of the Civil Courts of their country.

The Contracting Parties shall agree as to the manner in which the expenses are to be divided, either in each particular case of Arbitration or by an arrangement applicable to all cases alike. In default of such an agreement, Article 57 of the Hague Convention of the 29th July 1899 shall be applied.

Ad Article 15.

The Contracting Parties are agreed that the provision contained in § 2 of Article 15, by which the favours granted to facilitate frontier traffic are limited to the products of agriculture, stock-raising, dairy-farming, forestry and fisheries, and to other similar articles, shall not be binding as regards a Convention on this subject which may be concluded between Servia and Bulgaria.

The present Protocol, which shall be considered as approved and sanctioned by the Contracting Parties, without any other special ratification, by the sole fact of the exchange of the ratifications of the Treaty to which it appertains, has been drawnup in duplicate at Belgrade the 4/17 of February 1907.

J. B. Whitehead.
Racha Milochevitch.
S. R. Koukitch.

Declaration.

The Servian Government declare their readiness to take the necessary steps to prevent unfair competition in respect of cotton or other yarns introduced into Servia in bundles which, while imitating bundles of English yarn, do not exactly correspond to the latter in weight and length.

In Witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Declaration.

J. B. Whitehead.
Racha Milochevitch.
S. R. Koukitch.

76.

SUISSE, ALLEMAGNE.

Traité concernant la légalisation des documents publics; signé à Berlin, le 14 février 1907.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung. No. 16. 1907.

Der Schweizerische Bundesrat und Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reiches, von dem Wunsche geleitet, hinsichtlich der Beglaubigung öffentlicher Urkunden im Verkehre zwischen beiden Ländern Erleichterungen einzuführen, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Schweizerische Bundesrat:

Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Herrn Dr. Alfred von Claparède,

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchst ihren wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Auswärtigen Amtes, Herrn Heinrich von Tschirschky und Bögendorff,

welche, nachdem sie ihre Vollmacht einander nachgewiesen haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die von Gerichten des einen Teiles, mit Einschluss der Konsulargerichte, aufgenommenen, ausgestellten und beglaubigten Urkunden be-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 16 juillet 1907.

dürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichtes versehen sind, zum Gebrauch in dem Gebiete des andern Teiles keiner Beglaubigung (Legalisation).

Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Teiles genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 2.

Urkunden, die von einer der in dem beigefügten Verzeichnis aufgeführten obersten und höheren Verwaltungsbehörden des einen der beiden Teile aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauche in dem Gebiete des andern Teiles keiner Beglaubigung (Legalisation).

Das Verzeichnis kann im beiderseitigen Einverständnisse jederzeit auf dem Verwaltungswege durch Bekanntmachung geändert oder ergänzt werden.

Artikel 3.

Die Bestimmnngen der Artikel 1 und 2 finden auch auf die deutschen Schutzgebiete Anwendung.

Sie finden entsprechende Anwendung, wenn Urkunden, die von Behörden des einen Teiles aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, vor Behörden des andern Teiles, die ihren Sitz ausserhalb des Gebietes dieses Teiles haben, gebraucht werden.

Artikel 4.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgewechselt werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach Auswechslung der Ratifikationsurkunden in Kraft*) und soll nach Kündigung, die jederzeit zulässig ist, noch drei Monate in Kraft bleiben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Berlin, den 14. Februar 1907.

(L. S.) (sig.) *Alfred von Claparède.*
(L. S.) (sig.) *von Tschirschky.*

---

*) Die Auswechslung der Ratifikationsurkunden hat am 16. Juli 1907 zwischen Herrn Unterstaatssekretär Dr. von Mühlberg und Herrn von Claparède, schweizerischem Gesandten, in Berlin stattgefunden. Als Tag des Inkrafttretens des Vertrages wurde der 16. August 1907 bezeichnet.

Verzeichnis derjenigen Verwaltungsbehörden der Schweiz und Deutschlands, deren Beurkundigungen zum Gebrauche im Gebiet des andern Landes keiner Beglaubigung bedürfen.

Die Schweiz.

A. Behörde der Eidgenossenschaft:

Die Bundeskanzlei.

B. Kantonale Behörden:

Kanton Zürich	Die Staatskanzlei.
Kanton Bern	Die Staatskanzlei.
Kanton Luzern	Die Staatskanzlei.
Kanton Uri	Die Standeskanzlei.
Kanton Schwyz	Die Kantonskanzlei.
Kanton Unterwalden ob dem Wald	Die Staatskanzlei und das Landammannamt.
Kanton Unterwalden nid dem Wald	Die Standeskanzlei.
Kanton Glarus	Die Regierungskanzlei.
Kanton Zug	Die Regierungskanzlei.
Kanton Freiburg	La Chancellerie d'Etat.
Kanton Solothurn	Die Staatskanzlei.
Kanton Baselstadt	Die Staatskanzlei.
Kanton Baselland	Die Staatskanzlei.
Kanton Schaffhausen	Die Staatskanzlei.
Kanton Appenzell A.-Rh.	Die Kantonskanzlei.
Kanton Appenzell I.-Rh.	Der Landammann und die Standeskommission.
Kanton St. Gallen	Die Staatskanzlei.
Kanton Graubünden	Die Standeskanzlei.
Kanton Aargau	Die Staatskanzlei.
Kanton Thurgau	Die Staatskanzlei.
Kanton Tessin	La Chancellerie d'Etat.
Kanton Waadt	La Chancellerie cantonale.
Kanton Wallis	La Chancellerie d'Etat.
Kanton Neuenburg	La Chancellerie d'Etat.
Kanton Genf	La Chancellerie d'Etat.

Deutsches Reich.

A. Reichsbehörden.

1. Das Auswärtige Amt.
2. Die Gouverneure in den Schutzgebieten,
   Der Vize-Gouverneur in Ponape (Ost-Karolinen),
   Die Bezirksamtmänner in Jap (West-Karolinen),
   Saipan (Marianen) und Jaluit (Marschall-Inseln).

B. Behörden der Bundesstaaten:

I.	Königreich Preussen	1. Die Regierungspräsidenten. 2. Der Polizeipräsident in Berlin.
II.	Königreich Bayern	1. Das Staatsministerium des Königlichen Hauses und des Äussern. 2. Die Kreisregierungen.
III.	Königreich Sachsen	1. Das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten. 2. Die Kreishauptmannschaften.
IV.	Königreich Württemberg	1. Das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten. 2. Die Kreisregierungen.
V.	Grossherzogtum Baden	Das Ministerium des Grossherzoglichen Hauses und der Auswärtigen Angelegenheiten.
VI.	Grossherzogtum Hessen	Das Staatsministerium.
VII.	Grossherzogtum Mecklenburg-Schwerin	Das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten.
VIII.	Grossherzogtum Sachsen	Das Staatsministerium.
IX.	Grossherzogtum Mecklenburg-Strelitz	Das Staatsministerium.
X.	Grossherzogtum Oldenburg	Das Staatsministerium.
XI.	Herzogtum Braunschweig	Das Staatsministerium.
XII.	Herzogtum Sachsen-Meiningen	Das Staatsministerium.
XIII.	Herzogtum Sachsen-Altenburg	Das Staatsministerium.
XIV.	Herzogtum Sachsen-Koburg-Gotha	Das Staatsministerium.
XV.	Herzogtum Anhalt	Das Staatsministerium.
XVI.	Fürstentum Schwarzburg-Rudolstadt	Das Ministerium.
XVII.	Fürstentum Schwarzburg-Sondershausen	Das Ministerium, Abteilung I.
XVIII.	Fürstentum Waldeck und Pyrmont	Der Landesdirektor.
XIX.	Fürstentum Reuss ältere Linie	Die Landesregierung.
XX.	Fürstentum Reuss jüngere Linie	Das Ministerium.
XXI.	Fürstentum Schaumburg-Lippe	Das Ministerium.
XXII.	Fürstentum Lippe	Das Staatsministerium.
XXIII.	Freie und Hansestadt Lübeck	Der Senat und die Senatskanzlei.

XXIV.	Freie Hansestadt Bremen	Die Senatskommission für die Reichs- und Auswärtigen Angelegenheiten.
XXV.	Freie und Hansestadt Hamburg	Die Senatskommission für die Reichs- und Auswärtigen Angelegenheiten.
XXVI.	Elsass-Lothringen	1. Das Ministerium für Elsass-Lothringen. 2. Die Bezirkspräsidenten.

77.

SUISSE, SERBIE.

Traité de commerce; signé à Belgrade, le 28 février 1907.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung. No. 8. 1907.

Der schweizerische Bundesrat und Seine Majestät der König von Serbien, von dem gleichen Wunsche beseelt, die Entwicklung der Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern zu begünstigen, haben beschlossen, zu diesem Zweck einen Vertrag abzuschliessen, und haben hierfür zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der schweizerische Bundesrat:

Herrn Fernand H. du Martheray, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien;

Seine Majestät der König von Serbien:

Herrn Racha Miloschewitsch, Generaldirektor der Staatsmonopole;

Herrn Sava R. Kukitsch, Generaldirektor der Zölle;

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Zwischen dem Königreich Serbien und der schweizerischen Eidgenossenschaft soll volle Handelsfreiheit bestehen.

Artikel 2.

Die Angehörigen des einen der beiden vertragschliessenden Teile, die im Gebiete des andern wohnen oder sich dort vorübergehend aufhalten, sollen daselbst für die Ausübung von Handel und Industrie die gleichen Rechte geniessen, wie die eigenen Staatsangehörigen und keiner

---

*) Les ratifications ont été échangées le 6/19 avril 1907 à Belgrade.

höhern oder andern Besteuerung unterworfen sein, als diese selbst. Sie sollen im Gebiete des andern Teiles in jeder Hinsicht der gleichen Rechte, Privilegien, Freiheiten, Begünstigungen und Befreiungen teilhaftig sein, wie die Angehörigen des meistbegünstigten Landes.

Es ist jedoch vereinbart, dass die besondern Gesetze, Verordnungen und Vorschriften über Handel, Industrie und Polizei, die jetzt oder zukünftig in jedem der beiden Länder gültig sind und auf alle Fremden Anwendung finden, durch die vorstehenden Vereinbarungen in keiner Weise entkräftet werden sollen.

Artikel 3.

Die Angehörigen eines jeden der beiden vertragschliessenden Teile sollen das Recht haben, im Gebiete des andern Teiles bewegliches oder unbewegliches Eigentum jeder Art zu erwerben und zu besitzen, soweit dies nach den bestehenden oder zukünftigen Landesgesetzen den Angehörigen irgend einer andern fremden Nation gestattet ist. Sie können darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, Heirat, Testament oder in jeder andern Weise verfügen, sowie solches Eigentum durch Erbschaft erlangen und zwar unter den gleichen Bedingungen, die für die Angehörigen irgend einer andern fremden Nation jetzt oder in Zukunft festgesetzt sind. In keinem der genannten Fälle sollen sie andern oder höhern Taxen, Steuern oder Abgaben, wie diese auch heissen mögen, unterworfen sein, als denjenigen, die von den Landesangehörigen gegenwärtig oder zukünftig erhoben werden.

Auch können sie, unter Beobachtung der Landesgesetze, den Ertrag aus dem Verkauf ihres Besitztums und ihres gesamten Vermögens frei ausführen, ohne in ihrer Eigenschaft als Fremde andern oder höhern Abgaben unterworfen zu sein, als wie sie von den Landesangehörigen unter gleichen Umständen zu entrichten wären.

Artikel 4.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen im Gebiete des andern von jedem obligatorischen Amtsdienste in gerichtlichen Angelegenheiten sowie in der Staats- oder Gemeindeverwaltung, ausgenommen in Vormundschaftssachen, ferner von jedem persönlichen Dienste in der Armee, der Marine, der Reserve zu Land und zur See, und der nationalen Miliz befreit sein, ebenso von allen militärischen Auflagen, Anleihen, Zwangsanleihen, Requisitionen und Leistungen jeder Art, die im Kriegsfalle oder infolge ausserordentlicher Umstände auferlegt werden. Ausgenommen sind jedoch die auf irgend einer Art des Besitzes von Grundstücken lastenden Abgaben sowie die Verpflichtung zur militärischen Einquartierung und zu andern Leistungen besonderer Art für die Militärmacht, zu welchen die Inländer und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation als Eigentümer, Pächter oder Mieter von Immobilien herangezogen werden.

Artikel 5.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, die in einem der beiden Länder nach den bestehenden Gesetzen rechtsgültig errichtet worden sind und dort ihren Sitz haben, sollen im andern Lande als gesetzlich bestehend anerkannt werden und dort namentlich das Recht haben, vor Gericht als Kläger oder als Beklagte aufzutreten.

Es herrscht jedoch darüber Einverständnis, dass durch die vorstehende Vereinbarung die Frage nicht berührt wird, ob solche im einen der beiden Länder errichtete Gesellschaften im andern Lande zum Handels- und Gewerbebetriebe zugelassen werden oder nicht. Diese Frage bleibt stets den im betreffenden Lande bestehenden Bestimmungen vorbehalten.

In jedem Falle sollen die genannten Gesellschaften im andern Lande die gleichen Rechte geniessen, die den gleichartigen Gesellschaften irgend eines Landes zustehen oder zugestanden werden sollten.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Handel zwischen den beiden Ländern in keiner Weise durch Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhr-Verbote zu hemmen.

Ausnahmen können, sofern sie auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewendet werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, stattfinden:

1. in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen;
2. aus Gründen der öffentlichen Sicherheit;
3. aus Rücksichten auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten, schädliche Insekten und Parasiten;
4. zur Vollziehung der innern Gesetzgebung, insofern durch diese die Erzeugung, der Transport, der Verkauf oder Verbrauch gewisser Waren verboten oder beschränkt ist.

Artikel 7.

Die serbischen Boden- und Industrieprodukte, die in die Schweiz eingeführt werden, und die schweizerischen Boden- und Industrieprodukte, die in Serbien eingeführt werden, und die zum Verbrauch, zur Lagerung, zur Wiederausfuhr oder zum Transit bestimmt sind, in dieser Hinsicht gleich behandelt werden, wie die Erzeugnisse der meistbegünstigten Nation, und weder höhern noch andern Abgaben unterworfen werden, als diese. Namentlich soll jede Begünstigung oder Befreiung und jede Ermässigung der im Generaltarif oder in den Vertragstarifen festgesetzten Zölle, die der eine der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht für die Dauer oder vorübergehend gewähren sollte, sofort und ohne Gegenleistung auf die Boden- und Industrieprodukte des andern Teiles ausgedehnt werden.

Die aus einem der beiden Länder herstammenden Waren sollen im andern auch in allem, was die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, der Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen sowie der Häfen und Landungsplätze betrifft, gleich behandelt werden, wie die Waren der meistbegünstigten Nation.

Artikel 8.

Die serbischen Boden- und Industrieprodukte, die im Tarif A dieses Vertrages aufgeführt sind, sollen bei ihrer Einfuhr in die Schweiz, und die schweizerischen Boden- und Industrieprodukte, die im Tarif B dieses Vertrages aufgeführt sind, sollen bei ihrer Einfuhr in Serbien weder andern noch höhern Zöllen als denjenigen unterworfen werden, die in diesen Beilagen festgesetzt sind.

Artikel 9.

Innere Abgaben, die im Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile für Rechnung des Staates, der Gemeinden oder Korporationen auf der Erzeugung, der Fabrikation oder dem Verbrauch einer Ware jetzt oder zukünftig lasten, dürfen Erzeugnisse des andern Teiles unter keinem Vorwande stärker oder in lästigerer Weise treffen, als die einheimischen Produkte gleicher Art oder, wenn solche dort nicht erzeugt werden, als die Produkte der meist begünstigten Nation.

Die Boden- oder Industrieprodukte des einen Landes, die zur Lagerung oder zum Transit in das Gebiet des andern Landes eingeführt werden, sollen dort keiner innern Abgabe unterworfen sein.

(Siehe auch die Schlussprotokollbestimmungen zu diesem Artikel.)

Artikel 10.

Vor den aus einem der beiden Länder nach dem andern ausgeführten Erzeugnissen sollen weder andere, noch höhere Ausfuhrzölle als diejenigen erhoben werden, die bei der Ausfuhr der gleichen Gegenstände nach dem in dieser Hinsicht meistbegünstigten Lande zu entrichten sind. Ebenso ist jede Begünstigung, die einer der vertragschliessenden Teile hinsichtlich der Ausfuhr einer dritten Macht zugesteht, sofort bedingungslos auch dem andern Teil einzuräumen.

Artikel 11.

Waren jeder Art, die auf einem für den Verkehr offenen Handelswege durch das Gebiet des einen der deiden Länder durchgeführt werden, sollen gegenseitig von jedem Durchfuhrzoll befreit sein, ob sie direkt transitieren oder während der Durchfuhr abgeladen, gelagert und wieder aufgeladen werden.

Artikel 12.

Als den Bestimmungen dieses Vertrages nicht zuwiderlaufend werden angesehen:

1. die zur Erleichterung des Grenzverkehrs mit Nachbarstaaten vereinbarten Zugeständnisse, und zwar für eine Grenzzone, die sich von der Grenze aus nicht mehr als 15 km weit erstrecken darf;

2. die Zugeständnisse, die einer der vertragschliessenden Teile einem andern Staate jetzt oder später durch Zollvereinsvertrag gewährt.

(Siehe auch die Schlussprotokollbestimmung zu diesem Artikel.)

Artikel 13.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, die sich durch eine von den Behörden ihres Landes ausgestellte Legitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Gewerbebetriebe berechtigt sind, dürfen im Gebiete des andern Teiles entweder persönlich oder durch Handelsreisende, die in ihrem Dienste stehen, Ankäufe machen und, auch unter Mitführung von Mustern, Bestellungen aufsuchen.

Diese Kaufleute, Fabrikanten und andern Gewerbetreibenden sollen in Beziehung auf die Pässe und die für den Handelsbetrieb zu entrichtenden Abgaben in beiden Ländern gegenseitig auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Die mit einer Legitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handelsreisenden) dürfen wohl Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen. Zollpflichtige Gegenstände, die von den genannten Reisenden als Muster eingeführt werden, sollen beiderseits vom Ein- und Ausfuhrzoll befreit sein, unter der Bedingung, dass sie, wenn sie nicht verkauft wurden, binnen einer voraus zu bestimmenden Frist wieder ausgeführt werden, und dass über die Identität der eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände kein Zweifel bestehe. Die Wiederausfuhr kann über jedes beliebige Zollamt erfolgen.

Die Wiederausfuhr der Muster muss in beiden Ländern bei der Einfuhr entweder durch Hinterlegung der betreffenden Zollbeträge oder durch Kaution sichergestellt werden. Die vertragschliessenden Teile werden einander gegenseitig mitteilen, welche Behörden zur Ausstellung der Karten befugt, und welche Vorschriften von den Reisenden bei der Ausübung ihres Handelsbetriebes zu beobachten sind.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, die im Gebiete des andern Teiles Messen oder Märkte besuchen, um ihren Handel zu betreiben oder ihre Erzeugnisse abzusetzen, sollen gegenseitig wie die Angehörigen des eigenen Landes behandelt werden und keinen höhern Abgaben unterworfen sein, als diese selbst.

Was den Gewerbebetrieb im Umherziehen, das Hausieren und das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen betrifft, die weder Handel noch Gewerbe treiben, so behalten sich die vertragschliessenden Teile volle Freiheit der Gesetzgebung vor.

(Siehe auch das dem Vertrage beigefügte Muster zur Legitimationskarte für Handelsreisende.)

Artikel 14.

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung dieses Vertrages oder seiner Beilagen, sowie über die Anwendung der Zölle, die in ihren Tarifverträgen mit dritten Mächten festgesetzt sind,

eine Meinungsverschiedenheit entstehen sollte, so ist diese auf Verlangen des einen oder andern Teiles nach den im Schlussprotokoll vorgesehenen Bedingungen auf schiedsrichterlichem Wege zu schlichten, und zwar gilt dies auch für die Entscheidung der Vorfrage, ob die Meinungsverschiedenheit sich auf die Auslegung des Vertrages beziehe.

(Siehe auch die Schlussprotokollbestimmungen zu diesem Artikel.)

Artikel 15.

Dieser Vertrag ersetzt die Handelsübereinkunft vom 10. Juni 1880.

Er soll nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1917 vollziehbar bleiben.

Wenn keiner der beiden vertragschliessenden Teile dem andern zwölf Monate vor Ablauf dieser Zeit die Absicht kundgeben sollte, den Vertrag ausser Wirkung zu setzen, so bleibt er gültig bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage an, wo der eine oder andere der vertragschliessenden Teile ihn künden wird.

Artikel 16.

Dieser Vertrag soll ratifiziert, und es sollen die Ratifikationsurkunden sobald als möglich in Belgrad ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Belgrad, in doppelter Ausfertigung, am 28. Februar eintausendneunhundertsieben.

(L. S.) (gez.) *du Martheray.*

(L. S.) (gez.) *Racha Miloschewitsch.*
(L. S.) (gez.) *S. R. Kubitsch.*

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen der Schweiz und Serbien abgeschlossenen Handelsvertrages haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten über folgende Vorbehalte und Erklärungen geeinigt, die einen wesentlichen Teil des Vertrages selbst bilden sollen:

Zu Artikel 9.

Da in den Ansätzen des neuen serbischen Zolltarifes die bisher neben den Zöllen erhobene Ortsteuer inbegriffen ist, wird diese Steuer zukünftig von den aus der Schweiz in Serbien eingeführten Waren nicht mehr erhoben werden.

Waren, die in der Schweiz, nicht aber in Serbien erzeugt oder hergestellt werden, können der auf Rechnung des Staates oder der Gemeinden erhobenen sogenannten Troscharina unterworfen werden, sofern diese Steuer für jene Waren schon beim Abschluss des gegenwärtigen Vertrages zu entrichten war. Die bisherigen Steueransätze sollen nicht erhöht werden.

Die aus der Schweiz in Serbien eingeführten Waren, für die im serbischen Vertragstarif Ermässigungen oder Bindungen der Zölle vereinbart

sind, sollen in Serbien keinerlei weitern innern Abgaben, sei es für Rechnung des Staates, der Gemeinden oder Korporationen, unterworfen werden.

Zu Artikel 12.

Es ist vereinbart, dass die besondern Zollerleichterungen, die die Schweiz der zollfreien Zone von Hoch-Savoyen und der Landschaft Gex zugestanden hat, von Serbien nicht beansprucht werden können.

Zu Artikel 14.

I.

Wenn nach Artikel 14 ein Schiedsspruch zu erfolgen hat, so soll das Schiedsgericht unter Vorbehalt der in den Ziffern II und III hiernach vorgesehenen Fälle, auf folgende Weise gebildet und in Tätigkeit gesetzt werden:

1. Jeder der vertragschliessenden Teile ernennt aus seinen eigenen Landesangehörigen eine geeignete Person als Schiedsrichter.
2. Die beiden vertragschliessenden Teile wählen sodann aus den Angehörigen einer dritten Macht den Obmann des Schiedsgerichtes.
3. Wenn sie sich hierüber nicht einigen können, so stellt jeder Teil einen Kandidaten auf, der anderer Nationalität ist, als die in Anwendung des vorhergehenden Paragraphen vorgeschlagenen Personen.
4. Aus den beiden so bezeichneten Kandidaten wird der Obmann des Schiedsgerichtes durch das Los bestimmt, wenn zwischen den beiden Teilen nicht allenfalls vorher eine Verständigung hierüber erfolgt.
5. Der Obmann ist Vorsitzender des Gerichtshofes, dessen Beschlüsse durch die Mehrheit der Stimmen gefasst werden.

Für den ersten Streitfall wird das Schiedsgericht im Gebiete desjenigen Teiles Sitzung halten, der durch das Los bestimmt wird, für den zweiten Fall im Gebiete des andern Teiles, und so abwechselnd in dem einen oder dem andern Gebiete, in der Stadt, die von der Regierung des Landes bestimmt wird, in dem das Schiedsgericht zusammentritt. Die betreffende Regierung hat das Personal und das Lokal, die für die Arbeiten des Schiedsgerichtes erforderlich sind, zu dessen Verfügung zu stellen.

Jeder Teil wird im Gerichtshofe einen Vertreter stellen, der als Vermittler zwischen dem Gericht und der Regierung dient, die ihn ernannt hat.

Das Verfahren findet ausschliesslich auf schriftlichem Wege statt. Der Gerichtshof ist jedoch befugt, sich von den Agenten der beiden Parteien sowie von den Sachverständigen und Zeugen, deren Vorladung er für nützlich erachtet, mündliche Aufschlüsse erteilen zu lassen.

Um die Vorladung und Einvernahme dieser Sachverständigen oder Zeugen zu sichern, wird auf Verlangen des Schiedsgerichtshofes jeder der vertragschliessenden Teile unter den gleichen Bedingungen mitwirken, wie bei der Vollziehung von Rechtshülfegesuchen.

II.

Auf Verlangen der klagenden Partei ist die Entscheidung einem einzigen Schiedsrichter zu übertragen. Wenn sich die beiden Teile innerhalb vier Wochen über die hierfür zu bezeichnende Person nicht einigen können, so hat jeder Teil einen Kandidaten aufzustellen, worauf durch das Los zwischen ihnen entschieden wird.

III.

Die beiden vertragschliessenden Teile können sich übrigens in jedem einzelnen Falle oder ein für allemal über irgend ein anderes Vorgehen für die Zusammensetzung des Schiedsgerichtes und das von demselben einzuschlagende Verfahren verständigen.

IV.

Die Kosten des Schiedsgerichtes werden beiden Parteien zur Hälfte übertragen.

Dieses Protokoll, das ohne besondere Ratifikation, durch die blosse Tatsache der Auswechselung der Ratifikationen des Vertrages, auf den es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Teilen genehmigt und bestätigt angesehen werden soll, ist am 28. Februar 1907 zu Belgrad in doppelter Ausfertigung unterzeichnet worden.

(gez.) *du Martheray.* (gez.) *Racha Miloschewitsch.*
(gez.) *S. R. Kukitsch.*

(Muster.)

Ligitimationskarte für Handelsreisende.

Für das Jahr ..... Nr. der Karte .....

Gültig in der Schweiz und in Serbien.

Inhaber:
(Tauf- und Geschlechtsname).
....., den (Tag, Monat, Jahr).

(Stempel) (Zuständige Behörde) Unterschrift.

Es wird bescheinigt, dass der Inhaber dieser Karte eine (Art der Fabrik oder des Handelsgeschäftes) .... in ..... unter der Firma: ..... besitzt.

Als Handelsreisender im Hause .... in ..... angestellt ist, das dort eine (Art der Fabrik oder des Handelsgeschäftes) ..... besitzt.

Da der Inhaber dieser Karte beabsichtigt, für Rechnung seines Hauses, sowie für $\frac{\text{folgendes Haus}}{\text{folgende Häuser}}$ (Art der Fabrik oder des Handelsgeschäftes)

in ..... Bestellungen aufzunehmen und Ankäufe zu machen, so wird bescheinigt, dass $\frac{\text{das genannte Haus}}{\text{die genannten Häuser}}$ gehalten $\frac{\text{ist}}{\text{sind}}$, für die Ausübung $\frac{\text{seines}}{\text{ihres}}$ Handels $\frac{\text{(seiner}}{\text{(ihrer}}$ Industrie) im hiesigen Lande die gesetzlichen Abgaben zu entrichten.

Signalement des Inhabers:

Alter: .....

Gestalt: .....

Haare: .....

Besondere Kennzeichen: .....

Unterschrift:

.....

Bemerkung:

Der Inhaber dieser Karte darf nur auf der Reise und nur für $\frac{\text{das genannte Haus}}{\text{die genannten Häuser}}$ Bestellungen aufsuchen oder Ankäufe machen. Er darf nur Muster, aber keine Waren mit sich führen. Im übrigen hat er sich den Vorschriften zu unterziehen, die in jedem Staate in Kraft bestehen.

Anmerkung: Wo in diesem Muster Doppelzeilen enthalten sind, soll das für die Ausstellung der Karten zu verwendende Formular den erforderlichen Raum gewähren, um je nach dem einzelnen Fall den einen oder andern der beiden Texte einzutragen.

Note 1.

Von der königlich serbischen Regierung wird mit Rücksicht auf die Vollziehung der Vereinbarungen, die in dem heute unterzeichneten Handelsvertrag zwischen der Schweiz und Serbien enthalten sind, und soweit sich diese auf den Handel mit Vieh und tierischen Produkten beziehen, der Wunsch ausgesprochen, dass die eidgenössische Regierung die Einfuhr von Schlachtvieh, Fleisch, Wurstwaren und tierischen Rohstoffen serbischer Herkunft in die Schweiz nach Massgabe der daselbst in dieser Hinsicht geltenden autonomen Gesetzgebung über die Viehseuchenpolizei gestatten möchte.

Ferner wünscht die königliche Regierung, dass Tiere, Fleisch, Wurstwaren und tierische Rohstoffe serbischer Herkunft ohne Beschränkung zur Durchfuhr zugelassen werden, wenn deren Transit über schweizerisches Gebiet in plombierten und verschlossenen Eisenbahnwagen erfolgt.

Die serbischen Bevollmächtigten haben die Ehre, den schweizerischen bevollmächtigten Herrn Minister im Auftrage ihrer Regierung zu ersuchen, ihnen die Entscheidung mitzuteilen, die in dieser Hinsicht von der eidgenössischen Regierung getroffen worden ist.

Die Unterzeichneten ergreifen diesen Anlass, um den schweizerischen bevollmächtigten Herrn Minister ihrer Hochachtung zu versichern.

Belgrad, den 28. Februar 1907.

(gez.) *Racha Miloschewitsch.*
(gez.) *S. R. Kukitsch.*

78.

ALLEMAGNE, NORVÈGE.

Traité additionnel au traité d'extradition du 19 janvier 1878; signé à Berlin, le 7 mars 1907.*)

Reichs-Gesetzblatt. Nr. 22. 1907.

Zusatzvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und Norwegen zu dem am 19. Januar 1878 abgeschlossenen Auslieferungsvertrage. Vom 7. März 1907.

Nachdem Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, und Seine Majestät der König von Norwegen beschlossen haben, den zwischen dem Deutschen Reiche und den Königreichen Norwegen und Schweden am 19. Januar 1878**) abgeschlossenen Auslieferungsvertrag, soweit er die Beziehungen zwischen Deutschland und Norwegen betrifft, in einzelnen Bestimmungen abzuändern und zu ergänzen und zu diesem Zwecke einen Zusatzvertrag abzuschliessen, haben Allerhöchstdieselben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen
den Herrn Michelet von Frantzius, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, Direktor im Auswärtigen Amte,

Seine Majestät der König von Norwegen:
den Herrn Thor von Ditten, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen,

welche nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Im Artikel 1 Abs. 1 des zwischen dem Deutschen Reiche und den Königreichen Norwegen und Schweden am 19. Januar 1878 abgeschlossenen Auslieferungsvertrags werden die Worte „in Schweden oder Norwegen mit schwererer als Gefängnisstrafe“ ersetzt durch die Worte „in Norwegen mit Gefängnis von mehr als drei Monaten“.

Im Artikel 2 des Auslieferungsvertrags vom 19. Januar 1878 werden die Worte „Schwedische oder” und „Schwede oder”, im Artikel 3 daselbst die Worte „Schwede oder“, im Artikel 4 Abs. 1 und 2 daselbst die Worte

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 25 mai 1907.
) V. **N. R. G. 2e s., IV. 443.

„Schweden oder" und „Schwedischen oder" gestrichen; im Artikel 8 Abs. 2 daselbst werden die Worte „den Königreichen Schweden und Norwegen" durch die Worte „dem Königreiche Norwegen" ersetzt.

Artikel 2.

Im Artikel 6 Abs. 1 des Auslieferungsvertrags vom 19. Januar 1878 treten an die Stelle der Worte „drei Monaten" die Worte „einem Monate".

Artikel 3.

Dem Artikel 9 des Auslieferungsvertrags vom 19. Januar 1878 wird folgender Satz hinzugefügt:

> Unter der gleichen Voraussetzung und unter derselben Bedingung soll der Verfolgte in dringenden Fällen auf unmittelbares Ersuchen der zuständigen Behörde in vorläufige Haft genommen werden.

Artikel 4.

Dem Auslieferungsvertrage vom 19. Januar 1878 treten die nachstehenden neuen Artikel hinzu:

Artikel 11 a.

> Die Durchlieferung einer Person, die von einer dritten Regierung an einen der vertragschliessenden Teile ausgeliefert wird, durch das Gebiet des andern Teiles oder die Beförderung einer solchen Person auf einem Schiffe des andern Teiles wird auf den im diplomatischen Wege zu stellenden Antrag bewilligt werden, sofern die betreffende Person dem um die Durchlieferung ersuchten Teile nicht angehört und die strafbare Handlung, wegen deren die Auslieferung stattfindet, auch zwischen den vertragschliessenden Teilen einen Anspruch auf Auslieferung begründen würde. Mit dem Antrag ist ein den Bestimmungen des Artikel 8 entsprechendes Schriftstück beizubringen. Die Durchlieferung erfolgt unter Begleitung von Beamten des um die Durchlieferung ersuchten Teiles und auf Kosten des ersuchenden Teiles.

Artikel 14 a.

> Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig die rechtskräftigen Verurteilungen von Angehörigen des anderen Teiles wegen strafbarer Handlungen jeder Art mitteilen, mit Ausnahme der in Deutschland ergangenen Verurteilungen wegen Übertretungen und in Norwegen ergangenen Verurteilungen wegen solcher als „Forseelser" anzusehenden Straftaten, die nicht mit Gefängnis von mehr als drei Monaten bedroht sind. Diese Mitteilung wird durch die auf diplomatischem Wege zu bewirkende Übersendung des Strafurteils oder eines die Entscheidung auszugsweise enthaltenden Vermerkes erfolgen.

Artikel 5.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll ratifiziert werden.

Er soll zehn Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich erfolgen wird, in Kraft treten und soll dieselbe Gültigkeit und Dauer haben, wie der Auslieferungsvertrag vom 16 Januar 1878.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn vollzogen und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Berlin in doppelter Ausfertigung am 7. März 1907.

(L. S.) *Michelet von Frantzius.*
(L. S.) *v. Ditten.*

79.

ALLEMAGNE, ETAT-UNIS D'AMÉRIQUE.

Arrangement commercial; signé à Levico le 2 mai 1907 et à Washington le 22 avril 1907.*)

Reichs-Gesetzblatt. Nr. 26. 1907.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika, andererseits, von dem Wunsche geleitet, bis zum Zustandekommen eines umfassenden Handelsvertrags die Handelsbeziehungen zwischen beiden Ländern einstweilig zu regeln, haben beschlossen, zu diesem Behuf eine vorläufige Vereinbarung einzugehen, und zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen,

Seine Exzellenz Herrn Freiherrn Speck von Sternburg, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei den Vereinigten Staaten von Amerika.

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire, on the one hand, and the President of the United States of America, on the other, animated by a desire to adjust the commercial relations between the two countries until a comprehensive commercial treaty can be agreed upon, have decided to conclude a temporary Commercial Agreement, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose, to wit:

His Majesty the German Emperor, King of Prussia,

His Excellency Baron Speck von Sternburg, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America,

---

*) Ratifié.

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika,
Herrn Elihu Root, Staatssekretär der Vereinigten Staaten,

Welche, nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

In Übereinstimmung mit der dem Präsidenten durch Sektion 3 des Zolltarifgesetzes der Vereinigten Staaten von Amerika vom 24. Juli 1897 erteilten Ermächtigung wird seitens der Vereinigten Staaten von Amerika zugestanden, dass vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens an die folgenden Boden- und Gewerbserzeugnisse Deutschlands bei ihrer Einfuhr nach den Vereinigten Staaten von Amerika den in der gedachten Sektion 3 erwähnten ermässigten Zollsätzen unterworfen werden, nämlich:

Roher Weinstein und rohe Weinhefe fünf Prozent.

Branntwein oder andere aus Getreide oder anderen Materialien hergestellte oder destillierte Spirituosen für eine Gallone von Normalstärke ein Dollar und fünfundsiebenzig Cent.

Champagner und alle anderen Schaumweine in Flaschen von nicht mehr als 1 Quart, aber mehr als ein Pint sechs Dollar für das Dutzend; in Flaschen von nicht mehr als 1 Pint, aber mehr als $^1/_2$ Pint drei Dollar für das Dutzend; in Flaschen von $^1/_2$ Pint oder weniger ein Dollar fünfzig Cent für das Dutzend; in Flaschen oder anderen Gefässen von mehr als 1 Quart als Zuschlag zu den sechs Dollar für das Dutzend Flaschen von der 1 Quart über-

The President of the United States of America,
the Honorable Elihu Root, Secretary of State of the United States,

Who, after an exchange of their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

In conformity with the authority conferred on the President of the United States in Section 3 of the Tariff Act of the United States approved July 24, 1897, it is agreed on the part of the United States that the following products of the soil and industry of Germany imported into the United States shall, from and after the date when this Agreement shall he put in force, be subject to the reduced Tariff rates provided by said Section 3, as follows:

Argols, or crude tartar, or wine lees, crude, five per centum ad valorem.

Brandies, or other spirits manufactured or distilled from grain or other materials, one dollar and seventy-five cents per proof gallon.

Champagne and all other sparkling wines, in bottles containing not more than one quart and more than one pint, six dollars per dozen; containing not more than one pint each and more than one-half pint, three dollars per dozen; containing one-half pint each or less, one dollar and fifty cents per dozen: in bottles or other vessels containing more than one quart each, in addition to six dollars per dozen bottles on the quantities in excess of one quart,

steigenden Menge ein Dollar und neunzig Cent für die Gallone.

Nichtschäumende Weine und Wermut in Fässern für eine Gallone fünfunddreissig Cent; desgleichen in Flaschen oder Krügen für die Kiste von einem Dutzend Flaschen oder Krügen von mehr als Pint- bis zu Quartgehalt oder von vierundzwanzig Flaschen oder Krügen bis zu Pintgehalt für eine Kiste ein Dollar und fünfundzwanzig Cent. In solchen Flaschen oder Krügen gefundene grössere Mengen sollen einem Zolle von vier Cent für ein Pint oder einen Bruchteil davon unterworfen werden, jedoch soll auf Flaschen oder Krüge kein besonderer oder Zuschlagszoll gelegt werden.

Gemälde in Öl- oder Wasserfarben, Pastellmalereien, Feder- und Tintezeichnungen sowie Bildhauerarbeiten fünfzehn Prozent vom Wert.

Artikel II.

Ferner wird seitens der Vereinigten Staaten von Amerika zugesichert, dass die in der anliegenden Note in Aussicht gestellten, die bestehenden Zoll- und Konsularbestimmungen abändernden Verordnungen, welche als Teil der amerikanischen Zugeständnisse anzusehen sind, alsbald und spätestens am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens in Wirksamkeit gesetzt werden sollen.

Artikel III.

Als Gegenleistung sichert die Kaiserlich Deutsche Regierung den in der anliegenden Liste aufgeführten Erzeugnissen der Vereinigten Staaten bei der Einfuhr nach Deutschland die daselbst angegebenen Zollsätze zu.

Artikel IV.

Die Bestimmungen der Artikel I

at the rate of one dollar and ninety cents per gallon.

Still wines, and vermuth, in casks, thirthy-five cents per gallon; in bottles or jugs, per case of one dozen bottles or jugs containing each not more than one quart and more than one pint, or twenty-four bottles or jugs containing each not more than one pint, one dollar and twenty-five cents per case, and any excess beyond these quantities found in such bottles or jugs shall be subject to a duty of four cents per pint or fractional part thereof, but no separate or additional duty shall be assessed upon the bottles or jugs.

Paintings in oil or water colors, pastels, pen and ink drawings, and statuary, fifteen per centum ad valorem.

Article II.

It is further agreed on the part of the United States that the modifications of the Customs and Consular Regulations set forth in the annexed diplomatic note and made a part of the consideration of this Agreement, shall go into effect as soon as possible and not later than from the date when this Agreement shall be put in force.

Article III.

Reciprocally, the Imperial German Government concedes to the products of the soil and industry of the United States enumerated in the attached list upon their importation into Germany the rates of duty indicated therein.

Article IV.

The provisions of Articles I and

und III finden nicht nur auf solche Waren Anwendung, welche aus dem Gebiete des einen vertragschliessen-Teiles in das des anderen unmittelbar gelangen, sondern auch auf Waren, welche über dritte Staaten eingeführt werden, ohne dass sie daselbst eine Bearbeitung erfahren haben.

III shall apply not only to products imported directly from the country of one of the contracting parties into that of the other, but also to products which are imported into the respective countries through a third country, so long as such products have not been subject to any further processes of manufacture in that country.

Artikel V.

Das gegenwärtige Abkommen erstreckt sich auch auf die mit einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder oder Gebiete.

Article V.

The present Agreement shall apply also to countries or territories which are now or may in the future constitute a part of the Customs territory of either contracting party.

Artikel VI.

Das gegenwärtige Abkommen soll von Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, sobald als möglich ratifiziert werden, und der Präsident der Vereinigten Staaten soll nach erfolgter amtlicher Mitteilung hiervon seine Proklamation erlassen, durch welche den betreffenden Bestimmungen dieses Abkommens volle Rechtskraft gegeben wird.

Article VI.

The present Agreement shall be ratified by His Majesty the German Emperor, King of Prussia, as soon as possible, and upon official notice thereof the President of the United States shall issue his proclamation giving full effect to the respective provisions of this Agreement.

Das gegenwärtige Abkommen soll am 1. Juli 1907 in Kraft treten und bis zum 30. Juni 1908 in Wirksamkeit bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Teile sechs Monate vor diesem Termine seine Absicht, die Wirkungen des Abkommens aufhören zu lassen, kund gibt, soll das letztere bis zum Ablauf von sechs Monaten von dem Tage an in Geltung bleiben, an welchem der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile es gekündigt haben wird.

This Agreement shall take effect on July 1, 1907, and remain in force until June 30, 1908. In case neither of the contracting parties shall have given notice six months before the expiration of the above term, of its intention to terminate the said Agreement, it shall remain in force until six months from the date when either of the contracting parties shall notify the other of its intention to terminate the same.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache.

Done in Duplicate in German und English texts.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten an den unter ihren Unterschriften angegebenen Orten und Daten unterzeichnet.

(L. S.) *Sternberg.*
Levico, den 2. Mai 1907.

(L. S.) *Elihu Root.*
Washington, April 22, 1907.

In testimony whereof the Plenipotentiaries above mentioned have subscribed their names hereto at the places and on the dates expressed under their several signatures.

(L. S.) *Sternburg.*
Levico, den 2. Mai 1907.

(L. S.) *Elihu Root.*
Washington, April, 22, 1907.

Das vorstehende Abkommen ist von Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen ratifiziert worden und die Aushändigung der Ratifikationsurkunde hat in Washington stattgefunden.

Department of State.

Washington, April 22. 1907.

Excellency: Referring to the Commercial Agreement signed this day between the Imperial German Government and the Government of the United States, I have the honor to inform you that instructions to the customs and consular officers of the United States and others concerned will be issued to cover the following points and shall remain in force for the term of the aforesaid Agreement:

A.

Market value as defined by section 19 of the Customs Administrative Act shall be construed to mean the export price whenever goods, wares, and merchandise are sold wholly for export, or sold in the home market only in limited quantities, by reason of which facts there cannot be established a market value based upon the sale of such goods, wares, and merchandise in usual wholesale quan-

Staatsdepartement.

Washington, den 22. April 1907.

Euere Exzellenz beehre ich mich im Hinblick auf die heute erfolgte Unterzeichnung eines deutsch-amerikanischen Handelsabkommens zu benachrichtigen, dass an die Zoll- und Konsularbeamten der Vereinigten Staaten und an die sonst beteiligten Stellen Verordnungen, welche die nachstehenden Gegenstände regeln, erlassen werden und bis zum Ablauf des vorbezeichneten Abkommens in Kraft bleiben sollen:

A.

Der Begriff des Marktwertes, wie er in Abschnitt 19 des Zollverwaltungsgesetzes definiert ist, soll in allen denjenigen Fällen den Exportpreis bedeuten, in denen Waren ausschliesslich für den Export verkauft oder in dem Inlandsmarkt nur in begrenzten Mengen abgegeben werden, weil in diesen Fällen ein Marktwert, der sich auf den Verkauf solcher Waren in den üblichen Grosshandelsmengen, fertig

tities, packed ready for shipment to the United States.

B.

Statements provided for in section 8 of the Customs Administrative Act are not be required by consular officers except upon the request of the appraiser of the port, after entry of the goods. The Consular Regulations of 1896, paragraph 674, shall be amended accordingly.

C.

In reappraisement cases, the hearing shall be open and in the presence of the importer or his attorney, unless the Board of Appraisers shall certify to the Secretary of the Treasure that the public interest will suffer thereby; but in the latter case the importer shall be furnished with a summary of the facts developed at the closed hearing upon which the reappraisement is based.

D.

The practice in regard to „personal appearance before consul", „original bills", „declaration of name of ship", shall be made uniform in the sense.

1. That the personal appearance before the consular officer shall be demanded only in exceptional cases, where special reasons require a personal explanation.

2. That the original bills are only to be requested in cases where invoices presented to the consular

verpackt für die Versendung nach den Vereinigten Staaten, gründet, nicht festgestellt werden kann.

B.

Die in Abschnitt 8 des Zollverwaltungsgesetzes vorgesehenen Nachweisungen (Statements) sollen von den Konsularbehörden nur auf Erfordern der Zollabschätzungsbehörden in den Vereinigten Staaten nach bewirkter Deklaration der Waren zur Zollabfertigung verlangt werden. § 674 der Konsularverordnungen (Consular Regulations) von 1896 ist entsprechend abzuändern.

C.

In Fällen wiederholter Abschätzung (reappraisement cases) soll die Verhandlung öffentlich und in Gegenwart des Importeurs oder seines Vertreters stattfinden, es sei denn, dass der Board of Appraisers dem Schatzsekretär berichtet, dass das öffentliche Interesse dadurch gefährdet werde; in letzterem Falle soll dem Importeur eine kurze Zusammenstellung der in dem nicht öffentlichen Verfahren vorgebrachten Tatsachen gegeben werden, auf welche die wiederholte Abschätzung sich gründet.

D.

Die Handhabung der Konsularverordnungen, betreffend „das persönliche Erscheinen vor dem Konsul", „Originalfakturen", „Angabe des Namens des Schiffes", soll einheitlich geregelt werden, und zwar in folgendem Sinne:

1. Das persönliche Erscheinen vor dem Konsularbeamten soll nur in Ausnahmefällen verlangt werden, in denen besondere Gründe eine mündliche Aussprache erforderlich machen.

2. Die Vorlegung von Originalfacturen soll nur in Fällen verlangt werden, in denen die dem Konsular-

officer for authentication include goods of various kinds that have been purchased from different manufacturers at places more or less remote from the consulate and that these bills shall be returned after inspection by the consular officer.

beamten zur Beglaubigung vorgelegten Fakturen Waren mannigfachster Art umfassen, welche der Exporteur von verschiedenen Fabrikanten an verschiedene vom Sitze des für die Legalisierung zuständigen Konsulats mehr oder weniger entfernt gelegenen Plätzen gekauft hat; diese Fakturen sollen dem Exporteur nach Einsicht durch den Konsularbeamten zurückgegeben werden.

3. That the declaration of the name of the ship in the invoice shall be dispensed with whenever the exporter at the time the invoice is presented for authentication is unable to name the ship.

3. Von der Angabe des Schiffes in der Faktura soll in allen Fällen abgesehen werden, in denen der Exporteur zu der Zeit, da er die Faktura zur Legalisierung vorlegt, den Namen des Schiffes nicht angeben kann.

Paragraph 678 of such regulations, as amended March 1, 1906, shall be further amended by striking out the words:

> „Whenever the invoice is presented to be consulated in a country other than the one from which the merchandise is being directly exported to the United States".

And by inserting after the first sentence the following clause:

> „As place in which the merchandise was purchased, is to be considered the place where the contract was made, whenever this was done at the place where the exporter has his office".

§ 678 der Konsularverordnungen von 1896 in der Fassung der Bekanntmachung vom 1. März 1906 soll abgeändert werden:

1. durch Streichen der folgenden Worte:

> „in allen Fällen, wo die Faktura zur konsularischen Beglaubigung in einem anderen Lande vorgelegt wird, als in demjenigen, von dem die Ware direkt nach den Vereinigten Staaten ausgeführt wird".

2. durch Einschalten der nachstehenden Bestimmung hinter den ersten Satz:

> „Als Kaufort soll der Ort angesehen werden, wo der Vertrag abgeschlossen worden ist, sofern der Exporteur daselbst seinen Geschäftssitz hat".

Paragraph 681 of the Consular Regulations of 1896 relative to „swearing to the invoice" shall be revoked.

§ 681 der Konsularverordnungen von 1896, betreffend Beeidigung der Faktura soll aufgehoben werden.

E.

Special agents, confidential agents, and others sent by the Treasury Department to investigate questions bearing upon customs administration shall be accredited to the German Government through the Department of State at Washington and the Foreign Office at Berlin, and such agents shall cooperate with the several chambers of commerce located in the territory apportioned to such agents. It is hereby understood that the general principle as to personae gratae shall apply to these officials.

E.

Die Agenten des Schatzamts, insbesondere die Special Agents und die Confidential Agents, die von dem Schatzamt nach Deutschland entsandt werden, um Erhebungen über die Zollverwaltung betreffende Fragen anzustellen, sollen der Deutschen Regierung durch Vermittelung des Staatsdepartements in Washington und des Auswärtigen Amts in Berlin angemeldet werden; diese Agenten sollen mit den verschiedenen Handelskammern ihres Bezirks zusammenarbeiten. Es besteht Einverständnis darüber, dass der allgemeine Grundsatz, betreffend personae gratae, auf diese Beamten Anwendung findet.

F.

The certificates as to value issued by German chambers of commerce shall be accepted by appraisers as competent evidence and be considered by them in connection with such other evidence as may be adduced.

F.

Zeugnisse, die von deutschen Handelskammern über den Wert ausgestellt werden, sollen von den Zollabschätzern als taugliches Beweismaterial zugelassen und von ihnen zusammen mit anderen beigebrachten Beweismitteln berücksichtigt werden.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

Elihu Root.

His Excellency
Baron Speck von Sternburg,
Imperial German Embassador.

Genehmigen Euere Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

An
Seine Exzellenz den Kaiserlich Deutschen Botschafter Herrn Freiherrn Speck von Sternburg.

Zölle bei der Einfuhr in Deutschland.

Der im gegenwärtigen Tarif erwähnte deutsche allgemeine Tarif ist der Zolltarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das deutsche Reichsgesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung.

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
1	Roggen	5
2	Weizen und Spelz	5,50
3	Gerste:	
	Malzgerste	4
	andere Gerste	1,30
4	Hafer	5
7	Mais und Dari	3
10	Reis, unpoliert	4
11	Speisebohnen	2
	Erbsen, Linsen	1,50
12	Futter- (Pferde- usw.) Bohnen, Lupinen, Wicken	1,50
15	Leinsaat, Hanfsaat	frei
18	Rotkleesaat, Weisskleesaat und andere Kleesaaten	frei
19	Grassaat aller Art	frei
aus 45	Weintrauben (Weinbeeren):	
	frisch:	
	zum Tafelgenuss, auf andere Weise als in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich eingehend . . .	4
	andere	10
aus 46	Wal- und Haselnüsse, unreife (grüne) oder reife, auch ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert oder einfach zubereitet	2
	(aus 47/9) Anderes Obst:	
aus 47	frisch:	
	Äpfel, Birnen, Quitten:	
	in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich eingehend .	frei
	auf andere Weise eingehend:	
	unverpackt oder nur in Säcken bei mindestens 50 Kilogramm Rohgewicht:	
	vom 1. September bis 30. November	frei
	vom 1. Dezember bis 31. August	2

Rates of import duty in Germany.

The German general tariff mentioned in this list is the Customs Tariff of December 25, 1902, as formulated by the German Customs Law of the same day.

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
1	Rye	5
2	Wheat and spelt	5,50
3	Barley:	
	malting barley	4
	other barley	1,30
4	Oats	5
7	Maize (Indian corn) and sorghum [Dari] . .	3
10	Rice, not cleaned [unpoliert]	4
11	Beans for food	2
	Pease, lentils	1,50
12	Beans for fodder (horse-beans, etc.), lupines, vetches	1,50
15	Linseed, hempseed	free
18	Red clover seed, white clover seed, and other clover seed	free
19	Grass seed of all kinds	free
ex 45	Grapes:	
	fresh:	
	table grapes, sent otherwise than by post in packages weighing up to 5 kilos, inclusive	4
	other	10
ex 46	Walnuts and hazelnuts, unripe (green) or ripe, even if shelled, ground, or otherwise broken up or simply prepared	2
	(ex 47 to 49) Other fruit:	
ex 47	fresh:	
	apples, pears, quinces:	
	sent by post in packages weighing not more than 5 kilos	free
	imported otherwise:	
	unpacked or only in sacks of at least 50 kilos gross weight:	
	from September 1 to November 30	free
	from December 1 to August 31	2

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(Noch Nr. 47/9. Anderes Obst)	
	(Noch Nr. 47. frisch)	
	in anderer Verpackung:	
	in einfacher Umschliessung . . .	3,20
	in mehrfacher Umschliessung . .	5
	Aprikosen	frei
	Pfirsiche:	
	in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich eingehend .	frei
	auf andere Weise eingehend	2
	Mispeln	frei
	Pflaumen aller Art, Kirschen, Weichseln:	
	in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich eingehend .	frei
	auf andere Weise eingehend:	
	Hauszwetschen;	
	vom 1. September bis 30. November	frei
	vom 1. Dezember bis 31. August .	2
	andere Pflaumen	2
	Kirschen zur Branntweinbereitung, auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung	frei
	andere Kirschen; Weichseln	1
	Hagebutten und Schlehen sowie anderes vorstehend nicht genanntes Stein- und Kernobst	frei
	Erdbeeren:	
	in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich eingehend .	frei
	aut andere Weise eingehend	10
	Himbeeren, Johannisbeeren, Stachelbeeren, Brombeeren, Heidelbeeren, Holunderbeeren, Wacholderbeeren und sonstige Beeren zum Genuss, mit Ausnahme der Preiselbeeren .	frei
	Anmerkung. Äpfel, Birnen und Quitten, frisch, werden als unverpackt behandelt, wenn sie lose oder in Säcken von mindestens 50 Kilogramm Rohgewicht in Wagen eingehen, die mit nicht mehr als acht Abteilungen versehen sind.	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 47 to 49. Other fruit, continued)	
	(ex 47. fresh, continued)	
	otherwise packed:	
	in single covering	3,20
	in more than one covering . . .	5
	apricots	free
	peaches:	
	sent by post in packages weighing not more than 5 kilos	free
	imported otherwise	2
	medlars	free
	plums of all kinds, cherries, mahaleb cherries (Weichseln):	
	sent by post in packages weighing not more than 5 kilos	free
	imported, otherwise:	
	prunus domestica (Hauszwetschgen):	
	from September 1 to November 30 .	free
	from December 1 to August 31 . .	2
	other plums	2
	cherries for use in the distillation of spirits, by permission and with control over their use	free
	other cherries; mahaleb cherries (Weichseln)	1
	hips and sloes and other stone or kernel fruit not mentioned above	free
	strawberries:	
	sent by post in packages weighing not more than 5 kilos	free
	imported otherwise	10
	raspberries, currants, gooseberries, blackberries, bilberries (huckleberries), elderberries, juniperberries and other edible berries, except cranberries	free
	Note. Apples, pears, nnd quinces, fresh, are treated as unpacked if they are imported loose or in sacks of at least 50 kilos gross weight in vehicles provided with not more than eight compartments.	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(Noch Nr. 47/9. Anderes Obst)	
	(Noch Nr. 347. frisch)	
	In gleicher Weise sind als unverpackt zu behandeln Äpfel, Birnen und Quitten, frisch, wenn sie lose oder in Säcken von mindestens 50 Kilogramm Rohgewicht in mit Abteilungen versehenen Schiffen eingehen, sofern der Rauminhalt jeder Abteilung mindestens 6 Kubikmeter beträgt. Die Wagen- oder Schiffsabteilungen dürfen mit Stroh belegt oder bedeckt oder mit Papier oder Stroh ausgeschlagen sein und können auch durch Strohlagen hergestellt werden.	
48	getrocknet, gedarrt (auch zerschnitten und geschält):	
	Äpfel und Birnen einschliesslich verwertbarer Abfälle	4
	Aprikosen, Pfirsiche	4
	Pflaumen aller Art:	
	unverpackt oder nur in Fässern oder Säcken bei mindestens 50 Kilogramm Rohgewicht	4
	in Kisten bei mindestens 10 Kilogramm Rohgewicht	5
	in anderer Verpackung	6
	anderes getrocknetes oder gedarrtes Obst	4
49	gemahlen, zerquetscht, gepulvert oder in sonstiger Weise zerkleinert, auch eingesalzen, ohne Zucker eingekocht (Mus) oder sonst einfach zubereitet; gegoren	4
aus 51	Apfelsinen, frisch	3,25
aus 59	Säfte von Obst (mit Ausnahme der Weintrauben), ungegoren, nicht äther- oder weingeisthaltig, uneingekocht oder ohne Zuckerzusatz eingekocht, auch entkeimt (sterilisiert) . . .	4
	(74/6) Bau- und Nutzholz, im allgemeinen Tarife nicht besonders genannt:	
74	unbearbeitet oder lediglich in der Querrichtung mit der Axt oder Säge bearbeitet, mit oder ohne Rinde:	
	hart	0,12 oder f. 1 Festmtr. 1,08

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 47 to 49. Other fruit, continued)	
	(ex 47. fresh, continued)	
	Similarly, apples, pears, and quinces, fresh, are treated as unpacked if imported loose or in sacks of at least 50 kilos gross weight in ships provided with compartments, on condition that the capacity of each compartment is not less than 6 cubic meters. The compartments of vehicles or ships may be carpeted or covered with straw or lined with paper or straw, or may even be formed of layers of straw.	
48	dried, kiln-dried (cut up and peeled or not):	
	apples and pears, including waste capable of use	4
	apricots and peaches	4
	plums of all kinds:	
	loose or in casks or sacks weighing at least 50 kilos gross weight . . .	4
	in boxes weighing at least 10 kilos gross weight	5
	packed otherwise	6
	other dried or kiln-dried fruit	4
49	ground, pulped, powdered, or otherwise broken; also salted, cooked without sugar, or otherwise simply prepared; fermented	4
ex 51	oranges, fresh	3,25
ex 59	juices of fruits [Obst] (except of grape), not fermented, not containing ether or alcohol, not boiled down, or boiled down without the addition of sugar, sterilized or not	4
	(74 to 76). Timber for building and industrial purposes, not separately mentioned in the general tariff:	
74	rough or merely cut across with the ax or saw, with or without the bark:	
	hard	0,12 or per cubic meter 1,08

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(Noch Nr. 74/6. Bau- und Nutzholz usw.) Noch Nr. 76. in der Längsrichtung gesägt usw.)	
	weich	f. 1 Doppelzentner 0,12 oder f. 1 Festmtr. 0,72
75	in der Längsrichtung beschlagen oder anderweit mit der Axt vorgearbeitet oder zerkleinert; auch gerissene Späne und in anderer Weise als durch Reissen hergestellte Klärspäne:	
	hart	f. 1 Doppelzentner 0,24 oder f. 1 Festmtr. 1,92
	weich	f. 1 Doppelzentner 0,24 oder f. 1 Festmtr. 1,44
76	in der Längsrichtung gesägt oder in anderer Weise vorgerichtet, nicht gehobelt:	
	hart	f. 1 Doppelzentner 0,72 oder f. 1 Festmtr. 5,76
	weich	0,72 oder f. 1 Festmtr. 4,32
	Anmerkung zu Nr. 75 und 76. Durch blosses Sägen genutete Schindelbretter sind wie bloss gesägte Schindelbretter nach Nr. 76 zu verzollen. In der Längsrichtung beschlagene gesägte oder in anderer Weise vorgerichtete, nicht gehobelte Kanthölzer, (Balken, Bohlen und dergleichen), welche nur mit Zapfenlöchern, Zapfen, Schlitzen, Falzen oder Bohrlöchern versehen sind, werden nach den vertragsmässigen Sätzen der Nr. 75 und 76 mit einem Zollzuschläge verzollt, welcher beträgt: im Falle der Verzollung nach Gewicht für 1 Doppelzentner . . . . . 0,20 Mark, im Falle der Verzollung nach Raummass für 1 Festmeter: hartes Holz . . . . . 1,60 Mark. weiches Holz . . . . . 1,20 Mark.	
	Anmerkungen zu Nr. 74 bis 76. 1. Bloss gedämpftes (nicht zugleich gefärbtes), sowie zur Erhöhung der Haltbarkeit ge-	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(Nos. 74 to 76. Timber for building, etc., continued) (No. 76. sawn longitudinally, etc., continued)	
	soft	per 100 kilos 0,12 or per cubic meter 0,72
75	hewn longitudinally or otherwise prepared or cut up with the ax; also shavings produced by rending and shavings intended for the clarification of liquids produced otherwise than by rending:	
	hard	per 100 kilos 0,24 or per cubic meter 1,92
	soft	per 100 kilos 0,24 or per cubic meter 1,44
76	sawn longitudinally or otherwise prepared, not planed:	
	hard	per 100 kilos 0,72 or per cubic meter 5,76
	soft	0,72 or per cubic meter 4,32
	Notes to Nos. 75 and 76. Shingle boards grooved by the saw only will pay duty under No. 76 as shingle boards merely sawn. Square timber (baulks, planks, etc.) hewn longitudinally, sawn or otherwise prepared, not planed, having only peg holes, pegs, slits, grooves, or bored holes, will pay conventional duty under Nos. 75 and 76, with a surtax as follows:	
	if the duty is paid by weight, 0,20 mark per 100 kilos,	
	if the duty is paid by volume:	
	hard wood 1,60 marks per cubic meter, soft wood 1,20 marks per cubic meter.	
	Notes to Nos. 74 to 76. 1. Wood for building or industrial purposes, merely steamed (not at the same time	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	tränktes (imprägniertes) oder nur zu diesem Zweck auf chemischem Wege behandeltes Bau- und Nutzholz wird ohne Zollzuschlag nach den vertragsmässigen Sätzen der Nr. 74 bis 76 verzollt. Gefärbtes oder zum Zwecke der Färbung auf chemischem Wege behandeltes Bau- und Nutzholz unterliegt einem Zollzuschlage, welcher beträgt: im Falle der Verzollung nach Raummass für 1 Festmeter . . 2,40 Mark, im Falle der Verzollung nach Gewicht für 1 Doppelzentner: hartes Holz . . . . 0,30 Mark, weiches Holz . . . . 0,40 Mark, 2. Die Verzollung des in diesen Nummern genannten Holzes kann nach Wahl des Einbringers nach Gewicht für 1 Doppelzentner oder nach Mass für den Festmeter erfolgen.	
81	Holzpflasterklötze:	
	aus hartem Holz	0,72 oder f. 1 Festmtr. 5,76
	aus weichem Holz	f. 1 Doppelzentner 0,72 oder f. 1 Festmtr. 4,32
	Anmerkung: Gedämpfte, getränkte (imprägnierte) oder sonst auf chemischem Wege behandelte Holzpflasterklötze werden ohne Zollzuschlag zu den vertragsmässigen Sätzen der Nr. 81 verzollt.	
82	Naben, Felgen, Speichen, sowie für diese Gegenstände erkennbar vorgearbeitete Hölzer:	
	von hartem Holz	f. 1 Doppelzentner 0,72 oder f. 1 Festmtr. 5,76
	von weichem Holz	f. 1 Doppelzentner 0,72 oder f. 1 Festmtr. 4,32
83	Fassholz, (Fassdauben und Fassbodenteile), auch zu solchem erkennbar vorgearbeitetes Holz (Stabholz), ungefärbt, nicht gehobelt:	
	von Eichenholz	f. 1 Doppelzentner 0,20 oder f. 1 Festmtr. 1,60

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	colered), as also the same wood impregnated or otherwise chemically treated with the object only of increasing its durability, will pay duty unter Nos. 74—76 without a surtax. Colored wood, or wood chemically treated for the purpose of being colored, is subjected to a surtax as follows: if the duty is paid by volume, per cubic meter 2,40 marks, if the duty is paid by weight, per 100 kilos: hard wood . . . . . 0,30 mark, soft wood . . . . . 0,40 mark. 2. The duty on wood included under these numbers may be paid either by weight or by measure, at the importer's option.	
81	Wooden blocks for paving:	
	hard wood	0,72 or per cubic meter 5,76
	soft wood	per 100 kilo 0,72 or per cubic mete. 4,32
	Note. Wooden paving blocks, steamed, impregnated, or otherwise chemically treated, pay the conventional rates of No. 81, without surtax.	
82	Naves, fellies, spokes, as well as pieces of wood recognizable as roughly shaped for these objects:	
	of hard wood	per 100 kilos 0,72 or per cubic meter 5,76
	of soft wood	per 100 kilos 0,72 or per cubic meter 4,32
83	Wood for casks (staves and headings), also pieces of wood recognizable as roughly shaped for these objects, not colored, not planed:	
	of oak	per 100 kilos 0,20 or per cubic meter 1,60

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark..
	(aus 100/107) Vieh, lebend:	
	von anderem harten Holz	f. 1 Doppelzentner 0,30 oder f. 1 Festmtr. 2,40
	von weichem Holz	f. 1 Doppelzentner 0,30 oder f. 1 Festmtr. 1,80
	Anmerkung: Die blosse Behandlung mit dem Reifmesser oder eine Glättung der Schmalseiten durch Hobelung bleibt auf die Verzollung des Fassholzes ohne Einfluss.	
104	Schafe	f. 1 Doppelzentner Lebendgewicht 8
105	Ziegen	frei
106	Schweine	f. 1 Doppelzentner Lebendgewicht 9
107	Federvieh:	
	Gänse	frei
	Hühner aller Art und sonstiges Federvieh .	f. 1 Doppelzentner Lebendgewicht 4
108	Fleisch, ausschliesslich des Schweinespecks, und geniessbare Eingeweide von Vieh (ausgenommen Federvieh):	
	frisch, auch gekühlt	f. 1 Doppelzentner 35
	gefroren	35
	Anmerkung: Zum ermässigten Satze von 35 Mark werden auch zerlegte Schweine einschliesslich des daran haftenden Schweinespecks verzollt.	
	einfach zubereitet	35
	zum feineren Tafelgenuss zubereitet . .	75
	Anmerkungen: 1. Nicht lebendes Vieh, zum Genuss verwendbar, unterliegt der Verzollung als frisches Fleisch von Vieh. 2. Frisches und einfach zubereitetes knochenfreies Fleisch (auch Zungen, jedoch nicht geniessbare Eingeweide) unterliegt einem Zollzuschlage von 10 vom Hundert.	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 100 to 107). Live stock:	
	of other hard wood	per 100 kilos 0,30 or per cubic meter 2,40
	of soft wood	per 100 kilos 0,30 pr per cubic meter 1,80
	Note. The duty on wood for casks is not affected by mere treatment with the drawing knife or by smoothing the edges with the plane.	
104	Sheep	per 100 kilos live weight 8
105	Goats	free
106	Hogs	per 100 kilos live weight 9
107	Poultry:	
	geese	free
	fowls of all kinds and other poultry . . .	per 100 kilos net weight 4
108	Meat, except bacon, and edible entrails of animals except those of poultry:	
	fresh or chilled	per 100 kilos 35
	frozen	35
	Note. Hogs, cut up, including the bacon adhering thereto, are dutiable at the conventional rate of 35 Marks.	
	simply prepared	35
	prepared for the table	75
	Notes: 1. Slaughtered animals, fit for consumption, pay the same duty as fresh meat. 2. Fresh and simply prepared meat, free from bone (also tongues, but not edible entrails), is subject to a surtax of 10 per cent.	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	Gepökelte oder geräucherte Schweineschinken (Vorder- oder Hinterschinken) werden nach dem vertragsmässigen Satze für einfach zubereitetes Fleisch ohne Zollzuschlag verzollt.	
aus 110	Federvieh:	
	geschlachtet, auch zerlegt, nicht zubereitet	14
	gespickt oder sonst einfach zubereitet . .	20
aus 126	Schmalz oder schmalzartige Fette (Schmalz von Schweinen und Gänsen, Rindsmark und andere schmalzartige Fette) ausgenommen Oleomargarin	10
127	Schweine- und Gänsefett, roh (uneingeschmolzen, unausgepresst), mit Ausnahme des Schweinespecks und der Flomen (Fliesen, Liesen); ferner Grieben zum Genuss	5
aus 162	Mehl aus Getreide mit Ausnahme von Hafer, auch gebrannt oder geröstet	10,20
aus 180	Wein und frischer Most von Trauben, auch entkeimt, (sterilisiert), in Fässern oder Kesselwagen, mit einem Weingeistgehalte von nicht mehr als 14 Gewichtsteilen in 100 . . .	20
aus 185	Obstwein (auch in Gährung begriffener Obstmost) in Fässern	3
198	Gewöhnliches Backwerk (ohne Zusatz von Eiern, Fett, Gewürzen, Zucker oder dergleichen) .	10,20
aus 219	Nahrungs- und Genussmittel aller Art (mit Ausnahme der Getränke) in luftdicht verschlossenen Behätnissen, soweit sie nicht an sich unter höhere Zollsätze fallen:	
	Aprikosenmus ohne Zusatz von Zucker oder Sirup, in Blechgefässen von mindestens 5 Kilogramm Gewicht . . .	5
	Tomatenkonserven; Oliven, auch in Essig, Öl oder Salzwasser eingelegt	30
	andere Nahrungs- und Genussmittel, ausgenommen Milch und Rahm, in luftdicht verschlossenen Behältnissen, soweit sie nicht an sich unter höhere Zollsätze fallen	60

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	Pickled and smoked hams (fore and hind hams) pay the conventional rate on meat simply prepared, wihout a surtax.	
ex 110	Poultry:	
	killed, not prepared, carved up or not .	14
	larded or otherwise simply prepared . .	20
ex 126	Greases and grease-like fats (hog's lard, goose grease, beaf marrow, and other grease-like fats), except oleomargarine . . , . . .	10
127	Hog's fat and goose fat, raw (not rendered nor pressed), except bacon and intestinal fat; also edible greaves	5
ex 162	Flour, burned or roasted or not, of grain, except oats	10,20
ex 180	Wine and fresh must of grapes, sterilized or not, in casks or tank waggons, of an alcoholic strength of not more than 14 per cent by weight	20
ex 185	Fruit wine (also fruit must in process of fermentation) in casks	3
198	Common baker's produce (without the addition of eggs, lard, spices, sugar, or the like) .	10,20
ex 219	Articles of food or consumption of all sorts (not including beverages) in hermetically sealed receptacles, unless subject as such to higher duties:	
	apricot sauce, without addition of sugar or sirup, in tin receptacles, weighing at least 5 kilos	5
	preserved tomatoes; olives whether preserved or not in vinegar, oil or brine . . .	30
	other articles of food or consumption, except milk and cream, in hermetically sealed receptacles, so far as they are not subject to higher rates of duty as such . .	60

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
225	Bimsstein, Schmirgel, Polier- oder Putzkalk (Wiener Kalk), Tripel und ähnliche mineralische Schleif-, Polier- und Putzmittel, roh, gemahlen oder gesehlämmt:	
	in Büchsen, Gläsern, Krügen oder ähnlichen für den Kleinverkauf bestimmten Aufmachungen	2
	in anderer Verpackung, auch zu Ziegeln geformt	frei
233	Schiefer:	
	rohe Schieferblöcke	frei
	rohe Schieferplatten, roher Tafelschiefer .	1
	Dachschiefer	0,65
	Anmerkung: Schieferplatten von mehr als 20 Zentimeter Stärke sind als Schieferblöcke zu behandeln.	
aus 239	Erdöl (Petroleum), flüssiger natürlicher Bergteer (Erdteer), Braunkohlenteeröl, Torföl, Schieferöl, Öl aus dem Teer der Boghead- oder Kännelkohle und sonstige anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannte Mineralöle, roh oder gereinigt:	
	Schmieröle; auch teerartige, paraffinhaltige und im Wasser nicht untersinkende pechartige Rückstände von der Destillation der Mineralöle; Harzöl	6
	Schwerbenzin mit einem spezifischen Gewicht von mehr als 0,750 bis 0,770 einschliesslich bei 15°C., zur Verwendung zum Betriebe von Motoren, in inländischen Betriebsanstalten gewonnen oder aus dem Ausland eingehend, unter Überwachung der Verwendung . . .	2
	Gasöl mit einem spezifischen Gewicht von mehr als 0,830 bis 0,880 einschliesslich bei 15°C., zur Verwendung zum Betriebe von Motoren oder zur Karburierung von Wassergas, in inländischen Betriebsanstalten gewonnen oder aus dem Ausland eingehend, unter Überwachung der Verwendung	3

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
225	Pumice stone, emery, Vienna lime (powdered quicklime for polishing or cleaning), tripoli and similar mineral grinding, polishing, and cleaning substances, raw, ground, or washed:	
	in boxes, glasses, jars, or other packages suitable for retail sale	2
	in other receptacles, also shaped in bricks	free
233	Slate:	
	rough blocks	free
	rough slabs, rough table slates	1
	roofing slates	0,65
	Note. Slabs of slate more than 20 centimeters thick are to be treated as blocks.	
ex 239	Petroleum, fluid natural mineral tar, brown coal tar oil, peat oil, shale oil, oil from the tar of bog-head or cannel coal, and other mineral oils not otherwise enumerated in the general tariff, crude or refined:	
	lubricating oils: residues from the distillation of mineral oils, containing paraffin or of a tarry or pitchy nature, the latter provided that they do not sink in water; rosin oil	6
	Heavy benzine of a specific gravity of more than 0,750 up to 0,770, inclusive at 15⁰ C., for driving motors, manufactured in inland factories or imported from foreign countries, under control	2
	Gas oil of a specific gravity of over 0,830 up to 0,880, inclusive, at 15⁰ C., for driving motors, or for the carburation of water gas, manufactured in inland factories or imported from foreign countries, under control	3

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(Noch Nr. 239. Erdöl (Petroleum), usw.) Anmerkung: Die Verzollung von Petroleum und anderen gereinigten, nicht besonders genannten, zu Beleuchtungszwecken geeigneten Mineralölen kann nach Wahl des Einbringers nach Gewicht unter Zugrundelegung von 1 Doppelzentner oder nach dem Raumgehalt mit der Massgabe zugelassen werden, dass dabei für 125 Liter bei einer Temperatur von 15°C. 1 Doppelzentner reines Flüssigkeitsgewicht gerechnet wird.	
249	Erdwachs (Ozokerit), gereinigt, und Ceresin (aus Erdwachs hergestellt, auch mit Paraffin verversetzt), in Blöcken, Täfelchen oder Kugeln; Wachsstümpfe von gereinigtem Erdwachs und von Ceresin	10
aus 250	Paraffin, roh (Paraffinschuppen, Paraffinbutter usw.) oder gereinigt, mit Ausnahme des Weichparaffins	10
251	Weichparaffin	8
aus 258	Paraffinsalbe, Vaselin und Vaselinsalbe (nicht wohlriechend)	f. 1 Doppelzentner Rohgewicht 10
259	Wagenschmiere	f. 1 Doppelzentner 6
260	Andere Schmiermittel, unter Verwendung von Fetten oder Ölen hergestellt, flüssig oder fest, auch geformt	f. 1 Doppelzentner Rohgewicht 7,50
aus 316	Calciumkarbid . . . , ...	frei
373	Käsestoff (Kasein), Käsestoffgummi und ähnliche Zubereitungen, soweit sie nicht unter Nr. 206 des allgemeinen Tarifs fallen	f. 1 Doppelzentner 6
374	Rohleim (entkalkte Knochen)	3
375	Leim aller Art (mit Ausnahme des Eiweissleims), fest oder flüssig; Gelatine, auch gefärbt . .	3
aus 385	Süssholzsaft: mit Zucker, Honig, Anisöl, Salmiak oder sonstigen Geschmackszutaten oder Heilmitteln versetzt, oder in Aufmachungen für den Kleinverkauf	60

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 239. Petroleum). Note. Petroleum and other refined mineral oils, not specially mentioned, suitable for illuminating purposes, may, at the option of the importer, be assessed for duty according to weight on the basis of 100 kilos, or according to volume, upon the condition that 125 liters, at a temperature of 15° C., are considered to be equivalent to 100 kilos, net weight, of the fluid.	
249	Mineral wax (ozocerite), refined, and ceresin (made from mineral wax, mixed or not with paraffin), in blocks, tablets, or balls; wax stumps (Wachsstümpfe) of refined mineral wax and of ceresin	10
ex 250	Paraffin, crude (paraffin scales, paraffin butter, etc.) or refined, except soft paraffin . . .	10
251	Soft paraffin	8
ex 258	Paraffin ointment, vaseline and vaseline ointment (not scented)	per 100 kilos gross weight 10
259	Axle grease	per 100 kilos 6
260	Other lubricants, manufactured of fats or oils, liquid or solid, molded into shapes or not .	per 100 kilos gross weight 7,50
ex 316	Calcium carbide	free
373	Casein, casein gum, and similar preparations, so far as they are not included under Nr. 206 of the general tariff	per 100 kilos 6
374	Glue in the rough (delimed bones)	3
375	Glue of all sorts (except albuminous glue), solid or liquid; gelatin, even colored	3
ex 385	Licorice juice: mixed with sugar, honey, oil of aniseed, salammoniac, or other flavoring or medicinal ingredients, or made up for retail sale	60

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(aus Nr. 385. Süssholzsaft).	
	anderer, roh oder gereinigt, auch in einfach in Kisten oder in andere unmittelbar zum Versand dienende grössere Umschliessungen verpackten Stangen . .	frei
	(aus 545/7) Leder, halb- oder ganzgar, auch zugerichtet, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt:	
545	bei einem Reingewichte des Stückes von mehr als 3 Kilogramm:	
	ganze Häute mit anhaftenden Köpfen, Hälsen, Bäuchen und Klauen, auch in Hälften; Kopf-, Hals-, Bauchteile und Klauen sowie Rossschilder ohne Rücksicht anf das Gewicht des Stückes . .	30
	Schweinsleder, ohne Rücksicht auf das Gewicht des Stückes	18
	Kernstücke	33
	Anmerkung: Leder, einschliesslich der Kernstücke, bei einem Reingewichte des Stückes von mehr als 3 Kilogramm, zur Herstellung von Treibriemen, auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung	22
aus 546	bei einem Reingewichte des Stückes von 1 bis 3 Kilogramm:	
	Kalbleder, naturfarbig	25
	anderes Kalbleder	40
	(aus 555/6) Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten oder aus Häuten von Fischen oder Kriechtieren:	
556	mit anderen Sohlen als Holzsohlen:	
	das Paar im Gewichte von mehr als 1200 Gramm	60
	das Paar im Gewichte von mehr als 600 bis 1200 Gramm; auch Schuhoberteile aus Leder aller Art mit elastischen Einsätzen ohne Rücksicht auf das Gewicht	80

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 385. Licorice juice).	
	other, raw or purified, even in sticks packed in boxes or other larger coverings serving for the purqose of transportation only	free
	(ex 545 to 547) Leather, half or entirely dressed, whether prepared or not, not otherwise mentioned in the general tariff:	
545	of a net weight of more than 3 kilos each piece:	
	entire hides or half hides, with the heads, necks, bellies, and hoofs unseparated; head, neck, and belly pieces and hoofs, as well as horse shields, without regard to the weight of the pieces	30
	pig leather, without regard to the weight of the pieces	18
	bend leather (Kernstücke)	33
	Note. Leather, including bend leather, of a net weight of more than 3 kilos per piece, for the manufacture of driving belts, with permit, and under control	22
ex 546	of a net weight of from 1 to 3 kilos each piece:	
	calf, natural color (natural brown) . . .	25
	other calf	40
	(ex 555 to 556) Boots and shoes of leather of all kinds, including those made from hides with the hair still on and those made from fish or reptile skins:	
556	with soles of materials other than wood:	
	weighing more than 1 200 grams per pair	60
	weighing more than 600 and up to 1 200 grams per pair; boot uppers of leather of all kinds, with elastic insertions, without regard to weight	80

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(Noch 556. Mit anderen Sohlen als Holzsohlen).	
	das Paar im Gewichte von 600 Gramm oder darunter	90
	Pantoffel und Hausschuhe ohne Rücksicht auf das Gewicht	60
	Anmerkungen. 1. Ausfütterungen, Besätze, Zierrat und Zutaten aller Art (Schnallen, Maschen, Quasten, Stickereien, Schnürriemen usw.) aus anderen Stoffen, einschliesslich Seide, jedoch ausgenommen Pelzwerk, bleiben ohne Einfluss auf die Verzollung. 2. Als Pantoffel und Hausschuhe sind solche Schuhe anzusehen, die weder Riststellung noch Fersenstellung haben noch in anderer Weise (z. B. durch Zugschnüre, Verschlussknöpfe oder elastische Einsätze) zur festen Umschliessung des Fusses eingerichtet sind. Der vertragsmässige Zollsatz ist auch auf Pantoffel und Hausschuhe mit einem Absatzfleck, jedoch nicht auf solche mit Absätzen (Stöckeln) anzuwenden.	
557	Treibriemen und Treibriemenbahnen aus Leder aller Art sowie aus rohen enthaarten Häuten, auch mit Unterlagen oder Zwischenlagen aus groben Gespinstwaren oder Filz	50
aus 560	Sattler- und Täschnerwaren sowie andere im allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Waren aus Leder aller Art, rohen enthaarten oder behaarten Häuten, Pergament, tierischen Blasen, Goldschlägerhaut oder Häuten von Fischen oder Kriechtieren, oder damit ganz oder teilweise überzogen; auch Sattler- und Täschnerwaren aus groben Gespinstwaren von pflanzlichen Spinnstoffen oder aus Seilerarbeit der Nr. 484 oder 485 des allgemeinen Tarifs, oder damit ganz oder zum grösseren Teile überzogen; alle diese, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen oder zu den mit Leder ganz oder teilweise überzogenen Papier- und	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 556. With soles of materials other than wood).	
	weighing 600 grams or less per pair . .	90
	slippers and house shoes, without regard to weight	60
	Notes.	
	1. Linings, trimmings, and ornaments of all kinds (buckles, bows, tassels, embroideries, laces, etc.), of other materials, including silk, but not including fur, do not affect the tariff treatment.	
	2. The following are to be treated as slippers and house shoes: shoes which give no support to the instep or the heel, and are not in any other way (e. g. by lacing, buttons, or elastic sides), adapted for closely fitting the foot. The conventional duty is also applicable to slippers and house shoes with a heel piece, but not to those with a raised heel.	
557	Driving belts and breadths of driving belts of leather of all kinds, as well as of raw hide (without the hair), with or without layers of coarse textiles or felt	50
ex 560	Saddler's and trunkmaker's wares, as well as other wares not separately mentioned in the general tariff, of leather of all kinds, raw hide (with or without the hair), parchment, bladder goldbeater's skin, or fish or reptile skin, or entirely or partly covered with such materials; also saddler's and trunkmaker's wares of coarse vegetable textiles or of the rope-maker's wares mentioned under Nos. 484 or 485 of the general tariff, or wares entirely or mainly covered with such materials; all these so far as they are not chargeable with higher duties by reason of their combination with other materials, or do not belong to the classes of paper and paper wares entirely or partly covered	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(Noch aus Nr. 560).	
	Pappwaren der Nr. 667 bis 669 des allgemeinen Tarifs gehören:	
	Schlagriemen, Nähriemen, Florteilriemen, Lederschnüre für Spinnerei und Weberei, Bindriemen, Webervögel, ohne Rücksicht auf das Gewicht des Stückes . .	50
	im übrigen:	
	bei einem Reingewichte des Stückes von 2 Kilogramm und darüber:	
	Pferdegeschirr; Kratzenrücken, Kratzenbänder; Blätter für Flugwalzen (Volantblätter); Streifen und Blätter für Schützentreiber; Nitschelhosen (Laufleder, Manchons)	50
	andere	65
	bei einem Reingewichte des Stückes von weniger als 2 Kilogramm:	
	Pferdegeschirr; Kratzenrücken, Kratzenbänder; Blätter für Flugwalzen (Volantblätter); Streifen und Blätter für Schützentreiber; Nitschelhosen (Laufleder, Manchons)	65
	andere; auch Ledertapeten ohne Rücksicht auf das Gewicht des Stückes	80
561	Handschuhleder, zu Handschuhen zugeschnitten oder gestanzt	125
578	Reifen aus Kautschuk für Fahrzeugräder; auch Schutzdecken (Laufdecken) für die zu Fahrzeugrädern bestimmten Schläuche, aus Gespinstwaren, mit Kautschuk getränkt oder überzogen oder durch Zwischenlagen von Kautschuk verbunden	60
aus 580	Gespinstwaren, auch Filz, mit Kautschuk getränkt oder überzogen oder durch Zwischenlagen aus Kautschuk verbunden; Kautschukwaren, mit Gespinstwaren überzogen oder mit Gespinsten umsponnen; alle diese, wenn die Gespinstware oder das Gespinst aus anderen Spinnstoffen als aus solchen ganz oder teilweise aus Seide besteht	100

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 560 continued).	
	with leather, included under Nos. 667 to 669 of the general tariff:	
	picking straps, sewing and binding laces, leather tapes for dividers [Florteilriemen], leather laces for spinning and weaving, pickers, without regard to weight . .	50
	other articles:	
	of a net weight of 2 kilos and more each:	
	harness for horses; card backs, card bends (card slivers); card plates for fancy rollers; slips and plates for pickers; sliders (rubbing belts, travelling leather bands)	50
	other	65
	of a net weight less than 2 kilos each article:	
	harness for horses; card backs, card bends (card slivers); card plates for fancy rollers; slips and plates for pickers; sliders (rubbing belts, travelling leather bands)	65
	other; also leather hangings without regard to weight	80
561	Glove leather cut out or stamped for gloves .	125
578	India-rubber tires for wheels of vehicles; also tire covers, of textiles impregnated or coated with india-rubber or with an internal layer of india-rubber	60
ex 580	Textiles or felt impregnated or coated with india-rubber or with internal layers of india-rubber; india-rubber wares coated with textiles or with yarn wound thereon; all these if the textiles or the yarn do not consist entirely or partly of silk	100

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(Noch aus Nr. 580).	
	Gespinstwaren in Verbindung mit Kautschukfäden; Gewebe aus Kautschukfäden in Verbindung mit Gespinsten; alle diese, wenn die Gespinstware oder das Gespinst ganz oder teilweise aus Seide oder aus anderen Spinnstoffen besteht	90
585	Röhren aus Hartkautschuk, ohne weitere Bearbeitung	25
586	Andere, im allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Hartkautschukwaren, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen . .	40
	(aus 649/50) Halbzeug (Halbstoff zur Papier- und Pappenbereitung), breiartig oder in fester Form, auch gebleicht oder gefärbt oder mit mineralischen Stoffen, Leim usw. versetzt:	
650	aus Holz, Stroh, Espartogras oder anderen Pflanzenfasern:	
	Holzmasse (mechanisch bereiteter Holzstoff, Holzschliff)	1,25
	chemisch bereiteter Holzstoff (Zellstoff, Cellulose); Stroh-, Esparto- und anderer Faserstoff	1,25
aus 651	Pappen (Pappdeckel), geformt (geschöpft) oder gegautscht, auch aus zusammengeklebten Pappen hergestellt:	
	Pappen aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holze, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), Stroh-, Schrenz- und Torfpappe und anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannte grobe Pappen, auch in der Masse gefärbt	1,50
653	Gelbes Strohpapier	3
	Ganz grobes graues Löschpapier	2
654	Packpapier, in der Masse gefärbt, auch auf einer Seite glatt	3

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 580 continued.	
	Textiles in combination with india-rubber threads; tissues of india-rubber threads combined with threads or yarn; all these if the textiles or the yarn consist entirely or partly of silk or other textile material	90
585	Tubes of hardened india-rubber, not further worked	25
586	Other wares of hardened india-rubber, not separately mentioned in the general tariff, combined or not with other materials, so far as not falling under higher duties by reason of such combination	40
	(ex 649 to 650) Paper stock (half stuff for the manufacture of paper and pasteboard), in the form of pulp or solidified, whether bleached, dyed, mixed with mineral substances, glue, etc., or not:	
650	from, wood, straw, esparto grass, or other vegetable fiber:	
	wood pulp (mechanically prepared wood meal, wood grindings)	1,25
	chemically prepared wood pulp (cellulose); straw, esparto, and other fibrous materials	1,25
ex 651	Pasteboard, molded (dipped) or couched; also made of sheets of pasteboard stuck together:	
	Cardboard of mechanically or chemically prepared wood pulp; also of wood pulp prepared from steamed wood, rolled hard (Braunholzpappe, so-called leather board), strawboard, Schrenzpappe, and peat cardboard, and other coarse cardboard not separately mentioned in the general tariff, dyed in the pulp or not	1,50
653	Yellow straw paper	3
	Very coarse gray blotting paper	2
654	Packing paper, dyed in the pulp, glazed on one side or not	3

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
655	Papier, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend, einschliesslich des Kartonpapiers, auch liniert, pergamentiert oder gekörnt:	
	Packpapier nicht unter Nr. 654 fallend	3
	anderes hierher gehöriges Papier . . .	6
656	Buntpapier einschliesslich des mit Kreide, Bleiweiss oder dergleichen überstrichenen oder mit Metalldruck versehenen Papiers; lackiertes Papier; mit Glimmer- oder Glasschuppen, Streupulver oder Wollstaub überzogenes Papier; Papier mit gestrichenem, aufgelegtem oder galvanoplastischem Metallüberzuge, sowie mit Gold- oder Silberschnitt versehenes Papier	8
657	Drucke jedes Verfahrens, soweit sie nicht unter den zwölften Abschnitt des allgemeinen Tarifs fallen, auch Bilderpapier, einschliesslich des Kopierverfahrens auf Papier und Pappe; auch farbig oder schwarz geränderte, oder sonst auf irgend eine Weise verzierte Papiere oder Pappen:	
	einfarbig	6
	mehrfarbig, auch mit Pressungen oder Rändern in Farben, Gold oder anderen Metallen	6
aus 660	Tapeten und Tapetenborten aller Art aus Papier, weder vergoldet noch versilbert, bronziert, gepresst oder sammetartig	12
aus 694	Schleif- und Wetzsteine, ganz oder teilweise aus Karborund	12
	(aus 737/40) Hohlglas:	
737	weder gepresst noch geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt oder gemustert:	
	naturfarbig	3
	weiss (auch halbweiss) durchsichtig, auch mit einzelnen Ringen von massivem weissen (auch halbweissen) Glase . .	f 1 Doppelzentner Rohgewicht 8

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
655	Paper not included under other numbers of the general tariff; including carton paper, even ruled, made like parchment or grained:	
	packing paper not included under No. 654	3
	other	6
656	Colored paper, including paper coated with chalk, white lead, or the like, or provided with metallic impressions; varnished paper; paper covered with scales of mica or glass, pounce or wool flocks; paper provided with painted, applied, or galvanoplastic metallic surfacing; also paper with gilt or silvered edges . .	8
657	Printed matter, printed by any process, so far as not included in chapter 12 of the general tariff; also „picture paper", including that produced by a copying process on paper and cardboard; also paper or cardboard colored or black edged, or ornamented in any way whatever:	
	of one color	6
	of more than one color, also with impressions or edges in colors, gold or other metals	6
ex 660	Wall-paper and wall-paper borders of all kinds, neither gilt, silvered, bronzed, embossed, nor velvety	12
ex 694	Grindstones and whetstones, wholly or partly of carborundum	12
	(ex 737 to 740) Hollow-glass:	
737	neither molded nor ground, polished, smoothed, cut, etched, or figured:	
	of natural color	3
	white (or half white) transparent, with or without separate rings of massive white (or half white) glass	per 100 kilos gross weight 8

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark..
	(Noch Nr. 737. Hohlglas, weder gepresst noch geschliffen usw.)	
	gefärbt oder weiss undurchsichtig, auch mit gefärbtem oder mit weissem undurchsichtigen Glas überfangen:	
	Milch-. Alabaster- und Beinglas, weiss	10
	anderes hierher gehöriges Hohlglas .	15
738	bloss mit gepressten Böden oder durch Schleifen, Pressen usw. gestalteten oder verzierten Stöpseln:	
	gefärbt oder weiss undurchsichtig, auch mit gefärbtem oder mit weissem undurchsichtigen Glas überfangen . . .	15
	anderes	12
739	in anderer Weise gepresst, geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt oder gemustert:	
	gefärbt oder weiss undurchsichtig, auch mit gefärbtem oder mit weissem undurchsichtigen Glas überfangen	15
	anderes	12
	(aus 741/2 Spiegel- und Tafelglas, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, weder geschliffen noch poliert, geschnitten, gemustert, gerippt, geschuppt, gebogen, mattiert, geätzt, überfangen, gefeldert (facettiert) oder belegt:	
741	nicht gefärbt, nicht undurchsichtig:	
	Spiegelglas, gegossenes und geblasenes; sogenanntes Rohglas (rohe gegossene Platten), mehr als 5 Millimeter stark, auch gerippt	3
	Tafelglas einschliesslich des 5 Millimeter oder weniger starken Rohglases, letzteres auch gerippt, wenn die einfache Höhe und die einfache Breite zusammen betragen:	
	120 Zentimeter oder darunter . .	6 f. 1 Doppelzentner Rohgewicht
	mehr als 120 bis 200 Zentimeter .	8
	mehr als 200 Zentimeter	10

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 737 to 740) Hollow-glass, continued:	
	colored or white nontransparent, er even flashed with colored or white nontransparent glass:	
	milk, alabaster, and bone glass, white	10
	other	15
738	with the bottoms only molded, or with the stoppers shaped or ornamented by grinding, molding, etc.:	
	colored or white nontransparent, or even flashed with colored or white nontransparent glass	15
	other	12
739	molded, ground, polished, smoothed, cut, engraved, or figured in any other way:	
	colored or withe nontransparent, or even flashed with colored or withe nontransparent glass	15
	other	12
	(ex 741 to 742) Plate and sheet glass, not separately mentioned in the general tariff, neither ground, polished, cut, figured, ribbed, scolloped, curved, frosted, etched, flashed, cut in facets, nor silvered:	
741	neither colored nor opaque:	
	plate glass, cast and blown; so-called crude glass (rough cast plates) more than 5 millimeters thick, ribbed or not . . .	3
	sheet glass, including „crude“ glass (ribbed or not) having a thickness of 5 millimeters or less, if the length and breadth together amount to:	
	120 centimeters or less	6
	more than 120 and up to 200 centimeters	per 100 kilos gross weight 8
	more than 200 centimeters . . .	10

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
		f. 1 Doppelzentner Rohgewicht
aus 742	Butzenscheiben	12
758	Glasbehänge zu Leuchtern; Glasknöpfe; alle diese auch gefärbt oder mit Ösen	f. 1 Doppelzentner 12
	Anmerkung: Bemalte, vergoldete oder versilberte Glasknöpfe werden nach Nr. 763 verzollt.	
759	Glasplättchen; Glasperlen, Glasschmelz und Glasschuppen, auch lediglich zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf Gespinstfäden gereiht; Glastropfen (Glastränen, Springgläser); Glaskörner (Glaskügelchen, massive Glastropfen):	
	weiss, auch gefärbt	2
	bemalt, vergoldet oder versilbert . . .	15
760	Glasflüsse (unechte Edelsteine), bleihaltig oder bleifrei, Glassteine und Glaskorallen, ohne Fassung, auch lediglich zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf Gespinstfäden gereiht:	
	roh:	
	Glasflüsse und Glassteine	20
	Glaskorallen	15
	bearbeitet (geschliffen usw.)	20
763	Glas, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, auch durch Pressen oder Stanzen hergestellt oder geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt, gemustert; Glasgespinst und Glaswolle:	
	nicht gefärbt, nicht undurchsichtig . . .	12
	gefärbt oder undurchsichtig	15
	bemalt, vergoldet oder versilbert, auch durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert	20

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
		per 100 kilos gross weight
ex 742	Bull's-eye glas	12
758	Glass pendants for chandeliers; glass buttons; all these colored or not, with loops or not	per 100 kilos 12
	Note. Painted, gilt or silvered glass buttons pay duty under No. 763.	
729	Small glass plates, glass beads, bugles, and scales, even if strung on thread only for purposes of packing and transmission; glass drops (glass tears, Prince Rupert's (drops); small glass balls (massive glass drops): . .	
	white or colored	2
	painted, gilt or silvered	15
760	Glass pastes containing lead or not; artificial gems, and glass corals, not mounted, even if strung on thread only for purposes of packing and transmission:	
	rough:	
	glass pastes and artificial gems . .	20
	glass corals	15
	worked (ground etc.)	25
763	Glass not otherwise mentioned in the general tariff, molded, stamped, ground, polished, smoothed, cut, etched, figured, or not; glass threads and spun glass:	
	not colered nor opaque	12
	colored or opaque	15
	painted, gilt or silvered, figured or not by the application or burning in of colors	20

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(aus 777/843) Eisen und Eisenlegierungen:	
782	Nicht schmiedbarer Guss, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, roh:	
	bei einem Reingewichte des Stückes . . von mehr als 1 Doppelzentner	2,50
	von mehr als 40 Kilogramm bis 1 Doppelzentner	3
	von 40 Kilogramm oder darunter	3,50
797	Eisenbahnachsen, Eisenbahnradeisen, (Naben, Radreifen, Radgestelle, Radkränze), Eisenbahnräder, Eisenbahnradsätze	2,50
800	Eisenbauteile (Eisenkonstruktionen) aus schmiedbarem Eisen, auch mit Anstrich versehen .	4,50
aus 820	Eisenbahnlaschenschrauben, Schwellenschrauben, Spurstangen, Klemmplatten, Hakennägel, Isolatorstützen:	
	roh	3
	Schrauben und Niete von mehr als 13 Millimeter Stiftstärke; Schraubenmuttern und Unterlegscheiben für Schrauben; Hufeisen, Schraub- und Steckstollen:	
	roh	5
aus 821	Eisenbahnwagenbeschläge, Eisenbahnweichen- und Signalteile, roh	6
	Eisenbahnpuffer, roh	3
829	Ketten (mit Ausnahme der Fahrradketten) und Teile von solchen:	
	roh:	
	zur Kettenschleppschiffahrt	1,50
	andere	5
	bearbeitet	15
aus 839	Federn, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt:	
	an sich feine (Perrücken-, Handschuh-, Hut- und ähnliche Federn) sowie alle	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 777 to 843) Iron and iron alloys:	
782	Nonmalleable cast iron, not otherwise mentioned in the general tariff, rough:	
	weighing, per piece, net weight . more than 100 kilos .	2,50
	weighing, per piece, net weight . more than 40 up to 100 kilos	3
	weighing, per piece, net weight . 40 kilos or less . . .	3,50
797	Axles and parts of railway wheels (including hubs, tires, frames and rims), railway, wheels, sets of railway wheels	2,50
800	Construction pieces of malleable iron, painted or not	4,50
ex 820	Bolts for fish plates and sleepers, cross-tie bars, clips, hook nails, insulator supports (brackets),	
	rough	3
	Screws and rivets of more than 13 millimeters shank diameter; nuts and washers for screws; horseshoes, calkins,	
	rough	5
ex 821	Railway couplings, parts of switches and signals, rough	6
	Railway buffers, rough	3
829	Chains (except bycicle chains) and parts thereof:	
	rough:	
	for towing	1,50
	other	5
	worked	15
ex 839	Springs not otherwise mentioned in the general tariff:	
	fine (for wigs, gloves, hats and the like), including all springs, polished, nickeled,	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(Noch aus Nr. 839.)	
	polierten, vernickelten, lackierten, vernierten oder sonst weiter als durch blosses Abschleifen bearbeiteten Federn	20
	andere:	
	roh	6
	bloss abgeschliffen	10
	(aus 869 bis 880) Kupfer und Kupferlegierungen:	
875	Metalltuch aller Art für gewerbliche Zwecke, insbesondere für die Herstellung von Papier, endlos oder in Rollen oder Stücken, aus Draht, auch mit Gespinsteinlagen; Vordruckwalzen (Egoutteure), glatt oder gerippt, mit oder ohne Wasserzeichen	18
aus 891	Sprechmaschinen (Phonographen), einschliesslich der mit ihnen in fester Verbindung stehenden elektrischen Maschinen . . . , . . .	40
aus 894	Verbrennungsmotoren und Explosionsmotoren, für Motorfahrräder, bei einem Reingewichte der Maschine von 40 Kilogramm oder darunter	75
	Dampfmaschinen, Dampfturbinen, Wasserturbinen; Verbrennungs- und Explosionsmotoren; Kraft- (Antriebs-) Maschinen (mit Ausnahme der Elektromotoren) in Verbindung mit Pumpen (einschliesslich der Wasserhaltungsmaschinen) oder mit Kältemaschinen; Kranen:	
	bei einem Reingewichte der Maschine . .	
	von mehr als 5 bis 10 Doppelzentner . . .	11
	von mehr als 10 bis 25 Doppelzentner . . .	7,50
	von mehr als 25 bis 50 Doppelzentner . . .	6
	von mehr als 50 bis 500 Doppelzentner . . .	5
	von mehr als 500 bis 1000 Doppelzentner . . .	4,50
	von mehr als 1000 Doppelzentner	3,50

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 839 continued)	
	lacquered, varnished, or which have undergone any further process of working up other than mere grinding	20
	other:	
	rough	6
	merely ground	10
	(ex 869 to 880) Copper and copper alloys:	
875	Wire gauze of all kinds for industrial purposes, especially for use in the manufacture of paper, endless or in rolls or pieces, composed of wire, with or without insertions [Einlagen] of thread or yarn; drying cylinders for printing establishments [Vordruckwalzen], smoothed or ribbed, with or without watermark . . .	18
ex 891	Phonographs, including electrical machines in combination therewith	40
ex 894	Combustion and explosion motors for motor cycles, weighing, per piece, 40 kilos or less, net weight	75
	Steam engines, steam turbines, water turbines; combustion and explosion motors; power (other than electromotive) machinery in combination with pumps (including water engines) or freezing machines; cranes:	
	weighing, per piece, net weight . — over 500 up to 1000 kilos	11
	weighing, per piece, net weight . — over 1000 up to 2500 kilos	7,50
	weighing, per piece, net weight . — over 2500 up to 5000 kilos	6
	weighing, per piece, net weight . — over 5000 up to 50000 kilos	5
	weighing, per piece, net weight . — over 50000 up to 100000 kilos	4,50
	weighing, per piece, net weight . — over 100000 kilos . .	3,50

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(Noch aus Nr. 894.)	
	Wassersäulenmaschinen:	
	bei einem Reingewichte der Maschine . .	
	von mehr als 10 bis 25 Doppelzentner . . .	8
	von mehr als 25 bis 50 Doppelzentner . . .	6,50
	von mehr als 50 bis 500 Doppelzentner . . .	5,50
	von mehr als 500 bis 1000 Doppelzentner . . .	5
	Dampfmaschinen in Verbindung mit Hämmern, Gebläsemaschinen (einschliesslich der Ventilationsmaschinen) oder mit Fördermaschinen:	
	bei einem Reingewichte der Maschine . .	
	von mehr als 50 bis 500 Doppelzentner . . .	5
	von mehr als 500 bis 1000 Doppelzentner . . .	4,50
	Andere hierher gehörige Maschinen:	
	bei einem Reingewichte der Maschine . .	
	von mehr als 10 bis 25 Doppelzentner . . .	10
	von mehr als 25 bis 50 Doppelzentner . . .	8
	von mehr als 50 bis 500 Doppelzentner . . .	6
	von mehr als 500 bis 1000 Doppelzentner . . .	5
	Anmerkung: Dampfmaschinen zur Verwendung beim Schiffbau werden einschliesslich der zugehörigen Schaufelräder und Schiffsschrauben zollfrei zugelassen.	
	(aus 913/4) Fahrzeuge, zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt:	
aus 914	ohne Verbindung mit Antriebsmaschinen: Güterwagen, ungedeckt oder gedeckt . .	3
aus 915	Fahrzeuge, nicht zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt (ausgenommen Wasserfahrzeuge), in	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 894 continued)	
	Water-pressure engines:	
	weighing, per piece, net weight . { over 1000 up to 2500 kilos	8
	over 2500 up to 5000 kilos	6,50
	over 5000 up to 50000 kilos	5,50
	over 50000 up to 100000 kilos	5
	Steam engines combined with hammers, blowing machines (including ventilating machines), or with hoisting machines:	
	weighing, per piece, net weight . { over 5000 up to 50000 kilos	5
	over 50000 up to 100000 kilos	4,50
	Other machines of the kinds specified in No. 894 of the general tariff:	
	weighing, per piece, net weight . { over 1000 up to 2500 kilos	10
	over 2500 up to 5000 kilos	8
	over 5000 up to 50000 kilos	6
	over 50000 up to 100000 kilos	5
	Note. Steam engines for use in ship-building, together with the paddle wheels and screw propellers pertaining thereto, are admitted duty free.	
	(ex 913 to 914) Vehicles, intended to run on rails:	
ex 914	not combined with motive machinery:	
	freight cars, covered or not	3
ex 915	Vehicles nor intended to rnn on rails (except water craft), combined with motive machinery	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(Noch aus Nr. 915).	
	Verbindung mit Antriebsmaschinen (Motorwagen und Motorfahrräder):	
	Motorfahrräder:	
	bei einem Reingewichte des Stückes . .	
	von 50 Kilogramm oder darunter	100
	von mehr als 50 Kilogramm bis 1 Doppelzentner .	75
	von mehr als 1 Doppelzentner bis 2,5 Doppelzentner	70
	Motorwagen und Motorfahrräder:	
	Bei einem Reingewichte des Stückes . .	
	von mehr als 2,5 Doppelzentner bis 5 Doppelzentner	40
	von mehr als 5 Doppelzentner bis 10 Doppelzentner	25
	von mehr als 10 Doppelzentner	15
	(aus 916/8) Fahrzeuge, nicht zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt (ausgenommen Wasserfahrzeuge), ohne Verbindung mit Antriebsmaschinen:	
aus 917	Personenwagen:	
	vierrädrige mit nicht mehr als 4 festen Sitzen:	
	ohne Dach	
	bei einem Reingewichte des Wagens . .	
	von 1,5 Doppelzentner oder darunter . . .	für 1 Stück 60
	von mehr als 1,5 Doppelzentner	100
	mit Dach	150
	vierrädrige mit mehr als vier festen Sitzen: ohne Dach	für 1 Stück 150

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 915 continued).	
	(motor cars and motor cycles):	
	motor cycles:	
	weighing, each, net weight: 50 kilos or less . . .	100
	weighing, each, net weight: over 50 up to 100 kilos	75
	weighing, each, net weight: over 100 up to 250 kilos	70
	motor cars and motor cycles:	
	weighing, each, net weight: over 250 up to 500 kilos	40
	weighing, each, net weight: over 500 up to 1000 kilos	25
	weighing, each, net weight: over 1000 kilos . . .	15
	(ex 916 to 918) Vehicles not intended to run on rails (except water kraft), without motive machinery:	
ex 917	Carriages:	
	four-wheeled, with not more than four fixed seats:	
	without cover	per piece
	weighing, each, net weight: 150 kilos or less . .	60
	weighing, each, net weight: more than 150 kilos .	100
	with cover	150
	four-wheeled, with more tan four fixed seats: without cover	per piece 150

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
	(Noch aus 917. Personenwagen)	
	mit Dach	160
	Anmerkungen: 1. Klappsitze gehören nicht zu den festen Sitzen. Der Bocksitz (Kutschersitz) ist in die Zahl der festen Sitze nicht einzurechnen. 2. Hölzerne Wagenkasten ohne Untergestell, auch mit Eisenbeschlag, sind je nach ihrer Beschaffenheit als Holzwaren zu behandeln und bleiben von der Verzollung als Personenwagen auch dann ausgenommen, wenn die durch Scharniere befestigten Dachbogen und das mit den eisernen Spangen, die den Wagenkasten durchziehen, fest verbundene, schief ansteigende Fussgestell vor dem Kutschbock bereits angebracht oder die hölzernen Türtafeln zur Verstärkung oder zur Verhinderung des Reissens mit groben Holzklötzchen oder Jutegeweben oder mit Eisenblech bekleidet sind. 3. Für zusammengesetzte vierrädrige Personenwagen im Rohbau ist ein Viertel der Sätze für Personenwagen zu entrichten. Als Personenwagen im Rohbau sind solche anzusehen, welche zwar die zum Gebrauch notwendigen Zubehörteile und Einrichtungen (Federn, Achsen, Räder, Vordergestell, Brems- und Anspannvorrichtungen usw.) aufweisen, jedoch weder angestrichen, lackiert, poliert oder bemalt, noch mit Leder oder Polsterarbeit (einschliesslich lose eingelegter Polster) ausgestattet sind. 4. Fussdecken, Laternen, Wagenkisten und ähnliche Gegenstände, welche mit fertigen Personenwagen eingehen und dazu bestimmt sind, mit ihnen in feste Verbindung gebracht oder auf andere Weise zusammengesetzt zu werden, sind als Bestandteile der Wagen anzusehen und nicht besonders zu verzollen. 5. Zur Herstellung von Motorwagen bestimmte, ohne Gestellrahmen (Chassis), Motor und Räder eingehende Personenwagen werden wie vierrädrige Personenwagen behandelt und in fertigem Zustande nach den vertragsmässigen Sätzen der Nr. 917, im Rohbau mit einem Viertel dieser Sätze verzollt.	
aus 926	Handfeuerwaffen aller Art aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, mit Ausnahme von Kriegswaffen	f. 1 Doppelzentner 60

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 917. Carriages, continued)	
	with cover	160
	Notes. 1. Folding seats are not reckoned as fixed seats. The box (driver's seat) is not to be counted as one of the fixed seats. 2. Wooden carriage bodies without the trucks shall be treated as wooden wares, according to their character, even if they are fitted with iron mounts; nor shall they be dutiable as passenger carriages, even where the hinge-fastened cover frames and the sloping footboard of the driver's seat (which is securely fastened to the iron clasps traversing the carriage body) have already been fixed in position, or where the wooden panels of the doors have been covered with coarse blocks of wood, or with jute tissue or sheet iron in order to strengthen them or to keep them from splitting. 3. Four-wheeled carriages fitted together in the rough pay onefourth the duty on similar carriages finished. By carriages in the rough are meant those which, though provided with all the parts and fittings necessary in order to enable the carriages to be used (springs, axles wheels, foreframe, brake, whiffle trees, and parts for attaching the traces, etc.), are neither colored, varnished, polished, painted, nor covered with leather or upholstered (nor contain loose cushions). 4. Carriage rugs, lamps, chests, and similar articles imported with carriages and intended to be fitted securely to or otherwise connected with the same, shall be regarded as parts of carriages and not charged duty separately. 5. Carriages imported without trucks (chassis), motors, or wheels, and intended for the construction of motor cars, shall be treated as four-wheeled carriages, and shall be dutiable according to the treaty rates under No. 917, if in a finished state, and at one-fourth of those rates if in the rough.	
ex 926	Small arms of all kinds of common metals or of alloys of common metals, except military arms	per 100 kilos 60

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
927	Bügel, Federn, Hähne und Läufe, auch Teile von solchen, sowie andere Teile von Handfeuerwaffen (ausgenommen Schlösser und Verschlusstücke), aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle:	
	roh	6
	bearbeitet:	
	Läufe, nur gebohrt und abgedreht oder grob abgeschliffen	10
	andere hierher gehörige Waren . .	24
928	Schlösser und Verschlussstücke, auch Teile von solchen, zu Handfeuerwaffen:	
	roh vorgearbeitet	24
	andere	60
	Anmerkung zu Nr. 297 und 928. Läufe und Schäfte zu Handfeuerwaffen mit eingefügten oder beigepackten Schlössern, Schlosskasten oder Verschlussstücken sind nach Nr. 926 zu verzollen.	
229	Taschenuhren, auch solche mit Spielwerk:	
	in Gehäusen:	für 1 Stück
	aus Gold	0,80
	aus Silber, auch vergoldet oder mit vergoldeten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen	0,60
	aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, auch vergoldet oder versilbert oder mit vergoldeten oder versilberten Rändern Bügeln oder Knöpfen versehen; aus anderen Stoffen	0,40
	Anmerkung. Nach Nr. 929 sind auch elektrische Taschenuhren zu verzollen.	
930	Uhrgehäuse zu Taschenuhren:	
	aus Gold	0,40

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
927	Trigger guards. springs, cocks and barrels, and parts thereof; also other parts of small arms (except locks and breech bolts [Verschlussstücke] of common metals or alloys of common metals:	
	rough	6
	worked:	
	barrels only bored and turned or roughly ground	10
	other articles	24
928	Locks and breech bolts [Verschlusstücke] and parts thereof, for small arms:	
	roughly worked	24
	other	60
	Note to Nos. 927 and 928. Barrels and stocks for small arms with locks, lock cases, or breech bolts [Verschlussstücke] fitted to them or packed up with them have to pay duty according to No. 926.	
929	Watches, including those with chimes:	
	in cases:	per piece
	of gold	0,80
	of silver, gilt or not, or provided with gilt rims, pendants or knobs	0,60
	of common metals or alloys thereof, gilt or silvered or not, or provided with gilt or silvered rims, pendants or knobs; of other materials . .	0,40
	Note: Electrical watches are dutiable under No. 929.	
930	Watch cases:	
	of gold	0,40

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
	(Noch Nr. 930. Uhrgehäuse zu Taschenuhren).	
	aus Silber oder aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, auch vergoldet oder mit vergoldeten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen; aus anderen Stoffen	0,40
	Anmerkung zu Nr. 930. Werden Uhrgehäuse zu Taschenuhren in zerlegtem Zustande, jedoch fertig zum Zusammensetzen eingeführt, so sind Böden mit der Hälfte, Ränder (mit oder ohne Glasreifen) und Glasreifen je mit einem Viertel des Stückzolls für das zusammengesetzte Uhrgehäuse zu belegen, während Staubdeckel sowie andere Teile der Verzollung nach Beschaffenheit des Stoffes unterliegen.	
	Anmerkung zu Nr. 929 und 930. Mit Gold oder Silber belegte (plattierte) Taschenuhren und Uhrgehäuse zu Taschenuhren werden wie vergoldete oder versilberte verzollt.	
931	Uhrwerke zu Taschenuhren, fertige und Rohwerke . . . . . , ...	0,40
932	Triebe und Unruhen (Balancen) aus Stahl für Taschenuhren	f. 1 Doppelzentne 60
933	Teilen von Taschenuhren aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, in den vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs nicht genannt:	
	Uhrfedern aus Stahl; Unruhen (Balancen) aus Bronze oder Messing	60
	andere, auch vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt (plattiert) oder in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	120
	Anmerkung: Bügel, Bügelringe und Aufziehkronen werden, sofern ihre Bestimmung zu Taschenuhren ausser Zweifel steht, nach Nr. 933 verzollt.	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
	(ex 930. Watch cases).	
	of silver, of common metals or alloys thereof, gilt or not, or provided with gilt rims, pendants, or knobs; of other materials . . . . . , .	0,40
	Note. If watch cases are imported in pieces but ready to be put together, backs will pay half and rims (together with bezels or not) and bezels each a quarter of the duty on entire watch cases. So-called „false" watch cases and other parts pay duty according to the material of which made.	
	Note to Nos. 929 and 930. Watches and watch cases plated with gold or silver will pay duty as gilt or silvered.	
931	Mechanism for watches, complete, and rough works	0,40
932	Steel mainsprings and balances for watches .	per 100 kilos 60
933	Parts of watches of common metals or alloys thereof not previously mentioned in the general tariff:	
	watch springs of steel; balances of bronze or brass	60
	other parts of watches, even gilt or silvered, or plated with gold or silver, or in combination with other materials, in so far as they may not be dutiable at higher rates by reason thereof . . .	120
	Note. Pendants, rings, and key caps are dutiable under No. 933 when they are obviously intended to form parts of watches.	

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
937	Pfeifenorgeln	20
943	Mechanische Spielwerke:	
	Spielwerke ohne Gehäuse bei einem Reingewichte des Stückes von 500 Gramm oder darunter	20
	andere mechanische Spielwerke	20
	Vorrichtungen zur mechanischen Wiedergabe von Tonstücken	25
	Anmerkung. Wie die mechanischen Spielwerke werden auch Teile derselben verzollt, die als solche erkennbar sind, ferner auch Spielwerke ohne Laufwerk für Weckeruhren.	

Numbers of the German general tariff.	Articles.	Rate of duty: Marks per 100 kilos.
937	Organs (with pipes)	20
943	Musical boxes:	
	musical boxes without case, weighing 500 grams, net weight, or less, per piece .	20
	other musical boxes	20
	apparatus for mechanical repetition of musical pieces	25
	Note. Parts of musical boxes, obviously recognizable as such, also alarm bells for alarm clocks (without mechanism), are dutiable as musical boxes.	

80.

ALLEMAGNE, TURQUIE.

Convention additionnelle au traité du 26 août 1890; signée à Constantinople, le 25 avril 1907.*)

Reichs-Gesetzblatt. Nr. 28. 1907.

Zusatzübereinkunft zum Handels- und Schiffahrtsvertrage zwischen dem Deutschen Reiche und der Türkei vom 26. August 1890 nebst einem Vollziehungsprotokolle. Vom 25. April 1907.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, d'autre part, étant animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:
Le Baron Adophe Marschall de Bieberstein, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:
Ahmed Tevfik Pacha, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants, concernant la modification du numéro 1 du Procès-verbal de signature du Traité

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen, anderseits, von dem Wunsche beseelt, die Entwickelung der Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern zu fördern, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:
Den Freiherrn Adolf Marschall von Bieberstein, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser der Ottomanen,

Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen:
Ahmed Tewfik Pascha, Allerhöchstihren Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

welche nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind, welche die Abänderung der Ziffer 1 des Vollziehungsprotokolls zum Handels- und Schiffahrtsvertrage zwischen dem Deut-

---

*) Les ratifications ont été échangées, le 24 juin 1907.

de commerce et de navigation, conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 août 1890:*)

Article 1.

Jusqu'à la mise en vigueur du tarif annexé audit Traité le Gouvernement Impérial Ottoman aura le droit d'élever les droits d'entrée en Turquie de 8 à 11% ad valorem.

Toutefois, cette augmentation des droits d'entrée ne pourra être appliquée aux importations allemandes en Turquie qu'à la condition de l'être également aux provenances des pays des autres Puissances.

Article 2.

La présente Convention formera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation, conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 août 1890.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Constantinople, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, en double exemplaire, le 25 avril 1907.

schen Reiche und der Türkei vom 26. August 1890 betreffen:

Artikel 1.

Bis zur Inkraftsetzung des dem genannten Vertrage beigefügten Tarifs soll die Kaiserlich Ottomanische Regierung das Recht haben, die Einfuhrzölle in der Türkei von 8 auf 11% des Wertes zu erhöhen.

Diese Erhöhung der Einfuhrzölle soll jedoch auf die deutsche Einfuhr nach der Türkei nur unter der Bedingung angewandt werden können, dass dies in gleicher Weise gegenüber den aus den Ländern der anderen Mächte kommenden Waren geschieht.

Artikel 2.

Die gegenwärtige Übereinkunft wird einen wesentlichen Bestandteil des Handels- und Schiffahrts-Vertrags zwischen Deutschland und der Türkei vom 26. August 1890 bilden.

Artikel 3.

Die gegenwärtige Übereinkunft soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Konstantinopel ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Konstantinopel in doppelter Ausfertigung, am 25. April 1907.

(L. S.) *Marschall.*
(L. S.) *Tevfik.*

*) V. **N. R. G.** 2e s., XVII. 409.

Procès-verbal de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention additionnelle, conclue en date de ce jour entre l'Allemagne et la Turquie pour modifier le numéro 1 du Procès-verbal de signature du Traité de commerce et de navigation du 26 août 1890 et vu la majoration des droits d'entrée en Turquie sur les provenances allemandes, le Plénipotentiaire soussigné, Ministre des Affaires Étrangères de l'Empire Ottoman, déclare que la Sublime Porte prend les engagements suivants:

I. La Sublime Porte mettra en pleine et entière exécution la nouvelle loi sur les analyses en douane, promulgée le 29 Rébi-ul-ewel 1323 (20 mai/2 juin 1905).

II. La Sublime Porte améliorera, dans la mesure du possible, les institutions douanières telles que entrepôts, installations des quais de débarquement etc., dans les ports principaux de la Turquie.

III. Les droits de dépôt (ardié) ne seront payables en Turquie que pour la durée du séjour des marchandises au dépôt des douanes. Cette durée est comptée de la fin de la première semaine écoulée après l'entrée en dépôt des marchandises jusqu'au jour où leurs propriétaires en auront demandé le dédouanement et la sortie.

IV. L'horaire pour la vérification des marchandises dans les bureaux de douane ottomans est fixé: du 1er avril jusqu'à la fin d'août, de deux heures et demie à dix heures et demie; en septembre, de trois heures à onze

Vollziehungsprotokoll.

Im Begriff, zur Unterzeichnung der am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Türkei abgeschlossenen Zusatzübereinkunft zu schreiten, welche die Ziffer 1 des Vollziehungsprotokolls zu dem Handels- und Schiffahrtsvertrage vom 26. August 1890 abändern soll, und im Hinblick auf die Erhöhung der türkischen Einfuhrzölle auf Waren deutscher Herkunft, erklärt der unterzeichnete Bevollmächtigte, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten des Ottomanischen Reichs, dass die Hohe Pforte nachstehende Verpflichtungen eingeht:

I. Die Hohe Pforte wird das neue Gesetz über die Zollanalysen, welches am 29. Rebi-ul-Evel 1323 (20. Mai/2. Juui 1905) verkündet worden ist, voll und ganz zur Ausführung bringen.

II. Die Hohe Pforte wird nach Möglichkeit die Zolleinrichtungen, wie Zollager, Einrichtungen der Entladungsquais usw. in den Haupthäfen der Türkei verbessern.

III. Die Lagergebühren (ardié) sollen in der Türkei nur für die Zeitdauer, während welcher die Waren sich im Zollager befinden, bezahlt werden müssen. Diese Zeitdauer wird von dem Ende der ersten Woche, welche nach dem Eingang der Waren in das Lager verstrichen ist, bis zu dem Tage berechnet, an dem ihre Eigentümer die Verzollung und Auslagerung derselben verlangt haben werden.

IV. Die Dienststunden für die Abfertigung der Waren in den ottomanischen Zollämtern werden festgesetzt: vom 1. April bis Ende August von zweieinhalb Uhr bis zehneinhalb Uhr, im September von drei Uhr bis elf

heures; en octobre, de trois heures et demie à onze heures; du 1er novembre jusqu'à la fin de janvier, de quatre heures à onze heures; en février, de trois heures et demie à onze heures; et en mars, de trois heures à dix heures et demie à la turque.

V. En cas d'envois de marchandises du même genre, importées à la fois en petits emballages, contenant des articles d'alimentation et de consommation en récipients hermétiquement fermés et portant des marques de fabrique, l'examen en douane ne sera fait que sur des échantillons pris au hasard.

Cette stipulation ne s'applique pas au cas où les circonstances spéciales font soupçonner l'intention de frauder les droits.

Le soussigné Plénipotentiaire d'Allemagne prend acte de cette déclaration.

Fait à Constantinople, en double exemplaire, le 25 Avril 1907.

Uhr, im Oktober von dreieinhalb Uhr bis elf Uhr, vom 1. November bis Ende Januar von vier Uhr bis elf Uhr, im Februar von dreieinhalb Uhr bis elf Uhr und im März von drei Uhr bis zehneinhalb Uhr türkischer Zeit.

V. Wenn Sendungen gleichartiger Waren in kleinen Packungen gleichzeitig eingeführt werden, welche Nahrungs- und Genussmittel in luftdicht verschlossenen, mit Fabrikmarken versehenen Behältnissen enthalten, soll die zollamtliche Untersuchung nur mittels Stichproben erfolgen.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Fälle, in denen die besonderen Umstände die Absicht einer Zollhinterziehung vermuten lassen.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte des Deutschen Reichs nimmt von dieser Erklärung Akt.

So geschehen zu Konstantinopel in doppelter Ausfertigung, am 25. April 1907.

(L. S.) *Marschall.*
(L. S.) *Tevfik.*

Die vorstehende Übereinkunft nebst dem Vollziehungsprotokoll ist ratifiziert worden und die Auswechselung der Ratifikationsurkunden hat ma 24. Juni 1907 stattgefunden.

81.

SUISSE, ESPAGNE.

Traité d'arbitrage; signé à Berne, le 14 mai 1907.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung. Nr. 15. 1907.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne,

désirant, en application de l'article 19 de la Convention pour le réglement pacifique des conflits internationaux, signée à la Haye en date du 29 juillet 1899, conclure une Convention d'arbitrage,

ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes:

Article Ier.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre des Hautes Parties contractantes qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899 à la Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

Schiedsvertrag
zwischen
der Schweiz und Spanien.

Der Bundesrat der schweizerischen Eidgenossenschaft und die Regierung Seiner Majestät des Königs von Spanien, von dem Wunsche geleitet, in Anwendung des Artikels 19 der am 29. Juli 1899 im Haag unterzeichneten Konvention für die friedliche Schlichtung internationaler Streitigkeiten einen Schiedsvertrag abzuschliessen,

haben die Unterzeichneten ermächtigt, folgende Bestimmungen zu vereinbaren:

Artikel I.

Streitige Rechtsfragen und Streitfragen, die sich auf die Auslegung der zwischen den hohen vertragschliessenden Teilen bestehenden Verträge beziehen, sollen, sofern sie nicht auf diplomatischem Wege haben erledigt werden können, dem durch die Konvention vom 29. Juli 1899 eingesetzten ständigen Schiedsgerichtshof im Haag unterbreitet werden. Dabei wird jedoch vorausgesetzt, dass solche Streitigkeiten weder die Lebensinteressen noch die Unabhängigkeit oder die Ehre der vertragschliessenden Staaten und ebensowenig die Interessen dritter Mächte berühren.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 9 juillet 1907.

Article II.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer en qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

Article III.

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu, à Berne, aussitôt que faire se pourra.

Fait à Berne, en double exemplaire, le quatorze mai mil neuf cent sept.

Le Président
de la Confédération suisse:

(L.S.) *Müller.*

Le Ministre d'Espagne:

(L.S.) *El Ms. de Prat de Nantouillet.*

Artikel II.

In jedem Einzelfalle sollen die hohen vertragschliessenden Teile, bevor sie den ständigen Schiedsgerichtshof anrufen, eine besondere Vereinbarung abschliessen, die den Streitgegenstand, den Umfang der Befugnisse der Schiedsrichter und die Fristen klar bestimmt, welche für die Bildung des Schiedsgerichts und das Verfahren zu beobachten sind.

Artikel III.

Der gegenwärtige Vertrag ist für einen Zeitraum von fünf Jahren geschlossen, vom Tage der Auswechslung der Ratifikationen an, welche sobald wie möglich in Bern stattfinden soll.

In doppelter Ausfertigung vollzogen zu Bern, den vierzehnten Mai neunzehnhundertundsieben.

Der Präsident
der schweizerischen Eidgenossenschaft

(L.S.) *Müller.*

Der spanische Gesandte:

(L.S.) *El Ms. de Prat de Nantouillet.*

82.

FRANCE, ESPAGNE.

Déclarations échangées à Paris le 16 mai 1907 concernant la conservation de la paix et le maintien du status quo territorial dans la Méditerranée.

Documents diplomatiques publiés par le Ministère des Affaires étrangères. Paris 1907.

M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères,

aux Ambassadeurs de la République française à Saint-Pétersbourg, Rome, Berlin, Vienne, Washington et Tokio, et au Ministre de France à Lisbonne.

Paris, le 6 juin 1907.

La grande étendue des côtes françaises et des côtes espagnoles tant sur la Méditerranée que dans la partie de l'Atlantique qui baigne le littoral de l'Europe et de l'Afrique, l'importance des possessions insulaires de l'Espagne dans ces régions et celle de nos domaines africains ont amené le Gouvernement de la République et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique à envisager l'utilité d'une entente au sujet des intérêts communs résultant de cette situation.

Les deux Gouvernements ont en conséquence échangé, le 16 mai dernier, à Paris, les déclarations dont j'ai l'honneur de vous adresser le texte.

L'accord ainsi conclu a pour but non seulement de maintenir un statu quo qui, en raison de la proximité de nos possessions respectives, ne saurait être modifié sans que des intérêts essentiels des deux puissances soient lésés, mais surtout, en ce qui nous concerne plus particulièrement, d'assurer la sécurité de nos communications avec nos possessions africaines de la Méditerranée et de l'Atlantique.

Je vous prie de vouloir bien communiquer les documents ci-joints au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Vous vous concerterez pour cette communication avec votre collègue d'Espagne.

Déclaration du Gouvernement français remise le 16 mai 1907 à Son Excellence M. d. Léon y Castillo, Marquis del Muni, Ambassadeur d'Espagne, par M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères.

Animé du désir de contribuer par tous les moyens possibles à la conservation de la paix et convaincu que le maintien du statu quo terri-

torial et des droits de la France et de l'Espagne dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique doit servir efficacement à atteindre ce but, tout en étant profitable aux deux nations qu'unissent d'ailleurs les liens d'une amitié séculaire et la communauté des intérêts:

Le Gouvernement de la République Française désire porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Catholique la déclaration, dont la teneur suit, avec le ferme espoir qu'elle contribuera non seulement à affermir la bonne entente qui existe si heureusement entre les deux Gouvernements, mais aussi à servir la cause de la paix:

La politique générale du Gouvernement de la République Française dans les régions susindiquées a pour objet en maintien du statu quo territorial, et, conformément à cette politique, ce Gouvernement est fermement résolu à conserver intacts les droits de la République Française sur ses possessions insulaires et maritimes situées dans lesdites régions.

Dans le cas où se produiraient de nouvelles circonstances qui, selon l'opinion du Gouvernement de la République Française, seraient de nature ou à modifier or à contribuer à modifier le statu quo territorial actuel, ce Gouvernement entrera en communication avec le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, afin de mettre les deux Gouvernements en état de se concerter, s'il est jugé désirable, sur les mesures à prendre en commun.

Paris, le 16 mai 1907.

Signé: *S. Pichon.*

Déclaration du Gouvernement espagnol remise, le 16 mai 1907, à M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, par Son Excellence M. de Leon y Castillo, marquis del Muni, Ambassadeur d'Espagne.

Animado del deseo de contribuir por todos los medios posibles á la conservación de la paz y convencido de que el mantenimiento del statu quo territorial y de los derechos de España y de Francia en el Mediterráneo y en la parte del Atlántico que baña las costas de Europa y de Africa debe servir eficazmente para alcanzar ese fin, siendo al mismo tiempo beneficioso para ambas naciones, unidas además por los lazos de secular amistad y por la comunidad de intereses:

El Gobierno de Su Majestad Católica desea poner en conocimiento del Gobierno de la Republica Francesa la declaración cuyo tenor sigue, con la firme esperanza de que contribuirá no solamente á afianzar la buena inteligencia que tan felizmente existe entre ambos Gobiernos, sino tambien á servir la causa de la paz:

La politica general del Gobierno de Su Majestad Católica en las regiones arriba indicadas tiene por objeto et mantenimiento del statu quo territorial, y, conforme á tal política, dicho Gobierno está firmemente resuelto á conservar intactos los derechos de la Corona española sobre sus posesiones insulares y marítimas situadas en las referidas regiones.

En el caso de que nuevas circunstancias, según la opimón del Gobierno de Su Majestad Católica, pudiesen modificar ó contribuir á modificar el statu quo territorial actual, dicho Gobierno entrará en comunicacion con el Gobierno de la Republica Francesa, á fin de poner á ambos Gobiernos en condiciones de concertarse, si lo juzgan oportuno, respecto á las medidas que hubieran de tomarse en común.

Paris, 16 de mayo de 1907.

Signé: *F. de Leon y Castillo.*

Traduction de la Déclaration du Gouvernement Espagnol.

Animé du désir de contribuer par tous les moyens possibles à la conservation de la paix et convaincu que le maintien du statu quo territorial et des droits de l'Espagne et de la France dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique doit servir efficacement à atteindre ce but, tout en étant profitable aux deux nations qu'unissent d'ailleurs les liens d'une amitié séculaire et la communauté des intérêts:

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique désire porter à la connaissance du Gouvernement de la République française la déclaration, dont la teneur suit, avec le ferme espoir qu'elle contribuera non seulement à affermir la bonne entente qui existe si heureusement entre les deux Gouvernements, mais aussi à servir la cause de la paix:

La politique générale du Gouvernement de Sa Majesté Catholique dans les régions susindiquées a pour objet le maintien du statu quo territorial, et, conformément à cette politique, ce Gouvernement est fermement résolu à conserver intacts les droits de la Couronne espagnole sur ses possessions insulaires et maritimes situées dans lesdites régions.

Dans le cas où se produiraient de nouvelles circonstances qui, selon l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, seraient de nature ou à modifier ou à contribuer à modifier le statu quo territorial actuel, ce Gouvernement entrera en communication avec le Gouvernement de la République Française, afin de mettre les deux Gouvernements en état de concerter, s'il est jugé désirable, sur les mesures à prendre en commun.

Table chronologique.

1902.

Mai 28. **Argentine, Chili.** Traité d'arbitrage. 297

Novembre 19. **Etats-Unis, Portugal.** Arrangement supplémentaire concernant le commerce avec l'île de Porto-Rico. 305

1903.

Juin 18. **Colombie, Equateur.** Traité réglant le Droit international privé. 306

1904.

Janvier 26. **Grande-Bretagne, Pérou.** Traité d'éxtradition. 314

Février 17. / Octobre 23. **Russie, Japon.** Correspondance concernant la saisie de la contrebande de guerre durant la guerre Russo-Japonaise. 320

Octobre 13. / 1905. Janvier 13. **France, Grande-Bretagne.** Traité pour résoudre par voie d'arbitrage la question des boutres (dhows) du sultanat de Mascate, autorisés à arborer le pavillon français. 352

1905.

Janvier 10. **Russie, Allemagne.** Convention concernant la jonction de chemin de fer Varsovie-Kalisch avec la ligne prussienne Skalmierzice-Ostrowo et Herby-Czenstochow, avec Lublinitz-Herby. 486

Janvier 13. / 1904. Octobre 13. **France, Grande-Bretagne,** Traité pour résoudre par voie d'arbitrage la question des boutres (dhows) du sultanat de Mascate, autorisés à arborer le pavillon français. 352

Janvier 25. **Allemagne, Autriche-Hongrie.** Traite additionnel de commerce et de douane et convention vétérinaire. 516

Mars 28. **Suisse.** Loi concernant la responsabilité pécuniaire des interprises de transports. 398

Avril 7. **Grande-Bretagne, France.** Arrangement en vue de la Constitution du Tribunal arbitral et des Enquêtes relatives aux Demandes d'Indemnités prévues par l'Article III de la Convention du 8 avril 1904, concernant Terre-Neuve. 363

Avril 8. **Italie, Siam.** Convention supplémentaire portant modification aux articles VIII et IX du traité d'amitié et de commerce du 3 octobre 1868. 539

Avril 12. **Grande-Bretagne, Etats-Unis.** Traité d'extradition. 541

Avril 19. **Grande-Bretagne, Nicaragua.** Traité concernant le territoire des Mosquitos. 367

Mai 4. **Grande-Bretagne, Cuba.** Traité de commerce et de navigation. 369

Mai 22.	**Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne.** Sentence du Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles, signés à Tokyo, le 28 août 1902.	376
Mai 23.	**Angleterre, Chine.** Convention concernant la jonction des lignes télégraphiques chinoises et birmanes.	382
Mai 30.	**Italie, Grande-Bretagne, Portugal.** Sentence arbitrale pour trancher la question, relativement aux limites du territoire du royaume du Barotse.	542
Juin 29.	**Cuba, République Dominicaine.** Traité d'extradition.	385
Juillet 28.	**Grande-Bretagne, Nicaragua.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	390
Août 8.	**Grande-Bretagne, France.** Sentence arbitrale concernant l'affaire des boutres (dhows) du sultanat Muscat autorisé à arborer le pavillon français.	356
Août 12.	**Grande-Bretagne, Japon.** Arrangement concernant le maintien de la paix générale en Extrême-orient.	402
Septembre 16/29.	**Russie, France.** Convention commerciale.	18
Octobre 25.	**Grande-Bretagne, Danemark.** Traité d'arbitrage.	460
Octobre 26.	**Espagne, Cuba.** Traité d'extradition.	407
Octobre 31.	**Grande-Bretagne, Roumanie.** Traité de commerce et de navigation.	413
Novembre 7. / 1906. Mai 19.	**Grande-Bretagne, Congo.** Correspondance concernant l'administration de l'État libre du Congo.	422
Décembre 20.	**Suisse, Portugal.** Convention de commerce.	445
Décembre 31. / 1906. Janvier 13.	**Bulgarie, France.** Traité de commerce et de navigation.	3

1906.

Janvier 18. / Mars 24.	**Italie, Suisse.** Conventions concernant les services des douanes, de la police, de la police sanitaire, postal télégraphique et téléphonique sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola.	184
Janvier 31.	**Japon, Grande-Bretagne, Canada.** Convention destinée à règler les relations commerciales.	25
Février 11.	**Autriche-Hongrie, Italie.** Convention vétérinaire.	86
Février 11.	**Autriche-Hongrie, Italie.** Traitè pour le développement des relations commerciales et maritimes.	30
Février 11.	**Autriche-Hongrie, Italie.** Traité réglant les relations en matière d'acquisition et de possessions de biens meubles ou immeubles.	26
Février 12.	**Autriche-Hongrie, Belgique.** Traité destiné à étendre les relations commerciales et maritimes.	130
Février 15/2.	**Autriche-Hongrie, Russie.** Traité destiné à développer les relations commerciales et maritimes.	98
Février 21.	**Belgique, France.** Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	148
Février 24.	**Russie, Roumanie.** Convention en vue de développer les relations commerciales.	150
Mars 9.	**Autriche-Hongrie, Suisse,** Traité de commerce.	157
Mars 18/31.	**Etats-Unis, Roumanie.** Traité concernant la protection réciproque des marques de fabrique.	204
Avril 6.	**Haïti, Grande-Bretagne.** Convention pour le règlement de la question de nationalité des sujets britanniques et des citoyens haïtiens sur les territoires de l'un et de l'autre pays, et correspondance y relative.	205

Avril 21.	**Etats-Unis, Grande-Bretagne.** Convention destinée à fixer la frontière de l'Alaska.	211
Avril 27.	**Grande-Bretagne, Chine.** Convention concernant le Tibet.	447
Mai 7.	**Grande-Bretagne, Espagne.** Traité concernant le mariage contracté entre Alphonse XIII roi d'Espagne el la princesse royale Victoria Eugénie Julia Ena de Battenberg.	453
Mai 7.	**Suisse, Allemagne.** Traité concernant une jonction des chemins de fer à la frontière.	213
Mai 8.	**Allemagne, Suède.** Traité de commerce et de navigation.	216
Mai 9.	**Grande-Bretagne, Congo.** Convention destinée à modifier l'arrangement du 12 mai 1894.	454
Mai 9. / Juin 1.	**Grande-Bretagne, Chine.** Correspondance relative à la modification des droits de douane pour les entrées par voie maritime, établie par le gouvernement de Chine.	457
Mai 12.	**Italie, Portugal.** Echange de notes concernant la protection de la propriété littéraire.	230
Mai 15/28.	**Serbie, Turquie.** Traité de commerce.	234
Mai 17.	**Japon, Etats-Unis.** Convention additionnelle au traité d'extradition du 29 avril 1886.	231
Mai 18.	**Allemagne, Pays-Bas.** Convention en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière des deux pays.	232
Mai 19. / 1905. Novembre 7.	**Grande-Bretagne, Congo.** Correspondance concernant l'administration de l'Etat libre du Congo.	422
Mai 21.	**Mexique, Etats-Unis.** Convention concernant l'emploi des eaux du Rio Grande pour l'irrigation en Mexique.	461
Mai 22.	**Belgique, Luxembourg.** Convention additionnelle à la convention du 15 avril 1905, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	233
Mai 23. / Juin 5.	**Roumanie, Belgique.** Convention de commerce.	266
Mai 29.	**Grande-Bretagne, France.** Convention pour la délimitation des frontières respectives à l'Est du Niger.	463
Juin 4.	**Grèce, Egypte.** Traité de commerce et de navigation.	243
Juin 13.	**Italie, Suisse.** Convention concernant la pêche dans les eaux frontières.	471
Juin 22/26.	**Danemark, Etats-Unis.** Arrangement pour la protection de dessins ou modèles industriels.	278
Juin 25.	**Italie, Nicaragua.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	268
Juin 27.	**France, Luxembourg.** Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	279
Juin 28.	**Cuba, France.** Traité de commerce.	499
Juin 30.	**Suisse, Paraguay.** Traité d'extradition.	281
Juillet 27. / Août 9.	**Russie, Suède.** Arrangement concernant les relations commerciales.	294
Août 1.	**Etats-Unis, Espagne.** Arrangement concernant plusieurs concessions réciproques en matière de droits de douane.	293
Août 29.	**Belgique, Italie.** Déclaration concernant la reconnaissance reciproque des certificats de jaugeage.	296
Octobre 30. / Novembre 12.	**Russie, Portugal.** Echange de notes destinées à modifier le traité de commerce et de navigation du 9 juillet 1895.	545

Novembre 22. / Décembre 5.	**Italie, Roumanie.** Traité de commerce, de douane et de navigation.	547
Novembre 22. / Décembre 5.	**Italie, Roumanie.** Convention relative à la protection de la propriété littéraire et des marques de fabrique.	554
Décembre 13.	**France, Grande-Bretagne, Italie.** Convention concernant le commerce des armes à la Côte des Somalis.	556
Décembre 23.	**Espagne, Honduras, Nicaragua.** Sentence arbitrale rendue par S. M. le Roi d'Espagne pour trancher la question des limites entre la République de Honduras et la Nicaragua.	563
Décembre 23.	**Serbie, Roumanie.** Convention de commerce.	570
Décembre 23. / 1907. Janvier 5.	**Serbie, France.** Convention de commerce.	575
Décembre 30.	**Turquie, Bulgarie.** Arrangement commercial et douanier entre l'Empire Ottoman et la Principauté de Bulgarie.	584

1907.

Janvier 1/14.	**Serbie, Italie.** Traité de commerce.	596
Janvier 5. / 1906. Décembre 23.	**Serbie, France.** Convention de commerce.	575
Février 4/17.	**Grande-Bretagne, Serbie.** Traité de commerce.	608
Février 14.	**Suisse, Allemagne.** Traité concernant la légalisation des documents publics.	615
Février 28.	**Suisse, Serbie.** Traité de commerce.	619
Mars 7.	**Allemagne, Norvège.** Traité additionnel au traité d'extradition du 19 janvier 1878.	628
Avril 22. / Mai 9.	**Allemagne, Etats-Unis.** Arrangement commercial.	630
Avril 25.	**Allemagne, Turquie.** Convention additionnelle au traité du 26 août 1890.	686
Mai 14.	**Suisse, Espagne.** Traité d'arbitrage.	690
Mai 16.	**France, Espagne.** Déclarations échangées à Paris concernant la conservation de la paix et le maintien du status quo territorial dans la Méditerranée.	692

Table alphabétique.

Allemagne.

1905.	Janvier 10.	**Russie.** Convention concernant la jonction de chemin de fer Varsovie-Kalisch avec la ligne prussienne Skalmierzice-Ostrowo et Herby-Czenstochow, avec Lublinitz-Herby.	486
1905.	Janvier 25.	**Autriche-Hongrie.** Traité additionnel de commerce et de douane et convention vétérinaire.	516
1905.	Mai 22.	**Japon, France, Grande-Bretagne.** Sentence du Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles, signés à Tokyo, le 28 août 1902.	376
1906.	Mai 7.	**Suisse.** Traité concernant une jonction des chemins de fer à la frontière.	213
1906.	Mai 8.	**Suède.** Traité de commerce et de navigation.	216
1906.	Mai 18.	**Pays-Bas.** Convention en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière des deux pays.	232
1907.	Mars 7.	**Norvège.** Traité additionnel au traité d'extradition du 19 janvier 1878.	628
1907.	Avril 22. / Mai 2.	**Etats-Unis.** Arrangement commercial.	630
1907.	Avril 25.	**Turquie.** Convention additionnelle au traité du 26 août 1890.	686
1905.	Mai 23.	**Chine.** Convention concernant la jonction des lignes télégraphiques chinoises et birmanes.	382

Argentine.

1902.	Mai 28.	**Chili.** Traité d'arbitrage.	297

Autriche-Hongrie.

1905.	Janvier 25.	**Allemagne.** Traité additionnel de commerce et de douane et convention vétérinaire.	516
1906.	Février 11.	**Italie.** Convention vétérinaire.	86
1906.	Février 11.	**Italie.** Traité pour le développement des relations commerciales et maritimes.	30
1906.	Février 11.	**Italie.** Traité réglant les relations en matière d'acquisition et de possessions de biens meubles ou immeubles.	26
1906.	Février 12.	**Belgique.** Traité destiné à étendre les relations commerciales et maritimes.	130
1906.	Février 15/2.	**Russie.** Traité destiné à développer les relations commerciales et maritimes.	98
1906.	Mars 9.	**Suisse.** Traité de commerce.	157

Belgique.

1906. Février 12.	**Autriche-Hongrie.** Traité destiné à étendre les relations commerciales et maritimes.	130
1906. Février 21.	**France.** Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	148
1906. Mai 22.	**Luxembourg.** Convention additionnelle à la convention du 15 avril 1905, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	233
1906. Mai 23. / Juin 5.	**Roumanie.** Convention de commerce.	266
1906. Août 29.	**Italie.** Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage.	296

Bulgarie.

1905. Décembre 31. / 1906. Janvier 13.	**France.** Traité de commerce et de navigation.	3
1906. Décembre 30.	**Turquie.** Arrangement commercial et douanier entre l'Empire Ottoman et la Principauté de Bulgarie.	584

Canada.

1906. Janvier 31.	**Japon, Grande-Bretagne.** Convention destinée à règler les relations commerciales.	25

Chili.

1902. Mai 28.	**Argentine.** Traité d'arbitrage.	297

Chine.

1905. Mai 23.	**Angleterre.** Convention concernant la jonction des lignes télégraphiques chinoises et birmanes.	382
1906. Avril 27.	**Grande-Bretagne.** Convention concernant le Tibet.	447
1906. Mai 9. / Juin 1.	**Grande-Bretagne.** Correspondance relative à la modification des droits de douane pour les entrées par voie maritime établie par le gouvernement de Chine.	457

Colombie.

1903. Juin 18.	**Equateur.** Traité réglant le Droit international privé.	306

Congo.

1905. Novembre 7. / 1906. Mai 19.	**Grande-Bretagne.** Correspondance concernant l'administration de l'Etat libre du Congo.	422
1906. Mai 9.	**Grande-Bretagne.** Convention destinée à modifier l'arrangement du 12 mai 1894.	454

Cuba.

1905. Mai 4.	**Grande-Bretagne.** Traité de commerce et de navigation.	369
1905. Juin 29.	**République Dominicaine.** Traité d'extradition.	385
1905. Octobre 26.	**Espagne.** Traité d'extradition.	407
1906. Juin 28.	**France.** Traité de commerce.	499

Danemark.

1905. Octobre 25.	**Grande-Bretagne.** Traité d'arbitrage.	406
1906. Juin 22/26.	**Etats-Unis.** Arrangement pour la protection de dessins ou modèles industriels.	278

Egypte.

1906. Juin 4. **Grèce.** Traité de commerce et de navigation. 243

Equateur.

1903. Juin 18. **Colombie.** Traité réglant le Droit international privé. 306

Espagne.

1905. Octobre 26. **Cuba.** Traité d'extradition. 407
1906. Mai 7. **Grande-Bretagne.** Traité concernant le mariage contracté entre Alphonse XIII roi d'Espagne et la princesse royale Victoria Eugénie Julia Ena de Battenberg. 453
1906. Août 1. **Etats-Unis.** Arrangement concernant plusieurs concessions réciproques en matière de droits de douane. 293
1906. Décembre 23. **Honduras, Nicaragua.** Sentence arbitrale rendue par S. M. le Roi d'Espagne pour trancher la question des limites entre la République de Honduras et la Nicaragua. 563
1907. Mai 14. **Suisse.** Traité d'arbitrage. 690
1907. Mai 16. **France.** Déclarations échangées à Paris concernant la conservation de la paix et le maintien du status quo territorial dans la Méditerranée. 692

Etats-Unis.

1902. Novembre 19. **Portugal.** Arrangement supplémentaire concernant le commerce avec l'île de Porto-Rico. 305
1905. Avril 12. **Grande-Bretagne.** Traité d'extradition. 541
1906. Mars 18/31. **Roumanie.** Traité concernant la protection réciproque des marques de fabrique. 204
1906. Avril 21. **Grande-Bretagne.** Convention destinée à fixer la frontière de l'Alaska. 211
1906. Mai 17. **Japon.** Convention additionnelle au traité d'extradition du 29 avril 1886. 231
1906. Mai 21. **Mexique.** Convention concernant l'emploi des eaux du Rio Grande pour l'irrigation en Mexique. 461
1906. Juin 22/26. **Danemark.** Arrangement pour la protection de dessins ou modèles industriels. 278
1906. Août 1. **Espagne.** Arrangement concernant plusieurs concessions réciproques en matière de droits de douane. 293
1907. Avril 22. / Mai 2. **Allemagne.** Arrangement commercial. 630

France.

1904. Octobre 13. / 1905. Janvier 13. **Grande-Bretagne.** Traité pour résoudre par voie d'arbitrage la question des boutres (dhows) du sultanat de Mascate, autorisés à arborer le pavillon français. 352
1905. Avril 7. **Grande-Bretagne.** Arrangement en vue de la Constitution du Tribunal arbitral et des Enquêtes relatives aux Demandes d'Indemnités prévues par l'Article III de la Convention du 8 avril 1904, concernant Terre-Neuve. 363
1905. Mai 22. **Japon, Allemagne, Grande-Bretagne.** Sentence du Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles, signés à Tokyo, le 28 août 1902. 376
1905. Août 8. **Grande-Bretagne.** Sentence arbitrale concernant l'affaire des boutres (dhows) du sultanat Muscat autorisé à arborer le pavillon français. 356
1905. Septembre 16/29. **Russie.** Convention commerciale. 18

1905. Décembre 31. / 1906. Janvier 13.	**Bulgarie.** Traité de commerce et de navigation.	3
1906. Février 21.	**Belgique.** Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	148
1906. Mai 29.	**Grande-Bretagne.** Convention pour la délimitation des frontières respectives à l'Est du Niger.	463
1906. Juin 27.	**Luxembourg.** Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	279
1906. Juin 28.	**Cuba.** Traité de commerce.	499
1906. Décembre 13.	**Grande-Bretagne, Italie.** Convention concernant le commerce des armes à la Côte des Somalis.	556
1906. Décembre 23. / 1907. Janvier 5.	**Serbie.** Convention de commerce.	575
1907. Mai 16.	**Espagne.** Déclarations échangées à Paris concernant la conservation de la paix et le maintien du statu quo territorial dans la Méditerranée.	692

Grande-Bretagne.

1904. Janvier 26.	**Pérou.** Traité d'extradition.	314
1904. Octobre 13. / 1905. Janvier 13.	**France.** Traité pour résoudre par voie d'arbitrage la question des boutres (dhows) du sultanat de Mascate, autorisés à arborer le pavillon français.	352
1905. Avril 7.	**France.** Arrangement en vue de la Constitution du Tribunal arbitral et des Enquêtes relatives aux Demandes d'Indemnités prévus par l'Article III de la Convention du 8 avril 1904, concernant Terre-Neuve.	363
1905. Avril 12.	**Etats-Unis.** Traité d'extradition.	541
1905. Avril 19.	**Nicaragua.** Traité concernant le territoire des Mosquitos.	367
1905. Mai 4.	**Cuba.** Traité de commerce et de navigation.	369
1905. Mai 22.	**Japon, Allemagne, France.** Sentence du Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles, signés à Tokyo, le 28 août 1902.	376
1905. Mai 30.	**Italie, Portugal.** Sentence arbitrale pour trancher la question, relativement aux limites du territoire du royaume du Barotse.	542
1905. Juillet 28.	**Nicaragua.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	390
1905. Août 8.	**France.** Sentence arbitrale concernant l'affaire des boutres (dhows) du sultanat Muscat autorisé à arborer le pavillon français.	356
1905. Août 12.	**Japon.** Arrangement concernant le maintien de la paix générale en Extrême-orient.	402
1905. Octobre 25.	**Danemark.** Traité d'arbitrage.	406
1905. Octobre 31.	**Roumanie.** Traité de commerce et de navigation.	413
1905. Novembre 7. / 1906. Mai 19.	**Congo.** Correspondance concernant l'administration de l'Etat libre du Congo.	422
1906. Janvier 31.	**Japon, Canada.** Convention destinée à règler les relations commerciales.	25
1906. Avril 6.	**Haïti.** Convention pour le réglement de la question de nationalité des sujets britanniques et des citoyens haïtiens sur les territoires de l'un et de l'autre pays, et correspondance y relative.	205

1906. Avril 21. **Etats-Unis.** Convention destinée à fixer la frontière de l'Alaska. 211
1906. Avril 27. **Chine.** Convention concernant le Tibet. 447
1906. Mai 7. **Espagne.** Traité concernant le mariage contracté entre Alphonse XIII roi d'Espagne et la princesse royale Victoria Eugénie Julia Ena de Battenberg. 453
1906. Mai 9. **Congo.** Convention destinée à modifier l'arrangement du 12 mai 1894. 454
1906. Mai 9. / Juin 1. **Chine.** Correspondance relative à la modification des droits de douane pour les entrées par voie maritime établie par le gouvernement de Chine. 457
1906. Mai 29. **France.** Convention pour la délimitation des frontières respectives à l'Est du Niger. 463
1906. Décembre 13. **France, Italie.** Convention concernant le commerce des armes à la Côte des Somalis. 556
1907. Février 4/17. **Serbie.** Traité de commerce. 608

Grèce.

1906. Juin 4. **Egypte.** Traité de commerce et de navigation. 243

Haïti.

1906. Avril 6. **Grande-Bretagne.** Convention pour le réglement de la question de nationalité des sujets britanniques et des citoyens haïtiens sur les territoires de l'un et de l'autre pays, et correspondance y relative. 205

Honduras.

1906. Décembre 23. **Espagne, Nicaragua.** Sentence arbitrale rendue par S. M. le Roi d'Espagne pour trancher la question des limites entre la République de Honduras et la Nicaragua. 563

Japon.

1904. Février 17. / Octobre 23. **Russie.** Correspondance concernant la saisie de la contrebande de guerre durant la guerre Russo-Japonaise. 320
1905. Mai 22. **Allemagne, France, Grande-Bretagne.** Sentence du Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles, signés à Tokyo, le 28 août 1902. 376
1905. Août 12. **Grande-Bretagne.** Arrangement concernant le maintien de la paix générale en Extrême-orient. 402
1906. Janvier 31. **Grande-Bretagne, Canada.** Convention destinée à règler les relations commerciales. 25
1906. Mai 17. **Etats-Unis.** Convention additionnelle au traité d'extradition du 29 avril 1886. 231

Italie.

1905. Mai 30. **Grande-Bretagne, Portugal.** Sentence arbitrale pour trancher la question, relativement aux limites du territoire du royaume du Barotse. 542
1905. Avril 8. **Siam.** Convention supplémentaire portant modification aux articles VIII et IX du traité d'amitié et de commerce du 3 octobre 1868. 539
1906. Janvier 18. / Mars 24. **Suisse.** Conventions concernant les services des douanes, de la police, de la police sanitaire, postal télégraphique et téléphonique sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola. 184

1906. Février 11. **Autriche-Hongrie.** Convention vétérinaire. 86
1906. Février 11. **Autriche-Hongrie.** Traité pour le développement des relations commerciales et maritimes. 30
1906. Février 11. **Autriche-Hongrie.** Traité réglant les relations en matière d'acquisition et de possessions de biens meubles ou immeubles. 26
1906. Mai 12. **Portugal.** Echange de notes concernant la protection de la propriété littéraire. 230
1906. Juin 13. **Suisse.** Convention concernant la pêche dans les eaux frontières. 471
1906. Juin 25. **Nicaragua.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation. 268
1906. Août 29. **Belgique.** Déclaration concernant la reconnaissance reciproque des certificats de jaugeage. 296
1906. Novembre 22. / Décembre 5. **Roumanie.** Convention relative à la protection de la propriété littéraire et des marques de fabrique. 554
1906. Novembre 22. / Décembre 5. **Roumanie.** Traité de commerce, de douane et de navigation. 547
1906. Décembre 13. **France, Grande-Bretagne.** Convention concernant le commerce des armes à la Côte des Somalis. 556
1907. Janvier 1/14. **Serbie.** Traité de commerce. 596

Luxembourg.

1906. Mai 22. **Belgique.** Convention additionnelle à la convention du 15 avril 1905, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail. 233
1906. Juin 27. **France.** Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. 279

Mexique.

1906. Mai 21. **Etats-Unis.** Convention concernant l'emploi des eaux du Rio Grande pour l'irrigation en Mexique. 461

Nicaragua.

1905. Avril 19. **Grande-Bretagne.** Traité concernant le territoire des Mosquitos. 367
1906. Juin 25. **Italie.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation. 268
1905. Juillet 28. **Grande-Bretagne.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation. 390
1906. Décembre 23. **Espagne, Honduras.** Sentence arbitrale rendue par S. M. le Roi d'Espagne pour trancher la question des limites entre la République de Honduras et la Nicaragua. 563

Norvège.

1907. Mars 7. **Allemagne.** Traité additionnel au traité d'extradition du 19 janvier 1878. 628

Paraguay.

1906. Juin 30. **Suisse.** Traité d'extradition. 281

Pays-Bas.

1906. Mai 18. **Allemagne.** Convention en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière des deux pays. 232

Pérou.

1904. Janvier 26. **Grande-Bretagne.** Traité d extradition. 314

Portugal.

1902. Novembre 19. **Etats-Unis.** Arrangement supplémentaire concernant le commerce avec l'île de Porto-Rico. 305
1905. Mai 30. **Italie, Grande-Bretagne.** Sentence arbitrale pour trancher la question, relativement aux limites du territoire du royaume du Barotse. 542
1905. Décembre 20. **Suisse.** Convention de commerce. 445
1906. Mai 12. **Italie.** Echange de notes coucernant la protection de la propriété littéraire. 230
1906. Octobre 30. / Novembre 12. **Russie.** Echange des notes destinées à modifier le traité de commerce et de navigation du 9 juillet 1895. 545

République Dominicaine.

1905. Juin 29. **Cuba.** Traité d'extradition. 385

Roumanie.

1905. Octobre 31. **Grande-Bretagne.** Traité de commerce et de navigation. 413
1906. Février 24. **Russie.** Convention en vue de développer les relations commerciales. 150
1906. Mars 18/31. **Etats-Unis.** Traité concernant la protection réciproque des marques de fabrique. 204
1906. Mai 23. / Juin 5. **Belgique.** Convention de commerce. 266
1906. November 22. / Décembre 5. **Italie.** Convention relative à la protection de la propriété littéraire et des marques de fabrique. 554
1906. November 22. / Décembre 5. **Italie.** Traité de commerce, de douane et de navigation. 547
1906. Décembre 23. **Serbie.** Convention de commerce. 570

Russie.

1904. Février 17. / Octobre 23. **Japon.** Correspondance concernant la saisie de la contrebande de guerre durant la guerre Russo-Japonaise. 320
1905. Janvier 10. **Allemagne.** Convention concernant la jonction de chemin de fer Varsovie-Kalisch avec la ligne prussienne Skalmierzice-Ostrowo et Herby-Czenstocho, avec Lublinitz-Herby. 486
1905. Septembre 16/29. **France.** Convention commerciale. 18
1906. Février 15/2. **Autriche-Hongrie.** Traité destiné à développer les relations commerciales et maritimes. 98
1906. Février 24. **Roumanie.** Convention en vue de développer les relations commerciales. 150
1906. Juillet 27. / Août 9. **Suède.** Arrangement concernant les relations commerciales. 294
1906. Octobre 30. / Novembre 12. **Portugal.** Echange de notes destinées à modifier le traité de commerce et de navigation du 9 juillet 1895. 545

Serbie.

1906. Mai 15/28. **Turquie.** Traité de commerce. 234
1906. Décembre 23. **Roumanie.** Convention de commerce. 570
1906. Décembre 23. / 1907. Janvier 5. **France.** Convention de commerce. 575
1907. Janvier 1/14. **Italie.** Traité de commerce. 596
1907. Février 28. **Suisse.** Traité de commerce. 619

Siam.

1905. Avril 8.	**Italie.** Convention supplémentaire portant modification aux articles VIII et IX du traité d'amitié et de commerce du 3 octobre 1868.	539

Suède.

1906. Mai 8.	**Allemagne.** Traité de commerce et de navigation.	216
1906. Juillet 27. / Août 9.	**Russie.** Arrangement concernant les relations commerciales.	294

Suisse.

1905. Mars 28.	Loi concernant la responsabilité pécuniaire des intreprises de transports.	398
1905. Décembre 20.	**Portugal.** Convention de commerce.	445
1906. Janvier 18. / Mars 24.	**Italie.** Conventions concernant les services des douanes, de la police, de la police sanitaire, postal télégraphique et téléphonique sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola.	184
1906. Mars 9.	**Autriche-Hongrie.** Traité de commerce.	157
1906. Mai 7.	**Allemagne.** Traité concernant une jonction des chemins de fer à la frontière.	213
1906. Juin 13.	**Italie.** Convention concernant la pêche dans les eaux frontières.	471
1906. Juin 30.	**Paraguay.** Traité d'extradition.	281
1907. Février 14.	**Allemagne.** Traité concernant la légalisation des documents publics.	615
1907. Février 28.	**Serbie.** Traité de commerce.	619
1907. Mai 14.	**Espagne.** Traité d'arbitrage.	690

Turquie.

1906. Mai 15/28.	**Serbie.** Traité de commerce.	234
1906. Décembre 30.	**Bulgarie.** Arrangement commercial et douanier entre l'Empire Ottoman et la Principauté de Bulgarie.	584
1907. Avril 25.	**Allemagne.** Convention additionnelle au traité du 26 août 1890.	686

Table analytique des matières contenues dans le XXXVe volume.

Accidents du travail. Reparation des dommages résultant des —. Belgique-France 148. — Belgique-Luxembourg 233. — France-Luxembourg 279.
Affaire. — de Mascate. France-Grande-Bretagne 352. 356.
Alaska. Fixation de la frontiére de l'—. Etats-Unis-Grande-Bretagne 211.
Alcools. Convention de régulariser le mouvement des —. Allemagne-Pays-Bas 232.
Amitié. Italie-Nicaragua 268. — Grande-Bretagne-Nicaragua 390. — Italie-Siam 539.
Arbitrage. Allemagne-Chili 297. — Japon-Allemagne-France-Grande-Bretagne 376. — Grande-Bretagne-Danemark 406. — Italie-Grande-Bretagne-Portugal 542. — Suisse-Espagne 690.
Assurances des ouvriers. Belgique-Luxembourg 233.
Barotse. Limites occidentales du — 542.
Chemins de fer. Jonction des —. Suisse-Allemagne 213. — Russie-Allemagne 486.
Commerce. Bulgarie-France 3. — Russie-France 18. — Japon-Grande-Bretagne-Canada 25. — Autriche-Hongrie-Italie 30. — Autriche-Hongrie-Russie 98. — Autriche-Hongrie-Belgique 130. — Russie-Roumanie 150. — Autriche-Hongrie-Suisse 157. — Allemagne-Suède 216. — Serbie-Turquie 234. — Grèce-Egypte 243. — Roumanie-Belgique 266. — Italie-Nicaragua 268. — Russie-Suède 294. Etats-Unis-Portugal 305. — Grande-Bretagne-Cuba 369. — Grande-Bretagne-Nicaragua 390. — Grande-Bretagne-Roumanie 413. — Suisse-Portugal 445. — Cuba-France 499. — Allemagne-Autriche-Hongrie 516. — Italie-Siam 539. — Russie-Portugal 545. — Italie-Roumanie 547. — Serbie-Roumanie 570. — Serbie-France 575. — Turquie-Bulgarie 584. — Serbie-Italie 596. — Grande-Bretagne-Serbie 608. — Suisse-Serbie 619. — Allemagne-Etats-Unis 630. — Allemagne-Turquie 686.
Congo. Administration de l'Etat libre du —. Grande-Bretagne-Congo 422. 454.
Contrebande de guerre. Saisie de la —. Russie-Japon 320.
Convention vétérinaire. Allemagne-Autriche-Hongrie 516.
Côte des Somalis. Commerce des armes à la —. France-Grande-Bretagne-Italie 556.
Délimitation. — des frontières à l'Est du Niger. Grande-Bretagne-France 463. — Espagne-Honduras-Nicaragua 563.
Documents publics. Légalisation des —. Suisse-Allemage 615.
Douane. Cartel de —. Autriche-Hongrie-Italie 59. — Concessions réciproques en matière de droits de —. Etats-Unis-Espagne 293. Allemagne-Autriche-Hongrie 516. — Italie-Roumanie 547. — Turquie-Bulgarie 584.
Droit international privé. Colombie-Equateur 306.
Droits de douane. Modification des — pour les entrées par voie maritime. Grande-Bretagne-Chine 457.
Echantillons. Régime des —. Bulgarie-France 12.
Entreprises de transports. Responsabilité pécuniaire des —. Suisse 398.
Epizooties. Action d'empêcher des —. Autriche-Hongrie-Italie 87.
Extradition. Japon-Etats-Unis 231. — Suisse-Paragnay 281. — Grande-Bretagne-Pérou 314. — Cuba-République Dominicaine 385. — Espagne-Cuba 407. — Grande-Bretagne-Etats-Unis 541. — Allemagne-Norvège 628.

Graines de vers à soie. Importation des —. Bulgarie-France 16.
Jaugeage. Belgique-Italie 296.
Immeubles. Acquisition et possession de —. Autriche-Hongrie-Italie 26.
Lignes télégraphiques. Jonction des — chinoises et birmanes 382.
Marchandises. Perception des droits sur les — d'origine française. Bulgarie-France 11.
Mariage. Contrat de — entre Alphonse XIII et Victoria de Battenberg. Grande-Bretagne-Espagne 453.
Marques de fabrique. Protection réciproque des —. Etats-Unis-Roumanie 204. — Italie-Roumanie 554.
Mascate. Affaire de — 352. 356.
Méditerrannée. Maintien du statu quo territorial dans la —. France-Espagne 692.
Meubles. Acquisition et possession de —. Autriche-Hongrie-Italie 26.
Mosquitos. Territoire des —. Grande-Bretagne-Nicaragua 367.
Nationalité. Réglement de la question de —. Haïti-Grande-Bretagne 205.
Navigation v. commerce.
Paix. Maintien de la — en Extrême-orient. Grande-Bretagne-Japon 402. — Conservation de la — et le maintien du statu quo territorial dans la Méditerrannée. France-Espagne 692.
Pêche. Italie-Suisse 471.
Porto-Rico. Commerce avec l'île de —. Etats-Unis-Portugal 305.
Produits pharmaceutiques. Bulgarie-France 13.
Propriété industrielle. Protection de la —. Danemark-Etats-Unis 278.
Propriété littéraire. Protection de la —. Italie-Portugal 230. — Italie-Roumanie 554.
Relations commerciales. Allègement des —. Autriche-Hongrie-Suisse 157.
Relations commerciales et maritimes. Développement des —. Autriche-Hongrie-Italie 30. — Autriche-Hongrie-Russie 98. — Russie-Roumanie 150.
Rio Grande. Emploi des eaux du — pour l'irrigation. Mexique-Etats-Unis 461.
Simplon. Services des douanes, de la police, de la police sanitaire, postal télégraphique et téléphonique sur la ligne du —. Italie-Suisse 184.
Tarif douanier. — du 25 décembre 1902. Allemagne-Etats-Unis 638.
Télégraphes. Angleterre-Chine 382.
Terre Neuve. Constitution d'un Tribunal arbitral etc. Grande-Bretagne-France 363.
Tibet. Grande-Bretagne-Chine 447.
Vins etc. Admission des —. Bulgarie-France 14.

Law
131569 Internat
Author Martens, Georg Friedrich von (ed.) M376rh
Title [Recueil de traités] Nouv au recueil... par
Samwer, Hopf [et Stoerk]. Ser.2. Vol.25.
NAME OF BORROWER.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU